



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du mardi 14 novembre 2017	07
Séance du jeudi et vendredi 08 et 09 février 2018	19
Séance du jeudi et vendredi 1er et 02 mars 2018	50
Séance du jeudi et vendredi 03 et 04 avril 2018	126
<i>Arrêtés du Président de l'Assemblée</i>	1026

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI 14 NOVEMBRE 2017

N° 17-411-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ MENTALE DE LA MARTINIQUE (EPDSM MARTINIQUE) - CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY (EX- CH COLSON)

07

N° 17-412-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO SOCIAL (URASS), DANS LE CADRE D'UN PROJET D'ACTIVITES DU SERVICE VIE ASSOCIATIVE, AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

17

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 08 ET 09 FÉVRIER 2018

N° 18-05-1 – PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE A L'ASSOCIATION FRANCE SILVER ECO

19

N° 18-29-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'« ADIE-ACCOMPAGNEMENT ET CONSOLIDATION DE PROJETS DE CRÉATION ET DE PÉRENNISATION D'ENTREPRISES EN MARTINIQUE SUR LA PÉRIODE 2017-2019- N° SYNERGIE MQ0014094 »

21

N° 18-30-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA « SAS CARAIBES HYDRAVION - CREATION D'UNE SOCIETE D'EXCURSIONS EN HYDRAVION - MQ000S421 »

24

N° 18-31-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SOCIÉTÉ NOUVELLE PRONOVA - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE UNITÉ DE PRODUCTION INDUSTRIELLE - MQ0009102 »

27

N° 18-33-2 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-166-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UN COMPLÉMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'URASS-IFMES AU TITRE DES ANNÉES 2017 ET 2018

30

N° 18-34-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS CAFÉIÈRE - ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AGRICOLES, AMÉNAGEMENT DES HANGARS ET RÉALISATION DE TRACES 2015 - RMAR040116DA0970100 »

39

N° 18-35-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « BELLONIE BOURDILLON ET SUCESSEURS- PLANTATION ET REPLANTATION DE CANNES À SUCRE, TRAVAUX DE DÉROCHAGE, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE DE L'EXPLOITATION (2016) - RMAR040116DA0970262 »

42

N° 18-44-1 – PORTANT ADOPTION PLAN TERRITORIAL D'ORGANISATION ET D'ÉQUIPEMENT DES PORTS DE PÊCHE (PTOEP)

45

N° 18-52-1 – MOTION POUR L'AJUSTEMENT DES DISPOSITIFS D'OCTROI DE MER

47

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 1ER ET 02 MARS 2018

N° 18-54-1 – PRENANT ACTE DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES EXERCICE 2018

50

N° 18-55-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HABITATION PÉCOUL – MODERNISATION DES MATÉRIELS ET INSTALLATION DE LA SAS HABITATION PÉCOUL EN 2015-2016 - RMAR040116DA0970013 »

106

N° 18-57-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DÉCHETS (SMTVD) RELATIVE AU TRAITEMENT ET À LA VALORISATION DES DÉCHETS VERTS, DES PRODUITS ET CURAGES ET DES ENCOMBRANTS RETROUVÉS SUR LES CHAUSSEES DU RÉSEAU ROUTIER ET LES ÉQUIPEMENTS DE LA CTM

109

N° 18-60-1 – PORTANT AUTORISATION DE REMISE GRACIEUSE D'UNE DETTE DE PRÊT ÉTUDIANT AU BÉNÉFICE DE MADAME

111

N° 18-61-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI POUR UNE IMMIGRATION MAÎTRISÉE ET UN DROIT D'ASILE EFFECTIF

113

N° 18-62-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2019 À 2025 ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE

115

N° 18-63-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI N° 2017-256 DU 28 FÉVRIER 2017 DE PROGRAMMATION RELATIVE À L'ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER ET PORTANT AUTRES DISPOSITIONS EN MATIÈRE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

117

N° 18-65-1 – PORTANT RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACRC 2011 ALLOUÉES A LA VILLE DE SCHOELCHER POUR LES OPERATIONS « TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA VOIE D'ACCES AU QUARTIER BETHLEEM » ET « ETUDE POUR LE SCHEMA D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES » VERS LES OPERATIONS « FONDATIONS SPECIALES POUR LA CONSTRUCTION DE DEUX ESPACES A VOCATION ECONOMIQUE A L'ANSE MADAME » ET « RENOVATION DU PARCOURS SANTE DE TERREVILLE »

119

N° 18-74-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « KONBIT » POUR LA MISE EN PLACE ET LA RÉALISATION DE LA « CAMPAGNE POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES », AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

122

N° 18-76-1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE RÉAFFECTATION DES CRÉDITS ATTRIBUÉS À L'ASSOCIATION FLANMS KREYOLS POUR LA MISE EN PLACE DU CHANTIER DE PROXIMITÉ: TAXI PAYS

124

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 03 ET 04 AVRIL 2018

N° 18-81-1 – PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

126

N° 18-82-1 – PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

166

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2018

N° 18-83-1 – PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES POUR L'ANNÉE 2018
227

N° 18-84-1 – BUDGET PRIMITIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018
230

N° 18-85-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ADUAM DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES «40 ANS D'AGENCE»
764

N° 18-86-1 – PORTANT CRÉATION DU DISPOSITIF CADRE «OPÉRATION SPORT VACANCES»
766

N° 18-87-1 – PORTANT SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE 2017 D'ADHÉSION AU RÉSEAU ÉPIDÉMIOLOGIQUE DANS LE CADRE DU PLAN ECOPHYTO, ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE, LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORÊT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
768

N° 18-88-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS DE SON TERRITOIRE AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2020
780

N° 18-89-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT N°2 À LA CONVENTION 12-737-2 PASSÉE AVEC LA SOCIÉTÉ PLUIE ET VIE POUR LE VERSEMENT D'UN ACOMPTÉ COMPLÉMENTAIRE
782

N° 18-90-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF) POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS EN FAVEUR DE L'ACCUEIL DU PUBLIC ET DE LA SYLVICULTURE EN MILIEUX FORESTIERS ET NATURELS AU TITRE DES EXERCICES 2017 ET 2018
787

N° 18-91-1 – PORTANT OCTROI DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU CONSERVATOIRE BOTANIQUE DE MARTINIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES PROGRAMMES D'ACTIVITÉS 2017 ET 2018
789

N° 18-92-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION «LA MAISON DU SOLEIL» POUR LA CRÉATION D'UN LIEU DE VIE ET D'ACCUEIL POUR MINEURS CONFIÉS AU SERVICE DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU LORRAIN
791

N° 18-93-1 – PORTANT FINANCEMENT DU PARC NATUREL DE LA MARTINIQUE POUR LA POURSUITE DU PROJET D'INSCRIPTION DES «AIRES FORESTIÈRES ET VOLCANIQUES DE LA MONTAGNE PELÉE ET DES PITONS DU NORD» AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO (2016, 2017 ET 2018) PARTIELLEMENT PAR RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE PAR DÉLIBÉRATION N°15-353-1
800

N° 18-94-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 934 785,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX (LLTS) RESIDENCE «LES DAMES 3 FLOREAL» À FORT-DE-FRANCE
809

N° 18-95-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 134 225,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS SOCIAUX (21 LLS ET 10 LLTS) RUE DES MELONS À SAINTE-MARIE
838

N° 18-96-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 026 652,10 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (21LLS ET 9 LLTS) AU QUARTIER DESFORT À TRINITÉ
868

N° 18-97-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 50% DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 13 785 296,00 € DESTINÉS À L'ACQUISITION EN VEFA DE 112 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 78 LLS ET 34 LLTS «RÉSIDENCE LES CYCLADES» HABITATION GRANDE SAVANE, VILLE DE DUCOS
898

N° 18-98-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 40% DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 7 346 331,00 € DESTINÉS À L'ACQUISITION EN VEFA DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 42 LLS ET 24 LLTS AU LIEU-DIT «BEAUSÉJOU », VILLE DE FORT DE FRANCE
906

N° 18-99-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 60% DE DEUX EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 2 136 637,25 € DESTINÉS À LA CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 14 LLS ET 8 LLTS SITUÉS AU CENTRE BOURG- VILLE DU LORRAIN
937

N° 18-100-1 – DEMANDE DE GARANTIE SOLlicitÉE PAR LA SOCIÉTÉ CARAIBES LOGEMENTS À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 277 126,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA (VENTE EN L'ÉTAT DE FUTUR ACHÈVEMENT) D'UN PROGRAMME IMMOBILIER DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS DE TYPE PLS «RÉSIDENCE DES DEUX OIES» QUARTIER JAMBETTE BEAUSÉJOUR À FORT-DE-FRANCE
974

N° 18-107-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-498-1 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'EURL FRANCK SLEMAN SYNERGIE- MQ0000930 AU TITRE DE L'OPÉRATION «MODERNISATION DE LA STRUCTURE D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE DE L'EURL FRANCK SLEMAN»
977

N° 18-109-1 – PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARCHIVES ET DE LA RECHERCHE SUR LE PATRIMOINE CULTUREL DES ANTILLES
980

N° 18-110-1 – PORTANT ÉDITION DE L'OUVRAGE «HABITATIONS ET INDUSTRIES AGRICOLES DE MARTINIQUE EN 1960 - ATLAS COMMUNAL FONCIER»
985

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2018

N° 18-111-1 – PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA)/ VALIDATION DES CONVENTIONS

992

N° 18-112-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 7 FÉVRIER AU 15 MARS 2018

1005

N° 18-113-1 – PORTANT APPROBATION DE L'INDEMNISATION DE L'ENTREPRISE E. COMPAGNIE SUR LA BASE DE LA THÉORIE DE L'IMPRÉVISION SUITE À LA FORTE HAUSSE DES TARIFS D'ADMISSION DES DÉCHETS AU CENTRE DE STOCKAGE DES DÉCHETS DE CÉRON

1007

N° 18-114-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 8 FÉVRIER AU 5 MARS 2018

1009

N° 18-115-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX ACTIONS CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE (ASAD 972)

1011

N° 18-116-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA POURSUITE DE LEUR PROGRAMME D'ACTIONS

1021

N° 18-118-1 – MOTION POUR UN RETOUR DURABLE À LA SÉRÉNITÉ SUR LE CAMPUS DE SCHOELCHER

1023

N° 18-119-1 – MOTION POUR L'ARRÊT DU PROJET NEMO

1025

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 04 - PORTANT DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT SUPPLÉMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE ET DU SUCRE (CTCS) DE LA MARTINIQUE

1027

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 05 - PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS DE L'AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE (SAMAC)

1028

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 06 - PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU GRAND PORT MARITIME DE MARTINIQUE

1029



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-411-1-DE
Date de télétransmission : 18/05/2018
Date de réception préfecture : 18/05/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 MAI 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-411-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ MENTALE DE LA MARTINIQUE (EPDSM MARTINIQUE)- CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY (EX – CH COLSON)

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cent soixante-dix mille euros (170 000,00 €) à l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique - Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex - CH Colson), dans le cadre de travaux de rénovation des pavillons « PINEL – CABANIS » sur le site de Balata.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application tendant à préciser les modalités d'application de la présente décision.


ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 16 abstentions, en sa séance publique du 14 novembre 2017 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe à la délibération n°17-411-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE SANTE
MENTALE DE LA MARTINIQUE (EPDSM MARTINIQUE)**

**CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY
(EX – CH COLSON)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 2017 présentée par l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique- Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex – CH Colson)*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de cent soixante-dix mille euros (170.000,00 €) à l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique- Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex – CH Colson), dans le cadre de travaux de rénovation des pavillons « PINEL – CABANIS » sur le site de Balata.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE SANTE MENTALE DE LA MARTINIQUE - CENTRE HOSPITALIER MAURICE DESPINOY – EX CH COLSON

Domiciliée 14, route de Balata – BP 631 – 977261 FORT DE FRANCE CEDEX

Représenté par Madame , sa directrice,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Ex hôpital de Colson, est le nom d'une famille ayant habité à cet endroit et dont l'un des membres fut chirurgien à Fort-de-France, a ouvert ses portes le 4 décembre 1953, sous la houlette du Docteur Maurice DESPINOY, Médecin Fondateur.

Depuis 1954, l'établissement situé sur la Route de Balata à Fort de France à un statut d'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale.

En 2012, il a intégré un autre site d'hospitalisation, la Cité Hospitalière de Mangot Vulcin, sur la Commune du Lamentin.

Après consultation de la Communauté Hospitalière, dans le cadre du soixantième anniversaire de l'établissement, le Conseil de Surveillance a délibéré et voté sa nouvelle dénomination : Centre Hospitalier Maurice DESPINOY en sa séance du 30 octobre 2014.

Le Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex CH Colson), est un établissement public spécialisé dans la prise en charge de la maladie mentale où sont dispensés avec ou sans hébergement, des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë de psychiatrie, ou des soins de suite ou de réadaptation dans le cadre d'un traitement ou d'une surveillance médicale.

Article 1^{er}: Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique- Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex - CH Colson), dans le cadre de travaux de rénovation des pavillons « PINEL - CABANIS » sur le site de Balata.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève 550.000,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Martinique - Centre Hospitalier Maurice DESPINOY (Ex - CH Colson), dans le cadre de travaux de rénovation des

pavillons « PINEL – CABANIS » sur le site de Balata, une subvention d'un montant de **cent soixante-dix mille euros (170.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 904, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- - Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'investissement d'un montant total de **cent soixante-dix mille euros (170.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **cent soixante-dix mille euros (170.000,00 €)** en deux fois :

- Le premier acompte, 70 % à la signature de la convention.
- Le solde à l'achèvement de l'investissement sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à fournir un compte rendu financier propre à l'objectif subventionné, signé par le président ou une personne habilitée dans les six mois suivant sa réalisation.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 3 de la présente convention. Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment,

éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-412-1-DE
Date de télétransmission : 18/05/2018
Date de réception préfecture : 18/05/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 MAI 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-412-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'UNION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO SOCIAL (URASS), DANS LE CADRE D'UN PROJET D'ACTIVITÉS DU SERVICE VIE ASSOCIATIVE, AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000,00 €) à l'Union Régionale des Associations du Secteur Social et Médico-Social (URASS) dans le cadre d'un projet d'activités du service vie associative au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 33 voix pour 6 voix contre et 2 abstentions en sa séance publique du 14 novembre 2017 /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-05-1-DE
Date de télétransmission : 10/04/2018
Date de réception préfecture : 10/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-05-1

PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE A L'ASSOCIATION FRANCE SILVER ECO

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 1^{er} février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'Association France Silver Eco.

ARTICLE 2 : Est autorisé le paiement de la cotisation au titre de l'année 2018 s'élevant à deux mille cinq cents euros (2 500 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-29-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-29-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L' « ADIE – ACCOMPAGNEMENT ET CONSOLIDATION DE PROJETS DE CRÉATION ET DE PÉRENNISATION D'ENTREPRISES EN MARTINIQUE SUR LA PÉRIODE 2017-2019 – N° SYNERGIE MQ0014094 »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de huit cent soixante-sept mille trente-neuf euros cinquante et un centimes (867 039,51 €), soit 87% de l'assiette éligible de 1 000 430,20 €, est attribuée à l'« ADIE – Accompagnement et consolidation de projets de création et de pérennisation d'entreprises en Martinique sur la période 2017-2019 – n° Synergie MQ0014094 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million quatre cent trente euros vingt centimes (1 000 430,20 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme PO FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FSE, s'élevant à six cent cinquante mille deux cent soixante-dix-neuf euros soixante-trois centimes (650 279,63 €), soit 65 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent seize mille sept-cent-cinquante-neuf euros quatre-vingt-huit centimes (216 759,88 €), soit 21,67 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40% en crédit de paiement 2017,
- 30% en crédit de paiement 2018,
- 30% en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-30-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-30-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA « SAS CARAIBES HYDRAVION - CREATION D'UNE SOCIETE D'EXCURSIONS EN HYDRAVION - MQ0005421 »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la SAS CARAIBES HYDRAVION enregistrée le 11 mai 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de huit cent quatorze mille sept cent trente-huit euros (814 738,00 €) est attribuée à la « SAS CARAIBES HYDRAVION - CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ D'EXCURSIONS EN HYDRAVION - MQ0005421 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million trois cent quatre-vingt mille neuf cent douze euros (1 380 912,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme PO FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à cinq cent cinquante-deux mille trois cent soixante-cinq euros (552 365,00 €), soit 40 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent soixante-deux mille trois cent soixante-treize euros (262 373,00 €) soit 19 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit de paiement 2018,
- 50 % en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-31-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-31-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SOCIÉTÉ NOUVELLE PRONOVA - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE UNITÉ DE PRODUCTION INDUSTRIELLE - MQ0009102 »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 20 octobre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux cent quatorze mille cent huit euros (214 108,00 €) est attribuée à la «SOCIETE NOUVELLE PRONOVA - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE UNITÉ DE PRODUCTION INDUSTRIELLE - MQ0009102».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt euros (1 182 880,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme PO FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à cent quatre-vingt-treize mille sept cent-soixante-huit euros (193 768,00 €), soit 16,38% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention;
- Pour la part territoriale, s'élevant à vingt mille trois cent quarante euros (20 340,00 €), soit 1,72% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit de paiement 2018,
- 50 % en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-33-2-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-33-2

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-166-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UN COMPLÉMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'URASS-IFMES AU TITRE DES ANNÉES 2017 ET 2018

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-166-1 du 18 mai 2017 portant attribution d'un complément de subvention de fonctionnement à l'URASS-IFMES au titre de l'année 2017 ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 29 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 5 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-166-1 du 18 mai 2017 est modifiée comme suit :

« Est attribuée à l'U.R.A.S.S. une subvention pour les années 2017 et 2018 d'un montant de un million cinq cent vingt-cinq mille deux cents euros (1 525 200 €) pour le fonctionnement de l'institut de formation aux métiers éducatifs, sanitaires et sociaux (I.F.M.E.S) dont :

- 1 301 918 € (un million trois cent un mille neuf cent dix-huit euros) au titre de l'année 2017
- 223 282 € (deux cent vingt trois mille deux cent quatre-vingt deux euros) au titre de l'année 2018. »

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique, et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

**CONVENTION N° 17- RELATIVE A L'OCTROI D'UNE
SUBVENTION
ENTRE L'U.R.A.S.S ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'I.F.M.E.S**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10, l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération n° 15-0003 de l'assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président, d'une part

Et

L'Union Régionale des Associations du Secteur Social, Immeuble Pythagore, 30 lotissement Dillon Stade, 97252 Fort-de-France, représentée par le Président du Conseil d'administration de l'U.R.A.S.S, monsieur

d'autre part, ci-après dénommée « URASS-IFMES » ou le bénéficiaire

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée à l'U.R.A.S.S, destinées à couvrir une partie des dépenses prévisionnelles de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) au titre des années 2017 et 2018.

Article 2 : Dispositions financières

La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à verser une subvention de montant de un million cinq vingt-cinq mille deux cents euros (1 525 200€) au titre de la subvention 2017 et 2018 à l'U.R.A.S.S, pour le fonctionnement de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S).

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 du budget territorial au titre de l'exercice 2017.

Cette subvention, d'un montant de 1 525 200 €, sera liquidée conformément à l'échéancier suivant :

- 763 000 € dès que la convention sera rendue exécutoire,
- 30 % sur présentation d'un bilan intermédiaire pour l'exercice 2017,
- Le solde sur présentation d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier de l'exercice 2017 et d'un bilan qualitatif et quantitatif du premier bimestre 2018, tous deux certifiés par le responsable financier chargé de la certification des comptes de l'I.F.M.E.S.

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cofinancements,
- faciliter le contrôle par la Collectivité territoriale de l'utilisation des fonds alloués ;

➤ Obligations financières et comptables

Il s'engage à fournir, lors de la demande de subvention:

- ✓ le budget
- ✓ dès leur approbation, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clôt, certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce
- ✓ le compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque formation (formation initiale),
- ✓ la fiche pédagogique certifiant de l'ouverture des formations

Il s'engage en outre à :

- ✓ informer la Collectivité des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention,
- ✓ fournir, le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles L 920-5, L 920-8 et R 921-7 du Code du Travail.

➤ Obligations en matière de communication

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur tous ses documents publics de communication et de promotion le logotype de la Collectivité Territoriale de Martinique et à préciser que la formation est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de

communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

➤ *Obligations à l'égard des étudiants*

- ✓ proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Collectivité, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant
- ✓ préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances,
- ✓ préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée,
- ✓ fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions des articles L.6352-3 et suivants du code du Travail,
- ✓ s'assurer de la protection sociale des étudiant-e-s.

➤ *Suivi des diplômés*

Outre le rapport d'activité visé à l'article 2, l'URASS s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un rapport faisant notamment apparaître :

- ✓ *Le taux de diplômés concernant les formations de l'année*

Ce taux revêt une grande importance pour la Collectivité dans la mesure où celui-ci servira pour l'évaluation quantitative du dispositif.

✓ *Taux de placement à 6 mois du dispositif diplômant*

1^{er} ratio : nombre de diplômés ayant été recrutés par rapport aux lauréats.

Nombre de diplômés placés/ Nombre de diplômés sortis du dispositif

2^{ème} ratio : nombre de diplômés embauchés par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'URASS.

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2017 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France,

Le Président du Conseil
Président du Conseil
d'Administration de l'URASS
Territoriale

De Martinique

Le
exécutif de la Collectivité



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-34-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-34-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS CAFÉIÈRE – ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AGRICOLES, AMÉNAGEMENT DES HANGARS ET RÉALISATION DE TRACES 2015 – RMAR040116DA0970100»

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 9 février 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quarante-huit euros soixante-huit centimes (397 748,68 €), soit 59,59 % du coût total éligible de l'opération de 667 513,12 €, est attribuée à « SAS CAFÉIÈRE – Acquisition d'équipements agricoles, aménagement des hangars et réalisation de traces 2015 – RMAR040116DA0970100 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de 70 190,95 € est attribuée à « SAS CAFÉIÈRE – Acquisition d'équipements agricoles, aménagement des hangars et réalisation de traces 2015 – RMAR040116DA0970100 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-35-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-35-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « BELLONIE BOURDILLON ET SUCESSEURS – PLANTATION ET REPLANTATION DE CANNES À SUCRE, TRAVAUX DE DÉROCHAGE, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE DE L'EXPLOITATION (2016) – RMAR040116DA0970262 »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 7 juillet 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-cinq euros quarante et un centimes (93 255,41 €), soit 61,34 % du coût total éligible de l'opération de 152 025,00 €, est attribuée à « BELLONIE BOURDILLON ET SUCCESEURS – Plantation et replantation de cannes à sucre, travaux de dérochage, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire de l'exploitation (2016) – RMAR040116DA0970262 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de 16 456,84 € est attribuée à « BELLONIE BOURDILLON ET SUCCESEURS – Plantation et replantation de cannes à sucre, travaux de dérochage, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire de l'exploitation (2016) – RMAR040116DA0970262 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-44-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-44-1

PORTANT ADOPTION PLAN TERRITORIAL D'ORGANISATION ET D'ÉQUIPEMENT DES PORTS DE PÊCHE (PTOEP)

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 2 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 5 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte le Plan Territorial d'Organisation et d'Équipement des Ports de Pêche (PTOEPP).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 1 abstention, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-52-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-52-1

MOTION POUR L'AJUSTEMENT DES DISPOSITIFS D'OCTROI DE MER

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

L'octroi de mer est une fiscalité déterminante pour l'économie de la Martinique.

Il bénéficie d'un régime spécifique en tant qu'outil de développement géré par la Collectivité Territoriale de Martinique, obtenu auprès des Autorités Communautaires.

Dans sa Décision du 17 décembre 2014, le Conseil Européen a confirmé toute l'importance de ce dispositif en reconduisant le régime consenti en 2004 de différentiels de taux d'octroi de mer bénéficiant aux productions locales.

Le rapport d'évaluation à mi-parcours (31 décembre 2017) qui doit être produit par la France sur la mise en œuvre de ce dispositif, « *doit mesurer l'incidence des mesures prises et leurs contributions au maintien, à la promotion et au développement des activités économiques locales* », pouvant conduire ainsi à des propositions d'adaptation des dispositions de la Décision du 17 décembre 2014.

Dans le cadre de cette évaluation à mi-parcours, la Collectivité Territoriale de Martinique a entrepris une large concertation avec les acteurs économiques et institutionnels. En particulier, elle a mobilisé une Commission Ad'hoc « Octroi de mer et fiscalité » regroupant élus, socio-professionnels (Chambre de Commerce et Industrie, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture, Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie, Mouvement Des Entreprises de France, Confédération des Petites et Moyennes entreprises, Comité des Pêches) et Services de l'Etat (Préfecture, Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Direction des Douanes, Institut d'Emission des Départements d'outre-mer).

Fruit de cette concertation, le rapport réalisé par la Collectivité Territoriale de Martinique strictement basé sur les analyses des données comptables des entreprises et les statistiques officielles, mesure bien que la politique de différentiels de taux menée par la Collectivité reste en deçà des surcoûts que subissent les productions martiniquaises. Il relève en outre que cette politique est indispensable à la survie des entreprises locales concernées et n'entraîne pas d'augmentation des prix.

La Collectivité Territoriale de Martinique a, par ailleurs, identifié que, pour certains produits, des ajustements de différentiels de taux d'octroi de mer s'avèrent objectivement indispensables et que quelques produits nouveaux doivent être intégrés à ce dispositif de différentiels.

Le Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, en sa séance du 18 janvier 2018, a validé ce rapport transmis le 23 janvier 2018 à la Ministre des Outre-mer et au Préfet de Martinique.

L'Assemblée de Martinique réunie en séance plénière le 9 février 2018 insiste donc très fortement auprès des Autorités Communautaires, avec l'appui des autorités nationales, pour la prise en compte effective des propositions d'ajustement présentées par la Collectivité Territoriale de Martinique, en vue de la meilleure efficacité du dispositif d'octroi de mer si déterminant pour la production martiniquaise.

Ces propositions portent :

- d'une part sur la liste des produits bénéficiant de différentiels de taux figurant dans les annexes à la Décision du 17 décembre 2014 du Conseil Européen, liste qu'il est proposée de faire évoluer comme indiqué dans le tableau joint,
- d'autre part, sur le ⁽²⁾ rappel de la position constante des élus de la Martinique de maintenir à 550.000€ de chiffre d'affaires, le seuil de redevabilité des entreprises au dispositif d'octroi de mer.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-52-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

SECTEUR	CODE	INTITULE	PART DE MARCHE 2016	TAUX DE SURCOUT	EVOLUTION DEMANDEE
Agriculture, sylviculture et pêche	0706	Carottes, navets, betteraves à salade, salsifis, céleris-raves, radis et racines comestibles simil., à l'état frais ou réfrigéré	3,2%	18,7%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	07093000	Aubergines, à l'état frais ou réfrigéré	53,8%	18,7%	INTRODUCTION EN LISTE A
	07094000	Céleris, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des céleris-raves)	0,03%	18,7%	INTRODUCTION EN LISTE A
	070960	Piments du genre 'Capsicum' ou du genre 'Pimenta', à l'état frais ou réfrigéré	16,0%	18,6%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	07099390	Citrouilles, courges et Calebasses [Cucurbita spp.], à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des courgettes)	83,9%	18,7%	INTRODUCTION EN LISTE A
	08044000	Avocats, frais ou secs	23,6%	28,3%	INTRODUCTION EN LISTE A
	080430	Ananas, frais ou secs	42,8%	28,3%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	0805	Agrumes, frais ou secs	13,0%	28,3%	RECLASSEMENT EN LISTE B
Industries agro-alimentaires	040310	Yoghourts, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao	91,2%	34,2%	RECLASSEMENT EN LISTE C
	0710	Légumes, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	19,7%	27,1%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	0714	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules simil. à haute teneur en fécule ou en inuline, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets; moelle de sagoutier	11,3%	14,6%	INTRODUCTION EN LISTE A
	220429	Vins de raisins frais, y.c. les vins enrichis en alcool, et moûts de raisins dont la fermentation a été empêchée ou arrêtée par addition d'alcool, en récipients d'une contenance > 2 l (à l'excl. des vins mousseux)	35,0%	30,8%	MAINTIEN EN C MAIS POUR LE CODE 220421
Industries manufacturières	39076100	Polyéthylène téréphtalate», sous formes primaires, d'un indice de viscosité >= 78 ml/g	100,0%	47,5%	INTRODUCTION EN LISTE B
	3925	Articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, n.d.a.	52,4%	41,1%	RECLASSEMENT EN LISTE C
	7113	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux (sauf > 100 ans)	27,0%	28,0%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	7117	Bijouterie de fantaisie	13,0%	28,0%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)	34,0%	27,6%	INTRODUCTION EN LISTE A
	841919	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)	42,9%	34,2%	RECLASSEMENT EN LISTE B
	9406	Constructions préfabriquées, même incomplètes ou non encore montées	21,0%	27,3%	RECLASSEMENT EN LISTE B



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-54-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-54-1

PRENANT ACTE DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme et joint en annexe à la présente délibération ;

Vu l'avis émis par la commission des finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 20 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 19 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 21 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 27 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources Marines dans la ZEE) le 26 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 26 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politiques des sports le 27 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 26 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 28 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2018 proposées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique.

Les orientations stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour 2018 sont résumées comme suit :

- La protection des personnes les plus fragiles ;
- Le soutien à l'investissement local pour favoriser le développement homogène du territoire ;
- Le retour aux grands équilibres financiers et la maîtrise de notre fiscalité.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.


Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-54-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



RAPPORT
À
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU 1 MARS 2018

RAPPORT N° 2

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE
L'EXERCICE 2018

Mesdames et Messieurs les Conseillers, membres de l'Assemblée de Martinique,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après le rapport relatif au débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2018, prévu par les articles L.4311-1 et L.72-100-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Collectivité Territoriale de Martinique" around a central emblem. The signature is a cursive script that extends from the bottom left of the stamp towards the top right of the page.



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-54-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

RAPPORT

0=0=0=0

ORIENTATIONS

BUDGETAIRES 2018

SOMMAIRE

Propos liminaire	p 4
<u>I-LE CONTEXTE GLOBAL DE PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2018</u>	
I.1 Les prévisions économiques pour 2018	p 6
I.1.1 Les perspectives économiques mondiales : une reprise économique généralisée	p 6
I.1.2 La situation de l'économie française : un affermissement de l'activité	p 8
I.1.3 L'environnement économique local : une activité stabilisée	p 9
I.1.4 L'évolution de la situation financière des régions et des départements	p 10
I.2 Les dispositions de la loi des finances 2018 et de la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022	p 12
I.2.1 Le scénario macro-économique sur lequel se fonde la Loi de Finances 2018	p 12
I.2.2 Les objectifs de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 pour le redressement des comptes publics	p 13
I.2.3 La contractualisation de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques : une mécanique de gouvernance renouvelée pour un effort de 13 milliards d'euros d'économies attendues en dépenses de fonctionnement et un encadrement indicatif du niveau d'endettement	p 14
I.2.4 Les risques pesant sur les finances de la Collectivité Territoriale de Martinique	p 17
<u>II. LA SITUATION FINANCIERE DE LA CTM : HERITAGE ET HANDICAPS</u>	
II.1 La faiblesse de la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (A.I.S) : une situation devenue insoutenable pour la CTM	p 19
II.2 Des dépenses de personnel importantes	p 23
II.3 Un niveau important d'engagements pluriannuels issu des deux anciennes collectivités qui obère les marges de manœuvres financières de la CTM	p 27
II.4 Des équilibres financiers fragilisés	p 28
II.5 Un recours massif à l'emprunt bancaire	p 30
<u>III- LE CADRAGE BUDGETAIRE POUR 2018</u>	
III.1 L'évolution des ressources de la CTM : un niveau de recettes hors emprunt stabilisé par rapport à 2017, après le net recul enregistré au budget primitif 2017	p 33
III.1.1 Les recettes prévisionnelles d'investissement, hors emprunts, devraient enregistrer une progression en 2018	p 33
III.1.2 Les recettes fiscales de la section de fonctionnement devraient progresser en 2018	p 36

III.1.3 Les recettes non fiscales de la section de fonctionnement devraient en revanche se contracter	p 37
III.2 L'évolution des dépenses de la CTM	p 38
III.2.1 Simulation de l'évolution des dépenses de fonctionnement en intégrant les seules dépenses « obligatoires »	p 39
III.2.2 Simulation de l'évolution des dépenses de fonctionnement selon leur rythme de croissance « naturelle » ou tendancielle	p 40
III.2.3 L'évolution cible des dépenses de fonctionnement	p 41
III.2.4 Les prévisions d'évolution des budgets annexes du Périmètre Irrigué du Sud Est et du Laboratoire Territorial d'Analyse	p 44
III.3 : Le changement de paradigme budgétaire et financier	p 47
III.3.1 En matière de recettes	p 47
III.3.2 En matière de dépenses	p 49
Conclusion	p 51

Propos liminaire

UNE ARDENTE OBLIGATION : RESTAURER PROGRESSIVEMENT NOS MARGES DE MANOEUVRES BUDGETAIRES POUR ASSURER UN FINANCEMENT PERENNE DE NOS POLITIQUES VOLONTARISTES DE SOUTIEN A L'ACTIVITE LOCALE

Conformément aux dispositions de l'article L. 4312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Assemblée de Martinique est réunie pour examen des orientations budgétaires de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il s'agit de soumettre au débat des conseillers de l'Assemblée de Martinique, conformément au cadre réglementaire en vigueur, les priorités budgétaires et financières ainsi que les conditions d'équilibre du budget primitif 2018, au regard des paramètres et des contraintes permettant de le bâtir.

Au vu de ces échanges, les grandes masses budgétaires et les principaux objectifs à atteindre seront affinés au fil des semaines à venir, en vue de l'adoption du budget par l'assemblée plénière en avril prochain.

L'année 2018, qui n'est qu'à ses débuts, consacrera la troisième année de la création de la Collectivité Territoriale de Martinique, érigée au 1^{er} janvier 2016 et fruit de la fusion de la Région et du Département, dont les pratiques et les modes de fonctionnement étaient assez différents.

Les exercices 2016 et 2017 se sont singularisés par la reprise des situations financières des deux ex-collectivités.

Cette phase transitoire, non achevée, d'intégration des éléments d'actif et de passif des deux ex-collectivités, a été marquée de contraintes budgétaires fortes résultant :

- d'un volume important d'engagements antérieurs non soldés,
- d'une compensation financière insuffisante de la part de l'Etat des dépenses d'allocations individuelles de solidarité (AIS),
- d'un niveau élevé d'endettement,
- d'un équilibre budgétaire fragile,
- de transferts de charges non compensés.

Aujourd'hui, les orientations budgétaires pour 2018 traduisent notre détermination à poursuivre la restauration des grands équilibres financiers de la collectivité, tout en

assumant au mieux nos responsabilités d'acteur public local dans nos différents champs de compétences.

La mise en œuvre de cette stratégie rigoureuse est conditionnée par la maîtrise stricte et durable des dépenses de fonctionnement trop élevées et inflationnistes, une fiscalité contrôlée et un recours opportun à l'emprunt.

Pour privilégier les investissements destinés à soutenir l'emploi, l'attractivité du territoire et pour faire face aux besoins considérables de financement générés par les politiques publiques initiées ou supportées par la CTM, il nous faut tenir cette trajectoire.

Une étape a été franchie pour recouvrer notre marge de manœuvre par une première série de mesures prises dès 2016-2017.

En 2016, un quart du stock de la dette, soit près de 100 millions d'euros a été renégocié pour profiter des conditions favorables du marché monétaire. Cette opération de gestion active de la dette a généré un gain en abaissant le coût des crédits refinancés de 8 millions d'euros.

En 2017, l'utilisation mesurée du levier fiscal a constitué un impératif - comme pour de nombreuses collectivités territoriales - pour compenser la baisse des dotations de l'Etat et contenir l'érosion du niveau des recettes de fonctionnement de la CTM.

Parallèlement, la CTM a modifié ses processus de mobilisation de l'emprunt (cf. décision modificative n°4 – 2017), au travers d'un cadre pluriannuel de contractualisation avec le réseau bancaire, en cohérence avec l'optimisation de la programmation des investissements.

A ce titre, l'homogénéisation des pratiques de gestion pluriannuelle des investissements et leur déclinaison en autorisations de programme et en crédits de paiement, a constitué un axe prioritaire de la rénovation de la fonction financière. L'enjeu est d'ajuster au plus près l'allocation annuelle des crédits de paiement à la réalisation des opérations dans l'exercice.

En 2018 et pour le reste de la mandature, dans un contexte de grandes incertitudes financières et de besoins croissants, il s'agira d'œuvrer dans le sens de l'optimisation de notre gouvernance budgétaire et financière.

I- LE CONTEXTE GLOBAL DE PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2018

I.1 Les prévisions économiques pour 2018

I.1.1 Les perspectives économiques mondiales : une reprise économique généralisée

Une reprise économique généralisée

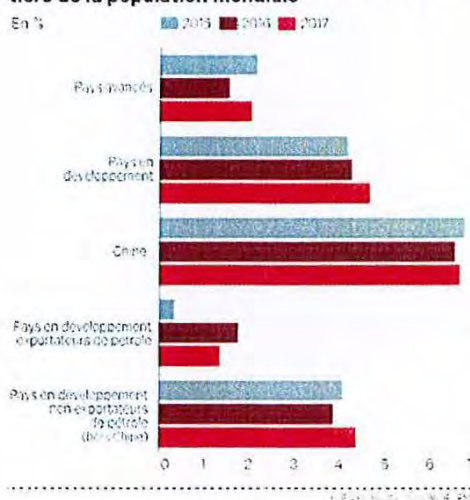
Selon les prévisions présentées par la Banque mondiale dans l'édition de janvier 2018 du « rapport sur les Perspectives économiques mondiales », la croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % en moyenne cette année.

Pour la première fois depuis la crise financière de 2008, soit dix ans après, l'économie mondiale devrait rebondir plus favorablement.

La Banque mondiale précise que « la croissance mondiale devrait rester soutenue dans les deux prochaines années, voire s'accélérer dans certains pays émergents et en développement grâce au rebond des prix des matières premières ». La hausse du Produit intérieur Brut (PIB) des pays émergents et en développement (4,5 %), serait supérieure à celle des pays avancés (2,2 %).

Dans la note de conjoncture publiée en décembre 2017, le FMI reste résolument optimiste sur la croissance mondiale : la poursuite de l'accélération du PIB observée dans une très grande partie du monde constitue la reprise conjoncturelle la plus ample de la décennie.

L'accélération de la croissance concerne les deux tiers de la population mondiale



La croissance serait tirée par les investissements, la production et les échanges commerciaux.

Rebond du commerce international

En 2017, le commerce international s'est accru plus vite que le PIB mondial.

Source : calculs des services du FMI.

Note : La zone grisée correspond aux projections du FMI.



La croissance de la région Europe et Asie centrale devrait reculer à 2,9 % en 2018, contre 3,7 % en 2017. Il est prévu l'essoufflement de l'activité économique dans la zone euro.

Selon les prévisions, la croissance de la région Amérique latine et Caraïbes passerait de 0,9 % en 2017 à 2 % en 2018, sous l'effet de la hausse de la consommation des ménages et des investissements, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base. Mais les catastrophes naturelles, la montée du protectionnisme commercial aux Etats-Unis ou une nouvelle détérioration des conditions budgétaires nationales pourraient freiner cette croissance.

Investir dans le capital humain et physique

L'économie mondiale étant parvenue à ses pleines capacités, la Banque mondiale préconise de focaliser les politiques publiques sur les réformes structurelles favorisant la croissance potentielle et la hausse du niveau de vie.

Investir dans les infrastructures (routes, autoroutes, ponts, ports, réseaux d'énergie...), favoriser l'éducation des populations et la qualification des salariés, promouvoir la santé, libéraliser le commerce et encourager la diversification des économies sont les axes prioritaires par l'institution multilatérale.

Les risques géopolitiques et financiers

Des risques de dégradation de la conjoncture mondiale subsistent.

Un resserrement trop rapide des politiques monétaires et le durcissement des conditions de financement au niveau mondial pourrait compromettre la croissance mondiale.

Un accroissement des tendances protectionnistes et la montée des tensions géopolitiques pourraient aussi freiner l'activité économique.

1.1.2 La situation de l'économie française : un affermissement de l'activité

Selon les « *Projections macroéconomiques pour la France* » établies par la Banque de France en décembre 2017, le Produit Intérieur brut (PIB) devrait nettement augmenter en 2017 à 1,8 %, après 1,1 % en 2016. Il évoluerait ensuite sur un rythme proche (1,7 % en 2018, 1,8 % en 2019 et 1,6 % en 2020).

Ce rythme de croissance sur la période 2018 -2020 serait supérieur à celui de la croissance potentielle, évalué à 1,3% par an.

Si les effets des réformes entreprises (réformes sur le marché du travail) se traduisent par une augmentation de la croissance potentielle, la croissance pourrait être plus forte.

L'Institut national de la statistique et des études économiques a ainsi annoncé le mardi 30 janvier que la croissance du PIB a atteint 1,9% en France en 2017, soit son plus haut niveau depuis six ans.

L'affermissement de la croissance française

La demande intérieure continue de soutenir la croissance. L'investissement privé, soutenu par l'activité économique et le bas niveau des taux d'intérêt, ralentirait sur la période 2018-2020, tout en restant dynamique.

Les exportations rebondiraient (+5,9% en 2018), sous l'effet de la croissance de la demande mondiale adressée à la France. La contribution nette du commerce extérieur reste cependant négative en 2017.

La consommation des ménages serait soutenue par l'accélération des revenus salariaux dans un contexte de réduction du taux de chômage. Les mesures fiscales de la loi de finances 2018 soutiendraient par ailleurs le revenu des ménages à partir de la fin 2018.

L'inflation, évaluée avec l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) progresserait à un rythme proche de celui de 2017 (1,2%). Un regain est anticipé en 2018 (1,4%) en raison de l'impact des mesures fiscales sur le tabac et l'énergie.

Le déficit du budget de l'Etat s'est réduit de 1,3 milliard d'euros l'an dernier par rapport à 2016 pour atteindre 67,8 milliards d'euros dans un contexte de dynamisme de l'activité en fin d'année 2017 induisant des recettes supplémentaires. Le déficit des administrations publiques passerait ainsi sous la barre des 3% du produit intérieur brut (contre 3,4 % du PIB en 2016) puis se stabiliserait en 2018 à ce niveau.

Compte tenu des allègements prévus sur la fiscalité des ménages, le ratio des prélèvements obligatoires diminuerait en 2018 (44,3 % du PIB, contre 44,6 % en 2017).

Le tableau suivant présente une synthèse des projections macroéconomiques réalisées par la Banque de France :

SYNTHÈSE DES PROJECTIONS FRANCE

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
IPCH	0,1	0,3	1,2	1,4	1,2	1,6
IPCH hors énergie et alimentaire	0,6	0,6	0,6	0,8	0,9	1,2
Déflateur du PIB	1,1	0,4	0,6	0,9	1,3	1,5
PIB réel	1,0	1,1	1,8	1,7	1,8	1,6
Contributions (points de PIB) ^a :						
<i>Demande intérieure hors stocks</i>	1,2	2,0	1,6	1,6	1,6	1,6
<i>Exportations nettes</i>	- 0,5	- 0,8	- 0,5	0,2	0,1	0,1
<i>Variations de stocks</i>	0,3	- 0,1	0,6	- 0,1	0,0	0,0
Consommation des ménages (53 %) ^{b)}	1,3	2,1	1,2	1,5	1,7	1,6
Consommation publique (24 %)	1,1	1,2	1,5	0,7	0,7	0,7
Investissement total (22 %)	0,9	2,7	3,5	2,8	2,4	2,3
<i>Investissement public (3 %)</i>	- 3,0	- 0,1	- 1,3	3,0	2,5	2,4
<i>Investissement des ménages (5 %)</i>	- 2,1	2,4	5,1	2,1	1,3	1,9
<i>Investissement des entreprises (SNF-SF-EI) (13 %)</i>	3,1	3,6	4,1	3,0	2,8	2,4
Exportations (29 %)	4,0	1,9	3,3	5,9	4,3	3,7
Importations (31 %)	5,5	4,2	4,7	4,7	3,6	3,3
Revenu disponible brut (RDB) réel des ménages	0,8	1,8	1,6	1,7	2,5	1,8
Créations nettes d'emplois (en milliers)	60	197	281	147	184	192
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	10,4	10,1	9,6	9,6	9,2	8,8

Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

a) La somme des contributions ne correspond pas nécessairement à la croissance du PIB du fait d'arrondis.

b) Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la part de chaque poste dans le PIB en 2016.

Sources : Insee pour 2015, 2016 et les trois premiers trimestres 2017, publication du 29 novembre 2017, projections Banque de France sur fond bleuté.

1.1.3 L'environnement économique local : une activité stabilisée

Selon la note expresse publiée en décembre 2017 par l'IEDOM, l'activité économique locale au troisième trimestre 2017 se stabilise grâce au dynamisme du secteur touristique.

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui permet une lecture synthétique de la situation conjoncturelle en résumant le mouvement d'ensemble des soldes d'opinion, progresse de 0,8 point. Les chefs d'entreprises notent une amélioration modérée de l'activité.

L'indice des prix à la consommation diminue (-0,4%) au troisième trimestre. Sur 12 mois, l'inflation est nulle bien que les prix de l'énergie et de l'alimentation soient en augmentation.

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse et atteint 43 430 au troisième trimestre 2017. Sur un an ce nombre progresse de +3,9%.

La consommation des ménages reste atone. Les importations de biens de consommation et de biens électriques sont à la baisse. Toutefois les immatriculations de véhicules affichent une hausse de + 6,5% sur 12 mois.

Les prévisions d'investissement privé restent élevées, en particulier dans le secteur industriel.

L'activité du secteur primaire reste fragile. La banane devrait enregistrer de nouvelles pertes suite au passage des ouragans Irma et Maria. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche progressent sur le trimestre (+4,4 %).

Les professionnels du secteur industriel maintiennent leur niveau d'investissement et assainissent leur trésorerie.

Dans le secteur des bâtiments et travaux publics, les ventes de ciment sont en repli (-2,2 %). Les attestations de conformité électrique délivrées par le CONSUEL sont en baisse sur le trimestre (-23,2 %).

C'est dans le secteur du tourisme que le courant d'affaire est le plus favorable. Les professionnels anticipent une reprise des investissements sous l'effet de l'amélioration de leur trésorerie, des charges d'exploitation et des délais de paiement. Sur le trimestre, le nombre de nuitées (+1%) et le trafic de passagers à l'aéroport (+1,9%) sont orientés à la hausse. 5 488 croisiéristes ont visité la Martinique au troisième trimestre 2017 (l'activité était nulle à la même période en 2016).

1.1.4 L'évolution de la situation financière des régions et des départements :

Source : « Les finances des collectivités locales en 2017 État des lieux », OBSERVATOIRE DES FINANCES ET DE LA GESTION PUBLIQUE LOCALES.

L'année 2016 a consacré la fusion de plusieurs régions et la création de la Collectivité Territoriale de Martinique. Les données 2016 présentées ci-après intègrent les comptes de la CTM.

LES FINANCES DES REGIONS

Les charges de fonctionnement du bloc régional diminuent de -0,9 % en 2016 (contre +2,8 % en 2015). Ce reflux résulte pour l'essentiel de la réduction des dépenses d'intervention de -1,8 % (+3,9 % en 2015), notamment les dépenses de formation professionnelle, d'apprentissage et d'enseignement.

Les recettes de fonctionnement reculent de -0,2% en 2016. Les recettes fiscales, soit 16,1 Md€, représentent elles deux tiers des ressources des régions en 2016 et progressent de +2,7 %.

Cette progression ne compense toutefois pas la réduction des concours de l'Etat (-7 %), conséquence de la contribution des régions à l'effort de redressement des comptes publics.

Les subventions reçues par les régions augmentent (+2,9 %). La croissance des subventions versées par l'Etat, dans le cadre du "Plan d'urgence pour l'emploi - 500 000 formations supplémentaires", est en partie neutralisée par la baisse des subventions européennes.

L'épargne brute des régions enregistre une progression de + 2,4 %, après un cycle de cinq années successives de baisse, en raison de la réduction plus nette des dépenses de fonctionnement par rapport aux recettes de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement des régions diminuent de – 6,1 % et s'élèvent en 2016 à 9 Md€, après une augmentation continue depuis 2012.

Les recettes d'investissement des régions se contractent de -3,7 %, en raison du remboursement programmé en 2016 et 2017 du dispositif de préfinancement du FCTVA mis en œuvre en 2015.

Le taux d'endettement des régions continue de croître en 2016 pour atteindre 109% (ratio dette / recette réelle de fonctionnement).

Le stock de la dette, soit 26,1 Md€, est en forte augmentation (+6,9 %).

LES FINANCES DES DEPARTEMENTS

En 2016, les départements ont stabilisé leurs dépenses de fonctionnement (+0,1%). Cette stabilité est constatée au niveau de l'évolution de la masse salariale (-0,1%). Les achats et charges externes continuent à décroître (-4,6% en 2016, contre -3,6% en 2015).

Deux tiers des dépenses de fonctionnement relèvent des dépenses d'intervention relevant des compétences transférées (dépenses d'aide sociale à titre principales). Elles progressent de +1,1% en 2016.

Le nombre de bénéficiaires du RSA diminue de – 4,3 % en 2016 pour atteindre 1,84 million. Cette diminution est corrélée à celle du taux de chômage (10,0 % au 1er trimestre 2015 à 9,3 % au 1er trimestre 2017).

Cette baisse du nombre de bénéficiaires a été contrebalancée par deux revalorisations du RSA intervenues en 2016 (0,1 % au 1^{er} avril, et 2 % au 1er septembre 2016).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée à un nombre croissant de bénéficiaires (1,27 million de personnes fin 2015). Cette augmentation résulte du vieillissement de la population : entre le 1er janvier 2004 et le 1er janvier 2016, la part des personnes âgées de 75 ans et plus est passée de 7,8 % à 9,1 %.

Le taux de couverture des dépenses d'APA par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) n'atteint que 36,5 %.

La prestation de compensation du handicap (PCH), est financée conjointement par la CNSA et les départements.

Le taux de couverture de cette dépense décline rapidement : il passe de 76,4 % en 2009 et devrait approcher 39 % en 2016.

Les recettes de fonctionnement augmentent (+2,1%). Cette progression résulte du dynamisme des impôts et taxes (principalement la taxe sur le foncier bâti et les DMTO), qui neutralise la baisse des concours financiers versés par l'Etat.

Ainsi, après une baisse continue observée sur les 5 derniers exercices, l'épargne brute progresse de 20,6%.

Hors dette, l'investissement des départements recule en 2016 de -5,7% (contre -8% en 2015). Pour la gestion 2017, les départements ont anticipé dans leurs budgets primitifs une diminution de leurs dépenses (-0,7%) et de leurs recettes de fonctionnement (-0,6%). Les impôts et taxes et les dotations financières de l'Etat reculeraient. Les anticipations d'investissement des départements restent orientées à la baisse en 2017.

1.2 Les dispositions de la loi des finances 2018 et de la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022

1.2.1 Le scénario macro-économique sur lequel se fonde la Loi de Finances 2018

La loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 a été construite à partir des anticipations suivantes :

- dans ses prévisions, le gouvernement table sur un taux croissance à 1,7 % l'an prochain, à un niveau identique à celui prévu en 2017. Cette estimation, jugée « raisonnable » par le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), intègre le regain de dynamisme extérieur des pays avancés et émergents qui entraînerait la croissance des exportations, la poursuite de la progression des investissements des entreprises, et la reprise de la demande intérieure. Toutefois, les incertitudes pesant sur l'environnement international – négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'U.E, orientation de la politique américaine, évolution du cours du pétrole et des taux de change – pourraient infléchir ces perspectives économiques.

Ce scénario de croissance potentielle a permis de bâtir les prévisions de recettes fiscales de l'Etat.

- la reprise progressive de l'inflation, enclenchée depuis le second semestre 2016 se poursuivrait. Le taux d'inflation s'établirait à 1 % en 2018. L'évaluation de l'indice des prix à la consommation participe à l'estimation des recettes de l'Etat (TVA) et est en particulier prise en compte pour la détermination du coefficient d'actualisation des bases de la taxe sur le foncier bâti perçue par la CTM.

- en 2017 les conditions de financement restent très favorables en raison de la politique accommodante menée par la Banque centrale européenne (BCE) via un taux de refinancement nul et un programme de rachats d'actifs d'un montant global de 2.300 milliards d'euros (en 2015, la Banque Centrale Européenne (BCE) a lancé une campagne de rachat d'actifs auprès des Etats de la zone euro et des entreprises).

Au regard de la reprise de la croissance et de l'inflation en Europe, le resserrement graduel de cette politique très accommodante serait anticipé. Le gouvernement anticipe le redressement des taux d'intérêt de moyen-long terme au rythme moyen de 75 points de base par an. Le taux à dix ans s'établirait ainsi à 1,85 % fin 2018 (contre 1,10 % en 2017).

Ces prévisions ont permis d'évaluer la charge de la dette.

1.2.2 Les objectifs de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 pour le redressement des comptes publics

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 marque la volonté de modifier en profondeur sur la période 2018-2022 le rapport entre l'Etat et les collectivités en fixant de nouvelles règles de gouvernance des finances publiques destinées à garantir et sécuriser la réalisation des objectifs suivants :

- réduction du déficit public,
- baisse de plus de trois points de PIB des dépenses publiques afin de la faire passer de 54,7 % du PIB en 2017 à 51,1 % en 2022, (à titre de comparaison l'Allemagne affiche des dépenses publiques égales à 44,3 % de son PIB),
- diminution d'un point du taux de prélèvements obligatoires (de 44,7% du PIB en 2017 à 43,7% en 2022),
- limitation de la dette publique (de 96,3% en 2016 à 91,4% en 2022).

La définition de cette trajectoire des finances publiques ambitionne un retour du déficit public sous le barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB), consacrant ainsi le respect par la France de ses engagements budgétaires européens au regard du solde des dépenses publiques.

En effet, en 2018 le déficit public refluerait à 2,8 % du PIB (après 2,9 % attendus en 2017). Le déficit public avait atteint 3,5 % en 2015 et 3,4 % en 2016.

(En point de produits intérieur brut)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde public effectif (1 + 2 + 3)	-2,9	-2,8	-2,9	-1,5	-0,9	-0,3
Solde conjoncturel (1)	-0,6	-0,4	-0,1	0,1	0,3	0,6
Mesures ponctuelles et temporaires (2)	-0,1	-0,2	-0,9	0,0	0,0	0,0
Solde structurel (en point de PIB potentiel) (3)	-2,2	-2,1	-1,9	-1,6	-1,2	-0,8
Dette des administrations publiques	96,7	96,7	97,1	96,1	94,2	91,4

La France pourrait ainsi sortir de la procédure pour « déficit public excessif » lancée depuis 2009 à son encontre.

L'effort de résorption de ce déficit concernerait l'ensemble des administrations publiques.

Des objectifs d'évolution des dépenses des différents sous-secteurs des administrations sont ainsi définis.

L'article 13 de la loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 institue un objectif de variation de la dépense publique locale, libellé en pourcentage d'évolution annuelle, assorti d'un processus d'évaluation annuelle et de sanctions, dans le cadre d'un nouveau pacte financier à contractualiser avec les préfets avant la fin du premier semestre 2018.

Cet objectif d'évolution concerne l'agrégation en comptabilité nationale des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales correspondant à un taux de croissance annuel de 1,2% appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017 (base 100) :

Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement	101,2 %	102,4 %	103,6 %	104,9 %	106,2 %

Le projet initial de loi de programmation introduisait par ailleurs une nouvelle règle d'or prudentielle fondée sur le ratio de capacité de désendettement pouvant conduire au règlement d'un budget local par le préfet.

La vive contestation suscitée par ce projet a conduit à l'assouplissement de ces mesures, suite à la conférence nationale des territoires du 14 décembre 2017.

Une « mission de préfiguration du pacte financier Etat-collectivités » a été désignée en octobre dernier, pilotée par le sénateur Alain RICHARD et Dominique BUR, ancien directeur de la DGCL. Cette mission doit faire des recommandations sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement des collectivités, la refonte de la fiscalité locale et le financement des allocations individuelles de solidarité.

1.2.3 La contractualisation de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques : une mécanique de gouvernance renouvelée pour un effort de 13 milliards d'euros d'économies attendues en dépenses de fonctionnement et un encadrement indicatif du niveau d'endettement

Pour mémoire, la précédente loi de programmation 2014-2019 avait innové en affichant des objectifs d'évolution des dépenses publiques locales permettant une meilleure articulation de la stratégie financière définie au niveau central. Ces objectifs d'évolution avaient une valeur indicative pour les collectivités.

La loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 instaure le cadre et les mécanismes de régulation d'un « nouveau pacte financier ».

L'objectif de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales est la réduction de leurs dépenses de fonctionnement pour permettre l'amélioration de l'autofinancement et le désendettement.

La loi de finances 2018 prévoit ainsi une stabilisation des concours de l'Etat pour 2018 aux collectivités (après quatre années consécutives d'une diminution continue de la Dotation Globale de Fonctionnement de l'ordre de 9,3 milliards d'euros) mais introduit en contrepartie un objectif de limitation du rythme de progression de leurs dépenses réelles de fonctionnement et un objectif de désendettement.

L'encadrement des dépenses publiques locales : une contractualisation pour limiter à 1,2% par an la progression des dépenses de fonctionnement de 340 principales collectivités, dont la CTM

Les deux objectifs de limitation du rythme de progression de leurs dépenses réelles de fonctionnement et de désendettement sont déclinés au niveau de chaque collectivité.

Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur sont présentés pour les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes lors du débat sur les orientations budgétaires, ainsi que l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

L'objectif de maîtrise des dépenses des collectivités locales de - 13 milliards d'euros d'ici 2022, est calculé en fonction de la hausse tendancielle (évolution spontanée ou naturelle) des dépenses de fonctionnement des collectivités et se traduit par une limitation à 1,2% par an de la hausse de ces dépenses.

Une procédure de contractualisation, limitée au périmètre du budget principal, entre le représentant de l'Etat et les régions, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Martinique et de Guyane, les départements et la métropole de Lyon est déclinée à l'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022, dont l'objet est « d'organiser leur contribution à la réduction des dépenses publiques et du déficit public ».

Ces contrats d'une durée de trois ans couvrant les gestions 2018, 2019 et 2020 doivent être négociés et conclus au plus tard à la fin du premier semestre 2018. Ils sont signés par le représentant de l'Etat et le Président de l'exécutif après approbation de l'assemblée délibérante.

Sur la base du taux national plafond, ces contrats décrivent les trajectoires de limitation des dépenses de fonctionnement sur lesquelles la collectivité s'engage chaque année.

Des ajustements sont prévus pour tenir compte des problématiques propres à certaines collectivités. Ainsi pour les départements, toute progression des allocations individuelles de solidarité supérieure à +2 % par an sera neutralisée pour le calcul de la norme globale de +1,2 %.

Les collectivités pourront négocier leurs taux directeurs sur une échelle +0,75 % à +1,65 % par référence aux critères suivants : évolution de la population depuis 2013, rythme de construction de logements observé depuis 2014, positionnement en termes de revenu par habitant, proportion d'habitants résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville,

efforts de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement réalisés entre 2014 et 2016 par comparaison à la moyenne de la catégorie.

La loi prévoit un dispositif de « bonus – malus » qui sera mis en œuvre lorsqu'un écart est observé entre la réalisation effective des dépenses et l'objectif de réduction initialement contractualisé.

Les sanctions financières correspondent à une ponction égale à 75 % du dépassement, ne pouvant excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement. Ces prélèvements sont effectués directement sur la quote-part de TVA qui est transférée depuis le 1er janvier 2018 à la CTM.

En cas de refus de contractualisation, le représentant de l'État notifie un niveau maximal annuel des dépenses réelles de fonctionnement, calculé selon les critères précités. Une reprise financière de 100 % du dépassement constaté est appliquée si l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement dépasse le niveau ainsi arrêté.

Les collectivités qui auront respecté les objectifs pourront bénéficier d'une bonification de la dotation de soutien à l'investissement local.

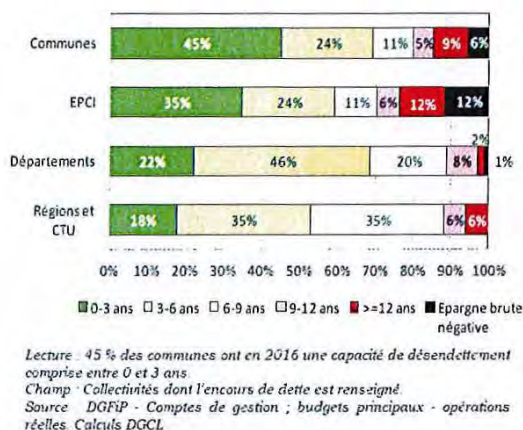
L'introduction de plafonds de référence de capacité de désendettement.

L'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 édicte en outre un objectif de consolidation du ratio de capacité de désendettement (rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute) décliné par catégories de collectivités.

Dès lors que celui-ci excède un plafond fixé à 12 ans pour le bloc communal, 10 ans pour les départements et 9 ans pour les régions, la trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement doit faire l'objet d'une contractualisation avec le représentant de l'Etat.

Le graphique suivant présente la répartition des collectivités selon leur capacité de désendettement. 12 % des régions et 11% des départements enregistrent une capacité de désendettement supérieure à 9 ans.

Répartition des collectivités selon leur capacité de désendettement



La fixation de ces plafonds vise à « s'assurer de l'effort de maîtrise par les collectivités de leurs dépenses de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs d'économie poursuivis par la loi de programmation des finances publiques ».

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique, le ratio d'endettement est encadré par un plafond national de référence de 9 ans.

Pour mémoire, ce ratio s'établit à 13 ans au 31/12/2016 (compte administratif 2016).

1.2.4 Les risques pesant sur les finances de la Collectivité Territoriale de Martinique

La présentation du projet de loi de finances pour 2018 n'a pas recueilli l'adhésion des représentants des élus locaux.

L'Assemblée des Régions de France (ARF) a évoqué un « casus belli » en raison de la suppression du fonds de soutien au développement économique de 450 M€ créé en 2017.

L'Assemblée des Départements de France (ADF) a demandé des garanties financières de l'Etat par rapport au reste à charge au titre des Allocations individuelles de Solidarité (AIS) avant d'initier le processus de contractualisation de réduction des dépenses.

Le Comité des Finances Locales (CFL) conteste la baisse des dépenses imposée aux collectivités « qui constitue un nouveau coup porté à l'investissement qui induirait obligatoirement un affaiblissement des services publics locaux ».

L'autonomie financière des collectivités territoriales

La réduction du déficit public et les efforts inscrits dans la loi de programmation concernent l'ensemble des administrations publiques.

Les principes constitutionnels de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales offrent actuellement une liberté encadrée pour la détermination

de leurs recettes et de leurs dépenses. Les collectivités locales pourraient donc à priori mener des politiques déconnectées des objectifs de la loi de programmation.

L'Etat maîtrise uniquement les dotations versées et les impôts affectés aux collectivités, soit environ 2/3 des ressources de la CTM. Ainsi, le respect des objectifs édictés par la loi de programmation repose principalement sur l'Etat et ses opérateurs (dépenses pilotables). La loi de programmation 2018-2022 introduit de nouveaux mécanismes de contractualisation, de contrôle et de régulation, réduisant l'autonomie des Collectivités.

Le bloc régional enregistrera en 2018 une réduction des dotations de l'Etat

La loi de finances 2018 confirme la substitution des 4,1 Mds € de DGF régionale par une quote-part de TVA dynamique dès 2018 au dynamisme naturel (+2 % à +3 % en tendance).

En septembre 2016, le gouvernement avait en effet annoncé le transfert, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'une fraction de TVA aux régions, en substitution de leur dotation globale de fonctionnement (DGF).

Un dispositif transitoire est inscrit à l'article 149 de la loi de finances pour 2017 qui crée un fonds de soutien exceptionnel de 450 M€ à destination de ces régions et de la CTM, afin de renforcer les dépenses consacrées au développement économique.

L'article 149 de la Loi de finances 2017 prévoit en outre qu'à compter de 2018, une fraction du produit de la TVA est affectée aux régions égale à la somme de la DGF 2017 et des 450 M€ du fonds de soutien exceptionnel.

La loi de finances 2018 ne prévoit cependant pas la reconduction de ce fonds, et n'inclut donc pas cette somme dans les modalités de calcul de la fraction de TVA à transférer.

3,9 M€ ont été notifiés à la CTM au titre de ce fonds en 2017. Cette recette ne sera donc pas reconduite à partir de 2018.

Pour mémoire, la CTM a perçu en 2017, 161 651 045,00 € au titre de la DGF, dont 14 885 602,00 € relèvent de la part régionale.

II. LA SITUATION FINANCIERE DE LA CTM : HERITAGE ET HANDICAPS

Dans le rapport intitulé « *Les finances publiques locales* » publié le 11 octobre 2017, les magistrats de la Cour des Comptes qualifient la situation financière de la CTM, dont les compétences et les ressources résultent de l'addition de celles de la région et du département, de « *fragile* ».

Ainsi « *l'épargne et le fonds de roulement sont insuffisants pour financer les investissements et les charges de personnel sont en augmentation significative* ».

II.1 La faiblesse de la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (A.I.S) : une situation devenue insoutenable pour la CTM

RECAPITULATIF DES DEPENSES DE RMI/RSA, D'APA, ET DE PCH

Depuis les lois de décentralisation de 2002 et 2004, la mise en œuvre et la gestion des allocations individuelles de solidarité, repose principalement sur les Départements.

L'Etat a toutefois conservé sa compétence générale de fixation des normes : définition des critères d'accès à ces aides et de leurs mécanismes de calcul. C'est ainsi que dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté, le premier ministre Jean Marc Ayrault a initié en 2013, un cycle de revalorisation du RSA de 10% sur 5 ans. Les dépenses d'allocation RSA intègrent ainsi les dernières revalorisations suivantes : +2% à partir du 1er septembre 2016, + 1% à partir du 1er janvier 2017, +1,62 % à partir du 1er septembre 2017.

Depuis le transfert et la mise en œuvre par la Martinique de ces AIS, leur volume annuel n'a cessé de croître, passant de 179,3 M€ en 2004 à 289,1 M€ au dernier compte administratif 2016.

En valeur cumulée sur la période 2004 – 2017, 3 milliards d'euros ont ainsi été versés aux bénéficiaires des AIS.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces dépenses depuis leur mise en place :

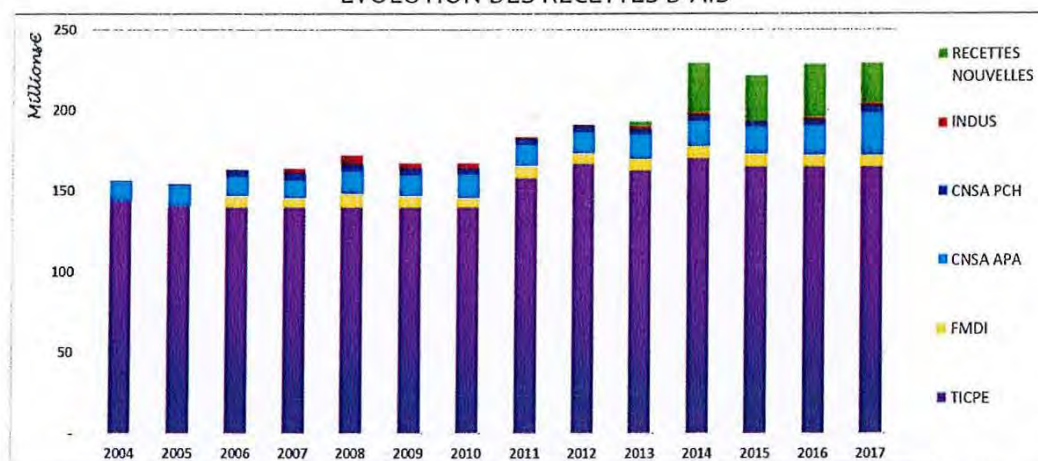


LES COMPENSATIONS ACCORDEES PAR L'ETAT

Pour permettre de financer ces dépenses, l'Etat a transféré aux départements des ressources, ou a autorisé les départements à en percevoir.

L'évolution de ces montants est présentée ci-dessous :

EVOLUTION DES RECETTES D' AIS



S'agissant du RMI transféré en 2004 puis du RSA en 2011, l'Etat a compensé ces dépenses par le transfert d'une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers, transformée en Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE).

La compensation a été établie sur le coût historique à la date du transfert.

L'Etat a reconduit depuis 2006 une recette destinée aux actions d'insertion, le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) entrant dans le calcul du taux de couverture des transferts. La Loi de finances 2013 a reconduit ce dispositif pour 3 ans et le projet de Loi de finances pour 2015 reconduit à nouveau le FMDI jusqu'en 2017 (article 11).

L'APA n'a pas été accompagnée d'un droit à compensation mais d'un financement apporté par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et par les départements. La dotation de la CNSA a couvert à fin 2016, 32% de la dépense (contre 42 % en 2004).

La PCH a donné lieu à la mise en place d'un concours financier, versé par la CNSA aux départements, qui a couvert seulement 15 % de la dépense réalisée par la CTM en 2016.

Afin d'améliorer le financement des allocations de solidarité nationale et de diminuer les charges résultant de la revalorisation du RSA, le pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 repris par la Loi de finances pour 2014 du 29 décembre 2013 a alloué aux départements deux nouvelles recettes à compter de 2014.

Outre l'attribution de deux nouvelles recettes, la Loi de finance pour 2014 a introduit des mécanismes de péréquation au sein des nouveaux dispositifs.

Elle a ainsi transféré, à compter de 2014, le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties TFPB aux départements. La répartition de ce produit prend en compte d'une part, le reste à charge total de la CTM au titre des trois AIS dans le reste à charge total national et d'autre part, un indice synthétique composé du revenu par habitant, de la proportion des bénéficiaires de l'APA dans la population, de la proportion des bénéficiaires du RSA dans la population et de la proportion des bénéficiaires de la PCH dans la population.

Elle a aussi autorisé les départements à relever le taux plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,80 % à 4,50 %. La CTM a décidé d'adopter le taux de 4,5 % en fin d'année 2016, à l'instar d'une grande majorité de départements, pour faire face aux besoins croissants.

Parallèlement au relèvement du taux plafond des droits de mutation, la Loi de finances pour 2014 a créé pour 2014 un fonds de solidarité en faveur des Départements. Ce fonds est alimenté par un prélèvement de solidarité égal à 0,35 % du montant de l'assiette du régime de droit commun de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les Départements.

L'éligibilité des départements à un reversement du fonds de solidarité dépend du niveau de revenu par habitant, du potentiel fiscal corrigé par habitant et du niveau de DMTO par habitant.

Pour la gestion 2016, la CTM a perçu 32,7 M€ de recettes nettes supplémentaires pour améliorer la compensation des trois AIS.

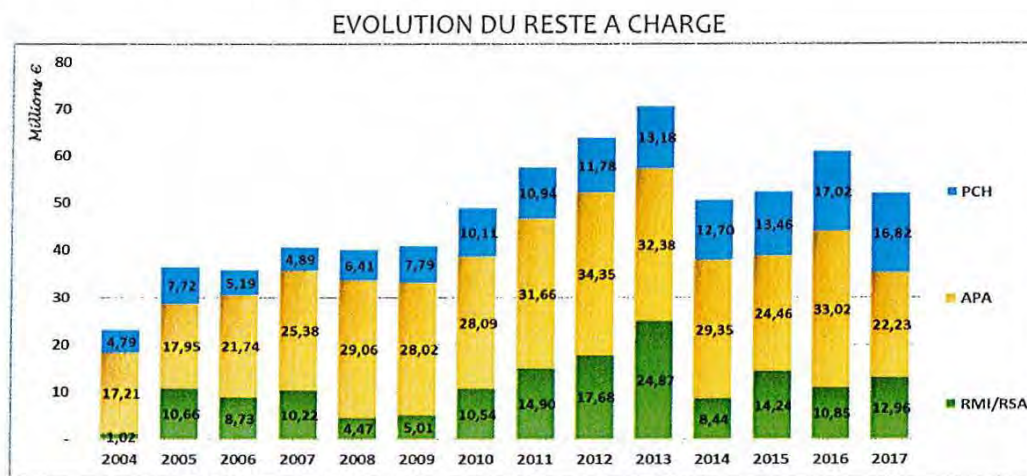
LE RESTE A CHARGE DE LA CTM

Le reste à charge affecte structurellement les équilibres financiers de la collectivité à l'instar de ce que subit une grande proportion de départements.

Fin 2017, en cumulé, le reste à charge se monte pour la Collectivité Territoriale de Martinique à près de 620 M€.



Evolution annuelle du reste à charge et sa structure :



PROJECTIONS POUR LE BUDGET PRIMITIF 2018

Les dotations suivantes versées par l'État, sont explicitement affectées au financement des allocations individuelles de solidarité : la CNSA participerait ainsi au financement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) à hauteur de 19 M€ en 2018, une part de la dépense de RSA est couverte par le transfert d'une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) soit 165 M€ en 2018 et par le versement du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) pour 7 M€ en 2018.

La charge nette estimée pour 2018 de la CTM serait de plus de 70 M€.

A ce jour, aucune réponse pérenne n'est apportée par le gouvernement aux difficultés financières des départements résultant de l'insuffisance de compensation des AIS, au regard des sommes décaissées par ces collectivités.

Pour autant le gouvernement a dédommagé les collectivités de Guyane et de Mayotte d'une partie du reste à charge, oubliant au passage la Martinique confrontée aux mêmes réalités, créant ainsi une forme de disparité et d'iniquité entre les collectivités uniques d'outre-mer.

Plusieurs interventions ont été effectuées, et renouvelées, auprès du gouvernement pour rétablir l'équité en ces territoires.

LES DEPENSES D'ACTION SOCIALE

Les dépenses d'action sociale représentent pour les départements une part prépondérante de leurs dépenses de fonctionnement, soient 32 milliards d'euros en 2016. Elles sont en moyenne deux fois plus élevées en outre-mer.

LES DEPENSES D'ACTION SOCIALE : PREMIERE CHARGE DE LA CTM

	CA 2015	CA 2016
TOTAL DEPENSES DE SOLIDARITE FONCTIONNEMENT	398 334 260,72	429 528 933,11
<i>Aide sociale hors AIS</i>	<i>105 729 381,46</i>	<i>119 117 583,68</i>
<i>Rémunération Assistantes Familiales</i>	<i>19 324 660,90</i>	<i>21 249 313,78</i>
<i>RSA</i>	<i>207 770 311,23</i>	<i>207 596 972,82</i>
<i>APA</i>	<i>46 584 253,95</i>	<i>58 363 073,35</i>
<i>PCH</i>	<i>18 925 653,18</i>	<i>23 201 989,48</i>
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT	808 571 840,54	859 634 683,92
PART DEPENSES SOLIDARITE (%)	49,26%	49,97%

La Collectivité Territoriale de Martinique a mobilisé en 2016 près de 50% de sa section de fonctionnement pour financer ses actions de solidarité, en progression constante (+31,1 M€), afin de répondre à l'urgence sociale.

Depuis 2011, le taux de couverture par l'Etat des charges nées des trois allocations individuelles de solidarité (RSA, PCH et APA), s'est nettement dégradé, de 81 à 61 % pour le RSA. Le reste à la charge des départements a de fait augmenté de 3,1 milliards d'euros entre 2011 et 2015, contre +1,8 milliard d'euros pour les recettes de fonctionnement.

S'appuyant sur les « caractéristiques et contraintes particulières » de la Martinique, énoncés par l'article 73 de la Constitution, les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en Assemblée plénière le 14 novembre 2017, ont demandé au Président de la République, de retenir la Martinique comme territoire d'expérimentation de la recentralisation du Revenu de Solidarité Active pour l'année 2018.

Cette demande est motivée par l'important niveau de reste à charge cumulé de la CTM (plus de 600 M€) et la nécessité, compte tenu des spécificités du territoire, de renforcer le financement des politiques publiques de développement et d'accompagnement social pour les Martiniquais en situation de précarité.

II.2 Des dépenses de personnel importantes

La Cour des Comptes relève le « niveau excessif » des charges de personnel dans les collectivités d'outre-mer en raison de la majoration du traitement des fonctionnaires et des « sureffectifs ».

Le taux d'administration outre-mer est d'un tiers plus élevé qu'en France continentale.

Ainsi, à titre de comparaison, dans les départements avant la création des collectivités territoriales de Guyane et Martinique, les charges de personnel représentaient 262 € par habitant en Guadeloupe, 325 € à la Réunion, 346 € en Martinique et 427 € en Guyane, contre une moyenne de 183 € en métropole.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des effectifs de 2016 à 2019 :

EVOLUTION DES EFFECTIFS

	2016	2017	2018*
TITULAIRES	3 186	3 219	3180
CONTRACTUELS PERMANENTS (CDI et CDD) (Art. 3-2 et 3-3)	557	464	471
CONTRACTUELS NON PERMANENTS (Art. 3-1)	455	478	470
TOTAL	4 198	4 161	4 121
Variation nette		-37	-40
Variation %		-0,9%	-1,0%

*prévisionnel

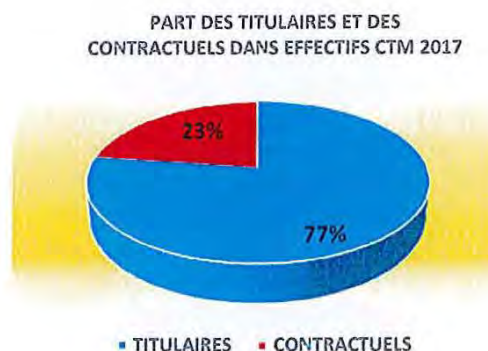
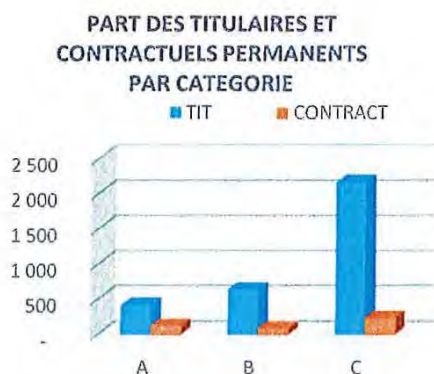
STRUCTURE DES EFFECTIFS EN 2017

EFFECTIFS PERMANENTS : TITULAIRES ET CONTRACTUELS PERMANENTS

CATEGORIES	TITULAIRES	CONTRACTUELS	TOTAL
A	418	130	548
B	640	90	730
C	2 161	244	2 405
			3 683

EFFECTIFS NON PERMANENTS EN 2017

CATEGORIE C	CONTRACTUELS NON PERMANENTS
	478



PROJECTION DES DEPARTS NATURELS A LA RETRAITE POUR LES 5 PROCHAINES ANNEES

	TOTAL	HOMME	FEMME
2017	95	38	57
2018	78	40	38
2019	99	40	59
2020	86	36	50
2021	125	51	74
	483	205	278

L'IMPACT FINANCIER RECCURENT GENERE PAR LA CREATION DE LA CTM

L'article L.5111-7 du CGCT, créé par la loi Maptam - Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles (art. 69)- permet aux agents de conserver leur régime indemnitaire, leurs avantages acquis et le cas échéant de bénéficier d'indemnités de mobilité lors de réorganisations avec changement d'employeurs. Ces dispositions sont étendues aux communes nouvelles qui seraient créées (art. L.2113-5 du CGCT). Par analogie et principe de parité, la CTM est soumise à ce principe de droit commun inscrit dans le CGCT, et énoncé par l'ordonnance du 13 décembre 2012 relative au transfert de personnels dans son article 1, 4^{ème} alinéa.

Fort de ce principe, la CTM a délibéré sur son régime indemnitaire issu de l'harmonisation des régimes indemnitaires des deux anciennes Collectivités. Cette harmonisation tirée vers le haut (alignement sur le régime le plus favorable) crée un surcoût de 2,1 millions d'euros sur la masse salariale.

Au final, les dépenses de personnel s'établissent en 2017 comme suit :

- Budget Principal : 209, 6 M€
- Budget LTA : 2, 1 M €
- BGPISE : 0,293 M €

TABLEAU DE REMUNERATION BRUTE HORS CHARGES SALARIALES

Etablissement	TRAITEMENT DE BASE INDICIAIRE	NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT	REGIME INDEMNITAIRE DONT INDEMNITES CHERTÉ DE VIE	HEURES SUPPLEMENTAIRES	AVANTAGE EN NATURE	ASTREINTES
CTM	81 379 841,78 €	650 532,32 €	654 471,46 €	50 797 820,58 €	315 560,84 €	95 877,96 €	377 215,96 €
LTA	982 859,17 €	9 783,57 €	21 312,94 €	595 545,75 €	- €	239,28 €	- €
BGPISE	125 737,68 €	1 030,92 €	2 201,71 €	81 479,93 €	- €	103,52 €	9 620,75 €
ASSISTANTS FAMILIAUX	13 018 908,45 €	- €	- €	4 048 008,31 €	- €	- €	- €
Total général	95 507 347,08 €	661 346,81 €	677 986,11 €	55 522 854,57 €	315 560,84 €	96 220,76 €	386 836,71 €

La masse salariale totale est estimée à 214,5 M€ pour l'exercice 2018.

Le Budget primitif 2018 devrait intégrer une augmentation prévisionnelle de +0,84%, correspondant à la mise en œuvre par la CTM de décisions réglementaires.

	2017	2018	2019
MASSE SALARIALE (Budget principal)	212 221 869	214 000 000	214 500 000
Variation nette		1 778 131	500 000
Variation en %		0,84%	0,23%

Cette augmentation de 0,84 % en 2018 s'explique par les éléments réglementaires suivants :

- la poursuite de la revalorisation des salaires suite à l'augmentation en février 2017 de 0,6 % du point d'indice et à l'application des derniers décrets de mise en œuvre du PPCR (parcours professionnel carrière rémunération)
- l'impact du GVT (glissement vieillesse technicité) : coût des avancements de grade, d'échelons, et de promotion interne
- l'impact du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) portant obligation de tenir compte des niveaux de responsabilité des agents, et consécutif à la mise en place de l'organigramme des services de la CTM.

II.3 Un niveau important d'engagements pluriannuels issu des deux anciennes collectivités qui obère les marges de manœuvres financières de la CTM

L'ensemble des engagements pluriannuels de l'ex-région et de l'ex-département, comptabilisé dans le cadre d'autorisations de programmes et d'engagements (AP/AE), a été transféré à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Selon les indications contenues dans le compte administratif 2015 de la région, le poids des engagements pluriannuels avoisinerait 17 milliards d'euros.

Toutefois la situation (valeur 1er janvier 2017) de ces autorisations de programmes (AP) et d'engagements (AE), repris et comptabilisé dans le logiciel financier par les deux anciennes collectivités, présente les caractéristiques suivantes :

- 339 autorisations de programme (dont 11 créées en 2016) sont ainsi comptabilisées pour un montant total voté de 2 721 438 490,33 € (dont 60 631 885,52 € votés au titre de 2016).

Le reste à financer au 1^{er} janvier 2017 s'élève à 2 285 759 572,97 €.

- 83 autorisations d'engagement (dont 3 créées en 2016) sont par ailleurs comptabilisées pour un montant total voté de 1 072 817 798,44 € (dont 15 707 368 € votés au titre de 2016).

Le reste à financer au 1er janvier 2017 s'élève à 822 721 344,89 €.

Le reste à financer représente un total de 3 108 480 917,41 €.

Face à ces incohérences de comptabilisation (entre le compte administratif 2015 de la région et les éléments inclus dans la base informatique), un important chantier de reconstitution de ce stock d'AP/AE a été mis en œuvre en 2017 par les services financiers et opérationnels de la collectivité.

Les premières phases menées ont consisté en :

1. un recensement des engagements juridiques pris par les deux anciennes collectivités, affectées et/ou engagées, totalement exécutés, totalement mandatées, ou n'ayant pas connues de début d'exécution,
2. une identification de tous les engagements juridiques pris par les deux anciennes collectivités, non exécutés en totalité.

La dernière étape de ce processus consistera à valider la programmation et l'étalement des crédits de paiement à prévoir sur les exercices à venir.

Il s'agit en effet pour la Collectivité Territoriale de Martinique de faire face à ces engagements pluriannuels, une autorisation de programme/ autorisation d'engagement générant mécaniquement des crédits de paiement, selon le rythme de réalisation des projets.

Au total, le volume des AP/AE engendre in fine un volume comparable de crédits de paiement.

Le lissage de ces AP/AE actives et des échéanciers de paiement permettra une meilleure visibilité de l'équilibre budgétaire et une concordance entre le montant total des autorisations pluriannuelles voté et le montant maximum de crédits de paiement pouvant être inscrit au budget correspondant à la capacité maximale de paiement de la CTM.

A titre d'illustration et sur la base des 221, 6 M€ de crédits de paiement (couverts par les recettes d'investissement encaissés par la CTM et la mobilisation de l'emprunt 2016), comptabilisés en section d'investissement au compte administratif 2016, il faudrait que la CTM consacre les dix prochaines années, soit deux mandatures, à financer – exclusivement – le stock d'autorisations de programme restant à payer.

Le stock d'autorisations de programme et d'engagement, disproportionnée au regard des capacités de paiement mobilisables par la CTM, restreint aujourd'hui et durablement les marges de manœuvres financières de la CTM.

Ce premier état des lieux, mené avec l'implication de l'ensemble des directions opérationnelles de la CTM (recensement des programmes « vivants »), nécessite un toilettage consistant en une priorisation des projets, l'étalement, la clôture ou l'annulation de certaines AP/AE.

L'enjeu pour notre institution est d'absorber en conscience ces restes à financer tout en permettant le lancement et la poursuite des projets de la nouvelle Collectivité Territoriale de Martinique.

Par ailleurs, l'exécution budgétaire de 2016 et de 2017 a été marquée par un volume significatif de « dépenses oubliées » lors des gestions antérieures et que la CTM a dû assumer afin de permettre aux créanciers, singulièrement ceux de l'ex-région, d'être payés.

A ce jour, nous n'avons aucune garantie que tout ait été pris en compte du fait de l'opacité et de la non maîtrise de la comptabilité des engagements à l'époque, d'ailleurs dénoncée par la Chambre régionale des comptes et les analystes financiers. Cette situation conduit à une forme de cavalerie budgétaire.

Ces « dettes fantômes » ont représentées plus de 21% des réalisations 2016. Elles restent importantes en 2017 et leur montant devra être arrêté avec le compte administratif 2017.

En 2016, comme en 2017, elles ont obérées d'autant la capacité propre de la CTM à agir.

II.4 Des équilibres financiers fragilisés

Une typologie caractérisant les situations financières des collectivités des départements d'outre-mer a été dressée par la cour des comptes après analyse des gestions 2013-2016. Les situations sont ainsi qualifiées graduellement de saine, fragile, dégradée, critique.

Sur les 136 collectivités territoriales que comptent les départements de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion, 45 d'entre elles, soit 33%, ont une situation financière dégradée ou critique.

Pour les collectivités territoriales de Martinique, cette proportion s'élève à 31,6 %.

Tableau n° 38 : typologie des situations financières des collectivités d'outre-mer en 2016

	Situation saine	Situation fragile	Situation dégradée	Situation critique
Guadeloupe				
Communes	13	7	6	6
EPCI	2	2	1	1
Département		1		
Région		1		
Répartition totale	37,5 %	27,5 %	17,5 %	17,5 %
Guyane				
Communes	9	6	3	4
EPCI		3		1
Collectivité unique				1
Répartition totale	33,3 %	33,3 %	11,1 %	22,2 %
Martinique				
Communes	11	12	9	2
EPCI	1	1	1	0
Collectivité unique		1		
Répartition totale	31,6 %	36,6 %	26,3 %	5,3 %
La Réunion				
Communes	8	8	8	0
EPCI	1	2	2	
Département		1		
Région	1			
Répartition totale	32,5 %	35,5 %	32,5 %	0 %
Total	46	45	30	15
Répartition	34 %	33 %	22 %	11 %
dont communes de plus de 10 000 habitants	18	11	14	6

Source : Cour des comptes

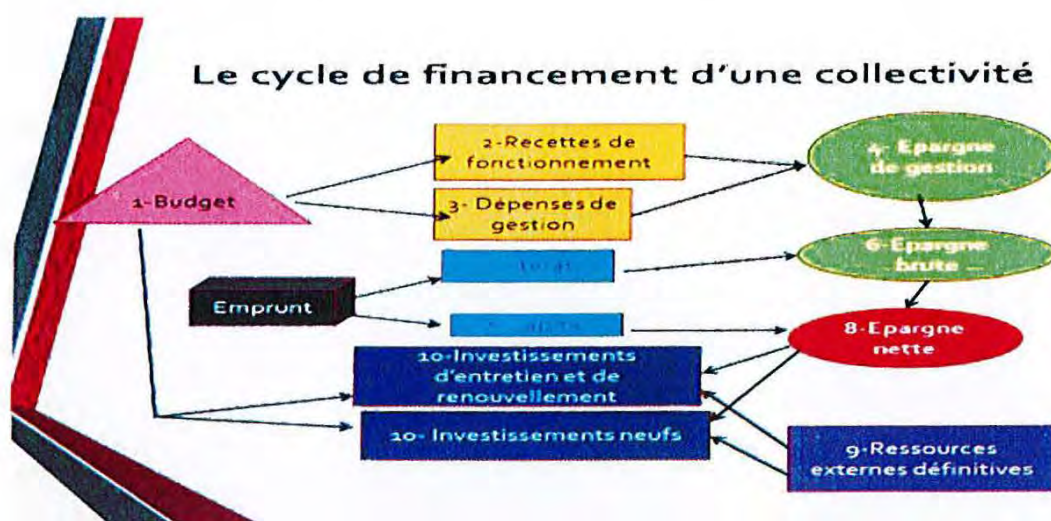
Les départements de la Réunion et de la Guadeloupe parviennent à dégager une épargne nette faible, corrélée avec une diminution de leurs investissements.

Pour rappel, l'épargne de gestion courante est égale à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette.

L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

L'épargne nette correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette (capital et intérêt).

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.



La Collectivité Territoriale de Martinique est confrontée à un « effet de ciseaux », les dépenses de fonctionnement progressant plus rapidement que les recettes de fonctionnement.

Cet « effet de ciseaux » est matérialisé dans le graphique ci-dessous par le resserrement de l'écart entre les courbes de recettes réelles de fonctionnement (RRF) et de dépenses réelles de fonctionnement (DRF).

Il en résulte une contraction de la capacité de la CTM à dégager une épargne pour autofinancer en partie ses dépenses d'équipements.

L'épargne brute s'élève ainsi à 45,5M€ en 2016.

L'épargne nette négative de -3,2 M€ en 2016 ne permet pas de soutenir l'investissement.

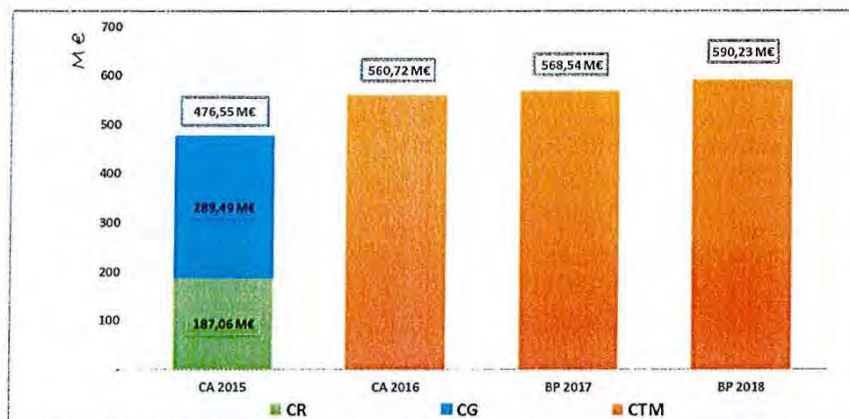
Cette situation n'est pas étrangère au problème des engagements de dépenses récupérés par la CTM et non financés.

II.5 Un recours massif à l'emprunt bancaire

La faiblesse de l'autofinancement des collectivités d'outre-mer induit un financement important par l'emprunt bancaire. Il contribue ainsi à financer les investissements à hauteur de 36 % à la Réunion, 45 % en Martinique, 24 % en Guadeloupe et 20 % en Guyane.

Au 1^{er} janvier 2016, l'en-cours de la dette issu des deux anciennes collectivités s'élevait à 476,55 M€ (agrégation du stock de dettes bancaires de l'ex-région et de l'ex-département).

EN-COURS DE DETTE



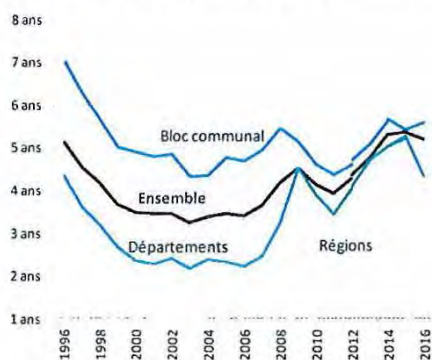
Le ratio d'endettement de la collectivité (dette / population) s'établit ainsi à 1234 € par habitant.

A titre de comparaison, ce ratio était de 567€ par habitant en 2014 (données disponibles) pour les départements de 250 000 à moins de 500 000 habitants, et de 486 € par habitant en 2014 pour les régions d'outre-mer (contre 327 € par habitant pour les régions de France continentale).

La capacité de désendettement de la CTM en 2016 (encours dette/épargne brute) s'élève à 13 ans.

A titre de comparaison, le graphique suivant présente l'évolution de la capacité moyenne de désendettement de l'ensemble des collectivités territoriales. Les capacités de désendettement sont en moyenne d'environ cinq années en 2016 :

CAPACITE DE DESENETTEMENT EN NOMBRE D'ANNEES



Champ : France métropolitaine et Dom.
Source : DGFIP (comptes de gestion [opérations budgétaires de 1996 à 2012, opérations réelles de 2012 à 2016]).

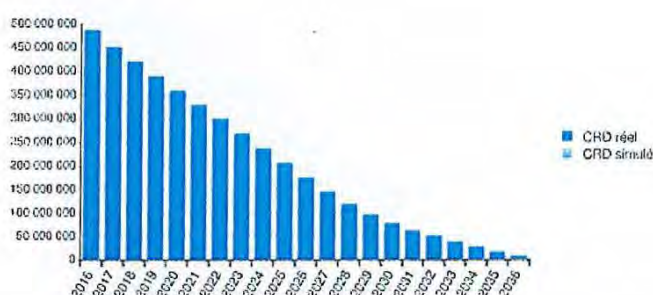
C'est dans ce contexte que la CTM a mobilisé de façon volontaire en 2016 un emprunt de 100 M€ pour soutenir le tissu économique local et refinancé par un prêt de 98 907 249 €,

une partie de l'en-cours existant de la CTM, auprès de l'Agence Française de Développement.

Cette gestion active de la dette, au travers de la diminution du montant des annuités, a permis à la Collectivité Territoriale de Martinique, de faire face à l'héritage laissé à sa charge.

Le graphique ci-dessous présente le profil d'extinction de la dette correspondant à l'évolution du capital restant dû (CRD) de la CTM au 1^{er} janvier 2016.

Evolution du CRD



Ces données relèvent de la dette propre de la CTM.

Elles n'incluent donc pas les emprunts relatifs au TCSP, transférés par l'ex-région au syndicat mixte du TCSP (SMTCSPP) à hauteur de 99 M€. Ce montage financier n'exonérerait cependant pas la CTM de la charge du remboursement de cette dette transposée artificiellement mais qui en réalité est assumée par la CTM.

En effet, deux conventions tripartites ont été signées le 15 décembre 2014 : la première entre la Région, le SMTCSPP et l'AFD, la seconde entre la Région, le SMTCSPP et la CDC.

L'ex-région s'est engagée à verser au SMTCSPP l'ensemble des sommes nécessaires au remboursement des emprunts transférés et à payer directement aux établissements bancaires les sommes qui leur seraient dues en cas de défaillance du SMTCSPP.

Ainsi en application de ces garanties d'emprunts (conventions tripartites et convention quadripartite), 11,6 M€ ont été honorés en 2017 par la CTM :

	AFD	CDC	Total
Convention quadripartite (contrat PPP)	2 963 400,68	1 929 362,00	4 892 762,68
Convention tripartite (emprunts transférés)	4 632 439,03	2 164 026,31	6 796 465,34
Total	7 595 839,71	4 093 388,31	11 689 228,02

III- LE CADRAGE BUDGETAIRE POUR 2018

III.1 L'évolution des ressources de la CTM : un niveau de recettes hors emprunt stabilisé par rapport à 2017, après le net recul enregistré au budget primitif 2017

Le contexte de préparation budgétaire pour 2018 s'inscrit encore cette année dans un cadre général contraint, aux contours incertains, pour les finances locales.

Pour autant, le soutien à l'investissement local, -pour renforcer l'attractivité du territoire- et le financement des politiques de solidarité aux populations les plus fragiles, -dont le poids reste significatif-, tout en optimisant le recours à l'emprunt restent des priorités pour la CTM.

La prise en compte de ces données explique notre volonté d'assurer un retour aux grands équilibres financiers, un recours modéré à l'emprunt bancaire et la maîtrise de notre fiscalité afin de ne pas ponctionner le pouvoir d'achat des Martiniquais.

L'évaluation des ressources de la CTM pour le budget primitif 2018 est fondée sur les éléments rétrospectifs issus du bloc régional et départemental et les mesures approuvées par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

III.1.1 Les recettes prévisionnelles d'investissement, hors emprunts, devraient enregistrer une progression en 2018

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT

L'anticipation de l'augmentation des recettes prévisionnelles d'investissement pour la gestion 2018 et des subventions européennes en particulier, s'inscrit dans le pilotage de la phase de montée en charge progressive du PO 2014 – 2020.

La Dotation Globale d'Equipeement (DGE), la Dotation Régionale à l'Equipeement Scolaire (DRES) et la Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (DDEC) resteraient aux niveaux alloués en 2017.

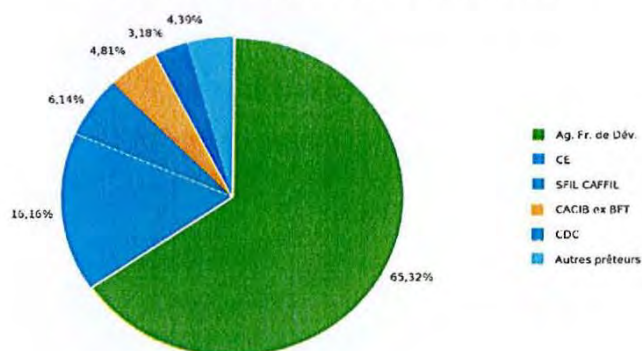
Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) devrait diminuer en 2018. En effet, il assurait jusqu'en 2017 le remboursement de la TVA acquittée sur les dépenses réelles d'investissement mandatées par l'ex-conseil régional à l'année N-1 et par l'ex-conseil général deux années auparavant. En 2018, seules les dépenses réelles d'investissement mandatées par CTM à l'année N-1 seront éligibles.

LA MAITRISE DE L'EMPRUNT

Le stock de la dette comprend 47 emprunts.

Les principaux financeurs sont l'AFD (65,32%), la Caisse d'Epargne (16,16 %), la SFIL CAFFIL (6,14%), le Crédit Agricole (4,81 %) et la CDC (3,18 %).

REPARTITION DE LA DETTE PAR PRETEUR

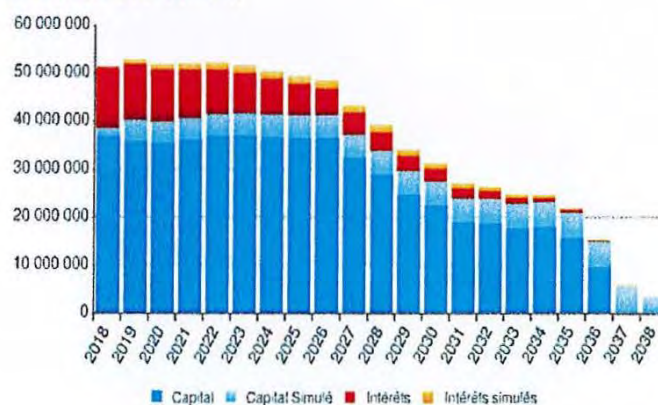


La dette à taux fixe de la CTM représente 71,19 %. Elle est intégralement libellée en euros. Les emprunts à taux variables représentent 27,28 % :

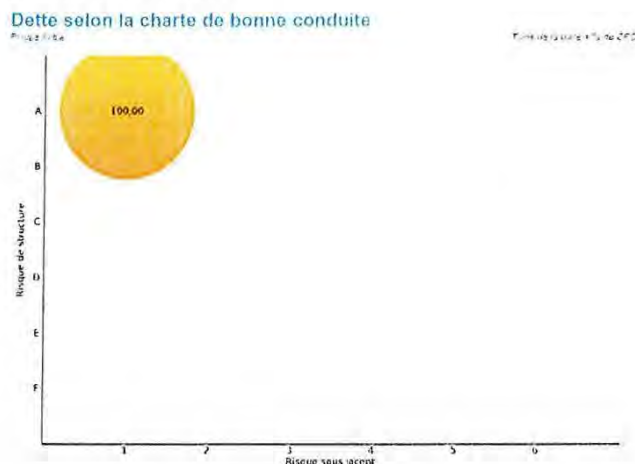
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	420 205 998.11 €	71,19 %	2,67 %
Fixe à phase	3 338 888.74 €	0,57 %	2,94 %
Variable	160 990 285.56 €	27,28 %	1,01 %
Livret A	5 697 419.20 €	0,97 %	1,63 %
Ensemble des risques	590 232 591.61 €	100,00 %	2,21 %

Profil de remboursement de la dette

Flux de remboursement



Une absence d'exposition au risque



Les collectivités territoriales présentent leur en-cours de dette selon une matrice des risques partagée, issue de la charte de bonne conduite signée par les banques, dite « charte GISSLER ». Cette classification permet d'appréhender simplement et rapidement le risque correspondant à chaque produit financier selon le type de sous-jacent (classé de 1 à 6) et sa structure (classée A à F).

La classification la plus sûre, 1A, correspond aux taux fixes ou variables en euros. A l'opposé, les produits « hors charte », classés 6F, sont ceux présentant le risque le plus important pour la collectivité et sont qualifiés « d'emprunts toxiques ».

Appliquée à la CTM, cette classification montre que le risque de la dette est nul.

Ainsi 100 % de la dette CTM est positionnée sur des taux fixes ou variables classiques et sur des index de la zone euro, et classée en 1A.

Pour l'avenir, le niveau de l'emprunt à mobiliser doit être strictement ajusté au regard du besoin de financement des opérations à réaliser et à la capacité d'autofinancement dégagée par la Collectivité.

En l'état actuel de la programmation des investissements, l'emprunt prévisionnel 2018 a été estimé à 60 M€, compatible avec une politique de soutien des grands chantiers prioritaires.

Afin de sécuriser cette ressource à moyen terme, dans le cadre du processus de contractualisation pluriannuel présenté lors de la décision modificative n°4 2017 en décembre dernier, une convention portant sur un crédit total de 100 M€ destiné à financer les dépenses inscrites au budget pluriannuel d'investissement 2017-2018 a été négociée avec l'Agence française de Développement.

Elle prévoit deux versements :

- un 1er versement de 40 M€ au titre du budget d'investissement 2017,
- un 2nd versement de 60 M€ au titre du budget d'investissement 2018.

Par ailleurs, dans le cadre du grand projet déploiement du Très Haut Débit sur l'ensemble du territoire martiniquais, une consultation des opérateurs est lancée afin de stabiliser de manière pérenne le périmètre d'intervention de la CTM. Des négociations sont en cours avec le réseau bancaire afin d'adosser le financement de ce grand projet structurant à une contractualisation financière pluriannuelle modulable en fonction de l'avancement réel des travaux.

Au 31 décembre 2018, la dette de la CTM devrait s'élever à 590,2 millions d'euros.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
590 232 591.61 €	2,21 %	14 ans et 9 mois	7 ans et 11 mois	47

Cette dette est souscrite à un taux moyen performant de 2,21 %.

Sa durée de vie résiduelle (c'est-à-dire le nombre d'années nécessaire au remboursement intégral de la dette) serait de 14 ans et 9 mois.

La capacité de désendettement, c'est-à-dire le rapport de l'encours de la dette sur l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement exprimé en nombre d'années, était de 13 ans au 31 décembre 2016.

Son évolution en 2018 sera conditionnée par le niveau d'autofinancement qui sera effectivement dégagé grâce aux économies à réaliser sur la section de fonctionnement.

III.1.2 Les recettes fiscales de la section de fonctionnement devraient progresser en 2018

Les principales ressources fiscales de la CTM sont les suivantes : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), le Fonds de péréquation issue de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité, la taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques (TICPE), la taxe sur les carburants, la taxe sur les certificats d'immatriculations et permis de conduire, la taxe spéciale sur les conventions d'assurances, l'octroi de mer, la taxe sur les rhums et les tabacs, le produit des droits de mutation à titre onéreux, ...

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) devrait poursuivre sa progression annuelle résultant de la variation des bases et de la revalorisation forfaitaire votée dans le cadre de la loi de finances.

Depuis la réforme fiscale de 2011, la TFPB reste le seul impôt direct issu du département sur lequel la CTM dispose d'un pouvoir de modulation du taux. Ce taux est actuellement fixé à 19,49%.

Il est proposé en 2018 de maintenir ce taux à son niveau actuel, la préservation du pouvoir d'achat demeurant une orientation forte de la CTM.

Le produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - droits dus par l'acquéreur lors d'une transaction immobilière qui comprennent la taxe sur la publicité foncière et les droits d'enregistrement - est une recette volatile soumise au dynamisme du marché immobilier. Il devrait progresser en 2018, sous l'effet de la reprise du marché.

La CTM inscrira à son budget 2018, une nouvelle recette correspondant à la fraction de TVA transférée aux régions, se substituant à la part régionale de Dotation Globale de Fonctionnement perçue par la CTM.

Cette transformation de la DGF de l'ensemble des régions devrait représenter un gain annuel total estimé à une centaine de millions d'euros au regard du dynamisme de cette ressource dont l'évolution annuelle est de 2 à 3%.

Il convient toutefois de souligner que les ressources de la CTM seront amputées en 2018 du fonds de soutien exceptionnel à destination de ces mêmes régions (voir supra).

III.1.3 Les recettes non fiscales de la section de fonctionnement devraient en revanche se contracter

Cette contraction résulte pour l'essentiel d'une modification, à partir de 2018, de la structure de ces recettes non fiscales.

La dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours financier de l'Etat, devrait se stabiliser en 2018, conformément au nouveau dispositif de contribution de la CTM au redressement des finances publiques défini par la Loi de Finances pour 2018.

Ainsi, en raison de la transformation de la DGF des régions, l'inscription de cette dotation serait toutefois diminuée d'environ 15 M€ (part régionale) en 2018.

Par ailleurs, la Collectivité Territoriale réglait jusqu'à juin 2017, pour les bénéficiaires de l'Aide Sociale accueillis dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées, la totalité de leurs frais de séjours puis récupérait leurs ressources et celles de leurs obligés alimentaires.

Une recette d'environ 9 M€ a ainsi été inscrite au Budget Primitif 2017 au titre du remboursement de l'aide sociale. La mise en œuvre du nouveau dispositif de paiement différentiel des frais de séjour en hébergement – la personne hébergée verse directement ses ressources à l'établissement et la CTM règle la part nette des frais de séjour – induit la suppression de cette inscription de recette au budget primitif 2018.

Le tableau suivant présente les estimations de recouvrement de recettes anticipées pour la gestion 2018. Elles seront réajustées jusqu'au vote du BP 2018, en fonction notamment des notifications qui seront reçues par la CTM.

Evolution prévisionnelle des recettes de la CTM

	BP 2017	OB 2018	EVOLUTION 2018/2017 OB/BP
INVESTISSEMENT	188 050 514 €	151 773 459 €	-19,29%
INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT	88 050 514 €	91 773 459 €	4,23%
Dotations d'investissement - Etat	69 673 472 €	53 521 186 €	-23,18%
Subventions européennes d'investissement	16 000 000 €	37 147 273 €	132,17%
Subventions, participations et recouvrements divers	2 377 042 €	1 105 000 €	-53,51%
Emprunts	100 000 000 €	60 000 000 €	-40,00%
FONCTIONNEMENT	913 621 594 €	895 924 112 €	-1,94%
FONCTIONNEMENT HORS SUBVENTION GLOBALE ET HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	889 621 594 €	880 146 520 €	-1,07%
1- RECETTES FISCALES	625 526 239 €	653 757 209 €	4,51%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	71 000 000 €	72 400 000 €	1,97%
Nouvelle fiscalité locale (IFER/CVAE/ FNGIR / DCRTP)	54 141 735 €	54 941 529 €	1,48%
Compensation AIS - Transfert frais de gestion TFPB + Fonds de solidarité	28 600 000 €	22 848 602 €	-20,11%
Produit fiscalité indirecte (Tabac, droits de mutation, carburant)	125 350 000 €	144 000 000 €	14,88%
Fiscalité transférée (TICPE et TSCA)	201 455 235 €	201 382 666 €	-0,04%
Fraction TVA (Loi Finances 2018 - DGF des régions)		14 885 602 €	
Taxe additionnelle à l'octroi de mer	74 000 000 €	72 000 000 €	-2,70%
Taxe d'apprentissage	28 114 253 €	27 300 000 €	-2,90%
Subvention fiscale	10 382 764 €	9 139 810 €	-11,97%
Autres recettes fiscales (fonds de péréquation, fiscalité urbanisme ...)	32 482 252 €	34 859 000 €	7,32%
2- RECETTES NON FISCALES	273 095 355 €	235 389 311 €	-13,81%
Dotation globale de fonctionnement	161 795 404 €	146 765 443 €	-9,29%
Autres recettes non fiscales	111 299 951 €	88 623 868,00 €	-20,37%
3- Subvention globale FSE	15 000 000 €	6 777 592 €	-54,82%
TOTAL DES RECETTES	1 101 672 108 €	1 047 697 571 €	-4,90%
TOTAL DES RECETTES HORS EMPRUNT, SUBVENTION GLOBALE, HERBERGEMENT PERSONNE AGEES	978 202 763 €	980 919 979 €	0,28%

III.2 L'évolution des dépenses de la CTM :

La dynamique de soutien à l'investissement pour préserver l'activité économique reste une priorité pour la CTM.

En effet, les programmes de construction lancés par la Collectivité mobilisent de la main d'œuvre locale, alimentent les carnets de commandes des bureaux d'études, architectes, entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics, fournisseurs de matériaux de construction, prestataires de services, et améliorent les conditions d'accueil de nouveaux habitants.

Cet effet de levier des programmes d'investissement de la Collectivité concourt ainsi au soutien de l'emploi local.

Pour autant, l'érosion progressive des ressources impose des arbitrages resserrés de nos dépenses de fonctionnement.

Le projet de Budget Primitif pour 2018 devra nécessairement intégrer une réduction sensible de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la collectivité, afin de dégager un autofinancement suffisant pour financer les investissements tout en maîtrisant l'endettement.

Les ajustements liés notamment à la fixation du niveau effectif de ressources et à l'affinement de la programmation des projets nécessiteront des décisions budgétaires modificatives à prendre en cours de gestion.

L'ensemble des dispositifs-cadres de la CTM doit aussi être évalué afin de satisfaire aux priorités de nos politiques publiques, en garantissant les niveaux de service attendus par les usagers.

Cette optimisation portera en particulier sur l'évolution de la masse salariale et les moyens alloués aux dépenses de fonctionnement, au train de vie de notre institution.

Ce programme incontournable d'économies est imposé par la fragilité des équilibres financiers constatée à la création de la CTM, dont les principales caractéristiques sont :

- une forte rigidité des dépenses de fonctionnement,
- une progression soutenue des dépenses de solidarité,
- un taux de couverture dégradé des trois allocations de solidarité,
- un haut niveau de charges de personnel,
- un effet de ciseaux, les dépenses de fonctionnement progressant plus rapidement que les recettes de fonctionnement,
- un recours massif à l'emprunt bancaire pour financer les investissements, à défaut d'autofinancement.

Les simulations d'équilibrage suivantes ont été évaluées dans le cadre de la construction budgétaire.

III.2.1 Simulation de l'évolution des dépenses de fonctionnement en intégrant les seules dépenses « obligatoires » : un autofinancement quasi inexistant

Cette première hypothèse minimaliste intègre les seules dépenses dont la prise en charge par la CTM résulte d'un dispositif légal ou réglementaire et des engagements juridiques existants (délibérations, conventions...).

	BP 2017 - DEPENSES INCOMPRESSIBLES	TOTAL PRÉVU 2017 HORS REPORTS - DEPENSES INCOMPRESSIBLES	OB 2018 - DEPENSES INCOMPRESSIBLES	EVOL OB/PRÉVU 2017
FONCTIONNEMENT incompressible	796 602 073 €	839 607 691 €	859 667 220 €	2,39%
AIDE SOCIALE	366 140 416 €	366 265 253 €	366 720 000 €	0,12%
CHARGES DE PERSONNEL	215 371 069 €	210 165 337 €	215 780 000 €	2,67%
EDUCATION (Dotations Collèges, Lycées ...)	20 208 010,00 €	22 328 556 €	21 640 000 €	-3,08%
RESEAUX ROUTIERS - INFRASTRUCTURES	10 605 848 €	9 758 234 €	10 300 000 €	5,55%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	9 389 000 €	9 202 470 €	9 975 000 €	8,39%
SECURITE	18 040 000 €	18 134 824 €	18 150 000 €	0,08%
CULTURE ET SPORTS	11 738 800 €	10 927 207 €	10 750 000 €	-1,62%
FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	48 450 000 €	49 682 214 €	50 000 000 €	0,64%
AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	1 300 000 €	1 669 670 €	1 650 000 €	-1,18%
ENVIRONNEMENT	4 400 000 €	6 224 638 €	6 300 000 €	1,21%
TRANSPORT	25 127 000 €	68 624 447 €	80 000 000 €	16,58%
EUROPE (dt part territoriale Subvention Globale)	17 860 000 €	14 541 170 €	18 675 990 €	28,44%
CHARGES FINANCIERES	14 709 000 €	16 895 955 €	14 526 230 €	-14,03%
CHARGES GÉNÉRALES (Entretien bât., fonct général)	33 262 930 €	35 187 716 €	35 200 000 €	0,03%

Sur la base des recettes de fonctionnement estimées pour 2018 (895,9M€), après remboursement du capital de la dette (36,5 M€), la seule prise en compte des dépenses « incompressibles » (859,7 M€) ne permettrait pas de dégager un autofinancement pour financer l'investissement, soit un taux d'autofinancement net nul (-0,03%).

La capacité de désendettement de la CTM se dégraderait à environ 16 ans.

Le processus de liquidation du SMTCSF n'étant pas achevé, cette simulation n'intègre pas la charge du remboursement de la dette transférée. Le service de cette dette ressort à 10 599 766,78 € pour 2018.

III.2.2 Simulation de l'évolution des dépenses de fonctionnement selon leur rythme de croissance « naturelle » ou tendancielle :

Cette seconde hypothèse d'évolution intègre l'expression des besoins résultant des politiques publiques menées par la CTM.

	BP 2017	TOTAL PRÉVU 2017 HORS REPORTS	OB 2018	EVOL OB/PRÉVU 2017
FONCTIONNEMENT	851 475 120 €	898 601 772 €	933 582 220 €	3,89%
AIDE SOCIALE	394 855 848,00 €	396 468 584 €	398 500 000 €	0,51%
CHARGES DE PERSONNEL	215 371 069 €	210 165 337 €	215 780 000 €	2,67%
EDUCATION (Dotations Collèges, Lycées ...)	30 865 010 €	35 418 529 €	36 500 000 €	3,05%
RESEAUX ROUTIERS - INFRASTRUCTURES	10 311 830 €	9 788 964 €	11 500 000 €	17,48%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	17 135 500 €	17 489 528 €	18 800 000 €	7,49%
SECURITE	18 040 000 €	18 134 824 €	18 200 000 €	0,36%
CULTURE ET SPORTS	15 813 300 €	14 741 313 €	15 900 000 €	7,86%
FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	48 450 000 €	49 703 836 €	55 000 000 €	10,66%
AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	1 048 000 €	1 370 993 €	1 500 000 €	9,41%
ENVIRONNEMENT	8 625 633 €	9 664 283 €	10 500 000 €	8,65%
TRANSPORT	25 127 000 €	68 670 478 €	80 000 000 €	16,50%
EUROPE	17 860 000 €	14 498 184 €	18 675 990 €	28,82%
CHARGES FINANCIERES (intérêts Dette/Prélèvement Fds Solidarité)	14 709 000 €	17 224 007 €	15 726 230 €	-8,70%
CHARGES GÉNÉRALES (Entretien bât., fonct général)	33 262 930 €	35 262 911 €	37 000 000 €	4,93%

Cette modélisation intègre en particulier une dépense estimée à 80 M€ pour Martinique Transport (participation au budget de M.T et plan de cessation d'activité des taxi-collectifs). Cette somme sera à parfaire en fonction des choix budgétaires opérés pour 2018 par les trois intercommunalités au titre de leur contribution au financement de Martinique Transport.

Le Président de Martinique Transport a rappelé lors du Conseil d'Administration du 22 janvier dernier, qu'un tel niveau d'engagement de la CTM était financièrement insoutenable, compte tenu de la stagnation des recettes et de la limitation de la progression des dépenses de fonctionnement imposé par la loi de programmation 2018-2022.

Les dépenses de fonctionnement progresseraient ainsi de 82 M€ par rapport au Budget Primitif 2017. Ce rythme de croissance n'est pas soutenable compte tenu du montant estimé des recettes de fonctionnement pour 2018.

La CTM se retrouverait en outre dans l'incapacité de contractualiser cette progression de dépenses avec le Préfet, hors des normes légales fixées par la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.

Il en résulterait un écart de - 74,1M€ entre le montant total de dépenses et les recettes de fonctionnement après prise en compte du remboursement du capital de la dette soit 36 515 504,90€.

III.2.3 L'évolution cible des dépenses de fonctionnement :

La démarche ci-dessous consiste, à partir d'un résultat attendu en termes de capacité de désendettement ou d'autofinancement, à fixer un niveau de dépenses compatible avec lesdits objectifs.

Les deux simulations ci-après sont formulées à partir des trajectoires cibles suivantes :

Hypothèse 1 : amélioration de la capacité de désendettement de 13 à 11 ans au 31 décembre 2018

Les dépenses de fonctionnement votées en 2017 hors reports de crédits (vote du BP 2017, budget supplémentaire, et décisions modificatives) se chiffrent à 898,6 M€.

Le respect de la trajectoire financière de restauration des marges de manœuvre financière de la CTM imposerait une diminution des dépenses de fonctionnement par rapport au montant total voté en 2017 d'environ - 56 M€. Cette simulation se fait hors champ des évolutions III-2-1 et III-2- évoquées ci-dessus.

Les dépenses de fonctionnement s'établiraient ainsi à un montant maximum de 842,5 M€ pour 2018.

Ce volume cible de dépenses permettrait un autofinancement de la section de fonctionnement de 16,9 M€, soit un taux d'autofinancement de 1,9%.

La capacité de désendettement serait de 11 ans en 2018.

Ainsi, par référence à l'hypothèse 1 d'amélioration de la capacité de désendettement de 13 à 11 ans au 31 décembre 2018 et compte tenu du niveau de recettes d'investissement attendu (151,8 M€) et de l'autofinancement escompté, le montant total des dépenses d'équipements (hors remboursement du capital de la dette de 36,5 M€) pourrait s'établir à environ 168M€ en 2018, contre 157,5 M€ en 2017 (total des crédits votés en 2017 (BP + BS+DM)).

A périmètre fiscal inchangé et sur la base de transferts financiers de l'Etat invariables, cet effort de diminution des dépenses de fonctionnement devrait être poursuivi, afin d'augmenter progressivement l'autofinancement et de se conformer au référentiel étatique de capacité de désendettement de 9 années, gage de confiance pour nos partenaires du réseau bancaire.

Hypothèse 2 : amélioration de la capacité de désendettement de 13 à 9 ans au 31 décembre 2018, conformément au référentiel plafond contenu dans la loi de programmation

L'atteinte dès 2018 de ce référentiel national plafond supposerait une réduction de -67 M€ des dépenses de fonctionnement. Cette simulation se fait hors champ des évolutions III-2-1 et III-2- évoquées ci-dessus.

Un autofinancement net de 28 millions d'euros serait dégagé, soit un taux d'autofinancement d'environ 3 %.

Synthèse des conditions d'équilibre du Budget Primitif 2018 : cartographie des masses :

La cartographie des conditions d'équilibre du budget primitif est fondée sur les hypothèses suivantes :

- **En section de fonctionnement :**

- Les recettes de fonctionnement correspondent aux estimations présentées au point III.1 L'évolution des ressources de la CTM : elles s'élèvent à 895,9 M€.
- Les dépenses de fonctionnement sont issues du point III.2.2 *Simulation de l'évolution des dépenses de fonctionnement selon leur rythme de croissance « naturelle » ou tendancielle.*

- **En section d'investissement :**

- Les recettes d'investissement reprennent les estimations présentées au point III.1 L'évolution des ressources de la CTM : elles s'élèvent à 151,8 M€. Elles comprennent par ailleurs l'excédent à dégager réglementairement par la section de fonctionnement pour la couverture du remboursement en capital des emprunts (36,5 M€). Il convient de noter que cet excédent ainsi calculé ne permet pas de dégager une ressource susceptible d'autofinancer en partie les autres dépenses d'investissement de la collectivité.
- Les dépenses d'investissement sont déterminées en fonction des hypothèses suivantes : montant du capital de la dette à rembourser en 2018, dépenses

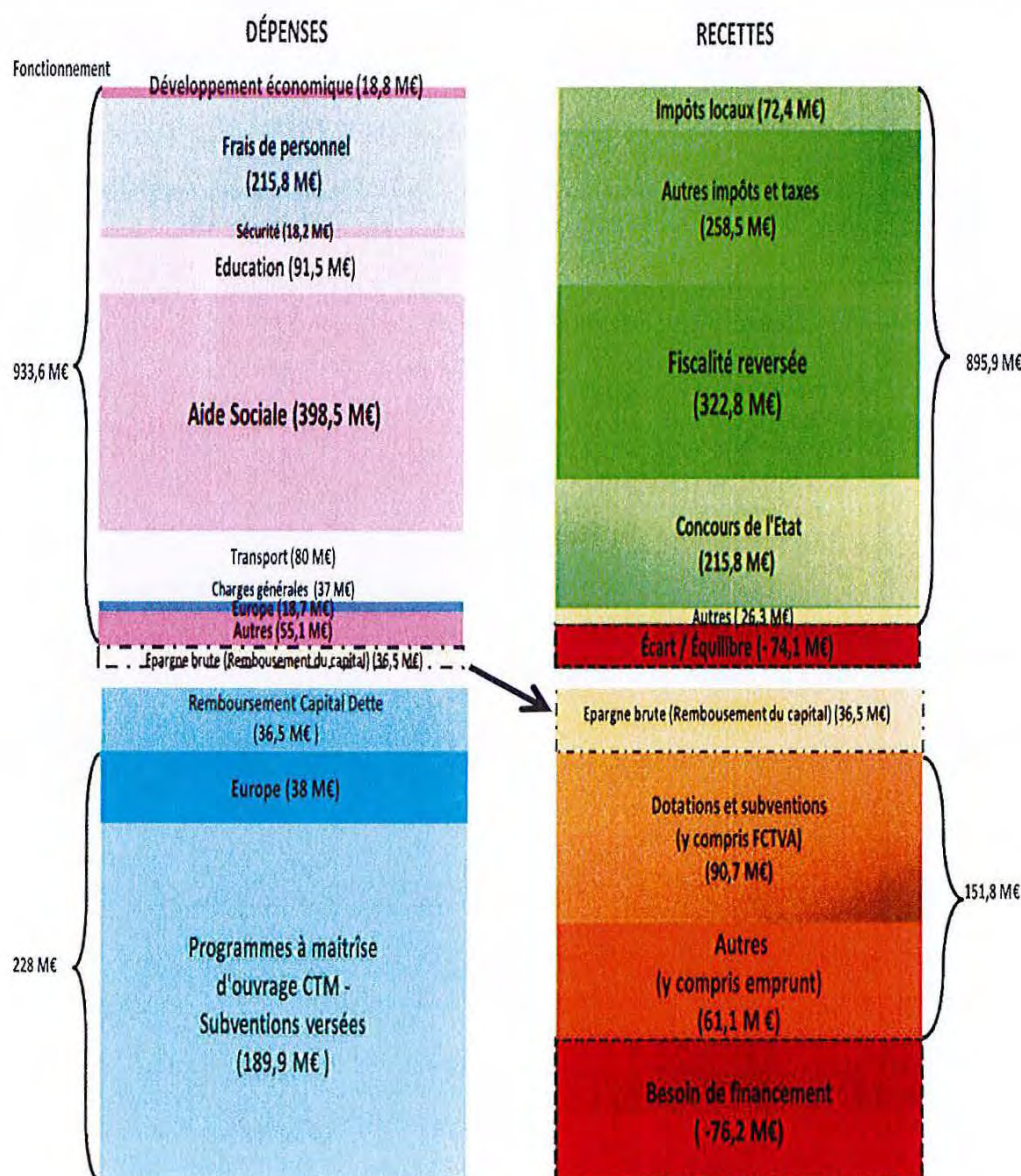
d'investissement relevant d'un co-financement européen (montant minimum incompressible permettant à la collectivité d'éviter la procédure de dégagement d'office), maintien en 2018 du niveau d'investissement du Budget Primitif 2017 pour les programmes à maîtrise d'ouvrage de la CTM et les subventions à verser au tiers.

Ces hypothèses sont financièrement insoutenables, compte tenu des ressources escomptées en 2018.

Il en résulterait :

- Un écart entre les dépenses et les ressources de fonctionnement de -74,1 M€,
- Un besoin de financement de la section d'investissement de 76,2 M€.

CARTOGRAPHIE DES CONDITIONS D'ÉQUILIBRE DU BUDGET PRIMITIF 2018



III.2.4 Les prévisions d'évolution des budgets annexes du Périmètre Irrigué du Sud Est et du Laboratoire Territorial d'Analyse :

Le budget annexe du PISE :

La CTM gère en régie le service de distribution d'eau d'irrigation. Les recettes proviennent de la vente d'eau aux abonnés du PISE et à la Société Martiniquaise des Eaux (exploitant de l'usine de traitement d'eau potable de Directoire pour le compte du Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (SICSM)).

L'équilibre entre les recettes de vente d'eau et les dépenses n'est pas atteint. Cet équilibre est obtenu par une subvention du budget général.

Les orientations budgétaires proposées pour l'année 2018 visent :

- à sécuriser la production et la distribution aux usagers,
- à assurer la pérennité et la conservation du patrimoine,
- à optimiser le coût d'exploitation du PISE,
- à étudier les perspectives pour le PISE (extension) et hors PISE (schéma directeur d'irrigation),
- à créer un réseau d'irrigation pour les agriculteurs de Nouvelle Cité sur la commune de Rivière-Salée.

Les recettes attendues seraient les suivantes :

- Pour le fonctionnement
 - recette de vente d'eau (irrigants du PISE et SME)
 - recette de redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

L'équilibre du budget annexe 2018 du PISE serait le suivant :

	Voté BP 2017	OB 2018	%évol OB 2018/BP 2017
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 549 500,00	1 549 500,00	0,00%
CHARGES DE PERSONNEL	355 900,00	356 000,00	0,03%
EAU-ELECTRICITE-TELEPHONE	588 000,00	428 000,00	-27,21%
FOURNITURES DE BUREAU DU BGPISE	5 000,00	2 000,00	-60,00%
ENTRETIEN ET REPARATION SUR BIEN IMMOBILIER	68 600,00	66 500,00	-3,06%
MAINTENANCE ET EXPLOITATION DU PISE	490 000,00	650 000,00	32,65%
ETUDES ET RECHERCHES	2 000,00	2 000,00	0,00%
PRELEVEMENT SUR LA RESSOURCE	40 000,00	45 000,00	12,50%
	Voté BP	OB 2018	%évol OB 2018/BP 2017
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 549 500,00	1 549 500,00	0,00%
VENTES D'EAU AUX IRRIGANTS DU PISE	640 000,00	640 000,00	0,00%
VENTES D'EAU A LA SME	250 000,00	250 000,00	0,00%
REDEVANCE ODE IRRIGATION	45 000,00	45 000,00	0,00%
SUBVENTION D'EQUILIBRE	614 500,00	614 500,00	0,00%

Le budget annexe du LTA :

Le nouveau laboratoire devrait permettre de mieux répondre, en terme quantitatif, à la demande d'analyses dans la sphère actuelle d'activités du LTA. De même qu'il permettra une extension de son champ d'action dans des secteurs sensibles de la santé environnementale jusqu'alors non couverts localement.

Les axes majeurs de développement du LTA en 2018 se déclinent comme suit :

- récupérer les accréditations du COFRAC qui ont été suspendues suite au changement de site,
- pérenniser l'activité du LTA sur le nouveau site de la Favorite et mettre en place de nouvelles analyses.

En l'état actuel des tendances exprimées par les principaux acteurs publics et privés du secteur de la Santé Environnementale, les axes prioritaires de développement du LTA se déclinent pour 2018 comme suit :

- le secteur Végétal : réalisation de l'analyse BSV (Banana Streak Virus) ou « maladie du pointillé de la banane » sur les bananiers ;
 - o le secteur Hygiène Alimentaire : cette unité devra être en capacité de répondre aux besoins de la CTM, en matière de contrôles d'hygiène alimentaire dans l'ensemble des établissements scolaires dont elle a la charge ;
 - o les Micropolluants Organiques : cette unité devra être en capacité de répondre progressivement à l'intégralité des demandes exprimées dans les Plans de contrôle et de surveillance de l'Etat (SALIM). Ceci se traduira en 2018 par la mise en place des analyses sur les foies de bovins.

L'examen du contexte économique et des réalisations de l'exercice 2017 ont conduit à établir les prévisions suivantes pour le Budget 2018 du LTA :

LES RECETTES DU LTA

Le montant global prévisionnel des recettes serait de 3 276 390 € pour 2018 soit une hausse de 8,6% par rapport au BP 2017.

Ce prévisionnel se décompose comme suit :

- o Recettes propres : 1 570 390 €.

En l'absence de lisibilité sur les secteurs du Végétal, Vétérinaire et Pesticides, fortement tributaires des donneurs d'ordre public, le niveau des recettes réalisées en 2017 a été reconduit.

Il en est de même pour le secteur des Eaux-Environnement dont les deux principaux marchés (ARS, ODE) ne prévoient pas d'augmentation de la demande d'analyses.

- o Subventions : 1 706 000 € dont en fonctionnement 1 430 000 € et 276 000 € en investissement

LES DEPENSES DU LTA :

Le LTA occupe depuis courant janvier les nouveaux locaux situés à la Favorite au Lamentin. Ce bâtiment, compte tenu de sa taille, de ses équipements plus modernes, génère un coût de fonctionnement supérieur à l'ancien bâtiment.

Par ailleurs, outre l'augmentation des coûts de maintenance, s'ajoutent de nouvelles dépenses. Il s'agit notamment des frais liés au nettoyage des locaux. En effet, compte tenu de la taille du bâtiment, il est proposé de faire appel à une entreprise extérieure pour l'entretien des locaux non techniques (890 m²). Le nettoyage des locaux techniques devant être assuré par le service Entretien du LTA (1 300m²).

Il en est de même pour le gardiennage. Actuellement, la prestation effectuée correspond à un gardiennage à minima du site, environ quatre heures par jour. Cependant, compte tenu de l'envergure du nouveau bâtiment, du caractère dangereux de certains stocks (gaz, produits et déchets chimiques), un gardiennage H24 du site devrait être envisagé. La revalorisation de cette prestation n'a toutefois pas été intégrée au budget prévisionnel de 2018.

Le montant global des dépenses prévues en 2018 est de 3 276 390 € dont 3 000 390 € au titre du fonctionnement et 276 000€ au titre de l'investissement.

Les investissements ont pour objet de renforcer la sécurité des manipulateurs et de remplacer les matériels obsolètes ou hors service.

L'évolution des recettes et des dépenses du LTA pour l'exercice 2018 est retracée dans les tableaux suivants :

	Voté BP	OB 2018	%évol OB 2018/BP 2017
RECETTES			
INVESTISSEMENT	-	276 000,00	
SUBVENTION D'EQUILIBRE CTM		276 000,00	
FONCTIONNEMENT	3 110 543,00	3 000 390,00	-0,26%
TAXES D'ANALYSES	1 622 043,00	1 519 390,00	-6,33%
AUTRES PRODUITS (abonnements, ventes...)	58 500,00	51 000,00	-12,82%
SUBVENTION D'EQUILIBRE CTM	1 430 000,00	1 430 000,00	7,15%
TOTAL RECETTES	3 110 543,00	3 276 390,00	8,62%

DEPENSES	Voté BP 2017	OB 2018	%évol OB 2018/BP 2017
INVESTISSEMENT	-	276 000,00	
INSTALLATION MATERIEL,OUTILLAGE MOBILIER	-	276 000,00	
FONCTIONNEMENT	3 110 543,00	3 000 390,00	-0,26%
CHARGES DE PERSONNEL	2 179 689,00	2 179 689,00	0,00%
EAU-ELECTRICITE-TELEPHONE	124 300,00	110 300,00	-11,26%
PETIT MATERIEL-FOURNITURES	177 838,00	142 500,00	15,76%
ENTRETIEN DU MATERIEL	129 520,00	92 620,00	-28,49%
FRAIS DE TRANSPORT	87 000,00	83 000,00	-4,60%
FRAIS D'ACCREDITATION	30 200,00	24 600,00	-7,28%
ESSAIS INTER LABORATOIRES	29 800,00	33 214,00	11,46%
GARDIENNAGE	31 000,00	31 000,00	0,00%
FRAIS D'ANALYSES	15 000,00	1 967,00	33,33%
VACCINS & SERUMS	41 696,00	27 000,00	-27,09%
DEPENSES REACTIFS	264 500,00	274 500,00	9,07%
TOTAL DEPENSES	3 110 543,00	3 276 390,00	8,62%

III.3 : Le changement de paradigme budgétaire et financier

Les simulations opérées ci-dessus démontrent qu'en hypothèse minimaliste, comme en hypothèse « au fil de l'eau », la situation des finances de la CTM ne serait pas tenable, sans même prendre en compte les contraintes de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ou les clauses attendues par les établissements financiers pour poursuivre leur accompagnement.

Aussi, dans cet environnement contraint, la volonté politique d'assumer pleinement les programmes d'investissements d'avenir au bénéfice de l'emploi, tout en maîtrisant le recours à l'endettement et à la fiscalité, ne peut être satisfaite que par la restauration dans la durée, d'un niveau suffisant d'autofinancement.

L'accentuation de l'effet de ciseaux avec des ressources qui stagnent et des dépenses dynamiques, amène à débusquer de nouvelles sources d'économies budgétaires pour 2018.

Toutefois, cette démarche vertueuse ne peut se suffire à elle seule et permettre d'assurer la couverture d'une forme de déséquilibre structurel du budget de la CTM.

III.3.1 En matière de recettes

En toutes hypothèses, la Collectivité Territoriale de Martinique est condamnée à s'ouvrir à nouvelles logiques de financement pour ses projets et à envisager la mobilisation d'autres ressources pour garantir l'équilibre de ses comptes.

Sur ce dernier point par exemple, elle ne pourra pas s'affranchir plus longtemps d'une gestion active de son patrimoine ou d'une vigilance plus marquée quant aux effets induits pas ses choix.

a) La recherche de l'efficacité financière par les financements publics

Une grande partie des opérations portées par la CTM sont éligibles à un ou plusieurs co-financements de ses principaux partenaires.

L'optimisation des fonds publics et la maximisation de l'effet levier que constituent les fonds européens (P.O FSE-FEDER, FEAMP, FEADER, INTEREG) et les crédits d'Etat (Contrat de Plan Etat-Région-Département/CPERDP),) vont être systématiquement recherchés, réduisant de manière induite la contrepartie de la CTM.

Ainsi, le Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation, et d'Internationalisation (STDEII) désormais opérationnel, offre un nouveau cadre d'intervention pour dynamiser les initiatives publiques et privées.

Ce document volontariste propose des cadres et des outils pour tendre vers un nouveau système de production économique, en intégrant une dynamique environnementale, une dynamique territoriale et une dynamique sociale. Ces outils sont déclinés par ailleurs sur des filières considérées comme des filières porteuses : l'agroenvironnement, le tourisme durable et l'économie bleue, avec une approche plus incitative sur les territoires fragiles

Elaboré en partenariat, le STDEII constitue un cadre concerté et cohérent pour anticiper et accompagner l'ensemble des politiques d'intervention mises en œuvre par la CTM. Cette méthode est en rupture avec la logique qui consistait jusqu'alors à se voir imposer les priorités de l'extérieur. Cette ingénierie fait de la CTM, à moindre coût, le véritable catalyseur de l'initiative publique et privée.

La prospection et la veille dynamique des possibilités d'obtention de subventions au regard des opérations à maîtrise d'ouvrage CTM, l'appui aux services opérationnels dans le cadre du montage et du suivi de leurs dossiers de demande de subvention et le développement d'outils adaptés facilitant la recherche de financements et le suivi des demandes sont les axes prioritaires de cette optimisation.

Parallèlement l'accompagnement d'opérateurs financiers comme la Banque Publique d'Investissement (BPI) ou la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) renforcera notre capacité à mobiliser des ressources financières.

Pour cela, dans le cadre de la structuration de l'organisation de la Collectivité, les processus internes de recherche de financement de ses différents projets auprès des partenaires extérieurs seront renforcés (cf. STDEII ci-dessus).

b) Des aménagements en matière fiscale

Devant les limitations apportées aux concours de l'Etat, il nous faut revendiquer une fiscalité adaptée aux réalités endogènes de la Martinique.

A ce titre, il faut citer le passage du taux d'octroi de mer de 2,5 % à 5% -déjà en vigueur en Guyane-, ou l'extension de l'octroi de mer régional au champ des services.

Ces deux propositions ont déjà reçu l'aval unanime de l'Association des Régions de France. Elles ont été présentées au gouvernement. Il nous faut maintenir ces revendications et renforcer nos méthodes de persuasion.

La question d'une taxation territoriale sur les jeux et paris en Martinique comme celle de l'alignement du régime de la taxe d'embarquement sur celui en vigueur en Corse, restent toujours posées auprès du gouvernement, largement sensibilisé à la nécessité d'accompagner la CTM significativement.

c) Des mesures innovantes pour combattre le déséquilibre structurel

La Collectivité Territoriale de Martinique est confrontée à un réel défi.

L'Etat doit prendre la mesure de cette situation exceptionnelle et mettre en place des réponses originales en dotant la CTM de ce fond d'amorçage qui lui fait aujourd'hui tant défaut.

Il doit aussi adapter les règles de péréquation de nos ressources pour tenir compte de la singularité de nos territoires (ex : longueur de la voirie en situation de micro-insularité ; vieillissement de la population ;...).

III.3.2 En matière de dépenses

En toutes hypothèses, la Collectivité Territoriale de Martinique est condamnée à penser autrement ses dépenses, singulièrement ses charges de fonctionnement pour dégager un autofinancement suffisant à la constitution d'une épargne nette positive, gage d'une faculté à se prémunir d'une situation de surendettement et à développer une capacité à investir (cf. le cycle de financement d'une collectivité).

Elle est tenue à cela par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, par le contrôle de fait des établissements et analystes financiers sur sa solvabilité, mais surtout par l'impérieuse nécessité d'éviter une impasse budgétaire dans les prochaines années.

a) La maîtrise des dépenses de personnel : une allocation optimale des moyens humains de la collectivité

Le pilotage de la fonction ressources humaines joue un rôle majeur parmi les leviers transversaux mobilisables pour limiter la progression des dépenses de fonctionnement.

Par l'allocation optimale des moyens humains à la réalisation des politiques publiques de la CTM, il contribue à la maîtrise de la masse salariale.

Par ailleurs, la fonction ressources humaines contribue à fédérer un collectif de travail en pleine mutation, suite à la fusion des deux ex collectivités.

L'effort de maîtrise des dépenses de personnel sera poursuivi en 2018 et 2019.

DUREE MOYENNE TEMPS DE TRAVAIL

La durée moyenne effective de travail au sein de la CTM est de 35H par semaine. Toutefois des délibérations issues des deux anciennes collectivités permettent de moduler ce temps de travail en cycles allant de 36H à 39H et générant des jours RTT.

Il est prévu à très court terme d'harmoniser ces cycles de travail dans le cadre du dialogue social.

Cette réflexion sur l'harmonisation sera menée dans un groupe de travail et fera l'objet d'une délibération.

PERSPECTIVES ET STRATEGIES RH EN 2018

Par ailleurs, la nécessité d'agir conjointement sur l'optimisation des ressources et la rationalisation des coûts invite à la mise en œuvre d'une politique RH efficiente et innovante notamment autour de :

- une gestion rigoureuse des fins de contrat adaptée aux besoins réels des services.
- la poursuite de l'accompagnement des agents dans la nouvelle organisation fonctionnelle et spatiale de la Collectivité.
- la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) tenant compte de la nécessaire recherche de nouvelles sources de financement à travers d'une réflexion globale à mener sur le redimensionnement en ETP (équivalent temps plein) des services de la CTM et le redéploiement du personnel à partir d'un plan global de mobilité ; d'une gestion optimisée des remboursements des IJSS (indemnités journalières de sécurité sociale - remboursement journées d'arrêts maladie) ; d'une prise en compte et une anticipation sur les départs à la retraite (environ 12 % des effectifs sur les 5 ans) en déployant une politique RH orientée sur le tutorat et la montée en compétences des agents sur les métiers en tension, d'une maîtrise de la monétisation du CET (compte épargne temps : 203 000 € pour 103 agents indemnisés en 2017) ; des remontées des dépenses des salaires au titre de l'assistance technique dans le cadre des fonds européens (3 800 000 € environ) ; des projets RH structurants (accompagnement au changement et à la modernisation) pouvant être cofinancés par le FSE ; du co-financement par le FSE des actions du plan de formation de la CTM relevant de l'axe 11 sur des thématiques liées à la montée en compétences techniques et comportementales des agents face aux changements et à l'évolution de leurs missions, à la performance de l'encadrement supérieur et intermédiaire et

à l'émergence d'une culture managériale propre à la CTM, à l'accompagnement à la conduite du changement.

b) La maîtrise des autres dépenses

Un important chantier d'analyse et d'évaluation des dépenses est lancé afin d'optimiser les postes de charges de fonctionnement, et de renforcer nos efforts de maîtrise des dépenses de gestion et d'intervention.

Un véritable programme de recherches d'économies doit irriguer l'ensemble de nos services et donner à chacun l'opportunité d'y prendre part.

Il est important aussi qu'au travers d'un dialogue de gestion rénové, les partenaires traditionnels de la CTM intègrent la situation de tensions budgétaires que nous subissons pour qu'ensemble, nous trouvions une façon d'optimiser l'utilisation de l'argent public.

c) Une ingénierie de la dépense

La gestion pluriannuelle des investissements, déclinée en autorisations de programme et en crédits de paiement, permettra d'ajuster au plus près les besoins annuels de crédits affectés aux opérations de l'exercice, en fonction de réalité du déroulement des opérations.

2018 doit voir la mise en œuvre à la CTM d'une véritable politique d'achats.

Conclusion

En conclusion, la Collectivité Territoriale de Martinique est à un tournant de sa construction.

Le débat d'orientations budgétaires 2018 ne saurait faire l'impasse d'une situation financière très dégradée.

Il nous faut réagir et agir.

Il nous faut repenser le modèle de gestion issu des ex-collectivités, rechercher de nouvelles sources de financement, dépenser autrement, accroître notre capacité d'ingénierie financière.

Nous devons affiner et évaluer nos politiques publiques pour les rendre plus efficaces, fixer nos priorités afin qu'elles ne nous soient pas imposées par l'extérieur, corriger notre gouvernance interne pour gagner en efficience et sécurité.

Nous ne pouvons pas nous contenter seulement d'assainir nos finances et abandonner les projets que nous avons en portefeuille.

Pas de surenchère, mais priorité à ce qu'il est possible et urgent de faire, avec le souci de mieux planifier nos interventions.

Ce n'est qu'au prix de cette stratégie budgétaire et financière que nous pourrons remplir la mission qui est la nôtre et répondre aux enjeux majeurs de nos territoires.

L'exercice est difficile, je le conçois. Il est cependant nécessaire et salutaire.

Je vous invite à le comprendre et à le défendre.

Le Président du Conseil exécutif

ALFRED MARIE JEANNE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-55-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-55-1

PORTANT MODIFICATION DE L'AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HABITATION PÉCOUL – MODERNISATION DES MATÉRIELS ET INSTALLATION DE LA SAS HABITATION PÉCOUL EN 2015-2016 – RMAR040116DA0970013»

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-365-1 du 12 octobre 2017 portant octroi d'une aide publique à la SAS HABITATION PECOUL – Modernisation des matériels et installation de la SAS HABITATION PECOUL 52015-2016 – RMAR040116DA0970013 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 30 avril 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 janvier 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 23 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-365-1 du 12 octobre 2017 susvisée est modifiée comme suit :

« Une aide FEADER d'un montant de cent onze mille trois cent vingt-deux euros et trente-sept centimes (111 322,37 €), soit 60,99 % du coût total prévisionnel éligible de 182 500,00 €, est attribuée à la « SAS HABITATION PECOUL – Modernisation des matériels et installation de la SAS Habitation PECOUL en 2015-2016 – RMAR040116DA0970013 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de 19 645,13 € est attribuée à «SAS HABITATION PECOUL – Modernisation des matériels et installation de la SAS Habitation PECOUL en 2015-2016 – RMAR040116DA0970013».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°17-365-1 du 12 octobre 2017 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-57-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-57-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DÉCHETS (SMTVD) RELATIVE AU TRAITEMENT ET À LA VALORISATION DES DÉCHETS VERTS, DES PRODUITS ET CURAGES ET DES ENCOMBRANTS RETROUVÉS SUR LES CHAUSSÉES DU RÉSEAU ROUTIER ET LES ÉQUIPEMENTS DE LA CTM

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20144169-00003 du 18 juin 2014 actant la transformation du Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères de la Martinique (SMITOM) en Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) et approuvant ses statuts ;

Vu la délibération n°2013/034 du Comité du Syndicat Mixte pour le traitement des ordures ménagères de la Martinique (SMITOM) portant approbation du choix du délégataire et de la convention de délégation de service public pour l'exploitation du Centre de Valorisation Organique des déchets ménagers de Martinique (Le Robert) ; notamment son article 1^{er} approuvant le choix du candidat IDEX ENVIRONNEMENT comme délégataire du service public ;

Vu la délibération du SMTVD n°2017/CS/031 portant validation de la convention relative au traitement et à la valorisation des déchets verts, des produits et curages et des encombrants retrouvés sur les chaussées du réseau routier et les équipements de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), et autorisation du Président à signer la convention ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) relative au traitement et à la valorisation des déchets verts, des produits et curages et des encombrants retrouvés sur les chaussées du réseau routier et les équipements de la CTM.

ARTICLE 2 : Le montant estimé de la dépense par année s'élève à cent cinquante-six mille cent euros toutes taxes comprises (156 100,00 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 908 et 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention relative au traitement et à la valorisation des déchets verts, des produits et curages et des encombrants retrouvés sur les chaussées du réseau routier et les équipements de la CTM, ainsi que tous actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-60-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-60-1

PORTANT AUTORISATION DE REMISE GRACIEUSE D'UNE DETTE DE PRÊT ÉTUDIANT AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Considérant le recours gracieux effectué par Madame pour la remise totale d'une dette découlant de divers prêts d'études supérieures ;

Considérant la situation de surendettement de Madame ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la remise gracieuse de la dette de prêt étudiant pour un montant de six mille huit cent quatre vingt quinze euros quatre-vingt six centimes (6 895,86 €) concernant Madame .

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-61-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-61-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI POUR UNE IMMIGRATION MAÎTRISÉE ET UN DROIT D'ASILE EFFECTIF

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 26 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif.

Sans remettre en cause la nécessité de contrôler le territoire et les frontières, l'Assemblée de Martinique insiste sur la nécessité de respecter les Droits de l'Homme. Elle considère que cette nouvelle loi ne résout pas les difficultés existantes et ne tient pas compte des relations historiques de la France avec les pays tiers.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-62-1-DE
Date de télétransmission : 10/04/2018
Date de réception préfecture : 10/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-62-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2019 À 2025 ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7252-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 26 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Les membres de l'Assemblée formulent toutefois les observations suivantes :

- . sur l'emplacement des moyens, la Martinique doit bénéficier du même niveau de couverture technologique que ce qui est proposé sur le reste du territoire pour faire face à diverses menaces (cyber-défense, rétablissement des moyens aériens...);
- . de même qu'une coopération militaire existe à l'intérieur de l'Europe, le développement d'une coopération régionale militaire avec les pays voisins de la Caraïbe est nécessaire.

Enfin, toutes les mesures permettant d'assurer l'égalité des droits sont les bienvenues.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 31 voix pour 13 voix contre et 3 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 1^{er} et 2-mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-63-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-63-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI N° 2017-256 DU 28 FÉVRIER 2017 DE PROGRAMMATION RELATIVE À L'ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER ET PORTANT AUTRES DISPOSITIONS EN MATIÈRE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7252-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2018-57 du 31 janvier 2018 pris pour l'application du troisième alinéa de l'article 73 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n° 2018-57 du 31 janvier 2018 pris pour l'application du troisième alinéa de l'article 73 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Les membres de l'Assemblée observent que ce décret vise à faciliter l'accès aux marchés publics des petites et moyennes entreprises locales et à permettre l'émergence de nouveaux opérateurs susceptibles d'exercer pleinement leur liberté d'accès à la commande publique. Cependant, ils s'interrogent sur la nécessité de redéfinir les critères de la petite et moyenne entreprise qu'il convient d'adapter aux réalités économiques martiniquaises afin que les très petites entreprises locales n'en soient pas exclues.

L'Assemblée de Martinique pose également la question de la pérennisation de ce dispositif favorable pour les petites et moyennes entreprises locales au terme de l'expérimentation prévue sur six ans, soit au-delà du 31 décembre 2023.


ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180301-18-65-1-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-65-1

PORTANT RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACRC 2011 ALLOUEES A LA VILLE DE SCHOELCHER POUR LES OPERATIONS « TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA VOIE D'ACCES AU QUARTIER BETHLEEM » ET « ETUDE POUR LE SCHEMA D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES » VERS LES OPERATIONS « FONDATIONS SPECIALES POUR LA CONSTRUCTION DE DEUX ESPACES A VOCATION ECONOMIQUE A L'ANSE MADAME » ET « RENOVATION DU PARCOURS SANTE DE TERREVILLE »

L'An deux mille dix-huit, le premier mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1835-28 du 17 décembre 2012 portant octroi d'une subvention à la Ville de Schoelcher au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2011) ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1529-28 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Schoelcher au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2014) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16- 1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-75-1 portant réaffectation d'une subvention allouée pour la « construction d'un espace sportif à Fonds Batelière » à l'opération « Parcours santé de Terreville » (ACRC programme 2014) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 19 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 22 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réaffectation de la somme totale de cent quatre vingt huit mille cinq cent dix euros six centimes (188 510,06 €) allouée à la Ville de Schoelcher au titre du programme ACTC (ex ACRC 2011) et se décomposant comme suit :

- 171 594,06 € de la subvention attribuée pour l'opération « Travaux de réaménagement de la voie d'accès au quartier Bethléem » ;
- 16 916,00 € correspondant à une fraction de la subvention de 59 206,00 € attribuée pour l'opération « Étude pour Schéma d'assainissement des eaux pluviales ».

ARTICLE 2 : La somme de 188 510,06 € réaffectée à l'article 1 est répartie comme suit :

- Cent quarante mille euros (140 000,00 €) alloués pour l'opération « fondations spéciales pour la construction de deux espaces à vocation économique à l'Anse Madame »,
- Quarante huit mille cinq cent dix euros six centimes (48 510,06 €) alloués pour l'opération « rénovation du parcours Santé de Terreville » (au titre d'une aide complémentaire).

ARTICLE 3 : Compte tenu de la réaffectation mentionnée à l'article 1, la subvention de 59 206,00 € allouée pour l'opération « Étude pour Schéma d'assainissement des eaux pluviales » est ramenée à la somme de 42 290,00 €.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-74-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-74-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « KONBIT » POUR LA MISE EN PLACE ET LA RÉALISATION DE LA « CAMPAGNE POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES », AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 19 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association « KONBIT » pour la mise en place et la réalisation de la « campagne pour l'élimination des violences envers les femmes », au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180302-18-76-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-76-1

PORTANT REJET DE LA DEMANDE DE RÉAFFECTATION DES CRÉDITS ATTRIBUÉS À L'ASSOCIATION FLANMS KREYOLS POUR LA MISE EN PLACE DU CHANTIER DE PROXIMITÉ : TAXI PAYS

L'An deux mille dix-huit, le deux mars, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (procuration à Maryse PLANTIN), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Georges CLEON (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Eugène LARCHER (procuration à Nadia LIMIER), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Christiane EMMANUEL), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-108-1 du 20 janvier 2015 portant octroi d'une subvention à l'association FLANMS KREYOLS pour la mise en place du chantier de proximité : TAXI PAYS ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 22 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 27 février 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 27 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considerant que la finalité de mise en insertion et de mise en formation de jeunes en difficulté, dans le cadre d'un chantier d'insertion, objet de l'attribution de la subvention, n'a pas été respectée ni réalisée ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est rejetée la demande formulée par l'association FLANMS KREYOLS relative à la réaffectation de crédits lui étant attribués par la délibération n°15-108-1 susvisée, pour la mise en place du chantier de proximité « TAXI PAYS ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 12 abstentions, en sa séance publique des 1^{er} et 2 mars 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-81-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-81-1

PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

Vu le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 21 mars 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions transports / politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) / BTP, équipement, réseaux numériques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan McPLAISIR





Accusé de réception en préfecture
R972-200056507-20180403-18-81-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

RAPPORT

A

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

**MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE**

SEANCE DU 3 AVRIL 2018

RAPPORT N° 2

**RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES
FEMMES ET LES HOMMES**

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 61 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le rapport joint portant sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTÉ

19 MARS 2018

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-81-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ANNÉE

2017

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES





SOMMAIRE

Contexte	6
Partie 1 : Cadre législatif	10
Partie 2 : Analyse économique et sociale de la Martinique	14
1. Situation démographique	16
2. Education	16
3. Insertion professionnelle, emploi, chômage, salaires	16
4. Composition des familles	17
Partie 3 : Analyse de la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la CTM	18
1. Les effectifs	20
2. L'organisation du travail	23
3. La rémunération	24
4. Le développement des compétences	25
5. Le déroulement de carrière	26
Partie 4 : Les actions de la CTM	28
1. Les femmes mises à l'honneur	30
2. Les femmes à travers le sport	30
3. Les femmes et la santé	30
4. Le soutien aux femmes cheffes d'entreprises	31
5. La lutte contre les violences faites aux femmes	31
Partie 5 : Les perspectives pour 2018	34



Bien que les dispositions législatives et réglementaires posent le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, de nombreuses avancées restent à réaliser et la liste des inégalités entre les femmes et les hommes reste encore longue : rémunération, accès à l'emploi, violences, précarité, accès aux responsabilités professionnelles ou politiques, etc.

En matière d'égalité professionnelle, le secteur public doit répondre aux mêmes obligations que l'ensemble du monde du travail. Les employeurs publics doivent garantir ce principe d'égalité et faire preuve d'exemplarité en la matière.

Afin de passer d'une égalité statutaire à une égalité réelle, les employeurs publics doivent alors mettre en œuvre toutes les mesures de nature à garantir l'égalité salariale et l'égalité des droits dans le déroulement de la carrière des agent.e.s de la fonction publique, quel que soit leur statut (titulaire ou non titulaire).

L'égalité entre les femmes et les hommes doit être une préoccupation constante. Garantir de meilleures conditions de travail aux agent.e.s, repenser le management global et l'organisation sont autant de mesures qui ne pourront qu'accroître la performance des collectivités publiques.

Partie 1 :

Cadre législatif



La notion de parité constitue le fondement des politiques de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes. Aussi, plusieurs lois visant à réduire les disparités dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, des salaires, de la représentation des femmes dans les instances de pouvoir politique et économique ont été édictées.

La loi n°2014-873 du 4 août 2014 « pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » propose des mesures pour améliorer le quotidien des femmes, faire progresser leurs droits et changer les mentalités en :

- consolidant les droits des femmes et en garantissant l'effectivité lorsqu'elle n'est pas acquise ;
- ouvrant de nouvelles perspectives à l'égalité ;
- créant les conditions d'expérimentation utiles pour faire avancer l'égalité.

Elle précise que les collectivités territoriales ont acquis « une légitimité majeure dans la lutte contre les discriminations de genre » de par « leurs compétences » et « leur rôle de proximité » qui font qu'elles sont « les mieux placées » et les « plus légitimes » pour mener « une action personnalisée en fonction des situations spécifiques à chaque territoire ».

L'article 61 prescrit aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 précise le contenu et les modalités d'élaboration du rapport. Celui-ci doit s'attacher à trois grandes thématiques :

- la politique de ressources humaines de la collectivité ;
- les actions menées par la collectivité pour l'égalité femmes – hommes dans ses politiques publiques ;
- les moyens mobilisés à cette fin, notamment au travers de la commande publique.

De plus, « le rapport fait état de la politique de ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A cet effet, il reprend notamment les données du rapport, présenté en comité technique comme prévu à l'article 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Le rapport comporte également un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et décrit les orientations pluriannuelles. Ce bilan et ces orientations concernent notamment les rémunérations et les parcours professionnels, la promotion de la parité dans le cadre des actions de formation, la mixité dans les filières et les cadres d'emplois, l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle, la prévention de toutes les violences faites aux agent.e.s sur leur lieu de travail et la lutte contre toute forme de harcèlement ».



Partie 2 :

Analyse économique et sociale de la Martinique

En Martinique, les inégalités entre les femmes et les hommes se situent à différents niveaux. Education, insertion professionnelle, emploi, conditions de vie, les différences entre les deux sexes varient. Mais globalement, ces différences sont plus défavorables aux Martiniquaises. Davantage au chômage ou en emploi sous-qualifié, moins bien payées, elles sont cependant plus souvent scolarisées, réussissent mieux leur scolarité et vivent plus longtemps que les Martiniquais.

1. Situation démographique

Au 31 décembre 2017, la population de la Martinique est estimée à 371 246 habitants avec une majorité de femmes. On constate ainsi une baisse par rapport aux autres années qui peut s'expliquer par les nombreuses émigrations des jeunes Martiniquais.e.s, souvent plus diplômé.e.s.

L'espérance de vie à la naissance est passée de 80 ans en 1990 à 85 ans en 2015 pour les femmes et, pour les hommes de 73 ans à 79 ans.

2. Education

Les inégalités de réussite entre les deux sexes se sont réduites au cours des dernières décennies. Jusqu'au secondaire, les Martiniquaises poursuivent leurs études plus longtemps que les Martiniquais et réussissent mieux leur scolarité. Elles sont également plus nombreuses à réussir au baccalauréat. En 2014, le taux de réussite des filles était de 88,7 % et de 84 % pour les garçons. Les garçons, eux, sont plus nombreux à étudier en classe préparatoire aux grandes écoles (6 %) alors que seulement 4,1 % des filles suivent ce cursus.

3. Insertion professionnelle, emploi, chômage, salaires

En matière d'insertion professionnelle, à l'entrée dans l'âge adulte, les jeunes hommes sont souvent plus actifs que les jeunes femmes. La plus grande présence des hommes dans les filières courtes les conduit à entrer plus tôt dans la vie active ; tandis que la naissance d'enfants éloigne certaines femmes de l'activité pendant quelques années.

Tout comme les autres régions de France, en Martinique, les femmes sont les plus touchées par le chômage. En 2017, 58 % des demandeurs d'emploi sont des femmes contre 42 % des hommes. Parmi ces demandeurs d'emploi, 52 % des femmes sont au chômage depuis plus d'un an (51 % chez les hommes) et 28 % de ces femmes bénéficient du RSA (24 % chez les hommes). Elles sont aussi plus nombreuses à avoir une activité réduite (24 %) contrairement aux hommes (14 %).

En matière d'emploi et de conditions de travail, les écarts sont toujours défavorables aux femmes. En 2017, les emplois à temps partiel sont davantage occupés par des femmes : 28,2 % contre 22,4 % pour les hommes. Un phénomène qui s'observe également en France hexagonale puisqu'elles sont 27, 8 % à occuper un emploi à temps partiel contre 13,6 % des

hommes. Toutefois, les Martiniquaises étant mères plus tôt, elles travaillent plus souvent à temps partiel que les jeunes femmes de la France hexagonale.

S'agissant des salaires, les rémunérations des femmes restent inférieures à celles des hommes.

En matière de mixité professionnelle, la Martinique enregistre des résultats encourageants. Elle est la seule région française à compter une majorité de femmes parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures (52 %), même si elles sont encore peu nombreuses à accéder aux hautes fonctions décisionnelles (30 %).

Parmi les créateurs d'entreprises en Martinique, 37 % sont des femmes, soit 4 points de plus par rapport aux autres DOM et 8 points de plus par rapport à la France hexagonale. Elles sont le plus souvent répertoriées dans les secteurs d'activité propres aux services : services aux particuliers, commerce, transport, hébergement, restauration. On assiste donc à une réduction des inégalités face à l'entrepreneuriat.

4. Composition des familles

On note une prédominance des familles monoparentales (41 %) par rapport aux couples avec enfant(s) (32 %) et aux couples sans enfant (27 %). La monoparentalité est particulièrement assumée par des femmes. En effet, elles sont 37 % à être des cheffes de famille contre 4 % pour les hommes.

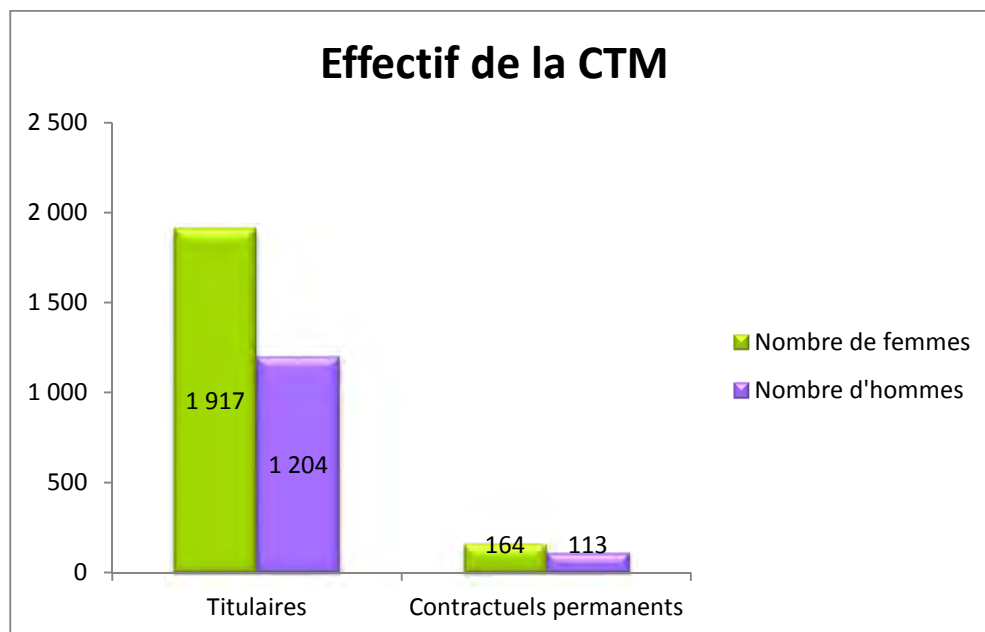
Partie 3 :

Analyse de la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la CTM

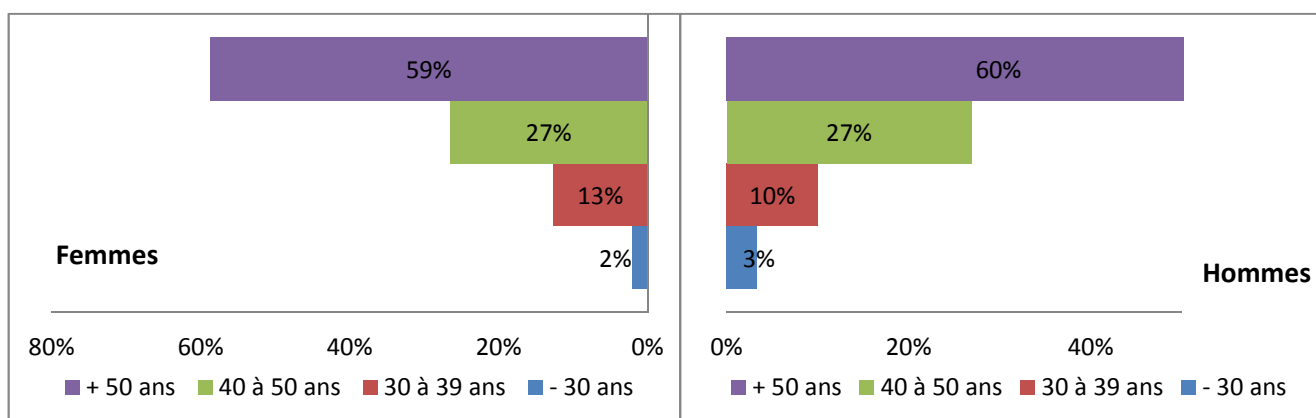


1. Les effectifs

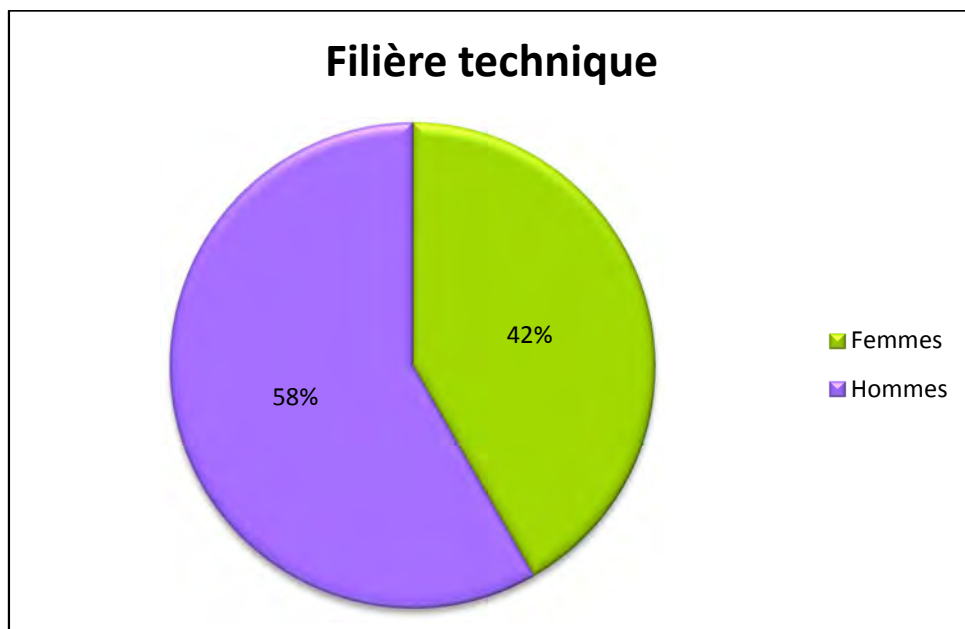
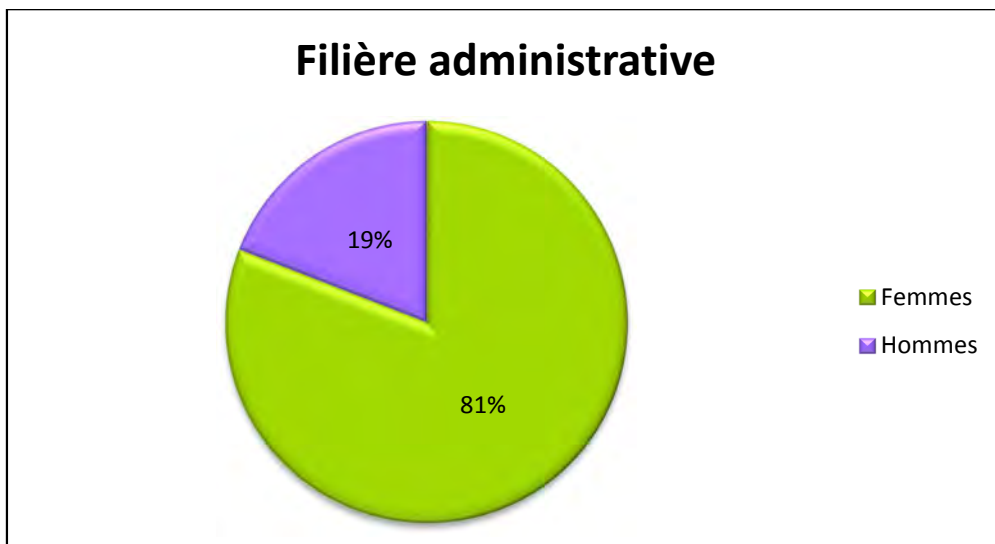
La Collectivité Territoriale de Martinique est composée d'une majorité de femmes, qu'elles soient titulaires ou contractuelles. Les femmes représentent en effet 61 % de l'effectif total de la collectivité. Il faut savoir que d'une manière générale, les femmes sont majoritaires dans la fonction publique.



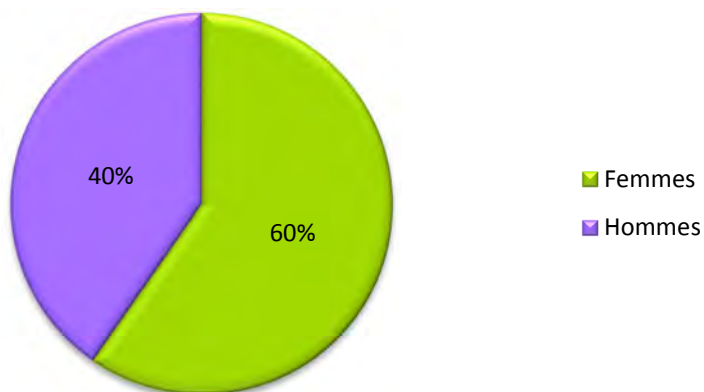
La pyramide des âges de la collectivité démontre que plus de la moitié des agent.e.s sont âgé.e.s de plus de 50 ans (59 %). Globalement, quelle que soit la tranche d'âge, les femmes sont plus nombreuses. Toutefois, une exception est faite pour la tranche des moins de 30 ans où ce sont les hommes qui sont plus nombreux (3 %).



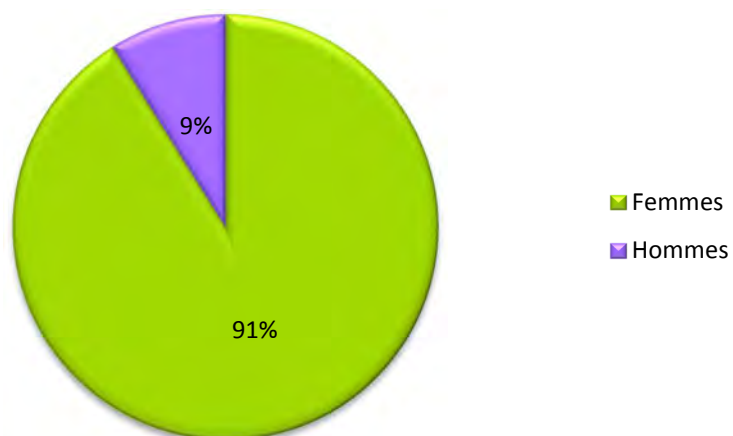
L'analyse par filière démontre que les filières les plus féminisées sont les filières administrative (81 %) et médico-sociale (91 %). Les hommes restent, eux, plus nombreux dans les filières sportive (67 %) et technique (58 %).



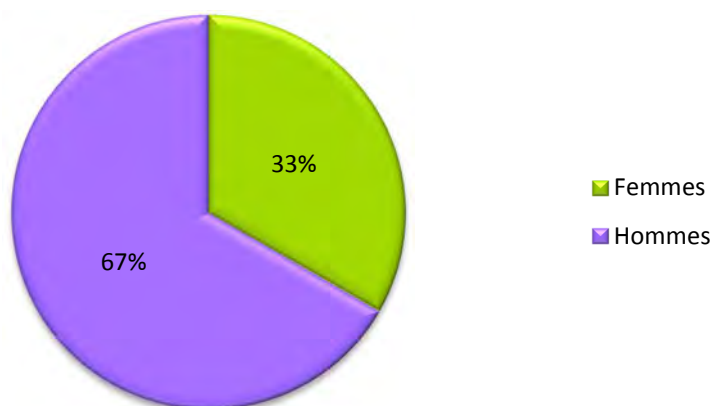
Filière culturelle



Filière médico-sociale

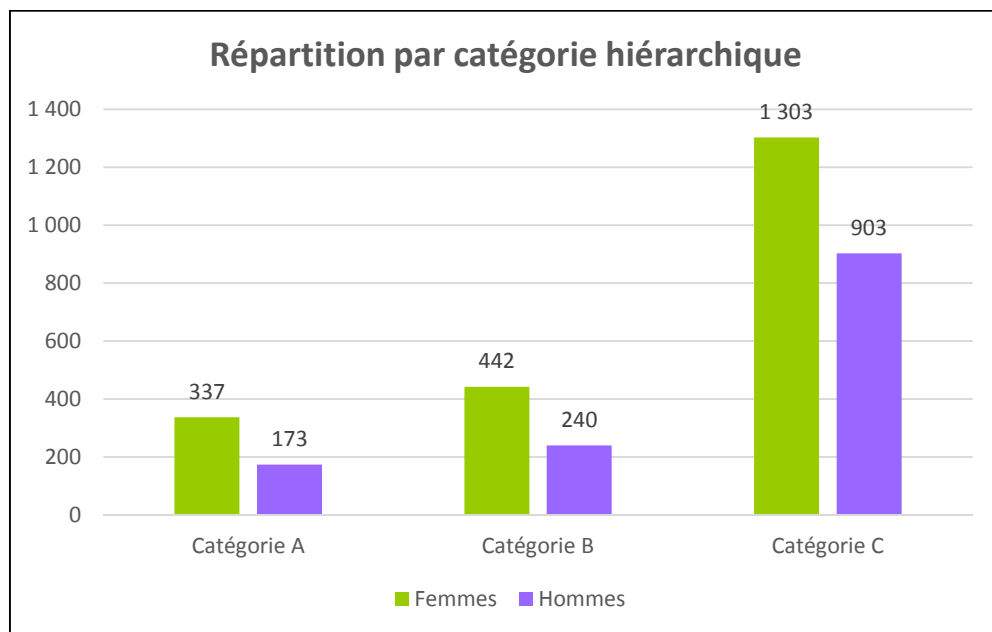


Filière sportive



Quelle que soit la catégorie, les femmes sont toujours plus nombreuses. Elles représentent 66 % de la catégorie A, 65 % de la catégorie B et 59 % de la catégorie C.

La catégorie C est, quant à elle, la catégorie hiérarchique qui accueille le plus de femmes (1 303) contre 442 en catégorie B et 337 en catégorie A.



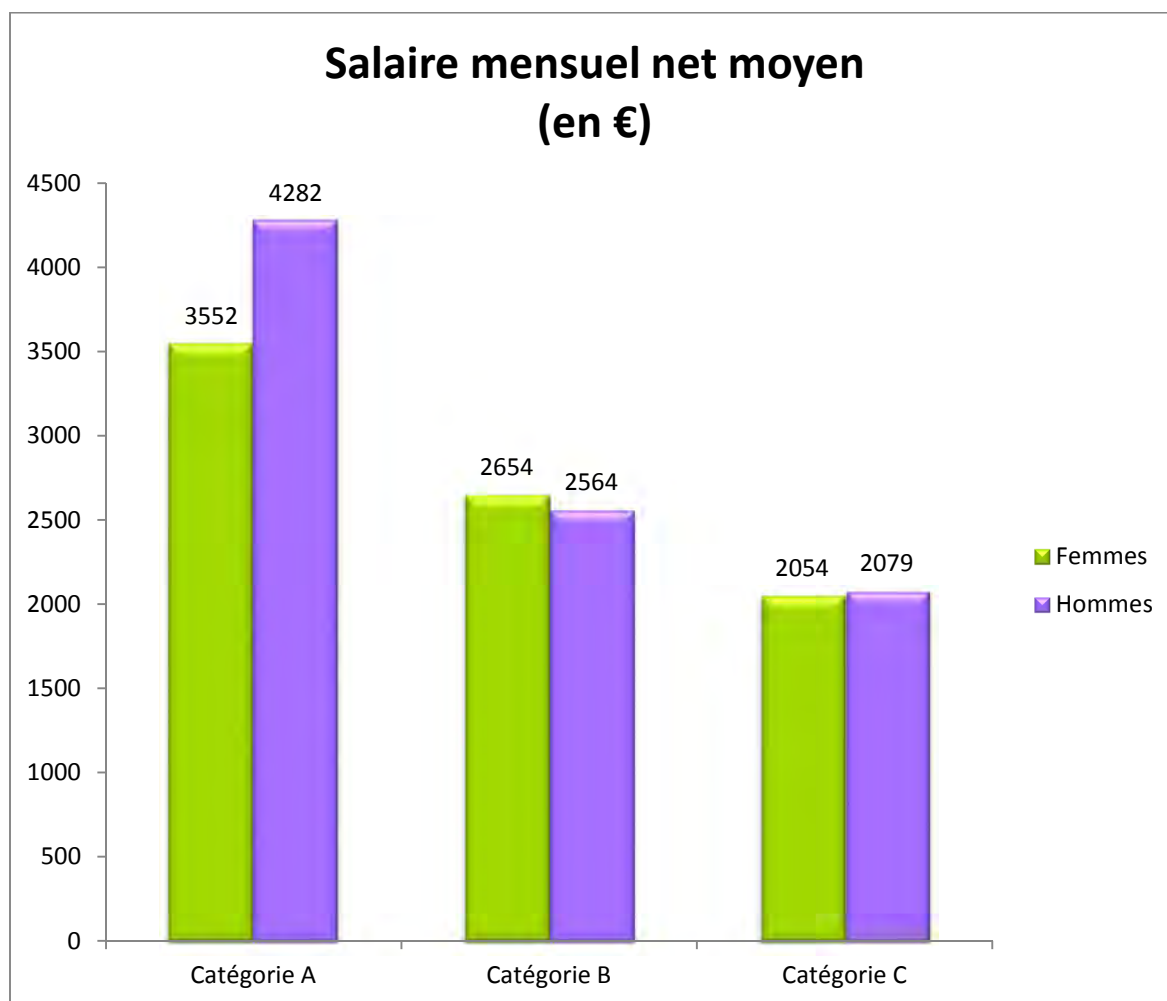
2. L'organisation du travail

3 372 agent.e.s travaillent à temps complet dont 61 % de femmes. Seuls 26 agent.e.s ont bénéficié d'un temps partiel dont 24 femmes.

Comme les années précédentes, la tendance se confirme en ce qui concerne les congés liés à la naissance. Les femmes sont en effet plus nombreuses à avoir recours au congé parental.

3. La rémunération

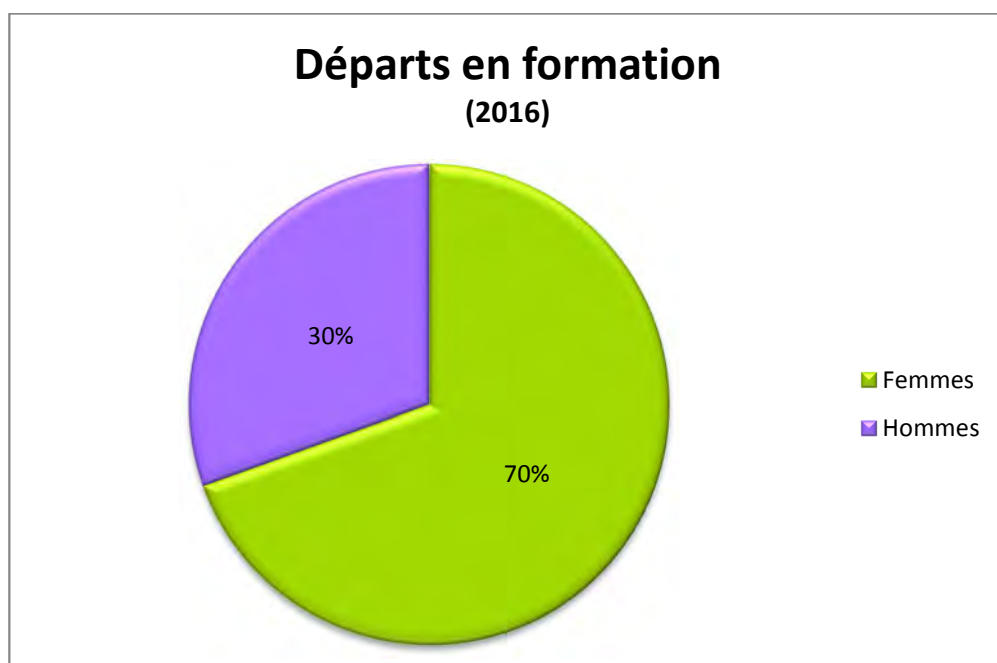
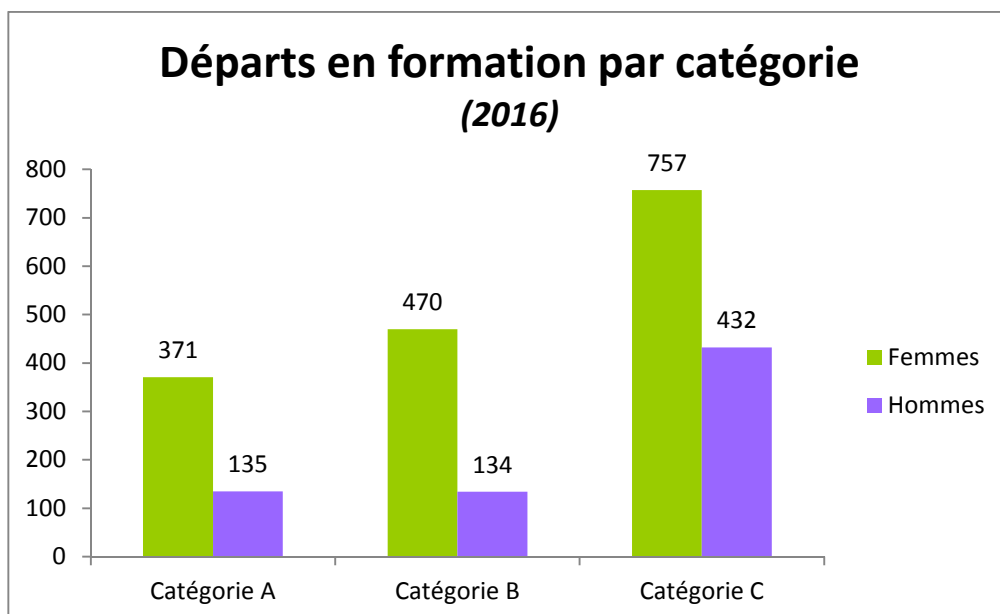
Le salaire net moyen des femmes au sein de la CTM reste légèrement inférieur à celui des hommes. Quelle que soit la catégorie hiérarchique, la différence entre les deux salaires existe bien. Toutefois, c'est au sein de la catégorie A que l'écart est le plus élevé puisque les femmes gagnent 17 % de moins que les hommes.



4. Le développement des compétences

En 2016, 2 299 agent.e.s sont parti.e.s en formation. Toutefois, c'est au sein de la catégorie C que l'on recense le plus grand nombre de départs en formation. 52 % des agent.e.s de la catégorie C ont suivi une formation. Viennent ensuite les agent.e.s de la catégorie B (26 %) et enfin les agent.e.s de la catégorie A (22 %).

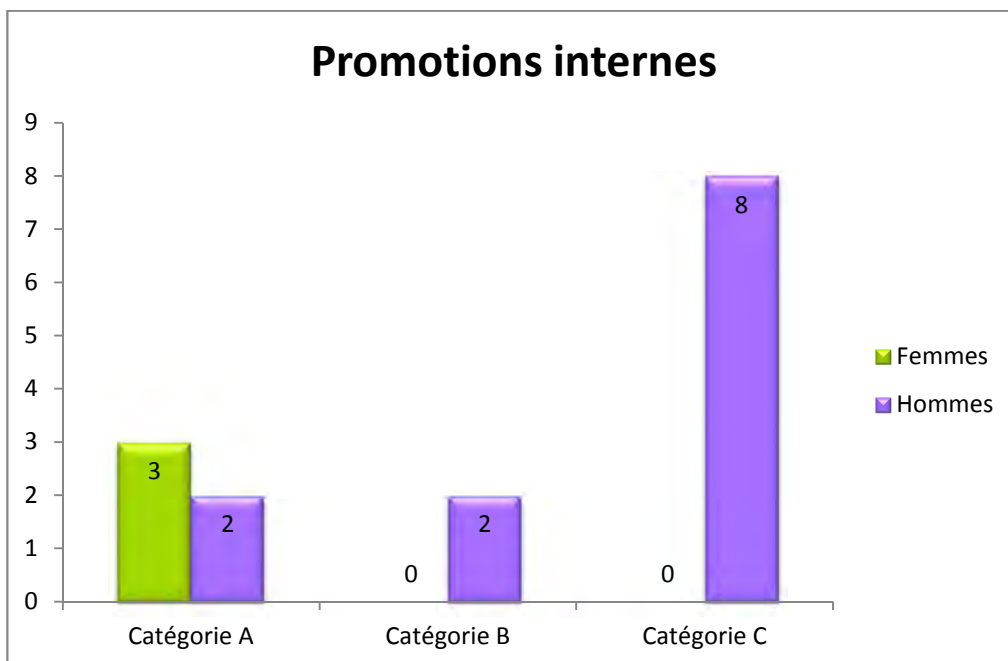
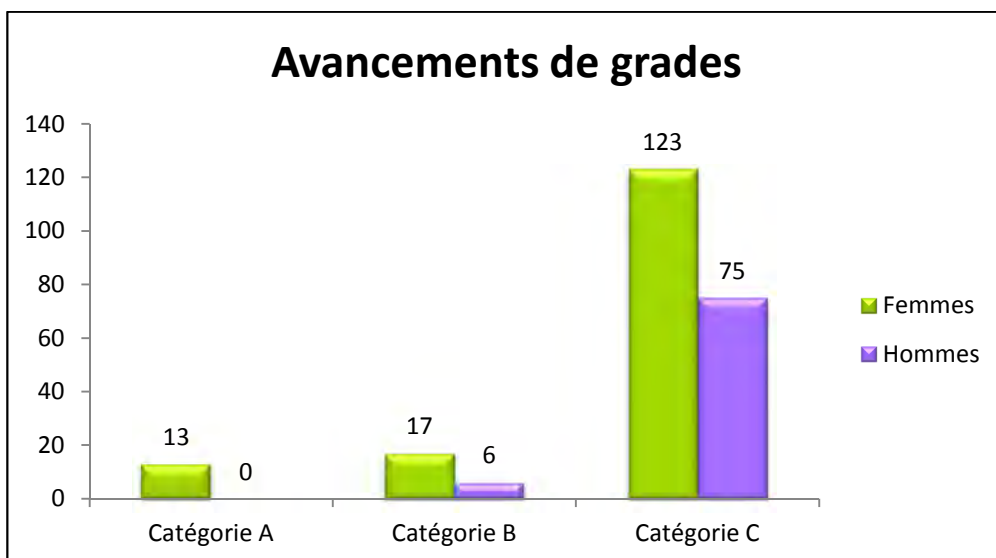
Une analyse plus approfondie démontre que d'une manière générale, les femmes ont été plus nombreuses à suivre des formations au cours de l'année 2016.



5. Le déroulement de carrière

La répartition des avancements de grades et des promotions internes est globalement favorable aux femmes. Le taux d'avancements de grades est supérieur pour les femmes dans les trois catégories.

En ce qui concerne la promotion interne, les hommes sont globalement plus nombreux à en avoir bénéficié. On ne compte aucune promotion interne pour les femmes des catégories B et C.



Partie 4 :

Les actions de la CTM



La Collectivité Territoriale de Martinique est résolument engagée dans une politique d'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, elle soutient et met en œuvre des actions, aussi bien au sein de son organisation que sur le territoire, qui contribuent au respect du principe d'égalité entre les femmes et les hommes.

1. Les femmes mises à l'honneur

Dans le cadre de la journée du 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la CTM a tenu à mettre à l'honneur quelques femmes de la collectivité en brossant leur portrait. C'est ainsi que huit femmes ont évoqué leur parcours professionnel et leur vision de la place de la femme dans le monde du travail.

2. Les femmes à travers le sport

❖ Dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, un séminaire « **Sport et santé** » a été proposé aux agent.e.s territoriaux.ales afin de leur permettre de mieux appréhender les bienfaits de la pratique d'une activité physique et sportive régulière pour préserver leur santé et leur bien-être au travail.

❖ La CTM a soutenu la quatrième édition du **Grand Prix des Féminines**. Cette course exclusivement réservée aux femmes a ainsi mis à l'honneur le cyclisme féminin.

❖ La collectivité territoriale est un des partenaires du **Raid des Alizés**, une aventure nature, sportive et solidaire exclusivement réservée aux femmes qui permet aux différentes équipes de traverser les plus beaux sites de la Martinique et par la même occasion de valoriser l'ensemble du territoire. L'objectif de cette manifestation est de permettre à chaque équipe de récolter des fonds pour l'association qu'elle représente. En fonction de leur classement, les équipes ayant franchi la ligne d'arrivée récoltent une dotation pour la cause caritative ou sociétale qu'elles défendent.

3. Les femmes et la santé

❖ Une conférence « **Endométriose et Nutrition** » a été organisée en partenariat avec l'association Madin'Endogirls afin de sensibiliser le grand public à cette maladie typiquement féminine.

❖ Dans le cadre de la lutte contre le cancer du sein, la collectivité a décidé de soutenir l'action de la ligue contre le cancer en lançant l'opération « **Tous les vendredis du mois d'octobre, la CTM voit rose !!!** ». En invitant les agent.e.s à porter un habit ou un accessoire rose, la CTM tenait à les sensibiliser contre le cancer du sein.

De plus, 72 agent.e.s ont participé au **Relais pour la vie** et se sont relayé.e.s pendant 24 h au profit de la lutte contre le cancer.

❖ La collectivité a soutenu le projet « **Villa Woz** » de l'association Amazones en transformant la villa Chanteclerc en un espace d'échanges afin de sensibiliser, partager et transmettre des informations sur cette maladie qu'est le cancer du sein. Un programme riche et varié a été proposé au public (conférences, des ateliers, des projections, des expositions...).

4. Le soutien aux femmes cheffes d'entreprises

Dans le cadre du Plan d'Action Régional pour l'Entreprenariat des Femmes (PAREF) signé par l'Etat (Direction Régionale des Droits des Femmes et à l'Egalité), la Caisse des Dépôts et Consignations et la CTM, un concours « **Prix PAREF de l'entreprenariat des femmes** » a été organisé par Martinique Développement afin :

- de valoriser le dynamisme des femmes cheffes d'entreprises ;
- d'inciter des porteuses de projet à créer leur activité ;
- de récompenser les performances des entreprises créées.

Vingt candidatures ont été enregistrées. Sept candidates ont été récompensées.

5. La lutte contre les violences faites aux femmes

Chaque année, de nombreuses femmes sont victimes de violences physiques, psychologiques, économiques, sexuelles.

❖ C'est dans le cadre de cette lutte qu'a été créé le **CENDRA** en 2005.

En effet, le Centre Départemental de Ressourcement et d'Accompagnement avait pour vocation d'accueillir les femmes victimes de violences conjugales ainsi que leurs enfants et leur proposait un hébergement de transition de deux mois (quatre mois exceptionnellement).

Depuis sa création, le CENDRA a accueilli plus de 600 personnes. Cependant, le centre n'a pas accueilli de public depuis juillet 2016 notamment en raison d'un manque de personnel.

La collectivité poursuit son engagement en soutenant financièrement des structures dédiées à aider les femmes victimes de violences mais aussi les femmes enceintes en difficulté.

❖ **SOS Maternité**, ce foyer maternel mis en place en 1987 par l'association La Ruche bénéficie d'une convention avec la collectivité cofinancée par l'aide sociale à l'enfance. Il accueille, aide et héberge de jeunes femmes enceintes et de jeunes mères en grande difficulté sociale. Agées de 12 à 25 ans, elles peuvent être admises jusqu'au sixième mois du bébé.

La structure œuvre pour :

- rompre avec l'isolement, favoriser la relation avec le bébé et mettre en place des actions permettant de pallier aux difficultés sociales ;
- apporter une œuvre matérielle (hébergement, aide financière, démarches administratives...) ;
- aider à la réinsertion sociale avec une aide éducative, psychologique et mise en place d'un projet de vie.

A l'issue de leur séjour, plusieurs solutions s'offrent aux jeunes filles :

- retour en famille ;
- logement autonome ;
- placement de la mère et du bébé ensemble ou séparément ;
- retour au pays d'origine ;
- prise d'un logement à plusieurs.

❖ **L'Union des Femmes de la Martinique**, l'association à but non lucratif créée en 1944, a fait de la lutte contre les violences faites aux femmes une de ses priorités. Avec ses deux structures d'accueil, « l'Espace Jeanne Lero », un espace d'écoute, d'information et d'accompagnement ouvert depuis 2000 et, « la Maison de Solange », un espace d'accueil de jour départemental ouvert depuis 2013, l'association vient en aide aux femmes victimes de violences.

En 2016, l'UFM a reçu plus de 3 000 appels et 1 700 visites. Environ 400 nouvelles femmes qui se sont présentées à l'espace d'écoute.

La prévention étant plus que nécessaire, l'UFM, en plus de ses missions d'accueil, d'écoute et d'accompagnement, mène des actions de prévention et de sensibilisation sur les comportements et violences sexistes, les inégalités entre les femmes et les hommes.

C'est à ce titre que la collectivité lui a accordé une subvention de 100 000 € au cours de l'année 2016.

❖ La « **Plateforme violence et santé de la Martinique** » se présente comme un véritable appui pour la population, les professionnel.le.s et les bénévoles confronté.e.s à la violence.

Elle a pour missions :

- d'observer et témoigner de l'ampleur des violences et de constituer une base de données ;
- d'aider à construire les politiques publiques ;
- de développer le partenariat pour co-construire et accompagner la population ;
- de mettre en place les outils efficaces et innovants dans la conduite du changement ;
- de créer un registre de la violence comme socle de base de la démarche.

Partie 5 :

Les perspectives pour 2018



La question de l'égalité entre les femmes et les hommes concerne l'ensemble des acteurs de la collectivité. Elle permet une bonne cohésion sociale et garantit un développement juste, harmonieux et contribue à faire que chaque femme et chaque homme y trouve sa place.

Progresser vers une égalité entre les femmes et les hommes nécessite des actions spécifiques dans l'ensemble des actions menées par la collectivité, tant en interne qu'en direction de l'ensemble de la population.

Aussi, les perspectives d'actions de la collectivité pour 2018 en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes peuvent se décliner comme suit :

- Structurer la gouvernance et le pilotage de la démarche :
 - o identifier un.e élu.e délégué.e à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
 - o renforcer le dialogue social ;
 - o désigner un agent référent sur l'égalité femmes - hommes ;
 - o créer un réseau d'échanges ;
 - o mettre en place des outils statistiques sur les recrutements, les avancements et promotions.
- Concilier vie professionnelle et vie personnelle :
 - o continuer l'aménagement du temps de travail et finaliser le chantier sur l'harmonisation des horaires ;
 - o expérimenter le télétravail ;
- Développer la culture de l'égalité entre les femmes et les hommes en interne :
 - o mettre en place pour les agent.e.s et les élu.e.s des formations sur l'égalité femmes – hommes, les stéréotypes, les violences...;
 - o lutter contre les propos et pratiques sexistes et le harcèlement sexiste et sexuel au travail.
- Améliorer la communication de la collectivité :
 - o dédier une rubrique à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'intranet ;
 - o développer une communication sans stéréotype genré.
- Poursuivre l'action sur le territoire :
 - o Créer les conditions pour permettre l'accueil du public de nouveau au CENDRA ;
 - o maintenir l'accompagnement financier des structures qui œuvrent pour la lutte contre les violences faites aux femmes ;
 - o soutenir l'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin ;
 - o sensibiliser les collégien.ne.s et les lycéen.ne.s à la lutte contre les discriminations ;
 - o accompagner les partenaires dans la réalisation d'actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-82-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-82-1

PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
Vu le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions transports / politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) / BTP, équipement, réseaux numériques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 14 abstentions, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





Accusé de réception en préfecture
R72-20005507-20180403-18-82-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

Fort-de-France, le

RAPPORT

A

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

**MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE**

SEANCE DU 3 AVRIL 2018

RAPPORT N° 5

**RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT
DURABLE 2017 - COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article L. 72-100-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et les dispositions du décret n° 2011-687 du 17 juin 2011, le rapport joint portant sur la situation en matière de développement durable au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique..

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

19 MARS 2018

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-82-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ANNEE 2017

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE



SOMMAIRE

<u>CONTEXTE</u>	5
<u>INTRODUCTION</u>	6
<u>FINALITE 1 : LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE</u>	7
<u>I – ÉNERGIE</u>	7
1. <u>Orientation stratégique pour le territoire</u>	7
2. <u>Programmation Pluriannuelle de l’Energie (PPE)</u>	8
a) <u>Généralités</u>	8
b) <u>Etude des impacts économiques et sociaux</u>	9
c) <u>Evaluation Environnementale Stratégique (EES)</u>	10
d) <u>Avis de l’Autorité environnementale</u>	10
3. <u>Programme Territorial de Maîtrise de l’Energie (PTME)</u>	11
4. <u>Appel à Projets Territoriaux</u>	12
5. <u>Programme de développement des Chauffe-Eaux Solaires Individuels (CESI)</u>	12
6. <u>Projets d’accompagnement à l’émergence d’éco-quartiers</u>	13
7. <u>Programme bâtiments performants</u>	13
8. <u>Programme de rénovation de l’éclairage des stades</u>	14
9. <u>La collectivité dans une approche d’exemplarité</u>	15
a) <u>Exemplarité énergétique</u>	15
b) <u>Projet de rénovation énergétique des collèges de Martinique</u>	15
c) <u>Production d’énergie photovoltaïque sur le patrimoine de la CTM</u>	15
d) <u>Deux opérations soutenues par la CTM et l’Europe</u>	15
e) <u>GTB (Gestion Technique de Bâtiment)</u>	16
f) <u>Les bâtiments neufs de la CTM</u>	16

g) Vers une administration numérique	16
II – TRANSPORTS	17
1. Organisation des transports	17
2. Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017-2037 (STIRM)	18
3. Les extensions du TCSP	19
4. Autres projets routiers	19
5. Les outils d'information aux usagers	19

FINALITE 2°: LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, DES MILIEUX, DES RESSOURCES AINSI QUE LA SAUVEGARDE DES SERVICES QU'ILS FOURNISSENT ET DES USAGES QUI S'Y RATTACHENT..... 21

I – PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE	21
II – GESTION DE LA RESSOURCE EAU	25
1. <u>Le Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE)</u>	25
2. <u>Un outil spécifique : le réseau d'irrigation collectif sur le terrain de Nouvelle Cité à Rivière-Salée</u>	26
3. <u>Fédération de l'ensemble de la profession agricole et des décideurs autour des enjeux liés à la gestion de la ressource eau</u>	27
4. <u>Production d'eau potable</u>	27
III – PROMOUVOIR UNE PECHE DURABLE ET EFFICACE EN TERMES DE RESSOURCES	28
1. <u>Les infrastructures portuaires et maritimes de la CTM</u>	29
2. <u>Principales actions menées en 2017</u>	29
3. <u>Perspectives</u>	29
IV – MATNIK'AGRI : VERS UNE AGRICULTURE DIVERSIFIEE ET DURABLE	31
V – AUTRES ACTIONS DE LA CTM	31
1. <u>Chartes internes</u>	31
2. <u>Des pratiques écoresponsables</u>	32
3. <u>Diffusion de la culture du développement durable</u>	32

FINALITE 3 : LA COHESION SOCIALE ET LA SOLIDARITE ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GENERATIONS..... 33

I – ÉDUCATION	33
1. <u>Garantir les conditions de sécurité et d'hygiène</u>	33
2. <u>Améliorer la qualité de la prestation scolaire</u>	33
3. <u>Lutte contre le décrochage scolaire</u>	33
4. <u>Actions éducatives</u>	33
5. <u>Conforter la prise en charge de publics spécifiques</u>	34
6. <u>Déploiement du numérique</u>	34
7. <u>Organisation du salon de l'Information, des Métiers et de l'Orientation pour les lycéens (FORMEO)</u>	34
8. <u>Aide aux étudiants</u>	35
9. <u>Favoriser l'entrepreneuriat des étudiants</u>	35

<u>10. Enseignement supérieur et recherche</u>	35
<u>II – LA FORMATION PROFESSIONNELLE</u>	36
<u>IV – L’ACTION SOCIALE</u>	37
<u>1. Quelques dispositifs exemplaires</u>	37
a) Ecole – Famille – Quartier	37
b) Vacances En Famille (VEF)	38
c) Dispositif Atout Inclusion	38
d) Ateliers d’indexation collaborative de la banque numérique des patrimoines martiniquais	39
e) Opération « Une tonne de bouchons, une tonne de solidarité »	39
<u>V – UNE POLITIQUE D’ACHAT PERFORMANTE</u>	39
<u>FINALITE 4° : L'EPANOUISSEMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS</u>	42
<u>I – LA CULTURE</u>	42
<u>II – LE SPORT</u>	43
1. Assises du Sport	43
2. Le soutien aux intervenants	44
3. Les schémas	44
4. Optimisation des équipements sportifs	44
<u>III – PREVENTION DES RISQUES MAJEURS</u>	45
1. La vulgarisation de la culture du risque en interne et en externe	45
2. Le développement de la coopération avec les principaux partenaires du domaine des risques	45
3. La gestion de crises et le soutien aux populations sinistrées de Martinique	46
4. Les actions sur le patrimoine de la CTM	47
5. Aide apportée aux pays de la Caraïbe particulièrement touchés après le passage des ouragans Irma et Maria	48
a) Actions réalisées par la CTM à court terme (moins d’un mois après la catastrophe)	48
b) Actions CTM envisagées à moyen et long termes	49
c) Plan solidarité Caraïbe CTM pour les pays touchés par une catastrophe naturelle	49
<u>FINALITE 5 : LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE</u>	50
<u>I – CONTEXTE</u>	50

<u>II – ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE TERRITOIRE</u>	51
<u>III – PROGRAMME TERRITORIAL DE MAITRISE DES DECHETS (PTMD)</u>	52
<u>IV – AUTRES INITIATIVES</u>	53
<u>V – GESTION DES DECHETS PAR LA CTM</u>	54

CONTEXTE

Le développement durable s'applique à toutes les activités d'une institution publique et contribue à faciliter la cohésion sociale.

Les politiques d'intérêt général menées par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) participent au développement durable de l'île au-delà des approches sectorielles. En effet, elles contribuent à l'activité économique et à l'épanouissement culturel des Martiniquais tout en réduisant les inégalités sociales et en préservant un environnement fragile et précieux.

L'attachement de notre Collectivité aux piliers du développement durable (social, économie, culture et environnement) est pris en compte dans l'ensemble des schémas et plans qui sont réalisés. C'est ainsi que **le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA)**, dont l'élaboration débute, vise à organiser le territoire comme un instrument de développement durable. Ce plan global a vocation à mettre en cohérence les documents stratégiques élaborés pour notre territoire.

Le Schéma Territorial de Développement Économique, de l'Innovation et de l'Internationalisation (STDEII) a été élaboré en 2017. Ce schéma préconisé par La Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi Notre) constitue le volet économique du PADDMA. Ce cadre novateur devra assurer la transition vers un nouveau modèle de développement économique plus durable et plus solidaire.

En effet, la Martinique se doit d'innover pour répondre aux défis économiques, environnementaux et sociaux qui s'imposent à elle.

C'est pourquoi le STDEII est conçu comme « un laboratoire de **l'innovation publique** », avec des propositions de transition vers un nouveau modèle :

- 1) Des **innovations environnementales**, pour exploiter autrement les ressources naturelles, en assurant leur durabilité
- 2) Des **innovations économiques**, pour accompagner autrement les entreprises et leur garantir un meilleur niveau de compétitivité
- 3) Des **innovations territoriales**, pour aménager autrement le territoire et assurer une meilleure attractivité
- 4) Des **innovations sociales**, pour valoriser autrement la richesse humaine, et améliorer l'employabilité des personnes qualifiées et moins qualifiées.

DES INNOVATIONS POUR TRANSITER VERS UN NOUVEAU MODELE

Les orientations stratégiques devraient permettre à la Martinique de transiter vers un nouveau modèle économique

- En s'engageant dans la **durabilité**, en exploitant autrement la ressource et développant de nouvelles logiques rationnelles de production plus circulaires pour créer des boucles de valeurs fermées sur le territoire
- améliorant la **compétitivité** des entreprises et créant un nouvel écosystème pour accompagner autrement les entreprises et leur garantir ainsi une meilleure capacité à la fois à résister à la concurrence sur le marché interne et à se positionner sur l'échiquier international
- assurant une meilleure **attractivité**, organisant et aménageant autrement le territoire en permettant à la fois une meilleure connexion avec les réseaux extérieurs tout en garantissant une bonne interconnexion entre les acteurs économiques
- améliorant l'**employabilité** de la ressource humaine, en apportant des réponses novatrices, dans un contexte de vieillissement des chefs d'entreprises, à la question du départ des jeunes qualifiés et à la marginalisation croissante d'une partie de la jeunesse.

Ces mesures transversales innovantes sont ensuite déclinées dans les trois filières identifiées comme porteuses et appréhendées autrement : **l'agroenvironnement, l'économie bleue et le tourisme durable**.

- L'agroenvironnement. L'ancien modèle considérant l'agriculture, l'industrie, l'environnement comme des secteurs distincts est aujourd'hui obsolète. Les activités développées dans chacun de ces secteurs sont le fruit de recherche-développement et de techniques de plus en plus complexes et interférents, caractérisées par un degré élevé d'intégration et dictées par des critères écologiques de plus en plus exigeants.

L'approche développée ici pour **l'agroenvironnement** permet de valoriser les espaces terrestres et sous-terrestres en s'appuyant sur les éléments de l'environnement (eau, vent, soleil). Ils font partie d'un ensemble composite, permettant une exploitation interdépendante.

- Longtemps l'exploitation de la mer est restée cantonnée à la seule pêche-aquaculture. Désormais, **l'économie bleue** couvre une large panoplie d'activités, de la pêche et de l'aquaculture aux activités portuaires en passant par la marine marchande, la construction et réparation navale, l'étude et de la protection de l'environnement, l'exploitation des ressources (énergétiques, biotechnologiques...), les sports nautiques, le tourisme et la sécurité en mer.
- L'image de la Destination Martinique est fortement marquée par le tourisme balnéaire. L'option privilégiée aujourd'hui est de s'appuyer sur la valorisation des ressources environnementales et de l'authenticité socio-culturelle pour s'engager **dans un tourisme durable**. Il se n'agit pas seulement de trouver des éléments socio-culturels de différenciation pour structurer l'activité touristique autour de filières d'excellence mais aussi de garantir des activités économiques viables à long terme, susceptibles d'apporter à tous les acteurs des retombées socio-économiques équitablement réparties.

INTRODUCTION

Conformément à l'article L72-100-2 du Code général des collectivités territoriales :

"Préalablement aux débats sur le projet de budget, le Président du Conseil Exécutif de Martinique présente un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la Collectivité Territoriale de Martinique, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et, si nécessaire, les modalités de son élaboration sont fixés par décret".

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales en précise la structure.

Le rapport prend en compte les cinq finalités du développement durable mentionnées au III de l'article L. 110-1 du code de l'environnement, à savoir :

- 1°) La lutte contre le changement climatique ;
- 2°) La préservation de la biodiversité, des milieux, des ressources ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- 3°) La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- 4°) L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- 5°) La transition vers une économie circulaire.

Durant l'année 2017, la structuration et le fonctionnement de la collectivité ont été continuellement améliorés afin de rendre de meilleurs services à la population. Les orientations et programmes votés par les élus ont été déclinés en actions concrètes malgré un contexte financier difficile.

Ce bilan 2017 de la CTM en matière de développement durable, non exhaustif, est l'illustration de l'implication de la collectivité territoriale dans le développement durable de notre île.

FINALITE 1 : LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La lutte contre le changement climatique est un enjeu majeur pour notre planète. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines provoquent une augmentation de la température moyenne de la terre. Les conséquences prévues sont importantes au niveau du climat et des catastrophes naturelles, de l'érosion des zones côtières, de l'agriculture, de la pêche, des déplacements de population...

Le total des émissions de CO₂ issues de la combustion de produits pétroliers en 2015 en Martinique est de 2 169 000 tonnes.

Face à ce défi, l'implication de toutes les institutions et des individus est urgente. La collectivité territoriale est impliquée dans cette lutte notamment au niveau de l'énergie et des transports.

I - ÉNERGIE

La Martinique dispose d'un système énergétique fortement basé sur les énergies fossiles qui représentent un peu plus de 93% des ressources. L'île se caractérise aussi par l'isolement des systèmes électriques (pas d'interconnexion), et par l'éloignement en ce qui concerne l'approvisionnement en énergies fossiles. Cette situation entraîne une vulnérabilité accrue en matière énergétique.

Dans un objectif de lutte contre le changement climatique, il est impératif de limiter la production de gaz à effet de serre directement liée à l'activité humaine et donc de diminuer la part des énergies fossiles dans le mix énergétique.

Un premier bilan territorial, depuis le lancement de l'élaboration de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) par la CTM et l'État, montre des résultats positifs en ce qui concerne l'énergie économisée : 27 millions de kWh en 2016 et 32 millions de kWh en 2017, un record historique pour la Martinique. 165 projets liés à la transition énergétique ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier du PTME. La CTM entend ainsi agir non seulement sur le développement et la qualité des équipements mais aussi sur les comportements et habitudes de consommation.

Orientation stratégique pour le territoire

L'accès à l'électricité est devenu une nécessité intimement liée au développement urbain et à l'essor de bassins économiques. Principalement issu de la combustion de produits pétroliers, chaque kWh fournit en Martinique dégage l'équivalent de 700 g de CO₂.

A ce titre, la politique énergétique de la CTM doit soutenir :

- la réduction de la dépendance aux énergies fossiles ;
- l'efficacité énergétique ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- la maîtrise de notre consommation énergétique ;

- le développement des énergies renouvelables (EnR) de manière adaptée au réseau électrique de l'île.

Ces orientations stratégiques sont en adéquation avec les objectifs gouvernementaux de lutte contre le changement climatique. De surcroît, elles sont confortées à la fois par les variations non maîtrisables du coût des énergies fossiles, par les conditions climatiques locales variables et par les contraintes techniques du réseau électrique de l'île.

Pour agir durablement sur la politique énergétique de l'île, la CTM doit globalement offrir un cadre d'actions adapté aux spécificités territoriales et prendre des initiatives pour impulser la transition énergétique.

L'année 2017 aura ainsi été marquée par la mise en œuvre des programmes et partenariats initiés en 2016 avec les acteurs du secteur.

Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE)

Généralités

Établie conjointement par la Collectivité Territoriale de Martinique et l'État, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) définit les priorités d'actions des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des problématiques énergétiques du territoire.

Dans ce contexte, ce document qui sera fixé par décret, est un outil destiné à préciser les objectifs, identifier les enjeux et orienter les travaux des acteurs publics dans le domaine de l'énergie. La PPE s'appuie non seulement sur le code de l'énergie et le code de l'environnement mais tout particulièrement sur l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité établi par le gestionnaire du réseau de distribution (EDF).

Ainsi, les orientations inscrites au sein de la PPE doivent être l'illustration même de ces enjeux et le témoignage de l'implication de la CTM dans la réussite de la transition énergétique en Martinique. La PPE sera utilisée comme levier pour le développement local, en accord avec l'objectif d'autonomie énergétique du territoire à l'horizon 2030.

Ce travail est aujourd'hui considéré, par tous les experts de la thématique, comme un point de référence face aux enjeux climatiques de notre territoire. Il fait aussi office de schéma directeur, accompagnant le développement des énergies renouvelables. A ce jour, les énergies renouvelables ne représentent que 7 % du mix énergétique.

La PPE favorise la diversité des énergies renouvelables accessibles et tout particulièrement celles mettant en œuvre une énergie stable telles que le photovoltaïque avec stockage ou encore la géothermie.

Les énergies intermittentes sont des énergies dont la source de production n'est pas disponible en permanence et dont la disponibilité varie fortement sans possibilité de contrôle. C'est le cas de l'énergie solaire, éolienne, etc. Les énergies stables sont, elles, disponibles durablement et imposent moins de fluctuations au réseau électrique.

La présence et l'exploitation d'une source d'énergie stable et de qualité peut changer fondamentalement la donne en fournissant un moteur au développement et peut influencer la rentabilité des investissements.

Les objectifs finaux poursuivis à travers la PPE sont ambitieux et permettront de réaliser par rapport à l'existant en 2015 :

À l'horizon 2023,

- 55,6% de production d'électricité à partir d'EnR dans le mix électrique ;
- 19 % de baisse de la consommation d'hydrocarbures dans les transports terrestres ;
- + 150% sur les gains d'efficacité énergétique annuelle ;
- entre 45 et 50 GWh/an d'économie grâce aux actions d'efficacité énergétique.

L'Assemblée de Martinique a émis un avis favorable sur le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) le 9 février 2017, en affirmant la nécessité vitale et impérieuse de réduire la facture énergétique, de maîtriser la consommation énergétique et de développer les énergies renouvelables.

L'avis favorable est donné sous réserve que le document soit enrichi des éléments suivants :

- la nécessité d'affiner les études pour mieux atteindre les objectifs identifiés en termes de production d'énergies renouvelables ;
- l'absence de production d'énergies polluantes dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) provenant notamment de la biomasse ;
- la préservation des terres pour l'agro-alimentaire dans un territoire exigu où les terres agricoles ne sont pas très étendues, dans l'éventualité d'une production de bioéthanol;
- l'organisation de façon efficiente de la filière de traitement des ordures ménagères qui présente un double intérêt à la fois sur les thématiques des déchets et de l'énergie.

Étude des impacts économiques et sociaux

Conformément à l'article L. 141-3 du code de l'énergie, la programmation pluriannuelle de l'énergie comporte une étude des impacts économiques et sociaux. Cette étude est fondée en partie sur la comparaison des effets de la mise en œuvre de la PPE par rapport au scénario fil de l'eau. Elle comporte un volet consacré aux charges couvertes par la contribution au service public de l'électricité.

Cette étude est élaborée conjointement par la CTM et les services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique (DEAL).

Évaluation Environnementale Stratégique (EES)

L'évaluation environnementale des plans, schémas et programmes a été instituée par la directive 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 Juin 2001. Les dispositions applicables à l'évaluation environnementale stratégique figurent au Code de l'Environnement, articles L.122-4 et suivants dans leur rédaction issue des articles 232 et 233 de la loi dite « Grenelle 2 ».

Ainsi, dans le cadre de la réalisation de la PPE et compte tenu des enjeux environnementaux forts en Martinique, il est mis en œuvre une EES afin de contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration de la PPE.

Avis de l'Autorité environnementale

Le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) est chargé de conseiller le gouvernement dans les domaines de l'environnement, des transports, du bâtiment et des travaux publics, de la mer, de l'aménagement et du développement durable des territoires, du logement, de l'urbanisme, de la politique de la ville et du changement climatique.

L'Autorité environnementale (Ae) du CGEDD a, elle, été créée en 2009, conformément au droit européen de l'environnement. Cette instance donne des avis, rendus publics, sur les évaluations des impacts des grands projets et programmes, mais aussi d'un projet local, dès lors qu'il dépend du ministère et qu'il est soumis à étude d'impact.

Le Gouvernement a ainsi confié à l'Autorité environnementale l'analyse de toutes les PPE de France.

Dans le cadre de l'élaboration de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie de Martinique, l'Autorité environnementale (Ae) a rendu son avis sur le projet le 28 juillet dernier.

Cet avis fait suite à la visite de l'Ae en Martinique le 08 Juin 2017. A cette occasion, l'Ae a saisi l'opportunité de rencontrer les acteurs de la transition énergétique en Martinique, dont la CTM.

Dans l'ensemble, l'Ae a salué les ambitions énergétiques affichées par notre collectivité au regard des ressources du territoire. L'Ae a également fait état des efforts réalisés par la CTM dans la lutte contre le changement climatique et reconnu la qualité du travail fourni.

L'Assemblée de Martinique a validé le 14 novembre 2017 un mémoire en réponse à l'avis de l'Ae. Ce mémoire a été co-élaboré par les services de la CTM et ceux de la DEAL avec les acteurs majeurs du secteur de l'énergie de l'île (EDF, le SMEM, l'ADEME ...). Il sera joint au dossier mis à la disposition du public.

Par ailleurs, les éléments suivants feront l'objet d'études complémentaires approfondies lors de la révision de la PPE en 2018 :

- la mention d'un scénario détaillé concernant le secteur des transports ;
- la prise en compte des consommations du secteur industriel ;
- la production d'une étude sur les impacts liés au bioéthanol ;
- l'évaluation des impacts liés à la qualité de l'air et aux nuisances sonores.

a) Validation du Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)

Monsieur Nicolas Hulot, Ministre d'État, Ministre de la transition écologique et solidaire, a saisi le Conseil National de la Transition Écologique du projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) pour la Martinique pour les périodes 2016-2018 et 2019-2023. Le CNTE a validé le projet de PPE lors de sa séance du 21 décembre 2017.

Programme Territorial de Maîtrise de l'Énergie (PTME)

Afin d'accompagner les projets territoriaux, les acteurs majeurs de l'énergie (CTM, l'ADEME, SMEM et EDF) ont décidé d'associer leurs moyens et compétences et de s'engager dans la mise en place d'un programme commun ambitieux et pluriannuel de maîtrise de la demande en énergie et le développement des énergies renouvelables : le Programme Territorial de Maitrise de l'Énergie (PTME 2016-2020).

Le PTME représente un soutien financier aux projets, d'au moins 47 millions d'euros d'ici 2020 au travers notamment du Contrat de Plan CTM – État, des Fonds Européens et des partenariats avec les acteurs que sont EDF, le SMEM et l'ADEME. La Collectivité Territoriale y contribue à hauteur de 13 150 000€.

Ce programme ambitieux devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés par la loi de transition énergétique d'ici 2020 :

- 30% d'économies d'électricité pour le territoire ;
- 20% d'économies d'énergie dans les bâtiments ;
- 60% de chauffe-eaux solaires supplémentaires.

Les actions engagées dans ce PTME devraient permettre de développer de nouveaux métiers, de soutenir les formations des jeunes Martiniquais et de développer des emplois pérennes.

La CTM ainsi que les acteurs du PTME émettent également le souhait de pouvoir s'appuyer dès 2018 sur une structure externe et neutre pouvant mener de front certains projets purement sur les plans technique et scientifique : l'Institut de la Transition Énergétique (ITE).

Ce dernier pourra centraliser 3 principales missions distinctes :

- La recherche scientifique et technique
- L'accompagnement et le suivi de projet ainsi que la vulgarisation des résultats
- Mission d'observatoire territorial.

Appel à Projets Territoriaux

L'année 2017 a permis d'amorcer la dynamique autour de différentes typologies de projets. Les principaux enjeux identifiés sont la rénovation énergétique et le photovoltaïque (PV) en autoconsommation. Ainsi, deux appels à projets (AAP) distincts ont été lancés par le PTME, chacun sur deux phases de candidatures.

- ❖ Appel à Projet : « Rénovation énergétique du parc immobilier de Martinique » ;
 - Aides financières de 40% des coûts HT des travaux énergétiques ;
 - Première phase de candidature : 4 projets lauréats pour un montant de subvention du PTME de 567 170,43 € dont 177 153,76 € pour la CTM ;
 - Puissance PV installée : 288,4 kWc.
- ❖ Appel à Projet : « Développement d'installations photovoltaïques en autoconsommation en Martinique »
 - Aides publiques (en % des coûts admissibles) : maximum de 80% en secteur non concurrentiel ; compris entre 60 et 80% pour le secteur concurrentiel suivant la taille de l'entreprise ;
 - Première phase de candidature : 17 projets lauréats pour un montant de subvention du PTME de 1 054 070 € dont 553 461 € FEDER et 156 653 € CTM ; soit en moyenne 66% des coûts admissible de l'investissement.

Programme de développement des Chauffe-Eaux Solaires Individuels (CESI)

Les premiers chauffe-eaux solaires ont été installés en Martinique à la fin des années 90. Après une période de développement (2000-2004), les installations ont culminé à 4000-4500 unités/an.

La crise économique de 2008, puis l'essoufflement du dispositif d'accompagnement ont fait chuter le nombre d'installations autour des 1 500 unités/an, essentiellement pour des maisons individuelles.

Le parc de chauffe-eaux solaires est estimé à 45 000 à fin 2016, à comparer aux 80 000 chauffe-eaux électriques. Ainsi, la répartition des logements équipés en eau chaude est de 30% solaire contre 70% électrique.

La CTM et EDF ont ainsi mis en place une convention de partenariat qui s'étale sur une période allant de 2016 à 2020, en vue de promouvoir l'installation de chauffe-eaux solaires en Martinique.

Dans le contexte de la transition énergétique, ce redémarrage constitue une opportunité permettant de fixer un objectif ambitieux : 60% des logements équipés d'un chauffe-eau solaire en 2020 soit 17 500 CESI sur la période 2017-2020. Ce programme de développement permettra à moyen terme d'augmenter la part des EnR dans le mix énergétique de 4%.

Pour illustration, cette opération a vu, en 2016, l'installation de 2 626 CESI.

En 2017, il est prévu l'installation de plus de 3 500 CESI.

Par ailleurs, la filière compte une trentaine d'importateurs-distributeurs, une cinquantaine d'entreprises de pose et une chaîne de montage locale, soit environ 200 emplois. Les perspectives de création d'emplois sont importantes, essentiellement au niveau de la pose.

Le Programme CESI a vu également en 2017, l'intégration de fonds FEDER au sein du plan de financement pluriannuel. Désormais, 35,4 % (soit 6,3 Millions d'euros) des coûts totaux de l'opération, émaneront du FEDER.

Projets d'accompagnement à l'émergence d'éco-quartiers

Madin'Grid – Démonstrateur de réseau électrique intelligent

Les partenaires du PTME s'accordent sur la mise en place d'un projet de réalisation d'un éco-quartier, dans une optique d'expérimentation dans un premier temps, puis de déploiement.

Le projet, intitulé Madin'Grid, consiste à réaliser, sur le site de l'ancienne centrale de Bellefontaine, un démonstrateur de réseau électrique intelligent permettant l'expérimentation de nouvelles technologies et l'étude des scénarios visant la transition énergétique du territoire. Le réseau intelligent, Madin'Grid, permettra l'interconnexion des bâtiments performants du site et leurs usages industriels ainsi que des projets d'infrastructure (stockage, production d'EnR) pour tester les solutions d'intégration des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie.

Le projet prévoit dans sa première phase, la réalisation d'un outil de pilotage de l'équilibre entre les consommations et la production d'énergie à l'échelle d'un quartier pilotant un système de stockage mutualisé. L'outil devra permettre aux partenaires du projet d'évaluer, les bénéfices d'une telle expérimentation avec les objectifs :

- d'optimiser les taux d'autoconsommation de ces zones ;
- de participer à l'équilibre offre-demande ;
- de sécuriser les consommateurs.

Les résultats d'analyses techniques et économiques devront permettre d'alimenter la stratégie de déploiement du stockage inscrite dans les objectifs de Programmation Pluriannuelle de l'Energie. Ce démonstrateur est un véritable tremplin vers le développement de techniques et technologies de la transition énergétique adaptées au territoire. Ainsi, cette plateforme viendra compléter les dispositifs de recherche et développement mis en place pour accompagner la transition énergétique en Martinique.

Programme bâtiments performants

Le patrimoine bâti des communes représente presque la moitié de leurs dépenses énergétiques. Le SMEM, l'ADEME, la CTM et EDF (à travers le PTME) ont ainsi mutualisé leurs systèmes d'aide et ont confié la maîtrise d'ouvrage de leur projet de rénovation énergétique de patrimoine bâti au SMEM.

Le projet prévoit une opération de rénovation énergétique de 2 bâtiments municipaux par commune avec une prise en charge administrative, technique et financière complète. Le SMEM assure la maîtrise d'ouvrage des projets à travers une convention.

Le bouquet de travaux proposé comporte les éléments suivants : éclairage, minuterie programmable, eau chaude solaire, climatisation individuelle, isolation toiture, étanchéité des ouvertures, ventilation.

A ce stade d'avancement du projet, 23 communes du territoire intègrent déjà ce programme ambitieux et 3 autres sont en passe de contractualiser avec le SMEM.

Programme de rénovation de l'éclairage des stades

Les équipements sportifs et en particulier les stades où se tiennent des compétitions officielles disposent d'un éclairage conforme aux préconisations de la Fédération Française de Football. Ces technologies utilisées jusqu'à ce jour sont essentiellement de type « iodure métallique », très performantes en termes de qualité d'éclairage mais très énergivores. De plus, la maintenance de ce type d'installation est coûteuse, car la hauteur de poteaux demande des interventions spécifiques.

Par ailleurs, les gestionnaires des équipements sportifs font le constat qu'il existe des dérives journalières dans les allumages/extinctions des installations, avec une absence de gestion intelligente (allumage manuel, oubli d'extinction, glissement des horloges, etc.) et un vieillissement des armoires électriques de commande.

Ainsi, le projet a pour objectif le remplacement des luminaires des stades ou des plateaux sportifs par des luminaires à LED moins énergivores tout en respectant les prescriptions conformes aux stades officiels.

En plus de leur efficacité énergétique exceptionnelle, les luminaires LED offrent de nombreuses possibilités d'optimisation de l'éclairage grâce aux caractéristiques de lumière émise et aux composants électroniques utilisés (micro LED, électronique embarquée, etc.).

L'ambition de la CTM est de proposer un bouquet de rénovation visant l'éclairage des stades ou plateaux sportifs dans chaque commune. Un unique stade par commune pourra bénéficier d'une subvention allouée au titre du PTME afin de financer la rénovation des spots lumineux.

Le projet répond aux objectifs de réduction des consommations énergétiques du territoire avec à terme des économies générées de l'ordre de 3 000 MWh/an. Le projet devrait réduire les émissions carbonées de 2 100 tCO₂/an et contribuer ainsi à la lutte contre le changement climatique.

La Collectivité dans une approche d'exemplarité

Exemplarité énergétique

La Collectivité s'inscrit dans une démarche de maîtrise de l'énergie et de développement durable. Les bâtiments tertiaires et résidentiels sont identifiés comme l'un des secteurs les plus énergivores. Ils contribuent à hauteur de 44% de la consommation d'énergie. Ceci en fait un des postes prioritaires.

Par ailleurs, la CTM contribue aux objectifs gouvernementaux via l'optimisation de la gestion énergétique, la réalisation d'audits, la réhabilitation des bâtiments du patrimoine public, la réduction des consommations liées au transport, ou encore l'optimisation de l'éclairage public et la mise en place de Plans Climat-Énergie.

Elle détient un important patrimoine bâti (lycées, collèges, bâtiments administratifs, équipement sportifs). Ce patrimoine bâti est vieillissant, ce qui accroît les enjeux liés à une réhabilitation énergétique des bâtiments publics.

Projet de rénovation énergétique des collèges de Martinique

Une série d'audits énergétiques a été réalisée au sein de collèges de Martinique.

Au regard des résultats qui en résultent et de l'étude des profils de consommation des bâtiments de chaque établissement, au cours de ces 4 dernières années scolaires, il est urgent d'intervenir sur les sites les plus énergivores. Un nouveau programme d'actions et de travaux, adaptés aux spécificités du bâti sera proposé à partir de 2018.

Par la suite, une opération similaire sera déployée au sein des lycées du territoire.

Production d'énergie photovoltaïque sur le patrimoine de la CTM

La CTM possède 15 centrales photovoltaïques : une partie pour la sécurisation des établissements scolaires et une autre partie dont la production est directement intégrée au réseau EDF.

Un nouveau programme d'équipements photovoltaïques sur les bâtiments de la CTM sera proposé.

Par ailleurs, la modernisation des stations météorologiques ou hydrométriques et des caméras se poursuit avec des équipements à alimentation solaire.

Deux opérations soutenues par la CTM et l'Europe

- ❖ Vente et installation de kits photovoltaïques en autoconsommation chez les particuliers :
 - Coût total : 3,91 M€ - Participation FEDER/CTM 1,98 M€.
- ❖ Vente et installation de centrales photovoltaïques :
 - Coût total : 6,27 M€ - Participation FEDER/CTM : 1,2 M€

GTB (Gestion Technique de Bâtiment)

La Collectivité a en charge un patrimoine immobilier (administratif, culturel, sportif, scolaire, etc.) important dont la gestion et la maintenance lui incombent.

La GTB est un outil de supervision des équipements techniques dans les bâtiments. Elle permet ainsi de surveiller et piloter le fonctionnement des installations (éclairage, climatisation, plomberie, etc.), de prévenir en cas de panne et de fournir une aide à la décision en cas d'intervention. Elle a également pour objet de répondre à une meilleure efficacité énergétique des bâtiments.

26 sites de la collectivité sont actuellement équipés de GTB.

La mise à niveau et la modernisation de la GTB sont en cours : il s'agit de faire évoluer l'architecture d'exploitation, de moderniser les équipements et les modes de communication, afin de maintenir le système et améliorer le service aux usagers.

Par ailleurs, la formation et l'accompagnement des gestionnaires de bâtiments doivent être poursuivis.

Les bâtiments neufs de la CTM

La construction des bâtiments est réalisée selon la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE). Les cibles visées suivantes contribuent à réduire la consommation énergétique :

- améliorer l'aptitude de l'enveloppe à limiter les apports solaires ;
- réduire la consommation d'énergie primaire due au refroidissement, à l'éclairage, à l'eau chaude, à la ventilation ;
- recourir à des énergies renouvelables: production photovoltaïque et thermique ;
- étudier le facteur lumière jour, éclairage naturel.

On peut citer comme exemples de bâtiments HQE, le nouvel observatoire volcanique et sismologique, le laboratoire territorial d'analyses ou la reconstruction du lycée Schœlcher.

Vers une administration numérique

La dématérialisation des échanges contribue à la lutte contre le changement climatique en réduisant les déplacements.

L'utilisation de la visioconférence sur ordinateurs via internet (web conférence) permet des réunions virtuelles entre personnes éloignées.

Par ailleurs, la dématérialisation des processus est également un objectif d'optimisation des services à la population.

On peut citer aussi la dématérialisation des factures qui permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques. Les fournisseurs peuvent également consulter en ligne l'avancement des paiements, demander des précisions ou disposer de l'historique de leurs factures.

La dématérialisation globale du processus de traitement des factures est prévue pour 2018.

Autre exemple, le programme de numérisation et de mise en ligne de la banque numérique des patrimoines martiniquais. Ces ressources (documents et ouvrages) sur l'histoire et le patrimoine sont accessibles en ligne.

II - TRANSPORTS

En Martinique, les transports contribuent fortement à l'émission de gaz à effet de serre et à la pollution de l'air. On compte plus de 120 000 véhicules par jour sur l'autoroute et plus de 90 % des actifs utilisent leur voiture pour se rendre au travail. En améliorant le service de transport public et en réduisant la circulation automobile, la CTM entend contribuer à la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air.

Organisation des transports

Dans l'objectif d'améliorer le service public de transport en mettant en place un réseau de transport multimodal efficace sur l'ensemble de la Martinique, la volonté des élus martiniquais de créer une autorité organisatrice unique de transports a été concrétisée en décembre 2016 par la création d'un établissement public dénommé Martinique Transports.

Cet Établissement Public spécifique est désormais l'autorité organisatrice de transport unique et cumule les compétences des 4 autorités organisatrices de la mobilité (CACEM, CAESM, CAP NORD). MARTINIQUE TRANSPORT se substitue de plein droit à toutes les autorités organisatrices existantes.

Pour mémoire, les compétences d'organisation du transport de la Collectivité Territoriale de Martinique sont le transport interurbain, le transport maritime, le transport scolaire et le transport des handicapés.

Le Conseil d'Administration de Martinique Transports a adopté le règlement intérieur et voté le budget primitif 2017 de Martinique Transport. Le transfert des biens et des contrats est effectif. Une convention de gestion provisoire a été validée entre Martinique Transports et les 4 autorités membres. (CAESM, CAP NORD, CACEM et CTM) afin d'assurer la continuité du service public jusqu'au 31 décembre 2017.

En ce qui concerne la CTM, cette continuité est pleinement assumée. En particulier, le transport de 5 300 élèves est assuré par la mise en place de 70 lignes. De plus, depuis la rentrée 2017, une cinquantaine d'élèves et étudiants en difficultés sociales bénéficient de la gratuité des transports scolaires.

Par ailleurs, 70 dossiers de départs à la retraite ont été validés en 2017.

À noter également, l'ouverture en juin 2017 d'une quatrième ligne de transport maritime entre Fort-de-France et Case-Pilote dans le cadre de la délégation de service public avec les Vedettes Tropicales.

La CTM a aussi lancé les études pour la création d'une ligne maritime régulière rapide entre Fort-de-France et Saint Pierre avec correspondances immédiates vers les bourgs et quartiers des communes limitrophes à travers des dessertes urbaines et péri-urbaines très fines. L'ouverture de cette ligne est envisagée pour fin 2018-début 2019.

Afin de désenclaver la commune de Grand rivière, il est prévu une extension par desserte maritime Saint Pierre-Grand Rivière.

Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017-2037 (STIRM)

En vue de la programmation des investissements et de l'amélioration de la mobilité et de l'accessibilité sur le territoire, une étude pour l'élaboration du Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017-2037 (STIRM) a été lancée en 2017.

Le projet permettra de définir la politique routière de la CTM pour les 20 prochaines années sur les plans du développement (extension, modernisation, TCSP, etc.) et de l'exploitation (politique d'entretien, gestion de la route, etc.) en cohérence avec les autres politiques territoriales.

Ce schéma sera un outil de programmation prospectif et dynamique, pour assurer une évolution maîtrisée du réseau routier martiniquais, permettre la mobilisation de ressources financières innovantes et programmer les investissements sur le réseau en tenant compte de la demande croissante de la population et du développement socio-économique du territoire.

Les objectifs poursuivis sont :

- assurer un meilleur écoulement du trafic, diminuer les temps de parcours sur les axes les plus circulés de l'île et améliorer l'accessibilité (désenclavement du territoire) ;
- accompagner fortement le développement économique et social du territoire, assurer la valorisation des itinéraires revêtant un intérêt touristique, prendre en compte le développement durable ;
- proposer une nouvelle hiérarchisation du réseau RN et RD et œuvrer pour une organisation des déplacements sur les infrastructures routières favorisant les transports publics (TCSP, taxis collectifs...) ;
- améliorer significativement la sécurité du réseau routier et protéger le réseau et les riverains contre les risques naturels ;
- veiller à la bonne exploitation et à la bonne gestion des réseaux routiers RN et RD, proposer une information routière et un service optimisé à l'utilisateur ;
- s'assurer de la compatibilité du programme d'opérations avec les moyens budgétaires, en optimisant et en hiérarchisant les investissements ;
- assurer la cohérence entre les démarches d'aménagement du territoire et d'urbanisme et celle des déplacements.

L'élaboration du STIRM s'effectuera sur le 1er semestre 2018.

Les extensions du TCSP

En 2018, en collaboration avec l'Autorité Organisatrice Unique « Martinique Transport », dans le cadre de la convention de groupement de commandes entre Martinique Transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, les études d'extension du TCSP seront poursuivies afin d'améliorer les conditions de circulation et donc réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agit notamment :

- de la restructuration du carrefour Mangot-Vulcin entre la RN1 et la RD 3 au Lamentin pour accueillir les voies du TCSP ;
- du réaménagement de la RN 1 entre le Giratoire de Mahault et celui de Mangot-Vulcin ;
- des extensions du TCSP vers Sainte-Luce ;
- des scénarii d'extension vers Schœlcher en incluant les nouvelles possibilités de desserte de zones urbaines denses qu'offre le transport par câble (Cf. Medellin, Caracas, Brest, Toulouse...).

Autres projets routiers

Afin d'améliorer la fluidité de la circulation et la sécurité des usagers, il est proposé entre autres de poursuivre et/ou finaliser les études liées aux projets de viaduc de Fond Lahaye sur la RN 2 à Schœlcher, de modernisation de la traversée du Marigot sur la RN 1, de l'aménagement du carrefour giratoire de la ZAE de MAUPEOU sur la RD 07, de l'aménagement du carrefour de desserte de l'Institut Martiniquais des Sports et de la caserne du SDIS depuis la RD 3 au Lamentin, de même que l'accès sur la RD 8 de la caserne du SDIS à La Laugier – Rivière-Salée.

Les outils d'information aux usagers

La Collectivité a développé un projet d'information dynamique à destination des usagers de la rocade de Fort-de-France. Ce projet baptisé Inforoute a pour objet d'informer les usagers sur leurs temps de parcours et de développer une culture d'exploitation dynamique de la route. Il s'agit d'apporter une réponse aux difficultés de circulation sur la conurbation en par des informations d'aide à la décision.

Le système comprend actuellement quatre panneaux d'information des usagers ainsi qu'une page web de l'état du trafic en temps réel.

Les informations affichées s'appuient sur un réseau de dix balises de mesure de temps de parcours.

Le système Inforoute a vocation à informer les usagers des désordres pouvant survenir sur le réseau routier, alerter en cas de pollution de l'air, prévenir les usagers lorsque des travaux sont programmés et améliorer la réactivité des services en cas de blocage. Le système vise aussi à améliorer les comportements des usagers (horaires et déplacements) et à leur permettre de s'approprier la culture de l'exploitation dynamique de la route.

Trois autres panneaux devraient être implantés en 2018. L'extension du système à d'autres axes sera examinée (RN 5 - Autoroute : Echangeur de Carrère - Echangeur de Dillon / RN 2 : Case Pilote - Schœlcher / RN 1 : Robert - Echangeur du canal du Lamentin).

Par ailleurs, l'information sur la praticabilité des routes liée aux chantiers de la CTM paraît de manière hebdomadaire dans le France Antilles et est mis en ligne depuis octobre 2017 sur le site de la CTM et sur son Facebook.

Un projet de mise en ligne de l'information sur les chantiers de la CTM est également en cours de réflexion.

FINALITE 2°: LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, DES MILIEUX, DES RESSOURCES AINSI QUE LA SAUVEGARDE DES SERVICES QU'ILS FOURNISSENT ET DES USAGES QUI S'Y RATTACHENT

Les biens et services apportés par la biodiversité sont innombrables et pour la plupart irremplaçables.

Il est urgent, si l'on souhaite léguer aux générations futures une planète vivable, de préserver au maximum la diversité biologique et de mettre en œuvre une gestion raisonnée des milieux et des ressources naturelles.

La perte en biodiversité ne concerne pas uniquement la disparition de grands mammifères emblématiques, mais bien tous les services rendus par la nature : productivité des sols, pharmacopée... L'eau est également un bien commun de l'humanité qu'il convient de préserver car elle est soumise à de nombreuses pollutions interdisant certains usages, notamment pour l'alimentation humaine ou animale.

I - PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

En Martinique, les milieux sont riches et variés mais soumis à une forte pression des activités humaines.

La Martinique appartient à l'un des 34 « hot spots » de la biodiversité mondiale, celui des îles la Caraïbe. En effet, ces îles se caractérisent par une grande richesse en biodiversité mais celle-ci est particulièrement menacée par l'activité humaine.

En Martinique, les aires forestières et naturelles renferment une biodiversité exceptionnelle, ayant conduit à des classements tels que des Réserves Biologiques Intégrales (RBI), des Réserves Naturelles Nationales et Régionales ainsi qu'à la création du périmètre du Parc Naturel de Martinique (PNM). Certains massifs forestiers, comme celui des Pitons du Carbet, contribuent à l'essentiel des ressources en eau potable de l'île.

Sites également de production de bois (Mahogany) en cours de diversification (Courbaril, Bois Cote...), ces forêts n'ont pas comme seul atout la biodiversité.

L'attrait touristique porté par l'histoire éruptive et la géologie du volcan de la Montagne Pelée, les sites d'accueil et les sentiers de randonnée en font à la fois un espace de valeur constitutif du cadre de vie des habitants, un « produit d'appel » très attractif économiquement, et donc aussi un candidat à diverses labellisations (UNESCO, agrément « Itinéraires de Promenade et de Randonnée », « grandes randonnées »).

Devenue désormais le premier propriétaire forestier de la Martinique, grâce notamment aux 11 184 ha de forêts de l'ex-Département en nue et pleine propriété, la CTM dispose également d'outils financiers et juridiques (Espaces naturels Sensibles ou ENS, Plan des itinéraires de promenade et de randonnée) lui permettant d'intervenir sur la totalité de la forêt publique martiniquaise, y compris sur la Forêt Domaniale du Littoral (FDL, 1 826 ha). Les forêts privées (2/3 de la forêt martiniquaise) sont également concernées car traversées par le réseau de sentiers de randonnée.

Des menaces pèsent sur la biodiversité de l'île, qui résultent pour l'essentiel :

- de l'anthropisation des espaces : pression démographique, urbanisation non maîtrisée, pollutions de toutes natures, aménagements balnéaires et touristiques, extension agricole ;
- des dégradations liées aux phénomènes naturels : érosion, glissements de terrains, ondes tropicales et cyclones, changements climatiques... ;
- et plus marginalement, du prélèvement d'espèces rares collectionnées par les botanistes amateurs de Martinique et le passage d'étudiants, stagiaires ou collectionneurs divers.

Chiffres clés

- ☐ 15 500 ha environ de forêts publiques comprenant les forêts territoriale, territoriale-domaniale, domaniale du littoral et celle du Conservatoire du Littoral.
- ☐ Un réseau d'une trentaine de sentiers de promenade et de randonnée.
- ☐ Environ 72 aires d'accueil touristique situées en forêts territoriale-domaniales et littorales.
- ☐ 70 cours d'eau pérennes.
- ☐ 3 Réserves Biologiques Intégrales (Montagne Pelée, Pitons du Carbet et Prêcheur-Grand Rivière).
- ☐ 2 Réserves Naturelles Nationales (RNN de la Caravelle et RNN des Ilets de Sainte-Anne).
- ☐ 1 Réserve Naturelle Territoriale Marine Albert Falco (RNTM du Prêcheur).
- ☐ 1 Réserve Naturelle Territoriale en cours de création, la baie de Génipa.
- ☐ 1 territoire classé en Parc Naturel Régional : 2/3 de la Martinique.
- ☐ 1 site RAMSAR, l'étang des Salines (zone humide d'importance internationale).
- ☐ 23 Arrêtés de protection de biotope.
- ☐ 4 sites classés.
- ☐ 10 sites inscrits.
- ☐ Près d'une quarantaine d'espèces floristiques (phanérogames) endémiques.
- ☐ 7 espèces faunistiques endémiques strictes de la Martinique, hors insectes et gastéropodes terrestres (4 reptiles terrestres, 1 amphibien, 1 oiseau sédentaire nicheur et 1 mammifère terrestre).

Des politiques de la CTM volontaristes et exemplaires sur plusieurs thématiques

❖ **Aires Volcaniques et Forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique** : projet d'inscription d'un bien martiniquais sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Ce projet de territoire vise à inscrire une partie de la Martinique (le Piton Mont Conil, la Montagne Pelée, les Pitons du Carbet et du Morne Jacob) sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, dans une dynamique de développement durable mais aussi de promotion et d'attractivité du territoire.

Ainsi, les objectifs de l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO sont à la fois environnementaux (*protection et gestion environnementale*), touristiques (*augmentation des flux*) mais s'inscrivent également dans une dynamique de développement humain autour du rassemblement pour la valorisation de notre environnement et du rapport que nous entretenons avec les paysages de nature.

Ces sites constituent un hotspot mondial de biodiversité, caractérisé par une coévolution géologique et biologique qui a conduit à une grande diversité des milieux et un endémisme majeur.

Ce projet est porté par le Parc Naturel de Martinique, mandaté par la CTM et l'État.

❖ **Projet de Réserve Naturelle Régionale (RNR) en Baie de Génipa**

La mangrove de Génipa, d'une superficie de 1 000 ha (soit 65% des mangroves martiniquaises), est la plus grande mangrove de type alluvionnaire de la Martinique.

La baie de Génipa se caractérise par une biodiversité terrestre et marine remarquable : grande diversité d'espèces animales et végétales dont certaines sont rares, endémiques et/ou protégées. Elle apparaît originale sur le plan paysager.

Cependant, cette baie est affectée par des activités humaines telles que l'urbanisation, l'agriculture et l'industrie, générant des pollutions physique, chimique, organique et microbiologique. Il convient donc de protéger cette baie exceptionnelle. De nombreux outils de protection d'espaces naturels existent.

Après analyse, le statut de réserve naturelle régionale semble mieux répondre aux objectifs de protection de la baie de Génipa : proximité avec les instances locales de décision, besoin de gestion du milieu et des activités, de mise en cohérence des gestionnaires...

L'ex-Région a confié au Parc Naturel de la Martinique la réalisation des études nécessaires à la création d'une Réserve Naturelle Régionale (RNR) en baie de Génipa. Le dossier de classement en RNR de cette baie a été approuvé par la CTM en mai 2017, afin de procéder aux consultations réglementaires.

❖ **Opération Grand Site sur Sainte-Anne**

La démarche Opération Grand Site (OGS) actée le 15 avril 2013 par la Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) sur le site classé des Salines à Baie des Anglais se poursuit.

Une étude sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité Territoriale de Martinique a été lancée en 2015. Elle se déroule en 4 phases :

- phase 1 : diagnostic territorial
- phase 2 : stratégie territoriale
- phase 3 : définition d'un programme d'actions
- phase 4 : tranche opérationnelle pour l'accueil et la restauration paysagère du secteur des Salines.

La phase 1 de diagnostic territorial a été validée par le comité de pilotage en présence de Monsieur le Maire de Sainte Anne.

Deux réunions publiques ont permis de présenter aux habitants de Sainte-Anne le diagnostic réalisé et d'expliquer la démarche « grand site » avec trois invités pour témoigner des atouts de cette démarche. Ces réunions publiques, ainsi que la balade commentée ouverte au public, ont été reçues très positivement par la population de Sainte-Anne.

En tant que maître d'ouvrage, il appartient à la CTM de valider formellement ce diagnostic et d'initier la phase 2 « stratégie territoriale », en tenant compte des problématiques d'accueil du public sur ce site emblématique (stationnement, sécurité, gestion des déchets, réorganisation nécessaire des emplacements des concessionnaires liée à l'érosion de la plage).

❖ **Amélioration de la connaissance et outils de diffusion de la biodiversité.**

Deux importants projets bénéficient de fonds européens et de la collectivité territoriale :

- l'Observatoire Martiniquais de la Biodiversité créé grâce à un large processus de concertation. Il est mis en œuvre par le Parc Naturel de Martinique, avec le lancement du site internet en 2017. Il a pour mission de :
 - Mutualiser les données relatives à la biodiversité en Martinique,
 - Mettre à disposition des collectivités, des professionnels et du grand public les connaissances actualisées dans le domaine,
 - Évaluer les pressions exercées sur la biodiversité et les réponses apportées,
 - Suivre les évolutions de la biodiversité sur la base d'indicateurs,
 - Développer la recherche et l'acquisition de connaissances opérationnelles sur la biodiversité en :
 - Complétant le savoir sur les espèces patrimoniales,
 - Améliorant les acquis sur les écosystèmes et leurs fonctionnalités,
 - Maintenir et renforcer le niveau d'expertise locale par la réalisation d'études d'inventaires, de dynamique des populations et des écosystèmes (oiseaux marins, ou migrateurs, des études sur la dynamique végétale) au regard des paramètres abiotiques (changements climatiques) ou biotiques (urbanisation...).

Dans le futur, l'Observatoire Martiniquais de la Biodiversité (OMB) pourra revêtir des compétences élargies afin d'aider à une meilleure préservation de la biodiversité à l'échelle de notre territoire. Ainsi, cet outil pourrait à titre d'exemple définir des modèles d'évolution et favoriser les échanges entre les différents acteurs de la biodiversité.

- le Museum National d'Histoire Naturelle pour la campagne d'inventaire de la faune et de la flore marine côtières de Martinique. La première phase d'inventaire est terminée et les travaux d'analyse des échantillons sont en cours.

❖ **Musée du Père Pinchon (MPP)**

Le Musée du Père Pinchon a été inauguré en décembre 2017.

- **Présentation :** Le projet muséographique veut montrer, au travers de 35 années de recherches, les collections réunies par le Père Pinchon tant dans leur diversité que par leurs richesses. Celles-ci regroupent des collections d'histoire naturelle, d'archéologie et d'ethnographie. Le musée possède près de 10 000 pièces, ouvrages et espèces animales ce qui constitue un fonds unique aux Antilles Françaises.
- **Objectifs :** Le MPP est riche de possibilités qui le placent comme l'un des pivots de la politique régionale muséale en matière de connaissance et de valorisation de la biodiversité de Martinique.

Il devrait être :

- un nouveau lieu culturel mettant en exergue la vie du Père Pinchon à travers la mise en valeur muséographique de ses collections en vue de les faire connaître du grand public et de les mettre à la disposition des chercheurs ;
- un lieu pédagogique dont la mission doit être menée en étroite collaboration avec l'Éducation Nationale et complémentaire des actions menées par le Parc Naturel pour une meilleure sensibilisation à la préservation de la faune et de la flore ;
- un centre de conservation qui assurera la sauvegarde des collections mais qui sera aussi l'un des principaux relais de vulgarisation de la législation concernant les espèces protégées et la sauvegarde de notre biodiversité. Il devra participer à la formation des techniciens de la conservation et devra initier à la conservation préventive des collections d'histoire naturelle ;
- un centre culturel dynamique proposant en plus des collections permanentes des expositions temporaires, films, ateliers pédagogiques, etc.
- un lieu à rayonnement caribéen et international car possédant les collections les plus complètes sur la biodiversité des Petites Antilles avec parfois des exemplaires d'animaux uniques au monde.
- Partenaires de la CTM : État (Ministère de la Culture) et Europe.

II - GESTION DE LA RESSOURCE EAU

Le Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE)

La Collectivité Territoriale de Martinique est le maître d'ouvrage du Périmètre Irrigué du Sud Est (PISE), système hydraulique permettant le développement de l'agriculture dans le sud-est de la Martinique.

Le PISE dessert sept communes : Robert, Ducos, Saint-Esprit, François, Vauclin, Marin, Sainte-Anne. La capacité totale d'irrigation du PISE représente 4 500 ha. Actuellement, 475 abonnés ont un contrat de fourniture d'eau avec le PISE pour une surface totale irriguée de 3 100 ha.

Les spéculations sont : la banane (55 %), le maraîchage (16 %), la savane (14 %) et autres (15 %). L'unité de production du PISE permet de répondre au développement économique de l'activité agricole dans le sud-est de l'île en garantissant de manière pérenne la distribution d'eau aux agriculteurs toute l'année.

Les orientations proposées pour l'année 2018 visent à :

- à sécuriser la production et la distribution aux usagers (qualité et quantité) ;
- à assurer la pérennité et la conservation du patrimoine ;
- à optimiser le coût d'exploitation du PISE ;
- à étudier les perspectives pour le PISE (extension) et hors PISE (schéma directeur d'irrigation).

A titre d'exemple les mesures ci-après :

- le remplacement de portions de réseaux, de vannes de vidange, de ventouses, et équipement annexes, pour garantir un rendement optimal du réseau ;
- le remplacement de 5 pompes, à la station de la Lézarde et à la station de la Manzo ;
- le suivi de la qualité de l'eau de la retenue Manzo ;
- les travaux de mise aux normes sismiques sur les ouvrages du PISE à poursuivre : réservoir de Deux Terres, évacuateur de crue, réservoir de Croix-Rivail, dessableur, station pompage Lézarde.
- fin du diagnostic énergétique des installations qui a été engagé sur le PISE en 2017 en concertation avec EDF.

Un outil spécifique : le réseau d'irrigation collectif sur le terrain de Nouvelle Cité à Rivière-Salée

La Collectivité Territoriale de Martinique est propriétaire de parcelles agricoles situées sur le territoire de la commune de Rivière-Salée au quartier Nouvelle Cité. Ces terres sont mises en location auprès d'agriculteurs. Ces exploitations ne disposent pas de ressources en eau suffisantes pour l'irrigation et la pleine valorisation des surfaces allouées.

La collectivité a décidé d'investir dans la réalisation d'un système hydraulique visant à permettre le développement de l'agriculture dans ce secteur.

Ce réseau permettra de desservir une quinzaine d'exploitations. La superficie irrigable est de l'ordre de 100 ha. Les spéculations sont la canne, le maraîchage, le vivrier, la prairie, l'élevage.

Ce système basé sur 3 forages en eau souterraine permettra de satisfaire des besoins de l'ordre de

135 000 à 190 000 m³ sur une hypothèse de période sèche de 5 à 7 mois par an.

Le projet consiste en la création d'infrastructures de pompage et de distribution de l'eau jusqu'à la parcelle des irrigants.

Fin 2017, il est prévu de passer un marché pour la réalisation de la phase 1 de l'opération : travaux d'aménagements des forages, pose des canalisations de distribution et installation des panneaux photovoltaïques pour l'alimentation électrique du réseau d'irrigation.

La maîtrise d'œuvre a démarré en 2017 pour la phase 2 de l'opération, visant à construire 3 réservoirs complémentaires : 1 réservoir de mélange et tampon (600 m³), et deux réservoirs de distribution d'eau (1 200 m³ et 250 m³). Il est prévu de démarrer ces travaux en 2018. Les études préalables sont achevées. Les travaux seront réalisés en 2018. Cette opération est financée par le Plan de Développement Rural de la Martinique.

Fédération de l'ensemble de la profession agricole et des décideurs autour des enjeux liés à la gestion de la ressource eau

Il est primordial de développer une stratégie de maintien de l'irrigation afin de sécuriser les revenus, notamment des petites et moyennes exploitations, par la maîtrise de la qualité des produits et par la régularité des rendements des cultures de diversification.

L'objectif est de disposer, pour les prochaines décennies, d'un outil d'aide à la définition d'une politique de gestion quantitative de l'eau à usage agricole. Il est proposé de procéder à l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Irrigation de la Martinique (SDIM), qui pourrait être un outil d'aide à la définition de politiques de gestion quantitative de l'eau à usage d'irrigation pour les différents partenaires impliqués dans les actions du développement agricole.

Production d'eau potable

La Collectivité Territoriale de Martinique est maître d'ouvrage de l'Unité de Production d'Eau Potable de la Capot (UPEP Capot).

Cette unité comprend une prise d'eau en rivière Capot, une usine de traitement d'eau à Vivé, une conduite d'adduction d'un linéaire d'environ 25 km, des ouvrages et équipements connexes (station de pompage, réservoir, surpresseur, ouvrages hydrauliques).

Elle permet d'alimenter toute la façade Atlantique soit environ 100 000 habitants.

La production de cette unité représente en moyenne 12 % de la production totale d'eau en Martinique, estimée aujourd'hui à 110 000 m³ par jour. Elle représente près de 30 % de la production en période de sécheresse.

Environ 4 millions de mètres cubes d'une eau de qualité conforme aux normes en vigueur, sont livrés chaque année aux collectivités clientes.

Les collectivités clientes sont en charge de la distribution à leurs abonnés de l'eau potable issue de l'UPEP de la Capot. Cette eau leur sert d'appoint en complément de leur propre production, notamment en période de carême où les ressources sont affaiblies.

L'UPEP de la Capot est primordiale pour l'alimentation en eau potable de la population, et elle sert de secours dans des circonstances particulières (sécheresse et/ou casses sur les autres unités de l'île). Elle est indispensable à la sécurité de la production d'eau potable du territoire.

Les actions proposées pour l'année 2018 visent à :

- sécuriser la production et la distribution aux usagers sur les plans quantitatifs et qualitatifs ;
- assurer la pérennité et la conservation du patrimoine ;

- optimiser les coûts d'exploitation ;
- définir l'évolution de la gestion de l'UPEP Capot.

Hormis les programmes de maintenance et d'exploitations, on peut citer les opérations suivantes :

- Environ 400 tonnes par an de boues issues de l'usine de Vivé sont éliminées à l'installation de stockage de déchets non dangereux de Céron à Sainte-Luce (après vérification de leur conformité). Une installation de séchage des boues visant à diminuer les volumes de boues et le coût de leur élimination est en cours d'étude.
- Le poste de dépenses en électricité de l'UPEP Capot peut faire l'objet d'économies. Un diagnostic énergétique des installations sera engagé en 2018 en concertation avec EDF.
- Lors de la reconstruction de l'usine en 2005, la majeure partie des bâtiments a été construite aux normes parasismiques. Cette mise aux normes des équipements a été poursuivie en 2013 et 2015 (reconstruction de l'ouvrage d'arrivée d'eau brute et de rupture de charge à l'usine, construction d'une passerelle support de la conduite de franchissement de la rivière Sainte-Marie). Il reste à sécuriser les installations (dessableur, réservoirs, station de pompage). En 2017, les études avant-projet visant à moderniser et à mettre aux normes sismiques le dessableur ont été achevées.

III - PROMOUVOIR UNE PECHE DURABLE ET EFFICACE EN TERMES DE RESSOURCES

La pêche à la Martinique se pratique de façon artisanale. La flottille est composée essentiellement de yoles en résine armée ou en plastique qui concerne environ 950 marins-pêcheurs, de bateaux pontés de 11-12 m (8) et de bateaux supérieurs à 12 m (8).

Les Martiniquais sont fortement consommateurs de poisson mais l'appauvrissement des ressources, les conditions météorologiques difficiles (houles) et les structures artisanales impactent la production locale qui ne peut assurer un approvisionnement régulier et suffisant.

La pêche de poisson pélagique reste, quant à elle, soumise à une forte variabilité des captures. Son exploitation rationnelle peut cependant se développer par la mise en place de Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) sur la bande côtière.

Les infrastructures portuaires et maritimes de la CTM

Le patrimoine portuaire et maritime de la collectivité est composé de :

- 5 ports de pêche : Case-Pilote (Bourg), Vauclin (Pointe-Faula), François (Anse Bateau), Anses d'Arlet (Petite Anse) et Grand-Rivière (Bourg) ;
- 2 ports de pêche et de commerce : Marin(Bourg) et Trinité (Cosmy) ;
- 17 APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial) : Prêcheur (Charmeuse), Saint-Pierre (Bourg), Schœlcher (Fonds Lahaye), Lamentin (Calebassier), Ducos (canal), Diamant (Taupinière), Sainte-Luce (Bourg), Rivière-Pilote (Poirier), Marin (Duprey), Sainte-Anne (Bourg et Cap Chevalier), François (Canal), Trinité (Tartane), Sainte-Marie (Bourg), Marigot (Bourg), Basse-Pointe (Bourg) et Robert (Bourg) ;
- 25 appontements destinés prioritairement au transport maritime de personnes.

La Collectivité poursuit sur ces sites sa politique d'investissement destinée à offrir aux professionnels toutes les conditions requises pour exercer leur activité et assainir le littoral. Il s'agit également d'en faire des espaces de développement d'activités contribuant à la structuration d'une économie bleue.

Principales actions menées en 2017

- Etude de caractérisation des sédiments des ports de pêches de Grand-Rivière, Vauclin et François ;
- Diagnostic des machines à glace et lancement d'une consultation pour leur remise en état ;
- Lancement du diagnostic sur l'éclairage public des Ports et APIT en vue d'économie d'énergie ;
- Permis de construire déposé pour l'aménagement des superstructures du port de Grand-Rivière ;
- Démarrage des travaux du poste de relevage pour le traitement des effluents de l'APIT du François ;
- Démarrage des travaux sur le port de pêche du Marin (hall de vente, chambre froide, abris pêcheurs, etc.) pour améliorer les conditions de vente du poisson.

Perspectives

La forte demande en produits de la mer par la population, ainsi que les ressources sous exploitées de pélagiques, laissent à penser que les métiers de la mer constituent un vivier d'emplois, pour les jeunes Martiniquais. Des dispositifs visant à les y attirer devront être soit mobilisés, soit recherchés.

L'objectif est de structurer et de développer toute la filière pêche, depuis la capture jusqu'à la commercialisation, en passant le cas échéant par la transformation des produits offrant ainsi des opportunités d'emplois durables aux jeunes et/ou de reconversion aux plus âgés.

Parallèlement à cette démarche, il convient de consolider la population de marins-pêcheurs déjà en activité, en facilitant et en sécurisant leurs conditions de travail, notamment sur les infrastructures et équipements de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Cela se traduit pour la collectivité par la remise à niveau du parc de machines à glaces (réparations Trinité, Petit-Anse ou remplacement pour celles qui sont obsolètes comme au François) et l'installation de chambres froides supplémentaires.

Compte tenu de la sensibilité de ces équipements, un outil de gestion adapté, type délégation de service garantissant aux professionnels un service de qualité continu, sera étudié pour les machines à glaces et les chambres froides en prenant beaucoup plus en compte le volet maintenance préventive.

La collectivité poursuivra également ses efforts en termes de grosses réparations des infrastructures et superstructures existantes en vue de l'amélioration des conditions de travail des professionnels et de la sécurité (abris pêcheurs, étals de vente, halles de ramendage, appontements etc.).

Un effort particulier devra être porté sur les infrastructures portuaires eu égard notamment aux dégâts subis par les derniers ouragans. L'accent sera aussi porté sur la maintenance et la propreté des ports de pêches et APIT ainsi que le dragage des ports de pêches du Vauclin et du François.

Certains professionnels ont une activité pluridisciplinaire. A titre d'exemple le pesca-tourisme. Les aménagements portuaires contribuent à l'assainissement du littoral et à l'intégration des installations dans leur environnement. L'accent sera mis en 2018 sur l'entretien et la maintenance de ces sites afin de les rendre attractifs pour le public, par ailleurs client des marins-pêcheurs.

Les aménagements portuaires correspondent bien aux caractéristiques de la petite pêche artisanale raisonnée. Toutefois, la mise en œuvre de ces aménagements devrait désormais s'envisager :

- dans une logique de sites géographiques, en recherchant des économies d'échelle par une rationalisation des équipements portuaires : modernisation technologique des installations portuaires existantes pour améliorer les conditions de travail et de sécurité ; mise en réseau numérique et mutualisation de certains équipements ;
- en accompagnant la transition écologique et énergétique des ports de pêche en finançant :
 - une étude diagnostic des flux de polluants et de déchets, produits ou transitant par le site portuaire, pour identifier les origines, la nature, et l'impact des nuisances sur l'environnement, et faire la description exhaustive des solutions ainsi que des équipements portuaires et de gestion des déchets déjà existants ;
 - des équipements destinés notamment à collecter et trier les déchets solides et liquides issus de l'activité portuaire, à traiter les effluents : eaux, sédiments ;
 - des équipements à faible consommation d'énergie ou l'emploi d'énergies renouvelables ainsi que des techniques simples de gestion de l'eau potable et de vigilance par rapport aux fuites.

IV - MATNIK'AGRI : VERS UNE AGRICULTURE DIVERSIFIEE ET DURABLE

Près de trente ans après les dernières Assises de l'Agriculture et sept ans après les Etats Généraux de l'agriculture organisés suite à la crise de 2009, la situation agricole de la Martinique a considérablement évolué. La CTM a donc décidé d'inviter les martiniquais à s'exprimer sur l'agriculture qu'ils souhaitent. Une enquête générale a été lancée en ligne afin de recueillir avis et propositions sur l'avenir de l'agriculture.

La Collectivité Territoriale a ensuite organisé, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, les Assises de l'agriculture les 5 et 6 décembre 2017. L'ensemble des acteurs du secteur (agriculteurs, partenaires publics, politiques, consommateurs, étudiants ...) ont pu exprimer leurs avis et projets afin d'aboutir à des choix raisonnés et partagés.

Le salon Matnik'Agri qui sera organisé par la CTM, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, en avril 2018 sera une fenêtre ouverte sur une agriculture diversifiée et durable au travers de six axes :

- L'engagement des agriculteurs dans des pratiques et des productions agricoles durables ;
- La diversité des formes d'agriculture, des métiers et activités agricoles ;
- La valorisation des produits agricoles via la micro- transformation et les industries agro-alimentaires ;
- La prévention et la gestion des risques majeurs : un enjeu prioritaire ;
- La valorisation des déchets agricoles comme levier de croissance.

V - AUTRES ACTIONS DE LA CTM

Chartes internes

Dans un souci de participer au quotidien au développement durable de la Martinique, des chartes de bonne conduite écologique sont élaborées par des agents, à l'instar de la circonscription sud caraïbe. Partant de ces initiatives, la CTM s'engagera dans la diffusion d'une charte de bonnes pratiques afin de sensibiliser aussi bien les agents que les usagers.

Des pratiques écoresponsables

On peut citer la généralisation de copieurs et d'imprimantes réalisant du recto/verso et la limitation des copieurs en couleurs ainsi que les équipements informatiques ayant le label «Energy Star».

Afin de respecter l'environnement, les véhicules exposés à des produits phytosanitaires sont nettoyés à sec. La rationalisation du parc automobile et des consommations de carburant se poursuit.

Un véhicule hybride a été acheté à titre de test. Les appels d'offres seront ouverts aux évolutions technologiques en la matière. De plus, la formation des agents à une conduite économe sera reprogrammée.

Par ailleurs, les périodes d'élagages des espèces mellifères sur le patrimoine de la CTM sont fixées en concertation avec les apiculteurs afin de respecter l'équilibre naturel.

Diffusion de la culture du développement durable

Des actions de sensibilisation sont mises en place par les travailleurs sociaux comme par exemple « Ménage au naturel ». Cette opération à destination des usagers du Centre Médico-Social de Godissard a pour objectif, non seulement de diminuer le poste « ménager » des familles précaires mais aussi de valoriser les produits naturels « faits maison ».

Autre exemple, « le temps d'un petit déj: le jardin familial créole ». L'objectif est de sensibiliser à l'autonomie alimentaire en valorisant les produits locaux. Suite à cette action initiée par des travailleurs sociaux avec l'aide d'un ingénieur agricole, des jardins créoles ont été réalisés y compris sur des balcons.

FINALITE 3 : LA COHESION SOCIALE ET LA SOLIDARITE ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GENERATIONS

Le développement ne peut être durable que dans l'équilibre au niveau de la société et du territoire. Intervenant sur l'ensemble de la Martinique, la CTM est la collectivité majeure de l'action sociale, qui est l'un des piliers du développement durable. Son action touche toutes les couches de la population, des enfants aux personnes âgées, en prenant soin des publics en difficultés. Son implication dans l'éducation et la formation professionnelle ainsi que dans le domaine économique participent également à cet équilibre.

I - ÉDUCATION

Garantir les conditions de sécurité et d'hygiène

Une étude de faisabilité est en cours pour l'accompagnement des établissements de second degré dans la mise en place des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS) qui formalisent les contraintes réglementaires spécifiques.

En ce qui concerne les déchets d'équipements électroniques et électriques, les marchés de la CTM prévoient qu'ils soient récupérés par les entreprises titulaires.

Améliorer la qualité de la prestation scolaire

La lutte contre le gaspillage alimentaire se poursuit avec la sensibilisation de nouveaux établissements. Par ailleurs, un marché a été lancé en 2017 pour l'harmonisation de la tarification de la restauration dans les établissements publics locaux d'enseignement.

Lutte contre le décrochage scolaire

Afin d'aider les élèves en difficulté, la CTM a mis en place une plateforme de soutien scolaire en ligne qui compte actuellement plus de 6 200 enfants abonnés. De plus, la collectivité soutient financièrement les actions d'accompagnement des élèves par des associations dans 7 collèges.

Actions éducatives

La CTM a soutenu à hauteur de 230 000€ les projets éducatifs et culturels de 15 collèges, 30 lycées et 4 associations.

L'action « Vive ensemble », qui consiste à organiser des activités (sportives, artistiques...) durant la pause méridienne dans 8 collèges est aussi subventionnée par la collectivité ainsi que la « médiation par les pairs » mise en place par 7 collèges.

Le dispositif « Culture et collèges » a été reconduit en 2016 - 2017 pour 500 élèves volontaires de 11 collèges. Il permet de démocratiser l'enseignement artistique. Des ateliers de danse, musique, théâtre et conte ont été animés par des artistes confirmés. Le travail a été restitué par les collégiens sur la scène de Tropiques Atrium en juin 2017.

Par ailleurs, la CTM prend en charge le déplacement des élèves dans le cadre de l'opération « Un livre un débat ». L'objectif est de favoriser l'accès des jeunes à la culture et de permettre leur ancrage dans le passé et l'identité martiniquais au travers d'éclairages avec des auteurs d'écrits présentant un intérêt patrimonial, sociologique ou historique. C'est ainsi que des collégiens ont pu discuter avec Gesner MENCE sur « L'affaire de l'O.J.A.M. ou le complot di mardi gras » et avec Isambert DURIVEAU sur « Le lasotè ou l'originalité de la culture de l'entraide dans l'espace rural martiniquais ».

Conforter la prise en charge de publics spécifiques

On peut citer :

- la reconduction du plan territorial école-handicap, outil intégrant le projet personnalisé de scolarisation des élèves présentant des troubles des fonctions cognitives, motrices et sensibles ;
- le dispositif «Classe relais », accueil temporaire des collégiens en risque de marginalisation scolaire qui se poursuit pour 2 classes de collèges et devrait être élargi ;
- le financement du transport pour 600 élèves et étudiants en situation de handicap.

Déploiement du numérique

Conformément aux préconisations des schémas stratégiques, la collectivité territoriale poursuit l'amélioration des infrastructures numériques des EPLE en lançant les marchés nécessaires à l'acquisition de serveurs permettant aux élèves de bénéficier des dernières avancées technologiques.

De plus, la CTM met à la disposition des établissements des équipements informatiques mobiles conformément au plan numérique éducatif lancé et financé par le ministère de l'éducation nationale, en partenariat avec l'académie de Martinique.

Organisation du salon de l'Information, des Métiers et de l'Orientation pour les lycéens (FORMEO)

Cette action de la collectivité permet d'accompagner les lycéens et étudiants dans leur orientation professionnelle.

Quelques chiffres : 150 exposants, 130 formations présentées, une quinzaine de conférences, 40 intervenants professionnels et environ 12 000 visiteurs. Cette manifestation sera reconduite en 2018.

Aide aux étudiants

Considérant que l'enseignement supérieur est au cœur de l'avenir d'un territoire et constitue une priorité majeure de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique, la collectivité contribue à la réussite des étudiants inscrits dans un cursus post-bac et rencontrant des difficultés financières de manière ponctuelle.

Un règlement transitoire d'aides pour études supérieures a été mis en place afin d'en améliorer la mise en œuvre.

La campagne 2017-2018 est en cours : 1 600 dossiers ont été examinés. L'accompagnement des étudiants sera renforcé par l'amélioration continue des dispositifs existants et par la mise en place de nouveaux dispositifs.

Pour le dispositif mobilité Canada, la collectivité a mobilisé 126 000€.

De plus, 95 bourses ont été allouées par la CTM pour les formations culturelles et artistiques : musique, danse, théâtre, arts visuels et audiovisuels.

La CTM accompagne aussi les lycées dans leurs projets d'actions collectives en faveur des étudiants inscrits dans un cursus post-bac.

Favoriser l'entrepreneuriat des étudiants

Le dispositif PEPITE (Pôle Étudiants Pour l'Innovation, le Transport et l'Entrepreneuriat) qui fait l'objet d'un partenariat avec la technopole de la CACEM a été poursuivi. En outre, un séminaire sur la valorisation de la recherche aura lieu fin 2017.

Par ailleurs, la création d'une bourse CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche) fait l'objet d'un partenariat avec Martinique Développement.

Enseignement supérieur et recherche

Le partenariat avec les acteurs de l'enseignement supérieur et de recherche est renforcé par la signature de conventions et un soutien financier.

La CTM soutient le développement et l'activité du Pôle Universitaire de Martinique, notamment par une subvention de 1 100 000€ (investissement et fonctionnement).

La politique de site a pour objectif de favoriser un dialogue stratégique entre l'Etat, les établissements d'enseignement supérieur et la collectivité.

Elle prévoit la mise en œuvre d'une vision stratégique de moyen et long termes cohérente à l'échelle territoriale et se traduit par une coopération institutionnelle et scientifique qui tient compte des schémas votés par la Collectivité.

La concertation en cours avec l'Université devrait conduire à une vision intégrée et décloisonnée des dynamiques à l'œuvre sur le territoire avec l'implication des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, le soutien à l'IFMES (Institut de Formation aux Métiers Éducatifs Sanitaires et Sociaux), établissement professionnel dans le secteur social, éducatif, médico-social et du service à la personne, agréé par le Ministère des affaires sociales et la Collectivité de Martinique, s'est traduit par une dotation de 1 525 200€ au titre du fonctionnement de cet établissement.

La collectivité a également affirmé son partenariat avec le CHUM en accordant à celui-ci une dotation de 2 620 000 euros.

Cette subvention constitue une participation aux charges de fonctionnement des établissements de formations autorisées ou agréées par la collectivité : l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers et d'Aides-Soignants, l'École d'Infirmiers de Blocs Opératoires, l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes, l'École de Sages-Femmes.

Le projet du Pôle Universitaire de Santé (PUS) qui vise à accueillir dans des conditions optimales les étudiants inscrits dans les formations aux métiers de la santé (école de médecine, de sages-femmes et d'infirmiers) se poursuit, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la CTM.

Ce projet comporte 2 volets : un qui relève du Ministère de l'enseignement supérieur, un autre qui relève du Ministère de la santé. Ce projet de 22 M€ est à la phase DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). Le dossier de permis de construire sera déposé fin 2017. Cette opération bénéficie d'une démarche HQE (Haute Qualité Environnementale).

Par ailleurs, le forum « Sèvi o péyi » pour accompagner le vieillissement sera lancé en 2018. L'objectif est d'encourager le retour de jeunes diplômés et actifs des filières médicales et paramédicales ainsi que de faciliter l'exercice d'une première expérience en Martinique.

II - LA FORMATION PROFESSIONNELLE

49 actions de formation font l'objet d'appels d'offres lancés par la CTM. Afin d'en améliorer l'efficacité par une plus grande proximité, un allotissement géographique a été réalisé. Cette territorialisation permet de limiter les déplacements des stagiaires. Des indicateurs ont été mis en place afin de mesurer les actions en faveur de la mixité des publics et l'accessibilité des locaux. De plus, la CTM demande la prise en compte du développement durable dans l'organisation interne des organismes (déchets, gestion, consommation...).

La CTM participe à l'éducation au développement durable en rendant obligatoire un module sur ce thème.

Par ailleurs, la Collectivité et l'Europe soutiennent financièrement sept projets de formation de divers partenaires visant à augmenter les compétences du public actif ou à former des actifs non qualifiés.

IV – L’ACTION SOCIALE

Quelques dispositifs exemplaires

École – Famille – Quartier

Le dispositif École Famille Quartier (EFQ) a pour objectif la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire et ses corollaires. Le but est de proposer à des élèves de 6^{ème}, repérés en difficulté pour certains dès le CM2, un accompagnement socio-éducatif systémique comprenant des interventions simultanées et coordonnées sur les champs scolaires, familiaux et environnementaux.

L’organisation technique du dispositif repose sur une équipe pluridisciplinaire dédiée composée notamment d’éducateurs spécialisés et d’assistantes sociales. L’accompagnement d’une durée d’un an, non renouvelable, s’exerce de janvier à décembre.

Après 1 période d’expérimentation puis de mise en place dans 7 établissements, le dispositif est aujourd’hui étendu à 14 collèges. Deux cent élèves et familles sont ainsi accompagnés.

La mise en œuvre de ce dispositif s’appuie sur des partenariats formalisés avec l’éducation nationale, les familles et les associations de quartier.

Les interventions du dispositif École Famille Quartier auprès des enfants du collège ont pour but :

- de favoriser l’acquisition des compétences sociales et civiques nécessaires à la vie scolaire et citoyenne ;
- d’aider les élèves à développer leur autonomie et leur esprit d’initiative ;
- de contrecarrer les effets de la stigmatisation ;
- de résoudre les difficultés cognitives ou éducatives qui interfèrent avec la scolarité.

Pour ce faire, une étroite collaboration avec le collège est mise en place avec un référent désigné par le chef d’établissement.

Auprès de la famille de l’enfant suivi par le dispositif, l’équipe va traiter les problématiques sociales qui peuvent perturber la fonction parentale. Elle va instaurer ou restaurer la communication parents/école. Les professionnels vont s’attacher à redynamiser le ou les parents dans leur rôle auprès de leur enfant-élève et aussi à repositionner ces derniers en tant que partenaires clef de l’école, autour du projet scolaire de l’enfant.

Après avoir réalisé un diagnostic territorial, le dispositif EFQ va s’appuyer sur l’environnement de vie de l’enfant afin d’instaurer un partenariat avec les collectivités, les personnes ou associations de proximité pouvant contribuer à l’épanouissement intellectuel, culturel et sportif de l’enfant.

Il s’agit de lutter contre le décrochage scolaire, de créer les conditions favorables à une optimisation de l’assimilation des apprentissages chez les élèves et in fine l’amélioration de leurs résultats scolaires.

La prévention du décrochage scolaire étant un des axes du Programme opérationnel du Fonds Social Européen (FSE), le dispositif EFQ est, de fait, éligible à ce programme. Il est prévu, dans ce cadre, d’étendre le dispositif à 20 collèges.

L'extension du dispositif EFQ à l'école primaire est aussi envisagée car c'est dès les débuts de la scolarité que sont décelés et repérés les premiers signaux liés au décrochage scolaire.

De par son caractère innovant et compte tenu des résultats probants obtenus, le maintien de cet outil dans le cadre du volet prévention de la politique sociale et médico-sociale de la CTM s'avère important.

Vacances En Famille (VEF)

Le dispositif Vacances En Famille (VEF) initié depuis 20 ans par la délégation du Secours Catholique Martinique, s'est vu renforcé par l'intervention des conseillères en économie sociale et familiale (CESF) de la Collectivité Territoriale Martinique depuis 2012.

L'un des objectifs prioritaires de cette action est de réduire les inégalités sociales en permettant à des familles en situation de précarité et n'ayant jamais ou peu voyagé de profiter de vacances en famille et développer ainsi une relation parent- enfant plus forte.

Consciente de l'intérêt d'une telle action collective dans l'accompagnement social des familles martiniquaises, la collectivité a souhaité depuis 2015, s'investir davantage, en co-finançant le dispositif et en mettant à disposition ses professionnels, de la conception à l'évaluation de l'action.

46 adultes et 75 enfants ont bénéficié du dispositif Vacances en famille.

Ces vacances ont permis à l'ensemble des participants de s'épanouir et de s'échapper de la vie quotidienne. Cela leur a aussi donné la possibilité de construire d'autres liens que ceux du quotidien et de se ressourcer.

Les liens intrafamiliaux ont été renforcés ainsi que la solidarité avec les autres familles participantes.

Le projet de Vacances en Famille repose aussi sur l'idée que les vacances peuvent devenir pour les familles un élément déclencheur d'insertion. Le retour de vacances est une étape qui permet de mesurer l'impact de ses vacances dans son évolution personnelle et professionnelle. La dynamique enclenchée permet d'envisager d'autres actions d'insertion.

Dispositif Atout Inclusion

La modification du dispositif « Action Pluriactivité Poly-compétence Immersion » en projet « Atout Inclusion » a été adopté par l'Assemblée de Martinique le 26 juin 2017.

La Martinique connaît une situation d'urgence pour l'emploi des jeunes qui subissent une situation économique et sociale difficile. Le nouveau dispositif permet de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle active des jeunes en grande difficulté. Atout Inclusion est un dispositif expérimental visant la pluridisciplinarité des mises en situation professionnelle proposée aux jeunes. Il se déploie dans le cadre d'une ou plusieurs immersions en entreprise favorisant la culture de la poly activité et la poly compétence renforcée par une prise en charge individualisée des jeunes. Atout inclusion vise à améliorer leur niveau d'employabilité et leur autonomie sociale. L'objectif est de former 400 jeunes de moins de 25 ans sans emploi, ne suivant ni étude ni formation.

Cette opération bénéficie de fonds européens.

Ateliers d'indexation collaborative de la banque numérique des patrimoines martiniquais

70 animateurs bénévoles se retrouvent chaque semaine depuis octobre 2016 aux Archives pour indexer l'état civil numérisé. La base de données patronymique ainsi constituée permet aux personnes d'origine martiniquaise de retrouver plus facilement leurs racines.

Opération « Une tonne de bouchons, une tonne de solidarité »

Cette action de solidarité a été initiée par la circonscription Sud Caraïbe de l'action sociale. Il s'agit d'un partenariat avec l'association Bouchons d'amour afin de financer du matériel sportif ou médical pour les personnes en situation de handicap.

La collecte de bouchons ouverte aux usagers, agents et partenaires a permis de les sensibiliser aussi bien au tri et au recyclage qu'à la solidarité.

Quelques opérations cofinancées par la CTM et l'Europe

□ 6 dossiers PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) dont 3 pour la mise en œuvre et 3 pour l'animation, la coordination et la communication. Les conventions ont été signées en 2017 avec les porteurs de projet (CACEM, CAESM et Cap Nord). Le PLIE a pour mission d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi et menacés d'exclusion par la mise œuvre de parcours individualisés visant leur qualification et leur insertion professionnelle durable.

□ Un projet de l'ADIE Martinique visant à lutter contre la marginalisation par l'auto-entreprenariat. Il s'agit d'accompagner à la création d'entreprises dans une démarche individuelle d'accès à l'emploi.

□ 16 projets ACI (Ateliers et Chantiers d'Insertion) sont réalisés sur tout le territoire pour des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

V - UNE POLITIQUE D'ACHAT PERFORMANTE

Doter la Collectivité Territoriale de Martinique d'une politique d'achat performante est un des axes du projet de mandature.

L'objectif visé est l'ancrage de la Collectivité Territoriale de Martinique dans un achat durable, tourné vers sa politique de développement du territoire.

La commande publique présente un fort enjeu de maîtrise et d'optimisation des dépenses publiques tout en étant un vecteur important de développement durable au travers des actions économiques, sociales, culturelles et environnementales qu'elle impulse, l'accès des PME aux contrats publics qu'elle facilite, la création d'emplois qu'elle favorise, l'innovation qu'elle génère. La Collectivité Territoriale de Martinique aura alors au travers de ses actes de commande publique à relever un double défi :

- Optimiser ses achats de fonctionnement : il s'agira pour elle de réaliser dans son rôle de consommateur l'achat qui satisfait au mieux ses besoins, rationalise ses dépenses et soit conforme à sa politique d'achat.

L'optimisation de l'achat vise au travers de la rationalisation des dépenses de fonctionnement, un objectif majeur pour la CTM : le maintien en permanence d'un niveau d'autofinancement lui permettant de mieux faire face à ses dépenses d'investissement lesquelles se déclinent principalement en aides versées aux acteurs économiques et sociaux et en achats directs d'investissement.

- Faire de ses achats dits d'investissement un élément propulseur majeur de son action de développement et faciliter l'accès des petites entreprises à la commande publique.

Par ailleurs, l'ampleur des achats à réaliser par la CTM et la nécessité de les mettre au service d'un développement durable commandent qu'ils soient organisés au travers d'une politique de commande publique.

C'est tout le sens de la mission mise en œuvre depuis janvier 2017 par la collectivité et devant à terme conduire à la réalisation des actions suivantes :

- Définition de la cartographie des achats de la CTM (organisation des données portant sur l'achat de manière à mieux comprendre la structuration de celui-ci au niveau de la Collectivité) ;
- Établissement du Schéma Général d'Organisation des Achats (centralisation, décentralisation, etc.) de la CTM ;
- Détermination du corpus de règles propres à la CTM à mettre en place : principes, fonctions, acteurs ;
- Définition et/ou rationalisation des processus métiers à mettre en place et identification des besoins en termes de recrutement et/ou formation et/ou outils (tableaux de bord, documents types, guides de procédures, check-lists de contrôle, etc.) ;
- Ciblage des achats sur lesquels des économies sont possibles par famille d'achat, et identification des besoins transversaux ;

- Définition des objectifs à atteindre en termes de gains financiers, accompagnés d'indicateurs appropriés.
- Conception et mise en œuvre d'un plan stratégique d'achat, pour tous les achats présentant un intérêt stratégique, économique, social, environnemental... ;
- Mise en cohérence Nomenclature d'achat et plan stratégique d'achat;
- Prise

en compte de la dimension macro-économique de l'achat : définition des objectifs, stratégies générales, actions, indicateurs, moyens devant structurer une politique performante d'achat ;
- Organisation de la fonction Achat de la CTM en alliant la sécurisation juridique et l'efficacité de l'acte d'achat, la mise en œuvre d'outils de management et d'indicateurs pertinents, permettant, l'évaluation, le contrôle et l'amélioration continue du processus d'achat mais également, le pilotage le contrôle et l'évaluation de la politique d'achat ;
- Mise en place d'une démarche qualité pour les différents stades de la procédure d'achat (optimisation des délais ; amélioration continue des processus etc....),
- Préconisations quant au SI (système d'information) à déployer : logiciels, indicateurs, exportations sous tableaux Excel, interface entre les systèmes existants pour renseigner le pouvoir adjudicateur.

FINALITE 4° : L'EPANOUISSMENT DE TOUS LES ETRES HUMAINS

La déclaration de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio (juin 2012) indique que «les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature».

Les actions de la CTM dans les domaines de la culture et du sport entre autres participent pleinement à l'épanouissement des martiniquais.

I - LA CULTURE

L'action culturelle de la CTM a pour objectifs de :

- valoriser le patrimoine culturel et animer le territoire ;
- soutenir la création et la recherche artistiques ;
- marquer des temps forts de l'histoire de la Martinique.

Les principales actions ci-dessous participent à ces objectifs.

□ Tropiques Atrium, scène nationale, est financé à hauteur de 3 millions d'euros par la CTM sur un budget global de 3,7 millions d'euros dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens 2015 - 2017, en partenariat avec l'État. Cet Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC), bénéficiant du label Scène Nationale du Ministère de la Culture, programme environ 160 représentations par an.

□ Le festival Biguine Jazz, dont la 15^{ème} édition a eu lieu en août 2017 au Parc des Floralies, fait partie des événements culturels bénéficiant d'un soutien financier et logistique de la collectivité territoriale car il contribue à rendre la culture accessible à tous les publics.

□ Le projet « Passeur de mémoire » vise à créer une série de docu-fiction permettant de collecter, sauvegarder et transmettre le patrimoine immatériel de la Martinique, terre d'oralité. Elle permet de célébrer, de leur vivant, les dépositaires de notre culture par une diffusion sur les médias modernes. L'appel à projet a été lancé pour le premier épisode traitant du « bakwa » et du « bèlè ».

□ Des conférences, spectacles, défilés, marches et courses de VTT ont été organisés dans le cadre de la seconde édition de « Gloriyé septanm 1870 » en hommage aux insurgés du Sud. Près de 900 personnes ont participé au spectacle AM4 et aux conférences à Tropiques Atrium. Plus de 1 500 personnes étaient présentes à la « swaré bèlè » à l'habitation La Mauny.

□ Dans le cadre du programme culturel des Archives, des conférences ont été organisées sur l'histoire de la Martinique. En outre, une exposition de photographies de Mme Arlette Lameynardie sur la Martinique des années 1960 à 1980 a été ouverte le 6 novembre 2017. Elle permet de prendre conscience de l'évolution des modes de vie et d'habitat (agriculture, pêche, développement urbain...).

II - LE SPORT

Les activités sportives sont fortement soutenues par la CTM car elles contribuent à la santé et au bien-être de la population aussi qu'à la structuration de la vie sociale.

Assises du Sport

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a pour ambition de mener, en partenariat avec les autres collectivités territoriales, le mouvement sportif et le secteur privé, une politique volontariste visant à encourager les activités physiques et sportives, notamment à travers la pérennisation de l'action des ligues, comités, associations et sportifs martiniquais.

Pour la mise en œuvre de cette politique, la CTM a pris l'initiative d'organiser les Assises du Sport Martiniquais », qui se sont déroulées sur les mois de juin et juillet 2016. L'objectif étant, à partir d'un dialogue participatif, de :

- faire l'état des lieux et un partage d'expériences,
- passer en revue les multiples missions du sport martiniquais et définir les orientations à venir pour la mise en place, par la CTM, d'une véritable politique publique du sport.

Dans ce cadre, des commissions de rédaction, de suivi et d'évaluation ont été créées pour proposer et accompagner les actions qui seront réalisées. Conformément aux engagements de la CTM, les actes des Assises du Sport Martiniquais ainsi qu'un LIVRE BLANC DU SPORT MARTINIQUEAIS sont édités.

D'ores et déjà, les principales orientations retenues à l'issue des Assises du Sport Martiniquais trouvent leur traduction dans l'augmentation substantielle du budget alloué au sport par la CTM.

Les orientations suivantes ont été retenues :

- accompagner le sport santé,
- encourager la pratique des activités physiques pour les personnes en situation de handicap,
- favoriser l'insertion par le sport,
- pérenniser le soutien à la pratique sportive d'excellence,
- équiper les arts martiaux,
- développer les activités nautiques et aquatiques,
- encadrer la pratique des sports mécaniques,
- encourager les activités sportives en pleine nature,
- soutenir le football martiniquais,
- repositionner l'Institut Martiniquais du Sport,
- optimiser l'utilisation des équipements scolaires.

Le soutien aux intervenants

Les dispositifs de soutien aux ligues et comités sportifs, interlocuteurs privilégiés de la politique sportive de la CTM, seront améliorés dans une dynamique de partenariat.

Les associations sportives qui permettent l'accès au sport d'un grand nombre de martiniquais sont aussi aidées. En ce qui concerne les sportifs de haut niveau ainsi que l'élite régionale, les dispositifs sont pérennisés.

Enfin, la coordination et la planification des événements sportifs au niveau local et caribéen seront améliorés.

Les manifestations sportives de qualité seront privilégiées par la collectivité.

Les schémas

Afin d'optimiser les pratiques, des plans seront réalisés ou révisés. On peut citer le plan des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de pleine nature de Martinique et la révision du plan des itinéraires de promenade et de randonnées pédestres de Martinique.

Optimisation des équipements sportifs

La collectivité territoriale entretient et modernise en permanence ses huit équipements sportifs : la piscine Jean Bally, 2 stades, 1 gymnase, le parcours de santé de l'Espérance, le golf, l'hippodrome et l'Institut des Métiers du Sport.

Des travaux importants ont été réalisés cette année à la piscine, au stade Louis Achille ainsi qu'au golf.

La CTM aide aussi les autres collectivités dans la mise en place d'équipements sportifs structurants, afin d'assurer un maillage équilibré du territoire.

C'est ainsi que la CTM et l'Europe soutiennent financièrement la construction d'une piscine communautaire (CAESM) au Saint Esprit.

III - PREVENTION DES RISQUES MAJEURS

La prévention des risques majeurs comporte plusieurs volets : l'information, la sensibilisation, la planification et la formation. Toutes ces actions relevant des finalités du développement durable sont mises en place pour le bien-être de la population et du personnel de la CTM.

La vulgarisation de la culture du risque en interne et en externe

- Réalisation d'actions de prévention des risques majeurs, notamment du risque sismique hors et en milieu scolaire (écoles, collèges et lycées, grand public, personnel hospitalier...); les actions seront renforcées notamment par l'acquisition d'un nouveau simulateur de séismes ;
- Sensibilisation des foyers martiniquais à la mise en place d'un Plan Familial de Mise en Sécurité et à l'acquisition d'un kit d'urgence,
- Participation aux temps forts annuels et contribution au développement de la mémoire du risque auprès de la population et du personnel de la collectivité :
 - commémoration des séismes marquants notamment celui du 11 janvier 1839.
 - participation à l'exercice de simulation séisme/tsunami UE RICHTER CARAIBES 2017/ CARIBE WAVE (du 21 au 24 mars 2017), à la journée nationale des sapeurs-pompiers (24 juin 2017), aux Journées de sensibilisation du risque sismique REPLIK (14 au 20 octobre 2017), à la Fête de la Science (du 29 novembre au 02 décembre 2017).

Le développement de la coopération avec les principaux partenaires du domaine des risques

A travers la réalisation d'actions mais également le développement de plans et de programmes :

- l'évaluation et le développement de stratégies territoriales en matière de prévention et gestion des risques majeurs ;
- la participation aux réunions du groupe de travail Information préventive aux populations (pilotage Préfecture) ;
- la représentation de la collectivité au GIC-SATCAR (groupe intergouvernemental de coordination pour la mise en place du système d'alerte au tsunami et autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et autres régions adjacentes) ;
- le développement du projet de coopération caribéenne sur les risques majeurs COR²TEX (Caribbean Operations for Risk Réduction Trainings and Experiments) ;
- la poursuite des recherches menées dans le cadre du projet de recherche AGESARENAT (analyse comparative de gestion de crises) avec l'Université des Antilles ;
- la contribution à la gestion des fonds européens dans le domaine des risques majeurs et le domaine de l'innovation liés à ceux-ci ;

- la finalisation de l'étude de détermination de la submersion liée aux tsunamis en Martinique par simulations numériques emboîtées par le BRGM ;
- le suivi de la coordination du Plan Séisme Antilles 2 et la mise en œuvre des actions immatérielles (formation des artisans BTP au parasismique, aide au renforcement bâti privé, formation au parasismique des concepteurs) ;
- la coordination et le suivi des outils nationaux de gestion du risque inondation
- l'accompagnement de structures associatives, d'organismes publics ou privés, de municipalités dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, de prévention et de réalisation de plans (Plans Particuliers de Mise en Sécurité, Plans Communaux de Sauvegarde...) ;
- la collaboration avec Météo France pour la mutualisation des actions et moyens permettant de mieux préserver le patrimoine de la CTM et assurer la sécurité des usagers ;
- la collaboration avec le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM) pour les observations du niveau de la mer. Les 2 marégraphes de la collectivité ont été intégrés au réseau d'alerte tsunami pour la caraïbes ;
- la valorisation de l'expertise et des actions de la Collectivité dans le domaine des risques majeurs.

La gestion de crises et le soutien aux populations sinistrées de Martinique

Lors des exercices et événements réels notamment cycloniques :

- la réalisation à l'échelle de la CTM, le test et la mise en œuvre du Plan d'Intervention des Services Techniques (PIST) et la contribution à la gestion de crise (secrétariat de la cellule de crise, représentation de la collectivité en Centre Opérationnel Départemental en Préfecture, bilan de l'événement...),
- Déclenchement du PISTECTM et activation de la cellule de crise 3 fois au cours de l'année 2017 : dans le cadre de l'exercice Caraïbe Wave et en situations réelles pour les ouragans Irma et Maria.

Le plan d'intervention repose sur des outils et une organisation en 3 pôles :

- l'installation d'un PC décisionnel, Hôtel de Cluny ;
- la mise en place d'une cellule de crise physique à l'immeuble Concorde ;
- la représentation de la collectivité en Préfecture, au Centre opérationnel départemental.

Ce plan a permis :

- la mobilisation immédiate et transversale des acteurs de la gestion de la Collectivité (possibilité de mobilisation de 20 à 200 agents) ;
- la structuration de la remontée d'informations des événements du terrain ;

- la coordination avec les différents acteurs de la gestion de crise du territoire (Etat, communes, gestionnaires de réseaux d'électricité, d'eau potable, acteurs sociaux...) pour répondre de manière cohérente aux priorités ;
- la réactivité des équipes opérationnelles et des entreprises mobilisables grâce à un pré-positionnement physique d'équipes et d'outils, l'existence de clauses d'urgence au niveau de marchés de travaux, la coordination des travaux en liaison avec les forces armées... ;
- la protection des populations, usagers et personnels de la collectivité par des dispositifs et une communication adaptés ;
- les interventions d'urgence et la réduction des délais de retour à la normale afin de garantir la continuité du service public ;
- l'intervention à différentes échelles (locale, caribéenne) dans les domaines de compétences de la Collectivité (infrastructures, eau potable, bâtiments, social/hébergement d'urgence...) ;
- l'amélioration continue du dispositif de gestion de crise de la Collectivité par le processus de retours d'expériences pour une gestion partagée.

-

Les actions sur le patrimoine de la CTM

Le réseau d'équipements télégérés (plus de 250 stations météorologiques et hydrométriques, accéléromètres, caméras de vidéosurveillance de zones à risques, houlographes, marégraphes, etc...) implanté sur le territoire et sur le patrimoine de la Collectivité contribue fortement à l'amélioration de la connaissance, à la surveillance et la gestion des risques naturels.

Les outils et bases de données de géomatique et de télégestion sont confortés notamment pour répondre aux besoins de surveillance et de gestion du patrimoine de la CTM face aux risques naturels. Compte tenu des enjeux (connaissance des risques pouvant affecter le territoire et le patrimoine, connaissance du comportement du patrimoine, itinéraires et plans de secours, sécurité, systèmes d'alerte, information des usagers, partenariats, gestion de crises, etc...), il est en effet important de renforcer et de fiabiliser les bases de données, le fonctionnement des équipements et des applications afférents.

La modernisation de l'accès en ligne en temps réel notamment aux données de surveillance et de gestion de crise (hydrométéorologie, houle, marée, trafic routier, vidéosurveillance, cartographies des scénarios d'inondation, etc...) a été enclenchée en 2017. Il s'agit de moderniser et mettre à jour les portails d'informations, de mettre les données en ligne sur l'intranet et/ou le site internet de la CTM.

Les compléments d'alimentation des données géo-localisées du patrimoine de la collectivité exposé au risque tsunami se sont poursuivis en 2017.

Il s'agit également de poursuivre les partenariats scientifiques et techniques de la collectivité (conventions avec Météo France, DEAL, IPGP, MADININAIR, UAG...) et la coopération régionale (exemple du projet CARTWS relatif à l'alerte aux tsunamis). Ces partenariats participent à la connaissance du territoire, à la gestion des risques naturels et anthropiques et au développement de la culture du risque.

Au niveau des infrastructures, des études de vulnérabilité sismique ont été réalisées. Des confortements parasismiques seront proposés à partir de 2018.

Les travaux de protection de la RN 2 contre la houle entre Carbet et Saint-Pierre, de protection des ouvrages du littoral sur la RD 10 ou la protection contre les inondations de la plaine de Rivière Salée sur la RN5 seront également programmés.

Le nouveau pont du Prêcheur, ouvrage de 65 m de long est terminé fin 2017. Il permet de protéger contre les inondations et de sécuriser l'accès aux quartiers nord du Prêcheur.

Pour les bâtiments, un programme pluriannuel de confortement parasismique a été élaboré.

Aide apportée aux pays de la Caraïbe particulièrement touchés après le passage des ouragans Irma et Maria

En septembre 2017, la Caraïbe a été successivement frappée par des ouragans de force exceptionnelle. En effet, l'ouragan Irma de catégorie 5 a dévasté certaines îles, notamment Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Barbuda, Anguilla, Tortola. En parallèle, José, qui s'est élevé jusqu'à la catégorie 4, a aggravé une situation déjà désastreuse particulièrement à Barbuda. Enfin, l'ouragan Maria, après avoir frappé l'archipel guadeloupéen et singulièrement les Saintes, a ravagé la Dominique, les Îles Vierges américaines et plusieurs autres territoires de la Caraïbe.

La situation catastrophique est incontestable. Pour l'ensemble des territoires concernés, l'eau potable et la nourriture prête à consommer s'avèrent être des besoins critiques, auxquels l'OECS (Organisation des Etats de la Caraïbe de l'est) et ses Etats membres moins impactés (dont la Martinique), en coordination avec l'Agence Caribéenne de Gestion des Risques Majeurs (CDEMA) s'efforcent de répondre.

Actions réalisées par la CTM à court terme (moins d'un mois après la catastrophe)

Face à l'ampleur de la catastrophe qui a touché les territoires sinistrés, le Président du Conseil Exécutif de la CTM a activé une cellule de crise Solidarité CTM afin de définir l'aide que la CTM pourrait apporter, au titre de la coopération et de sa solidarité caribéenne.

En contact direct avec les Gouvernements des pays voisins et en coordination avec la Préfecture de Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique a coordonné ses efforts et mobilisé les moyens nécessaires en réponse aux besoins les plus urgents parvenus au fur et à mesure de l'avancée des évaluations de terrain.

Actions réalisées :

-Approche diplomatique (toujours en cours)

Relations avec les gouvernements de l'OECS (notamment Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Antigua et Barbuda, la Dominique) et autres réseaux de la Caraïbe (notamment CDEMA) pour mieux apprécier la situation et répondre aux besoins selon les capacités de la CTM.

- Réponse à l'urgence et traitement de demandes diverses en collaboration avec la Préfecture (accueil, rapatriement et/ou regroupement familial ...)

Courriers de solidarité / appels téléphoniques du Président du Conseil Exécutif aux officiels des territoires concernés et autres partenaires de la Caraïbe.

-Collecte de dons : appel à la solidarité des agents de la CTM et de la population

- Achat de vivres et d'équipement (autre collecte) pour Saint Martin, Anguilla, Tortola, Dominique

- Transport (terrestre et maritime)
- Communication
- Don de matériels satellitaires et abonnement
- Partenariat Cuba – Martinique pour la Dominique : prise en charge de 15 membres d'équipage et de sécurité en transit en Martinique

Le montant total pour les actions à court terme est de 62 690€, hors dons de téléphones satellitaires estimés à 5 400 €.

Actions CTM envisagées à moyen et long termes

Il s'agit ici de répondre à la demande de l'OECS de poursuivre dans le temps une assistance aux territoires les plus sévèrement touchés, en particulier la Dominique, compte tenu d'une part de la gravité des dommages occasionnés par l'ouragan Maria et, d'autre part de sa proximité avec la Martinique.

A moyen terme (1 à 6 mois après la catastrophe)

Il est proposé d'acheminer un container de 20 pieds par mois suivant les besoins, pour compléter les dons faits en phase de première urgence.

Achat de vivres et d'équipement (autre collecte) : estimation 50 000 €

Transport (terrestre et maritime) : estimation 6 000 €

A long terme (1 an et plus) dans le cadre du recouvrement-reconstruction

En fonction des besoins exprimés par les principaux territoires concernés et pour lesquels l'OECS a déjà indiqué une priorité d'actions : Antigua et Barbuda, la Dominique.

Plan solidarité Caraïbe CTM pour les pays touchés par une catastrophe naturelle

Au-delà de la nécessaire coordination interservices de la Collectivité, comme rappelé précédemment, il s'agit de garantir une bonne gestion des crises et surtout, de se tenir prêt à répondre aux effets dévastateurs des phénomènes naturels majeurs en Caraïbe y compris en Martinique.

Cela pourrait se traduire par la mise en place :

- d'une stratégie afin de définir les objectifs en lien avec nos compétences, par la définition des moyens et ressources et par des propositions d'actions
- d'une organisation opérationnelle permettant l'atteinte des objectifs.

FINALITE 5 : LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire suppose un changement de mentalité. Il s'agit de passer d'une économie linéaire (extraire, produire, consommer, jeter) qui a atteint ses limites, à une économie circulaire fondée sur les 3 R : Réduire, Réutiliser, Recycler.

Les objectifs sont de :

- diminuer le prélèvement des ressources ;
- réduire la production des déchets ;
- restreindre la consommation d'énergie.

I - CONTEXTE

La Martinique est un territoire dont le tissu économique est fortement conditionné par les importations de biens d'équipement et de consommation, du fait notamment de la faiblesse et l'étroitesse de son secteur productif et industriel. L'économie martiniquaise est principalement basée sur le secteur tertiaire qui représente environ 84 % de la valeur ajoutée et 84 % des emplois avec le commerce, le tourisme, les transports et les services.

Les enjeux de valorisation des déchets issus des flux de matières et produits entrants sont aussi très prégnants : pour de nombreux produits importés, il n'y a pas d'infrastructure de valorisation adéquate. Réduire ces importations, en les remplaçant tant que possible par des productions locales durables, est également un enjeu pour le territoire.

Par ailleurs, la dépendance de la Martinique vers l'extérieur est également très forte, notamment pour ce qui est de la gestion d'une partie de ses déchets qu'elle ne peut valoriser sur place, faute de structures ou de viabilité de certaines filières. Les caractères intrinsèques de la Martinique tels que l'insularité, la topographie (limitant la surface de terres disponibles), l'éloignement de l'hexagone sont des facteurs qui entraînent cette forte dépendance.

Bien qu'elle se distingue des autres DROM-COM par un degré d'équipement relativement élevé, les infrastructures en place ne suffisent plus au traitement dans les normes de l'ensemble des gisements de déchets. Il y a donc une saturation des dispositifs actuels de traitement par enfouissement et par incinération. L'ouverture du centre d'enfouissement du Petit Galion en juin 2017 devrait réduire temporairement la saturation. Ainsi, la capacité totale d'enfouissement est de 100 000 tonnes.

La Martinique produit 194 400 tonnes de déchets ménagers et assimilés par an, soit 485 kg par habitant. Seuls 66 700 tonnes, soit 166 kg/habitant, sont traités. Tous flux confondus, la gestion des déchets ménagers nous coûte 187€/habitant, soit le coût le plus élevé parmi les cinq DROM. La quantité de déchets a doublé en 40 ans. Par ailleurs, sur l'ensemble des déchets non dangereux non inertes produits (285 000t), 32 700t étaient orientés vers le recyclage matière et organique ; 11 000t (soit 3,8%) étaient exportées en France hexagonale en vue d'une valorisation principalement matière. Il s'agit notamment des ferrailles/métaux, cartons, plastiques, journaux, revues, magazines et pneus. Le territoire possède à ce jour 11 déchèteries et deux quais de transfert au

Robert et au François. En 2015, le ratio de collecte sélective des matériaux hors verre s'élève à 16kg/hab., ce qui est très loin des 48kg/hab. de l'hexagone.

La transition vers une économie circulaire en Martinique apporte à cet égard une série de solutions en matière de réduction des déchets, de réutilisation des composants et de recyclages des biens d'équipement ou de consommation en fin de vie. Surtout, l'économie ouvre des perspectives de croissance endogène, de développement ou structuration de filières et de création d'emplois qui sont pérennes et plus respectueuses de notre environnement et de notre bien-être.

II - ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE TERRITOIRE

Au-delà des efforts de financement d'infrastructures (rattrapage structurel), la CTM soutient la mise en place de démarches plus en amont, plus larges et de plus long terme, permettant d'assurer une transition durable vers une économie circulaire vertueuse et créatrice de croissance et d'emplois. Pour rappel, la transition vers l'Économie circulaire a été introduite dans le droit français par le biais de deux lois ordinaires, la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Les orientations stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de prévention et gestion des déchets mais aussi d'économie circulaire se déclinent comme suit :

- ❖ Etude prospective et proposition de feuille de route relative au développement de l'économie circulaire en Martinique (ADEME, CTM, Etat) achevée en septembre 2017.

La finalité de cette étude était de démontrer la pertinence et la faisabilité d'une transformation, à terme, du modèle économique de la Martinique. Une fois la Stratégie adoptée par l'Assemblée, le Président du Conseil Exécutif aura alors la possibilité de signer un Contrat d'Objectifs pour une Dynamique Régionale déchets et Économie Circulaire (CODREC) avec l'ADEME. Un soutien financier et technique de l'ADEME est possible.

- ❖ Lancement de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015 et qui concerne l'ensemble des déchets du territoire. Réalisé en 2017 :

- Procédures de consultation des entreprises et passation de marché ;
- Demande de désignations de membres pour la Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) du Plan et le comité de pilotage technique ;
- Mise en place des outils collaboratifs, recueil préalable des données et documents nécessaires ;
- Constitution du Comité technique de pilotage.

En cours : phase 1 de l'état de lieux.

- ❖ Mise en œuvre du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets et Economie Circulaire (PTMD) 2016-2020 adopté par l'Assemblée de Martinique (CTM) le 5 octobre 2016.

- ème
- ❖ Lancement de l'élaboration du 3^{ème} Plan Régional Santé Environnement, conformément à l'article L.1311-7 du code de la santé publique.

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) constitue le cadre de référence de l'action en matière de santé et d'environnement. Il vise à promouvoir un environnement favorable à la santé en agissant sur tous les moments de la vie quotidienne. Le PRSE est porté conjointement par l'Etat, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence Régionale de Santé (ARS).

- ❖ Appel à projets Economie Circulaire (financé sur la base d'une enveloppe financière PTMD 2017-2018 et PO FEDER-FSE) en cours de rédaction – lancement prévu fin 2017. Il doit s'articuler avec l'élaboration d'une Stratégie Economie circulaire dont la CTM décidera, le cas échéant, de lancer l'élaboration au cours de l'année 2018.

III – PROGRAMME TERRITORIAL DE MAITRISE DES DECHETS (PTMD)

En partenariat avec l'ADEME, ce programme d'un montant de 24 620 000€ (CTM : 16 620 000€ / ADEME : 8 000 000 €) vise à promouvoir, à travers une démarche d'économie circulaire et d'accompagnement des porteurs de projets qui se positionnent sur la résorption des dépôts sauvages, des modes de production et de consommation responsables, le tri et la collecte des déchets, la réutilisation et la réparation de produits en lien avec l'économie sociale et solidaire, les projets territoriaux exemplaires, etc.

Au titre du PTMD, les Comités de gestion qui se sont tenus en 2016 et en 2017 ont acté l'accompagnement financier de plusieurs opérations dont voici les plus significatives :

- Etude de faisabilité d'une unité de méthanisation territoriale dans le Nord-Atlantique ;
- Etude prospective sur la valorisation des combustibles solides de récupération ;
- Création d'une ressourcerie dans la commune du Robert ;
- Modernisation d'un espace de tri sur le port de plaisance du Marin ;
- Création d'une nouvelle unité de recyclage de palettes usagées pour la fabrication de combustible bois à destination d'une chaufferie biomasse ;
- Réaménagement et optimisation du centre VHU ;
- Campagne de sensibilisation à la collecte des objets à potentiel de réemploi et à l'intérêt du réemploi et de la réparation ;
- Organisation du 5^{ème} Forum Qualité, Hygiène, Santé, Environnement (QHSE) en novembre 2017.

Au total, ce sont 12 912 710 M€ d'aides conjointes ADEME/CTM pour l'année 2016 et 14 002 672, 88 M€ d'aides conjointes ADEME/CTM pour l'année 2017 (sous réserve de validation du Conseil exécutif de la CTM) qui ont été votées par le Comité de gestion du PTMD à la date du dernier COPIL du 28 juin 2017.

IV – AUTRES INITIATIVES

□ Participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Assises de l'économie circulaire des 27 et 28 juin 2017 (Paris) et aux Rencontres nationales DROM-COM du Réseau national des Animateurs de Plans et Programmes de Prévention des Déchets (A3P) des 29 et 30 juin 2017 (Paris).

□ Organisation du séminaire « Coût de gestion des déchets et fiscalités associées dans les DFA : enjeux et perspectives » en partenariat avec l'ADEME en septembre 2017, en présence des collectivités territoriales de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion et Mayotte, du CNFPT, du Réseau AMORCE, et des représentants des éco-organismes nationaux.

Une réunion sur le déploiement et l'action des éco-organismes en Martinique a été organisée par la CTM, les EPCI, les chambres consulaires, l'ADEME et les représentants de ces mêmes éco-organismes nationaux, simultanément à ce séminaire.

□ Organisation en tant que partenaire (CTM/ADEME) du 5^{ème} Forum Qualité, Hygiène, Santé, Environnement (QHSE) à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique (CCIM), au cours de la semaine du 27/11 au 01/12/2017 - Financement alloué pour la tenue de la manifestation via le PTMD.

□ Participation de la CTM en tant que représentante de la Martinique à la rédaction du *rapport final sur l'économie verte et circulaire dans les Régions Ultrapériphériques* (publié en juin 2017) - i.e. : Réexamen de la Stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (Commission européenne).

□ Poursuite du déploiement des filières dites à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) en Outre-mer (conformément à l'article L. 541-10 du Code de l'environnement & Article 8 de la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets) :

- Une Convention d'appui financier « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV), signée à Fort-de-France, le 14 mars 2017 (Etat/CTM) a acté le lancement, avant fin 2017, d'un projet *d'Accompagnement d'opérations d'élimination de Bateau hors d'usage (BHU) nautique* d'un budget total de 75 000 € (participation Etat de 60 000 €). Ce projet préfigure la mise en place d'une filière REP BHU en Martinique.
- Mise en place d'une filière pérenne « Gestion des déchets d'intrants agricoles en Martinique », dans le cadre du Plan Ecophyto 2 - La CTM est membre du comité de pilotage (COPIL). Le plan Ecophyto 2 lancé par le Ministre de l'Agriculture en janvier 2015 a pour objectif de diminuer le recours aux produits phytosanitaires de 50 % d'ici 2025, grâce à une trentaine d'actions reposant sur la recherche et l'innovation.
- Filière REP Eco TLC (Textile, Linge, Chaussures) en Martinique : la CTM est membre du COPIL TLC de l'Acise (qui représente cet éco-organisme sur notre territoire) et a été sollicitée par cette structure, via le PTMD et en tant qu'autorité de gestion du PO FEDER-FSE 2014-2020, pour cofinancer la création d'un centre de tri TLC en Martinique.

□ Co-financement de la troisième édition de la Semaine et du Tri de la CACEM - 16 au 20 octobre 2017

□ Gestion des déchets dangereux (DD) de laboratoires des établissements scolaires :

Objectif : mettre en place une gestion cohérente et mutualisée des DD des collèges et lycées.

Le diagnostic par établissement (recensement des stocks de périmes et des besoins en équipements) a été réalisé cette année.

La rédaction cahier des charges du marché est en cours.

□ Financement de la CTM et de l'Europe à :

- l'acquisition d'un matériel de décapage et de décontamination avec aspiration à la source et traitement de déchets d'amiante (Sarl Multi Bâtiment Environnement) ;
- la construction du complexe environnemental de traitement et de valorisation de déchets du Petit Galion du Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) ;
- la modernisation de l'outil industriel et de diversification de la production par l'utilisation de matières recyclées (Société Matières Plastiques Martiniquaises) ;
- la création d'une plateforme de traitement de matières de vidange et de boues des micro-stations d'épuration (2TDA).

V - GESTION DES DECHETS PAR LA CTM

Le tri et la gestion des déchets est prévu pour les chantiers bâtiments de la CTM ainsi que sur le centre de Saint-Pierre pour les déchets routiers. Une convention est en cours d'élaboration avec le SMTVD pour la collecte et le traitement des déchets routiers.

Le traitement des déchets découlant de l'entretien des véhicules fait l'objet d'une clause intégrée aux marchés. Par ailleurs, les piles électriques sont récupérées par un prestataire.

La collectivité a également passé plusieurs marchés pour le traitement des déchets ferreux, encombrants et de bureaux... Le recyclage des déchets électriques et électroniques est aussi pris en compte tout comme celui des équipements routiers déposés (compteurs et bornes d'appels d'urgence obsolètes).



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-83-1-DE
Date de télétransmission : 12/04/2018
Date de réception préfecture : 12/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-83-1

PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES POUR L'ANNÉE 2018

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique maintient à 19,49% le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour l'année 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE UNIQUE : 972 COLL TERRITORIALE MARTINIQUE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-83-1-DE
Date de télétransmission : 12/04/2018
Date de réception préfecture : 12/04/2018

N° 1253 CTU

TAUX
FDL
2018

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2018

I – PRODUIT DE TAXE FONCIERE A TAUX CONSTANTS

	Bases d'imposition effectives 2017 1	Taux d'imposition départemental de 2017 2	Moyenne nationale des taux départementaux 3	Bases d'imposition Prévisionnelles 2018 4	Produit à taux constants (col.4 x col.2) 5	Pour information : Part de CVAE imposée au profit de la collectivité 25 874 146 4
Taxe foncière (bâti).....	365 337 263	19,49	16,36 %	372 180 000	72 537 882	

II - DECISIONS DE LA COLLECTIVITE

1. PRODUIT DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE ATTENDU POUR 2018 :

= 133 500 170 - 8 875 501 - 2 926 145 - 36 039 151 - 6 492 240 - 6 629 251 - 0

Produit nécessaire à l'équilibre du budget Dotation allocations compensatrices 6 Produit des IFR 6 Produit de la CVAE 7 DCRTP 9 Versement GIR département 9 Versement GIR région 9

2. TAUX VOTE AU TITRE DE LA TAXE FONCIERE SUR LE BATI POUR 2018 : 19,49 % 10

III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES 5

Taxe d'habitation :	2 517 336
Taxe foncière (bâti) :	
a. Personnes de condition modeste	146 440
b. ZFU et baux à réhabilitation	81
c. Exonérations DOM : antisismique et zone franche	847 391
Taxe foncière (non bâti) :	33 566
Taxe professionnelle :	
a. Dotation unique spécifique (TP)	155 556
b. Réduction des bases des créations d'établissements	15 613
c. Exo. en zones d'aménagement du territoire et ZFDM	2 438 893

2a. BASES EXONEREES DE TAXE FONCIERE (bâti) 11

Bases exonérées par la collectivité	
Bases exonérées par la loi (ECF et certaines zones)	23 931 018

2b. CVAE – DEGREVEMENTS ET EXONERATIONS 8

a. CVAE : part dégrevée	10 165 005
b. CVAE : part relative aux exonérations compensées	2 720 625
c. CVAE : part relative aux exonérations non compensées	

2c. PRODUIT DES IFR

a. Éoliennes terrestres	3 735
b. Hydroliennes	
c. Centrales électriques	
d. Centrales photovoltaïques	40 635
e. Centrales hydrauliques	5 899
f. Stations radioélectriques	259 705
g. Gaz – stockage et transport	4 965
h. Répartiteurs boucle locale cuivre	2 611 206

A FORT DE FRANCE

Le préfet,

Le DIRECTEUR REG. DES FINANCES PUBLIQUES

le

GUYLAINE ASSOULINE

le 20 MARS 2018

A Fort-de-France

le

- 5 AVR. 2018

Le Président de la Collectivité Territoriale Unique,



FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES,
ACCOMPAGNÉ DE LA DÉLIBÉRATION DE VOTE DES TAUX



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-84-1

BUDGET PRIMITIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Belfort BIROTA (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Gilbert COUTURIER (procuration à Lucien RANGON), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 25 février 2016 déterminant la délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture, de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 29 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 19 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 21 mars 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions transports / politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) / BTP, équipement, réseaux numériques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 28 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 28 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 29 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant la tenue du débat sur les orientations budgétaires 2018 de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Considérant la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable ;
Considérant la présentation du rapport sur la situation de l'égalité femmes/hommes ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique, après en avoir débattu, adopte tel qu'il figure en annexe à la présente délibération, le Budget Primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2018 :

- en mouvements budgétaires : 1 148 688 514,00 €
- en mouvements réels : 1 096 341 757,00 €
- en mouvements d'ordre : 52 346 757,00 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

B.P. 2018	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	226 006 713,00	173 959 956,00	300 000,00	52 346 757,00	226 306 713,00	226 306 713,00
Fonctionnement	865 509 154,00	917 555 911,00	52 046 757,00		917 555 911,00	917 555 911,00
	1 091 515 867,00	1 091 515 867,00	52 346 757,00	52 346 757,00	1 143 862 624,00	1 143 862 624,00
Budget L.T.A.						
Investissement	276 000,00	276 000,00			276 000,00	276 000,00
Fonctionnement	3 000 390,00	3 000 390,00			3 000 390,00	3 000 390,00
	3 276 390,00	3 276 390,00	0,00	0,00	3 276 390,00	3 276 390,00
Budget B.G.P.I.S.E.						
Investissement						
Fonctionnement	1 549 500,00	1 549 500,00			1 549 500,00	1 549 500,00
	1 549 500,00	1 549 500,00	0,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00
Budget Général						
Investissement	226 282 713,00	174 235 956,00	300 000,00	52 346 757,00	226 582 713,00	226 582 713,00
Fonctionnement	870 059 044,00	922 105 801,00	52 046 757,00		922 105 801,00	922 105 801,00
	1 096 341 757,00	1 096 341 757,00	52 346 757,00	52 346 757,00	1 148 688 514,00	1 148 688 514,00

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif des mesures visant à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section du budget.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour :

- engager, ordonnancer et mandater les crédits mis à la disposition du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture, de l'Éducation de Martinique (CESECEM) pour son fonctionnement, conformément aux dispositions des articles L 7226-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et d'une manière générale, signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de ses dépenses,
- mettre en position de mission par arrêté, les conseillers exécutifs et les conseillers à l'Assemblée de Martinique, dans la limite des sommes prévues au budget,
- engager toute opération de formation individuelle ou collective des conseillers exécutifs et des conseillers à l'Assemblée de Martinique et signer les arrêtés de mission, conventions et actes correspondants dans la limite des sommes prévues au budget,
- engager toute opération de formation du personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique et signer les ordres de mission, conventions, arrêtés et actes correspondantes dans la limite des sommes prévues au budget,

- procéder à la réalisation de l'ensemble des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires. Ces emprunts ne devront en revanche porter sur aucune devise étrangère afin d'éviter tout risque de change et leurs durées ne devront pas excéder 30 ans (trente ans),
- réaliser des lignes de trésorerie sur la base du montant de 80 000 000,00 € (Quatre-vingt millions d'euros) fixé par l'Assemblée de Martinique,
- de procéder sans autre délibération aux demandes de versements des fonds et aux remboursements dans les conditions prévues par la convention portant ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie,
- d'une façon générale, prendre et signer tous actes ou décisions de nature à permettre l'exécution du budget.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour répartir ou affecter et individualiser les Autorisations de Programmes et Autorisations d'Engagements globalisées ouvertes au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour répartir après examen par le Conseil Exécutif les crédits à allouer aux différents organismes extérieurs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 31 voix pour 15 voix contre et 1 abstention, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018



2 0 1 8

BUDGET PRIMITIF

BUDGET PRINCIPAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)
(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Budget primitif
voté par fonction

BUDGET : Budget principal CTM (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	49
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	50
A.906 - Action économique	53
A.907 - Environnement	55
A.908 - Transports	58
A.921 - Taxes non affectées	62
A.922 - Dotations et participations	63
A.923 - Dettes et autres opérations financières	64
A.925 - Opérations patrimoniales	65
A.926 - Transferts entre les sections	66
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	68
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	69
B.930 - Services généraux	73
B.930-5 - Gestion des fonds européens	76
B.931 - Sécurité	77

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	81
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	84
B.934-3 - APA	87
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	88
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	89
B.936 - Action économique	92
B.937 - Environnement	94
B.938 - Transports	97
B.940 - Impositions directes	101
B.941 - Autres impôts et taxes	102
B.942 - Dotations et participations	104
B.943 - Opérations financières	105
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	106
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	107
B.946 - Transferts entre les sections	108
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	109
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	110

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	111
A1.01 - Opérations non ventilables	113
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	114
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	117
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	118
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	119
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	122
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	125
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	128
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	129
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	132
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	134
A1.908 - Fonction 8 - Transports	137
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	141
A2.01 - Opérations non ventilables	143
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	144
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	150
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	151
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	152
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	155
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	158
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	163

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	164
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	165
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	168
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	170
A2.938 - Fonction 8 - Transports	173
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	177
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	178
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	181
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	182
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	183
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	184
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	185
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	186
B3.1 - Etat des provisions constituées	188
B3.2 - Etalement des provisions	189
B6 - Prêts	190
B7.1 - Etat des emprunts garantis	200
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	220
B8.1 - Subventions versées	221
B9 - Etat du personnel	222
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	229
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	230
B11.2 - Liste des établissements publics créés	231
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	232
 C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	233
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	234
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	236
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	238
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	239
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	240
D4 - Décisions en matière de taux	242
D5.1- Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	243
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	244

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

245

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	383 911

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	299.459821

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2 254.45 €
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2 390.02 €
3	Dépenses d'équipement brut / population	203.68 €
4	Encours de dette / population (2)	1 480.90 €
5	DGF / population	382.29 €
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	24.67 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	98.31 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8.52 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	61.96 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	5.67 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I 0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV	0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	226 306 713,00	226 306 713,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		226 306 713,00	226 306 713,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	917 555 911,00	917 555 911,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		917 555 911,00	917 555 911,00
TOTAL DU BUDGET (4)		1 143 862 624,00	1 143 862 624,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	226 006 713,00	300 000,00	226 306 713,00	173 959 956,00	52 346 757,00	226 306 713,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	865 509 154,00	52 046 757,00	917 555 911,00	917 555 911,00	0,00	917 555 911,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	1 091 515 867,00	52 346 757,00	1 143 862 624,00	1 091 515 867,00	52 346 757,00	1 143 862 624,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
----------------	---	------------------------------	-------------------------------	----------------------------	-------------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	250 396 988,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	226 306 713,00
90 Opérations ventilées	216 968 988,00	0,00	178 906 208,96	178 906 208,96	178 906 208,96
- en AP/CP (2)	216 968 988,00	0,00	172 573 511,45	172 573 511,45	172 573 511,45
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	6 332 697,51	6 332 697,51	6 332 697,51
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	33 428 000,00	0,00	47 400 504,04	47 400 504,04	47 400 504,04
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	250 396 988,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	226 306 713,00
90 Opérations ventilées	19 551 040,19	0,00	41 034 135,00	41 034 135,00	41 034 135,00
- Recettes affectées	19 551 040,19	0,00	41 034 135,00	41 034 135,00	41 034 135,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	193 799 473,81	0,00	170 631 801,00	170 631 801,00	170 631 801,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00
93 Services ventilés	829 298 120,00	0,00	848 465 784,71	848 465 784,71	848 465 784,71
- en AE/CP	163 557 779,00	0,00	143 298 163,22	143 298 163,22	143 298 163,22
- hors AE/CP	665 740 341,00	0,00	705 167 621,49	705 167 621,49	705 167 621,49
94 Services communs non ventilés	47 277 000,00	0,00	54 449 349,29	54 449 349,29	54 449 349,29
953 Virement à la section d'investissement	37 046 474,00		14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00
93 Services ventilés	260 720 429,08	0,00	257 114 475,00	257 114 475,00	257 114 475,00
94 Services communs non ventilés	652 901 164,92	0,00	660 441 436,00	660 441 436,00	660 441 436,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	47 400 504,04	9 540 151,75	38 055 611,00	1 117 042,15	34 073 867,53	2 351 290,40	2 398 825,48
90 Opérations ventilées		9 540 151,75	38 055 611,00	1 117 042,15	34 073 867,53	2 351 290,40	2 398 825,48
- en AP/CP (2)		9 540 151,75	38 055 611,00	1 117 042,15	34 073 867,53	2 320 285,40	2 398 825,48
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	31 005,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	47 400 504,04						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	185 272 578,00	0,00	37 147 273,00	169 645,00	1 000 000,00	50 000,00	390 000,00
90 Opérations ventilées		0,00	37 147 273,00	169 645,00	1 000 000,00	50 000,00	390 000,00
- Recettes affectées		0,00	37 147 273,00	169 645,00	1 000 000,00	50 000,00	390 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	170 631 801,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	69 090 126,29	219 274 441,31	10 976 643,00	18 043 860,65	80 409 790,34	10 585 083,61	135 617 752,68
93 Services ventilés		219 274 441,31	10 976 643,00	18 043 860,65	80 409 790,34	10 585 083,61	135 617 752,68
- en AE/CP		6 958 921,44	10 976 643,00	0,00	52 109 513,58	0,00	66 695 859,45

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		212 315 519,87	0,00	18 043 860,65	28 300 276,76	10 585 083,61	68 921 893,23
94 Services communs non ventilés	54 449 349,29						
953 Virement à la section d'investissement	14 640 777,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	660 441 436,00	15 993 045,00	11 939 659,00	0,00	20 818 589,00	43 500,00	8 712 938,00
93 Services ventilés		15 993 045,00	11 939 659,00	0,00	20 818 589,00	43 500,00	8 712 938,00
94 Services communs non ventilés	660 441 436,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	26 972 851,84	20 666 587,71	13 350 083,53	30 379 897,57	
90 Opérations ventilées		0,00	26 972 851,84	20 666 587,71	13 350 083,53	30 379 897,57	
- en AP/CP (2)		0,00	26 967 338,84	14 370 408,20	13 350 083,53	30 379 897,57	
- hors AP/CP (2)		0,00	5 513,00	6 296 179,51	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	759 967,00	
90 Opérations ventilées		0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	759 967,00	
- Recettes affectées		0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	63 016 100,11	202 385 803,94	2 797 953,87	14 944 906,14	9 091 000,00	81 322 449,06	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	63 016 100,11	202 385 803,94	2 797 953,87	14 944 906,14	9 091 000,00	81 322 449,06	
- en AE/CP	0,00	6 557 225,75	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	63 016 100,11	195 828 578,19	2 797 953,87	14 944 906,14	9 091 000,00	81 322 449,06	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	22 550 000,00	173 402 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00	
93 Services ventilés	22 550 000,00	173 402 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	178 906 208,96	41 034 135,00
900 Services généraux	9 540 151,75	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	38 055 611,00	37 147 273,00
901 Sécurité	1 117 042,15	169 645,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	34 073 867,53	1 000 000,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	2 351 290,40	50 000,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	2 398 825,48	390 000,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	26 972 851,84	1 517 250,00
906 Action économique	20 666 587,71	0,00
907 Environnement	13 350 083,53	0,00
908 Transports	30 379 897,57	759 967,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	47 100 504,04	132 925 821,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	2 506 103,50	72 925 821,00
923 Dettes et autres opérations financières	44 594 400,54	60 000 000,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 226 006 713,00	II 173 959 956,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	300 000,00	300 000,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	37 405 980,00
951 Virement de la section de fonctionnement		14 640 777,00
TOTAL	III 300 000,00	IV 52 346 757,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :	52 046 757,00
--	----------------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	226 306 713,00	II + IV + VI + VII	226 306 713,00
----------------------------	--------------------	-----------------------	---------------------------	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	848 465 784,71	257 114 475,00
930 Services généraux	219 274 441,31	15 993 045,00
930-5 Gestion des fonds européens	10 976 643,00	11 939 659,00
931 Sécurité	18 043 860,65	0,00
932 Enseign., form. professionnelle, apprent.	80 409 790,34	20 818 589,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	10 585 083,61	43 500,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	135 617 752,68	8 712 938,00
934-3 APA	63 016 100,11	22 550 000,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	202 385 803,94	173 402 666,00
935 Aménagement des territoires et habitat	2 797 953,87	0,00
936 Action économique	14 944 906,14	0,00
937 Environnement	9 091 000,00	3 270 000,00
938 Transports	81 322 449,06	384 078,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	17 043 369,29	660 441 436,00
940 Impositions directes	0,00	116 282 677,00
941 Autres impôts et taxes	1 462 000,00	331 431 455,00
942 Dotations et participations	0,00	212 727 304,00
943 Opérations financières	15 211 369,29	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	370 000,00	0,00
TOTAL	I 865 509 154,00	II 917 555 911,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	37 405 980,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	14 640 777,00	
TOTAL	III 52 046 757,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....	52 046 757,00
--	----------------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	917 555 911,00	II + IV + VI	917 555 911,00
----------------------------	--------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Dépenses d'investissement – Total	250 396 988,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	226 306 713,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	250 196 988,00	0,00	226 006 713,00	226 006 713,00	226 006 713,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	2 506 103,50	2 506 103,50	2 506 103,50
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	33 228 000,00	0,00	38 302 920,00	38 302 920,00	38 302 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	17 316 969,00	0,00	3 479 899,31	3 479 899,31	3 479 899,31
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	114 660 664,00	0,00	99 509 363,19	99 509 363,19	99 509 363,19
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	22 728 712,00	0,00	9 455 786,17	9 455 786,17	9 455 786,17
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	59 782 643,00	0,00	65 273 972,03	65 273 972,03	65 273 972,03
26	Participations et créances rattachées	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	230 000,00	0,00	7 478 668,80	7 478 668,80	7 478 668,80
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	200 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	200 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		851 475 120,00	0,00	865 509 154,00	865 509 154,00	865 509 154,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	65 789 813,00	0,00	60 065 774,87	60 065 774,87	60 065 774,87
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	211 766 069,00	0,00	207 084 686,16	207 084 686,16	207 084 686,16
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	1 462 000,00	1 462 000,00	1 462 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	277 071 730,00	0,00	315 890 098,77	315 890 098,77	315 890 098,77
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 709 000,00	0,00	15 101 369,29	15 101 369,29	15 101 369,29
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	10 698 000,00	0,00	133 320,86	133 320,86	133 320,86
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		370 000,00	370 000,00	370 000,00
016	APA	61 563 508,00	0,00	63 016 100,11	63 016 100,11	63 016 100,11
017	RSA / Régularisations de RMI	209 507 000,00	0,00	202 385 803,94	202 385 803,94	202 385 803,94
Sous total des opérations d'ordre		62 146 474,00		52 046 757,00	52 046 757,00	52 046 757,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	25 100 000,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00		14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	250 396 988,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	226 306 713,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	188 050 514,00	0,00	173 959 956,00	173 959 956,00	173 959 956,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	28 300 000,00	0,00	34 272 540,00	34 272 540,00	34 272 540,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	57 478 472,44	0,00	78 687 416,00	78 687 416,00	78 687 416,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	100 000 000,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	2 272 041,56	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	62 346 474,00		52 346 757,00	52 346 757,00	52 346 757,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	25 100 000,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
041	Opérations patrimoniales	200 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 364 764,00	0,00	4 941 000,00	4 941 000,00	4 941 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	309 182 280,92	0,00	245 665 455,00	245 665 455,00	245 665 455,00
731	Fiscalité locale	133 593 732,00	0,00	218 787 266,00	218 787 266,00	218 787 266,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	270 152 067,08	0,00	249 994 524,00	249 994 524,00	249 994 524,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	8 402 129,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00	1 515 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	61 621,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
016	APA	16 650 000,00	0,00	22 550 000,00	22 550 000,00	22 550 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	172 210 000,00	0,00	173 402 666,00	173 402 666,00	173 402 666,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	216 968 988,00	0,00	0,00	178 906 208,96	178 906 208,96	172 573 511,45	6 332 697,51	178 906 208,96
900	Services généraux	15 237 849,00	0,00	0,00	9 540 151,75	9 540 151,75	9 540 151,75	0,00	9 540 151,75
900-5	Gestion des fonds européens	27 000 000,00	0,00	0,00	38 055 611,00	38 055 611,00	38 055 611,00	0,00	38 055 611,00
901	Sécurité	2 137 286,00	0,00	0,00	1 117 042,15	1 117 042,15	1 117 042,15	0,00	1 117 042,15
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	39 510 000,00	0,00	0,00	34 073 867,53	34 073 867,53	34 073 867,53	0,00	34 073 867,53
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	5 748 911,00	0,00	0,00	2 351 290,40	2 351 290,40	2 320 285,40	31 005,00	2 351 290,40
904	Santé et action sociale (hors RSA)	6 846 978,00	0,00	0,00	2 398 825,48	2 398 825,48	2 398 825,48	0,00	2 398 825,48
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	32 256 424,00	0,00	0,00	26 972 851,84	26 972 851,84	26 967 338,84	5 513,00	26 972 851,84
906	Action économique	17 957 343,00	0,00	0,00	20 666 587,71	20 666 587,71	14 370 408,20	6 296 179,51	20 666 587,71
907	Environnement	9 081 050,00	0,00	0,00	13 350 083,53	13 350 083,53	13 350 083,53	0,00	13 350 083,53
908	Transports	61 193 147,00	0,00	0,00	30 379 897,57	30 379 897,57	30 379 897,57	0,00	30 379 897,57
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	33 428 000,00	0,00		47 400 504,04	47 400 504,04		44 894 400,54	47 400 504,04
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		2 506 103,50	2 506 103,50		0,00	2 506 103,50
923	Dettes et autres opérations financières	33 228 000,00	0,00		44 594 400,54	44 594 400,54		44 594 400,54	44 594 400,54
925	Opérations patrimoniales	200 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		250 396 988,00	0,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	175 079 614,95	51 227 098,05	226 306 713,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)									0,00
TOTAL									226 306 713,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	19 551 040,19	0,00	41 034 135,00	41 034 135,00	41 034 135,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	16 000 000,00	0,00	37 147 273,00	37 147 273,00	37 147 273,00
901	Sécurité	268 534,33	0,00	169 645,00	169 645,00	169 645,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	2 550 893,74	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	210 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	390 000,00	390 000,00	390 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	1 517 250,00	1 517 250,00	1 517 250,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	521 612,12	0,00	759 967,00	759 967,00	759 967,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	193 799 473,81	0,00	170 631 801,00	170 631 801,00	170 631 801,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	67 227 432,25	0,00	72 925 821,00	72 925 821,00	72 925 821,00
923	Dettes et autres opérations financières	101 272 041,56	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	200 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
926	Transferts entre les sections (3)	25 100 000,00		37 405 980,00	37 405 980,00	37 405 980,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	37 046 474,00	0,00	14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
951	Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		14 640 777,00	14 640 777,00	14 640 777,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		250 396 988,00	0,00	226 306 713,00	226 306 713,00	226 306 713,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	0,00
--	-------------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	0,00
---	-------------

TOTAL	226 306 713,00
--------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

- (3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
- (5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 390 151,75
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 390 151,75
Vote de l'assemblée (2)	2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 390 151,75
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 150 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 390 151,75
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 540 151,75
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 540 151,75
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 540 151,75
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 540 151,75
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
Recettes affectées	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	9 544 882,60	18 491 820,18	450 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	9 544 882,60	18 491 820,18	450 000,00
Vote de l'assemblée (2)	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	9 544 882,60	18 491 820,18	450 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	9 544 882,60	18 491 820,18	450 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	835 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	835 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
Vote de l'assemblée (2)	835 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	835 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 073 867,53
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 073 867,53
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 073 867,53
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 073 867,53
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	588 711,78	1 766,77	30 145,37	190 109,27	100 600,91	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	588 711,78	1 766,77	30 145,37	190 109,27	100 600,91	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	588 711,78	1 766,77	30 145,37	190 109,27	100 600,91	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	557 706,78	1 766,77	30 145,37	190 109,27	100 600,91	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	31 005,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 917,15	669 950,42
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 917,15	669 950,42
Vote de l'assemblée (2)	0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 917,15	669 950,42
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 917,15	669 950,42
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 290,40
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 290,40
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 290,40
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320 285,40
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 005,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	241 816,29	1 052,55	704 350,23	0,00	0,00	11 500,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	241 816,29	1 052,55	704 350,23	0,00	0,00	11 500,00
Vote de l'assemblée (2)	241 816,29	1 052,55	704 350,23	0,00	0,00	11 500,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	241 816,29	1 052,55	704 350,23	0,00	0,00	11 500,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 904
Détail par articles	

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	150 000,00	2 398 825,48
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	150 000,00	2 398 825,48
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	150 000,00	2 398 825,48
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	150 000,00	2 398 825,48
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accèsion à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	988 574,65	1 140 480,21	0,00	4 080 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	988 574,65	1 140 480,21	0,00	4 080 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	988 574,65	1 140 480,21	0,00	4 080 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	983 061,65	1 140 480,21	0,00	4 080 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 513,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	6 000 000,00	0,00	1 048 733,32	0,00	26 972 851,84
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	6 000 000,00	0,00	1 048 733,32	0,00	26 972 851,84
Vote de l'assemblée (2)	0,00	6 000 000,00	0,00	1 048 733,32	0,00	26 972 851,84
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	6 000 000,00	0,00	1 048 733,32	0,00	26 967 338,84
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 513,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00
Recettes affectées	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 488 490,68	4 152 906,51	7 770 292,29
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 488 490,68	4 152 906,51	7 770 292,29
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 488 490,68	4 152 906,51	7 770 292,29
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 492 311,17	3 852 906,51	7 770 292,29
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 996 179,51	300 000,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	254 898,23	0,00	20 666 587,71
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	254 898,23	0,00	20 666 587,71
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	254 898,23	0,00	20 666 587,71
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	254 898,23	0,00	14 370 408,20
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 296 179,51
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	2 357 548,93	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	2 357 548,93	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	2 357 548,93	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	2 357 548,93	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 554 411,66	0,00	0,00	13 350 083,53
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 554 411,66	0,00	0,00	13 350 083,53
Vote de l'assemblée (2)	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 554 411,66	0,00	0,00	13 350 083,53
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 554 411,66	0,00	0,00	13 350 083,53
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	10 283 311,83	16 663 616,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	10 283 311,83	16 663 616,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	10 283 311,83	16 663 616,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	10 283 311,83	16 663 616,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	30 379 897,57
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	30 379 897,57
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	30 379 897,57
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	30 379 897,57
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	2 506 103,50	2 506 103,50	2 506 103,50
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	2 506 103,50	2 506 103,50	2 506 103,50
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	67 227 432,25	0,00	72 925 821,00	72 925 821,00	72 925 821,00
10222	FCTVA	28 300 000,00	0,00	34 272 540,00	34 272 540,00	34 272 540,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	0,00	0,00	7 903 688,00	7 903 688,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	0,00	0,00	26 318 744,00	26 318 744,00	26 318 744,00
13321	Dotation départ. équip. collèges transf.	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13322	Dotation région. équip. scolaire transf.	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	3 000 000,00	0,00	2 725 849,00	2 725 849,00	2 725 849,00
1341	Dotations à l'équipement	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13411	DGE	0,00	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,25	0,00	105 000,00	105 000,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	33 228 000,00	0,00	44 594 400,54	44 594 400,54	44 594 400,54
1641	Emprunts en euros	33 228 000,00	0,00	38 302 920,00	38 302 920,00	38 302 920,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	4 571 509,90	4 571 509,90	4 571 509,90
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	1 719 970,64	1 719 970,64	1 719 970,64
	RECETTES	101 272 041,56	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	100 000 000,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
2745	Avances remboursables	1 272 041,56	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	200 000,00	300 000,00	300 000,00
231318	Autres bâtiments publics	100 000,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	100 000,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	0,00	270 000,00	270 000,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	30 000,00	30 000,00
	RECETTES (3)	200 000,00	300 000,00	300 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	300 000,00	300 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	25 100 000,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	25 100 000,00	37 405 980,00	37 405 980,00
28031	Frais d'études	193 418,80	1 496 776,03	1 496 776,03
28033	Frais d'insertion	111 817,40	100 871,61	100 871,61
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 808,81	11 703,76	11 703,76
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 423,69	41 042,00	41 042,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	943 560,25	934 866,00	934 866,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	116 336,00	116 336,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	1 018 151,00	1 018 151,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	539 205,40	542 748,96	542 748,96
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 199 397,79	3 419 525,80	3 419 525,80
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	4 117,00	4 117,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	9 619,00	9 619,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	0,00	800,00	800,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	8 074,40	20 000,00	20 000,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 207 655,71	1 332 175,00	1 332 175,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 980,61	68 348,44	68 348,44
280415342	IC : Bâtiments, installations	85 115,28	84 331,00	84 331,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	999 333,16	1 446 142,00	1 446 142,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	327 302,87	446 253,00	446 253,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	0,00	2 840,00	2 840,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	50 339,85	819 212,11	819 212,11
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	448 893,24	633 198,00	633 198,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	1 896 874,96	6 419 647,12	6 419 647,12
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 169 691,90	3 344 671,00	3 344 671,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 293 920,58	1 841 609,00	1 841 609,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	665 241,74	659 112,00	659 112,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 313,46	12 200,00	12 200,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	1 728 515,61	2 035 357,42	2 035 357,42
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 559,58	5 710,00	5 710,00
28128	Autres aménagements de terrains	137,26	4 314,00	4 314,00
281311	Bâtiments administratifs	795,33	788,00	788,00
281312	Bâtiments scolaires	1 118 334,68	1 108 030,00	1 108 030,00
281318	Autres bâtiments publics	387 719,57	384 497,00	384 497,00
281351	Bâtiments publics	539 227,58	606 119,00	606 119,00
281352	Bâtiments privés	669,17	4 962,00	4 962,00
28152	Installations de voirie	2 245,69	2 225,00	2 225,00
281572	Matériel technique scolaire	3 436,67	2 997,00	2 997,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 353,75	180 671,00	180 671,00
281578	Autre matériel technique	148 627,22	159 464,00	159 464,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	2 380,94	2 359,00	2 359,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	132 143,15	157 611,00	157 611,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	871,32	451,00	451,00
28181	Installations générales, aménagt divers	12 760,58	13 999,00	13 999,00
281828	Autres matériels de transport	2 816 406,96	2 759 147,50	2 759 147,50
281831	Matériel informatique scolaire	66 879,25	66 265,97	66 265,97
281838	Autre matériel informatique	3 000 520,45	3 263 710,64	3 263 710,64
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	32 560,02	157 030,00	157 030,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 410 219,13	1 438 819,54	1 438 819,54
28185	Matériel de téléphonie	88 472,27	81 468,10	81 468,10
28188	Autres immo. corporelles	149 793,92	143 688,00	143 688,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	37 046 474,00	14 640 777,00	14 640 777,00	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>37 046 474,00</i>	<i>14 640 777,00</i>	<i>14 640 777,00</i>	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	829 298 120,00	0,00	0,00	848 465 784,71	848 465 784,71	143 298 163,22	705 167 621,49	848 465 784,71
930	Services généraux	221 038 930,00	0,00	0,00	219 274 441,31	219 274 441,31	6 958 921,44	212 315 519,87	219 274 441,31
930-5	Gestion des fonds européens	2 860 000,00	0,00	0,00	10 976 643,00	10 976 643,00	10 976 643,00	0,00	10 976 643,00
931	Sécurité	18 040 000,00	0,00	0,00	18 043 860,65	18 043 860,65	0,00	18 043 860,65	18 043 860,65
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	79 315 010,00	0,00	0,00	80 409 790,34	80 409 790,34	52 109 513,58	28 300 276,76	80 409 790,34
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	15 813 300,00	0,00	0,00	10 585 083,61	10 585 083,61	0,00	10 585 083,61	10 585 083,61
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	158 912 409,00	0,00	0,00	135 617 752,68	135 617 752,68	66 695 859,45	68 921 893,23	135 617 752,68
934-3	APA	61 563 508,00	0,00	0,00	63 016 100,11	63 016 100,11	0,00	63 016 100,11	63 016 100,11
934-4	RSA / Régularisations de RMI	209 507 000,00	0,00	0,00	202 385 803,94	202 385 803,94	6 557 225,75	195 828 578,19	202 385 803,94
935	Aménagement des territoires et habitat	1 048 000,00	0,00	0,00	2 797 953,87	2 797 953,87	0,00	2 797 953,87	2 797 953,87
936	Action économique	17 135 500,00	0,00	0,00	14 944 906,14	14 944 906,14	0,00	14 944 906,14	14 944 906,14
937	Environnement	8 625 633,00	0,00	0,00	9 091 000,00	9 091 000,00	0,00	9 091 000,00	9 091 000,00
938	Transports	35 438 830,00	0,00	0,00	81 322 449,06	81 322 449,06	0,00	81 322 449,06	81 322 449,06
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	47 277 000,00	0,00		54 449 349,29	54 449 349,29		54 449 349,29	54 449 349,29
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		1 462 000,00	1 462 000,00		1 462 000,00	1 462 000,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	21 807 000,00	0,00		15 211 369,29	15 211 369,29		15 211 369,29	15 211 369,29
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	370 000,00			370 000,00	370 000,00		370 000,00	370 000,00
946	Transferts entre les sections (4)	25 100 000,00			37 405 980,00	37 405 980,00		37 405 980,00	37 405 980,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	37 046 474,00		0,00	14 640 777,00	14 640 777,00		14 640 777,00	14 640 777,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00			14 640 777,00	14 640 777,00		14 640 777,00	14 640 777,00
TOTAL des groupes fonctionnels		913 621 594,00	0,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	143 298 163,22	774 257 747,78	917 555 911,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)									0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL									917 555 911,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	260 720 429,08	0,00	257 114 475,00	257 114 475,00	257 114 475,00
930	Services généraux	15 944 042,00	0,00	15 993 045,00	15 993 045,00	15 993 045,00
930-5	Gestion des fonds européens	22 606 966,08	0,00	11 939 659,00	11 939 659,00	11 939 659,00
931	Sécurité	6 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	13 233 928,00	0,00	20 818 589,00	20 818 589,00	20 818 589,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	136 500,00	0,00	43 500,00	43 500,00	43 500,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	15 404 345,00	0,00	8 712 938,00	8 712 938,00	8 712 938,00
934-3	APA	16 650 000,00	0,00	22 550 000,00	22 550 000,00	22 550 000,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	172 210 000,00	0,00	173 402 666,00	173 402 666,00	173 402 666,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	3 270 000,00	0,00	3 270 000,00	3 270 000,00	3 270 000,00
938	Transports	1 258 360,00	0,00	384 078,00	384 078,00	384 078,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	652 901 164,92	0,00	660 441 436,00	660 441 436,00	660 441 436,00
940	Impositions directes	120 193 732,00	0,00	116 282 677,00	116 282 677,00	116 282 677,00
941	Autres impôts et taxes	306 328 352,92	0,00	331 431 455,00	331 431 455,00	331 431 455,00
942	Dotations et participations	226 379 080,00	0,00	212 727 304,00	212 727 304,00	212 727 304,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		913 621 594,00	0,00	917 555 911,00	917 555 911,00	917 555 911,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	0,00
---	-------------

TOTAL	917 555 911,00
--------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	90 000,00	175 506 865,23	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 030 211,20
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	90 000,00	175 506 865,23	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 030 211,20
Vote de l'assemblée (2)	90 000,00	175 506 865,23	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 030 211,20
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 329,44
- Hors AE-CP	90 000,00	175 506 865,23	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 848 881,76
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	5 874 453,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 874 453,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00
Vote de l'assemblée (2)	5 874 453,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	2 978 465,78	436 742,66	348 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 978 465,78	436 742,66	348 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
Vote de l'assemblée (2)	2 978 465,78	436 742,66	348 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	2 978 465,78	436 742,66	348 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	6 777 592,00	300 000,00	108 627,56	0,00	100 000,00	219 274 441,31
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	6 777 592,00	300 000,00	108 627,56	0,00	100 000,00	219 274 441,31
Vote de l'assemblée (2)	6 777 592,00	300 000,00	108 627,56	0,00	100 000,00	219 274 441,31
- Dans le cadre d'une AE-CP	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 958 921,44
- Hors AE-CP	0,00	300 000,00	108 627,56	0,00	100 000,00	212 315 519,87
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 993 045,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 993 045,00
Vote de l'assemblée (2)	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 993 045,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
Vote de l'assemblée (2)	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	11 939 659,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	11 939 659,00
Vote de l'assemblée (2)	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	11 939 659,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	18 904,65	0,00	18 000 000,00	0,00	24 956,00	18 043 860,65
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	18 904,65	0,00	18 000 000,00	0,00	24 956,00	18 043 860,65
Vote de l'assemblée (2)	18 904,65	0,00	18 000 000,00	0,00	24 956,00	18 043 860,65
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	18 904,65	0,00	18 000 000,00	0,00	24 956,00	18 043 860,65
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 933 126,96	9 895 509,00	890 790,12
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 933 126,96	9 895 509,00	890 790,12
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 933 126,96	9 895 509,00	890 790,12
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	43 241,33	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	7 889 885,63	9 895 509,00	890 790,12
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	180 000,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	180 000,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	180 000,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	5 889 992,41	0,00	41 698 112,69	10 419 539,03	3 110 007,59
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	5 889 992,41	0,00	41 698 112,69	10 419 539,03	3 110 007,59
Vote de l'assemblée (2)	5 889 992,41	0,00	41 698 112,69	10 419 539,03	3 110 007,59
- Dans le cadre d'une AE-CP	709 829,37	0,00	40 426 896,26	8 819 539,03	2 110 007,59
- Hors AE-CP	5 180 163,04	0,00	1 271 216,43	1 600 000,00	1 000 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	20 438 589,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	20 438 589,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	20 438 589,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	572 712,54	0,00	80 409 790,34
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	572 712,54	0,00	80 409 790,34
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	572 712,54	0,00	80 409 790,34
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 109 513,58
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	572 712,54	0,00	28 300 276,76
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 818 589,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 818 589,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 818 589,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	4 532 143,30	0,00	175 743,07	537 362,36	237 441,35	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	4 532 143,30	0,00	175 743,07	537 362,36	237 441,35	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	4 532 143,30	0,00	175 743,07	537 362,36	237 441,35	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	4 532 143,30	0,00	175 743,07	537 362,36	237 441,35	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	203 857,52	4 402 299,49
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	203 857,52	4 402 299,49
Vote de l'assemblée (2)	0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	203 857,52	4 402 299,49
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	203 857,52	4 402 299,49
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 585 083,61
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 585 083,61
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 585 083,61
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 585 083,61
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	4 229 381,29	4 711 585,30	1 671 006,64	0,00	10 020,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	4 229 381,29	4 711 585,30	1 671 006,64	0,00	10 020,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	4 229 381,29	4 711 585,30	1 671 006,64	0,00	10 020,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	522 489,76	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	4 229 381,29	4 189 095,54	1 671 006,64	0,00	10 020,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	3 551 971,97	0,00	57 153 308,59	357 984,67	0,00	537 150,05	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 551 971,97	0,00	57 153 308,59	357 984,67	0,00	537 150,05	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	3 551 971,97	0,00	57 153 308,59	357 984,67	0,00	537 150,05	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 519 596,06	0,00	30 647 326,87	210 487,60	0,00	379 286,35	0,00	0,00
- Hors AE-CP	2 032 375,91	0,00	26 505 981,72	147 497,07	0,00	157 863,70	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	3 300 000,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 300 000,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	3 300 000,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	101 336,00	0,00	28 575 216,43	0,00	31 568 221,78	3 085 714,45	135 617 752,68
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	101 336,00	0,00	28 575 216,43	0,00	31 568 221,78	3 085 714,45	135 617 752,68
Vote de l'assemblée (2)	101 336,00	0,00	28 575 216,43	0,00	31 568 221,78	3 085 714,45	135 617 752,68
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	26 391 206,00	0,00	5 334 104,26	1 627 308,64	66 695 859,45
- Hors AE-CP	101 336,00	0,00	2 184 010,43	0,00	26 234 117,52	1 458 405,81	68 921 893,23
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	935 000,00	0,00	3 850 000,00	0,00	8 712 938,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	935 000,00	0,00	3 850 000,00	0,00	8 712 938,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	935 000,00	0,00	3 850 000,00	0,00	8 712 938,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET					III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	759 348,60	48 806 757,93	73 480,00	13 376 513,58	63 016 100,11
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	759 348,60	48 806 757,93	73 480,00	13 376 513,58	63 016 100,11
Vote de l'assemblée (2)	759 348,60	48 806 757,93	73 480,00	13 376 513,58	63 016 100,11
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	759 348,60	48 806 757,93	73 480,00	13 376 513,58	63 016 100,11
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	22 400 000,00	150 000,00	0,00	0,00	22 550 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	22 400 000,00	150 000,00	0,00	0,00	22 550 000,00
Vote de l'assemblée (2)	22 400 000,00	150 000,00	0,00	0,00	22 550 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	6 580 403,94	0,00	2 805 400,00	193 000 000,00	0,00	202 385 803,94
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	6 580 403,94	0,00	2 805 400,00	193 000 000,00	0,00	202 385 803,94
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	6 580 403,94	0,00	2 805 400,00	193 000 000,00	0,00	202 385 803,94
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	6 557 225,75	0,00	0,00	0,00	0,00	6 557 225,75
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	23 178,19	0,00	2 805 400,00	193 000 000,00	0,00	195 828 578,19
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	171 652 666,00	0,00	173 402 666,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	171 652 666,00	0,00	173 402 666,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	171 652 666,00	0,00	173 402 666,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	608 970,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 500,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	608 970,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 500,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	608 970,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 500,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	608 970,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 500,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	17 449,83	0,00	465 034,04	0,00	2 797 953,87
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	17 449,83	0,00	465 034,04	0,00	2 797 953,87
Vote de l'assemblée (2)	0,00	17 449,83	0,00	465 034,04	0,00	2 797 953,87
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	17 449,83	0,00	465 034,04	0,00	2 797 953,87
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 761 028,95	687 269,79	4 613 301,29
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 761 028,95	687 269,79	4 613 301,29
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 761 028,95	687 269,79	4 613 301,29
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	8 761 028,95	687 269,79	4 613 301,29
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	883 306,11	0,00	14 944 906,14
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	883 306,11	0,00	14 944 906,14
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	883 306,11	0,00	14 944 906,14
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	883 306,11	0,00	14 944 906,14
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	4 389 677,63	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	4 389 677,63	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	4 389 677,63	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	4 389 677,63	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	786 884,24	0,00	236 065,08	9 091 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	786 884,24	0,00	236 065,08	9 091 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	786 884,24	0,00	236 065,08	9 091 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	786 884,24	0,00	236 065,08	9 091 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	142 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 393 200,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	142 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 393 200,00
Vote de l'assemblée (2)	142 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 393 200,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	142 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 393 200,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 356 285,64	6 582 655,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 356 285,64	6 582 655,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 356 285,64	6 582 655,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	1 356 285,64	6 582 655,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	81 322 449,06
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	81 322 449,06
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	81 322 449,06
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	81 322 449,06
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	120 193 732,00	0,00	116 282 677,00	116 282 677,00	116 282 677,00
73111	Taxes foncières et d'habitation	71 000 000,00	0,00	72 400 000,00	72 400 000,00	72 400 000,00
73112	Cotisation sur la VAE	37 205 005,00	0,00	38 653 677,00	38 653 677,00	38 653 677,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 940 017,00	0,00	2 920 000,00	2 920 000,00	2 920 000,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	6 629 251,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	2 419 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732222	Fonds péréq. ress. / régions, coll. Corse	0,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
73224	Fonds péréquation cotis sur VA des ent.	0,00	0,00	609 000,00	609 000,00	609 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	1 462 000,00	1 462 000,00	1 462 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7392252	Prélèv. fonds solidarité / départements	0,00	0,00	1 462 000,00	1 462 000,00	1 462 000,00
739252	Prélèvement fonds solidarité des départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	306 328 352,92	0,00	331 431 455,00	331 431 455,00	331 431 455,00
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	0,00	0,00	21 000 000,00	21 000 000,00	21 000 000,00
7312232	Fonds péréquation ress. perçues régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731225	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	13 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	0,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
73151	Taxe sur les permis de conduire	0,00	0,00	220 000,00	220 000,00	220 000,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	0,00	0,00	7 200 000,00	7 200 000,00	7 200 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	0,00	0,00	26 150 000,00	26 150 000,00	26 150 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
731771	Taxe d'apprentissage	0,00	0,00	27 300 000,00	27 300 000,00	27 300 000,00
731772	TICPE - Ressource région. apprentissage	0,00	0,00	2 670 000,00	2 670 000,00	2 670 000,00
73211	Attribution de compensation	17 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	6 629 251,00	6 629 251,00	6 629 251,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	0,00	0,00	8 395 000,00	8 395 000,00	8 395 000,00
732252	Attrib./fonds solidarité / départements	0,00	0,00	10 503 000,00	10 503 000,00	10 503 000,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	12 345 602,00	12 345 602,00	12 345 602,00
73251	Attrib. fonds péréquation des DMTO	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73252	Attribution fonds solidarité des départ.	15 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7326	Taxe d'aménagement	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7341	Taxe sur les alcools et tabacs	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73411	Taxe sur les rhums	0,00	0,00	1 350 000,00	1 350 000,00	1 350 000,00
7342	Taxes sur les carburants	25 700 000,00	0,00	81 848 000,00	81 848 000,00	81 848 000,00
73432	Octroi de mer régional	0,00	0,00	72 000 000,00	72 000 000,00	72 000 000,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	0,00	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
7344	Redevances sur l'eau (Offices de l'eau)	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73474	TVA	0,00	0,00	14 885 602,00	14 885 602,00	14 885 602,00
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	0,00	0,00	33 000 000,00	33 000 000,00	33 000 000,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73622	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,92	0,00	0,00	0,00	0,00
7371	Taxes sur les rhums	1 704 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7372	Taxes sur les carburants	77 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7374	Taxe additionnelle à l'octroi de mer	74 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7376	Taxe due/transp. public aérien, maritime	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73788	Autres	31 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73821	Taxe d'apprentissage	28 114 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	3 405 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	226 379 080,00	0,00	212 727 304,00	212 727 304,00	212 727 304,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	27 500 000,00	0,00	27 465 895,00	27 465 895,00	27 465 895,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	11 399 670,00	0,00	11 399 670,00	11 399 670,00	11 399 670,00
741222	Dotat. péréquation urbaine départements	8 327 396,00	0,00	8 341 685,00	8 341 685,00	8 341 685,00
741223	Dotation compensation départements	99 600 000,00	0,00	99 558 193,00	99 558 193,00	99 558 193,00
74131	Dotation forfaitaire des régions	11 255 342,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74132	Dotation de péréquation des régions	3 712 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	1 750 000,00	1 750 000,00	1 750 000,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	8 890 075,00	8 890 075,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 443 375,00	0,00	31 443 375,00	31 443 375,00	31 443 375,00
74788	Autres	6 500 000,00	0,00	8 000 000,00	8 000 000,00	8 000 000,00
748312	D.C.R.T.P.	7 367 462,00	0,00	6 738 601,00	6 738 601,00	6 738 601,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 770 134,00	0,00	2 704 785,00	2 704 785,00	2 704 785,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	7 612 630,00	0,00	6 435 025,00	6 435 025,00	6 435 025,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	21 807 000,00	0,00	15 211 369,29	15 211 369,29	15 211 369,29
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 709 000,00	0,00	12 987 990,00	12 987 990,00	12 987 990,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	2 113 379,29	2 113 379,29	2 113 379,29
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	7 098 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	4 828 222,11
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 828 222,11
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	370 000,00	370 000,00	370 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	370 000,00	370 000,00	370 000,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	25 100 000,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	25 100 000,00	37 405 980,00	37 405 980,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	25 100 000,00	37 405 980,00	37 405 980,00
	Autres	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Transfert de charges</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	37 046 474,00	14 640 777,00	14 640 777,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00	14 640 777,00	14 640 777,00	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		47 100 504,04	9 540 151,75	38 055 611,00	1 117 042,15	34 073 867,53	2 351 290,40	2 398 825,48	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	853 589,70	0,00	31 806,20	573 608,91	123 635,84	29 600,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	38 055 611,00	286 093,49	7 349 915,99	990 229,31	1 676 369,37	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	3 836 637,20	0,00	0,00	2 794 101,52	664 617,14	149 000,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 779 924,85	0,00	799 142,46	22 834 158,11	572 808,11	398 750,23	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 291 480,54	70 000,00	0,00	0,00	522 083,00	0,00	145 105,26	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		132 925 821,00	0,00	37 147 273,00	169 645,00	1 000 000,00	50 000,00	390 000,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	34 272 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	38 653 281,00	0,00	37 147 273,00	169 645,00	0,00	50 000,00	390 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		26 972 851,84	20 666 587,71	13 350 083,53	30 379 897,57		226 006 713,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 506 103,50
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		38 302 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	642 726,64	72 172,22	537 160,96	615 598,84		3 479 899,31
204	Subventions d'équipement versées	19 880 492,07	19 799 737,52	11 470 914,44	0,00		99 509 363,19
21	Immobilisations corporelles	0,00	39 015,63	1 492,11	1 970 921,95		9 455 786,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	5 999 633,13	755 662,34	1 340 516,02	27 793 376,78		65 273 972,03
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	450 000,00	0,00	0,00	0,00		7 478 668,80
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		1 517 250,00	0,00	0,00	759 967,00		173 959 956,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		34 272 540,00
13	Subventions d'investissement	1 517 250,00	0,00	0,00	759 967,00		78 687 416,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		47 100 504,04
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50
164	Emprunts auprès des éts financiers	38 302 920,00
276	Autres créances immobilisées	6 291 480,54
RECETTES		132 925 821,00
102	Dotations et fonds d'investissement	34 272 540,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	36 948 281,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	1 705 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	60 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 390 151,75
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
205	Licences, procédés, droits similaires	832 589,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 705 035,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 105,57
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,26
218	Autres immobilisations corporelles	1 317 410,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 713,05
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 779 924,85
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 540 151,75
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	832 589,20
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 705 035,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 105,57
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,26
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 748 123,85
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 779 924,85
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
	RECETTES	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	214 326,49	0,00	902 715,66	1 117 042,15
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	31 806,20	31 806,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	214 326,49	0,00	71 767,00	286 093,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	799 142,46	799 142,46
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211	90-212	90-213	90-221	90-222	90-223
			Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés
DEPENSES		2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	9 544 882,60	18 491 820,18	450 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	570 679,41	2 929,50	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	1 010 792,30	1 420 000,00	450 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 867 483,30	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	781 543,00	13 926,36	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	5 255 100,35	16 745 964,32	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		835 684,80	0,00	621 946,62	1 594 533,33	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	77 917,00	0,00	375 800,00	1 480 406,69	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	71 864,62	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	235 684,80	0,00	174 282,00	114 126,64	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	522 083,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 073 867,53
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 608,91
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 349 915,99
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 939 347,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 469,36
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 525 158,11
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522 083,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	588 711,78	1 766,77	30 145,37	190 109,27	100 600,91	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	80 112,04	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	325 691,02	1 766,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	3 859,43	1 650,00	28 859,41	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	28 954,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	60 509,55	0,00	0,00	2 640,58	16 000,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	5 500,42	4 490,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	600,00	0,00	17 785,52	6 760,65	10 741,50	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	172 957,08	0,00	3 000,00	94 456,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	67 260,00	26 899,00	18 929,73	656 917,15	669 950,42
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	3 154,96
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	18 929,73	220,85	643 620,94
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	10 899,00	0,00	311 289,55	15 602,63
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	167 843,61	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	67 260,00	10 000,00	0,00	177 563,14	7 571,89
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 290,40
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 267,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990 229,31
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 368,84
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 954,13
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 941,31
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 990,42
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 731,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 808,11
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		241 816,29	1 052,55	704 350,23	0,00	0,00	11 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	29 600,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	241 816,29	1 052,55	276 000,00	0,00	0,00	11 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	398 750,23	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		225 369,99	0,00	149 805,25	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	225 369,99	0,00	4 699,99	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	145 105,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	150 000,00	2 398 825,48
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	999,38	1 676 369,37
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,62	149 000,62
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 750,23
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 105,26
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		0,00	13 299 085,49	415 978,17	0,00	988 574,65	1 140 480,21	0,00	4 080 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	229 500,00	413 226,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	13 069 585,49	0,00	0,00	988 574,65	1 140 480,21	0,00	3 630 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 751,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	6 000 000,00	0,00	1 048 733,32	0,00	26 972 851,84
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 726,64
204	Subventions d'équipement versées	0,00	3 118,40	0,00	1 048 733,32	0,00	19 880 492,07
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	5 996 881,60	0,00	0,00	0,00	5 999 633,13
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	1 517 250,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	8 488 490,68	4 152 906,51	7 770 292,29
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 644 029,87	4 152 906,51	7 770 292,29
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	733 272,96	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	254 898,23	0,00	20 666 587,71
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	232 508,85	0,00	19 799 737,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	22 389,38	0,00	755 662,34
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoieement
DEPENSES		0,00	2 357 548,93	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	29 842,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 326 214,65	0,00	88 439,52	25 723,95	773 911,21	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 492,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		2 919 757,13	1 820 516,02	123 196,83	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 919 757,13	500 000,00	123 196,83	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 320 516,02	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 554 411,66	0,00	0,00	13 350 083,53
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507 318,79	0,00	0,00	537 160,96
204	Subventions d'équipement versées	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 590 934,13	1 027 092,87	0,00	0,00	11 470 914,44
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492,11
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	1 340 516,02
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	54 098,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	10 283 311,83	16 663 616,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	313 175,84	138 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	704 344,23	217 609,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	994 869,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	8 270 922,48	16 307 454,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	192 967,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	3 365 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	30 379 897,57
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	150 000,00	13 870,00	0,00	0,00	0,00	615 598,84
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 098,89
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921 953,78
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	994 869,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	3 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 793 376,78
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759 967,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		17 043 369,29	219 274 441,31	10 976 643,00	18 043 860,65	80 409 790,34	10 585 083,61	135 617 752,68	63 016 100,11
011	Charges à caractère général	110 000,00	33 628 757,22	0,00	26 860,65	8 159 925,43	1 559 468,20	3 324 637,30	130 237,93
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	175 264 591,91	0,00	0,00	0,00	0,00	31 820 094,25	759 348,60
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 279 290,38	10 976 643,00	18 017 000,00	72 249 864,91	9 025 615,41	100 441 507,41	62 109 813,58
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 101 369,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	101 801,80	0,00	0,00	0,00	0,00	31 513,72	16 700,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		660 441 436,00	15 993 045,00	11 939 659,00	0,00	20 818 589,00	43 500,00	8 712 938,00	22 550 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 261 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	245 065 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	202 648 677,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	212 727 304,00	12 752 045,00	11 939 659,00	0,00	7 980 000,00	33 500,00	4 177 938,00	21 400 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235 000,00	1 150 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		202 385 803,94	2 797 953,87	14 944 906,14	9 091 000,00	81 322 449,06		865 509 154,00
011	Charges à caractère général	8 923,88	852 087,00	131 381,91	3 343 408,10	8 929 249,06		60 204 936,68
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 805 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00		210 649 434,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 462 000,00
65	Autres charges de gestion courante	199 548 301,87	1 945 866,87	14 813 518,89	5 747 591,90	72 393 200,00		577 548 214,22
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 101 369,29
67	Charges spécifiques	23 178,19	0,00	5,34	0,00	0,00		173 199,05
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
RECETTES		173 402 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	384 078,00		917 555 911,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	0,00		4 941 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		245 665 455,00
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		383 829 932,00
74	Dotations et participations	8 150 000,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00		279 544 524,00
75	Autres produits de gestion courante	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 875 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		17 043 369,29
627	Services bancaires et assimilés	110 000,00
661	Charges d'intérêts	12 987 990,00
668	Autres charges financières	2 113 379,29
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	370 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 462 000,00
RECETTES		660 441 436,00
731	Fiscalité locale	202 648 677,00
732	Fiscalité reversée	40 181 853,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	204 883 602,00
741	D.G.F.	146 765 443,00
744	FCTVA	1 750 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 333 450,00
747	Participations	8 000 000,00
748	Autres attributions et participations	15 878 411,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		90 000,00	175 506 865,23	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 030 211,20
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 028 127,01
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 560 832,24
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 273 568,72
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 978 058,57
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 560,87
618	Divers	0,00	435 574,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781 561,07
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	40 000,00	6 132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 114 410,43
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 002,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917 439,44
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	30 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 317,68
625	Déplacements et missions	0,00	95 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 076,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841 872,27
628	Divers	0,00	12 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 779 181,57
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 124 867,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	818 599,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	20 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	126 759 531,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	40 927 066,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 541 254,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	1 230 523,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 986,65
655	Contributions obligatoires	0,00	6 583,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	116 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	100 801,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		5 874 453,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	5 874 453,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		2 978 465,78	436 742,66	348 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	13 355,28	57 037,10	32 066,18	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	44 346,32	1 634,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	11 328,30	57 933,82	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	3 674,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	91 948,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	539 720,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 255 421,05	366 742,66	258 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	300 000,00	108 627,56	0,00	100 000,00	219 274 441,31
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 028 127,01
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 560 832,24
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 273 568,72
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 978 058,57
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	47 832,03	413 392,90
618	Divers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	1 369 593,82
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	52 167,97	3 258 691,32
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	1 502 703,56
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 377,68
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 940,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841 872,27
628	Divers	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	7 053 136,45
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	12 024,00	0,00	0,00	2 166 891,93
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	818 599,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 040,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	70 029,65	0,00	0,00	126 829 560,88
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	26 573,91	0,00	0,00	41 493 361,14
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 541 254,34
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 523,62
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 071 087,24
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 583,14

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
657	Subventions	6 777 592,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	7 070 824,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 801,80
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 993 045,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 752 045,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	DEPENSES	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		18 904,65	0,00	18 000 000,00	0,00	24 956,00	18 043 860,65
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 956,00	7 956,00
618	Divers	18 904,65	0,00	0,00	0,00	0,00	18 904,65
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	7 933 126,96	9 895 509,00	890 790,12
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	335 087,05	300 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 457 743,05	8 995 518,00	831 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	646 014,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410 549,19	599 991,00	59 290,12
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	180 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		5 889 992,41	0,00	41 698 112,69	10 419 539,03	3 110 007,59
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	7 145 688,80	9 945,72	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	65 600,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 055 000,19	0,00	1 080 327,99	36 562,30	1 200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	1 590 054,28	0,00
656	Participations	0,00	0,00	2 795 492,60	57 227,76	0,00
657	Subventions	2 834 992,22	0,00	30 611 003,30	8 725 748,97	1 910 007,59
RECETTES		0,00	0,00	20 438 589,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	7 600 000,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	572 712,54	0,00	80 409 790,34
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 155 634,52
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 687,05
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	194 870,19	0,00	194 870,19
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 371 890,48
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 874 815,33
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 498 734,36
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	352 842,35	0,00	46 504 424,74
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 818 589,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	4 532 143,30	0,00	175 743,07	537 362,36	237 441,35	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	78 172,00	56 673,80	5 621,42	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 826,42	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	40 203,65	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	32 143,30	0,00	31 016,69	98 799,19	101 500,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	120 000,00	0,00	53 000,00	177 859,67	108 907,82	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	3 000,00	22 436,78	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 087,18	73 524,05	16 337,25	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 200,00	20 346,12	5 000,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	267,20	200,00	74,86	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 306,68	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	332 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 048 000,00	0,00	0,00	24 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 377,36	63 253,75	419 605,41	203 857,52	4 402 299,49
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	17,36	23 253,75	0,00	17 636,99	2 298,97
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	700,59	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 360,00	40 000,00	0,00	180 420,26	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,52
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,18	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	147,50	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	419 605,41	2 004,00	4 200 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 585 083,61
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 674,29
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 326,42
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 904,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 239,44
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	659 768,01
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 436,78
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 948,48
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 994,30
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	542,06
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 454,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 693 615,41
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		4 229 381,29	4 711 585,30	1 671 006,64	0,00	10 020,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	122 904,82	166 500,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 110,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	8 336,64	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 835,27	3 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 670,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	21 064,67	31 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	34 409,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	67 617,96	48 154,11	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 141 249,91	1 582 772,47	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	905 803,47	479 398,23	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	300,60	48 464,73	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	420 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	80 000,00	1 800 000,00	1 430 000,00	0,00	10 020,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		3 551 971,97	0,00	57 153 308,59	357 984,67	0,00	537 150,05	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	12 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	50,10	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	57 394,45	0,00	0,00	18 619,35	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	894 139,94	0,00	479 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 050,00	31 454,12	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	80 160,00	0,00	10 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	33 911,35	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	24 104,10	0,00	295 165,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 523 495,96	0,00	17 216 951,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	404 615,85	0,00	5 292 834,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	220 446,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	1 237 237,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	30 867 931,38	47 411,50	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	1 372 577,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	625 456,12	0,00	75 000,00	245 157,60	0,00	518 530,70	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		101 336,00	0,00	28 575 216,43	0,00	31 568 221,78	3 085 714,45	135 617 752,68
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 673,77	0,00	0,00	8 600,00	312 328,59
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	18 871,00	0,00	0,00	0,00	48 871,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,10
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	210 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 336,64
618	Divers	0,00	0,00	107 040,86	0,00	40 405,80	177 203,98	417 301,31
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	100 000,00	0,00	398 343,70	0,00	38 744,00	103 500,00	2 015 937,64
623	Pub., publications, relations publiques	1 336,00	0,00	25 663,74	0,00	0,00	7 338,00	123 406,53
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	69,90	0,00	0,00	6 020,00	45 999,25
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 180,00
628	Divers	0,00	0,00	194,89	0,00	0,00	18 000,00	52 106,24
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	6 974,43	0,00	0,00	0,00	442 016,01
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	451 716,86	0,00	0,00	0,00	23 916 186,98
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	105 719,34	0,00	0,00	0,00	7 188 371,08
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	4 308,60	0,00	0,00	0,00	273 520,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	24 400 000,00	783 391,00	26 420 628,44
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	26 972 626,57	0,00	6 334 104,26	447 327,80	64 733 455,42
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 647,34	206 647,34
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	736 654,00	4 900,00	2 535 012,69
657	Subventions	0,00	0,00	465 312,77	0,00	3 500,00	1 292 786,33	6 545 763,52
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	16 700,00	0,00	14 813,72	0,00	31 513,72
RECETTES		0,00	0,00	935 000,00	0,00	3 850 000,00	0,00	8 712 938,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 850 000,00	0,00	4 177 938,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	935 000,00	0,00	0,00	0,00	935 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		759 348,60	48 806 757,93	73 480,00	13 376 513,58	63 016 100,11
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	130 237,93	0,00	0,00	130 237,93
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	8 877,87	0,00	0,00	0,00	8 877,87
641	Rémunérations du personnel	511 116,96	0,00	0,00	0,00	511 116,96
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	135 346,17	0,00	0,00	0,00	135 346,17
647	Autres charges sociales	104 007,60	0,00	0,00	0,00	104 007,60
651	Aides à la personne	0,00	48 676 520,00	73 480,00	13 359 813,58	62 109 813,58
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	16 700,00	16 700,00
RECETTES		22 400 000,00	150 000,00	0,00	0,00	22 550 000,00
747	Participations	21 400 000,00	0,00	0,00	0,00	21 400 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	6 580 403,94	0,00	2 805 400,00	193 000 000,00	0,00	202 385 803,94
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,88
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 916,71	0,00	0,00	33 916,71
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 142 248,29	0,00	0,00	2 142 248,29
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 197,00	0,00	0,00	610 197,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 038,00	0,00	0,00	19 038,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	5 001 547,12	0,00	0,00	193 000 000,00	0,00	198 001 547,12
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 546 754,75	0,00	0,00	0,00	0,00	1 546 754,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	23 178,19	0,00	0,00	0,00	0,00	23 178,19
RECETTES		0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	171 652 666,00	0,00	173 402 666,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	6 400 000,00	0,00	8 150 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		0,00	608 970,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 413,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	363 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	245 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	17 449,83	0,00	465 034,04	0,00	2 797 953,87
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 413,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 750,00
657	Subventions	0,00	17 449,83	0,00	65 034,04	0,00	817 703,87
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres							
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	8 761 028,95	687 269,79	4 613 301,29
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	19 875,90	37 074,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540,08	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	102 149,95	0,00	4 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 616 249,11	650 195,79	113 301,29
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	883 306,11	0,00	14 944 906,14
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	1 683,36	0,00	58 633,26
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540,08
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91
656	Participations	0,00	0,00	0,00	203 311,00	0,00	4 805 460,95
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	628 311,75	0,00	10 008 057,94
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721			93-722	
Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine						
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment	
DEPENSES		0,00	4 389 677,63	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	219 268,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	29,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	16 745,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	33 724,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 119 909,85	0,00	65 355,82	0,00	6 680,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		656 337,53	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	56 337,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	786 884,24	0,00	236 065,08	9 091 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 364,70	0,00	0,00	226 633,05
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 029,16
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 745,89
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 463,46	0,00	0,00	75 187,84
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	549 999,70	738 056,08	0,00	136 065,08	5 672 404,06
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		142 749,20	454 800,00	0,00	5 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 393 200,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 996,98	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	6 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	454 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 072,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 545 199,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	1 356 285,64	6 582 655,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 346,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	46 962,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 234 106,42	6 572 794,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	73 876,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	7 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	81 322 449,06
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 346,31
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 962,76
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	387 758,65	0,00	0,00	0,00	0,00	8 205 656,31
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 876,46
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 535,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 072,22
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 545 199,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/2018	Montant des tirages 2017	Montant des remboursements 2017		Encours restant dû au 01/01/2018
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
LT- 2017900975A00001	23/10/2017	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	15 000 000,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
000281	15/12/2006	11 204 900,00	0,00	410 477,05	0,00	11 204 900,00
000287	28/12/2007	6 097 230,00	0,00	216 170,39	0,00	6 097 230,00
000293-Eonia	01/01/2008	16 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
000294	31/12/2008	13 570 510,00	0,00	0,00	0,00	13 570 510,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)		62 372 640,00	15 000 000,00	626 647,44	15 000 000,00	45 872 640,00

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2018											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				568 535 503,68					36 515 504,09	13 065 839,04		4 089 490,68
1641 Emprunts en euros (total)				538 617 763,68					34 043 504,09	12 474 185,94		3 898 437,74
CMQ 1663 01 E	N		A-1	94 114 277,28	18,83	F	Taux fixe à 2.47 %	2,49	3 935 779,93	2 300 468,37		371 234,82
CMQ 1663 02 F-T1	N		A-1	48 878 670,35	18,33	F	Taux fixe à 1.69 %	1,70	2 271 165,08	816 494,22		131 277,81
CMQ 1663 02 F-T2	N		A-1	48 914 045,28	18,33	F	Taux fixe à 2.02 %	2,03	2 204 924,64	976 984,80		157 254,04
CMQ 1679 01 M T1	N		A-1	40 000 000,00	20,16	V	(Euribor 02 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 02 M (Euribor 03 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 03 M	0,84	0,00	321 240,93		31 148,46
CMQ 1679 01 M T2	N		A-1	0,00	20,16	V	(Euribor 02 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 02 M (Euribor 03 M + 1.16)- Floor -1.16 sur Euribor 03 M	0,84	0,00	216 721,45		46 722,68
000199	N		A-1	139 412,62	2,42	F	Taux fixe à 1 %	1,00	55 443,21	1 255,88		
000260	N		A-1	311 523,64	0,25	V	Livret A + 0.25	1,00	311 523,64	3 115,24		
000261	N		A-1	829 313,68	0,25	V	Livret A + 1.2	1,95	829 313,68	16 171,62		
000262	N		A-1	526 736,29	0,67	F	Taux fixe à 4.25 %	4,25	526 736,29	22 386,29		
000266	N		A-1	1 922 485,52	1,75	V	Livret A + 0.25	1,00	973 579,97	19 224,86		3 518,86
000267	N		A-1	393 537,77	1,75	V	LEP + 0.2	1,45	204 638,77	5 706,30		910,65
000268	N		A-1	4 900 000,00	6,73	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	700 000,00	253 330,00		57 300,83
000270	N		A-1	1 404 424,52	6,73	F	Taux fixe à 5.17 %	5,17	171 601,10	72 608,75		16 819,48
000273	N		A-1	1 023 867,55	7,07	F	Taux fixe à 4.71 %	4,71	108 338,59	48 224,16		40 126,87
000281	N		A-1	11 204 900,00	8,96	F	Taux fixe à 3.32 %	3,37	1 034 600,00	377 169,38		15 006,84
000285	N		A-1	421 365,35	5,25	V	Livret A + 0.8	1,55	76 964,30	6 049,83		1 732,19
000286	N		A-1	5 173 476,53	5,25	V	LEP + 0.2	1,45	958 262,93	69 434,07		20 173,92

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

413

000293	N		A-1	16 500 000,00	10	V	(TAG 06 M(Postfixé)- Floor -0.06 sur TAG 06 M(Postfixé)) + 0.06	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00
000296	N		A-1	19 733 928,92	8,58	F	Taux fixe à 4.96 %	5,13	1 845 915,24	957 850,88	147 874,25
000297 Ream	N		A-1	9 542 304,84	8	F	Taux fixe à 3.25 %	3,30	865 392,39	314 432,20	285 132,99
000302	N		A-1	3 970 617,87	5,25	F	Taux fixe à 4.23 %	4,29	583 750,20	170 289,87	109 040,21
000303	N		A-1	3 568 194,60	12,67	F	Taux fixe à 2.92 %	2,94	229 305,86	102 529,48	32 498,52
000304	N		A-1	9 005 048,38	12,15	V	Euribor 03 M + 0.6	0,27	547 421,97	25 291,06	2 795,33
000305	N		A-1	3 790 582,01	12,15	V	(Euribor 03 M-Floor - 0.4 sur Euribor 03 M) + 0.4	0,07	230 431,62	3 233,99	502,37
000306	N		A-1	5 074 031,62	12,15	F	Taux fixe à 4 %	4,00	286 458,34	202 961,26	162 245,54
000307	N		A-1	1 047 407,37	12,75	F	Taux fixe à 3.33 %	3,37	65 527,19	34 066,05	8 083,33
000308	N		A-1	1 119 642,55	12,75	F	Taux fixe à 3.33 %	3,37	70 046,29	36 415,43	8 640,80
000309	N		A-1	7 105 263,21	13,5	F	Taux fixe à 3.02 %	3,09	526 315,78	213 497,23	0,00
000311	N		A-1	6 394 736,79	13,5	F	Taux fixe à 2.65 %	2,71	473 684,22	168 606,25	0,00
000312	N		A-1	3 500 000,06	10,25	V	Euribor 03 M + 3	2,74	333 333,32	91 724,83	21 754,58
000313	N		A-1	4 335 762,19	14,96	F	Taux fixe à 2.9 %	2,92	234 471,76	124 049,42	4 955,73
000314	N		A-1	13 158 935,99	12,08	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	945 993,28	236 500,32	93 123,69
000315	N		A-1	8 739 602,42	12,08	F	Taux fixe à 1.42 %	1,43	643 701,44	121 825,30	47 900,75
316	N		A-1	20 000 000,00	18	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	947 484,86	361 685,00	0,00
317	N		A-1	10 000 000,00	18	F	Taux fixe à 1.83 %	1,84	473 742,44	180 842,50	0,00
00021796656	N		A-1	7 398 155,61	9,02	F	Taux fixe à 3.9 %	3,90	619 062,50	288 528,07	257 040,61
00022092484	N		A-1	4 120 691,70	14,83	F	Taux fixe à 3.9 %	3,90	207 325,73	160 706,98	25 436,88
1210226	N		A-1	10 765 701,15	9	F	Taux fixe à 4.51 %	4,51	875 692,54	485 533,12	444 800,39
A29110ZG	N		A-1	6 698 294,98	14,23	F	Taux fixe à 5.31 %	5,31	303 242,14	355 679,46	259 399,33
A291305W	N		A-1	14 666 666,68	10,23	F	Taux fixe à 3.82 %	3,82	1 333 333,33	560 266,67	389 074,07
A29140AS	N		A-1	21 250 000,00	16,27	F	Taux fixe à 3.77 %	3,77	1 250 000,00	801 125,00	546 650,00
A29150KI	N		A-1	8 750 000,00	17,42	V	Euribor 03 M + 2.2- Floor 0 sur Euribor 03 M	2,25	500 000,00	190 979,87	13 612,50
CMQ 1612 01 Y-1	N		A-1	16 578 947,37	17,33	F	Taux fixe à 1.21 %	1,23	947 368,42	200 461,98	32 049,08
CMQ 1612 01 Y-2	N		A-1	9 210 526,33	17,33	F	Taux fixe à 1.21 %	1,23	526 315,78	111 367,76	17 805,04
CMQ 1612 01 Y-3	N		A-1	11 351 351,36	17,33	F	Taux fixe à 1.23 %	1,25	648 648,64	139 521,89	22 306,22
MON503685EUR	N		A-1	12 750 000,00	12,5	V	(Euribor 03 M + 1.26)- Floor 0 sur Euribor 03 M	1,28	1 000 000,00	158 086,25	37 423,75
MON506222EUR ex MON502817EUR	N		A-1	8 333 333,30	12,25	F	Taux fixe à 1.85 %	1,86	666 666,68	149 541,67	35 064,35
1643 Emprunts en devises (total)											
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				29 917 740,00					2 472 000,00	591 653,10	191 052,94
000287	N		A-1	6 097 230,00	9,46	F	Taux fixe à 3.245 %	3,29	494 740,00	200 603,10	100 495,44

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

414

000293-Eonia	N		A-1	0,00	10	V	(Eonia(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur Eonia(Postfixé)	0,00	0,00	0,00		0,00
000294	N		A-1	13 570 510,00	10,46	V	(TAM(Postfixé) + 0.15)-Floor -0.15 sur TAM(Postfixé)	0,00	977 260,00	0,00		0,00
000295	N		A-1	10 250 000,00	10	F	Taux fixe à 3.96 %	4,02	1 000 000,00	391 050,00		90 557,50
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)												
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		0,00		568 535 503,68					36 515 504,09	13 065 839,04	0,00	4 089 490,68

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/2018 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	51					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	568 535 504 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)									
Taux variable simple (total)									
Taux complexe (total) (2)									
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

REPARTITION PAR PRÊTEUR	DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE (2)	DETTE EN CAPITAL AU 01/01 DE L'EXERCICE	ANNUITE A PAYER AU COURS DE L'EXERCICE	DONT	
				INTERETS (3)	CAPITAL
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires</u> (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 - AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	MONTANT INITIAL DE LA DETTE	DEPENSES DE L'EXERCICE	DETTE RESTANTE
[...]			

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - METHODES UTILISEES EX CG	B2

PROCEDURE D'AMORTISSEMENT (LINEAIRE, DEGRESSIF, VARIABLE)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	DELIBERATI ON DU
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un	15/04/2004
	CATEGORIES DE BIENS AMORTIS	DUREE (EN ANNEE)
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Lineaire	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5 ans
Lineaire	Frais de recherche et de développement	5 ans si réussite du projet
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Biens Mobiliers, matériels et études	5 ans
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	15 ans
Lineaire	Subventions d'équipement versées - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans
Lineaire	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires (logiciels)	5 ans
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS	
Lineaire	Terrains de gisement	durée du contrat d'exploitation
Lineaire	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 ans
	CONSTRUCTIONS	
Lineaire	Bâtiments publics (autres que scolaires)	30 ans
Lineaire	Bâtiment privés	30 ans
Lineaire	Bâtiment scolaires	25 ans
Lineaire	Classes mobiles	15 ans
Lineaire	Bâtiments légers préfabriqués et abris	15 ans
Lineaire	Construction sur sol d'autrui	sur la durée du bail
Lineaire	Installations, agencements aménagements de bâtiments	20 ans
	MATERIELS	
Lineaire	Matériel roulant de voirie	10 ans
Lineaire	Véhicules légers	10 ans
Lineaire	Matériel électroniques divers	10 ans
Lineaire	Matériel informatique	3 ans
Lineaire	Matériel d'entretien	10 ans
Lineaire	Matériel de reprographie	10 ans
Lineaire	Equipement de garage, d'atelier et de jardin	15 ans
Lineaire	Equipement sportif	15 ans
Lineaire	Equipement d'incendie d'hygiène et de sécurité	15 ans
Lineaire	Equipement agricoles	15 ans
Lineaire	Equipement ménager	15 ans
Lineaire	Ascenseurs et monte-charges	30 ans
Lineaire	Equipement de laboratoire	10 ans
Lineaire	Mobiliers et matériels de bureau	15 ans
Lineaire	Mobiliers et matériels scolaires et culturels	15 ans

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - METHODES UTILISEES Ex REGION	B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L' ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D 4321-1 du CGCT) : 1 500€		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
	Frais d'études non suivies de réalisation	1 an	
	Frais de recherche et de développement	1 an	
	Frais de recherche et de développement	2 ans	
	Frais d'insertion	1 an	
	Subvention d'équipement versées(bénéficiaire privés)	5 ans	
	Subvention d'équipement versées(bénéficiaire publics)	15 ans	
	Voitures	6 ans	
	Camions et véhicules industriels	8 ans	
	Mobilier	10 ans	
	Matériels de bureau électriques ou électroniques	5 ans	
	Matériel informatique	3 ans	
	Matériel classique	6 ans	
	Coffre-fort	20 ans	
	Installations et appareils de chauffage	15 ans	
	Appareils de levage - ascenseurs	20 ans	
	Appareils de laboratoire	5 ans	
	Equipements de garage et atelier	10 ans	
	Equipements des cuisines	10 ans	
	Equipements sportifs	10 ans	
	Plantations	15 ans	
	Autres agencements et aménagement de terrains	15 ans	
	Bâtiments scolaires	30 ans	
	Autres bâtiments	30 ans	
	Constructions sur sol d'autrui	Durée du bail à construction	
	Bâtiments légers, abris	10 ans	
	Agencement et aménagement de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15 ans	

IV - ANNEXES	IV
B - ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2018	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2018

NATURE DE LA PROVISION	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2018 B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)						
Provisions pour garanties d'emprunts	-		1 529 000,00	1 529 000,00	-	1 529 000,00
Dettes ACAPSSE et ACBEPA		22/12/2009	680 000,00	680 000,00		680 000,00
Dettes ADAPEI		23/12/2010	550 000,00	550 000,00		550 000,00
Dettes ADAPEI		13/10/2011	299 000,00	299 000,00		299 000,00
Provision pour litiges et contentieux	370 000,00		1 432 634,00	1 802 634,00	-	1 802 634,00
Contentieux ACAPSSE		23/12/2010	-			-
Contentieux CHU		29/10/2012	686 021,00	686 021,00		686 021,00
Contentieux LELLER (Port de Grand-Rivière)		13/10/2011	-	-		-
Contentieux divers (travaux sur le réseau routier)		30/12/2011	359 739,00	359 739,00		359 739,00
Contentieux divers (patrimoine territorial)		29/10/2012	386 874,00	386 874,00		386 874,00
Contentieux divers	370 000,00		-	370 000,00		370 000,00
DEPRECIATIONS PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)						
* des comptes de tiers	-		7 214 594,84	7 214 594,84	-	7 214 594,84
Dépréciation de créances		22/12/2009	500 000,00	500 000,00		500 000,00
Dépréciation de créances		23/12/2010	300 000,00	300 000,00		300 000,00
Dépréciation de créances (admissions en non valeur)		13/10/2011	6 274 594,84	6 274 594,84		6 274 594,84
Dépréciation de créances (créances CIA)		13/10/2011	140 000,00	140 000,00		140 000,00
TOTAL DES PROVISIONS	370 000,00		10 176 228,84	10 546 228,84	-	10 546 228,84

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...)

IV - ANNEXES	IV
B - ANNEXES PATRIMONIALES - ETALLEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 - ETALLEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/2018	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
TOTAL						

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent "Etat des provisions" qui font l'objet d'un étallement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DES PRETS	B6

PRETS COMPTE 274

Bénéficiaires	Date de délibération	Encours restant dû	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)					
Non assortis d'intérêts (total)					
Cf. Liste jointe	Délibération n°16-6861 du 25/04/2016 (ci-jointe)	0	567 810,00	0	

LISTE DES BENEFICIAIRES DE PRETS EXERCICE 2017

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
1	ADAMIS Aimee	1 000,00
2	ADOLPHE Sarah	800,00
3	AFRICA Alexiah julie-claude	1 800,00
4	ALBERT Arnaud jean-noel	3 000,00
5	ALINE Charlène sarah	1 800,00
6	ALTORN Bryce	2 400,00
7	ANNETTE Esterlla	3 000,00
8	ARAGON Aurélie	750,00
9	ARIBOT Anaïs	1 800,00
10	ASSUREUR Johanna	1 000,00
11	BAJOC Lucie annie-laure	1 500,00
12	BALAIRE Taïma	3 000,00
13	BARRU Yann	3 000,00
14	BASEL Joseph	2 000,00
15	BELLANCE MINA Ophélie lauralee	2 400,00
16	BELLAY Loris	2 100,00
17	BELLON Nina morgane	1 500,00
18	BELVENT Tracy	1 800,00
19	BERGAME-ILIN Keriann-samuel	3 000,00
20	BERING Séphora	2 100,00
21	BILL Camille	3 000,00
22	BIRON Gilles	2 000,00
23	BONARD Astrid	1 800,00
24	BONARD Aude alexa	1 800,00
25	BONHEUR Johan	1 000,00
26	BOSQUI Axel miguel joel	2 000,00
27	BOULA Kévin	900,00
28	BRANCHET Julian	1 500,00
29	BRESSAND Louis jean-marie henri	3 000,00
30	BRIVAL Matis	1 000,00
31	BURY Elodie	3 000,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
32	CACLIN Ludovic	1 000,00
33	CAPRON Kévin	3 000,00
34	CARLOS Michelle	3 000,00
35	CATHERINE Samuel	1 300,00
36	CATHERINE Sandrine	3 000,00
37	CAVALIER Odiah	550,00
38	CENILLE Sébastien eddy	2 000,00
39	CERAM-SORRENTE Stephane	2 000,00
40	CEREYON Karele	3 000,00
41	CERTAIN Ylse	600,00
42	CHANEL Marine Alfred-S	1 800,00
43	CHARLES Kenjhy	3 000,00
44	CHARMANT Jordy	1 800,00
45	CHAUBO Steffie Deborah	2 100,00
46	CHERASCO Ivy	3 000,00
47	CHRISTINE Manuel	2 100,00
48	CHRONÉ Véronique	3 000,00
49	CINCINNATUS Gwénaëlle	1 100,00
50	CINCINNATUS Stessie Iarissa	1 400,00
51	CINRAUL Manuel	1 300,00
52	CLAUDE Livia thérèse aurélie	1 500,00
53	COLIN Magdala	1 100,00
54	COPPET Charlotte	1 000,00
55	COUTTY Melinda	3 000,00
56	CRUSOL Malaïka	2 000,00
57	DALMAT Christelle	3 000,00
58	DALMAT Silvio jacques	1 000,00
59	DEFOI Jémima Jeanne	3 000,00
60	DEFREL Ismaël	1 800,00
61	DELAROZIERE Thomas	2 400,00
62	DELAUNAY-BELLEVILLE Cynthia	1 500,00
63	DELBLOND Quentin	1 500,00
64	DELICE Brigit	3 000,00
65	DIASSE Babacar	2 100,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
66	DOGUÉ Doris amanthine	1 000,00
67	DOMERGUE Adam	1 000,00
68	DORE Célia marcelle	1 300,00
69	DORE Elodie Sylvie	1 300,00
70	DRAILLINE Alexandra	1 100,00
71	DUFORT Leitha	1 800,00
72	DUMAISSON Kathleen	3 000,00
73	EDMOND Ludovic	3 000,00
74	EGOUY Joris	1 800,00
75	ELANA Anais laure amélie	1 500,00
76	ELANA Délio dominique	1 500,00
77	ELOISE Kevin	1 500,00
78	ERIALC Jessy	3 000,00
79	ERICHER Jérémy	3 000,00
80	ETILE Emeline	915,00
81	EUGENE Karen	2 400,00
82	EUGENE-L'EXACT Lyvia	1 650,00
83	EUGENE-L'EXACT Ronny	2 100,00
84	FAGOUR Frederique	1 800,00
85	FANNIS Elodie	1 000,00
86	FELER Coraline	1 100,00
87	FLOBINUS Gladys	1 800,00
88	FLORENTY ANAIS	2 000,00
89	FRANCOIS Anderlande	800,00
90	FREDERIC Pierre-Marie	3 000,00
91	GALLONDE William Thadeus	3 000,00
92	GALLONDE-MATONDO Nicaise	2 000,00
93	GALVA Matthieu yann	1 800,00
94	GERMANY Jonathan	2 000,00
95	GERTRUDE Daisy	1 300,00
96	GIBOYAU Marika marie	3 000,00
97	GIRIER DUFOURNIER Emmanuelle	3 000,00
98	GISQUET Alexandre	1 500,00
99	GLOMBARD Gabrielle	3 000,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
100	GRANGERAC Mathias	1 000,00
101	GUDUFF Adlyne ingrid	1 800,00
102	GUDUFF Ludmilla	3 000,00
103	GUILLAUME Launella	3 000,00
104	GUION-FIRMIN Julia	1 500,00
105	GUSTAVE Johvany Lucas	1 000,00
106	GUSTO Jorina	1 800,00
107	HABRICOT Yanelle julie	3 000,00
108	HAUTERVILLE Orianne	2 100,00
109	HEJOAKA Yanick Boris	1 500,00
110	HENRI Gaëlle	3 000,00
111	HILAIRE Frederique	1 800,00
112	HODEBOURG Yorick	1 500,00
113	HONORIN Nicolas	1 500,00
114	JASPERO Prescilla	1 800,00
115	JEAN-ALPHONSE Marc-antoine	1 300,00
116	JEAN-BAPTISTE Fabrice	1 000,00
117	JEAN-BAPTISTE Stephanie	3 000,00
118	JEAN-BART Nicolas	1 500,00
119	JEAN-ELIE Marie-Noelle	1 100,00
120	JEAN-LOUIS Cora	3 000,00
121	JEAN-LOUIS Kélia	3 000,00
122	JEAN-LOUIS Malika	3 000,00
123	JEAN-THEODORE Karelle	3 000,00
124	JIFFARD Séphora siméone	1 000,00
125	JOACHIM George-line	915,00
126	JOANNES-ELISABETH Steffie	1 500,00
127	JOSEPH Anne-Laure	1 800,00
128	JOSEPH Jonathan	1 800,00
129	JOSEPH-MONROSE Jessica	1 500,00
130	JOVINAC Loic	1 000,00
131	KILO Line-rose	3 000,00
132	LABEAU Taina	1 500,00
133	LABEJOF Teddy	3 000,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
134	LACRAMPE Ines	1 300,00
135	LACRAMPE Lynda	3 000,00
136	LAGIER Israël	2 000,00
137	LAMBERT Ludovic	1 800,00
138	LAMOUREUX Carl	1 100,00
139	LAPOINTE Carole	1 300,00
140	LAPOULIA Jeremy	1 800,00
141	LAPU Carole	1 500,00
142	LAVENAIRE Alick	1 000,00
143	LAVIOLETTE Yannis	1 000,00
144	LE CURIEUX-LAFAYETTE Ludovic Francois	1 100,00
145	LEGER morgan	1 000,00
146	LEOPOLD Thomas	3 000,00
147	LETQUIMOUNIN Solène	2 100,00
148	LIMEA Mélika	1 000,00
149	LIMEA Sandra	1 800,00
150	LIMERI Karl	1 000,00
151	LIMERI Sarah	1 300,00
152	LINUS Ludovic	2 000,00
153	LISABE Jean-christophe	1 800,00
154	LOFARGNE Matthieu	1 800,00
155	LOUIS Stéron	1 800,00
156	LOUIS-ALEXANDRE Mélanie	1 800,00
157	LOUISE Peter	2 400,00
158	LOUIS-MARIE Annie-claude audrey	1 000,00
159	LOUIS-MARIE Naomi julie	1 000,00
160	LOWENSKI Lawran	1 500,00
161	LOWENSKI Vadleen	3 000,00
162	LUCHER Kathleen	1 500,00
163	LUCIEN Tamara	3 000,00
164	LUGSOR Celia	3 000,00
165	MÃ Emeline	3 000,00
166	MADELAINE Manfred	1 500,00
167	MAMBERT Marina kathleen	2 100,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
168	MANQUANT Marine-alizée	1 500,00
169	MANUEL Esther	1 000,00
170	MARIE LOUISE Isabelle	3 000,00
171	MARIE LUCE Stephany	2 100,00
172	MARIE-FLORINE Josue	1 500,00
173	MARIE-FLORINE Témina	1 000,00
174	MARIE-JOSEPH Juanita	1 000,00
175	MARIE-LOUISE Sébastien	3 000,00
176	MARIE-ROSE Samuel	3 000,00
177	MARIE-SAINT Joakim	1 000,00
178	MARINE Stelée	1 400,00
179	MARINE Willem	2 100,00
180	MAROUS Alix séverine	3 000,00
181	MAROUS Allan	3 000,00
182	MARTINES Cindy	1 000,00
183	MATHURIN Aymeric	2 100,00
184	MAUNIER Joel	1 280,00
185	MEDELICE Wilson	1 000,00
186	MERT Johanne	1 800,00
187	MIRE Bruno	600,00
188	MONDESIR Lemuel Sem	1 000,00
189	MONGIN Mathieu	3 000,00
190	MONLOUIS Elodie	2 000,00
191	MONLOUIS-BONNAIRE Roger fabien davy	3 000,00
192	MONVILLE-LETU Joëlle patricia	2 100,00
193	MORAND Stéphanie	1 500,00
194	MOTHIE Leslie	3 000,00
195	MOURLON Stery	2 000,00
196	MOUSSARD Charlen	3 000,00
197	MOUSSARD Claren	3 000,00
198	MURAT jonathan	3 000,00
199	NACITAS Samuel	3 000,00
200	NALLAMOUTOU Jill	1 000,00
201	NEGROBAR Lindsey Roberte	3 000,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
202	NICOLAS Marie-louise	3 000,00
203	NIJEAN Mélanie eglantine	3 000,00
204	NIRENNOLD Céliane	1 000,00
205	NIRENNOLD Nathalie	3 000,00
206	ORLE Louane emeline	3 000,00
207	ORTOLÉ Alice	1 500,00
208	PALVAIR Jovanne	1 300,00
209	PAPAYA Céline	1 800,00
210	PAPAYA Corinne	3 000,00
211	PARDON Sophie	3 000,00
212	PARNY Laury	3 000,00
213	PASTEL Dayana	1 000,00
214	PATIN Charlène	1 500,00
215	PAULIN Elodie	750,00
216	PAVADE Jimmy	1 500,00
217	PAVILLA Déborah	3 000,00
218	PELLAN Mahory marjorie	1 800,00
219	PELLERIN Evy	3 000,00
220	PELLERIN Youri	1 800,00
221	PENNONT Sabrina	2 000,00
222	PEPIN Mickael	3 000,00
223	PETREIN Brenda	3 000,00
224	PHANOR Naomie	1 800,00
225	PHEDRE Orlane	1 000,00
226	PICOT Laurenza	1 800,00
227	PICRODÉ Laury	2 100,00
228	PIERRE-LOUIS Sarah	800,00
229	PLACIDE Marielle	1 000,00
230	POLYTE Leihanne andrea murielle	1 000,00
231	PORSAN Aurore diana	3 000,00
232	POZZO Joël mayotte	3 000,00
233	PRECART Gilles	1 500,00
234	PREVOST Diana annabella	3 000,00
235	PROSPA Giovanni	3 000,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
236	PRUDENT Serguy	600,00
237	PRUD'HOMME Jeanne	1 800,00
238	QUIATOL Jean bertrand	1 800,00
239	RAMAËL Didier luc	3 000,00
240	REMER Heike	1 000,00
241	REMION Joey	1 500,00
242	REMY Gilvaine jérémise	2 000,00
243	RENO Olivia Marie Noëlle	1 800,00
244	REZAIRE Jolène	1 800,00
245	RHINAN Melissa Natacha	1 000,00
246	RIGOLET Sébastien grégory	1 000,00
247	ROFALLET David	2 000,00
248	ROGES François-xavier eric raphael	1 000,00
249	ROSE Grégory	1 500,00
250	ROSELIA Laureen emmanuelle	2 100,00
251	ROTSSEN Ludwig	3 000,00
252	ROUSSI Aurélie gwenael	1 500,00
253	RUSTER Fabien	1 800,00
254	SABIN Lenny	1 800,00
255	SAINTE-ROSE Giovanni eudes	1 800,00
256	SEGUIN CADICHE Samuel	1 500,00
257	SEGUIN-CADICHE Samy	2 100,00
258	SEJEAN Gaelle	1 100,00
259	SEMA Jérémie emmanuel	3 000,00
260	SEVERE Léa	1 500,00
261	SIMBA Stéphane loïc	1 500,00
262	TALLY Lucile	1 000,00
263	TEDOS Mariska	1 800,00
264	TELLE Jerry	2 000,00
265	THEODORE Perle	1 800,00
266	THEODORE Samantha	2 000,00
267	THERESINE Josué david	1 000,00
268	THIANT ALISSON JOELLE	3 000,00
269	TIN Cyrille	1 800,00

N°	BENEFICIAIRE	MONTANT MANDATE
270	TORVIC Tania	3 000,00
271	TRABON Sébastien	1 500,00
272	TRIBEAU Stephanie clara	3 000,00
273	TRILENE Yonel	3 000,00
274	VAL Coralynne	2 000,00
275	VALLADE Gabriella	1 800,00
276	VARSOVIE Vanessa	3 000,00
277	VAZQUEZ Deibys jose	1 000,00
278	VERSOL Valérie katia	3 000,00
279	VESIR Marvin	2 000,00
280	VIANAS Christopher	1 500,00
281	VIGNOCAN Isham	1 800,00
282	VILOCY Hulrich-elie	2 400,00
283	VINCENT-SULLY Emilie	2 400,00
284	VIOLTON Ketsia	2 000,00
285	VITULIN Floriane	3 000,00
286	WILLIAM Solene	3 000,00
287	YERRO Kévin	1 300,00
288	YERRO Ludovic	1 800,00
289	YSIDEE Clarissa	1 800,00
290	ZEBINA Roxane	1 500,00
291	ZERAMBE Caroline	2 000,00
	TOTAL	567 810,00

IV - ANNEXES															IV
ANNEXES PATRIMONIALES - EMPRUNTS GARANTIS															B7.1

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (8)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actué (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					168 716 600,27 €	89 132 330,51 €											1 848 778,94 €	4 879 837,65 €
SDIS	2014	P	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE CASERNEMENTS	Agence Française de Développement	600 000,00 €	492 556,13 €	12	A	F	Taux fixe à 1,81 %	1,81%	F	Taux fixe à 1,81 %	1,81%	A-1		8 915,27 €	37 118,86 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2012	C	TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE	Agence Française de Développement	35 000 000,00 €	26 250 000,00 €	15	A	F	Taux fixe à 2,51 %	2,55%	F	Taux fixe à 2,51 %	2,55%	A-1		668 026,04 €	1 790 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2013	C	TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE	Agence Française de Développement	30 000 000,00 €	24 000 000,00 €	16	A	F	Taux fixe à 2,61 %	2,61%	F	Taux fixe à 2,61 %	2,61%	A-1		626 400,00 €	1 500 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	C	TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 200 000,00 €	16 800 000,00 €	21	A	F	Taux fixe à 1,35 %	1,35%	F	Taux fixe à 1,35 %	1,35%	A-1		228 800,00 €	800 000,00 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	P	TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 716 600,27 €	8 454 774,38 €	21	A	F	Taux fixe à 1,050 %	1,05%	F	Taux fixe à 1,050 %	1,05%	A-1		88 775,13 €	437 718,79 €
le syndicat mixte du transport collectif en site propre.	2014	C	TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 200 000,00 €	13 135 000,00 €	37	A	F	Taux fixe à 1,75 %	1,75%	F	Taux fixe à 1,75 %	1,75%	A-1		229 862,50 €	355 000,00 €
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					26 135 123,04 €	19 029 482,39 €											738 613,36 €	1 247 127,84 €
PERRINON INVEST	2008	P	ACC. EN VEFA CENTRE COMMERCIAL PERRINON	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 363 085,51 €	754 532,94 €	11	T	F	Taux fixe à 0,3 %	4,45%	F	Taux fixe à 0,3 %	1,20%	A-1		14 773,95 €	65 948,97 €
KERLYS INVEST 01	2015	P	PRÊT PPU	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 782 438,59 €	3 430 516,18 €	17	A	V	Livret A + 1	2,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		60 034,04 €	181 775,70 €
KERLYS INVEST 01	2016	P	PRÊT PPU	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 914 281,45 €	6 914 281,45 €	15	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		314 650,37 €	333 874,23 €
SEMINAIRE COLLEGE.	2006	C	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	SFIL CAFFIL	700 766,25 €	198 550,33 €	4	T	F	Taux fixe à 4,71 %	4,86%	F	Taux fixe à 4,71 %	4,86%	A-1		8 644,22 €	46 717,76 €
EARL HORTICOLE PETIT GALICON.	2011	P	CONSTRUCTION USINE HORTICOLE ET ACQUISITION MATERIEL	CREDIT AGRICOLE	159 310,00 €	82 495,76 €	5	M	F	Taux fixe à 6,4 %	6,59%	F	Taux fixe à 6,4 %	6,59%	A-1		4 880,40 €	14 185,93 €
URASS IMMO	2005	P	FINANCEMENT ACQUISITION IMMEUBLE	CREDIT MUTUEL	2 880 000,00 €	1 390 001,07 €	7	T	F	Taux fixe à 5,1 %	5,20%	F	Taux fixe à 5,1 %	5,20%	A-1		67 810,42 €	162 744,16 €
ADAPEI DE LA MARTINIQUE.	2006	C	FINANCEMENT INVESTISSEMENT 3 ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL	SFIL CAFFIL	5 200 000,00 €	3 400 000,00 €	16	A	F	Taux fixe à 3,95 %	3,95%	V	Inflation INSEE hors tabac + 2,85	3,95%	A-2		134 300,00 €	180 000,00 €
ACBEPA.	2006	P	Construction et établissement hébergement personnes âgées	CREDIT MUTUEL	608 700,00 €	178 100,68 €	3	M	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	A-1		9 211,59 €	54 202,35 €
ACBEPA.	2006	P	Construction et établissement hébergement personnes âgées	CREDIT AGRICOLE	300 000,00 €	115 666,91 €	4	M	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	F	Taux fixe à 6 %	6,17%	A-1		6 284,59 €	24 094,26 €
APPAHM	2007	P	ACC TERRAIN ZAC L'EYANG ZABRICOT	CAISSE D'EPARGNE	180 000,00 €	72 188,47 €	5	M	F	Taux fixe à 5,4 %	5,54%	F	Taux fixe à 5,4 %	5,54%	A-1		3 555,56 €	13 979,08 €
Association De Gestion Du Collège Privé Catholique.	2004	P	CONST. BATIMENT SCOLAIRE	CAISSE D'EPARGNE	330 925,00 €	177 011,07 €	8	M	F	Taux fixe à 5,2 %	5,33%	F	Taux fixe à 5,2 %	5,33%	A-1		8 782,77 €	17 865,47 €
Association Eau Jallantes.	2005	P	STRUCTURE D'ACCUEIL POUR INSERTION JEUNES EN DETRESSE	Agence Française de Développement	316 000,00 €	7 647,76 €	0	T	F	Taux fixe à 2,63 %	2,66%	F	Taux fixe à 2,63 %	2,66%	A-1		50,40 €	7 647,76 €
Association Eau Jallantes.	2009	P	STRUCTURE D'ACCUEIL POUR INSERTION JEUNES EN DETRESSE	Agence Française de Développement	260 000,00 €	16 063,75 €	0	T	F	Taux fixe à 2,56 %	2,58%	F	Taux fixe à 2,56 %	2,58%	A-1		154,51 €	16 063,75 €
Association d'Aide aux personnes Handicapées	2009	P	REMISE AUX NORMES ETAT BELLEFONTAINE	CAISSE D'EPARGNE	2 438 845,00 €	1 999 194,22 €	18	M	F	Taux fixe à 5,3 %	5,43%	F	Taux fixe à 4,61 %	4,71%	A-1		90 590,38 €	75 045,62 €
ASSOCIATION DE GESTION DU SEMINAIRE COLLEGE SAINTE-MARIE.	2007	P	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	SFIL CAFFIL	250 000,00 €	104 611,11 €	5	A	F	Taux fixe à 5,08 %	5,08%	F	Taux fixe à 5,08 %	5,08%	A-1		5 314,24 €	18 901,75 €
ASSOCIATION DE GESTION DU SEMINAIRE COLLEGE SAINTE-MARIE.	2007	P	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	SFIL CAFFIL	450 766,25 €	188 620,58 €	5	A	F	Taux fixe à 5,08 %	5,08%	F	Taux fixe à 5,08 %	5,08%	A-1		9 581,93 €	34 081,08 €
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					854 993 368,90 €	504 576 965,18 €											4 099 487,04 €	28 370 635,98 €
SEMAFF.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 480,05 €	15 333,44 €	16	A	V	Livret A + (-0,59)	1,63%	V	Livret A + (-0,59)	0,16%	A-1		24,20 €	962,24 €
SEMAFF.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	46 959,03 €	29 419,75 €	16	A	V	Livret A + (-0,59)	1,63%	V	Livret A + (-0,59)	0,16%	A-1		45,43 €	1 845,22 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	320 893,26 €	296 670,84 €	27	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 632,79 €	12 201,22 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 936,78 €	125 614,78 €	27	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 695,80 €	4 780,58 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 709 986,08 €	1 618 242,22 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		21 846,27 €	47 406,23 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	534 348,21 €	502 836,81 €	37	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		2 765,60 €	16 130,25 €
SEMSAMAR	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 172,44 €	499 849,33 €	37	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		2 749,16 €	16 034,38 €
SEMSAMAR	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	968 457,00 €	968 457,00 €	11	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		13 074,17 €	0,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	470 064,50 €	460 090,38 €	39	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	Livret A + 0,95	1,70%	A-1		7 821,54 €	10 040,05 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 207 661,66 €	1 182 094,38 €	39	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		20 686,05 €	25 736,40 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	597 705,50 €	587 799,05 €	49	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		10 286,48 €	9 958,45 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 239 404,12 €	2 239 404,12 €	36	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		39 032,07 €	49 980,00 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	869 954,40 €	869 954,40 €	48	A	V	Livret A + 1	1,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		15 223,33 €	14 737,86 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	539 734,32 €	539 734,32 €	38	A	V	Livret A + 0,95	1,70%	V	Livret A + 0,95	1,70%	A-1		9 175,31 €	11 777,81 €
SEMSAMAR	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 197 238,50 €	2 197 238,50 €	11	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		29 652,72 €	0,00 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	489 495,20 €	461 430,81 €	49	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 229,32 €	8 102,55 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	616 319,35 €	602 805,82 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 137,88 €	13 588,78 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	184 498,15 €	180 774,60 €	49	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		994,26 €	3 720,58 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

435

SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 587,74 €	134 135,20 €	39	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		737,75 €	3 450,71 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	673 236,43 €	658 474,93 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 889,41 €	14 843,70 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	505 820,00 €	497 131,88 €	49	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 711,28 €	8 729,44 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 587,90 €	210 178,06 €	39	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 155,98 €	5 406,96 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	279 376,03 €	273 736,69 €	49	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 505,55 €	5 603,87 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 486,65 €	202 319,33 €	49	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 112,76 €	4 164,00 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	167 311,63 €	163 113,21 €	39	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		897,13 €	4 196,16 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	523 081,96 €	514 097,15 €	49	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 940,31 €	9 027,35 €
SEMSAMAR	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	687 280,36 €	672 210,93 €	39	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		9 074,85 €	15 153,35 €
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	177 126,70 €	175 299,60 €	51	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1			
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 203 235,79 €	1 191 840,00 €	41	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1			
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 104 311,92 €	1 083 654,00 €	41	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1			
SEMSAMAR	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 626,99 €	3 755,40 €	51	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1			
SA DHLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 724 967,04 €	1 716 846,13 €	21	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		1 059,86 €	96 786,11 €
SA DHLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	722 513,14 €	438 045,58 €	21	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 827,30 €
SA DHLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	580 789,98 €	364 086,00 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		224,55 €	20 525,11 €
SA DHLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 408 807,89 €	863 154,44 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		544,68 €	49 787,27 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	746 518,18 €	494 932,42 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		305,25 €	26 953,97 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 570,31 €	22 919,68 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		14,14 €	1 248,20 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	406 262,99 €	288 642,70 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		5 626,53 €	13 758,51 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 549,27 €	460 072,34 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		8 971,41 €	21 929,92 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 826 171,13 €	1 259 593,86 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		25 342,08 €	61 946,75 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 815,52 €	85 245,90 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		52,58 €	4 642,49 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 164,79 €	57 238,47 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		35,30 €	3 117,21 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 357,90 €	92 825,44 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		57,25 €	5 055,27 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	433 738,98 €	284 823,20 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		175,66 €	15 511,45 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 981,34 €	264 625,99 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		163,21 €	14 415,51 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	799 375,24 €	524 925,41 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		323,75 €	28 587,39 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	664 147,50 €	462 940,81 €	22	A	V	Livret A + 0,7	2,95%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		6 712,64 €	22 872,71 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 960 119,43 €	2 813 595,06 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		54 885,10 €	134 113,50 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 413 434,97 €	1 714 703,02 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		33 438,71 €	81 723,44 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 539,30 €	313 349,20 €	22	A	V	Livret A + 0,7	2,95%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		4 543,57 €	15 481,79 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 600 784,43 €	1 847 811,51 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		36 032,33 €	88 078,23 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 763 595,70 €	1 252 981,57 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		24 439,85 €	59 719,20 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	207 849,64 €	144 880,58 €	22	A	V	Livret A + 0,7	2,95%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		2 100,77 €	7 156,17 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	909 970,59 €	646 518,08 €	22	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		12 607,11 €	30 817,08 €
SA DHLM OZANAM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	818 991,59 €	145 199,01 €	2	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		2 831,38 €	72 438,93 €
SA DHLM OZANAM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 504,10 €	91 381,15 €	2	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		1 781,93 €	30 331,48 €
SA DHLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 208 183,60 €	960 563,41 €	24	A	V	Livret A + 1,2	3,95%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		18 730,99 €	38 393,96 €
SA DHLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 790 088,70 €	1 379 982,06 €	24	A	V	Livret A + 1,15	3,95%	V	Livret A + 1,15	1,90%	A-1		26 202,16 €	55 364,82 €
SA DHLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 732 551,10 €	1 380 871,58 €	24	A	V	Livret A + 0,7	3,45%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		20 189,09 €	56 109,67 €
SA DHLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	789 238,98 €	621 807,80 €	25	A	V	Livret A + 1,15	4,15%	V	Livret A + 1,15	1,90%	A-1		11 814,35 €	24 963,55 €
SA DHLM OZANAM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	304 666,05 €	236 370,90 €	25	A	V	Livret A + 0,7	3,70%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		3 427,38 €	9 874,71 €
SA DHLM OZANAM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	236 413,00 €	71 804,62 €	4	A	V	Livret A + 1	3,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 256,58 €	17 894,11 €
SA DHLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	943 460,20 €	753 128,75 €	26	A	V	Livret A + 1	5,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		13 179,75 €	29 540,41 €
SA DHLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 310,27 €	58 395,11 €	26	A	V	Livret A + 0,5	4,50%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		729,94 €	2 397,00 €
SA DHLM OZANAM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 262 862,14 €	1 797 414,04 €	32	A	V	Livret A + 0,8	2,05%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		27 859,92 €	68 033,05 €
SA DHLM OZANAM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	878 153,14 €	679 942,00 €	32	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		3 739,68 €	27 997,70 €
SA DHLM OZANAM	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 635 400,00 €	1 149 598,10 €	15	A	V	Livret A + 0,8	3,80%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		17 818,77 €	77 282,56 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	514 832,91 €	417 893,26 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		5 641,56 €	18 138,06 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 462 687,19 €	2 810 685,90 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		37 944,26 €	121 993,77 €
SA DHLM OZANAM	1987	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	157 541,46 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 700,89 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	497 947,27 €	154 740,28 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 544,11 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 090,56 €	45 952,98 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	6 047,85 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	989 640,04 €	302 373,62 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	40 144,69 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 629,09 €	75 354,81 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	10 904,49 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	177 000,85 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 499,51 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 717 473,62 €	2 205 791,15 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		29 778,18 €	95 739,16 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 900 318,55 €	1 641 552,23 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		22 160,96 €	55 295,88 €
SA DHLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 917,00 €	50 446,08 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		681,02 €	1 365,04 €
SA DHLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	76 291,00 €	66 099,73 €	32	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		363,55 €	2 005,11 €
SA DHLM OZANAM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	209 382,00 €	185 577,23 €	32	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 505,30 €	5 021,60 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 367 970,09 €	1 255 712,84 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		16 952,13 €	31 864,35 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	627 111,03 €	566 428,50 €	34	A	V	Livret A + (-0,2)	2,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		3 115,36 €	16 211,57 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

436

SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 864 433,88 €	1 711 436,23 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		23 104,38 €	43 428,56 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	704 077,07 €	635 946,91 €	34	A	V	Livret A + (0,2)	2,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		3 497,71 €	18 201,23 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 572,18 €	372 290,44 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		5 025,92 €	9 447,06 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	284 254,36 €	256 748,42 €	34	A	V	Livret A + (0,2)	2,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		1 412,12 €	7 348,31 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 633 709,60 €	2 363 963,51 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		32 318,51 €	60 748,04 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 162 135,10 €	1 039 344,28 €	35	A	V	Livret A + (0,2)	2,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		5 716,38 €	29 746,71 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 914,40 €	182 251,27 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 460,40 €	5 979,74 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	78 941,80 €	69 532,35 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		936,69 €	2 128,78 €
SA DHLM OZANAM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 860,70 €	163 455,02 €	34	A	V	Livret A + (0,2)	1,80%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		889,00 €	5 491,11 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 689,28 €	115 315,06 €	36	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 556,75 €	3 354,09 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	538 214,75 €	489 893,61 €	36	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 615,57 €	14 249,16 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	463 101,08 €	416 623,84 €	36	A	V	Livret A + (0,2)	1,55%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		2 291,43 €	13 339,23 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 568 675,24 €	3 216 941,22 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		43 423,31 €	93 587,17 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 057 677,54 €	1 854 639,09 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		25 037,63 €	53 944,52 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	684 408,04 €	609 687,80 €	36	A	V	Livret A + (0,2)	1,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		3 365,12 €	19 919,68 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280 086,79 €	258 545,51 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 490,37 €	7 741,74 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	297 714,14 €	274 836,88 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 710,30 €	9 229,56 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 045 312,74 €	1 886 144,72 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		25 489,96 €	56 537,51 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 605,05 €	744 750,38 €	37	A	V	Livret A + (0,2)	1,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		4 098,13 €	24 392,98 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 773 092,44 €	2 559 999,62 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		34 559,99 €	76 655,15 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 360 491,87 €	1 245 354,65 €	37	A	V	Livret A + (0,2)	1,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		6 848,45 €	40 789,39 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 345 726,50 €	1 185 492,95 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		16 004,16 €	37 179,22 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	824 585,50 €	726 403,39 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		9 806,45 €	22 781,33 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	400 905,20 €	348 195,84 €	35	A	V	Livret A + (0,2)	2,05%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		1 915,08 €	11 916,64 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	262 942,80 €	231 634,61 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 127,07 €	7 264,48 €
SA DHLM OZANAM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	271 874,50 €	239 902,83 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 233,29 €	7 511,24 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 804 841,40 €	1 632 208,96 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		22 034,82 €	49 996,63 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	529 540,28 €	488 633,05 €	37	A	V	Livret A + 1,07	2,07%	V	Livret A + 1,07	1,82%	A-1		8 893,12 €	13 901,96 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 670,78 €	160 151,49 €	37	A	V	Livret A + 1	2,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		2 802,65 €	4 990,89 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 274 699,00 €	1 080 145,61 €	17	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		14 581,97 €	65 288,06 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	671 481,96 €	616 840,13 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		8 327,34 €	18 470,31 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 936 752,71 €	1 822 539,22 €	37	A	V	Livret A + (0,2)	0,80%	V	Livret A + (0,2)	0,55%	A-1		10 023,97 €	58 464,29 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 357 753,07 €	1 284 907,16 €	37	A	V	Livret A + 0,6	1,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		17 346,25 €	37 641,21 €
SA DHLM OZANAM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	420 499,20 €	380 278,60 €	36	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		5 133,76 €	11 648,42 €
SA DHLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	866 989,40 €	127 670,85 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 632,05 €	24 928,84 €
SA DHLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	401 532,42 €	70 377,18 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		844,53 €	11 382,54 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	213 626,81 €	43 037,98 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		516,46 €	5 930,45 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 737,36 €	45 477,79 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		545,74 €	6 266,65 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 544,03 €	4 744,94 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		56,94 €	568,64 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 488,75 €	3 316,34 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		39,80 €	397,45 €
SA DHLM OZANAM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	54 982,26 €	8 762,38 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		261,12 €	2 095,06 €
SA DHLM OZANAM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 099 161,99 €	337 867,60 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		10 086,46 €	80 763,61 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 706,22 €	24 235,48 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		725,20 €	4 585,55 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 637,93 €	13 523,55 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		402,98 €	2 091,60 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 551,90 €	11 046,25 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		320,18 €	1 708,56 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 918,17 €	12 525,10 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		373,25 €	1 937,34 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 600,94 €	11 986,85 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		357,21 €	1 854,07 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 398,07 €	28 012,28 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		834,77 €	4 332,79 €
SA DHLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 862,60 €	55 602,88 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 656,97 €	6 257,34 €
SA DHLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 949,58 €	20 861,37 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		615,71 €	2 325,16 €
SA DHLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	172 273,49 €	52 383,06 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 561,02 €	5 895,00 €
SA DHLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	112 763,49 €	16 967,62 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		198,81 €	3 234,95 €
SA DHLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 097 632,52 €	161 268,39 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 935,22 €	31 488,82 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 363,61 €	27 216,91 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		326,80 €	2 851,82 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	609 796,07 €	157 518,74 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 890,22 €	16 678,69 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	613 924,39 €	110 872,17 €	3	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		3 995,00 €	26 289,06 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	205 585,12 €	53 105,50 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		637,27 €	5 623,01 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	88 863,88 €	22 959,95 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		275,52 €	2 431,08 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 145,01 €	54 799,99 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		667,85 €	5 902,43 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	260 642,08 €	66 724,63 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		800,89 €	7 065,07 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	54 131,60 €	13 857,79 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		166,30 €	1 467,31 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

437

SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 314 534,34 €	896 190,21 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		10 274,26 €	90 656,64 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 537 202,90 €	820 138,93 €	3	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		29 525,00 €	194 289,08 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	803 631,98 €	159 379,28 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		4 749,50 €	30 031,91 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 298,37 €	26 175,66 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		780,04 €	4 932,26 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 911,74 €	9 700,36 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		289,07 €	1 827,84 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 014,03 €	5 501,07 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		163,93 €	1 036,57 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	63 516,36 €	12 472,57 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		371,69 €	2 350,22 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 140,97 €	2 613,79 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		77,89 €	404,29 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 604,29 €	2 253,31 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		67,15 €	348,52 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 097,96 €	1 430,67 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		42,63 €	221,29 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408 160,90 €	94 815,63 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 825,50 €	14 665,61 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	189 244,11 €	44 398,97 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 323,09 €	6 867,42 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	294 055,86 €	68 989,16 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 055,88 €	10 670,90 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 291,49 €	7 559,19 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		225,26 €	987,13 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	40 932,56 €	11 045,68 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		329,16 €	1 442,41 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 184,91 €	8 065,12 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		240,34 €	1 053,19 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 744,41 €	27 185,94 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		810,14 €	3 550,09 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 337,23 €	7 571,48 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		225,63 €	988,72 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 115,89 €	12 714,22 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		378,88 €	1 660,30 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 758,90 €	11 424,74 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		340,46 €	1 451,91 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 137,63 €	14 339,30 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		427,31 €	1 872,49 €
SA DHLM OZANAM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 500,75 €	3 840,91 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		114,46 €	378,39 €
SA DHLM OZANAM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	128 337,68 €	42 861,34 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 277,27 €	4 222,44 €
SA DHLM OZANAM	1986	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	128 057,17 €	15 140,94 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		181,69 €	3 717,78 €
SA DHLM OZANAM	1986	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	81 112,21 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		973,34 €	19 916,68 €
SA DHLM OZANAM	1987	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	849 897,17 €	148 962,83 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 787,56 €	24 092,68 €
SA DHLM OZANAM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	880 685,78 €	129 393,68 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 952,72 €	25 265,00 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	167 347,70 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		2 098,17 €	23 059,86 €
SA DHLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 051,94 €	30 856,90 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		370,28 €	4 990,68 €
SA DHLM OZANAM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 695 101,96 €	297 103,13 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		3 565,24 €	48 052,34 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	417 100,51 €	84 789,48 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 017,47 €	11 683,66 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 085 839,47 €	220 732,67 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		2 648,80 €	30 416,12 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 176,90 €	42 843,85 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		514,13 €	5 134,57 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	479 680,83 €	110 788,37 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 328,46 €	13 277,31 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	207 385,54 €	47 898,32 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		574,78 €	5 740,32 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 599,90 €	8 148,62 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		97,78 €	976,57 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 241,93 €	11 728,99 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		140,75 €	1 405,65 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 825,04 €	11 969,65 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		143,64 €	1 434,45 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	118 093,11 €	27 275,07 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		327,30 €	3 268,76 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	175 264,34 €	40 479,58 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		485,75 €	4 851,23 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 197,17 €	7 140,86 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		85,69 €	855,79 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	197 720,70 €	36 427,62 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		437,13 €	4 365,62 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	37 813,48 €	7 499,30 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		233,48 €	1 413,09 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 683,63 €	2 481,81 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		73,96 €	383,87 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	380 736,37 €	89 325,92 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 661,91 €	13 816,50 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 412,04 €	12 407,58 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		369,75 €	1 919,14 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 220,51 €	3 535,67 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		105,36 €	546,89 €
SA DHLM OZANAM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 078 660,64 €	487 679,30 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		14 532,84 €	75 431,88 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	226 740,47 €	61 186,06 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 823,34 €	7 990,01 €
SA DHLM OZANAM	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	251 101,82 €	100 666,26 €	10	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 999,86 €	7 867,85 €
SA DHLM OZANAM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	304 898,04 €	28 530,61 €	2	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		1 027,10 €	14 013,09 €
SA DHLM OZANAM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 314 927,65 €	303 699,08 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		3 644,39 €	36 396,50 €
SA DHLM OZANAM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 600,29 €	10 745,88 €	9	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		128,95 €	1 137,82 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	648 426,65 €	128 598,33 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		3 832,23 €	24 231,78 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 022,88 €	13 887,23 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		413,84 €	2 616,76 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	736 328,75 €	146 031,45 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		4 351,74 €	27 516,68 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 069,70 €	35 968,93 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 070,09 €	4 689,19 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 105 865,17 €	219 319,28 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		6 535,72 €	41 326,30 €
SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	146 680,35 €	39 981,77 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 179,54 €	5 168,81 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 681,38 €	18 380,89 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		547,75 €	3 463,52 €
SA DHLM OZANAM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 843,95 €	6 515,36 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		188,20 €	1 180,04 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

438

SA DHLM OZANAM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 662 907,78 €	446 736,93 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		13 372,36 €	58 598,48 €
SA DHLM OZANAM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 218 456,39 €	674 564,82 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		20 102,03 €	75 912,98 €
SA DHLM OZANAM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 204,52 €	12 877,21 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		374,80 €	3 007,10 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	211 808,11 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 882,09 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	264 760,14 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 602,61 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	462 758,99 €	169 195,67 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 278,56 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	156 069,14 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 860,48 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	211 808,11 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 882,09 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	583 338,24 €	197 878,32 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 963,73 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	214 022,26 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 121,28 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	960 428,81 €	292 645,52 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	38 853,11 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 464,28 €	59 286,38 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 056,37 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	365 393,77 €	125 193,77 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 900,79 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	244 402,30 €	82 111,39 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 773,04 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	457 347,05 €	153 654,04 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 288,18 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	586 089,21 €	196 900,59 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 435,46 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	545 318,86 €	183 199,12 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 804,69 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	195 153,55 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	23 227,52 €
SA DHLM OZANAM	1988	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	487 836,86 €	148 645,34 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 734,91 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 959,21 €	41 084,96 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 890,00 €
SA DHLM OZANAM	1989	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	980 428,81 €	325 946,00 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	38 794,74 €
SA DHLM OZANAM	1990	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	213 428,62 €	80 389,92 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 884,70 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	229 890,79 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 670,54 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	265 133,49 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 338,17 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 156 143,20 €	426 083,07 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	42 102,44 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 306,26 €	228 255,88 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 607,66 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	724 132,83 €	265 319,88 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 259,58 €
SA DHLM OZANAM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 302,40 €	17 483,86 €	8	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	2 315,93 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 938,82 €	72 044,75 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 135,69 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 449,02 €	60 037,30 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 946,41 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 288,69 €	32 800,66 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 248,75 €
SA DHLM OZANAM	1991	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 367,10 €	74 182,52 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 347,42 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 107 987,90 €	480 325,21 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	43 978,70 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	741 217,03 €	321 325,92 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	29 420,68 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	369 586,00 €	158 656,54 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 526,63 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	474 836,98 €	201 912,22 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 487,13 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 767 028,83 €	751 382,75 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	68 796,79 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 987,41 €	105 016,55 €	11	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 615,34 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	220 095,00 €	92 620,85 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 480,39 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	381 122,35 €	160 413,97 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 687,55 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 113,28 €	50 976,42 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 687,42 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 158 612,53 €	487 658,49 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	44 850,13 €
SA DHLM OZANAM	1992	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 282 074,79 €	543 832,56 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	49 793,45 €
SA DHLM OZANAM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 400,60 €	2 465,79 €	9	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	265,60 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 043 660,81 €	470 675,61 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	40 116,02 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	548 816,46 €	247 508,22 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 095,29 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	309 385,28 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	26 369,12 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	839 350,43 €	378 534,81 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	32 262,78 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 475 258,08 €	665 320,33 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	56 705,70 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	825 027,40 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	70 317,64 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	116 515,18 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 930,67 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	327 523,18 €	146 614,04 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 496,02 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	868 959,40 €	391 888,03 €	12	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 400,88 €
SA DHLM OZANAM	1987	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	907 071,66 €	247 350,47 €	6	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	37 211,96 €
SA DHLM OZANAM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 147,49 €	5 699,56 €	10	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	613,34 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	686 020,58 €	306 234,22 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	26 100,55 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 013 795,96 €	452 546,13 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	38 570,81 €
SA DHLM OZANAM	1993	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	367 481,06 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	31 320,66 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	457 347,05 €	219 488,31 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	17 517,12 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	234 044,15 €	113 428,25 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 052,59 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	877 924,77 €	417 348,09 €	13	A	V	Liret A + (-0,75)	3,03%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 308,09 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

439

SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 013 785,96 €	481 933,82 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	38 462,61 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	289 719,74 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	23 122,24 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 697 255,43 €	806 841,71 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	64 393,19 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	594 551,17 €	282 637,88 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	22 857,02 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	391 344,78 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	31 232,80 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	228 673,52 €	108 706,88 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	8 675,76 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	848 046,11 €	348 137,35 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	27 784,46 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	910 091,82 €	428 227,97 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	34 176,41 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	386 987,23 €	182 090,15 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	14 532,41 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	450 853,56 €	212 141,35 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	16 930,77 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	603 343,67 €	283 892,93 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	22 657,19 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	221 199,26 €	104 081,48 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	8 306,63 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	868 959,40 €	408 873,82 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	32 631,77 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 586,61 €	90 757,89 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	7 243,29 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	365 877,64 €	172 157,39 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	13 739,69 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	834 395,58 €	176 489,18 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	14 085,41 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	393 823,50 €	185 306,83 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	14 789,14 €
SA DHLM OZANAM	1994	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	429 897,73 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	34 309,67 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	410 333,42 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	30 821,53 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	455 526,01 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	34 246,14 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	911 852,03 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	68 492,29 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	880 276,30 €	428 891,65 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	32 208,74 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	544 433,80 €	271 371,08 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	20 383,60 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	579 204,09 €	285 754,72 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	21 464,00 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	699 063,58 €	344 888,30 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	25 955,72 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	753 356,79 €	371 873,33 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	27 917,63 €
SA DHLM OZANAM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 074,90 €	4 331,44 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	395,19 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	157 259,24 €	77 584,84 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	5 827,66 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	823 224,70 €	406 143,11 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	30 506,78 €
SA DHLM OZANAM	1995	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	914 694,10 €	451 270,12 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	33 896,42 €
SA DHLM OZANAM	1996	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 857,25 €	226 689,46 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	16 096,75 €
SA DHLM OZANAM	1996	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	762 246,09 €	404 802,62 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	28 744,19 €
SA DHLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 918,18 €	44 212,56 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	3 753,70 €
SA DHLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	413 232,50 €	140 709,13 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	11 946,38 €
SA DHLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 829 388,20 €	843 238,97 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	71 592,04 €
SA DHLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 576 134,29 €	726 504,00 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	61 681,09 €
SA DHLM OZANAM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 134 286,24 €	976 670,58 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	82 920,54 €
SA DHLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 569 924,64 €	1 088 723,45 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	93 210,53 €
SA DHLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 440 112,73 €	1 043 224,78 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	88 502,28 €
SA DHLM OZANAM	1998	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 335 487,83 €	998 494,36 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	84 707,56 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 393 257,33 €	1 105 948,01 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	87 417,37 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 141,48 €	6 814,59 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	549,08 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	411 271,70 €	187 813,46 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	14 914,09 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 328 355,59 €	1 519 944,16 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	120 697,36 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 455,16 €	55 921,01 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	4 440,53 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 868 108,82 €	853 100,28 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	67 743,91 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 263 423,74 €	1 817 878,41 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.91%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	153 464,69 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 902 047,37 €	802 173,44 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	67 719,21 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	719 554,55 €	303 466,45 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	25 618,54 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 974 818,98 €	1 254 606,38 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	105 913,45 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 317 232,86 €	1 399 016,74 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0.00 €	118 104,52 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	310 885,00 €	297 947,14 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1.80%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		4 022,29 €	6 910,22 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 229,00 €	540 108,71 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0.80%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		2 970,60 €	14 254,29 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 572,75 €	510 091,68 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		9 487,71 €	10 890,37 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 475,72 €	175 015,72 €	38	A	V	Livret A + 1.04	1.79%	V	Livret A + 1.04	1.79%	A-1		3 132,78 €	3 779,29 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	533 719,17 €	510 249,17 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		6 888,37 €	11 834,08 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 698,50 €	250 903,19 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 387,20 €	5 991,46 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	321 160,00 €	307 794,54 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1.80%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		4 155,23 €	7 138,60 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	486 328,50 €	463 076,22 €	38	A	V	Livret A + (-0.2)	0.80%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		2 546,92 €	12 221,28 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	115 388,80 €	99 675,28 €	12	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 345,62 €	7 947,18 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	299 467,00 €	242 901,65 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1.80%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 279,17 €	5 800,39 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

440

SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 243,80 €	161 634,00 €	37	A	V	Liret A + (-0,2)	0,80%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		888,44 €	4 376,59 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 210 614,00 €	2 118 616,50 €	38	A	V	Liret A + 0,6	1,60%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		28 901,23 €	49 136,55 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 698 851,40 €	1 574 834,50 €	37	A	V	Liret A + (-0,2)	0,80%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		8 982,14 €	42 671,10 €
SA DHLM OZANAM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 113 118,20 €	1 042 062,53 €	37	A	V	Liret A + 0,6	1,60%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		14 087,71 €	24 883,75 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	931 393,20 €	886 861,53 €	37	A	V	Liret A + (-0,2)	0,80%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		4 877,74 €	23 405,62 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 897 811,60 €	1 818 831,85 €	37	A	V	Liret A + 0,6	1,60%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		24 554,23 €	42 183,71 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	382 698,70 €	374 869,96 €	38	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		5 902,74 €	7 902,45 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 958,07 €	138 588,08 €	38	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		762,24 €	3 378,22 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	324 965,00 €	311 607,02 €	38	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		4 206,70 €	6 773,79 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 054 094,50 €	2 054 094,50 €	40	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 438 803,39 €	4 438 803,39 €	40	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 154,40 €	174 154,40 €	39	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		2 351,08 €	3 312,23 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 362,00 €	67 362,00 €	39	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		370,49 €	1 510,20 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 202 412,20 €	2 165 984,00 €	40	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	555 545,27 €	542 818,40 €	40	A	V	Liret A + 1,1	1,86%	V	Liret A + 1,1	1,86%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	910 612,53 €	904 353,20 €	40	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	184 061,83 €	179 845,20 €	40	A	V	Liret A + 1,1	1,86%	V	Liret A + 1,1	1,86%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	352 000,00 €	338 746,55 €	23	A	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	A-1		1 693,73 €	13 119,72 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	386 122,20 €	360 000,00 €	22	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	480 000,00 €	461 927,11 €	23	A	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	A-1		2 309,64 €	18 163,26 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 734,42 €	386 000,00 €	22	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	893 165,50 €	859 636,16 €	22	A	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	V	Liret A + (-0,25)	0,50%	A-1		4 297,68 €	33 797,49 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 148 299,26 €	1 148 265,26 €	40	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	401 358,71 €	401 358,71 €	40	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 323 471,79 €	1 323 471,79 €	40	A	V	Liret A + 0,6	1,35%	V	Liret A + 0,6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	239 456,47 €	239 456,47 €	40	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 607,70 €	152 607,70 €	39	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		839,34 €	3 421,33 €
SA DHLM OZANAM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 674,10 €	126 674,10 €	39	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		696,71 €	2 839,93 €
SA DHLM OZANAM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	211 639,09 €	210 434,00 €	40	A	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	V	Liret A + (-0,2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 396,83 €	111 041,72 €	14	A	V	Liret A + (-0,75)	1,18%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 858,71 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	106 670,16 €	48 420,38 €	15	A	V	Liret A + (-0,75)	1,91%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 862,89 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 804 196,72 €	818 972,17 €	15	A	V	Liret A + (-0,75)	1,91%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	65 336,15 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 664,81 €	77 439,97 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		34,25 €	5 657,29 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	145 454,46 €	72 171,34 €	15	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 289,46 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 630,68 €	296 627,81 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		131,14 €	21 662,53 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 883 879,98 €	984 130,73 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		435,22 €	71 894,64 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	685 812,55 €	358 265,48 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		158,44 €	26 172,71 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	595 300,45 €	308 021,99 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		136,22 €	22 502,22 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 322,57 €	24 485,78 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		10,83 €	1 788,78 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	245 616,04 €	120 703,97 €	15	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 848,44 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	41 977,71 €	21 513,25 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		9,51 €	1 571,83 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	594 426,76 €	292 120,09 €	15	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 409,59 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	187 737,25 €	97 139,51 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		42,96 €	7 096,43 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 753,74 €	56 271,67 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		24,89 €	4 110,86 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	353 587,45 €	182 954,20 €	15	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		80,91 €	13 365,53 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 383 662,05 €	1 309 291,98 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		579,02 €	90 939,52 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 079,74 €	9 800,96 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		4,34 €	716,00 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	370 536,96 €	190 338,94 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		84,18 €	13 905,01 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 572,88 €	290 101,45 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		128,30 €	21 193,06 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 431 155,78 €	1 753 754,07 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		775,57 €	128 118,67 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 468 057,55 €	1 772 922,23 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		784,05 €	129 518,96 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	463 535,34 €	225 863,18 €	16	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	16 563,60 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 503,50 €	214 640,63 €	16	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 731,09 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 862 042,10 €	1 005 721,91 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		444,77 €	69 854,45 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	605 591,91 €	311 873,01 €	16	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	21 735,44 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 587 209,23 €	857 279,82 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		379,12 €	59 544,10 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	551 484,17 €	284 068,13 €	16	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 793,44 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 394 179,48 €	679 330,74 €	16	A	V	Liret A + (-0,75)	1,35%	V	Liret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	49 788,40 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	192 085,76 €	98 180,11 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		43,42 €	7 172,45 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	310 367,05 €	158 636,79 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		70,15 €	11 589,05 €
SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 135,83 €	98 716,82 €	16	A	V	Liret A + (-0,71)	2,25%	V	Liret A + (-0,71)	0,04%	A-1		43,86 €	7 211,65 €

SA DHLM OZANAM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 234,81 €	36 921,12 €	16	A	V	Livret A + (-0,71)	2,25%	V	Livret A + (-0,71)	0,04%	A-1		16,33 €	2 697,24 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 125 165,76 €	1 817 189,60 €	16	A	V	Livret A + (-0,64)	2,32%	V	Livret A + (-0,64)	0,11%	A-1		1 972,32 €	118 978,31 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	816 971,66 €	448 066,39 €	17	A	V	Livret A + (-0,75)	1,42%	V	Livret A + (-0,75)	0,30%	A-1		0,00 €	29 960,93 €
SA DHLM OZANAM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 513 263,82 €	1 450 927,93 €	17	A	V	Livret A + (-0,64)	2,32%	V	Livret A + (-0,64)	0,11%	A-1		1 574,68 €	94 991,21 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 407,79 €	18 493,23 €	6	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		379,11 €	2 927,97 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 971,28 €	30 591,48 €	8	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		627,13 €	3 597,92 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 053,54 €	5 214,00 €	1	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		106,89 €	5 214,00 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 724,55 €	7 445,47 €	8	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		152,63 €	761,73 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 155,26 €	26 589,14 €	8	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		545,08 €	2 720,28 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29 720,30 €	7 793,41 €	3	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		159,76 €	1 889,46 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19 004,52 €	8 998,51 €	8	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		184,47 €	920,62 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 143,06 €	4 329,18 €	8	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		88,75 €	442,91 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	234 151,66 €	17 977,98 €	0	A	V	Livret A	3,80%	V	Livret A	2,05%	A-1		368,55 €	17 977,98 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 681,42 €	4 659,07 €	0	A	V	Livret A	3,80%	V	Livret A	2,05%	A-1		95,51 €	4 659,07 €
SA DHLM OZANAM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 355,00 €	102 625,22 €	1	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		2 103,82 €	50 792,00 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 966,04 €	6 791,71 €	7	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		139,23 €	789,91 €
SA DHLM OZANAM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 565,70 €	922,03 €	1	A	V	Livret A + 1,3	3,80%	V	Livret A + 1,3	2,55%	A-1		18,90 €	922,03 €
SA DHLM OZANAM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	364 222,18 €	207 845,25 €	17	A	V	Livret A + (-0,69)	2,27%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		128,19 €	13 760,30 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	1 546 698,00 €	1 503 660,21 €	37	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	1,86%	A-1		27 968,08 €	22 399,46 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	1 071 966,00 €	1 112 903,34 €	47	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	1,86%	A-1		20 700,00 €	11 086,05 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	790 718,00 €	779 367,37 €	47	A	V	Livret A + 1,61	2,65%	V	Livret A + 1,61	2,39%	A-1		16 640,00 €	7 763,78 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CREDIT AGRICOLE	792 938,00 €	770 018,89 €	37	A	V	Livret A + 1,11	2,11%	V	Livret A + 1,11	1,86%	A-1		14 330,09 €	11 454,09 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 688 714,71 €	3 414 617,23 €	21	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		2 105,36 €	199 669,70 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	916 081,12 €	528 387,89 €	21	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	31 093,45 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 185 880,49 €	718 876,14 €	21	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	47 793,73 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 480 293,64 €	2 808 609,48 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		1 732,20 €	158 333,58 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 532 238,73 €	927 491,79 €	22	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	52 567,80 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	475 270,97 €	297 938,19 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		183,75 €	16 796,08 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 026,17 €	116 842,24 €	22	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	6 622,32 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 140 422,43 €	714 908,78 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		440,92 €	40 302,51 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 049 665,88 €	1 911 776,58 €	22	A	V	Livret A + (-0,69)	1,53%	V	Livret A + (-0,69)	0,06%	A-1		1 179,08 €	107 775,19 €
S.I.M.A.R.	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	817 626,95 €	495 045,43 €	22	A	V	Livret A + (-0,75)	0,66%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 057,90 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 093,20 €	316 765,14 €	23	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		6 176,92 €	15 099,01 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 583 066,75 €	2 527 294,22 €	23	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		49 282,24 €	120 466,61 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	500 914,95 €	383 171,82 €	23	A	V	Livret A + 0,7	2,70%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		5 555,99 €	14 155,16 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 908 385,84 €	1 349 069,28 €	23	A	V	Livret A + 1,2	3,20%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		26 306,85 €	64 305,06 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 802 581,96 €	1 274 274,77 €	23	A	V	Livret A + 1,2	3,20%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		24 848,36 €	60 739,89 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	533 838,26 €	370 232,33 €	23	A	V	Livret A + 0,7	2,70%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		5 368,37 €	18 292,22 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	692 246,80 €	248 832,85 €	6	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		4 852,24 €	41 093,11 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 904 796,89 €	2 626 690,88 €	23	A	V	Livret A + 1,2	3,20%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		51 220,28 €	113 658,80 €
S.I.M.A.R.	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	940 375,69 €	690 362,48 €	23	A	V	Livret A + 0,7	2,70%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		10 010,26 €	31 148,89 €
S.I.M.A.R.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 963 118,94 €	1 509 437,93 €	24	A	V	Livret A + 1,2	3,45%	V	Livret A + 1,2	1,95%	A-1		29 434,04 €	62 714,21 €
S.I.M.A.R.	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	451 582,40 €	342 335,78 €	24	A	V	Livret A + 0,7	3,45%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		4 983,87 €	14 848,52 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 279,92 €	640 860,94 €	25	A	V	Livret A + 1,15	3,90%	V	Livret A + 1,15	1,90%	A-1		12 176,36 €	25 728,47 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	382 557,62 €	296 954,67 €	25	A	V	Livret A + 0,7	3,45%	V	Livret A + 0,7	1,45%	A-1		4 304,39 €	12 491,49 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 723,00 €	87 486,12 €	25	A	V	Livret A + 0,5	4,00%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		1 093,58 €	3 456,65 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 142 690,42 €	923 805,05 €	26	A	V	Livret A + 1	5,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		16 166,59 €	37 770,50 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	298 199,75 €	237 949,12 €	26	A	V	Livret A + 0,5	4,50%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		2 974,36 €	10 138,38 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	381 394,26 €	307 068,47 €	31	A	V	Livret A + 0,5	2,25%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		3 838,36 €	11 437,41 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 407 944,21 €	1 147 494,28 €	31	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		20 081,15 €	40 893,08 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	652 251,85 €	531 594,41 €	31	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		9 302,90 €	18 944,35 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	269 325,14 €	216 839,28 €	31	A	V	Livret A + 0,5	2,25%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		2 710,49 €	8 076,64 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 552,68 €	110 746,53 €	31	A	V	Livret A + 0,5	2,25%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		1 384,33 €	4 124,98 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	402 150,01 €	327 757,90 €	31	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		5 735,77 €	11 680,26 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 628 537,98 €	1 327 281,30 €	31	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		23 327,42 €	47 300,12 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 172 466,68 €	955 676,80 €	31	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		16 722,60 €	34 053,75 €
S.I.M.A.R.	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	920 169,79 €	740 847,88 €	31	A	V	Livret A + 0,5	2,25%	V	Livret A + 0,5	1,25%	A-1		9 280,60 €	27 594,43 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 690 708,68 €	1 391 182,20 €	32	A	V	Livret A + 0,8	2,05%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		21 563,33 €	51 493,37 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	459 745,03 €	370 013,04 €	32	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		2 035,08 €	14 910,78 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	480 101,85 €	395 046,85 €	32	A	V	Livret A + 0,8	2,05%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		6 123,23 €	14 622,31 €
S.I.M.A.R.	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	319 790,11 €	257 342,01 €	32	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 415,38 €	10 370,37 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

442

S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	486 627,84 €	99 707,15 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	20 616,024 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 393 600,73 €	298 418,49 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	61 702,734 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	996 892,91 €	204 804,13 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	42 387,144 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 703 501,15 €	364 778,97 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	75 423,814 €
S.I.M.A.R.	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 065 623,82 €	442 322,05 €	4	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	91 457,004 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 056 441,56 €	3 481 614,61 €	19	A	V	Livret A + (-0.75)	1.64%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	203 618,21 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 756,62 €	44 419,06 €	20	A	V	Livret A + (-0.49)	1.98%	V	Livret A + (-0.49)	0.26%	A-1		115,79 €	2 219,98 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	16 733,63 €	20	A	V	Livret A + (-0.49)	1.98%	V	Livret A + (-0.49)	0.26%	A-1		43,62 €	836,31 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	16 733,63 €	20	A	V	Livret A + (-0.49)	1.98%	V	Livret A + (-0.49)	0.26%	A-1		43,62 €	836,31 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	16 599,29 €	21	A	V	Livret A + (-0.51)	1.96%	V	Livret A + (-0.51)	0.24%	A-1		40,01 €	831,05 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 511,64 €	16 599,29 €	21	A	V	Livret A + (-0.51)	1.96%	V	Livret A + (-0.51)	0.24%	A-1		40,01 €	831,05 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	502 643,48 €	392 962,99 €	21	A	V	Livret A + (-0.43)	2.04%	V	Livret A + (-0.43)	0.32%	A-1		1 256,26 €	17 273,77 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	192 797,82 €	146 922,20 €	21	A	V	Livret A + (-0.48)	1.99%	V	Livret A + (-0.48)	0.27%	A-1		397,45 €	6 854,53 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	159 093,72 €	124 384,63 €	21	A	V	Livret A + (-0.43)	2.04%	V	Livret A + (-0.43)	0.32%	A-1		397,62 €	5 467,30 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	157 916,34 €	123 464,11 €	21	A	V	Livret A + (-0.43)	2.04%	V	Livret A + (-0.43)	0.32%	A-1		394,68 €	5 426,93 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	151 461,13 €	118 417,24 €	21	A	V	Livret A + (-0.43)	2.04%	V	Livret A + (-0.43)	0.32%	A-1		378,55 €	5 205,09 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 813,54 €	75 659,51 €	21	A	V	Livret A + (-0.44)	2.03%	V	Livret A + (-0.44)	0.31%	A-1		234,42 €	3 329,12 €
S.I.M.A.R.	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 137 393,46 €	877 954,31 €	22	A	V	Livret A + (-0.42)	2.37%	V	Livret A + (-0.42)	0.33%	A-1		2 892,89 €	36 537,45 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	897 902,43 €	674 874,73 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	1.24%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	30 689,49 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	330 416,07 €	291 639,26 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 937,13 €	8 491,45 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 237 320,06 €	1 092 109,28 €	34	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		14 742,46 €	31 796,17 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	227 473,85 €	197 154,69 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 084,26 €	6 345,77 €
S.I.M.A.R.	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 728,32 €	302 247,60 €	34	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 662,36 €	9 128,374 €
S.I.M.A.R.	2008	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 160,69 €	36 575,08 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.49%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	2 962,924 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 018 233,97 €	925 544,31 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		12 494,85 €	23 486,164 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	721 787,51 €	645 496,82 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		3 950,23 €	18 474,55 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 054,25 €	667 415,70 €	45	A	V	Livret A + 1.36	3.61%	V	Livret A + 1.36	2.11%	A-1		14 082,47 €	11 174,34 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	763 056,03 €	671 402,88 €	25	A	V	Livret A + 1.36	3.61%	V	Livret A + 1.36	2.11%	A-1		14 166,60 €	22 954,66 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 108 451,16 €	1 016 707,10 €	35	A	V	Livret A + 1.11	3.06%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		18 910,75 €	20 872,23 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	715 018,53 €	649 930,53 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		8 774,06 €	16 492,32 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 851,38 €	178 192,51 €	45	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		2 405,60 €	3 434,30 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	660 702,01 €	600 558,43 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		8 107,54 €	15 239,48 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 518 438,07 €	1 358 000,35 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		7 468,00 €	38 866,89 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 628 226,81 €	2 352 668,16 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		31 759,67 €	66 620,17 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	932 136,62 €	821 800,18 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		4 519,90 €	25 777,94 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	237 986,94 €	215 602,73 €	45	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 185,82 €	5 438,67 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 031,61 €	521 952,07 €	35	A	V	Livret A + (-0.2)	2.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		2 870,74 €	16 372,41 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	567 212,54 €	521 109,90 €	45	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		7 034,99 €	11 667,06 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 141 398,47 €	1 916 789,53 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		25 876,66 €	54 279,76 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 376 495,11 €	3 062 923,27 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		41 754,47 €	89 261,134 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 019 715,20 €	953 199,46 €	45	A	V	Livret A + 0.6	2.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		12 886,20 €	20 920,37 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	290 992,37 €	255 764,76 €	35	A	V	Livret A + 0.6	2.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 452,82 €	7 439,244 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	103 237,10 €	95 858,18 €	45	A	V	Livret A + 0.6	2.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 294,08 €	2 258,914 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	913 470,06 €	855 416,96 €	45	A	V	Livret A + 1.36	3.11%	V	Livret A + 1.36	2.11%	A-1		19 040,30 €	19 291,734 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 085 869,92 €	988 361,88 €	36	A	V	Livret A + 1.36	2.61%	V	Livret A + 1.36	2.11%	A-1		20 854,44 €	26 303,264 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	610 173,07 €	558 686,86 €	35	A	V	Livret A + 1.05	2.80%	V	Livret A + 1.05	1.80%	A-1		10 056,36 €	15 412,164 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 024 478,14 €	923 390,10 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		12 465,77 €	26 857,97 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	475 872,62 €	423 897,73 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		2 331,44 €	13 972,12 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 925 580,55 €	5 389 055,51 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		72 752,25 €	165 073,61 €
S.I.M.A.R.	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 332 613,05 €	2 065 271,18 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		11 358,99 €	69 118,86 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 335 063,12 €	1 232 472,82 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		16 638,38 €	36 904,48 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	668 162,36 €	616 818,74 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		8 327,05 €	18 469,66 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	278 463,97 €	257 065,95 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 470,39 €	7 697,44 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	225 252,20 €	206 189,30 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 134,04 €	6 763,37 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 187 664,29 €	2 942 714,51 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		39 726,65 €	88 114,94 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 521 672,71 €	1 424 905,92 €	46	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		19 238,23 €	35 352,79 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	936 618,90 €	864 646,27 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		11 672,73 €	25 890,47 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	331 163,93 €	310 104,43 €	46	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		4 186,41 €	7 693,86 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 275 255,35 €	2 100 417,84 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		28 355,64 €	62 893,70 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 410 491,56 €	1 291 122,90 €	36	A	V	Livret A + (-0.2)	1.05%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		7 101,16 €	42 288,45 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 322 979,06 €	1 221 317,36 €	36	A	V	Livret A + 0.6	1.85%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		16 487,79 €	36 970,424 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

443

S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 969,23 €	86 534,94 €	36	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		442,94 €	2 637,77 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	364 489,08 €	333 842,88 €	36	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 835,04 €	10 927,88 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	74 580,34 €	68 268,66 €	36	A	V	Livret A + (-0,2)	1,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		375,48 €	2 236,02 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 323,42 €	28 530,67 €	37	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		156,92 €	934,47 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 112 998,26 €	1 027 299,55 €	37	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		19 005,04 €	29 123,45 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	940 955,68 €	880 422,77 €	47	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		16 287,82 €	20 622,62 €
S.I.M.A.R.	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	663 757,74 €	612 513,78 €	37	A	V	Livret A + 1.04	2,04%	V	Livret A + 1.04	1,79%	A-1		10 960,42 €	17 477,04 €
S.I.M.A.R.	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	10	A	V	Livret A + 0.6	2,85%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		40 500,00 €	282 222,92 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 180 685,91 €	1 117 339,96 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		15 084,09 €	32 732,35 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	410 208,73 €	386 018,04 €	37	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		2 123,10 €	12 382,87 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	193 669,77 €	182 248,75 €	37	A	V	Livret A + (-0,2)	0,80%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 002,37 €	5 846,26 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	297 299,34 €	281 348,69 €	37	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 798,21 €	8 242,08 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	651 795,49 €	620 814,60 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		8 381,00 €	16 258,34 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 319,71 €	387 861,58 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,60%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 236,13 €	8 193,59 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 706 624,50 €	1 631 016,10 €	38	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		30 173,80 €	39 969,70 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	950 698,05 €	917 022,97 €	48	A	V	Livret A + 1.1	2,10%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		16 984,92 €	17 987,44 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	188 668,40 €	178 173,50 €	38	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		979,96 €	5 198,22 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	884 055,52 €	839 963,01 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		11 339,50 €	21 997,56 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	444 350,73 €	426 268,52 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 754,63 €	9 004,94 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 353 701,25 €	3 280 167,39 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		44 282,26 €	73 943,31 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 623 559,73 €	1 595 963,47 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 541,46 €	28 019,23 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	282 211,41 €	276 625,79 €	38	A	V	Livret A + 1.1	1,85%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		5 115,73 €	5 737,55 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 783,16 €	209 476,12 €	48	A	V	Livret A + 1.1	1,85%	V	Livret A + 1.1	1,85%	A-1		3 875,31 €	3 332,94 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 432 748,14 €	1 401 333,45 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		19 919,00 €	31 589,62 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	491 932,32 €	483 482,54 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 527,02 €	8 489,77 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	619 766,24 €	145 404,73 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		4 333,06 €	22 460,50 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	551 531,58 €	129 396,09 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		3 856,01 €	20 014,34 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 660,15 €	6 588,96 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		196,35 €	860,42 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 706,81 €	12 926,96 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		385,23 €	1 273,50 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 836,86 €	7 626,94 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		227,28 €	751,35 €
S.I.M.A.R.	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	46 306,39 €	15 619,02 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		465,45 €	1 538,70 €
S.I.M.A.R.	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	865 751,87 €	171 699,14 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		5 116,64 €	32 353,24 €
S.I.M.A.R.	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	640 712,73 €	150 319,06 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		4 479,51 €	23 250,63 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	58 924,60 €	15 744,08 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		468,17 €	2 055,95 €
S.I.M.A.R.	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	558 329,28 €	169 770,83 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		5 055,17 €	19 105,38 €
S.I.M.A.R.	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 824 979,38 €	492 471,98 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		14 675,66 €	64 309,66 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 788 189,17 €	1 367 468,61 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	203 818,52 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 091 547,77 €	1 726 975,39 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	259 298,49 €
S.I.M.A.R.	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	706 220,38 €	128 957,19 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 362,41 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 806 185,22 €	456 669,15 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	79 338,83 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 664 911,55 €	425 363,41 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	73 034,77 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	917 627,00 €	143 240,71 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 885,74 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 740 658,21 €	439 814,76 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	76 375,90 €
S.I.M.A.R.	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	684 374,13 €	172 843,22 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	30 028,69 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 012 555,21 €	249 782,57 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	33 086,47 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 666 695,81 €	843 075,63 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	111 674,70 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 008 337,29 €	634 935,65 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	84 104,26 €
S.I.M.A.R.	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 690 897,76 €	534 577,18 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	70 810,66 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 630 005,99 €	2 378 421,16 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	282 345,36 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 154 811,06 €	414 272,18 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	49 178,77 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 362 731,19 €	1 206 332,38 €	8	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	143 205,23 €
S.I.M.A.R.	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 011 201,65 €	1 045 037,82 €	9	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	124 057,77 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 406 637,18 €	1 280 586,81 €	9	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	139 016,91 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 384 368,18 €	1 282 150,31 €	9	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	138 108,16 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 716 447,84 €	650 267,28 €	9	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	70 044,22 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	939 936,68 €	353 670,57 €	10	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	38 096,00 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	301 190,11 €	113 328,99 €	10	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 207,35 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 012 770,17 €	179 102,16 €	3	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	45 908,44 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	202 665,94 €	76 257,25 €	10	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	8 214,13 €
S.I.M.A.R.	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 530 872,00 €	952 292,81 €	10	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	102 577,22 €
S.I.M.A.R.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 132 943,18 €	1 725 448,66 €	10	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	170 343,51 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

444

S.I.M.A.R.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 495 613,10 €	1 109 106,42 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	101 189,14 €
S.I.M.A.R.	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 586 723,52 €	1 448 580,19 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	143 010,89 €
S.I.M.A.R.	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 131 711,78 €	1 391 803,93 €	11	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	126 980,90 €
S.I.M.A.R.	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 203 931,66 €	2 368 702,44 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2,05%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	203 852,82 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 533 588,97 €	700 336,72 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1,51%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	55 613,09 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	378 963,02 €	151 669,74 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0,23%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 813,95 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 925,09 €	190 949,35 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	15 163,11 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	927 004,41 €	906 678,75 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		12 240,16 €	17 815,69 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	465 667,96 €	457 669,34 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		6 178,54 €	6 649,73 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	404 166,97 €	395 305,14 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 335,62 €	8 911,16 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	108 574,49 €	106 709,54 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 440,58 €	1 873,78 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 067 548,44 €	1 042 205,59 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		5 732,13 €	24 032,68 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	532 897,95 €	522 867,77 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 875,88 €	9 326,89 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 499,74 €	632 128,55 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 476,71 €	14 576,53 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	240 055,72 €	235 546,11 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		1 295,51 €	4 201,50 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 079 682,29 €	1 061 136,90 €	48	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		14 325,35 €	18 633,16 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 242 921,96 €	2 193 743,25 €	38	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		29 615,53 €	49 452,55 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	398 618,36 €	398 618,36 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		5 381,35 €	8 154,45 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	151 560,99 €	151 560,99 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		2 045,07 €	2 369,65 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 417,54 €	173 417,54 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		953,79 €	4 116,82 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 618,03 €	176 618,03 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		971,40 €	3 917,67 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	668 969,83 €	668 969,83 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		3 670,34 €	15 880,87 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	418 363,43 €	418 363,43 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		2 301,00 €	7 858,71 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	291 312,40 €	291 312,40 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		3 932,72 €	5 959,28 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 846,98 €	109 846,98 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		1 482,94 €	1 717,45 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 591 111,94 €	1 558 563,11 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		21 040,60 €	32 855,30 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	707 627,99 €	696 564,24 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		9 403,62 €	11 162,39 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 600,23 €	94 117,87 €	23	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		470,59 €	3 700,77 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	355 210,42 €	341 836,09 €	23	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		1 709,18 €	13 441,20 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	182 961,65 €	176 072,81 €	23	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		880,36 €	6 923,29 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 590,62 €	41 146,97 €	23	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		555,49 €	1 463,13 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	168 517,31 €	162 172,32 €	23	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		810,86 €	6 376,72 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	133 368,15 €	133 368,15 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		733,53 €	3 166,07 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 066,79 €	61 066,79 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		338,87 €	1 147,11 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 407,89 €	80 407,89 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		442,25 €	1 908,83 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 097,23 €	38 097,23 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		209,54 €	715,64 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 326 025,20 €	1 310 134,00 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 208,89 €	524 293,00 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	502 784,80 €	500 029,50 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	273 614,41 €	272 140,50 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	13	A	V	Livret A	1,35%	V	Livret A	1,35%	A-1		20 250,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 255,99 €	59 773,09 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 327,07 €	24 134,50 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 021,52 €	30 917,00 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 155,74 €	6 131,50 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	V	Livret A + (-0.2)	0,55%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16 405,92 €	16 072,00 €	51	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1			
S.I.M.A.R.	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 244,20 €	68 826,50 €	41	A	V	Livret A + 0.6	1,35%	V	Livret A + 0.6	1,35%	A-1			
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	289 122,39 €	287 040,00 €	26	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 818,41 €	209 300,00 €	26	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	160 274,37 €	159 120,00 €	26	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	356 680,04 €	354 120,00 €	26	A	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	V	Livret A + (-0.25)	0,50%	A-1		0,00 €	0,00 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	813 574,00 €	146 662,88 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	37 993,34 €
S.I.M.A.R.	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 157 583,66 €	206 664,88 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3,03%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	52 973,47 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 300 912,81 €	1 040 531,16 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,91%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	83 011,73 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	429 288,19 €	222 123,99 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		98,23 €	16 227,04 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 997 235,67 €	2 053 316,56 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		908,05 €	190 002,89 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 334 070,24 €	1 198 974,85 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		530,23 €	87 589,85 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	584 959,88 €	285 381,08 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	20 915,68 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	624 731,83 €	319 316,89 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		141,21 €	23 327,36 €
S.I.M.A.R.	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	452 390,30 €	231 182,57 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		102,24 €	16 888,89 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	386 023,65 €	224 461,12 €	16	A	V	Livret A + (-0.84)	2,32%	V	Livret A + (-0.84)	0,11%	A-1		243,62 €	14 696,32 €

S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	616 673,72 €	341 791,81 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1.42%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		6,00 €	22 549,52 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 227 184,15 €	1 295 040,38 €	16	A	V	Livret A + (-0.84)	2.32%	V	Livret A + (-0.84)	0.11%	A-1		1 405,80 €	84 791,22 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 509 938,30 €	6 111 211,88 €	16	A	V	Livret A + (-0.84)	2.32%	V	Livret A + (-0.84)	0.11%	A-1		6 632,92 €	400 124,28 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	119 639,98 €	40 282,16 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		825,99 €	6 379,35 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 482,95 €	6 963,43 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		142,75 €	935,25 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 833,54 €	3 842,97 €	3	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		74,68 €	1 189,77 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 920,02 €	951,68 €	3	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		19,51 €	310,81 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14 399,77 €	2 785,34 €	3	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		57,10 €	909,67 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29 037,94 €	5 616,80 €	3	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		115,15 €	1 834,40 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30 650,22 €	15 077,90 €	9	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		309,10 €	1 373,87 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	680 108,37 €	96 263,96 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		1 973,41 €	47 643,64 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 244,86 €	3 997,84 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		81,96 €	1 978,64 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 631,22 €	7 943,07 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		162,83 €	923,81 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 110,94 €	7 433,65 €	5	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		152,39 €	1 176,95 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 577,81 €	2 821,03 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		59,88 €	1 445,70 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 370,78 €	2 893,00 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		59,31 €	1 431,82 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 685,87 €	1 311,20 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		28,88 €	648,94 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	62 728,54 €	23 622,71 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		484,27 €	3 172,75 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	487 180,04 €	34 821,58 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		713,84 €	34 821,58 €
S.I.M.A.R.	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26 682,71 €	8 986,16 €	6	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		184,22 €	1 422,75 €
S.I.M.A.R.	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 849,06 €	9 014,95 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3.80%	V	Livret A + 1.3	2.05%	A-1		190,96 €	1 083,37 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 173 285,98 €	1 254 593,45 €	16	A	V	Livret A + (-0.84)	2.32%	V	Livret A + (-0.84)	0.11%	A-1		1 361,67 €	82 141,42 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 467 110,84 €	842 690,72 €	17	A	V	Livret A + (-0.84)	2.32%	V	Livret A + (-0.84)	0.11%	A-1		914,64 €	55 174,75 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	932 183,18 €	530 523,62 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1.42%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	33 682,57 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 572 110,51 €	1 477 404,96 €	17	A	V	Livret A + (-0.84)	2.32%	V	Livret A + (-0.84)	0.11%	A-1		1 603,53 €	96 731,31 €
S.I.M.A.R.	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 226 580,09 €	659 902,09 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2.27%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		408,99 €	45 795,12 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 788 523,02 €	1 606 593,68 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2.27%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		990,86 €	106 363,74 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	111 536,55 €	60 966,68 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1.39%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	4 054,97 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	449 205,25 €	256 341,32 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2.27%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		158,10 €	16 970,95 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	925 285,76 €	558 179,41 €	20	A	V	Livret A + (-0.69)	2.27%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		344,26 €	32 639,54 €
S.I.M.A.R.	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	216 718,71 €	125 335,04 €	20	A	V	Livret A + (-0.75)	1.39%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	7 387,09 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	229 885,91 €	226 320,16 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		4 200,56 €	3 993,78 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	331 083,27 €	324 424,29 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		6 034,29 €	6 720,23 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	250 056,70 €	244 967,44 €	39	A	V	Livret A + 1.04	1.79%	V	Livret A + 1.04	1.79%	A-1		4 384,92 €	5 133,60 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	462 617,15 €	462 617,15 €	39	A	V	Livret A + 1.04	1.79%	V	Livret A + 1.04	1.79%	A-1		8 280,85 €	8 707,60 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 474,25 €	983 474,25 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		18 292,62 €	18 266,46 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	669 095,20 €	669 095,20 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		12 445,17 €	9 289,56 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 489 496,52 €	1 437 276,07 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		19 403,23 €	32 399,86 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	808 316,96 €	794 432,74 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		10 724,84 €	13 949,94 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	385 859,23 €	377 398,81 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		5 094,89 €	8 507,53 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	149 211,67 €	146 948,71 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 979,76 €	2 573,09 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 154 267,86 €	1 154 267,86 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		21 489,38 €	21 428,67 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	826 515,34 €	826 515,34 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		15 373,19 €	11 475,15 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	761 669,95 €	761 669,95 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		14 167,06 €	14 146,79 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	527 925,77 €	527 925,77 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		16 608,70 €	8 740,20 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 047,70 €	121 047,70 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 634,14 €	1 892,59 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	231 208,49 €	231 208,49 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 271,65 €	5 488,72 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 758,64 €	44 758,64 €	50	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		245,17 €	840,76 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 172 863,77 €	1 172 863,77 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		51 534,78 €	21 784,06 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	647 789,86 €	647 789,86 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		28 463,42 €	7 658,96 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	771 725,37 €	771 725,37 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		14 354,09 €	12 715,37 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	405 551,62 €	405 551,62 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		7 543,26 €	7 532,47 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 681,18 €	200 681,18 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		3 732,67 €	2 786,22 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	229 515,69 €	229 515,69 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		4 268,99 €	4 262,88 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 308,08 €	357 308,08 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		6 645,93 €	5 887,21 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	239 622,79 €	217 580,94 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		9 580,35 €	2 572,51 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	196 610,13 €	196 610,13 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		3 656,95 €	3 651,72 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	258 391,19 €	258 391,19 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 421,15 €	6 134,02 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 754,25 €	67 754,25 €	49	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		372,65 €	1 272,72 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 271,04 €	210 271,04 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		2 838,66 €	4 301,44 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 136,32 €	85 136,32 €	49	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		744,34 €	862,06 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

446

SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	176 964,19 €	175 984,19 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		3 271,07 €	3 266,40 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 971,58 €	87 971,58 €	49	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		1 264,27 €	943,70 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 960,27 €	87 960,27 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		1 638,08 €	1 633,72 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	531 040,23 €	531 040,23 €	40	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		9 877,35 €	9 863,22 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	391 486,18 €	391 486,18 €	50	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		7 291,65 €	5 435,1 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 204,96 €	403 204,96 €	40	A	V	Livret A + 1.11	1.86%	V	Livret A + 1.11	1.86%	A-1		7 488,61 €	7 488,61 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	569 908,97 €	569 908,97 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		11 611,57 €	6 738,16 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 369 810,62 €	1 369 810,62 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		18 492,45 €	28 021,74 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	283 194,25 €	278 878,50 €	50	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 379 276,22 €	1 353 872,00 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	423 907,81 €	421 507,00 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMAG	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 317 252,29 €	1 300 000,00 €	41	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SEMAG	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 301 933,67 €	1 275 000,00 €	41	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1			
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	262 598,48 €	157 623,18 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		97,22 €	9 217,02 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 539,82 €	42 160,44 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	2 389,56 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	141 673,51 €	89 260,39 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		55,05 €	5 032,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	196 343,24 €	123 704,87 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		76,30 €	6 973,77 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	582 555,43 €	353 191,95 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	20 018,01 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	798 995,11 €	497 082,52 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		306,57 €	28 022,72 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	499 632,78 €	302 917,58 €	21	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	17 168,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 363,32 €	225 194,22 €	21	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		138,86 €	12 692,93 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	893 135,70 €	559 889,52 €	22	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		345,21 €	31 953,42 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	359 993,13 €	217 910,34 €	22	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	12 350,50 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 377 299,93 €	863 402,70 €	22	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		532,50 €	48 673,74 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	517 010,69 €	312 955,90 €	22	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	17 737,54 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	468 058,73 €	293 416,97 €	22	A	V	Livret A + (-0.69)	1.53%	V	Livret A + (-0.69)	0.06%	A-1		180,97 €	16 941,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 845,50 €	199 056,12 €	22	A	V	Livret A + (-0.75)	0.66%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	11 281,99 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 580,22 €	128 816,01 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		2 511,91 €	6 140,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 004 072,16 €	720 238,37 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		14 044,65 €	34 331,05 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	197 294,87 €	138 852,85 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2.95%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		2 013,37 €	6 860,36 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 621 354,19 €	1 163 025,48 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		22 679,00 €	55 437,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 493,97 €	127 028,63 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2.95%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		1 841,92 €	6 276,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	217 327,36 €	153 632,26 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3.20%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		2 995,83 €	7 323,07 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 306,06 €	174 824,72 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3.20%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		3 408,08 €	8 333,24 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2004	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 728 577,01 €	1 180 835,08 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		23 026,28 €	58 457,39 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	512 633,39 €	378 250,01 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2.95%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		5 484,63 €	17 065,40 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	324 088,22 €	250 990,63 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		4 894,32 €	10 428,18 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	547 224,23 €	423 824,80 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		8 264,59 €	17 609,10 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	518 801,25 €	387 856,71 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		7 965,16 €	16 787,23 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	84 788,98 €	62 107,47 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2.95%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		900,56 €	2 802,09 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	562 750,17 €	425 821,47 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		8 209,02 €	18 209,32 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 995,57 €	62 991,29 €	22	A	V	Livret A + 0.7	2.95%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		913,37 €	2 841,58 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 684,52 €	69 308,98 €	22	A	V	Livret A + 1.2	3.45%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		1 351,52 €	2 999,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2005	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 640,75 €	82 171,52 €	23	A	V	Livret A + 1.2	3.20%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		1 602,35 €	3 555,64 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 895,79 €	33 905,58 €	24	A	V	Livret A + 1.2	3.95%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		661,22 €	1 408,64 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 324 858,31 €	1 066 034,73 €	24	A	V	Livret A + 1.2	3.95%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		20 787,68 €	42 609,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	375 599,82 €	298 619,72 €	24	A	V	Livret A + 1.2	3.95%	V	Livret A + 1.2	1.95%	A-1		5 823,09 €	11 935,91 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 134,54 €	54 039,28 €	24	A	V	Livret A + 0.7	3.45%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		783,57 €	2 257,56 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	212 939,29 €	166 444,51 €	24	A	V	Livret A + 0.7	3.45%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		2 413,45 €	6 953,45 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	247 572,79 €	192 109,86 €	25	A	V	Livret A + 0.7	3.45%	V	Livret A + 0.7	1.45%	A-1		2 785,59 €	8 025,64 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 482,13 €	34 257,71 €	25	A	V	Livret A + 1.15	4.15%	V	Livret A + 1.15	1.90%	A-1		650,90 €	1 375,34 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 319,77 €	45 082,35 €	25	A	V	Livret A + 1.15	4.15%	V	Livret A + 1.15	1.90%	A-1		856,57 €	1 743,98 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 628,56 €	20 314,12 €	25	A	V	Livret A + 0.65	3.65%	V	Livret A + 0.65	1.40%	A-1		284,40 €	823,52 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	173 068,48 €	138 634,69 €	25	A	V	Livret A + 1.15	4.15%	V	Livret A + 1.15	1.90%	A-1		2 632,16 €	5 359,12 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 885,33 €	19 572,29 €	25	A	V	Livret A + 0.65	3.65%	V	Livret A + 0.65	1.40%	A-1		274,01 €	793,45 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2006	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	700 274,63 €	549 441,41 €	24	A	V	Livret A + 1.15	3.90%	V	Livret A + 1.15	1.90%	A-1		10 439,39 €	22 130,65 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	190 970,94 €	149 704,26 €	25	A	V	Livret A + 1	4.00%	V	Livret A + 1	1.75%	A-1		2 619,83 €	6 090,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	126 588,65 €	97 513,49 €	25	A	V	Livret A + 0.5	3.50%	V	Livret A + 0.5	1.25%	A-1		1 218,92 €	4 146,74 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	265 112,48 €	207 824,65 €	25	A	V	Livret A + 1	4.00%	V	Livret A + 1	1.75%	A-1		3 636,93 €	8 454,64 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	289 379,62 €	226 847,94 €	25	A	V	Livret A + 1	4.00%	V	Livret A + 1	1.75%	A-1		3 969,84 €	9 228,84 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	179 371,70 €	146 611,49 €	25	A	V	Livret A + 1	4.00%	V	Livret A + 1	1.75%	A-1		2 480,70 €	5 720,30 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

447

SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	144 550,34 €	113 014,84 €	25	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 983,01 €	4 809,82 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2007	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	285 568,71 €	223 860,50 €	25	A	V	Livret A + 1	4,00%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		3 917,56 €	9 107,01 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	369 438,83 €	291 564,06 €	27	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		5 102,37 €	11 820,83 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	97 824,33 €	79 143,89 €	32	A	V	Livret A + 1	2,25%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 385,02 €	2 820,44 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	150 358,24 €	117 055,52 €	32	A	V	Livret A	1,25%	V	Livret A	0,75%	A-1		877,92 €	4 737,86 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2009	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	411 159,88 €	328 099,67 €	32	A	V	Livret A + 1	2,25%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		5 741,74 €	12 217,83 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 405,92 €	104 942,73 €	33	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		1 820,75 €	4 130,35 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 024 821,63 €	820 890,21 €	33	A	V	Livret A + 0,8	2,55%	V	Livret A + 0,8	1,55%	A-1		12 723,80 €	33 053,28 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	695 917,24 €	546 012,68 €	33	A	V	Livret A + (-0,2)	1,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		3 003,07 €	23 672,75 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 114 363,51 €	895 943,43 €	33	A	V	Livret A + 1	2,75%	V	Livret A + 1	1,75%	A-1		15 670,01 €	35 967,11 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 221 193,69 €	1 807 350,68 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		24 399,23 €	78 445,46 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	922 382,15 €	717 952,38 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		9 692,36 €	31 688,40 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2010	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	130 859,13 €	99 173,49 €	33	A	V	Livret A + (-0,7)	1,05%	V	Livret A + (-0,7)	0,05%	A-1		49,59 €	4 771,51 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 454,94 €	35 364,14 €	33	A	V	Livret A + (-0,7)	1,05%	V	Livret A + (-0,7)	0,05%	A-1		17,88 €	1 673,32 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	554 928,07 €	450 438,76 €	33	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		6 080,93 €	19 550,65 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	215 950,94 €	171 640,41 €	28	A	V	Livret A + 0,6	2,60%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 317,15 €	8 182,38 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 741 435,49 €	303 685,45 €	4	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	77 842,32 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	433 026,10 €	75 514,56 €	4	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 356,31 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	595 891,58 €	127 601,16 €	4	A	V	Livret A + (-0,75)	3,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	26 383,55 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	318 178,08 €	280 836,99 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		3 791,30 €	8 176,93 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	195 159,68 €	172 291,23 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 325,93 €	5 016,49 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2011	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 353,80 €	213 518,21 €	34	A	V	Livret A + (-0,2)	2,05%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		1 174,26 €	6 872,46 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 695,38 €	907 383,37 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		12 240,68 €	23 025,31 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 849,49 €	168 008,75 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 241,12 €	4 212,55 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	204 235,43 €	188 302,14 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 542,08 €	4 244,32 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	105 221,44 €	96 586,84 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 303,93 €	2 450,94 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 997,11 €	68 224,28 €	34	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		921,03 €	1 537,77 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	82 719,48 €	75 931,43 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 025,08 €	1 926,80 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 093,88 €	61 895,31 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		835,59 €	1 570,62 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2012	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	371 356,36 €	332 407,06 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		4 487,50 €	9 413,12 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 476,06 €	64 685,67 €	35	A	V	Livret A + (-0,2)	1,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		355,77 €	1 979,07 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 358 943,44 €	1 236 935,97 €	35	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		16 698,65 €	35 977,88 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2013	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	201 523,56 €	183 430,70 €	36	A	V	Livret A + 0,6	2,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 476,32 €	5 335,32 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 410 210,14 €	1 301 845,32 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		17 574,91 €	38 981,70 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	918 673,19 €	848 079,56 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		11 448,07 €	25 394,41 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2014	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 196 372,78 €	1 104 439,87 €	36	A	V	Livret A + 0,6	1,85%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		14 909,94 €	33 070,70 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	221 381,00 €	210 339,56 €	38	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		2 839,58 €	5 508,52 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 043,32 €	39 704,81 €	38	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		218,38 €	1 158,38 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	122 230,67 €	116 134,38 €	38	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 567,82 €	3 041,41 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 960,76 €	32 071,86 €	38	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		176,40 €	935,69 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28 962,36 €	27 517,85 €	38	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		371,49 €	720,60 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	100 928,06 €	95 894,24 €	38	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 294,57 €	2 511,35 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2015	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 261,24 €	21 023,94 €	38	A	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	V	Livret A + (-0,2)	0,55%	A-1		115,63 €	613,34 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	118 118,52 €	115 528,63 €	38	A	V	Livret A + 0,6	1,35%	V	Livret A + 0,6	1,35%	A-1		1 550,54 €	2 604,31 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 399,71 €	6 077,31 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		72,93 €	1 492,24 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	80 663,82 €	9 128,12 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		91,28 €	2 248,09 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	69 806,41 €	7 899,46 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		79,00 €	1 945,49 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 410,20 €	3 576,63 €	5	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		35,77 €	701,16 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 548,67 €	3 033,13 €	5	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		30,33 €	594,61 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 832,50 €	17 112,47 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		205,35 €	2 767,72 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 301,03 €	8 781,11 €	9	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		105,37 €	629,78 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	51 671,07 €	10 409,77 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		124,92 €	1 434,43 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27 727,43 €	5 586,08 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		67,03 €	769,74 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 225,49 €	18 544,00 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		222,54 €	2 555,38 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31 014,23 €	6 304,64 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		75,66 €	868,76 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	131 801,32 €	26 553,10 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		318,04 €	3 658,92 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 909,92 €	18 314,96 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		219,78 €	2 523,74 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 745,61 €	19 289,20 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		231,47 €	2 657,98 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 374 180,02 €	482 630,79 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		5 791,57 €	66 504,63 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	49 067,89 €	11 368,73 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		136,42 €	1 362,47 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 445,35 €	549,09 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		16,36 €	131,28 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

448

SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 096 937,89 €	176 395,19 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		9 296,06 €	42 175,78 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	343 177,99 €	68 060,30 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 028,20 €	12 824,60 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 178 682,45 €	276 833,27 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		9 340,69 €	42 772,93 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	37 189,94 €	11 186,87 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		333,67 €	1 260,05 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 122,95 €	4 553,11 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		135,69 €	512,94 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	120 111,53 €	6 528,52 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		69,28 €	3 447,03 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	83 923,18 €	14 709,37 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		176,51 €	2 379,03 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	71 181,50 €	14 340,43 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		172,09 €	1 976,05 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 932,92 €	18 891,73 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		226,70 €	2 603,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	536 346,13 €	109 030,16 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 308,36 €	15 023,92 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	48 360,02 €	9 744,56 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		116,94 €	1 342,76 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 062,16 €	4 134,30 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		49,61 €	495,48 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 692,35 €	12 977,23 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		155,73 €	1 374,08 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 962 864,95 €	507 035,26 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		6 084,43 €	53 686,81 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	95 183,07 €	24 587,12 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		296,04 €	2 603,38 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 628,55 €	1 970,58 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		23,65 €	208,65 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	73 041,37 €	14 343,02 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		427,42 €	2 702,66 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 618,76 €	33 436,45 €	7	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 674,92 €	3 143,51 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	72 085,52 €	35 645,11 €	7	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 851,61 €	3 351,17 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	49 302,01 €	24 378,08 €	7	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		1 950,33 €	2 291,99 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 051,21 €	6 021,63 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		179,45 €	677,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	57 778,18 €	28 570,32 €	7	A	F	Taux fixe à 8 %	10,00%	F	Taux fixe à 8 %	8,00%	A-1		2 285,63 €	2 686,05 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 817,65 €	30 959,60 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		922,60 €	3 484,08 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 783,51 €	6 927,72 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		206,45 €	779,63 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	90 059,26 €	27 384,24 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		816,06 €	3 081,73 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	110 228,26 €	33 517,08 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		998,81 €	3 771,88 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 062,42 €	6 708,49 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		199,91 €	754,95 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	34 346,77 €	10 340,91 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		308,16 €	1 163,72 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1985	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	45 757,58 €	13 776,32 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		410,54 €	1 550,34 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1973	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	47 975,71 €	1 390,55 €	0	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		13,96 €	1 390,55 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 076 991,33 €	92 727,52 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		927,28 €	30 602,12 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 327,62 €	1 819,07 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		18,19 €	600,34 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	61 795,21 €	6 992,67 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		69,93 €	1 722,22 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	825 438,25 €	97 956,44 €	3	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 171,16 €	23 964,28 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 975 550,49 €	290 843,03 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		3 495,12 €	56 789,22 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 051 395,14 €	154 474,93 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 853,70 €	30 162,35 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1977	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	320 411,25 €	47 076,05 €	4	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		564,91 €	9 191,94 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	42 685,73 €	7 481,80 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		89,78 €	1 210,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 662,14 €	10 832,27 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		129,99 €	1 751,96 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	763 807,89 €	133 873,69 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		1 606,49 €	21 652,24 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 351 759,34 €	236 924,93 €	5	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		2 843,10 €	38 319,35 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1978	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 105,92 €	2 049,82 €	5	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		20,55 €	333,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	246 363,71 €	50 081,62 €	6	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		600,98 €	6 901,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	36 188,82 €	8 282,93 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		99,39 €	992,67 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	87 238,95 €	19 965,57 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		239,63 €	2 393,11 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	56 491,51 €	12 930,69 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		155,17 €	1 549,66 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 410,97 €	13 952,62 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		167,43 €	1 672,15 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 626,78 €	43 042,00 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		516,51 €	4 557,45 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 347 893,23 €	348 179,48 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		4 178,16 €	36 866,57 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	269 978,59 €	48 801,21 €	3	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	F	Taux fixe à 3,6 %	3,60%	A-1		1 756,85 €	11 560,88 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 083,76 €	3 276,40 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		39,32 €	346,92 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 587,04 €	6 550,31 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		78,60 €	693,67 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 313,16 €	8 528,24 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		102,34 €	903,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 537,28 €	2 697,59 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		32,37 €	285,62 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25 269,95 €	6 469,10 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		77,63 €	684,98 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1981	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	38 648,88 €	9 894,17 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		118,73 €	1 047,63 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	377 982,10 €	74 223,83 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 211,87 €	13 985,99 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 856,08 €	30 465,80 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		907,88 €	4 712,31 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 226 787,73 €	287 819,51 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		8 577,02 €	44 518,52 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	52 168,05 €	12 118,58 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		361,13 €	1 874,45 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 810,34 €	30 154,88 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		898,62 €	4 864,21 €

SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	281 859,04 €	76 060,11 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		2 266,09 €	9 932,34 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 537,02 €	1 746,58 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		52,05 €	228,09 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 144,19 €	16 069,91 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		478,88 €	2 098,50 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	101 299,32 €	27 335,66 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		814,60 €	3 569,84 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 391,84 €	8 227,33 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		245,18 €	810,94 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 935,28 €	12 120,85 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		361,20 €	1 194,08 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13 403,32 €	4 476,31 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		133,40 €	440,98 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	65 967,74 €	22 031,43 €	8	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		656,54 €	2 170,41 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1973	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 032,78 €	1 015,43 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		10,17 €	1 015,43 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1973	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	111 171,92 €	3 222,35 €	1	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		32,26 €	3 222,35 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	788 824,57 €	45 502,67 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		455,03 €	22 638,15 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1974	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	470 129,90 €	27 119,04 €	2	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		271,19 €	13 492,06 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1975	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	919 808,77 €	79 194,25 €	3	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		791,94 €	26 135,87 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1976	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	60 651,84 €	6 863,50 €	4	A	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	F	Taux fixe à 1 %	1,00%	A-1		68,64 €	1 690,35 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1979	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	153 188,40 €	30 861,81 €	7	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		370,34 €	4 252,64 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	53 189,46 €	12 174,84 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		146,10 €	1 459,07 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	70 065,57 €	16 037,69 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		192,45 €	1 922,01 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15 879,09 €	3 634,84 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		43,62 €	435,59 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 105,83 €	7 646,24 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		91,76 €	916,35 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1980	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	114 202,61 €	26 376,56 €	8	A	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	F	Taux fixe à 1,2 %	1,20%	A-1		316,52 €	3 161,06 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	93 958,00 €	16 440,70 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		549,53 €	3 474,78 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1982	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 790 361,26 €	355 071,01 €	5	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		10 581,12 €	56 906,00 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 003,29 €	11 615,69 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		346,14 €	1 706,67 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 667 792,25 €	391 284,60 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		11 660,28 €	60 522,00 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1983	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 818,96 €	115 855,99 €	6	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		3 452,51 €	17 820,04 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	98 055,21 €	26 199,42 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		780,75 €	3 421,28 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20 873,32 €	5 632,68 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		167,85 €	735,55 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 379 694,10 €	372 311,44 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		11 094,88 €	48 618,45 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	67 010,49 €	17 904,57 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		533,56 €	2 338,08 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1984	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23 501,54 €	6 341,85 €	7	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		188,98 €	828,17 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24 338,49 €	8 128,45 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		242,23 €	800,76 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22 585,32 €	7 542,84 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		224,78 €	743,09 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	68 906,96 €	23 242,16 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		692,62 €	2 289,69 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	110 129,17 €	37 146,35 €	9	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 106,96 €	3 659,44 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	174 000,05 €	32 086,41 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		956,18 €	7 671,80 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	167 440,83 €	37 110,70 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		1 105,90 €	6 992,77 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	144 961,06 €	32 128,41 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		957,43 €	6 053,96 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 281 418,13 €	284 066,96 €	4	A	F	Taux fixe à 2,98 %	1,50%	F	Taux fixe à 2,98 %	2,98%	A-1		8 463,41 €	53 515,41 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 811 049,08 €	568 242,95 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	79 270,07 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 422 428,15 €	456 059,43 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	60 410,12 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	358 941,79 €	117 298,79 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 537,52 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 716 051,45 €	549 880,41 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	72 837,70 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 327 589,34 €	425 645,76 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	56 381,49 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	445 706,89 €	142 902,70 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 929,05 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 930,49 €	19 214,93 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	2 545,23 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 805,56 €	2 182,00 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	289,03 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 849,84 €	168 075,03 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	25 235,80 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 280 571,74 €	274 883,40 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	56 836,48 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 327 186,69 €	288 820,55 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	50 177,87 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1988	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	636 294,76 €	135 336,70 €	5	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 983,00 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 306 939,33 €	325 483,15 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	56 547,40 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	644 325,77 €	138 972,47 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 144,21 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	644 334,39 €	183 912,85 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 613,80 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 706 895,42 €	425 089,12 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	73 852,31 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 698 538,30 €	484 815,32 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	72 793,09 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1989	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 183,40 €	81 731,54 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	14 199,52 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	293 853,90 €	83 874,98 €	6	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 593,50 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 422 428,15 €	403 263,42 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	60 548,40 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1990	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 908 426,80 €	541 045,76 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	81 235,87 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	76 270,00 €	25 094,96 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 324,11 €
SOCIETE MARTINIQUEUSE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 082 148,88 €	662 755,70 €	7	A	V	Livret A + (-0,75)	0,03%	V	Livret A + (-0,75)	0,00%	A-1		0,00 €	87 789,33 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

450

SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	84 728,28 €	27 035,06 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	3 981,10 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	168 732,28 €	53 344,70 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	7 066,10 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 118,09 €	2 909,38 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	385,38 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	592 848,92 €	187 429,14 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	24 827,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1991	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 225 060,33 €	387 302,71 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	51 302,53 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	646 323,01 €	231 859,27 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	27 524,31 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 789 637,75 €	642 007,31 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	76 213,49 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 082 158,07 €	746 944,84 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	88 670,76 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	152 449,02 €	53 656,34 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	6 359,61 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 205 028,38 €	424 124,62 €	8	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	50 348,39 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	646 323,01 €	226 388,26 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	26 874,84 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 789 637,65 €	621 093,98 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	73 730,85 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	798 116,77 €	276 986,53 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	32 881,42 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	121 630,90 €	42 212,02 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	5 011,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1992	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 058 433,21 €	367 329,38 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	43 606,13 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	608 743,94 €	236 768,43 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	25 503,76 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 579 035,67 €	608 312,89 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	65 525,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	891 680,57 €	337 808,56 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	36 387,40 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	656 444,77 €	248 690,68 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	26 787,88 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	600 719,00 €	227 579,28 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	24 513,94 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	276 609,67 €	76 802,61 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	8 486,31 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	572 793,11 €	216 099,70 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	23 374,35 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	339 296,86 €	128 540,66 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	13 845,92 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	798 116,66 €	300 307,67 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	32 347,97 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	651 220,66 €	246 711,57 €	9	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	26 574,80 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 884,61 €	132 495,28 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	14 271,87 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	400 479,33 €	152 089,31 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	16 382,46 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	656 444,66 €	249 296,78 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	26 853,27 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	348 884,61 €	131 275,03 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	14 140,43 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	339 296,86 €	127 667,44 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	13 751,83 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	426 794,59 €	160 590,28 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	17 298,15 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 541 882,01 €	580 164,93 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	62 493,07 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	959 815,97 €	361 150,56 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	38 901,71 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1993	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 259 565,57 €	473 937,54 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	51 050,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 326 390,28 €	553 750,25 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	54 668,54 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	35 950,76 €	15 008,97 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	1 481,75 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	216 142,72 €	89 377,70 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	8 823,74 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	340 152,79 €	139 327,84 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	13 755,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 067,22 €	112 914,39 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	11 147,38 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	821 117,24 €	336 332,91 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	33 204,19 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	186 853,11 €	66 923,21 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	6 745,15 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 770 307,48 €	719 885,89 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	71 070,13 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 259 565,49 €	512 195,29 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	50 565,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	913 733,37 €	371 564,58 €	10	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	36 682,41 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	743 833,52 €	300 416,22 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	29 656,30 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 770 307,38 €	714 983,89 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	70 586,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	44 055,66 €	17 792,96 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	1 756,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1994	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 067,13 €	111 335,23 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 991,48 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 353 216,75 €	235 984,77 €	4	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	60 488,91 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 111 142,13 €	493 816,48 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	45 053,26 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	719 568,82 €	313 754,43 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	28 625,33 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	349 861,43 €	152 550,48 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	13 917,92 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 833 952,99 €	793 862,77 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	72 429,76 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	600 378,59 €	259 892,28 €	11	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	23 711,23 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	580 582,04 €	251 935,29 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	22 985,28 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 152,82 €	3 075,18 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	280,57 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 251 993,81 €	538 261,56 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	49 108,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	289 160,94 €	115 718,61 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 557,57 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 289 233,75 €	554 271,88 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	50 568,90 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 833 952,99 €	788 459,49 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	71 934,97 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1995	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	845 206,47 €	234 997,08 €	12	A	V	Liret A + (-0.75)	3.03%	V	Liret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	21 385,18 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

451

SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	721 528,82 €	335 755,28 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	28 596,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	208 283,44 €	96 923,34 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	9 228,83 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	201 108,10 €	93 581,99 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	7 945,23 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	723 758,48 €	331 189,06 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	28 119,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	279 829,55 €	128 984,73 €	12	A	V	Livret A + (-0.75)	2.05%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 909,97 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	252 892,95 €	114 569,73 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	9 719,50 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	553 601,78 €	250 801,79 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	21 276,85 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	885 914,93 €	401 351,76 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	34 048,93 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	275 012,84 €	124 590,85 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 569,70 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	967 211,19 €	438 181,93 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	37 173,29 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	204 527,05 €	92 658,22 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	7 860,69 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 206 759,90 €	999 742,68 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	84 813,46 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 131 369,01 €	2 236 237,71 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	189 711,88 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	327 668,20 €	148 445,65 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	12 593,43 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	484 010,75 €	219 274,51 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	18 602,22 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1996	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	286 701,57 €	129 886,27 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	11 018,94 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	280 209,27 €	137 895,14 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 950,13 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 404 390,53 €	652 212,84 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	1.51%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	51 791,61 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	535 948,90 €	259 349,14 €	13	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	20 594,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1997	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 177 440,06 €	1 527 432,93 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	121 292,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	524 732,75 €	434 999,26 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.26%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	34 542,89 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	328 879,32 €	154 706,09 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.26%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	12 285,11 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	439 168,91 €	185 216,02 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	15 635,87 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	270 633,75 €	127 307,58 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	10 109,38 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 584 294,56 €	668 163,71 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	56 406,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	574 611,31 €	270 300,24 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	21 464,29 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	602 137,34 €	283 248,65 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	22 492,52 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 542 965,17 €	1 902 182,36 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	160 581,60 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	125 316,88 €	52 851,40 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	4 461,70 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	691 623,63 €	329 407,23 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	24 631,09 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1998	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	505 698,79 €	260 222,28 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	2.00%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	19 441,05 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	408 800,03 €	205 850,07 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	15 378,94 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	129 915,13 €	61 876,12 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	4 626,73 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	200 064,32 €	95 286,65 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	7 124,98 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 154 459,14 €	533 677,26 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.18%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	42 575,83 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	403 945,56 €	175 696,91 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.23%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	14 028,57 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	234 001,05 €	111 450,26 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	8 333,58 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	298 348,19 €	150 231,35 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	11 223,70 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	972 870,16 €	419 110,25 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.23%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	33 463,98 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	55 436,39 €	26 403,40 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	1 974,29 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	132 216,47 €	62 972,20 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.38%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	4 708,69 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	92 077,24 €	90 183,69 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 217,61 €	1 772,25 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	882 209,33 €	864 163,28 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		11 686,19 €	16 980,27 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	510 158,17 €	499 720,88 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		6 746,22 €	9 819,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	104 295,24 €	105 920,74 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 429,53 €	2 387,73 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 437,84 €	134 626,32 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		1 817,46 €	2 645,33 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	538 620,17 €	527 601,80 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		7 122,62 €	10 367,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	288 157,51 €	282 262,77 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 810,55 €	5 950,25 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	290 569,15 €	284 625,08 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		3 842,44 €	6 000,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	109 587,12 €	106 985,60 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		588,42 €	2 607,89 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	983 749,04 €	983 749,04 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		13 280,61 €	18 709,86 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	379 994,46 €	379 994,46 €	40	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		2 089,97 €	8 519,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 487 542,27 €	1 440 285,03 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		26 789,30 €	27 630,66 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	523 548,27 €	513 824,20 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		9 557,13 €	9 857,28 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 049 152,87 €	2 007 234,06 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		27 097,66 €	42 313,50 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 040 557,81 €	2 002 657,73 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		37 249,43 €	38 419,31 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 779 127,07 €	1 751 434,80 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	314 050,61 €	308 434,80 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	491 754,82 €	485 928,00 €	40	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		0,00 €	0,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	522 190,80 €	512 259,29 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		6 915,90 €	8 818,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	134 814,80 €	131 792,36 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		724,86 €	3 039,06 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

452

SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	841 917,10 €	629 216,13 €	39	A	V	Livret A + 0.6	1.35%	V	Livret A + 0.6	1.35%	A-1		8 495,77 €	12 365,69 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	268 077,80 €	262 067,52 €	39	A	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	V	Livret A + (-0.2)	0.55%	A-1		1 441,27 €	6 043,14 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1986	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 179 999,12 €	262 254,58 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	99 056,90 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1987	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	791 341,90 €	141 279,27 €	3	A	V	Livret A + (-0.75)	3.03%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	36 213,48 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 184 583,35 €	2 610 681,83 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	195 042,45 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	979 857,12 €	493 404,19 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	36 961,93 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	573 156,62 €	288 611,35 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1.28%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	21 561,98 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	50 711,40 €	21 846,36 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	0.23%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	1 744,33 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 433 183,19 €	1 558 411,81 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.91%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	124 327,34 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	440 126,53 €	227 731,48 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		100,71 €	16 636,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	352 384,80 €	191 588,43 €	15	A	V	Livret A + (-0.66)	2.30%	V	Livret A + (-0.66)	0.09%	A-1		178,46 €	13 468,07 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	617 395,32 €	422 938,92 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		187,04 €	30 897,36 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 742 006,61 €	901 353,84 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		398,61 €	65 847,46 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	552 247,05 €	271 392,07 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.35%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	19 890,42 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	32 082,55 €	16 600,23 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		7,34 €	1 212,71 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	448 954,18 €	220 630,63 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.35%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	16 170,10 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 813 399,69 €	1 455 716,97 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		643,77 €	106 345,88 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	311 835,85 €	153 246,24 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.35%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	11 231,48 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	693 711,24 €	358 941,97 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		158,74 €	26 222,13 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	454 838,55 €	228 436,71 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.35%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	16 742,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	124 169,92 €	61 021,12 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1.35%	V	Livret A + (-0.75)	0.00%	A-1		0,00 €	4 472,20 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	543 961,68 €	281 468,49 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		124,48 €	20 962,39 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 336 933,56 €	691 759,84 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2.25%	V	Livret A + (-0.71)	0.04%	A-1		305,92 €	50 935,79 €

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

453

SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	336 564,06 €	173 638,83 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		76,79 €	12 685,00 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 956,37 €	87 304,80 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 932,80 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	824 367,49 €	426 546,48 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		188,64 €	31 160,91 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 057 546,07 €	2 099 466,62 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		928,48 €	153 374,33 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	788 809,67 €	387 646,61 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	28 410,77 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	357 431,74 €	175 653,54 €	15	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 873,72 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	137 632,91 €	71 214,39 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		31,50 €	5 202,49 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	278 349,34 €	142 983,65 €	15	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		63,23 €	10 445,52 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	725 962,90 €	372 915,62 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		164,92 €	27 242,96 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	536 869,63 €	261 919,56 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	19 196,16 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	583 814,04 €	299 896,01 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		132,63 €	21 908,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	318 220,41 €	155 248,40 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	11 378,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	136 893,62 €	66 703,07 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	4 888,69 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	387 824,65 €	198 227,39 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		87,66 €	14 481,30 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	317 583,92 €	162 325,14 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		71,79 €	11 858,52 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	91 791,93 €	44 726,72 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	3 278,04 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 430 794,41 €	731 316,71 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		323,42 €	53 426,57 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 270 793,69 €	2 182 915,13 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		965,36 €	159 470,58 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	521 950,83 €	254 326,82 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	18 639,71 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	571 404,61 €	292 059,95 €	16	A	V	Livret A + (-0.71)	2,25%	V	Livret A + (-0.71)	0,04%	A-1		125,16 €	21 336,13 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2001	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	294 348,67 €	126 866,10 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,35%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 440,25 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 062 670,02 €	1 190 714,33 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 292,37 €	77 960,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	148 946,81 €	81 689,56 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 389,43 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	180 788,09 €	99 877,89 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	6 589,40 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 104 085,84 €	641 992,69 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		698,80 €	42 033,69 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	771 682,86 €	423 227,81 €	16	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	27 922,22 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 206 431,30 €	696 434,75 €	16	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		755,89 €	45 998,23 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	43 548,98 €	16 407,35 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		336,35 €	2 203,66 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	9 110,16 €	1 289,47 €	1	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		26,44 €	638,19 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	33 300,32 €	13 733,83 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		281,54 €	1 597,30 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	59 529,61 €	26 553,78 €	8	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		544,35 €	2 716,66 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 026,16 €	287,26 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		5,89 €	287,26 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21 021,05 €	1 500,21 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		30,76 €	1 500,21 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 287,23 €	805,53 €	0	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		16,51 €	805,53 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	85 759,19 €	32 295,73 €	7	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		662,06 €	4 337,61 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	1999	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	96 058,77 €	42 927,07 €	9	A	V	Livret A + 1.3	3,80%	V	Livret A + 1.3	2,05%	A-1		880,00 €	4 391,78 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 447 550,08 €	831 464,15 €	17	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		902,45 €	54 439,11 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	154 006,04 €	84 346,28 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	5 964,70 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 094 755,51 €	1 203 215,08 €	17	A	V	Livret A + (-0.64)	2,32%	V	Livret A + (-0.64)	0,11%	A-1		1 305,93 €	78 779,06 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	614 107,78 €	336 335,96 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,42%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	22 189,55 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	210 506,15 €	113 252,65 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		69,85 €	7 859,39 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	32 348,70 €	16 664,51 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	1 161,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	976 302,57 €	502 975,53 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	35 059,59 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 614 746,47 €	2 482 741,12 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 531,22 €	172 294,40 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	206 955,03 €	106 619,93 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	7 431,85 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	266 102,96 €	143 163,83 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		88,30 €	9 935,12 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 730 788,83 €	1 469 168,83 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		906,11 €	101 955,68 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2002	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	679 151,54 €	349 888,06 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	24 388,72 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 831,29 €	6 816,53 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		4,21 €	451,28 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 465,52 €	3 588,25 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	237,31 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	332 242,96 €	181 606,40 €	17	A	V	Livret A + (-0.75)	1,39%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	12 078,89 €
SOCIETE MARTINIQUE D HLM	2003	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 047 596,26 €	1 739 126,73 €	17	A	V	Livret A + (-0.69)	2,27%	V	Livret A + (-0.69)	0,06%	A-1		1 072,60 €	115 138,02 €
SE MIXTE ATLANTIQUE	2000	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	263 150,78 €	132 508,81 €	14	A	V	Livret A + (-0.75)	1,28%	V	Livret A + (-0.75)	0,00%	A-1		0,00 €	9 899,65 €
SNC MANOIR DE CLUNY	2016	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 943 222,68 €	1 904 139,21 €	38	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		35 416,99 €	39 442,95 €
SNC ROUTE DE REDOUTE	2017	P		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 661 987,44 €	2 661 987,44 €	39	A	V	Livret A + 1.11	1,86%	V	Livret A + 1.11	1,86%	A-1		49 512,97 €	49 442,14 €
TOTAL GENERAL					991 755 692,21 €	612 738 778,06 €											6 686 879,34 €	34 497 592,47 €

(1) Indiquer C pour amortissement constant, F pour amortissement progressif, P pour en ligne, X pour autres (à préciser)
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; X : autre
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois...)
(5) Taux annuel, tous frais compris
(6) Taux hors opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget
(7) Catégories d'emprunt hors opérations de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant le tonnage de la circulaire ICB/1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales)
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 + intérêts réglés à l'adhésion + intérêts décaissés

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B7.2

B7.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)		8 714 357,79 €
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)		- €
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)		49 577 026,36 €
Provisions pour garanties d'emprunts		- €
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	58 291 384,15 €
Recettes réelles de fonctionnement	II	917 555 911,00 €
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	6,35%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV - ANNEXES		IV
ENGAGEMENT HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES		B8.1

SUBVENTIONS VERSEES				
Article (1)	Subvention (2)	Objet de la subvention (3)	Nature juridique	Montant de la subvention
TOTAL INVESTISSEMENT				276 000,00
20415341		Subvention d'équipement Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	276 000,00
TOTAL FONCTIONNEMENT				5 044 000,00
657382		Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC CMAC / ATRIUM)	EPCC	3 000 000,00
6573641		Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	1 430 000,00
6573641		Bureau de Gestion du Périmètre d'Irrigation du Sud-Est (BGPISE)	SPIC	614 000,00

(1) Indiquer l'aticle d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention

(3) Objet pour lequel est versé la subvention

IV - ANNEXES								IV
ANNEXES PATRIMONIALES - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018								B9
B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018								
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)			POSTES VACANTS
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS CONTRACTUELS	TOTAL	
EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET (1)				15	11	1	12	3
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A*	1	0	1	1		1	0
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES	A	9		9	9		9	0
COLLABORATEUR DE CABINET	A	5	0	5	1	1	2	3
FILIERE ADMINISTRATIVE (2)				1560		95	1315	245
ADMINISTRATEUR TERRITORIAL	A*	5		5	1	1	2	3
Directeur territorial	A	40		40	23	3	26	14
Attaché principal	A	60		60	53	6	59	1
Attaché	A	224		224	126	71	197	27
TOTAL ATTACHE TERRITORIAL				324			282	42
Rédacteur principal 1ère classe	B	59		59	40	5	45	14
Rédacteur principal 2ème classe	B	53		53	40	0	40	13
Rédacteur	B	238		238	171	18	189	49
TOTAL REDACTEUR TERRITORIAL				350			274	76
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	51		51	50	0	50	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	397		397	362	0	362	35
Adjoint administratif	C	433		433	287	58	345	88
TOTAL ADJOINT ADMINISTRATIF				881			757	124
TECHNIQUE (3)				2017		283	1856	161
Ingénieur en Chef hors classe	A*	2		2	1	0	1	1
Ingénieur en Chef	A*	19		19	17	0	17	2
Ingénieur Principal	A	36		36	33	3	36	0
Ingénieur	A	82		82	42	15	57	25
TOTAL INGENIEUR				118		13	93	25
Contrôleur des transports	B	1		1	0	0	0	1
Technicien principal 1ère classe	B	67		67	61		61	6
Technicien principal 2ème classe	B	50		50	50		50	0
Technicien	B	111		111	75	10	85	26
TOTAL TECHNICIEN				229		10	196	33
Agent de maîtrise principal	C	39		39	28	0	28	11
Agent de maîtrise	C	46		46	44	1	45	1
TOTAL AGENT DE MAITRISE				85		1	73	12
Adjoint technique principal 1ère classe	C	30		30	22	0	22	8
Adjoint technique principal 2ème classe	C	235		235	211	0	211	24
Adjoint technique 2ème classe	C	344		344	271	53	324	20
TOTAL ADJOINT TECHNIQUE				609		53	557	52
Adjoint technique principal 1ère classe Etbts scol.	C	64		64	51	0	51	13
Adjoint techn. principal 2ème classe Etbts scolaire	C	420		420	400	0	400	20
Adjoint technique 2ème classe Etbts scolaire	C	471		471	262	206	468	3
TOTAL ADJT TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT				955		206	919	36
MEDICO SOCIALE (4)				156		5	115	41
Médecin du travail hors classe	A*	1		1	0	1	1	0
Médecin hors classe	A*	7		7	6		6	1
Médecin 1ère classe	A*	6		6	2		2	4
Médecin 2ème classe	A*	9		9	0	5	5	4
Médecin vacataire	A*	2		2	0	2	2	0
Psychologue hors classe	A	6		6	6		6	0
Psychologue classe normale	A	13		13	7	3	10	3
Sage Femme classe exceptionnelle	A	8		8	6		6	2
Sage-Femme classe supérieure	A	8		8	3		3	5
Sage-femme classe normale	A	6		6	3		3	3
Puéricultrice hors classe	A	11		11	10		10	1
Puéricultrice cadre de santé	A	1		1	0	0	0	1
Puéricultrice classe supérieure	A	6		6	4		4	2
Puéricultrice classe normale	A	21		21	14	6	20	1
Infirmier soins généraux hors classe	A	13		13	12		12	1
Infirmier soins généraux classe supérieure	A	16		16	10		10	6
Infirmier soins généraux classe normale	A	21		21	7	8	15	6
Chargé de mission	A	1		1	0		0	1
MEDICO - TECHNIQUE				29		1	21	8
Entomologiste	A	1		1			0	1
Pharmacien hors classe	A	1		1		1	1	0
Biologiste, Pharmacien ou vétérinaire	A	2		2		1	1	1
Technicien paramédical classe supérieure	B	6		6	5		5	1
Technicien paramédical classe normale	B	19		19	7	7	14	5
SOCIAL				229		41	200	29
Conseiller socio-éducatif de classe supérieur	A	2		2	2		2	0
Conseiller socio-éducatif	A	12		12	5		5	7
Assistant socio-éducatif principal	B	106		106	99		99	7
Assistant socio-éducatif	B	100		100	54	33	87	13
Educateur de jeunes enfants	B	7		7	1	5	6	1
Agent social principal de 2ème classe	C	1		1	1		1	0
Agent social de 2ème classe	C	1		1	0		0	1
SPORTIVE				15		1	12	3
Conseiller territorial activités sportives principal de 1ère classe	A	1		1	0		0	1
Conseiller territorial activités sportives principal de 2ème classe	A	1		1	0		0	1
Conseiller territorial activités sportives	A	2		2	2		2	0
Educateur APS principal de 2ème classe	B	1		1	1		1	0
Educateur APS	B	9		9	7	2	9	0
Opérateur territorial activités sportives	B	1		1	0		0	1

CULTURELLE (8)				153	10	5	106	47
Conservateur du patrimoine en chef	A*	3		3	2	0	2	1
Conservateur du patrimoine	A*	1		1	0		0	1
Conservateur De bibliothèque en chef	A*	2		2	1		1	1
Conservateur De bibliothèque	A*	2		2	0		0	2
Attaché de conservation	A	7		7	3	1	4	3
Bibliothécaire	A	15		15	11		11	4
Conseiller haute technicité	A	1		1	0		0	1
Chargé de mission archéologie	A	1		1	0		0	1
Assistt Qual. Conserv. du Patrim 1ère cl (Arch.)	B	1		1	1		1	0
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 1è cl.	B	7		7	5		5	2
Assistant de Conserv. du Patrim. Principal 2ème cl.	B	16		16	11		11	5
Assistant de Conserv. du Patrim.	B	19		19	10	3	13	6
TOTAL ASSISTANT DE CONSERVATION				43	27		30	13
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2		2	1		1	1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	30		30	27		27	3
Adjoint du patrimoine	C	46		46	26	4	30	16
TOTAL ADJOINT DU PATRIMOINE				78			58	20
ANIMATION (9)				1		0	0	1
Adjoint d'Animation de 1ère classe	C	1		1	0		0	1
EMPLOIS NON CITES (10)								
TOTAL GENERAL				4175	3141	432	3637	538

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

458

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018	B9

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2018(suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/2018	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<i>Agents occupant un emploi permanent (6)</i>						
Chargé de mission instruction des dossiers Commande publique	A	ADM	442		ART 3 AL 5	CDD
Instructeur DGA CEI	A	ADM	500		ART 3 AL 5	CDD
Instructeur gestion des délibérations	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission innovation	A	ADM	588		ART 3 AL 5	CDD
Chargée de communication	A	ADM	423		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission prospective et stratégie	A	ADM	625		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission Coopération	A	ADM	542		ART 3 AL 5	CDI
Responsable Mission pilotage, évaluation	A	ADM	985		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur support informatique	A	ADM	703		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission ingénierie financière	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Gestionnaire carrière-paye	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de communication	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chef de service SURSOL par intérim	A	ADM	442		ART 3 AL 5	CDD
Responsable mission développement durable et responsabilité sociétale	A	ADM	442		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission instruction des dossiers	A	ADM	625		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission informatique	A	ADM	625		ART 3 AL 5	CDD
Gestionnaire finances/budget	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Négociateur foncier	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Directrice communication extérieure	A	ADM	653		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission risques majeurs	A	ADM	423		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission pilotage gestion fonds européens	A	ADM	466		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission dispositif tutorial	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission RH / veille juridique	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de communication	A	ADM	423		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission coopération internationale - OECS	A	ADM	701	FORFAIT	ART 3 AL 5	CDD
Chargée de mission service jeunesse, econ soc et solidaire	A	ADM	500		ART 3 AL 5	CDD
Directeur logement	A	ADM	542		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de gestion dispositif immédiat CEI	A	ADM	466		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission Commande publique	A	ADM	442		ART 3 AL 5	CDD
chargée de mission coopération	A	ADM	916		ART 3 AL 5	CDI
Chef de service apprentissage	A	ADM	466		ART 3 AL 5	CDD
Instructeur fonds européens SATAC	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDI
Acheteur public	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chagé de mission ingénierie financière	A	ADM	703		ART 3 AL 5	CDI
Chargée de mission innovation	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargée de mission dossiers stratégiques	A	ADM	442		ART 3 AL 5	CDD
Chargée de communication	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Coordonateur budgétaire et comptable	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargée de mission GPEEC	A	ADM	542		ART 3 AL 5	CDD
Chargée de mission formation professionnelle	A	ADM	500		ART 3 AL 5	CDD
Instructeur dossiers SATAC - Gestion fonds européens	A	ADM	423		ART 3 AL 5	CDD
Chargé du développement NTIC	A	ADM	542		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission affaires culturelles	A	ADM	712		ART 3 AL 3	CDD
Chargé de mission développement	A	ADM	864		ART 3 AL 5	CDD
Contrôleur fonds européens	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission évaluation / contrôle de gestion	A	ADM	466		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission	A	ADM	500		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission	A	ADM	466		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission informatique	A	ADM	379		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission ingénierie financière	A	ADM	588		ART 3 AL 5	CDD
Directeur cabinet	A	CAB	HA2		ART 47	CDD
Chargé de mission conservation du patrimoine	A	CULT	550		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de mission architecture et patrimoine	A	TECHN	759		ART 3 AL 5	CDI
Ingénieur systèmes d'informat et télécom	A	TECHN	811		ART 3 AL 5	CDD
Directeur stratégie numérique et très haut débit	A	TECHN	668		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission stratégie numérique	A	TECHN	621		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de mission transport mobilité	A	TECHN	430		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur travaux neufs	A	TECHN	621		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission mise en conformité et contrôle	B	TECHN	576		ART 3 AL 5	CDI
Administrateur système	A	TECHN	379		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur travaux - Architecte DPLG	A	TECHN	759		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur support aux utilisateurs	A	TECHN	430		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur informatique	A	TECHN	621		ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur support aux utilisateurs	A	TECHN	625		ART 3 AL 5	CDD
Chef de service politique agricole	A	TECHN	492		ART 3 AL 5	CDD
Chargé de mission évaluation / contrôle de gestion	A	TECHN	540		ART 3 AL 5	CDD
Médecin du travail	A	MEDICO SOC	HB1		ART 3 AL 5	CDD
Juriste à la DGSD	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 5	CDI
Chargé de mission	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 2	CDD
Chargé de mission	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 2	CDD
Chargé D'études	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 2	CDD
Chef de service	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 2	CDD
Chef de projet	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 2	CDD
Attaché chargé de mission à la DGA1 Cellule mission spécifique	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 5	CDI
Attaché chargé d'études auprès de la DRH	A	ADM	IB : 379 à 966		ART 3 AL 5	CDI

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2018 -

459

Attaché cChef du bureau de la fiscalité, des assurances et de la prospective - DGA6	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDD
Directeur adjoint mis à la disposition de l'EPCC Tropic Atrium	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Attaché chef de bureau	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDI
Attaché - Chargé de mission au Pôle communication -Relations publiques	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDD
Attaché chef de bureau	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDD
Attaché chargé de mission à la DGSD	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Attaché chargé de mission à la DGA5	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDI
Attaché à la DGA4	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDI
Attaché - Mis à la disposition de l'EPCC Tropic Atrium	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDI
Attaché chargé de mission à la DGA1	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 5	CDD
Attaché chargé de mission à la DGSD	A	ADM	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Rédacteur à la Direction de l'Environnement	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur à la Direction de l'Insertion	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Chargé de communication	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 2	CDD
Graphiste	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 2	CDD
Chargé d'études	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 2	CDD
Rédacteur chef de la cellule communication interne - DGSD	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur chef de bureau à la Direction des ressources logistiques	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur à la Direction Générale des Services Départementaux	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur principal de 1ère classe - Mis à disposition de l'EPCC Tropic Atrium	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur principal de 1ère classe - Mis à disposition de l'EPCC Tropic Atrium	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur principal de 1ère classe - Mis à disposition de l'EPCC Tropic Atrium	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur - Mis à disposition de l'EPCC Tropic Atrium	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur principal de 1ère classe - Directeur adjoint au Musée de Fonds Saint Jacques	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Rédacteur à la DGA6 - Service de la commande publique	B	ADM	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif à la Bibliothèque Schoelcher	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif à la Bibliothèque Schoelcher	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif au Golf des Trois-Ilets	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif au Golf des Trois-Ilets	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif au Golf des Trois-Ilets	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint administratif au Golf des Trois-Ilets	C	ADM	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Ingénieur chargé de mission - DGSD	A	TECHN	IB : 750 à 966	ART 3 AL 5	CDI
Ingénieur chef d'unité opérationnelle - DBC	A	TECHN	IB : 379 à 750	ART 3 AL 5	CDI
Ingénieur Directeur de la gouvernance du système d'informatio et de la communication - DSIO	A	TECHN	IB : 379 à 750	ART 3 AL 5	CDI
Ingénieur chef de bureau à la DGA4	A	TECHN	IB : 379 à 750	ART 3 AL 5	CDD
Ingénieur chargé de la banque numérique - DAD	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur à la DIE	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDD
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 2	CDD
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 2	CDD
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 2	CDD
Ingénieur chef de bureau à la BDC	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Ingénieur	A	TECHN	IB : 379 à 966	ART 3 AL 3	CDI
Contrôleur de travaux à la Direction du développement	B	TECHN	IB : 298 à 544	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la Direction des ressources logistiques	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la direction de la culture, de la jeunesse et du sport	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la DPMS	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la Direction des ressources logistiques	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la Direction des ressources logistiques	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI
Adjoint technique à la Direction des ressources logistiques	C	TECHN	IB : 297 à 388	ART 3 AL 5	CDI

461

(1) **CATEGORIES** : A, B et C.

(2) **SECTEUR ADM** : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 Janvier 1984)

(3) **REMUNERATION** :

Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle)

(4) **CONTRAT** : Moût du contrat (loi du 26 Janvier 1984 modifiée).

462

(1) **CATEGORIES** : A, B et C.

(2) **SECTEUR ADM** : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 Janvier 1984)

(3) **REMUNERATION** :

Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle)

(4) **CONTRAT** : Moût du contrat (loi du 26 Janvier 1984 modifiée).

IV ANNEXES	B10
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant Engagement
Détention d'une part de capital	Total	10 776 531,00
S.A. D'ECONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIERE ET RHUMIERE (SAEM GALION)	SEM Locale	3 260 499,00
STE AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL MARTINIQUE (SAFER)	SA	432 323,00
STE D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE MARTINIQUE (SEMAM)	SEM Locale	331 224,00
SA D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA VILLE DU LAMENTIN (SEMAVIL)	SEM Locale	90 176,00
STE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE (SIMAR)	SEM d'Etat	3 811 501,00
STE MARTINQUAISE HLM (SMHLM)	SA	320,00
SPL MARTINIQUE AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT	<i>Société Publique Locale</i>	2 850 000,00
STE HLM OZANAM	SA	488,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Total	612 738 778,00 €
SOCIETE IMMOBILIERE MARTINIQUE (SIMAR)	SEM d'Etat	176 280 506,02 €
SOCIETE ANONYME HLM OZANAM	SA	160 168 916,54 €
SOCIETE LA MARTINQUAISE D' H.L.M	SA	121 928 239,24 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF)	SEM Locale	44 753,18 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR)	SEM Locale	19 104 082,52 €
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG)	SEM Locale	22 351 832,24 €
EARL HORTICOLE PETIT GALION	EARL	82 495,76 €
ASS. CARIBEENNE POUR LE BIEN-ETRE DES PERSONNES AGEES (ACBEPA)	Association	293 767,59 €
ASS. DEPARTEMENTALE DES AMIS ET PARENTS D'ENFANTS INADAPTES (ADAPEI)	Association	3 400 000,00 €
ASS. POUR L'AIDE AUX PERSONNES HANDICAPEES(AAPH)	Association	1 999 194,22 €
ASS. DE GESTION DU COLLEGE PRIVE CATHOLIQUE (AGEC)	Association	177 011,07 €
ASS. LES EAUX JAILLISSANTES	Association	23 711,53 €
ASS. PR LA PREPARATION ET LA PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPES DE MARTINIQUE (APPHAM)	Association	72 188,47 €
SEMINAIRE COLLEGE SAINTE-MARIE	Association	491 782,03 €
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE	Etablissement public	492 556,13 €
SOCIETE PAR ACTION SIMPLIFIEE (SAS) PERRINON INVEST	SA	754 532,94 €
SOCIETE MIXTE ATLANTIQUE (SEMA)	SEM Locale	132 508,81 €
SNC ROUTE DE REDOUTE	Sté en nom collectif	2 661 987,44 €
UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL IMMO	Association	1 390 001,07 €
SNC MANOIR DE CLUNY	Sté en nom collectif	1 904 139,21 €
KERLYS INVEST G1	Sté civile immobilière	10 344 797,63 €
SYNDICAT MIXTE TRANSPORT EN SITE PROPRE	Etablissement public	88 639 774,38 €

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE - 2018

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE PARTICIPATION	MONTANT DU FINANCEMENT - Budget 2017 (€)	OBSERVATIONS	
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)					
TCSP - Syndicat Mixte de Transport Chargé de la Maîtrise d'Ouvrage du TCSP	14/12/2000 (Délibérations CG/89-00 du 04/12/2000 et CR 1392 du 07/11/2000)	sans fiscalité propre	n.c. Pas de délibération en 2017 sur cet organisme	dotation d'investissement	Délibération de l'Assemblée de Martinique 17-287-1 du26 et 27/06/2017 approuve le retrait de la CTM du SMTCSP et de sa dissolution
				participation de fonctionnement (à hauteur de 2/3 du budget statutaire annuel)	
SMEM - Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique	22/01/2003	sans fiscalité propre		pas de reversement de la taxe sur l'électricité	
PNM - Syndicat Mixte du Parc Naturel de la Martinique	22/05/1975	sans fiscalité propre	1 800 000	subvention d'investissement	Délibération CE 17-101-5 du 16/02/17
			4 400 000	contribution de fonctionnement	
Etablissement public de coopération intercommunale					
Néant					
Autres organismes de regroupement					
Néant					

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Etablissement public à caractère administratif (EPA)	EPCC ATRIUM et CMAC / Structure culturelle unique de gestion	01/01/2015	CP 128-14 du 13/03/2014	SPA	oui

IV- ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité	TVA (oui / non)
Laboratoire Territorial d'analyses / Sécurité sanitaire des aliments et de l'eau	03/08/1977	03/08/1977	SPA	oui
Bureau de Gestion du Périmètre Irrigué du Sud-Est /Gestion de l'eau	18/02/1997	27/06/1997	SPIC	oui

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		40 809 023,50	I 40 809 023,50
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		38 302 920,00	38 302 920,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	38 302 920,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 506 103,50	2 506 103,50
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	2 506 103,50
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	40 809 023,50	0,00	0,00	40 809 023,50

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		87 319 297,00	III 87 319 297,00
Ressources propres externes de l'année (a)		35 272 540,00	35 272 540,00
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	34 272 540,00	34 272 540,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
139146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	1 000 000,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		52 046 757,00	52 046 757,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	1 496 776,03	1 496 776,03
28033	Frais d'insertion	100 871,61	100 871,61
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	11 703,76
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	41 042,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	934 866,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	116 336,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	1 018 151,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	542 748,96
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	3 419 525,80
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	4 117,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	9 619,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	800,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	20 000,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	1 332 175,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	68 348,44
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	84 331,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	1 446 142,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	446 253,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	2 840,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	819 212,11
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	633 198,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	6 419 647,12
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	3 344 671,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	1 841 609,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	659 112,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	12 200,00
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	2 035 357,42
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	5 710,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	4 314,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281311	Bâtiments administratifs	788,00	788,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	1 108 030,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	384 497,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	606 119,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	4 962,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	2 225,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	2 997,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	180 671,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	159 464,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	2 359,00	2 359,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	157 611,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	451,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	13 999,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	2 759 147,50
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	66 265,97
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	3 263 710,64
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	157 030,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	1 438 819,54
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	81 468,10
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	143 688,00
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	14 640 777,00	14 640 777,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	87 319 297,00	0,00	0,00	0,00	87 319 297,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 40 809 023,50
Ressources propres disponibles	IV 87 319 297,00
Solde	V = IV - II (8) 46 510 273,50

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

DOTATION D'EQUIPEMENTS SCOLAIRES

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
13321/13322	Dotation d'équipement scolaires	34 222 432,00
DEPENSES		
Fonction	Libellé compte	Montant
221/222	Grosses réparations, équipements collèges, lycées	34 708 954,58

DGE: DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
1341	Dotation globale d'équipement (DGE)	1 600 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
231538	Travaux d'irrigation	733 272,96
	Travaux alimentation eau potable	815 678,90
	Participation aux travaux d'équipement rural & d'aménagement foncier	1 320 516,02
	Total	2 869 467,88

TAXE D'AMENAGEMENT

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
7326	Taxe d'aménagement	1 300 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
204182	Subventions pour aménagement sentiers et aires d'accueil	1 027 092,87
23181	Travaux d'installation générales sentiers et aires d'accueil	20 000,00
23181	Travaux sentiers grande randonnée nord	
6558	CAUE	400 000,00
6568	PNRM	4 064 045,04
657382	Aires d'accueil et sentiers en espaces naturels sensibles	735 049,08
	Total	6 246 186,99

TAXE ADDITIONNELLE DEPARTEMENTALE A LA TAXE DE SEJOUR

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
7362	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
657...	Actions en faveur du tourisme	4 500 000,00
Total		4 500 000,00

TAXES SUR LES CARBURANTS

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
7372	Taxe sur les carburants	81 848 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
	Réseau routier	
20...,21...,23...	Travaux	26 327 015,91
60...,61...,62...	Entretien et réparation du réseau routier	7 938 941,21
20...,21...,23...	Travaux infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	3 378 870,00
60...,61...,62...	Entretien et réparations infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	387 758,65
Total		38 032 585,77
	Remboursement emprunts voirie	
1641	Emprunt en euros (Capital)	1 489 742,38
66111	Intérêts réglés à l'échéance	28 046,40
	Transports	
20...,21...,23...	Travaux	54 098,89
65	Détaxe carburant	2 800 000,00
65...	Subvention à Martinique Transport	65 000 000,00
Total (réseau routier-voirie-transports) :		67 854 098,89
		107 404 473,44

PRODUIT DES AMENDES AUTOMATISEES

RECETTES		
Compte	Libellé compte	Montant
1345	Produit des amendes automatisées (radars)	105 000,00
DEPENSES		
Compte	Libellé compte	Montant
23158	Sécurisation du réseau routier (signalisation)	619 912,77

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D2

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D3.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0,00	Sous-total Fonctionnement	(B)	0,00

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0,00	Effort propre de la Région (A – B)	(C)	0,00

TOTAL DEPENSES	(A)	0,00	TOTAL RECETTES (B + C)	0,00
-----------------------	-----	-------------	-------------------------------	-------------

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D3.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00
Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00
Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00
Contributions aux ECE	0,00
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	0,00
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	0,00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	0,00
Résultat financier	0,00
RESULTAT COURANT (5)	0,00
Résultat spécifique	0,00
RESULTAT NET (6)	0,00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES						IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS						D4
Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
Taxe d'habitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D5.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D5.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - BP - 2018

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



ARRETÉ - SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique
A Fort-de-France, le 03 AVR. 2018
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Nombre de membres en exercice : 54
Nombre de membres présents : 37
Nombre de suffrages exprimés : 47
VOTES : Pour : 31
Contre : 15
Abstentions : 1

Date de convocation : 21 MARS 2018

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session
A Fort-de-France, le 03 AVR. 2018

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique

M. Lucien Thomas ADENET 	M. Richard BARTHELERY 	Mme Christiane BAURAS 	M. Claude BELLUNE procuration à Mme Timot	Mme Kora BERNABE 	M. Belfort BIROTA Procuration à Mme Toul
Mme Michelle BONNARE 	M. Joachim BOUQUETY procuration à M. Branchi	M. Michel BRANCHI 	Mme Francine CARLUS 	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS procuration à M. Hajjar	M. Félix CATHERINE
Mme Catherine CONCONNE procuration à Mme LeBrave	M. Clément CHARPENTIER-TITY 	Mme Mariuella CLEM-BERTHOLO 	M. Georges CLEON 	M. Gilbert COUTURIER procuration à M. Rangon	Mme Jenny DULYS-PETT
M. Jean-Claude DUVERGER procuration à Mme Rose	Mme Christiane EXIMANUEL 	M. Johnny HAJJAR 	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE 	M. Eugène LARCHER procuration à M. Martine	Mme Lucie LEBRAVE
Mme Marie-Line LESDEMA 	Mme Nadia LIMIER 	M. Claude LISE 	M. Fred LORDINOT 	M. Denis LOUIS-REGIS procuration à M. Clém	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE	M. Yan MONPLAISIR	Mme Michelle MONROSE	Mme Diane MONTROSE	Mme Karine MOUSSEAU	M. Marius NARCISSOT
M. Jean-Philippe NILOU	Mme Stéphanie NORCA	M. Justin PAMPHILE	Mme Josiane PINVILLE	Mme Maryse PLANTIN	M. Lucien RANGON
Mme Nadine RENARD	M. Daniel ROBIN	Mme Sandrine SAINT-AIME	Mme Louise TELLÉ	Mme Patricia TELLE	Mme Marie-Frantz TINOT
Mme Marie-France TOUL	Mme Sandra VALENTIN	M. David ZOBDA			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en Préfecture, le et de la publication le

A Fort-de-France, le

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018



2 0 1 8

BUDGET PRIMITIF

BUDGET ANNEXE : LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal CTM

Numéro SIRET : 20005550700061

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

**Budget primitif
voté par fonction**

BUDGET : Laboratoire d'analyse CTM (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	49
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	50
A.906 - Action économique	53
A.907 - Environnement	55
A.908 - Transports	58
A.921 - Taxes non affectées	62
A.922 - Dotations et participations	63
A.923 - Dettes et autres opérations financières	64
A.925 - Opérations patrimoniales	65
A.926 - Transferts entre les sections	66
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	67
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	68
B.930 - Services généraux	72
B.930-5 - Gestion des fonds européens	75
B.931 - Sécurité	76

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	77
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	80
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	83
B.934-3 - APA	86
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	87
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	88
B.936 - Action économique	91
B.937 - Environnement	93
B.938 - Transports	96
B.940 - Impositions directes	100
B.941 - Autres impôts et taxes	101
B.942 - Dotations et participations	102
B.943 - Opérations financières	103
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	104
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	105
B.946 - Transferts entre les sections	106
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	107
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	108

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	109
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	112
A2.01 - Opérations non ventilables	114
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	115
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	118
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0.00

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4	Encours de dette / population (2)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	72.64%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	100.0%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1		0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2		0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3		0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	276 000,00	276 000,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	276 000,00 276 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 000 390,00	3 000 390,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	3 000 390,00 3 000 390,00

TOTAL DU BUDGET (4)	3 276 390,00 3 276 390,00
----------------------------	--

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	276 000,00	0,00	276 000,00	276 000,00	0,00	276 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 000 390,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	0,00	3 000 390,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	3 276 390,00	0,00	3 276 390,00	3 276 390,00	0,00	3 276 390,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
---------	------------------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------	------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
90 Opérations ventilées	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
90 Opérations ventilées	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
- Recettes affectées	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
93 Services ventilés	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
93 Services ventilés	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	276 000,00	276 000,00
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	276 000,00	276 000,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 276 000,00	II 276 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....	0,00
---	-------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	276 000,00	II + IV + VI + VII	276 000,00
----------------------------	--------------------	-------------------	---------------------------	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	3 000 390,00	3 000 390,00
930 Services généraux	0,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	3 000 390,00	3 000 390,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
TOTAL	I 3 000 390,00	II 3 000 390,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :	0,00
---	-------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	3 000 390,00	II + IV + VI	3 000 390,00
----------------------------	--------------------	---------------------	---------------------	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	929 354,00	0,00	819 341,28	819 341,28	819 341,28
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	2 179 689,00	0,00	2 179 548,72	2 179 548,72	2 179 548,72
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 680 543,00	0,00	1 570 390,00	1 570 390,00	1 570 390,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	1 430 000,00	0,00	1 430 000,00	1 430 000,00	1 430 000,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	0,00	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	0,00	276 000,00	276 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	0,00	276 000,00	276 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		0,00	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	0,00	276 000,00	276 000,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)									0,00
TOTAL									276 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		0,00	0,00	276 000,00	276 000,00	276 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						276 000,00
-------	--	--	--	--	--	------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

- (3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
- (5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 907
Détail par articles	

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	0,00	0,00	0,00
281351	<i>Bâtiments publics</i>	0,00	0,00	0,00
281578	<i>Autre matériel technique</i>	0,00	0,00	0,00
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	0,00	0,00	0,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	0,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	3 110 543,00	0,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 110 543,00	0,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		3 110 543,00	0,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL								3 000 390,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		3 110 543,00	0,00	3 000 390,00	3 000 390,00	3 000 390,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)						0,00
------------------------------------	--	--	--	--	--	------

TOTAL						3 000 390,00
-------	--	--	--	--	--	--------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - BP - 2018

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	3 000 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	3 000 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	3 000 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	3 000 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	1 570 390,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 570 390,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	1 570 390,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET							III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56	93-57	93-58		93-59	TOTAL DU CHAPITRE
	Actions en faveur du littoral	Techno. de l'information et de la comm.	Autres actions		Sécurité	
			93-581	93-588		
			Réserves Foncières	Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 940
Détail par articles						

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	0,00	0,00	0,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Autres</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Transfert de charges</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	819 341,28	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 179 548,72	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570 390,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 430 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000 390,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		819 341,28
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 179 548,72
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000 390,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 570 390,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 430 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		3 000 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	544 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	91 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	24 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	47 373,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 024,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	82 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	29 270,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 640 149,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	469 697,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	40 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 570 390,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 519 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 373,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024,28
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 624,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 270,70
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640 149,32
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469 697,70
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 431,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 390,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 519 390,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 430 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83					
		Transports de marchandises					
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018



BUDGET PRIMITIF

BUDGET ANNEXE :

*BUREAU DE GESTION DU
PERIMETRE IRRIGUE DU SUD EST*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

**Numéro SIRET
20005550700038**

**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
Régions COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE**

POSTE COMPTABLE DE : Payeur Territorial de Martinique

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : BGPISE CTM (2)

ANNEE 2018

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	18
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION			
		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 549 500,00	1 549 500,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		1 549 500,00	1 549 500,00

INVESTISSEMENT			
		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		0,00	0,00

TOTAL		
TOTAL DU BUDGET (3)	1 549 500,00	1 549 500,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 193 600,00	0,00	1 193 500,00	1 193 500,00	1 193 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	355 900,00	0,00	356 000,00	356 000,00	356 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	0,00	935 000,00	935 000,00	935 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	614 500,00	0,00	614 500,00	614 500,00	614 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.
---	-------------	---

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPIS CTM - BP - 2018

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	0,00
---	-------------

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 193 500,00		1 193 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 000,00		356 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	1 549 500,00	0,00	1 549 500,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00		935 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	614 500,00		614 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		1 549 500,00	0,00	1 549 500,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - BP - 2018

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	1 193 600,00	1 193 500,00	1 193 500,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	580 000,00	424 746,82	424 746,82
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 000,00	2 000,00	2 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	68 600,00	66 500,00	66 500,00
6156	Maintenance	490 000,00	650 000,00	650 000,00
617	Etudes et recherches	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	8 000,00	3 253,18	3 253,18
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	40 000,00	45 000,00	45 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	355 900,00	356 000,00	356 000,00
6331	Versement de transport	2 000,00	60 177,00	60 177,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	900,00	901,00	901,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	2 004,00	2 004,00
6411	Salaires, appointements, commissions	160 000,00	85 138,00	85 138,00
6414	Indemnités et avantages divers	100 000,00	81 125,00	81 125,00
6415	Supplément familial	3 000,00	3 006,00	3 006,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	35 000,00	57 257,00	57 257,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	114,00	114,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	55 000,00	60 508,00	60 508,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	5 770,00	5 770,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - BP - 2018

- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
- (6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
- (7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
- (8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
- (12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	935 000,00	935 000,00	935 000,00
70111	Ventes d'eau aux abonnés	640 000,00	640 000,00	640 000,00
70118	Autres ventes d'eau	250 000,00	250 000,00	250 000,00
70128	Autres taxes et redevances	45 000,00	45 000,00	45 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	614 500,00	614 500,00	614 500,00
747	Subv. et participat° collectivités	614 500,00	614 500,00	614 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 549 500,00	1 549 500,00	1 549 500,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 549 500,00
---	---------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BGPISE CTM - BP - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

SITUATION DES AP AE – EXTRACTION DES DONNEES DU LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ACTION ECONOMIQUE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES - INFRA PORTS ROUTES EAU							
AP T6312 2E05 - AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES - INFRA PORTS ROUTES	4 134 347,11	0,00	4 134 347,11	334 671,33	1 807 307,08	930 763,15	1 965 259,09
TOTAL PROGRAMME	4 134 347,11	0,00	4 134 347,11	334 671,33	1 807 307,08	930 763,15	1 965 259,09
AP T68 1E05 - AUTRES ACTIONS ECONOMIQUES - PART CTM	155 667,75	0,00	155 667,75	0,00	0,00	155 667,75	0,00
TOTAL PROGRAMME	155 667,75	0,00	155 667,75	0,00	0,00	155 667,75	0,00
AP T6312 1E05 - AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES- BATIMEN	156 114,67	0,00	156 114,67	0,00	74 631,26	38 435,10	80 363,94
TOTAL PROGRAMME	156 114,67	0,00	156 114,67	0,00	74 631,26	38 435,10	80 363,94
AP T6312E05 - AP-AUTRES	14 261 890,93	0,00	14 261 890,93	2 068 901,29	3 102 684,00	6 734 229,72	3 903 577,82
TOTAL PROGRAMME	14 261 890,93	0,00	14 261 890,93	2 068 901,29	3 102 684,00	6 734 229,72	3 903 577,82
AP T633E05 - AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	41 471 927,96	0,00	41 471 927,96	7 901 986,82	15 506 584,58	1 929 610,00	23 887 038,85
TOTAL PROGRAMME	41 471 927,96	0,00	41 471 927,96	7 901 986,82	15 506 584,58	1 929 610,00	23 887 038,85
AP T6332E05 - AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	71 121,66	0,00	71 121,66	0,00	34 000,00	17 510,00	36 611,66
TOTAL PROGRAMME	71 121,66	0,00	71 121,66	0,00	34 000,00	17 510,00	36 611,66
AP T632E05 - AP-INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	27 338 150,35	0,00	27 338 150,35	9 887 759,18	7 705 813,02	12 063 017,18	1 522 467,48
TOTAL PROGRAMME	27 338 150,35	0,00	27 338 150,35	9 887 759,18	7 705 813,02	12 063 017,18	1 522 467,48
AP T61E05 - AP-INTERVENTIONS ECONOMIQUES TRANSVERSALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T6311E05 - AP-LABORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T67E05 - AP-RECHERCHE ET INNOVATION	93 668,81	0,00	93 668,81	0,00	44 778,76	23 061,06	48 218,37
TOTAL PROGRAMME	93 668,81	0,00	93 668,81	0,00	44 778,76	23 061,06	48 218,37
AP T67 1E05 - AP - RECHERCHE ET INNOVATION	538 339,26	0,00	538 339,26	305 830,41	465 017,70	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	538 339,26	0,00	538 339,26	305 830,41	465 017,70	0,00	0,00
AP T60E05 - AP-SERVICES COMMUNS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T62E05 - AP-STRUCTURE D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ACTION ECONOMIQUE	88 221 228,50	0,00	88 221 228,50	20 499 149,03	28 740 816,40	21 892 293,96	31 443 537,21

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ADMINISTRATION GENERALE - ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION							
AP D206E04 - AP15D- MISE A NIVEAU INFRASTRUCTURE DE STOCKAGE	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D217E17 - AP05D-TRVX REHABILITATION HOTEL CONSEIL GENERAL	80 812,22	0,00	80 812,22	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	80 812,22	0,00	80 812,22	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE	4 080 812,22	0,00	4 080 812,22	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ADMINISTRATION GENERALE	4 080 812,22	0,00	4 080 812,22	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - AGRICULTURE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACQUISITION FONCIER AGRICOLE							
AP R098E33 - AP13D-ACQUISITION FONCIER AGRICOLE	3 704 108,13	0,00	3 704 108,13	566 514,89	0,00	0,00	117 335,85
TOTAL PROGRAMME	3 704 108,13	0,00	3 704 108,13	566 514,89	0,00	0,00	117 335,85
AP R101E31 - AP12D-PROGRAMME MODERNISATION SEM/COMMUNES	2 188 846,27	0,00	2 188 846,27	789 328,75	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 188 846,27	0,00	2 188 846,27	789 328,75	0,00	0,00	0,00
AP R099E31 - AP12D-SUBV A INVEST ENTREPRISE AGRICOLE/AGRO	6 704 082,09	0,00	6 704 082,09	3 344 821,62	0,00	0,00	259 620,49
TOTAL PROGRAMME	6 704 082,09	0,00	6 704 082,09	3 344 821,62	0,00	0,00	259 620,49
AP R100E31 - AP12D-SUBV A INVESTISSEMENT AUX COMMUNES	302 502,60	0,00	302 502,60	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	302 502,60	0,00	302 502,60	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R097E31 - AP12D-TRAVAUX PROPRIETES AGRICOLES REGIONALES	2 371 149,26	0,00	2 371 149,26	60 244,42	0,00	0,00	14 755,58
TOTAL PROGRAMME	2 371 149,26	0,00	2 371 149,26	60 244,42	0,00	0,00	14 755,58
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE	15 270 688,35	0,00	15 270 688,35	4 760 909,68	0,00	0,00	391 711,92

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - AMENAGEMENT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AMENAGEMENT DE CARREFOURS							
AP R027E31 - AP12D-AMENAGEMENT DE CARREFOURS	12 836 926,10	0,00	12 836 926,10	810 440,39	0,00	393 333,55	1 516 539,24
TOTAL PROGRAMME	12 836 926,10	0,00	12 836 926,10	810 440,39	0,00	393 333,55	1 516 539,24
AP R026E31 - AP12D-AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION	12 684 817,50	0,00	12 684 817,50	7 075 312,23	0,00	205 000,00	58 334,82
TOTAL PROGRAMME	12 684 817,50	0,00	12 684 817,50	7 075 312,23	0,00	205 000,00	58 334,82
AP R028E31 - AP12D-AMENAGEMENT PAYSAGER OU ARTISTIQUE	4 871 181,94	0,00	4 871 181,94	0,00	0,00	0,00	38 000,00
TOTAL PROGRAMME	4 871 181,94	0,00	4 871 181,94	0,00	0,00	0,00	38 000,00
TOTAL SECTEUR AMENAGEMENT	30 392 925,54	0,00	30 392 925,54	7 885 752,62	0,00	598 333,55	1 612 874,06

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - CONSTRUCTION REHABILITATION

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
BATIMENT FORMATION PROF/APPRENTISSAGE							
AP R035E31 - AP12D-BATIMENT FORMATION PROF/APPRENTISSAGE	1 107 387,15	0,00	1 107 387,15	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 107 387,15	0,00	1 107 387,15	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R033E31 - AP12D-BATIMENTS DIVERS	14 292 652,53	0,00	14 292 652,53	2 632 925,43	0,00	0,00	13 758,68
TOTAL PROGRAMME	14 292 652,53	0,00	14 292 652,53	2 632 925,43	0,00	0,00	13 758,68
AP R034E31 - AP12D-BATIMENTS ENSEIGNEMENT	5 583 221,86	0,00	5 583 221,86	4 974 897,09	0,00	0,00	49 902,91
TOTAL PROGRAMME	5 583 221,86	0,00	5 583 221,86	4 974 897,09	0,00	0,00	49 902,91
AP R014E31 - AP12D-CONSTRUCTION IRASS	1 176 422,67	0,00	1 176 422,67	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 176 422,67	0,00	1 176 422,67	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R037E31 - AP12D-CONSTRUCTION IRFMSJ	3 926 912,77	0,00	3 926 912,77	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 926 912,77	0,00	3 926 912,77	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R013E31 - AP12D-CONSTRUCTION LYCEE DUCOS CENTRE SUD	1 300 784,86	0,00	1 300 784,86	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 300 784,86	0,00	1 300 784,86	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R044E31 - AP12D-CONSTRUCTION MARCHES REGIONAUX	3 557 733,33	0,00	3 557 733,33	21 232,60	0,00	0,00	5 900,73
TOTAL PROGRAMME	3 557 733,33	0,00	3 557 733,33	21 232,60	0,00	0,00	5 900,73
AP R038E31 - AP12D-CONSTRUCTION POLE UNIVERSITAIRE DE SANTE	15 072 206,45	0,00	15 072 206,45	671 650,72	0,00	0,00	0,23
TOTAL PROGRAMME	15 072 206,45	0,00	15 072 206,45	671 650,72	0,00	0,00	0,23
AP R042E31 - AP12D-CONSTRUCTION ZAE REGIONALE MANGOT VULCIN	2 027 588,72	0,00	2 027 588,72	92 371,48	0,00	0,00	41,25
TOTAL PROGRAMME	2 027 588,72	0,00	2 027 588,72	92 371,48	0,00	0,00	41,25
AP R043E31 - AP12D-CONSTRUCTION ZAE REGIONALE SAINTE MARIE	7 975 176,09	0,00	7 975 176,09	71 185,44	0,00	0,00	311,57
TOTAL PROGRAMME	7 975 176,09	0,00	7 975 176,09	71 185,44	0,00	0,00	311,57
AP R036E31 - AP12D-CONSTRUCTION LYCEE BELLEFONTAINE NORD CAR	3 089 000,00	0,00	3 089 000,00	163 988,12	0,00	0,00	5 011,88
TOTAL PROGRAMME	3 089 000,00	0,00	3 089 000,00	163 988,12	0,00	0,00	5 011,88
AP R039E31 - AP12D-DEMOLITION/CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER	35 652 087,80	0,00	35 652 087,80	3 926 516,14	0,00	0,00	214 004,77
TOTAL PROGRAMME	35 652 087,80	0,00	35 652 087,80	3 926 516,14	0,00	0,00	214 004,77
AP R040E31 - AP12D-DEMOLITION/ RECONSTRUC. LYCEE SCHOELCHER	32 436 466,45	0,00	32 436 466,45	11 889 561,29	0,00	4 308 793,29	4 291 945,24
TOTAL PROGRAMME	32 436 466,45	0,00	32 436 466,45	11 889 561,29	0,00	4 308 793,29	4 291 945,24
AP R041E31 - AP12D-MUSEE PIERRE PINCHON ET ARCHIVES	15 788 783,18	0,00	15 788 783,18	2 524 812,48	0,00	0,00	23 078,55
TOTAL PROGRAMME	15 788 783,18	0,00	15 788 783,18	2 524 812,48	0,00	0,00	23 078,55
TOTAL SECTEUR CONSTRUCTION REHABILITATION	142 986 423,86	0,00	142 986 423,86	26 969 140,79	0,00	4 308 793,29	4 603 955,81

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - DISPOSITIF REGIONAL (ANCIEN REGIME)

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AVANCE REMBOUSABLE							
AP R069E31 - AP12D-AVANCE REMBOUSABLE	80 000,00	0,00	80 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	80 000,00	0,00	80 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
AP R068E31 - AP12D-INDUSTRIE - DISPOSITIF REGIONAL (ANCIEN REGIME)	16 647 955,11	0,00	16 647 955,11	461 615,27	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00
TOTAL PROGRAMME	16 647 955,11	0,00	16 647 955,11	461 615,27	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00
TOTAL SECTEUR DISPOSITIF REGIONAL (ANCIEN REGIME)	16 727 955,11	0,00	16 727 955,11	501 615,27	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - DISPOSITIF REGIONAL (NOUVEAU DISPOSITIF)

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AVANCE REMBOURSABLE							
AP R071E31 - AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	3 449 500,00	0,00	3 449 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 449 500,00	0,00	3 449 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R070E31 - AP12D-INDUSTRIE - DISPOSITIF REGIONAL (NOUVEAU DISPOSITIF)	28 236 958,54	0,00	28 236 958,54	17 238 605,05	0,00	484 094,08	2 168 567,03
TOTAL PROGRAMME	28 236 958,54	0,00	28 236 958,54	17 238 605,05	0,00	484 094,08	2 168 567,03
TOTAL SECTEUR DISPOSITIF REGIONAL (NOUVEAU DISPOSITIF)	31 686 458,54	0,00	31 686 458,54	17 238 605,05	0,00	484 094,08	2 168 567,03

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - DIVERS TRAVAUX ROUTE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER							
AP R032E31 - AP12D-MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	59 065 137,86	0,00	59 065 137,86	31 085 419,96	0,00	2 393 229,53	5 612 943,40
TOTAL PROGRAMME	59 065 137,86	0,00	59 065 137,86	31 085 419,96	0,00	2 393 229,53	5 612 943,40
AP R031E31 - AP12D-MISE A NIV.VOIRIES/OUVRAGES AV DECLASSEM	6 307 961,99	0,00	6 307 961,99	1 961 634,94	0,00	0,00	1 509,22
TOTAL PROGRAMME	6 307 961,99	0,00	6 307 961,99	1 961 634,94	0,00	0,00	1 509,22
TOTAL SECTEUR DIVERS TRAVAUX ROUTE	65 373 099,85	0,00	65 373 099,85	33 047 054,90	0,00	2 393 229,53	5 614 452,62

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - ENTRETIEN DE BATIMENTS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ENTRETIEN BAT. FORMATION PROF. APPRENS							
AP R050E31 - AP12D-ENTRETIEN BAT. FORMATION PROF. APPRENS	5 268 263,71	0,00	5 268 263,71	26 039,24	0,00	0,00	768 814,86
TOTAL PROGRAMME	5 268 263,71	0,00	5 268 263,71	26 039,24	0,00	0,00	768 814,86
AP R049E31 - AP12D-ENTRETIEN DE BATIMENTS DIVERS	6 246 563,08	0,00	6 246 563,08	649 484,48	0,00	0,00	1 269 451,64
TOTAL PROGRAMME	6 246 563,08	0,00	6 246 563,08	649 484,48	0,00	0,00	1 269 451,64
AP R051E31 - AP12D-ENTRETIEN ETABLISSEMENTS ENSEIGNEMENT	318 077,75	0,00	318 077,75	225 074,94	0,00	0,00	8 245,17
TOTAL PROGRAMME	318 077,75	0,00	318 077,75	225 074,94	0,00	0,00	8 245,17
TOTAL SECTEUR ENTRETIEN DE BATIMENTS	11 832 904,54	0,00	11 832 904,54	900 598,66	0,00	0,00	2 046 511,67

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PHOTOVATAIQUE BATIMENT ENSEIGNEMENT							
AP R329E01 - AP12D-PHOVATAIQUE BATIMENT ENSEIGNEMENT	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R058E31 - AP12D-SYSTEME DE RECUPERATION EAU	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R059E31 - AP12D-UTILISATION DU POTENTIEL PHOTOVOLTAIQUE	4 515 787,33	0,00	4 515 787,33	441 111,01	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	4 515 787,33	0,00	4 515 787,33	441 111,01	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE	7 515 787,33	0,00	7 515 787,33	441 111,01	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - INFRASTR. NUMERIQUE/ TRES HAUT DEBIT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DSP HAUT DEBIT							
AP R060E31 - AP12D-DSP HAUT DEBIT	3 241 512,00	0,00	3 241 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 241 512,00	0,00	3 241 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R062E31 - AP12D-INNOVATION PART FEDER	2 987 597,92	0,00	2 987 597,92	1 342 618,25	0,00	2 100,00	5 761,00
TOTAL PROGRAMME	2 987 597,92	0,00	2 987 597,92	1 342 618,25	0,00	2 100,00	5 761,00
AP R063E31 - AP12D-INNOVATION PART REGION	3 813 303,92	0,00	3 813 303,92	579 197,11	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 813 303,92	0,00	3 813 303,92	579 197,11	0,00	0,00	0,00
AP R061E31 - AP12D-TRES HAUT DEBIT ET ZONES RURALES	40 854 021,83	0,00	40 854 021,83	1 273 442,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	40 854 021,83	0,00	40 854 021,83	1 273 442,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR INFRASTR. NUMERIQUE/ TRES HAUT DEBIT	50 896 435,67	0,00	50 896 435,67	3 195 257,96	0,00	2 100,00	5 761,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - MISSION 2020 SAINTPIERRE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
METAMORPHOSE CULTURELLE/MGSP							
AP R116E31 - AP12D-METAMORPHOSE CULTURELLE/MGSP	715 000,00	0,00	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	715 000,00	0,00	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R113E31 - AP12D-METAMORPHOSE PARTICIPATIVE	1 475 379,95	0,00	1 475 379,95	64 652,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 475 379,95	0,00	1 475 379,95	64 652,00	0,00	0,00	0,00
AP R114E31 - AP12D-METAMORPHOSE URBAINE	8 597 404,64	0,00	8 597 404,64	20 339,89	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 597 404,64	0,00	8 597 404,64	20 339,89	0,00	0,00	0,00
AP R115E31 - AP12D-METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE BLEUE	729 000,00	0,00	729 000,00	57 233,75	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	729 000,00	0,00	729 000,00	57 233,75	0,00	0,00	0,00
AP R117E31 - AP12D-METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE HISTOIRE	1 035 000,00	0,00	1 035 000,00	16 200,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 035 000,00	0,00	1 035 000,00	16 200,00	0,00	0,00	0,00
AP R112E31 - AP12D-RESEAU IRRIGATION	2 006 000,00	0,00	2 006 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 006 000,00	0,00	2 006 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR MISSION 2020 SAINTPIERRE	14 557 784,59	0,00	14 557 784,59	158 425,64	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - MISSION 2020 TROIS ILETS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
METAMOPHOSE URBAINE							
AP R119E31 - AP12D-METAMOPHOSE URBAINE	2 485 000,00	0,00	2 485 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 485 000,00	0,00	2 485 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R118E31 - AP12D-METAMORPHOSE DU REGARD	857 500,00	0,00	857 500,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	857 500,00	0,00	857 500,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00
AP R120E31 - AP12D-METAMORPHOSE ECONOMIQUES ET SOCIALES	808 000,00	0,00	808 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	808 000,00	0,00	808 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R121E31 - AP12D-METAMORPHOSES TOURISTIQUES	410 000,00	0,00	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	410 000,00	0,00	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR MISSION 2020 TROIS ILETS	4 560 500,00	0,00	4 560 500,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - MODERNISATION

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MODERNISATION ITINERAIRE/ VOIRIE NOUVELL							
AP R029E31 - AP12D-MODERNISATION ITINERAIRE/ VOIRIE NOUVELL	47 938 085,52	0,00	47 938 085,52	12 557 928,88	0,00	5 798 822,71	5 658 405,13
TOTAL PROGRAMME	47 938 085,52	0,00	47 938 085,52	12 557 928,88	0,00	5 798 822,71	5 658 405,13
TOTAL SECTEUR MODERNISATION	47 938 085,52	0,00	47 938 085,52	12 557 928,88	0,00	5 798 822,71	5 658 405,13

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PECHE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CREATION CENTRE APPLICATION AQUACOLE							
AP R105E31 - AP12D-CREATION CENTRE APPLICATION AQUACOLE	3 592 286,84	0,00	3 592 286,84	0,00	0,00	3 209 286,84	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 592 286,84	0,00	3 592 286,84	0,00	0,00	3 209 286,84	0,00
AP R106E31 - AP12D-ETUDES	797 195,76	0,00	797 195,76	140 068,96	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	797 195,76	0,00	797 195,76	140 068,96	0,00	0,00	0,00
AP R104E31 - AP12D-INSTALLATION DCP LOUDS	874 598,12	0,00	874 598,12	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	874 598,12	0,00	874 598,12	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R103E31 - AP12D-SUBV INVESTISSEMENT PECHE/AQUACULTURE	7 043 059,16	0,00	7 043 059,16	339 866,65	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	7 043 059,16	0,00	7 043 059,16	339 866,65	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PECHE	12 307 139,88	0,00	12 307 139,88	479 935,61	0,00	3 209 286,84	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INDUSTRIE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS - SUBV EQUIP PERS DROIT P							
AP R072E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS - SUBV	19 036 059,37	0,00	19 036 059,37	3 781 476,10	0,00	0,00	300 000,00
TOTAL PROGRAMME	19 036 059,37	0,00	19 036 059,37	3 781 476,10	0,00	0,00	300 000,00
AP R073E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS - SUBV	3 820 887,04	0,00	3 820 887,04	1 036 785,08	0,00	305 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 820 887,04	0,00	3 820 887,04	1 036 785,08	0,00	305 000,00	0,00
TOTAL SECTEUR PO 1-2-4 AIDES INVESTISSEMENTS	22 856 946,41	0,00	22 856 946,41	4 818 261,18	0,00	305 000,00	300 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INDUSTRIE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME - SUBV EQUIP PERSONNE							
AP R074E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME - SU	2 444 020,28	0,00	2 444 020,28	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 444 020,28	0,00	2 444 020,28	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R075E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME - SU	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PO 1-2-5 ACTIONS COLLECTIVES PME	3 444 020,28	0,00	3 444 020,28	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - POFEDER 2007-2013

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CONTREPARTIE REGIONALE							
AP R018E31 - AP12D-CONTREPARTIE REGIONALE	23 646 839,42	0,00	23 646 839,42	5 375 081,12	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	23 646 839,42	0,00	23 646 839,42	5 375 081,12	0,00	0,00	0,00
AP R017E31 - AP12D-3-1-2 DYNAMISATION INDUSTRIE TOURISTIQUE	25 033 873,55	0,00	25 033 873,55	4 783 679,46	0,00	4 576 719,88	4 299 517,18
TOTAL PROGRAMME	25 033 873,55	0,00	25 033 873,55	4 783 679,46	0,00	4 576 719,88	4 299 517,18
TOTAL SECTEUR POFEDER 2007-2013	48 680 712,97	0,00	48 680 712,97	10 158 760,58	0,00	4 576 719,88	4 299 517,18

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INDUSTRIE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL - SUBV EQUIP PERSONNE DE DR							
AP R076E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL - SUBV EQU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R077E31 - AP12D-INDUSTRIE - PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL - SUBV EQU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PO1-2-3 STRUCTURE ACCUEIL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PROJETS ECONOMIQUE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACCOMPAGNEMENT CONDITIONNALITE							
AP R086E31 - AP12D-ACCOMPAGNEMENT CONDITIONNALITE	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R085E31 - AP12D-ACCOMPAGNEMENT PROJET STRUCTURAT.FILIERE	1 446 723,00	0,00	1 446 723,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 446 723,00	0,00	1 446 723,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R087E31 - AP12D-BOOSTERS ENTREPRISE/AIDE A EMPLOI	7 785 658,10	0,00	7 785 658,10	3 520 970,53	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	7 785 658,10	0,00	7 785 658,10	3 520 970,53	0,00	0,00	0,00
AP R083E31 - AP12D-ETUDE AUDIT SATELL/SEM/ABATTOIR/FMOTSI	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R084E31 - AP12D-ETUDES ZAE	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R079E31 - AP12D-EXTENSION DU PORT / CPERD	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R082E31 - AP12D-HOTELS / PEPINIERES/ NURSEY ENTREPRISES	10 922 852,92	0,00	10 922 852,92	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	10 922 852,92	0,00	10 922 852,92	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R078E31 - AP12D-MAISON DE L ENTREPRISE	3 821 044,43	0,00	3 821 044,43	0,00	0,00	0,00	84 000,00
TOTAL PROGRAMME	3 821 044,43	0,00	3 821 044,43	0,00	0,00	0,00	84 000,00
AP R088E31 - AP12D-PARTICIPATION FINANCIERE AU CSOP	2 550 000,00	0,00	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 550 000,00	0,00	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R089E31 - AP12D-PHARMACOPÉE	804 854,61	0,00	804 854,61	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	804 854,61	0,00	804 854,61	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R090E31 - AP12D-PLAN DE RELANCE COMMUNE ET EPCI	27 598 803,41	0,00	27 598 803,41	8 410 530,59	0,00	0,00	6 921 956,96
TOTAL PROGRAMME	27 598 803,41	0,00	27 598 803,41	8 410 530,59	0,00	0,00	6 921 956,96
AP R350E01 - AP12D-POLE DE COMPETITIVITE/POINT SIMON	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R091E31 - AP12D-SOUTIEN PRESTAT. CONSEIL ACC. ENTREPRISE	1 106 850,00	0,00	1 106 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 106 850,00	0,00	1 106 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R081E31 - AP12D-ZAE/ CONTRAT DE PROGRES ET LABELLISATION	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R080E31 - AP12D-ZAE/ PARTICIPATION AU FINANCEMENT	8 100 000,00	0,00	8 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 100 000,00	0,00	8 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PROJETS ECONOMIQUE	91 336 786,47	0,00	91 336 786,47	11 931 501,12	0,00	0,00	7 005 956,96

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PROJETS TOURISTIQUES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ATTRACTIVITE DU TOURISME/ACCOMPAG.PROJET							
AP R110E31 - AP12D-ATTRACTIVITE DU TOURISME/ACCOMPAG.PROJET	3 824 494,86	0,00	3 824 494,86	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 824 494,86	0,00	3 824 494,86	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R109E31 - AP12D-ATTRACTIVITE DU TOURISME/FINANCEMT. PROJ	10 285 583,13	0,00	10 285 583,13	387 205,17	0,00	0,00	400,00
TOTAL PROGRAMME	10 285 583,13	0,00	10 285 583,13	387 205,17	0,00	0,00	400,00
AP R108E31 - AP12D-KALENDA PROJET	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R107E31 - AP12D-KALENDA RACHAT	10 044 000,01	0,00	10 044 000,01	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	10 044 000,01	0,00	10 044 000,01	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R111E33 - AP13D-SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES HOTELS	6 800 000,00	0,00	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 800 000,00	0,00	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PROJETS TOURISTIQUES	38 954 078,00	0,00	38 954 078,00	387 205,17	0,00	0,00	400,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - RENOVATION DE BATIMENTS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
RENOVATION BAT. FORMA. PROFES. APPRENTIS							
AP R047E31 - AP12D-RENOVATION BAT. FORMA. PROFES. APPRENTIS	14 805 443,89	0,00	14 805 443,89	2 664 098,32	0,00	36 000,00	95 157,62
TOTAL PROGRAMME	14 805 443,89	0,00	14 805 443,89	2 664 098,32	0,00	36 000,00	95 157,62
AP R046E31 - AP12D-RENOVATION BATIMENTS DIVERS	10 390 464,95	0,00	10 390 464,95	1 992 405,83	0,00	0,00	35 896,32
TOTAL PROGRAMME	10 390 464,95	0,00	10 390 464,95	1 992 405,83	0,00	0,00	35 896,32
AP R048E31 - AP12D-RENOVATION BATIMENTS ENSEIGNEMENT	23 008 997,48	0,00	23 008 997,48	13 563 397,19	0,00	1 947 989,63	3 424 208,48
TOTAL PROGRAMME	23 008 997,48	0,00	23 008 997,48	13 563 397,19	0,00	1 947 989,63	3 424 208,48
AP R045E31 - AP12D-RENOVATION BATIMENTS SPORT ET LOISIRS	2 797 169,95	0,00	2 797 169,95	198 865,56	0,00	0,00	13 060,40
TOTAL PROGRAMME	2 797 169,95	0,00	2 797 169,95	198 865,56	0,00	0,00	13 060,40
TOTAL SECTEUR RENOVATION DE BATIMENTS	51 002 076,27	0,00	51 002 076,27	18 418 766,90	0,00	1 983 989,63	3 568 322,82

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - SECURITE BATIMENTS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE							
AP R056E31 - AP12D-MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	5 983 001,59	0,00	5 983 001,59	27 112,72	0,00	0,00	887,28
TOTAL PROGRAMME	5 983 001,59	0,00	5 983 001,59	27 112,72	0,00	0,00	887,28
AP R057E31 - AP12D-REDUCTION VULNERABILITE SISMIQUE BAT ENS	10 339 032,60	0,00	10 339 032,60	1 495 785,67	0,00	0,00	132 230,37
TOTAL PROGRAMME	10 339 032,60	0,00	10 339 032,60	1 495 785,67	0,00	0,00	132 230,37
AP R055E31 - AP12D-SECURITE BAT. CULTURE SPORT/ LOISIRS	2 614 873,74	0,00	2 614 873,74	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 614 873,74	0,00	2 614 873,74	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R052E31 - AP12D-SECURITE BATIMENTS DIVERS	4 986 561,94	0,00	4 986 561,94	802 514,21	0,00	0,00	8 997,02
TOTAL PROGRAMME	4 986 561,94	0,00	4 986 561,94	802 514,21	0,00	0,00	8 997,02
AP R054E31 - AP12D-SECURITE BATIMENTS ENSEIGNEMENT	9 342 688,28	0,00	9 342 688,28	5 023 473,99	0,00	0,00	47 532,66
TOTAL PROGRAMME	9 342 688,28	0,00	9 342 688,28	5 023 473,99	0,00	0,00	47 532,66
AP R053E31 - AP12D-SECURITE BATIMENTS FORMAT.PROF.APPRENTIS	4 743 295,51	0,00	4 743 295,51	267 091,49	0,00	0,00	28 681,60
TOTAL PROGRAMME	4 743 295,51	0,00	4 743 295,51	267 091,49	0,00	0,00	28 681,60
TOTAL SECTEUR SECURITE BATIMENTS	38 009 453,66	0,00	38 009 453,66	7 615 978,08	0,00	0,00	218 328,93

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - SECURITE ROUTES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MISE EN SECURITE ITINEAIRES							
AP R030E31 - AP12D-MISE EN SECURITE ITINEAIRES	5 520 128,77	0,00	5 520 128,77	1 322 773,34	0,00	0,00	8 995,35
TOTAL PROGRAMME	5 520 128,77	0,00	5 520 128,77	1 322 773,34	0,00	0,00	8 995,35
TOTAL SECTEUR SECURITE ROUTES	5 520 128,77	0,00	5 520 128,77	1 322 773,34	0,00	0,00	8 995,35

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - TCSP

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
TCSP MARTINIQUE							
AP R025E31 - AP12D-TCSP MARTINIQUE	268 199 603,98	0,00	268 199 603,98	108 308 705,27	0,00	32 871 314,88	23 034 147,12
TOTAL PROGRAMME	268 199 603,98	0,00	268 199 603,98	108 308 705,27	0,00	32 871 314,88	23 034 147,12
TOTAL SECTEUR TCSP	268 199 603,98	0,00	268 199 603,98	108 308 705,27	0,00	32 871 314,88	23 034 147,12

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - TOURISME ET THERMALISME

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDE A LA CREATION ET EXTENTION							
AP R019E31 - AP12D-AIDE A LA CREATION ET EXTENTION	5 415 559,80	0,00	5 415 559,80	2 558 534,55	0,00	0,00	315,87
TOTAL PROGRAMME	5 415 559,80	0,00	5 415 559,80	2 558 534,55	0,00	0,00	315,87
AP R020E31 - AP12D-AIDE A L'EMPLOI	1 244 535,62	0,00	1 244 535,62	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 244 535,62	0,00	1 244 535,62	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R021E31 - AP12D-AIDE AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE	2 935 447,98	0,00	2 935 447,98	1 305 203,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 935 447,98	0,00	2 935 447,98	1 305 203,00	0,00	0,00	0,00
AP R022E31 - AP12D-AUTRES MODALITES AIDES ENTREPRISES/ASSOC	2 288 454,64	0,00	2 288 454,64	164 800,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 288 454,64	0,00	2 288 454,64	164 800,00	0,00	0,00	0,00
AP R024E31 - AP12D-AVANCE REMBOURSABLE	2 410 000,00	0,00	2 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 410 000,00	0,00	2 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R023E31 - AP12D-COMITE MARTINICAIS DU TOURISME	28 389 935,00	0,00	28 389 935,00	14 330 935,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	28 389 935,00	0,00	28 389 935,00	14 330 935,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR TOURISME ET THERMALISME	42 683 933,04	0,00	42 683 933,04	18 359 472,55	0,00	0,00	315,87

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - USAGES ET SERVICES NUMERIQUES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
NUMERIQUE A L'ECOLE							
AP R067E31 - AP12D-NUMERIQUE A L'ECOLE	1 025 000,00	0,00	1 025 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
TOTAL PROGRAMME	1 025 000,00	0,00	1 025 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
AP R066E31 - AP12D-SERVICES ET USAGES NUMERIQUES	2 030 166,67	0,00	2 030 166,67	0,00	0,00	0,00	400 000,00
TOTAL PROGRAMME	2 030 166,67	0,00	2 030 166,67	0,00	0,00	0,00	400 000,00
TOTAL SECTEUR USAGES ET SERVICES NUMERIQUES	3 055 166,67	0,00	3 055 166,67	0,00	0,00	0,00	520 000,00
TOTAL POLITIQUE AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE	1 065 789 095,30	0,00	1 065 789 095,30	289 522 760,26	0,00	64 031 684,39	68 558 223,47

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - INFRASTRUCTURES PORTUAIRESE ET MARITIMES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
APID ET PORTS DE PECHE 1							
AP D178E35 - AP14D-AMENAGEMENT APID CANAL AU FRANCOIS	600 000,00	0,00	600 000,00	345 903,61	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	600 000,00	0,00	600 000,00	345 903,61	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR INFRASTRUCTURES PORTUAIRESE ET MARITIMES	600 000,00	0,00	600 000,00	345 903,61	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - INFRASTRUCTURES ROUTIERES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER							
AP D230E03 - AP14D - MISE HORS D'EAU RD 15 CARREFOURS MAHAULT - P	7 932 374,31	0,00	7 932 374,31	3 013 104,09	0,00	0,00	0,00
AP D230E35 - AP14D-RECONSTRUCTION PONT PRECHEUR RD10	8 885 276,31	0,00	8 885 276,31	7 610 785,68	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	16 817 650,62	0,00	16 817 650,62	10 623 889,77	0,00	0,00	0,00
AP D258E33 - AP13D-DISPOSITIF INFO ROUTE	327 540,03	0,00	327 540,03	215 879,53	0,00	0,00	0,00
AP D258E35 - AP14D-ECLAIRAGE RD41 ROCADE FORT DE FRANCE	979 851,52	0,00	979 851,52	149 750,01	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 307 391,55	0,00	1 307 391,55	365 629,54	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR INFRASTRUCTURES ROUTIERES	18 125 042,17	0,00	18 125 042,17	10 989 519,31	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	18 725 042,17	0,00	18 725 042,17	11 335 422,92	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMENAGEMENT TERRITOIRE HABITAT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES							
AP T53E05 - AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	71 217 300,33	0,00	71 217 300,33	15 282 838,60	26 598 170,98	13 698 058,05	28 937 318,19
TOTAL PROGRAMME	71 217 300,33	0,00	71 217 300,33	15 282 838,60	26 598 170,98	13 698 058,05	28 937 318,19
AP T53 1E01 - AP - AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES- PART CTM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T553E05 - AP-AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	4 771 343,80	0,00	4 771 343,80	0,00	2 280 960,42	1 174 694,62	2 456 168,97
TOTAL PROGRAMME	4 771 343,80	0,00	4 771 343,80	0,00	2 280 960,42	1 174 694,62	2 456 168,97
AP T552E05 - AP-AIDE AU SECTEUR LOCATIF	5 241 459,47	0,00	5 241 459,47	1 249 456,60	1 966 123,30	943 906,00	2 065 035,22
TOTAL PROGRAMME	5 241 459,47	0,00	5 241 459,47	1 249 456,60	1 966 123,30	943 906,00	2 065 035,22
AP T588 2E05 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT ATTRACTIVITE	3 449 308,23	0,00	3 449 308,23	1 078 244,92	1 115 576,36	699 373,08	1 113 902,05
TOTAL PROGRAMME	3 449 308,23	0,00	3 449 308,23	1 078 244,92	1 115 576,36	699 373,08	1 113 902,05
AP T588E05 - AP-AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT AUTRES	7 057 609,46	0,00	7 057 609,46	4 771 223,71	981 890,28	1 473 141,00	294 553,27
TOTAL PROGRAMME	7 057 609,46	0,00	7 057 609,46	4 771 223,71	981 890,28	1 473 141,00	294 553,27
AP T518E05 - AP-AUTRES ACTIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T541E05 - AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	1 800 891,34	0,00	1 800 891,34	72 105,21	826 453,28	425 623,44	889 936,05
TOTAL PROGRAMME	1 800 891,34	0,00	1 800 891,34	72 105,21	826 453,28	425 623,44	889 936,05
AP T54E05 - AP-ESPACE RURAL ET AUTRES ESPACES DE DEVELOPPEMENT	11 511,38	0,00	11 511,38	0,00	5 503,06	2 834,08	5 925,77
TOTAL PROGRAMME	11 511,38	0,00	11 511,38	0,00	5 503,06	2 834,08	5 925,77
AP T555E05 - AP - LOGEMENT SOCIAL	17 069 198,16	0,00	17 069 198,16	0,00	8 160 000,00	4 202 400,00	8 786 798,16
TOTAL PROGRAMME	17 069 198,16	0,00	17 069 198,16	0,00	8 160 000,00	4 202 400,00	8 786 798,16
AP T52E05 - AP-POLITIQUE DE LA VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T52 1E05 - AP-EAU - ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T510E05 - AP-SERVICES COMMUNS AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T57 1E05 - TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T57E05 - AP-TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	29 654 643,42	0,00	29 654 643,42	888 043,87	12 000 000,00	6 193 530,07	16 423 069,48
TOTAL PROGRAMME	29 654 643,42	0,00	29 654 643,42	888 043,87	12 000 000,00	6 193 530,07	16 423 069,48
TOTAL POLITIQUE AMENAGEMENT TERRITOIRE HABITAT	140 273 265,59	0,00	140 273 265,59	23 341 912,91	53 934 677,68	28 813 560,34	60 972 707,16

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - ACQUISITION OEUVRES ART CONTEMPORAIN

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
OEUVRE ART CONTEMPORAIN							
AP R217E31 - AP12D-OEUVRE ART CONTEMPORAIN	210 000,00	0,00	210 000,00	10 410,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	210 000,00	0,00	210 000,00	10 410,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ACQUISITION OEUVRES ART CONTEMPORAIN	210 000,00	0,00	210 000,00	10 410,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - AUDIOVISUEL

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
BUREAU ACCUEIL DES TOURNAGES							
AP R214E31 - AP12D-BUREAU ACCUEIL DES TOURNAGES	1 360 000,00	0,00	1 360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 360 000,00	0,00	1 360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R212E31 - AP12D-CONVENTION DEVELOP. CINEMATOGRAP/AUDIO	8 058 384,84	0,00	8 058 384,84	597 322,26	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 058 384,84	0,00	8 058 384,84	597 322,26	0,00	0,00	0,00
AP R213E31 - AP12D-SOUTIEN PROJETS CINEMATOGRAPHIQUES	1 871 581,32	0,00	1 871 581,32	839 030,11	0,00	0,00	10 462,45
TOTAL PROGRAMME	1 871 581,32	0,00	1 871 581,32	839 030,11	0,00	0,00	10 462,45
TOTAL SECTEUR AUDIOVISUEL	11 289 966,16	0,00	11 289 966,16	1 436 352,37	0,00	0,00	10 462,45

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - EQUIPEMENT DES ASSOCIATIONS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EQUIPEMENT CULTURE							
AP R215E31 - AP12D-EQUIPEMENT CULTURE	1 366 736,70	0,00	1 366 736,70	265 148,60	0,00	0,00	4,19
TOTAL PROGRAMME	1 366 736,70	0,00	1 366 736,70	265 148,60	0,00	0,00	4,19
TOTAL SECTEUR EQUIPEMENT DES ASSOCIATIONS	1 366 736,70	0,00	1 366 736,70	265 148,60	0,00	0,00	4,19

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - PETITS MATERIELS MUSEES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACHAT							
AP R218E31 - AP12D-ACHAT	2 647 108,54	0,00	2 647 108,54	103 608,07	0,00	0,00	100,01
TOTAL PROGRAMME	2 647 108,54	0,00	2 647 108,54	103 608,07	0,00	0,00	100,01
TOTAL SECTEUR PETITS MATERIELS MUSEES	2 647 108,54	0,00	2 647 108,54	103 608,07	0,00	0,00	100,01

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - RESTAURATION DU PATRIMOINE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
OPERATION DE RESTAURATION							
AP R216E31 - AP12D-OPERATION DE RESTAURATION	687 800,00	0,00	687 800,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	687 800,00	0,00	687 800,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR RESTAURATION DU PATRIMOINE	687 800,00	0,00	687 800,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE	16 201 611,40	0,00	16 201 611,40	1 835 519,04	0,00	0,00	10 566,65

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE ET PATRIMOINE - PATRIMOINE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DES COLLECTIONS DES MUSEES 1							
AP D197E09 - AP15D-RESTAURATION COLLECTIONS CERAMIQUES MUSEE P	207 144,00	0,00	207 144,00	91 152,00	0,00	12 420,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	207 144,00	0,00	207 144,00	91 152,00	0,00	12 420,00	0,00
AP D282E35 - AP14D-REHABILITATION DE FONDS SAINT JACQUES	1 391 747,96	0,00	1 391 747,96	9 755,26	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 391 747,96	0,00	1 391 747,96	9 755,26	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PATRIMOINE	1 598 891,96	0,00	1 598 891,96	100 907,26	0,00	12 420,00	0,00
TOTAL POLITIQUE CULTURE ET PATRIMOINE	1 598 891,96	0,00	1 598 891,96	100 907,26	0,00	12 420,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES - BAT							
AP T311E05 - AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	512 883,69	0,00	512 883,69	70 742,85	136 000,00	185 681,29	182 676,49
TOTAL PROGRAMME	512 883,69	0,00	512 883,69	70 742,85	136 000,00	185 681,29	182 676,49
AP T311 1E05 - AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	1 511 308,50	0,00	1 511 308,50	377 633,76	537 990,00	408 069,49	456 610,25
TOTAL PROGRAMME	1 511 308,50	0,00	1 511 308,50	377 633,76	537 990,00	408 069,49	456 610,25
AP T325E05 - AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - BATIME	1 920 256,38	0,00	1 920 256,38	20 281,36	834 326,28	456 989,74	1 025 822,14
TOTAL PROGRAMME	1 920 256,38	0,00	1 920 256,38	20 281,36	834 326,28	456 989,74	1 025 822,14
AP T325 2E05 - AP EQUIPEMENTS SPORTIFS - PART CTM	875 000,00	0,00	875 000,00	0,00	0,00	875 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	875 000,00	0,00	875 000,00	0,00	0,00	875 000,00	0,00
AP T325 1E05 - AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - SPORT	4 423,96	0,00	4 423,96	0,00	441,70	227,48	3 975,63
TOTAL PROGRAMME	4 423,96	0,00	4 423,96	0,00	441,70	227,48	3 975,63
AP T313E03 - AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BATIMENTS	217 572,22	0,00	217 572,22	146 340,70	0,00	39 208,33	30 024,25
TOTAL PROGRAMME	217 572,22	0,00	217 572,22	146 340,70	0,00	39 208,33	30 024,25
AP T313 1E05 - AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BIBLIOTHEQUES	156 651,43	0,00	156 651,43	9 169,50	60 290,74	31 048,69	80 160,40
TOTAL PROGRAMME	156 651,43	0,00	156 651,43	9 169,50	60 290,74	31 048,69	80 160,40
AP T324E05 - AP-CENTRES DE FORMATION SPORTIFS - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T324 1E05 - AP-CENTRES DE FORMATION SPORTIFS - SPORT ET JEUNESSE	364 194,93	0,00	364 194,93	285 000,00	37 859,46	19 497,62	40 767,58
TOTAL PROGRAMME	364 194,93	0,00	364 194,93	285 000,00	37 859,46	19 497,62	40 767,58
AP T31E05 - AP - ETABLISSEMENTS CULTURELS ET ARTISTIQUES	923 375,76	0,00	923 375,76	0,00	441 423,56	227 333,13	475 330,85
TOTAL PROGRAMME	923 375,76	0,00	923 375,76	0,00	441 423,56	227 333,13	475 330,85
AP T326 1E10 - AP-MANIFESTATIONS SPORTIVES - SPORT JEUNESSE	3 421 182,30	0,00	3 421 182,30	500 473,74	1 339 900,84	690 048,94	1 560 709,20
TOTAL PROGRAMME	3 421 182,30	0,00	3 421 182,30	500 473,74	1 339 900,84	690 048,94	1 560 709,20
AP T314E05 - AP-MUSEES	517 515,66	0,00	517 515,66	59 680,92	122 600,00	257 755,91	132 144,05
TOTAL PROGRAMME	517 515,66	0,00	517 515,66	59 680,92	122 600,00	257 755,91	132 144,05
AP T314 1E05 - AP-MUSEES - MUSEES, DOMAINES ET SITES	269 060,57	0,00	269 060,57	35 008,30	102 398,54	56 277,38	126 575,62
TOTAL PROGRAMME	269 060,57	0,00	269 060,57	35 008,30	102 398,54	56 277,38	126 575,62
AP T312E05 - AP-PATRIMOINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T312 2E01 - PATRIMOINE - ENVIRONNEMENT	35 384,51	0,00	35 384,51	27 993,00	3 533,54	1 819,77	3 804,97
TOTAL PROGRAMME	35 384,51	0,00	35 384,51	27 993,00	3 533,54	1 819,77	3 804,97
AP T312 1E05 - AP-PATRIMOINE - POLITIQUES CULTURELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T323E05 - AP-PISCINES-BATIMENTS	574 690,55	0,00	574 690,55	453 940,91	32 000,00	16 480,00	84 739,16
TOTAL PROGRAMME	574 690,55	0,00	574 690,55	453 940,91	32 000,00	16 480,00	84 739,16
AP T323 1E07 - AP -PISCINE	45 597,35	0,00	45 597,35	0,00	21 798,00	11 225,97	23 472,38
TOTAL PROGRAMME	45 597,35	0,00	45 597,35	0,00	21 798,00	11 225,97	23 472,38

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

660

AP T3151E05 - AP-SERVICES D'ARCHIVES - ARCHIVES	845 382,81	0,00	845 382,81	99 814,82	356 421,82	183 557,24	383 799,84
TOTAL PROGRAMME	845 382,81	0,00	845 382,81	99 814,82	356 421,82	183 557,24	383 799,84
AP T315E05 - AP-SERVICES D'ARCHIVES	22 255,00	0,00	22 255,00	0,00	0,00	22 255,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	22 255,00	0,00	22 255,00	0,00	0,00	22 255,00	0,00
AP T32E05 - AP - ETABLISSEMENTS DE SPORT ET LOISIRS - BATIMENTS	1 002 117,40	0,00	1 002 117,40	0,00	479 066,32	246 719,16	515 865,08
TOTAL PROGRAMME	1 002 117,40	0,00	1 002 117,40	0,00	479 066,32	246 719,16	515 865,08
AP T322E05 - AP-STADES BATIMENTS	571 926,16	0,00	571 926,16	227 749,37	134 520,00	69 277,80	207 638,99
TOTAL PROGRAMME	571 926,16	0,00	571 926,16	227 749,37	134 520,00	69 277,80	207 638,99
AP T322 1E05 - AP-STADES - SPORTS ET JEUNESSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	13 790 779,18	0,00	13 790 779,18	2 313 829,23	4 640 570,80	3 798 472,94	5 334 116,88

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT LOCAL - AGRICULTURE ET PECHE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE - SECTEUR							
AP D157E17 - AP05D-PARTICIPATION INVESTISSEMENT SAEM GALION	690 384,44	0,00	690 384,44	414 783,75	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	690 384,44	0,00	690 384,44	414 783,75	0,00	0,00	0,00
AP D159E35 - AP14D-REHABILITATION DES SERRES DE LA SEA	442 541,83	0,00	442 541,83	12 541,83	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	442 541,83	0,00	442 541,83	12 541,83	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE ET PECHE	1 132 926,27	0,00	1 132 926,27	427 325,58	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT LOCAL - DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE DU TERRITOIRE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CONTRAT TERRITORIAL AVEC LES COMMUNES ET LES INTERCOMMUNALIT							
AP D190E17 - AP05D-PLAN DEVT DURABLE ET SOLIDAIRE LITTORAL STANNA	382 891,37	0,00	382 891,37	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D190E21 - AP07D-PLAN DE DEVT ET DE RENOVATION URBAIN FDF - PDR	6 364 093,04	0,00	6 364 093,04	34 576,38	0,00	0,00	0,00
AP D190E31 - AP12D-AIDE AUX COMMUNES	3 747 475,13	0,00	3 747 475,13	1 193 622,17	0,00	0,00	0,00
AP D190E35 - AP14D-AIDE AUX COMMUNES 2014	4 512 839,08	0,00	4 512 839,08	820 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	15 007 298,62	0,00	15 007 298,62	2 048 198,55	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE DU TERRITOIRE	15 007 298,62	0,00	15 007 298,62	2 048 198,55	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT LOCAL	16 140 224,89	0,00	16 140 224,89	2 475 524,13	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

EDUCATION - COLLEGES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SECURISATION DES COLLEGES							
AP D257E04 - AP15D-TRVX MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE ET INCENDI	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	504 399,78	0,00	0,00	250 617,19
AP D257E27 - AP10D-CONFORTEMENT PARASISMIQUE DES COLLEGES	2 011 996,11	0,00	2 011 996,11	419 761,81	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 711 996,11	0,00	3 711 996,11	924 161,59	0,00	0,00	250 617,19
AP D274E03 - AP14D -CONSTRUCTION COLLEGE LAMENTIN 3	2 002 657,07	0,00	2 002 657,07	291 238,57	0,00	0,00	0,00
AP D274E04 - AP14D - CONSTRUCTION LOCAUX COLLEGE STE ANNE	2 587 531,50	0,00	2 587 531,50	212 568,37	0,00	0,00	1 782 051,66
AP D274E27 - AP10D-TRAV MISE A NIVEAU COLLEGE V PLACOLY	474 218,69	0,00	474 218,69	442 793,45	0,00	0,00	31 425,24
AP D274E31 - AP12D-RECONSTRUCTION DU COLLEGE DE MORNE ROUGE	1 065 499,31	0,00	1 065 499,31	105 185,45	0,00	0,00	0,00
AP D274E33 - AP13D-TRAVAUX SUR SAH DANS LES COLLEGES	1 409 589,24	0,00	1 409 589,24	679 081,35	0,00	0,00	0,00
AP D274E35 - AP14D-REHABILITATION DU COLLEGE LA JETEE (FRANCOIS)	3 350 000,00	0,00	3 350 000,00	465 929,12	0,00	0,00	13 230,49
TOTAL PROGRAMME	10 889 495,81	0,00	10 889 495,81	2 196 796,31	0,00	0,00	1 826 707,39
TOTAL SECTEUR COLLEGES	14 601 491,92	0,00	14 601 491,92	3 120 957,90	0,00	0,00	2 077 324,58
TOTAL POLITIQUE EDUCATION	14 601 491,92	0,00	14 601 491,92	3 120 957,90	0,00	0,00	2 077 324,58

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENSEIGNEMENT,FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
APPRENTISSAGE - BATIMENTS							
AP T26E05 - AP-APPRENTISSAGE - BATIMENTS	8 260 048,18	0,00	8 260 048,18	478 606,71	3 189 066,66	1 767 101,53	4 417 960,45
TOTAL PROGRAMME	8 260 048,18	0,00	8 260 048,18	478 606,71	3 189 066,66	1 767 101,53	4 417 960,45
AP T22E01 - AP -PROGRAMME D'HEBERGEMENT PROVISoire NORD ATLAN	40 056 770,52	0,00	40 056 770,52	0,00	23 676 400,00	2 965 450,00	25 253 120,52
TOTAL PROGRAMME	40 056 770,52	0,00	40 056 770,52	0,00	23 676 400,00	2 965 450,00	25 253 120,52
AP T221E05 - AP-COLLEGES - BATIMENTS	21 285 305,46	0,00	21 285 305,46	5 906 458,82	6 205 094,60	4 096 791,38	8 167 041,31
TOTAL PROGRAMME	21 285 305,46	0,00	21 285 305,46	5 906 458,82	6 205 094,60	4 096 791,38	8 167 041,31
AP T221 2E05 - AP-COLLEGES - PART CTM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T221 1E05 - AP-COLLEGES - PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVE	9 126 977,14	0,00	9 126 977,14	1 297 785,89	3 584 670,60	2 026 225,36	4 010 630,59
TOTAL PROGRAMME	9 126 977,14	0,00	9 126 977,14	1 297 785,89	3 584 670,60	2 026 225,36	4 010 630,59
AP T212 1E05 - AP-ECOLES PRIMAIRES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T212E05 - AP-ECOLES PRIMAIRES - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T23E05 - AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - BATIMENTS	1 386 252,08	0,00	1 386 252,08	427 363,93	471 369,60	215 626,21	507 577,14
TOTAL PROGRAMME	1 386 252,08	0,00	1 386 252,08	427 363,93	471 369,60	215 626,21	507 577,14
AP T23 1E05 - AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR	3 111 387,20	0,00	3 111 387,20	581 711,00	1 200 000,00	618 000,00	1 311 676,20
TOTAL PROGRAMME	3 111 387,20	0,00	3 111 387,20	581 711,00	1 200 000,00	618 000,00	1 311 676,20
AP T25E05 - AP-FORMATION PROFESSIONNELLE - BATIMENTS	1 971 981,45	0,00	1 971 981,45	755 634,13	492 293,24	422 250,11	542 110,93
TOTAL PROGRAMME	1 971 981,45	0,00	1 971 981,45	755 634,13	492 293,24	422 250,11	542 110,93
AP T251E05 - AP-FORMATION PROFESSIONNELLE -	1 506 200,00	0,00	1 506 200,00	3 000,00	751 600,00	375 800,00	751 600,00
TOTAL PROGRAMME	1 506 200,00	0,00	1 506 200,00	3 000,00	751 600,00	375 800,00	751 600,00
AP T223E05 - AP-LYCEES PRIVES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T223 1E05 - AP-LYCEES PRIVES PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
AP T222 1E05 - AP-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	50 966 657,50	0,00	50 966 657,50	17 826 879,56	14 305 055,16	14 876 647,92	11 057 191,29
AP T222 1E07 - AP - CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER	11 425 872,74	0,00	11 425 872,74	0,00	5 462 185,20	2 813 025,38	5 881 754,76
TOTAL PROGRAMME	62 392 530,24	0,00	62 392 530,24	17 826 879,56	19 767 240,36	17 689 673,30	16 938 946,05
AP T222 2E05 - AP -LYCEES - PART CTM	3 120 000,00	0,00	3 120 000,00	0,00	0,00	3 120 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 120 000,00	0,00	3 120 000,00	0,00	0,00	3 120 000,00	0,00
AP T222E05 - AP- PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	7 564 455,59	0,00	7 564 455,59	1 602 295,73	2 840 000,00	1 462 599,86	3 079 560,00
TOTAL PROGRAMME	7 564 455,59	0,00	7 564 455,59	1 602 295,73	2 840 000,00	1 462 599,86	3 079 560,00
AP T20E05 - AP-SERVICES COMMUNS - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	12 488 126,00	0,00	12 488 126,00	0,00	5 970 000,00	1 074 550,00	8 428 576,00
TOTAL PROGRAMME	12 488 126,00	0,00	12 488 126,00	0,00	5 970 000,00	1 074 550,00	8 428 576,00
TOTAL POLITIQUE ENSEIGNEMENT,FORMATION PROFESSIONNELLE ET AP	172 370 033,86	0,00	172 370 033,86	28 979 735,77	68 147 735,06	35 834 067,75	73 408 799,19

--	--	--	--	--	--	--	--

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENVIRONNEMENT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS TRANSVERSALES - BATIMENTS							
AP T71 1E05 - AP-ACTIONS TRANSVERSALES - BATIMENTS	124 848,51	0,00	124 848,51	0,00	59 684,34	30 737,44	64 268,90
TOTAL PROGRAMME	124 848,51	0,00	124 848,51	0,00	59 684,34	30 737,44	64 268,90
AP T71E05 - AP-ACTIONS TRANSVERSALES	11 155 365,45	0,00	11 155 365,45	1 423 353,65	4 652 429,30	2 396 000,15	5 009 797,00
TOTAL PROGRAMME	11 155 365,45	0,00	11 155 365,45	1 423 353,65	4 652 429,30	2 396 000,15	5 009 797,00
AP T733E05 - AP-ASSAINISSEMENT	796 842,65	0,00	796 842,65	402 649,58	246 393,66	5 676,22	265 320,02
TOTAL PROGRAMME	796 842,65	0,00	796 842,65	402 649,58	246 393,66	5 676,22	265 320,02
AP T78E05 - AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T78 1E05 - AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - ENVIRONNEMENT E	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T758 1E05 - AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - PART CTM	741 448,78	0,00	741 448,78	0,00	0,00	741 448,78	0,00
TOTAL PROGRAMME	741 448,78	0,00	741 448,78	0,00	0,00	741 448,78	0,00
AP T758E01 - AP - AUTRES ACTIONS POLITIQUE DE L'ENERGIE	16 923 209,02	0,00	16 923 209,02	1 775 132,00	7 181 868,26	3 823 610,20	7 733 532,69
TOTAL PROGRAMME	16 923 209,02	0,00	16 923 209,02	1 775 132,00	7 181 868,26	3 823 610,20	7 733 532,69
AP T7212E05 - AP-COLLECTE DES DECHETS	193 744,14	0,00	193 744,14	86 125,19	51 447,90	26 495,00	55 400,00
TOTAL PROGRAMME	193 744,14	0,00	193 744,14	86 125,19	51 447,90	26 495,00	55 400,00
AP T7211E05 - AP-COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS ACT° DE PREVEN	370 998,52	0,00	370 998,52	1 000,00	176 879,04	91 093,00	190 466,00
TOTAL PROGRAMME	370 998,52	0,00	370 998,52	1 000,00	176 879,04	91 093,00	190 466,00
AP T732 1E05 - AP-EAU POTABLE ACTION EN MATIERE DE GESTION DES EAU	6 691 039,16	0,00	6 691 039,16	1 120 131,85	2 641 032,04	460 131,50	3 790 259,79
TOTAL PROGRAMME	6 691 039,16	0,00	6 691 039,16	1 120 131,85	2 641 032,04	460 131,50	3 790 259,79
AP T732E05 - AP-EAU POTABLE ACT° EN MATIERE DE GESTION DES EAUX	2 091 813,50	0,00	2 091 813,50	0,00	1 000 000,00	515 000,00	1 076 813,50
TOTAL PROGRAMME	2 091 813,50	0,00	2 091 813,50	0,00	1 000 000,00	515 000,00	1 076 813,50
AP T734E05 - AP-EAUX PLUVIALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T752E05 - AP-ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE	400 139,45	0,00	400 139,45	0,00	191 288,30	98 513,47	205 981,83
TOTAL PROGRAMME	400 139,45	0,00	400 139,45	0,00	191 288,30	98 513,47	205 981,83
AP T731 1E05 - AP-POLITIQUE DE L'EAU - ENVIRONNEMENT ET ENERGIE	13 821 639,22	0,00	13 821 639,22	1 564 891,27	5 839 514,26	3 007 349,84	6 329 640,98
TOTAL PROGRAMME	13 821 639,22	0,00	13 821 639,22	1 564 891,27	5 839 514,26	3 007 349,84	6 329 640,98
AP T731E05 - AP-POLITIQUE DE L'EAU	6 242,43	0,00	6 242,43	0,00	2 984,22	1 536,87	3 213,45
TOTAL PROGRAMME	6 242,43	0,00	6 242,43	0,00	2 984,22	1 536,87	3 213,45
AP T76E05 - AP-PRESERVAT° DU PATRIMOINE NATUREL ET GEST° DES RISQ	7 333 833,02	0,00	7 333 833,02	824 439,63	3 108 823,32	1 601 044,01	3 353 937,72
TOTAL PROGRAMME	7 333 833,02	0,00	7 333 833,02	824 439,63	3 108 823,32	1 601 044,01	3 353 937,72
AP T7213E05 - AP-TRI, VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS	10 310 784,42	0,00	10 310 784,42	7 070 125,73	1 547 822,42	797 129,48	1 669 618,00
TOTAL PROGRAMME	10 310 784,42	0,00	10 310 784,42	7 070 125,73	1 547 822,42	797 129,48	1 669 618,00
TOTAL POLITIQUE ENVIRONNEMENT	70 961 948,27	0,00	70 961 948,27	14 267 848,90	26 700 167,06	13 595 765,96	29 748 249,88

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENVIRONNEMENT ET PREVENTION DES RISQUES - DECHETS ET ENERGIE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PLAN ENERGIE CLIMAT 1							
AP D235E27 - AP10D-PLAN ENERGIE CLIMAT 1	3 703 928,95	0,00	3 703 928,95	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 703 928,95	0,00	3 703 928,95	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D236E27 - AP10D-PLAN ENERGIE CLIMAT 2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D243E07 - AP15D - SMTVD/COMPLEXE ENV TRAITEMT ET VALORISATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D243E27 - AP10D-PROGRAMME DEPARTEMENTAL DE MAITRISE DES DE	3 405 428,17	0,00	3 405 428,17	778 301,34	0,00	0,00	805 457,87
TOTAL PROGRAMME	3 405 428,17	0,00	3 405 428,17	778 301,34	0,00	0,00	805 457,87
TOTAL SECTEUR DECHETS ET ENERGIE	7 109 357,12	0,00	7 109 357,12	778 301,34	0,00	0,00	805 457,87

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENVIRONNEMENT ET PREVENTION DES RISQUES - PREVENTION DES RISQUES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SECURITE CIVILE 2							
AP D261E11 - AP15D-TRAVAUX DE PROTECTION DE FERRONNERIE ET D'AUV	1 543 551,26	0,00	1 543 551,26	68 551,26	0,00	0,00	0,00
AP D261E29 - AP11D-CONSTRUCTION ETAT MAJOR SDIS BOUILLE ET PARKIN	2 966 273,06	0,00	2 966 273,06	1 962 632,07	0,00	0,00	0,00
AP D261E31 - AP12D-RECONSTRUCTION OVSM	8 959 594,91	0,00	8 959 594,91	6 326 191,78	0,00	1 626 322,71	0,00
TOTAL PROGRAMME	13 469 419,23	0,00	13 469 419,23	8 357 375,11	0,00	1 626 322,71	0,00
AP D267E31 - AP12D-RECONSTRUCTION LDA	9 771 926,75	0,00	9 771 926,75	8 280 660,85	0,00	0,00	906 867,35
AP D267E35 - AP14D-DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRVX BAT ET COLLEGES	200 000,00	0,00	200 000,00	21 038,15	0,00	0,00	178 961,85
TOTAL PROGRAMME	9 971 926,75	0,00	9 971 926,75	8 301 699,00	0,00	0,00	1 085 829,20
TOTAL SECTEUR PREVENTION DES RISQUES	23 441 345,98	0,00	23 441 345,98	16 659 074,11	0,00	1 626 322,71	1 085 829,20
TOTAL POLITIQUE ENVIRONNEMENT ET PREVENTION DES RISQUES	30 550 703,10	0,00	30 550 703,10	17 437 375,45	0,00	1 626 322,71	1 891 287,07

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

GESTION DES FONDS EUROPEENS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
FEADER							
AP T0580E05 - AP-FEADER	2 525 445,19	0,00	2 525 445,19	0,00	0,00	2 525 445,19	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 525 445,19	0,00	2 525 445,19	0,00	0,00	2 525 445,19	0,00
AP T0581E05 - AP-FEAMP	22 556,00	0,00	22 556,00	0,00	20 454,00	12 329,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	22 556,00	0,00	22 556,00	0,00	20 454,00	12 329,00	0,00
AP T052E05 - AP-FEDER	350 372 654,34	0,00	350 372 654,34	12 057 380,22	76 090 768,00	107 683 941,28	192 585 948,84
TOTAL PROGRAMME	350 372 654,34	0,00	350 372 654,34	12 057 380,22	76 090 768,00	107 683 941,28	192 585 948,84
TOTAL POLITIQUE GESTION DES FONDS EUROPEENS	352 920 655,53	0,00	352 920 655,53	12 057 380,22	76 111 222,00	110 221 715,47	192 585 948,84

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - AAH/LES HORS PR

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DISPO REHAB AAH							
AP R149E31 - AP12D-DISPO REHAB AAH	5 314 108,23	0,00	5 314 108,23	2 390 849,93	0,00	0,00	8,07
TOTAL PROGRAMME	5 314 108,23	0,00	5 314 108,23	2 390 849,93	0,00	0,00	8,07
TOTAL SECTEUR AAH/LES HORS PR	5 314 108,23	0,00	5 314 108,23	2 390 849,93	0,00	0,00	8,07

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - AIDES EXCEPTION. INVEST.MAIRIES POUR ESS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
OPERATIONS ANT. SUBV.INV.MAIRIES ESS							
AP R159E31 - AP12D-OPERATIONS ANT. SUBV.INV.MAIRIES ESS	96 400,00	0,00	96 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	96 400,00	0,00	96 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AIDES EXCEPTION. INVEST.MAIRIES POUR ESS	96 400,00	0,00	96 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - AIDES INDIVIDUELLES REHABILITAT FILIERE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES OPERATIONS DE LOGEMENT							
AP R150E31 - AP12D-AUTRES OPERATIONS DE LOGEMENT	2 742 134,54	0,00	2 742 134,54	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 742 134,54	0,00	2 742 134,54	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AIDES INDIVIDUELLES REHABILITAT FILIERE	2 742 134,54	0,00	2 742 134,54	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - AM ET CRECHES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SUBVENT INV ASS MATERNELLES							
AP R157E31 - AP12D-SUBVENT INV ASS MATERNELLES	439 730,54	0,00	439 730,54	161 831,44	0,00	276 848,30	0,65
TOTAL PROGRAMME	439 730,54	0,00	439 730,54	161 831,44	0,00	276 848,30	0,65
AP R158E31 - AP12D-SUBVENTION INVESTISSEMENT CRECHES	1 400 627,20	0,00	1 400 627,20	12 800,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 400 627,20	0,00	1 400 627,20	12 800,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AM ET CRECHES	1 840 357,74	0,00	1 840 357,74	174 631,44	0,00	276 848,30	0,65

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - ARCD

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ARCD							
AP R145E31 - AP12D-ARCD	6 555 044,25	0,00	6 555 044,25	1 601 435,55	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 555 044,25	0,00	6 555 044,25	1 601 435,55	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ARCD	6 555 044,25	0,00	6 555 044,25	1 601 435,55	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - ASSOCIATIONS DIVERSES ESS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
OPERATIONS ANTERIEURES							
AP R156E31 - AP12D-OPERATIONS ANTERIEURES	3 683 793,86	0,00	3 683 793,86	1 039 805,99	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 683 793,86	0,00	3 683 793,86	1 039 805,99	0,00	0,00	0,00
AP R155E31 - AP12D-SUBVENTION INVEST ASSOCIATION ESS	5 822 285,58	0,00	5 822 285,58	2 598 244,50	0,00	0,00	557 023,20
TOTAL PROGRAMME	5 822 285,58	0,00	5 822 285,58	2 598 244,50	0,00	0,00	557 023,20
TOTAL SECTEUR ASSOCIATIONS DIVERSES ESS	9 506 079,44	0,00	9 506 079,44	3 638 050,49	0,00	0,00	557 023,20

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - ASSOCIATIONS ET AUTRES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
RENOVATION/AMENAGMT INSTALLATION SPORT							
AP R152E31 - AP12D-RENOVATION/AMENAGMT INSTALLATION SPORT	2 445 016,06	0,00	2 445 016,06	427 413,20	0,00	0,00	100 000,00
TOTAL PROGRAMME	2 445 016,06	0,00	2 445 016,06	427 413,20	0,00	0,00	100 000,00
AP R153E31 - AP12D-STADE PIERRE ALIKER	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ASSOCIATIONS ET AUTRES	4 645 016,06	0,00	4 645 016,06	427 413,20	0,00	0,00	100 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - AUTRE AIDES LOGEMENT DIVERS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
FRAFU							
AP R148E31 - AP12D-FRAFU	15 133 352,28	0,00	15 133 352,28	410 806,87	0,00	4 073 604,75	199 059,68
TOTAL PROGRAMME	15 133 352,28	0,00	15 133 352,28	410 806,87	0,00	4 073 604,75	199 059,68
AP R146E31 - AP12D-PLAN DE RELANCE AAH/LES	4 120 430,11	0,00	4 120 430,11	1 252 340,40	0,00	0,00	0,13
TOTAL PROGRAMME	4 120 430,11	0,00	4 120 430,11	1 252 340,40	0,00	0,00	0,13
AP R147E31 - AP12D-REHABILITATION FILIERE REGION	37 221 329,69	0,00	37 221 329,69	13 018 649,04	0,00	0,00	30 120,41
TOTAL PROGRAMME	37 221 329,69	0,00	37 221 329,69	13 018 649,04	0,00	0,00	30 120,41
TOTAL SECTEUR AUTRE AIDES LOGEMENT DIVERS	56 475 112,08	0,00	56 475 112,08	14 681 796,31	0,00	4 073 604,75	229 180,22

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - BATIMENTS UNIVERSITAIRES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EQUIPEMENT							
AP R132E31 - AP12D-EQUIPEMENT	3 041 000,00	0,00	3 041 000,00	748 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 041 000,00	0,00	3 041 000,00	748 000,00	0,00	0,00	0,00
AP R130E31 - AP12D-POLE UNIVERSITAIRE DE SANTE	3 480 000,00	0,00	3 480 000,00	675 750,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 480 000,00	0,00	3 480 000,00	675 750,00	0,00	0,00	0,00
AP R131E31 - AP12D-RESTRUCTURATION REHABILITATION	2 144 000,00	0,00	2 144 000,00	84 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 144 000,00	0,00	2 144 000,00	84 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR BATIMENTS UNIVERSITAIRES	8 665 000,00	0,00	8 665 000,00	1 507 750,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - CREATION EHPAD

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EHPAD							
AP R140E31 - AP12D-EHPAD	4 463 296,80	0,00	4 463 296,80	368 935,47	0,00	0,00	300 000,00
TOTAL PROGRAMME	4 463 296,80	0,00	4 463 296,80	368 935,47	0,00	0,00	300 000,00
AP R139E31 - AP12D-FONDAT. CAISSE EPARGNE SOLIDARITE EHPAD	1 900 800,00	0,00	1 900 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 900 800,00	0,00	1 900 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR CREATION EHPAD	6 364 096,80	0,00	6 364 096,80	368 935,47	0,00	0,00	300 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - EQUIP. MODERN.DIVERS ORGANISMES/ASSOC.

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CHU FORT DE FRANCE							
AP R142E31 - AP12D-CHU FORT DE FRANCE	15 650 180,20	0,00	15 650 180,20	483 000,00	0,00	0,00	500 000,00
TOTAL PROGRAMME	15 650 180,20	0,00	15 650 180,20	483 000,00	0,00	0,00	500 000,00
AP R141E31 - AP12D-STRUCTURES PRIVEES DE SANTE	3 910 481,19	0,00	3 910 481,19	1 443 102,40	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 910 481,19	0,00	3 910 481,19	1 443 102,40	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR EQUIP. MODERN.DIVERS ORGANISMES/ASSOC.	19 560 661,39	0,00	19 560 661,39	1 926 102,40	0,00	0,00	500 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - EQUIPEMENT INV LYCEES PRIVES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDES A L EQUIPEMENT							
AP R128E31 - AP12D-AIDES A L EQUIPEMENT	2 813 652,05	0,00	2 813 652,05	111 295,80	0,00	0,00	387 064,25
TOTAL PROGRAMME	2 813 652,05	0,00	2 813 652,05	111 295,80	0,00	0,00	387 064,25
AP R129E31 - AP12D-AIDES A L INVESTISSEMENT	1 836 245,90	0,00	1 836 245,90	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 836 245,90	0,00	1 836 245,90	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR EQUIPEMENT INV LYCEES PRIVES	4 649 897,95	0,00	4 649 897,95	111 295,80	0,00	0,00	387 064,25

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - EQUIPEMENT LYCEES PUBLICS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
RENOUVELLEMENT MODERNISATION EQUIPEMENT							
AP R127E31 - AP12D-RENOUVELLEMENT MODERNISATION EQUIPEMENT	18 736 288,13	0,00	18 736 288,13	7 243 810,65	0,00	2 523 650,00	252 418,16
TOTAL PROGRAMME	18 736 288,13	0,00	18 736 288,13	7 243 810,65	0,00	2 523 650,00	252 418,16
TOTAL SECTEUR EQUIPEMENT LYCEES PUBLICS	18 736 288,13	0,00	18 736 288,13	7 243 810,65	0,00	2 523 650,00	252 418,16

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - HLM

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SUBVENTION HLM							
AP R143E31 - AP12D-SUBVENTION HLM	5 433 156,39	0,00	5 433 156,39	2 302 063,99	0,00	0,00	0,61
TOTAL PROGRAMME	5 433 156,39	0,00	5 433 156,39	2 302 063,99	0,00	0,00	0,61
TOTAL SECTEUR HLM	5 433 156,39	0,00	5 433 156,39	2 302 063,99	0,00	0,00	0,61

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - LIGUES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EQUIPEMENT							
AP R151E31 - AP12D-EQUIPEMENT	8 612 176,43	0,00	8 612 176,43	104 780,00	0,00	0,00	840 946,63
TOTAL PROGRAMME	8 612 176,43	0,00	8 612 176,43	104 780,00	0,00	0,00	840 946,63
TOTAL SECTEUR LIGUES	8 612 176,43	0,00	8 612 176,43	104 780,00	0,00	0,00	840 946,63

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - MODERNISATION CENTRE HOSPITALIER

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CYCLOTON							
AP R376E01 - AP15D-CYCLOTON	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R135E31 - AP12D-MODERNISATION CENTRE HOSPITALIER CARBET1	2 731 821,59	0,00	2 731 821,59	75 000,00	0,00	0,00	788 663,59
TOTAL PROGRAMME	2 731 821,59	0,00	2 731 821,59	75 000,00	0,00	0,00	788 663,59
AP R137E31 - AP12D-MODERNISATION MISE AUX NORMES-EQUIPEMENT	3 339 698,06	0,00	3 339 698,06	55 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 339 698,06	0,00	3 339 698,06	55 000,00	0,00	0,00	0,00
AP R136E31 - AP12D-STRUCTURES PUBLIQUES DE SANTE	2 142 000,00	0,00	2 142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 142 000,00	0,00	2 142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR MODERNISATION CENTRE HOSPITALIER	8 513 519,65	0,00	8 513 519,65	130 000,00	0,00	0,00	788 663,59

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - PLAN AMBITION JEUNE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INTERNAT SOCIO EDUCATIF							
AP R133E31 - AP12D-INTERNAT SOCIO EDUCATIF	1 522 962,00	0,00	1 522 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 522 962,00	0,00	1 522 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R134E31 - AP12D-MISE A DISPOSITION DE BOX	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PLAN AMBITION JEUNE	2 522 962,00	0,00	2 522 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - PLAN DE RELANCE AAH/LES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PR AAH/LES							
AP R144E31 - AP12D-PR AAH/LES	1 229 180,40	0,00	1 229 180,40	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 229 180,40	0,00	1 229 180,40	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PLAN DE RELANCE AAH/LES	1 229 180,40	0,00	1 229 180,40	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - SPORTIFS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EQUIPEMENT							
AP R154E31 - AP12D-EQUIPEMENT	2 363 793,04	0,00	2 363 793,04	40 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 363 793,04	0,00	2 363 793,04	40 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR SPORTIFS	2 363 793,04	0,00	2 363 793,04	40 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE	173 824 984,52	0,00	173 824 984,52	36 648 915,23	0,00	6 874 103,05	3 955 305,38

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE - AUTRES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AGENCE DE L'EUROPE							
AP R300E05 - AP-INVESTISSEMENT GIP	960 000,00	0,00	960 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	960 000,00	0,00	960 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AUTRES	960 000,00	0,00	960 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R377E01 - AP FEDER	372 359 114,00	0,00	372 359 114,00	8 304 965,22	0,00	99 509 778,50	0,00
AP R377E04 - AP-FEDER EXTENSION PORT	13 000 000,00	0,00	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R377E05 - AP-FEDER SAMAC	19 000 000,00	0,00	19 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R377E06 - AP-FEDER SMTVD	19 000 000,00	0,00	19 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	423 359 114,00	0,00	423 359 114,00	8 304 965,22	0,00	99 509 778,50	0,00
AP R382E01 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AP-CO FINANCEN	15 984 000,00	0,00	15 984 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	15 984 000,00	0,00	15 984 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R381E01 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AP-CO.FINANCEN	397 014 097,08	0,00	397 014 097,08	17 592,00	0,00	68 084 097,08	0,00
TOTAL PROGRAMME	397 014 097,08	0,00	397 014 097,08	17 592,00	0,00	68 084 097,08	0,00
AP R224E31 - AP12D-COOPERATION REGIONALE	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AUTRES	836 757 211,08	0,00	836 757 211,08	8 322 557,22	0,00	167 593 875,58	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE - ETUDES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CONTRIBUTION A TIERS							
AP R368E01 - AP12D-CONTRIBUTION A TIERS	486 097,66	0,00	486 097,66	0,00	0,00	62 800,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	486 097,66	0,00	486 097,66	0,00	0,00	62 800,00	0,00
TOTAL SECTEUR ETUDES	486 097,66	0,00	486 097,66	0,00	0,00	62 800,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE - PROJETS FINANCEMENT INTERREG IV CARAIBES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CONTRIBUTION A TIERS							
AP R223E31 - AP12D-CONTRIBUTION A TIERS	561 110,60	0,00	561 110,60	46 239,89	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	561 110,60	0,00	561 110,60	46 239,89	0,00	0,00	0,00
AP R222E31 - AP12D-CRM CHEF DE FILE	315 000,00	0,00	315 000,00	14 810,25	0,00	0,00	189,75
TOTAL PROGRAMME	315 000,00	0,00	315 000,00	14 810,25	0,00	0,00	189,75
TOTAL SECTEUR PROJETS FINANCEMENT INTERREG IV CARAIBES	876 110,60	0,00	876 110,60	61 050,14	0,00	0,00	189,75
TOTAL POLITIQUE INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE	839 079 419,34	0,00	839 079 419,34	8 383 607,36	0,00	167 656 675,58	189,75

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

MOYENS GENERAUX

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS EUROPEENNES							
AP T043E05 - AP-ACTIONS EUROPEENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T042E05 - AP-ACTIONS INTERREGIONALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T041E05 - AP-ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T020 2E05 - AP-CONT GEST EVALUAT POLIT PUBL ET SUIVI SATEL	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
AP T020 6E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - FORMATION	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
AP T020E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - LOGISTIQUE	2 691 191,42	0,00	2 691 191,42	362 077,71	1 095 000,00	571 500,00	1 212 613,71
AP T020E07 - AP - PHOTOCOPIEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 691 191,42	0,00	2 691 191,42	362 077,71	1 095 000,00	571 500,00	1 212 613,71
AP T020 1E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE - SYSTEMES D'INFORMATI	8 294 553,34	0,00	8 294 553,34	1 563 938,48	3 200 000,00	1 648 000,00	3 472 581,11
TOTAL PROGRAMME	8 294 553,34	0,00	8 294 553,34	1 563 938,48	3 200 000,00	1 648 000,00	3 472 581,11
AP T020 3E05 - AP-ADMINISTRATION GENERALE -PART CTM	391,64	0,00	391,64	0,00	0,00	391,64	0,00
TOTAL PROGRAMME	391,64	0,00	391,64	0,00	0,00	391,64	0,00
AP T044E05 - AP-AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T048E05 - AP-AUTRES ACTIONS RELATIONS EXTERIEURES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 6E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - AFFAIRES JURIDIQUES ET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 2E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENTS	27 227 321,46	0,00	27 227 321,46	3 677 235,38	9 597 311,70	4 942 615,53	13 805 109,97
AP T028 2E06 - AP - INVESTISSEMENT PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	66 168,86	0,00	66 168,86	0,00	31 632,30	16 290,63	34 062,08
AP T028 2E07 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE VEHICULES ET MAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	27 293 490,32	0,00	27 293 490,32	3 677 235,38	9 628 944,00	4 958 906,16	13 839 172,05
AP T028 13E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - COMMANDE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 5E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - DEV ECONOMIQUE & DE	1 110 263,42	0,00	1 110 263,42	162 283,65	227 541,68	476 291,03	357 917,90
TOTAL PROGRAMME	1 110 263,42	0,00	1 110 263,42	162 283,65	227 541,68	476 291,03	357 917,90
AP T028 9E01 - AP- AUTRES MOYENS GENERAUX - PART CTM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 4E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - ROUTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 4E07 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE VEHICULES ET MAT	817 652,24	0,00	817 652,24	0,00	390 882,00	201 304,23	420 907,01
TOTAL PROGRAMME	817 652,24	0,00	817 652,24	0,00	390 882,00	201 304,23	420 907,01

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

694

AP T028E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - LOGISTIQUE	1 343 568,08	0,00	1 343 568,08	135 183,10	532 935,82	274 461,95	667 455,12
TOTAL PROGRAMME	1 343 568,08	0,00	1 343 568,08	135 183,10	532 935,82	274 461,95	667 455,12
AP T028 3E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	11 499 012,92	0,00	11 499 012,92	2 995 064,47	4 000 000,00	2 060 000,00	4 443 948,45
TOTAL PROGRAMME	11 499 012,92	0,00	11 499 012,92	2 995 064,47	4 000 000,00	2 060 000,00	4 443 948,45
AP T028 18E01 - CID - AUTRES MOYENS GÉNÉRAUX - SGT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 18E05 - AP - INVESTISSEMENT EN GEOMATIQUE ET TELEGESTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T028 1E05 - AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - SYSTEME INFORMATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T022E05 - AP-INFORMATION COMMUNICATION PUBLICITE - LOGISTIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE MOYENS GENERAUX	53 056 623,38	0,00	53 056 623,38	8 897 282,79	19 080 303,50	10 190 855,01	24 414 595,35

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

PRESENTATION RISQUES MAJEURS - RISQUES MAJEURS ET SECURITE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PREVENTION, GESTION RISQUES TERRITOR.							
AP R211E31 - AP12D-PREVENTION, GESTION RISQUES TERRITOR.	3 340 000,00	0,00	3 340 000,00	7 147,60	0,00	0,00	0,40
TOTAL PROGRAMME	3 340 000,00	0,00	3 340 000,00	7 147,60	0,00	0,00	0,40
TOTAL SECTEUR RISQUES MAJEURS ET SECURITE	3 340 000,00	0,00	3 340 000,00	7 147,60	0,00	0,00	0,40
TOTAL POLITIQUE PRESENTATION RISQUES MAJEURS	3 340 000,00	0,00	3 340 000,00	7 147,60	0,00	0,00	0,40

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACRC 2011-2012 ET CONTRATS TERRITORIALS							
AP R208E31 - AP12D-ACRC 2011-2012 ET CONTRATS TERRITORIALS	48 235 814,69	0,00	48 235 814,69	8 864 073,69	0,00	12 750 158,01	7 450 664,90
TOTAL PROGRAMME	48 235 814,69	0,00	48 235 814,69	8 864 073,69	0,00	12 750 158,01	7 450 664,90
AP R375E03 - ACRC 2014/2015/2016 ET CONTRACT TERRITORIAUX	8 664 529,80	0,00	8 664 529,80	2 223 939,64	0,00	4 985 957,36	500 000,00
TOTAL PROGRAMME	8 664 529,80	0,00	8 664 529,80	2 223 939,64	0,00	4 985 957,36	500 000,00
AP R209E31 - AP12D-ANCIEN DOSSIERS ACRC	5 191 152,30	0,00	5 191 152,30	2 289 871,28	0,00	260 716,85	128,75
TOTAL PROGRAMME	5 191 152,30	0,00	5 191 152,30	2 289 871,28	0,00	260 716,85	128,75
AP R363E01 - AP12D-CRSD CONTRAT REDYNAMISAT SITES DEF	24 720 000,00	0,00	24 720 000,00	0,00	0,00	4 944 000,00	4 944 000,00
TOTAL PROGRAMME	24 720 000,00	0,00	24 720 000,00	0,00	0,00	4 944 000,00	4 944 000,00
AP R190E31 - AP12D-OPE.COFINAN.REG/COMMUNE/COMMUNAUTE/PNRN	15 789 791,86	0,00	15 789 791,86	2 125 757,05	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	15 789 791,86	0,00	15 789 791,86	2 125 757,05	0,00	0,00	0,00
AP R191E31 - AP12D-OPE.CO-FIN.FEDER COMMUNE/COMMUNAUTE/PNRN	34 157 455,22	0,00	34 157 455,22	7 754 794,74	0,00	2 788 574,99	3 766 385,56
TOTAL PROGRAMME	34 157 455,22	0,00	34 157 455,22	7 754 794,74	0,00	2 788 574,99	3 766 385,56
AP R189E31 - AP12D-OPERATIONS INTERET REGIONAL	25 097 137,49	0,00	25 097 137,49	1 816 218,05	0,00	0,00	10,00
TOTAL PROGRAMME	25 097 137,49	0,00	25 097 137,49	1 816 218,05	0,00	0,00	10,00
AP R193E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / AJOUA BOUILLON	638 585,16	0,00	638 585,16	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	638 585,16	0,00	638 585,16	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R194E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / ANSES DARLETS	689 850,82	0,00	689 850,82	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	689 850,82	0,00	689 850,82	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R195E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CASE PILOTE	753 235,38	0,00	753 235,38	33 970,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	753 235,38	0,00	753 235,38	33 970,60	0,00	0,00	0,00
AP R207E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / CCNM	638 046,48	0,00	638 046,48	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	638 046,48	0,00	638 046,48	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R196E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / DUCOS	710 162,82	0,00	710 162,82	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	710 162,82	0,00	710 162,82	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R197E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / GROS MORNE	939 808,70	0,00	939 808,70	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	939 808,70	0,00	939 808,70	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R198E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / LORRAIN	751 625,16	0,00	751 625,16	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	751 625,16	0,00	751 625,16	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R199E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / MORNE ROUGE	1 055 333,04	0,00	1 055 333,04	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 055 333,04	0,00	1 055 333,04	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R200E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / PRECHEUR	687 591,26	0,00	687 591,26	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	687 591,26	0,00	687 591,26	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R201E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / RIVIERE SALEE	813 571,38	0,00	813 571,38	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	813 571,38	0,00	813 571,38	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R202E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT ANNE	849 325,00	0,00	849 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	849 325,00	0,00	849 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

697

AP R203E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT ESPRIT	709 309,88	0,00	709 309,88	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	709 309,88	0,00	709 309,88	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R204E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT JOSEPH	813 596,94	0,00	813 596,94	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	813 596,94	0,00	813 596,94	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R205E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / SAINT PIERRE	651 982,98	0,00	651 982,98	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	651 982,98	0,00	651 982,98	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R206E31 - AP12D-PROGRAMME ACRC 2010 / TRINITE	843 801,94	0,00	843 801,94	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	843 801,94	0,00	843 801,94	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R192E31 - AP12D-TERMINAL DE CROISIERE DE SAINT PIERRE	1 348 909,38	0,00	1 348 909,38	22 708,06	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 348 909,38	0,00	1 348 909,38	22 708,06	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	174 750 617,68	0,00	174 750 617,68	25 131 333,11	0,00	25 729 407,21	16 661 189,21

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - BIODIVERSITE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CONSERVATOIRE BOTANIQUE DE MARTINIQUE							
AP R176E31 - AP12D-CONSERVATOIRE BOTANIQUE DE MARTINIQUE	1 383 426,31	0,00	1 383 426,31	10 224,42	0,00	0,00	0,46
TOTAL PROGRAMME	1 383 426,31	0,00	1 383 426,31	10 224,42	0,00	0,00	0,46
AP R177E31 - AP12D-ETUDES ET RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES	3 179 005,45	0,00	3 179 005,45	0,00	0,00	0,00	0,67
TOTAL PROGRAMME	3 179 005,45	0,00	3 179 005,45	0,00	0,00	0,00	0,67
AP R175E31 - AP12D-OFFICE NATIONAL DES FORETS	4 545 132,20	0,00	4 545 132,20	1 894 668,42	0,00	129 688,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	4 545 132,20	0,00	4 545 132,20	1 894 668,42	0,00	129 688,00	0,00
AP R174E31 - AP12D-PARC NATUREL REGIONAL DE LA MARTINIQUE	12 423 004,98	0,00	12 423 004,98	2 815 270,85	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	12 423 004,98	0,00	12 423 004,98	2 815 270,85	0,00	0,00	0,00
AP R303E02 - AP15D-SARGASSES	1 550 723,00	0,00	1 550 723,00	60 560,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 550 723,00	0,00	1 550 723,00	60 560,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR BIODIVERSITE	23 081 291,94	0,00	23 081 291,94	4 780 723,69	0,00	129 688,00	1,13

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - DECHETS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PARTENARIAT DECHETS							
AP R178E31 - AP12D-PARTENARIAT	665 751,62	0,00	665 751,62	343 172,39	0,00	0,00	1,61
TOTAL PROGRAMME	665 751,62	0,00	665 751,62	343 172,39	0,00	0,00	1,61
AP R179E31 - AP12D-PROGRAMME REGIONAL GESTION DECHETS	27 591 927,20	0,00	27 591 927,20	1 305 860,18	0,00	268 548,33	5 203 627,78
TOTAL PROGRAMME	27 591 927,20	0,00	27 591 927,20	1 305 860,18	0,00	268 548,33	5 203 627,78
TOTAL SECTEUR DECHETS	28 257 678,82	0,00	28 257 678,82	1 649 032,57	0,00	268 548,33	5 203 629,39

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - EAU

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PARTENARIAT EAU							
AP R186E31 - AP12D-PARTENARIAT	6 003 013,63	0,00	6 003 013,63	34 507,00	0,00	0,00	6 000,67
TOTAL PROGRAMME	6 003 013,63	0,00	6 003 013,63	34 507,00	0,00	0,00	6 000,67
AP R188E31 - AP12D-PROGRAMME INV. STRATEGIE REGIONALE	7 856 661,79	0,00	7 856 661,79	1 921 195,30	0,00	0,00	16 438,70
TOTAL PROGRAMME	7 856 661,79	0,00	7 856 661,79	1 921 195,30	0,00	0,00	16 438,70
AP R187E31 - AP12D-SYSTEME RECUPERATION EAUX DE PLUIE/SREP	5 768 440,75	0,00	5 768 440,75	3 044 072,59	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	5 768 440,75	0,00	5 768 440,75	3 044 072,59	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR EAU	19 628 116,17	0,00	19 628 116,17	4 999 774,89	0,00	0,00	22 439,37

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - ENERGIE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDE AUX PARTILCILIERS POUR LE SOLAIRE							
AP R182E31 - AP12D-AIDE AUX PARTILCILIERS POUR LE SOLAIRE	6 319 904,11	0,00	6 319 904,11	1 616 080,64	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 319 904,11	0,00	6 319 904,11	1 616 080,64	0,00	0,00	0,00
AP R180E31 - AP12D-ENERGIES RENOUVELABLES	6 898 287,28	0,00	6 898 287,28	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 898 287,28	0,00	6 898 287,28	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R181E31 - AP12D-PRME	7 776 208,35	0,00	7 776 208,35	11 049,47	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	7 776 208,35	0,00	7 776 208,35	11 049,47	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ENERGIE	20 994 399,74	0,00	20 994 399,74	1 627 130,11	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - TRANSPORT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
REFORME TRANSPORTS/TRANSP.MARCHANDISES							
AP R183E31 - AP12D-REFORME TRANSPORTS/TRANSP.MARCHANDISES	4 872 339,77	0,00	4 872 339,77	4 195 000,00	0,00	0,00	617 000,00
TOTAL PROGRAMME	4 872 339,77	0,00	4 872 339,77	4 195 000,00	0,00	0,00	617 000,00
AP R184E31 - AP12D-REFORME TRANSPORTS/TRANSPORT VOYAGEURS	31 371 382,80	0,00	31 371 382,80	6 388 685,60	0,00	327 200,00	2 468 400,00
TOTAL PROGRAMME	31 371 382,80	0,00	31 371 382,80	6 388 685,60	0,00	327 200,00	2 468 400,00
TOTAL SECTEUR TRANSPORT	36 243 722,57	0,00	36 243 722,57	10 583 685,60	0,00	327 200,00	3 085 400,00
TOTAL POLITIQUE RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT	302 955 826,92	0,00	302 955 826,92	48 771 679,97	0,00	26 454 843,54	24 972 659,10

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RESSOURCES FINANCIERES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (922/942)							
AP T922 942E05 - REMBOURSEMENT FCTVA	5 012 207,00	0,00	5 012 207,00	2 506 103,50	5 012 207,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	5 012 207,00	0,00	5 012 207,00	2 506 103,50	5 012 207,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE RESSOURCES FINANCIERES	5 012 207,00	0,00	5 012 207,00	2 506 103,50	5 012 207,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RSA /REGULARISATIONS RMI

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INSERTION PROFESSIONNELLE RSA							
AP T444E05 - AP-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE RSA /REGULARISATIONS RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SANTÉ ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDES A LA FAMILLE							
AP T4212E05 - AP-AIDES A LA FAMILLE	991 148,26	0,00	991 148,26	315 826,00	299 610,50	367 003,00	158 514,01
TOTAL PROGRAMME	991 148,26	0,00	991 148,26	315 826,00	299 610,50	367 003,00	158 514,01
AP T4213 1E05 - AP-AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T418E05 - AP-AUTRES ACTIONS	36 266,71	0,00	36 266,71	0,00	23 000,00	0,00	24 766,71
TOTAL PROGRAMME	36 266,71	0,00	36 266,71	0,00	23 000,00	0,00	24 766,71
AP T428E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	669 194,79	0,00	669 194,79	37 316,71	300 000,00	154 500,00	327 378,08
TOTAL PROGRAMME	669 194,79	0,00	669 194,79	37 316,71	300 000,00	154 500,00	327 378,08
AP T428 3E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - HABITAT LOGEMENTS	252 735,00	0,00	252 735,00	117 983,00	0,00	0,00	134 752,00
TOTAL PROGRAMME	252 735,00	0,00	252 735,00	117 983,00	0,00	0,00	134 752,00
AP T428 2E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - PROTECT® ENFANCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T4213E05 - AP-CRECHES ET GARDERIES	58 972,64	0,00	58 972,64	58 972,64	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	58 972,64	0,00	58 972,64	58 972,64	0,00	0,00	0,00
AP T4221E05 - AP-CRÈCHES ET GARDERIES	275 504,09	0,00	275 504,09	0,00	439 262,32	55 872,93	0,00
TOTAL PROGRAMME	275 504,09	0,00	275 504,09	0,00	439 262,32	55 872,93	0,00
AP T446 1E05 - AP-DEPENSES DE STRUCTURES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T414E05 - AP-DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T423E05 - AP-PERSONNES AGEES	3 580 858,32	0,00	3 580 858,32	822 886,00	1 387 652,88	1 129 757,23	934 388,65
TOTAL PROGRAMME	3 580 858,32	0,00	3 580 858,32	822 886,00	1 387 652,88	1 129 757,23	934 388,65
AP T424E05 - AP-PERSONNES EN DIFFICULTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T422E05 - AP-PERSONNES HANDICAPEES	151 473,57	0,00	151 473,57	0,00	2 947,14	150 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	151 473,57	0,00	151 473,57	0,00	2 947,14	150 000,00	0,00
AP T422 1E05 - AP-PERSONNES HANDICAPEES6BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T411 2E05 - AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE-BATIMENTS	62 875,25	0,00	62 875,25	54 906,16	0,00	6 243,72	1 725,37
TOTAL PROGRAMME	62 875,25	0,00	62 875,25	54 906,16	0,00	6 243,72	1 725,37
AP T411E05 - AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	329 781,32	0,00	329 781,32	200 000,00	2 105,10	128 728,77	0,00
TOTAL PROGRAMME	329 781,32	0,00	329 781,32	200 000,00	2 105,10	128 728,77	0,00
AP T412E05 - AP-PREVENTION ET EDUCATION POUR LA SANTE	621 136,10	0,00	621 136,10	8 659,73	552 000,00	16 040,27	320 436,10
TOTAL PROGRAMME	621 136,10	0,00	621 136,10	8 659,73	552 000,00	16 040,27	320 436,10
AP T412 1E05 - AP-ETABLISSEMENTS DE SANTE ET ACTION SOCIALE - BATIMENTS	2 039 932,79	0,00	2 039 932,79	247 526,90	856 700,46	441 200,74	922 506,63
TOTAL PROGRAMME	2 039 932,79	0,00	2 039 932,79	247 526,90	856 700,46	441 200,74	922 506,63

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

706

AP T420E05 - AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES	1 184 815,08	0,00	1 184 815,08	162 436,03	450 739,98	510 513,63	286 495,43
TOTAL PROGRAMME	1 184 815,08	0,00	1 184 815,08	162 436,03	450 739,98	510 513,63	286 495,43
AP T420 4E05 - AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T410E05 - AP-SERVICES COMMUNS SANTE	2 011 845,00	0,00	2 011 845,00	566 504,00	483 632,58	1 186 679,71	16 845,00
TOTAL PROGRAMME	2 011 845,00	0,00	2 011 845,00	566 504,00	483 632,58	1 186 679,71	16 845,00
TOTAL POLITIQUE SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	12 266 538,92	0,00	12 266 538,92	2 593 017,17	4 797 650,96	4 146 540,00	3 127 807,98

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SECURITE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES & DES BIENS - A							
AP T18E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES	433 311,64	0,00	433 311,64	0,00	207 146,40	106 680,40	223 058,04
TOTAL PROGRAMME	433 311,64	0,00	433 311,64	0,00	207 146,40	106 680,40	223 058,04
AP T18 1E05 - AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECT* DES PERSONNES E	4 672 768,62	0,00	4 672 768,62	1 310 590,85	1 598 284,92	823 116,73	1 739 918,58
TOTAL PROGRAMME	4 672 768,62	0,00	4 672 768,62	1 310 590,85	1 598 284,92	823 116,73	1 739 918,58
AP T12E05 - AP-INCENDIE ET SECOURS	1 198 033,68	0,00	1 198 033,68	301 371,60	428 652,98	220 756,28	461 579,31
TOTAL PROGRAMME	1 198 033,68	0,00	1 198 033,68	301 371,60	428 652,98	220 756,28	461 579,31
AP T10 1E05 - CID - SERVICES COMMUNS SGT	5 544,76	0,00	5 544,76	0,00	0,00	0,00	5 544,76
TOTAL PROGRAMME	5 544,76	0,00	5 544,76	0,00	0,00	0,00	5 544,76
TOTAL POLITIQUE SECURITE	6 309 658,70	0,00	6 309 658,70	1 611 962,45	2 234 084,30	1 150 553,41	2 430 100,69

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - ENFANCE ET FAMILLE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PREVENTION ET SOUTIEN A LA PARENTALITE							
AP D242E09 - AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMT ETABL. ENFANTS DIFI	1 099 500,00	0,00	1 099 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 099 500,00	0,00	1 099 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D252E06 - AP15D-RENOV LOCAUX MECS/POUPONIERE-EQUIPT CENTRE	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00
TOTAL PROGRAMME	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00
TOTAL SECTEUR ENFANCE ET FAMILLE	1 449 500,00	0,00	1 449 500,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INSERTION PROFESSIONNELLE							
AP D222E35 - AP14D-MISE EN VALEUR DU PNA -AFIBAD	68 000,00	0,00	68 000,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	68 000,00	0,00	68 000,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	68 000,00	0,00	68 000,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - LOGEMENT

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AMELIORATION OFFRE DE LOGEMENT POUR LES PERSONNES DEFAVORISEES							
AP D173E25 - AP09D-PROG REHABILITATION HABITAT LBU 2006-2007-2008	497 306,96	0,00	497 306,96	15 239,00	0,00	0,00	0,00
AP D173E29 - AP11D-AIDE A LA CONSTRUCTION DE LLTS	6 725 201,00	0,00	6 725 201,00	2 158 625,00	0,00	0,00	0,00
AP D173E31 - AP12D-FRAFU PARTICULIERS (PO 2008-2013)	440 340,19	0,00	440 340,19	119 918,65	0,00	0,00	0,00
AP D173E35 - AP14D-FRAFU PARTICULIERS (PO 2014-2020)	975 322,33	0,00	975 322,33	494 458,66	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 638 170,48	0,00	8 638 170,48	2 788 241,31	0,00	0,00	0,00
AP D227E23 - AP08D- PLAN D'URGENCE POUR LOGEMENT SOCIAL	2 114 724,39	0,00	2 114 724,39	90 204,50	0,00	0,00	30 780,60
AP D227E31 - AP12D-PROG NAT REQ QUARTIERS ANCIENS DEGRADES-"POF	2 281 328,00	0,00	2 281 328,00	45 534,00	0,00	0,00	0,00
AP D227E33 - AP13D-EXTINCTION DES OPERATIONS DE LOGTS (EX ADI)	572 377,53	0,00	572 377,53	39 695,33	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	4 968 429,92	0,00	4 968 429,92	175 433,83	0,00	0,00	30 780,60
TOTAL SECTEUR LOGEMENT	13 606 600,40	0,00	13 606 600,40	2 963 675,14	0,00	0,00	30 780,60

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - PERSONNES AGEES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DISPOSITIF ACCUEIL ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES EN ETABLIS							
AP D207E09 - AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMENT ETABL. PERS. AGEES	3 524 633,00	0,00	3 524 633,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 524 633,00	0,00	3 524 633,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP D268E31 - AP12D-MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES SA	73 791,13	0,00	73 791,13	38 870,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	73 791,13	0,00	73 791,13	38 870,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PERSONNES AGEES	3 598 424,13	0,00	3 598 424,13	38 870,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE	18 722 524,53	0,00	18 722 524,53	3 050 545,14	0,00	0,00	325 780,60

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

TRANSPORTS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AEROPORTS ET AUTRES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES							
AP T855E05 - AP-AEROPORT ET AUTRES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	58 026,90	0,00	58 026,90	0,00	27 740,00	14 286,10	29 870,80
TOTAL PROGRAMME	58 026,90	0,00	58 026,90	0,00	27 740,00	14 286,10	29 870,80
AP T828E05 - AUTRES TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T828E08 - AP - INVESTISSEMENT TRANSPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T828 1E01 - AP - AUTRES TRANSPORTS - PART CTM	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00
AP T847E05 - CID - EQUIPEMENTS DE VOIRIE - SGT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T854E05 - AP-PORTS ET AUTRES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	14 930 145,28	0,00	14 930 145,28	484 091,61	6 730 000,00	1 806 297,25	9 274 756,42
TOTAL PROGRAMME	14 930 145,28	0,00	14 930 145,28	484 091,61	6 730 000,00	1 806 297,25	9 274 756,42
AP T80 2E05 - CID-SERVICES COMMUNS SGT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T80E05 - AP-SERVICES COMMUNS TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T821E05 - AP-TRANSPORT SUR ROUTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T821 1E05 - AP-TRANSPORT SUR ROUTE - BATIMENTS	251 204,33	0,00	251 204,33	0,00	108 197,78	197 105,44	0,00
TOTAL PROGRAMME	251 204,33	0,00	251 204,33	0,00	108 197,78	197 105,44	0,00
AP T81E05 - CID TRANSPORTS SCOLAIRES - TRANSPORTS	77 725,39	0,00	77 725,39	77 635,88	0,00	0,00	89,51
TOTAL PROGRAMME	77 725,39	0,00	77 725,39	77 635,88	0,00	0,00	89,51
AP T843 5E05 - AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE CONT GEST EVAL POL PUB	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
AP T843 2E05 - VOIRIE DEPARTEMENTALE - PART CTM	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
AP T843E05 - AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE	8 662 550,84	0,00	8 662 550,84	4 019 742,52	1 932 325,10	957 148,89	2 715 319,63
TOTAL PROGRAMME	8 662 550,84	0,00	8 662 550,84	4 019 742,52	1 932 325,10	957 148,89	2 715 319,63
AP T843 3E05 - AP - VOIRIE DEPARTEMENTALE	17 225 394,40	0,00	17 225 394,40	5 137 826,81	4 992 744,92	3 002 088,79	6 589 106,34
TOTAL PROGRAMME	17 225 394,40	0,00	17 225 394,40	5 137 826,81	4 992 744,92	3 002 088,79	6 589 106,34
AP T842E05 - AP-VOIRIE REGIONALE	40 691 645,92	0,00	40 691 645,92	19 588 029,61	10 159 511,84	5 270 147,64	10 752 571,69
AP T842E07 - AP-TCSP INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T842E08 - AP-MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	51 733 674,46	0,00	51 733 674,46	0,00	26 002 420,66	11 833 618,46	26 898 845,67
AP T842E09 - AP-ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIEL	3 061 817,77	0,00	3 061 817,77	0,00	1 514 860,40	673 165,46	1 631 222,11
TOTAL PROGRAMME	95 487 138,15	0,00	95 487 138,15	19 588 029,61	37 676 792,90	17 776 931,56	39 282 639,47
AP T842 1E05 - AP-MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER	28 831 879,78	0,00	28 831 879,78	9 836 394,63	9 161 700,30	5 936 866,38	8 470 535,15
AP T842 1E07 - AP-TCSP INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	516 517,64	0,00	516 517,64	0,00	30 294,14	162 208,61	339 161,96

AP T842 1E08 - AP - MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP T842 1E09 - AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	29 348 397,42	0,00	29 348 397,42	9 836 394,63	9 191 994,44	6 099 074,99	8 809 697,11
TOTAL POLITIQUE TRANSPORTS	172 097 082,71	0,00	172 097 082,71	45 143 721,06	60 759 795,14	29 859 433,02	66 701 479,28

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - AMELIORATION VISIBILITE SUBV. VERSEES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EVOLUTION COEUR DU SI							
AP R005E31 - AP12D-EVOLUTION COEUR DU SI	973 741,28	0,00	973 741,28	158 366,49	0,00	0,00	3 077,84
TOTAL PROGRAMME	973 741,28	0,00	973 741,28	158 366,49	0,00	0,00	3 077,84
TOTAL SECTEUR AMELIORATION VISIBILITE SUBV. VERSEES	973 741,28	0,00	973 741,28	158 366,49	0,00	0,00	3 077,84

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - ARCHITECTURE TELECOM AVEC INFRASTRUCTURE

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INFRASTRUCTURE DE RESEAU LOCAL							
AP R001E31 - AP12D-INFRASTRUCTURE DE RESEAU LOCAL	6 123 816,32	0,00	6 123 816,32	55 323,35	0,00	0,00	348 187,06
TOTAL PROGRAMME	6 123 816,32	0,00	6 123 816,32	55 323,35	0,00	0,00	348 187,06
AP R002E31 - AP12D-INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION	3 743 929,64	0,00	3 743 929,64	35 857,50	0,00	0,00	148 871,50
TOTAL PROGRAMME	3 743 929,64	0,00	3 743 929,64	35 857,50	0,00	0,00	148 871,50
TOTAL SECTEUR ARCHITECTURE TELECOM AVEC INFRASTRUCTURE	9 867 745,96	0,00	9 867 745,96	91 180,85	0,00	0,00	497 058,56

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - DEMATERIALISER ECHANGES AV PARTENAIRES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INTEGRATION D'APPLICATIONS ET EXTRANETS							
AP R004E31 - AP12D-INTEGRATION D'APPLICATIONS ET EXTRANETS	575 000,00	0,00	575 000,00	147 488,38	0,00	0,00	5 000,00
TOTAL PROGRAMME	575 000,00	0,00	575 000,00	147 488,38	0,00	0,00	5 000,00
TOTAL SECTEUR DEMATERIALISER ECHANGES AV PARTENAIRES	575 000,00	0,00	575 000,00	147 488,38	0,00	0,00	5 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - EQUIPEMENT INFORMATIQUE DES SERVICES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACQUISITION LOGICIELS GESTION SI							
AP R015E31 - AP12D-ACQUISITION LOGICIELS GESTION SI	6 169 910,47	0,00	6 169 910,47	1 092 584,05	0,00	1 150 000,00	62 438,56
TOTAL PROGRAMME	6 169 910,47	0,00	6 169 910,47	1 092 584,05	0,00	1 150 000,00	62 438,56
TOTAL SECTEUR EQUIPEMENT INFORMATIQUE DES SERVICES	6 169 910,47	0,00	6 169 910,47	1 092 584,05	0,00	1 150 000,00	62 438,56

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - FACILITER LES TRANSFERTS D' INFORMATION

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACQUISITION DE LOGICIELS							
AP R003E31 - AP12D-ACQUISITION DE LOGICIELS	2 132 759,10	0,00	2 132 759,10	14 355,66	0,00	0,00	15 605,75
TOTAL PROGRAMME	2 132 759,10	0,00	2 132 759,10	14 355,66	0,00	0,00	15 605,75
TOTAL SECTEUR FACILITER LES TRANSFERTS D' INFORMATION	2 132 759,10	0,00	2 132 759,10	14 355,66	0,00	0,00	15 605,75

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - INFORMATION DES SERVICES REGIONAUX

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACQUISITION INFRAS. STOCKAGE SERVEURS							
AP R006E31 - AP12D-ACQUISITION INFRAS. STOCKAGE SERVEURS	4 287 156,60	0,00	4 287 156,60	587 296,35	0,00	500 000,00	23 048,77
TOTAL PROGRAMME	4 287 156,60	0,00	4 287 156,60	587 296,35	0,00	500 000,00	23 048,77
AP R007E31 - AP12D-ACQUISITION LOGICIELS GESTION SI	5 233 528,87	0,00	5 233 528,87	896 167,91	0,00	1 050 000,00	1 190,73
TOTAL PROGRAMME	5 233 528,87	0,00	5 233 528,87	896 167,91	0,00	1 050 000,00	1 190,73
TOTAL SECTEUR INFORMATION DES SERVICES REGIONAUX	9 520 685,47	0,00	9 520 685,47	1 483 464,26	0,00	1 550 000,00	24 239,50

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - MOBILIERS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MOBILIERS							
AP R008E31 - AP12D-MOBILIERS	1 454 777,98	0,00	1 454 777,98	228 329,07	0,00	0,00	9 214,91
TOTAL PROGRAMME	1 454 777,98	0,00	1 454 777,98	228 329,07	0,00	0,00	9 214,91
TOTAL SECTEUR MOBILIERS	1 454 777,98	0,00	1 454 777,98	228 329,07	0,00	0,00	9 214,91

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - PHOTOCOPIEURS

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PHOTOCOPIEURS							
AP R009E31 - AP12D-PHOTOCOPIEURS	317 008,94	0,00	317 008,94	312 464,66	0,00	0,00	4 543,78
TOTAL PROGRAMME	317 008,94	0,00	317 008,94	312 464,66	0,00	0,00	4 543,78
TOTAL SECTEUR PHOTOCOPIEURS	317 008,94	0,00	317 008,94	312 464,66	0,00	0,00	4 543,78

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - VEHICULES

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACQUISITION VEHICULES LEGERS							
AP R010E31 - AP12D-ACQUISITION VEHICULES LEGERS	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
TOTAL PROGRAMME	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
TOTAL SECTEUR VEHICULES	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - 1-2-2 ENVIRONNEMENT FINANCIER

N° ou intitulé de l'A.P	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
FGSF							
AP R012E31 - AP12D-FGSF/ PART FEDER	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP R011E31 - AP12D-FPH / PART FEDER	745 000,00	0,00	745 000,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	745 000,00	0,00	745 000,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR 1-2-2 ENVIRONNEMENT FINANCIER	845 000,00	0,00	845 000,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE	31 921 629,20	0,00	31 921 629,20	3 693 233,42	0,00	2 700 000,00	686 178,90

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ACTION ECONOMIQUE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES - INFRA PORTS ROUTES EAU							
AE T6312 2E06 - AE-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES - INFRA PORTS ROUTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T6312E06 - AE-AUTRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T632E06 - AE-INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T61E06 - AE-INTERVENTIONS ECONOMIQUES TRANSVERSALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T6311E06 - AE-LABORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T67E06 - AE-RECHERCHE ET INNOVATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T60E06 - AE-SERVICES COMMUNS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T62E06 - AE-STRUCTURE D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ACTION ECONOMIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ADMINISTRATION GENERALE - ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
GESTION MOBILIERE ET IMMOBILIERE							
AE D217E34 - AE13D-LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES POUR CG	1 838 103,03	0,00	1 838 103,03	1 791 643,71	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 838 103,03	0,00	1 838 103,03	1 791 643,71	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE	1 838 103,03	0,00	1 838 103,03	1 791 643,71	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ADMINISTRATION GENERALE - CTM

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES 1							
AE D180E05 - AE02D- CONGE SOLIDARITE	35 186,62	0,00	35 186,62	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	35 186,62	0,00	35 186,62	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR CTM	35 186,62	0,00	35 186,62	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ADMINISTRATION GENERALE	1 873 289,65	0,00	1 873 289,65	1 791 643,71	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - ECONOMIE ET COMPETITIVITE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTION ECONOMIQUE EN FAVEUR DU TOURISME							
AE R123E32 - AE12D-ACTION ECONOMIQUE EN FAVEUR DU TOURISME	21 969 611,88	0,00	21 969 611,88	8 097 928,88	0,00	358 108,83	0,00
TOTAL PROGRAMME	21 969 611,88	0,00	21 969 611,88	8 097 928,88	0,00	358 108,83	0,00
AE R125E32 - AE12D-ACTIONS ECONOMIQUES GENERALES	3 790 160,40	0,00	3 790 160,40	932 732,60	0,00	102 708,40	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 790 160,40	0,00	3 790 160,40	932 732,60	0,00	102 708,40	0,00
AE R124E32 - AE12D-AGRICULTURE,PECHE ET ACTIONS ECONOMIQUES	28 521 728,47	0,00	28 521 728,47	12 312 861,70	0,00	2 005 154,33	0,00
TOTAL PROGRAMME	28 521 728,47	0,00	28 521 728,47	12 312 861,70	0,00	2 005 154,33	0,00
AE R122E32 - AE12D-INDUSTRIE,SERVICES ET ACTION ECONOMIQUE	23 994 635,97	0,00	23 994 635,97	5 459 674,21	0,00	4 496 233,82	0,00
TOTAL PROGRAMME	23 994 635,97	0,00	23 994 635,97	5 459 674,21	0,00	4 496 233,82	0,00
AE R305E01 - AE15D-MARTINIQUE DEVELOPPEMENT	2 820 000,00	0,00	2 820 000,00	1 331 666,67	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 820 000,00	0,00	2 820 000,00	1 331 666,67	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ECONOMIE ET COMPETITIVITE	81 096 136,72	0,00	81 096 136,72	28 134 864,06	0,00	6 962 205,38	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - INFRASTR. NUMERIQUE/ TRES HAUT DEBIT

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AMO AMENAGEMENT NUMERIQUE							
AE R064E34 - AE13D-AMO AMENAGEMENT NUMERIQUE	10 854 614,92	0,00	10 854 614,92	37 172,10	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	10 854 614,92	0,00	10 854 614,92	37 172,10	0,00	0,00	0,00
AE R065E34 - AE13D-AMO SERVICES ET USAGES NUMERIQUES	1 858 651,44	0,00	1 858 651,44	-65 756,43	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 858 651,44	0,00	1 858 651,44	-65 756,43	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR INFRASTR. NUMERIQUE/ TRES HAUT DEBIT	12 713 266,36	0,00	12 713 266,36	-28 584,33	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - MISSION 2020 SAINTPIERRE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE BLEUE							
AE R115E32 - AE12D-METAMORPHOSE URBAINE/ VILLE BLEUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR MISSION 2020 SAINTPIERRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE - PROJETS ECONOMIQUE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACCOMPAGNEMENT PROJET STRUCTURAT.FILIERE							
AE R085E32 - AE12D-ACCOMPAGNEMENT PROJET STRUCTURAT.FILIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE R092E32 - AE12D-AMO PADM	3 416 297,28	0,00	3 416 297,28	463 259,18	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 416 297,28	0,00	3 416 297,28	463 259,18	0,00	0,00	0,00
AE R095E32 - AE12D-BOOSTER LA MATURITE D'ENTREPRISE/ FEDER	2 178 191,71	0,00	2 178 191,71	140 360,02	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 178 191,71	0,00	2 178 191,71	140 360,02	0,00	0,00	0,00
AE R094E32 - AE12D-BOOSTER LA MATURITE D'ENTREPRISE/ REGION	3 249 775,00	0,00	3 249 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 249 775,00	0,00	3 249 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PROJETS ECONOMIQUE	8 844 263,99	0,00	8 844 263,99	603 619,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE AMBITION ET AUDACE ECONOMIQUE	102 653 667,07	0,00	102 653 667,07	28 709 898,93	0,00	6 962 205,38	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE - CULTURE ET PATRIMOINE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AGENCE DE LA CULTURE							
AE R301E01 - AE15D-AGENCE DE LA CULTURE	6 079 966,67	0,00	6 079 966,67	100 729,78	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 079 966,67	0,00	6 079 966,67	100 729,78	0,00	0,00	0,00
AE R219E32 - AE12D-CULTURE	28 765 818,38	0,00	28 765 818,38	13 693 945,95	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	28 765 818,38	0,00	28 765 818,38	13 693 945,95	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR CULTURE ET PATRIMOINE	34 845 785,05	0,00	34 845 785,05	13 794 675,73	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE CULTURE CONSTRUCTION OUVERTURE MONDE	34 845 785,05	0,00	34 845 785,05	13 794 675,73	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES - BAT							
AE T311E06 - AE-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T311 1E06 - AE-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T325E06 - AE-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - BATIME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T325 1E06 - AE-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - SPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T313E04 - AE-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T313 1E06 - AE-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BIBLIOTHEQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T324 1E06 - AE-CENTRES DE FORMATION SPORTIFS - SPORT ET JEUNESSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T314E06 - AE-MUSEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T314 1E06 - AE-MUSEES - MUSEES, DOMAINES ET SITES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T312E06 - AE-PATRIMOINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T312 1E06 - AE-PATRIMOINE - POLITIQUES CULTURELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T315E06 - AE-SERVICES D'ARCHIVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T322 1E06 - AE-STADES - SPORTS ET JEUNESSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT LOCAL - AGRICULTURE ET PECHE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE - SECTEUR							
AE D157E34 - AE13D-DISPOSITIF PRE RETRAITE AGRICULTEUR PDRM 2007-2	177 167,03	0,00	177 167,03	114 894,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	177 167,03	0,00	177 167,03	114 894,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE ET PECHE	177 167,03	0,00	177 167,03	114 894,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT LOCAL	177 167,03	0,00	177 167,03	114 894,60	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENSEIGNEMENT,FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE							
AE T26 1E06 - AE-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	45 706 998,11	0,00	45 706 998,11	10 428 840,05	17 639 078,06	8 819 539,03	17 639 080,00
TOTAL PROGRAMME	45 706 998,11	0,00	45 706 998,11	10 428 840,05	17 639 078,06	8 819 539,03	17 639 080,00
AE T221E06 - AE-COLLEGES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T221 1E06 - AE-COLLEGES - RESTAURATION ET FONCTIONNEMENT	172 967,33	0,00	172 967,33	0,00	86 482,66	43 242,00	86 484,00
TOTAL PROGRAMME	172 967,33	0,00	172 967,33	0,00	86 482,66	43 242,00	86 484,00
AE T211 1E06 - AE-ECOLES MATERNELLES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T211E06 - AE-ECOLES MATERNELLES - PROJET ET ACTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T212 1E06 - AE-ECOLES PRIMAIRES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T212E06 - AE-ECOLES PRIMAIRES - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T23E06 - AE-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T23 1E06 - AE-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR	2 839 319,37	0,00	2 839 319,37	0,00	1 419 658,74	709 830,00	1 419 660,00
TOTAL PROGRAMME	2 839 319,37	0,00	2 839 319,37	0,00	1 419 658,74	709 830,00	1 419 660,00
AE T25E06 - AE-ENTRETIEN ET SECURITE CFA ET CFPPA	261 846,20	0,00	261 846,20	46 246,20	131 200,00	50 000,00	100 000,00
TOTAL PROGRAMME	261 846,20	0,00	261 846,20	46 246,20	131 200,00	50 000,00	100 000,00
AE T25 1E06 - AE-FORMATION PROFESSIONNELLE	199 756 393,09	0,00	199 756 393,09	38 324 405,48	80 722 592,52	40 356 897,39	80 713 793,96
TOTAL PROGRAMME	199 756 393,09	0,00	199 756 393,09	38 324 405,48	80 722 592,52	40 356 897,39	80 713 793,96
AE T27 1E06 - AE-FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE - FORMATION PRO	12 676 029,09	0,00	12 676 029,09	4 235 997,50	4 220 015,18	2 110 008,00	4 220 016,00
TOTAL PROGRAMME	12 676 029,09	0,00	12 676 029,09	4 235 997,50	4 220 015,18	2 110 008,00	4 220 016,00
AE T223E06 - AE-LYCEES PRIVES - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T223 1E06 - AE-LYCEES PRIVES PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T222 1E06 - AE-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T222E06 - AE - PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ENSEIGNEMENT,FORMATION PROFESSIONNELLE ET AP	261 413 553,19	0,00	261 413 553,19	53 035 489,23	104 219 027,16	52 089 516,42	104 179 033,96

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENVIRONNEMENT

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT							
AE T78E06 - AE-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

ENVIRONNEMENT ET PREVENTION DES RISQUES - PREVENTION DES RISQUES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SECURITE SANITAIRE 2							
AE D267E06 - AE15D - DEMOLITION BATIMENTS VETUSTES	700 000,00	0,00	700 000,00	202 306,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	700 000,00	0,00	700 000,00	202 306,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PREVENTION DES RISQUES	700 000,00	0,00	700 000,00	202 306,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE ENVIRONNEMENT ET PREVENTION DES RISQUES	700 000,00	0,00	700 000,00	202 306,20	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

GESTION DES FONDS EUROPEENS

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
FEADER							
AE T0580E06 - AE-FEADER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T0581E06 - AE-FEAMP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T052E06 - AE-FEDER	43 111 338,00	0,00	43 111 338,00	0,00	13 808 256,00	17 516 004,00	18 691 206,00
TOTAL PROGRAMME	43 111 338,00	0,00	43 111 338,00	0,00	13 808 256,00	17 516 004,00	18 691 206,00
AE T051E06 - AE-FSE	52 192 070,11	0,00	52 192 070,11	0,00	8 145 030,00	12 348 611,11	35 770 944,00
TOTAL PROGRAMME	52 192 070,11	0,00	52 192 070,11	0,00	8 145 030,00	12 348 611,11	35 770 944,00
AE T051 1E06 - AE-FSE /IEJ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE GESTION DES FONDS EUROPEENS	95 303 408,11	0,00	95 303 408,11	0,00	21 953 286,00	29 864 615,11	54 462 150,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - ACTIONS PEDAGOGIQUES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDES ETUDIANTS POUR ACTIONS PEDAGOGIQUES							
AE R310E01 - AE12D-AIDES ETUDIANTS POUR ACTIONS PEDAGOGIQUES	3 560 000,00	0,00	3 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 560 000,00	0,00	3 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR ACTIONS PEDAGOGIQUES	3 560 000,00	0,00	3 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - APPRENTISSAGE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
APPRENTISSAGE							
AE R165E32 - AE12D-APPRENTISSAGE	65 716 133,02	0,00	65 716 133,02	25 344 847,13	0,00	8 639 108,09	4 063 740,90
TOTAL PROGRAMME	65 716 133,02	0,00	65 716 133,02	25 344 847,13	0,00	8 639 108,09	4 063 740,90
TOTAL SECTEUR APPRENTISSAGE	65 716 133,02	0,00	65 716 133,02	25 344 847,13	0,00	8 639 108,09	4 063 740,90

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
BOURSES							
AE R162E32 - AE12D-BOURSES	5 944 745,50	0,00	5 944 745,50	3 197 597,00	0,00	0,00	1 000 000,00
TOTAL PROGRAMME	5 944 745,50	0,00	5 944 745,50	3 197 597,00	0,00	0,00	1 000 000,00
TOTAL SECTEUR BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES	5 944 745,50	0,00	5 944 745,50	3 197 597,00	0,00	0,00	1 000 000,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - EDUCATION

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EDUCATION ET ENSEIEMENT							
AE R166E32 - AE12D-EDUCATION ET ENSEIEMENT	91 085 019,32	0,00	91 085 019,32	34 696 693,47	0,00	21 961 533,24	6 271 675,08
TOTAL PROGRAMME	91 085 019,32	0,00	91 085 019,32	34 696 693,47	0,00	21 961 533,24	6 271 675,08
TOTAL SECTEUR EDUCATION	91 085 019,32	0,00	91 085 019,32	34 696 693,47	0,00	21 961 533,24	6 271 675,08

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - FINANC. FONCT. ECOLE PARAMEDIC/SOCIALE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INSTITUTS PRIVES							
AE R161E32 - AE12D-INSTITUTS PRIVES	8 306 650,00	0,00	8 306 650,00	2 781 000,00	0,00	2 822 650,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 306 650,00	0,00	8 306 650,00	2 781 000,00	0,00	2 822 650,00	0,00
AE R160E32 - AE12D-INSTITUTS PUBLICS	14 958 103,86	0,00	14 958 103,86	6 647 907,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	14 958 103,86	0,00	14 958 103,86	6 647 907,20	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR FINANC. FONCT. ECOLE PARAMEDIC/SOCIALE	23 264 753,86	0,00	23 264 753,86	9 428 907,20	0,00	2 822 650,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - FORMATION PROFESSIONNELLE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
EPA - ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF							
AE R384E01 - EPA	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE R164E32 - AE12D-FOND SOCIAL EUROPEEN CONTREPARTIE	33 456 856,40	0,00	33 456 856,40	4 461 983,98	0,00	5 931 371,28	1 931 371,28
TOTAL PROGRAMME	33 456 856,40	0,00	33 456 856,40	4 461 983,98	0,00	5 931 371,28	1 931 371,28
AE R163E32 - AE12D-FORMATION PROFESSIONNELLE	194 213 329,61	0,00	194 213 329,61	58 008 548,47	0,00	20 910 212,31	27 686 176,87
TOTAL PROGRAMME	194 213 329,61	0,00	194 213 329,61	58 008 548,47	0,00	20 910 212,31	27 686 176,87
TOTAL SECTEUR FORMATION PROFESSIONNELLE	252 670 186,01	0,00	252 670 186,01	62 470 532,45	0,00	26 841 583,59	29 617 548,15

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE - SOLIDARITES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS SOCIALES							
AE R171E32 - AE12D-ACTIONS SOCIALES	60 850 722,35	0,00	60 850 722,35	22 639 080,30	0,00	6 557 859,78	0,00
TOTAL PROGRAMME	60 850 722,35	0,00	60 850 722,35	22 639 080,30	0,00	6 557 859,78	0,00
AE R173E32 - AE12D-DISPOSITIF CONTRATS D'AVENIR	21 503 946,50	0,00	21 503 946,50	228 703,20	0,00	4 294 561,30	4 294 561,30
TOTAL PROGRAMME	21 503 946,50	0,00	21 503 946,50	228 703,20	0,00	4 294 561,30	4 294 561,30
AE R172E32 - AE12D-JEUNESSE	11 460 021,44	0,00	11 460 021,44	1 620 564,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	11 460 021,44	0,00	11 460 021,44	1 620 564,00	0,00	0,00	0,00
AE R168E32 - AE12D-LOGEMENT	6 429 742,00	0,00	6 429 742,00	349 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	6 429 742,00	0,00	6 429 742,00	349 000,00	0,00	0,00	0,00
AE R167E32 - AE12D-SANTE	7 003 534,56	0,00	7 003 534,56	1 071 769,13	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	7 003 534,56	0,00	7 003 534,56	1 071 769,13	0,00	0,00	0,00
AE R169E32 - AE12D-SOLIDARITES	8 541 525,80	0,00	8 541 525,80	1 035 971,18	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	8 541 525,80	0,00	8 541 525,80	1 035 971,18	0,00	0,00	0,00
AE R170E32 - AE12D-SPORT	25 202 877,46	0,00	25 202 877,46	9 954 039,06	0,00	1 454 971,74	0,00
TOTAL PROGRAMME	25 202 877,46	0,00	25 202 877,46	9 954 039,06	0,00	1 454 971,74	0,00
TOTAL SECTEUR SOLIDARITES	140 992 370,11	0,00	140 992 370,11	36 899 126,87	0,00	12 307 392,82	4 294 561,30
TOTAL POLITIQUE INNOVATION SOCIALE EDUCATION SOLIDAIRE	583 233 207,82	0,00	583 233 207,82	172 037 704,12	0,00	72 572 267,74	45 247 525,43

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE - AUTRES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ASSISTANCE TECHNIQUE							
AE R221E32 - AE12D-ASSISTANCE TECHNIQUE	3 587 127,64	0,00	3 587 127,64	446,08	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 587 127,64	0,00	3 587 127,64	446,08	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AUTRES	3 587 127,64	0,00	3 587 127,64	446,08	0,00	0,00	0,00
AE R383E01 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE - AE-CO FINANCEM	44 800 000,00	0,00	44 800 000,00	3 000,00	0,00	11 200 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	44 800 000,00	0,00	44 800 000,00	3 000,00	0,00	11 200 000,00	0,00
AE R379E03 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANC - AE-FSE	73 338 478,00	0,00	73 338 478,00	1 513 727,72	0,00	17 575 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	73 338 478,00	0,00	73 338 478,00	1 513 727,72	0,00	17 575 000,00	0,00
AE R380E02 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE-AE-IEJ	2 511 695,00	0,00	2 511 695,00	0,00	0,00	627 923,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 511 695,00	0,00	2 511 695,00	0,00	0,00	627 923,00	0,00
AE R377E03 - MISSION PRE FIGURATION DU GIP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE R381E03 - AE-CO.FINANCEMENT CR FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE R378E03 - GIP MARTINIQUE EUROPE PERFORMANCE -AE FEDER AIDE AU	22 771 062,30	0,00	22 771 062,30	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	22 771 062,30	0,00	22 771 062,30	0,00	0,00	0,00	0,00
AE R224E32 - AE12D-COOPERATION REGIONALE	3 860 689,50	0,00	3 860 689,50	433 550,71	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	3 860 689,50	0,00	3 860 689,50	433 550,71	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR AUTRES	147 281 924,80	0,00	147 281 924,80	1 950 278,43	0,00	29 402 923,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE - PROJETS FINANCEMENT INTERREG IV CARAIBES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
CRM CHEF DE FILE							
AE R222E03 - SINTERREG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PROJETS FINANCEMENT INTERREG IV CARAIBES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE INTEGRATION CARIB EUROPE INTERNATIONALE	150 869 052,44	0,00	150 869 052,44	1 950 724,51	0,00	29 402 923,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

MOYENS DE L'INSTITUTION, OPERATIONS FINANCIERES - MOYENS DE L'INSTITUTION, OPERATIONS FINANCIERES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DS - Services généraux							
AE R257E02 - AE-PASS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR MOYENS DE L'INSTITUTION, OPERATIONS FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE MOYENS DE L'INSTITUTION, OPERATIONS FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

MOYENS GENERAUX

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ACTIONS EUROPEENNES							
AE T043E06 - AE-ACTIONS EUROPEENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T042E06 - AE-ACTIONS INTERREGIONALES	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
AE T041E06 - AE-ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE	4 215 855,91	0,00	4 215 855,91	344 692,21	4 036 521,24	1 572 903,08	0,00
AE T041E12 - SUBVENTION GLOBALE 2018-2020	33 887 960,00	0,00	33 887 960,00	0,00	9 518 662,76	6 777 592,00	22 351 036,62
TOTAL PROGRAMME	38 103 815,91	0,00	38 103 815,91	344 692,21	13 555 184,00	8 350 495,08	22 351 036,62
AE T020 2E06 - AE-CONT GEST EVALUAT POLIT PUBL ET SUIVI SATEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T020E06 - AE-ADMINISTRATION GENERALE - LOGISTIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T020 1E17 - MAINTENANCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T044E06 - AE-AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T031E06 - AE-ASSEMBLEE DELIBERANTE - ASSEMBLEE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T031 1E06 - AE-ASSEMBLEE DELIBERANTE - GESTION DES CARRIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T048E06 - AE-AUTRES ACTIONS RELATIONS EXTERIEURES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T038E06 - AE-AUTRES INSTANCES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T028 4E06 - AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - ROUTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T028E06 - AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - LOGISTIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T028 3E06 - AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	725 317,76	0,00	725 317,76	0,00	362 658,88	181 329,44	362 658,88
TOTAL PROGRAMME	725 317,76	0,00	725 317,76	0,00	362 658,88	181 329,44	362 658,88
AE T028 1E06 - AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - SYSTEME INFORMATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T033 1E06 - AE-CONSEIL DE LA CULTURE, DE L' EDUCATION ET DE L'ENVI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T033E06 - AE-CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DE L'ENVIRC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T032 1E06 - AE-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL - CONTROLE GESTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

- Avril 2018 -

749

TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T032E06 - AE-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL - GESTION CARRIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T022E06 - AE-INFORMATION COMMUNICATION PUBLICITE - LOGISTIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T021 1E06 - AE-PERSONNEL NON VENTILE - FORMATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T021E06 - AE-PERSONNEL NON VENTILE - GESTION DES CARRIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T021 2E06 - AE-PERSONNEL NON VENTILE - PREVENTION SANTE QUALITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T021 3E06 - AE-PERSONNEL NON VENTILE - RECRUTEMENT EMPLOI ET C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE MOYENS GENERAUX	38 833 633,67	0,00	38 833 633,67	349 192,21	13 917 842,88	8 531 824,52	22 713 695,50	

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

PRESENTATION RISQUES MAJEURS - RISQUES MAJEURS ET SECURITE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
PREVENTION, GESTION RISQUES TERRITOR.							
AE R211E02 - AE13D-ACQUISITION KIT DE SURVIE	1 325 000,00	0,00	1 325 000,00	165 333,51	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 325 000,00	0,00	1 325 000,00	165 333,51	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR RISQUES MAJEURS ET SECURITE	1 325 000,00	0,00	1 325 000,00	165 333,51	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE PRESENTATION RISQUES MAJEURS	1 325 000,00	0,00	1 325 000,00	165 333,51	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - POLITIQUE TERRITORIALE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ENVIRONNEMENT ET POLITIQUE TERRITORIALE							
AE R210E32 - AE12D-ENVIRONNEMENT ET POLITIQUE TERRITORIALE	25 214 442,70	0,00	25 214 442,70	9 706 032,23	0,00	6 484 631,70	0,00
TOTAL PROGRAMME	25 214 442,70	0,00	25 214 442,70	9 706 032,23	0,00	6 484 631,70	0,00
TOTAL SECTEUR POLITIQUE TERRITORIALE	25 214 442,70	0,00	25 214 442,70	9 706 032,23	0,00	6 484 631,70	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT - TRANSPORT

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AMO REFORME DES TRANSPORTS							
AE R185E32 - AE12D-AMO REFORME DES TRANSPORTS	2 338 343,11	0,00	2 338 343,11	409 749,88	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	2 338 343,11	0,00	2 338 343,11	409 749,88	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR TRANSPORT	2 338 343,11	0,00	2 338 343,11	409 749,88	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE RECONQUETE VALORISAT PATRIMOINE NAT	27 552 785,81	0,00	27 552 785,81	10 115 782,11	0,00	6 484 631,70	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

RSA /REGULARISATIONS RMI

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INSERTION PROFESSIONNELLE RSA							
AE T444E06 - AE-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	32 239 477,00	0,00	32 239 477,00	6 010 574,00	13 114 451,50	6 557 225,75	13 114 451,50
TOTAL PROGRAMME	32 239 477,00	0,00	32 239 477,00	6 010 574,00	13 114 451,50	6 557 225,75	13 114 451,50
AE T441E06 - AE-INSERTION SOCIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE RSA /REGULARISATIONS RMI	32 239 477,00	0,00	32 239 477,00	6 010 574,00	13 114 451,50	6 557 225,75	13 114 451,50

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SANTÉ ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AIDES A LA FAMILLE							
AE T4212E06 - AE-AIDES A LA FAMILLE	157 187 516,84	0,00	157 187 516,84	34 647 746,55	61 224 653,74	30 612 327,42	61 224 654,92
TOTAL PROGRAMME	157 187 516,84	0,00	157 187 516,84	34 647 746,55	61 224 653,74	30 612 327,42	61 224 654,92
AE T4212 4E06 - AE-AIDES A LA FAMILLE - ACT° PREVENT° SANTE	175 000,00	0,00	175 000,00	16 157,63	70 000,00	35 000,00	88 842,37
TOTAL PROGRAMME	175 000,00	0,00	175 000,00	16 157,63	70 000,00	35 000,00	88 842,37
AE T4213 1E06 - AE-AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	210 827,60	0,00	210 827,60	0,00	303 375,20	59 140,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	210 827,60	0,00	210 827,60	0,00	303 375,20	59 140,00	0,00
AE T428E06 - AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	2 895 773,60	0,00	2 895 773,60	53 096,02	1 411 113,28	705 556,98	1 431 563,96
TOTAL PROGRAMME	2 895 773,60	0,00	2 895 773,60	53 096,02	1 411 113,28	705 556,98	1 431 563,96
AE T428 8E06 - AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T428 8E07 - AE-SUBVENTION GLOBALE 2018-2022	3 856 266,56	0,00	3 856 266,56	0,00	1 843 504,00	949 404,56	1 985 110,00
TOTAL PROGRAMME	3 856 266,56	0,00	3 856 266,56	0,00	1 843 504,00	949 404,56	1 985 110,00
AE T4213E06 - AE-CRECHES ET GARDERIES	346 200,00	0,00	346 200,00	111 000,00	117 600,00	58 800,00	117 600,00
TOTAL PROGRAMME	346 200,00	0,00	346 200,00	111 000,00	117 600,00	58 800,00	117 600,00
AE T4221E06 - AE-CRÈCHES ET GARDERIES	418 286,35	0,00	418 286,35	0,00	758 572,70	39 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	418 286,35	0,00	418 286,35	0,00	758 572,70	39 000,00	0,00
AE T423E06 - AE-PERSONNES AGEES	135 329 254,91	0,00	135 329 254,91	30 110 243,74	52 782 412,00	26 391 206,00	52 436 599,17
TOTAL PROGRAMME	135 329 254,91	0,00	135 329 254,91	30 110 243,74	52 782 412,00	26 391 206,00	52 436 599,17
AE T422E06 - AE-PERSONNES HANDICAPEES	6 769 884,71	0,00	6 769 884,71	5 902 672,47	128 107,82	64 054,00	662 936,86
TOTAL PROGRAMME	6 769 884,71	0,00	6 769 884,71	5 902 672,47	128 107,82	64 054,00	662 936,86
AE T425E06 - AE - PERSONNES HANDICAPÉES	21 336 417,04	0,00	21 336 417,04	0,00	10 668 208,52	5 334 104,26	10 668 208,52
TOTAL PROGRAMME	21 336 417,04	0,00	21 336 417,04	0,00	10 668 208,52	5 334 104,26	10 668 208,52
AE T411E06 - AE-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	2 529 517,06	0,00	2 529 517,06	416 075,08	1 044 979,52	522 489,76	1 068 462,46
TOTAL PROGRAMME	2 529 517,06	0,00	2 529 517,06	416 075,08	1 044 979,52	522 489,76	1 068 462,46
AE T420E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES-	5 943 141,79	0,00	5 943 141,79	3 181 254,67	1 250 912,24	625 457,00	1 250 914,00
TOTAL PROGRAMME	5 943 141,79	0,00	5 943 141,79	3 181 254,67	1 250 912,24	625 457,00	1 250 914,00
AE T420 2E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - ESS INSERTION	8 870 140,95	0,00	8 870 140,95	5 293 581,19	1 788 279,88	894 139,94	1 788 279,88
TOTAL PROGRAMME	8 870 140,95	0,00	8 870 140,95	5 293 581,19	1 788 279,88	894 139,94	1 788 279,88
AE T420 4E06 - AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	345 868 227,41	0,00	345 868 227,41	79 731 827,35	133 391 718,90	66 290 679,92	132 723 172,14

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SECURITE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES & DES BIENS - /							
AE T18E06 - AE-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T12E06 - AE-INCENDIE ET SECOURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE T10E06 - AE-SERVICES COMMUNS-AMENAGEMENT ET POLITIQUE TERRI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE SECURITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - ENFANCE ET FAMILLE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
LUTTE CONTRE LA PRECARITE DES FAMILLES							
AE D225E04 - AE15D-AXE 3 DU PO FSE 2014 - 2020	33 136 232,69	0,00	33 136 232,69	37 676,91	0,00	0,00	0,00
AE D225E05 - AE15D- AXE 5 DU PO FSE 2014-2020	921 923,63	0,00	921 923,63	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	34 058 156,32	0,00	34 058 156,32	37 676,91	0,00	0,00	0,00
AE D242E07 - AE15D- SUBVENTION AUX CRECHES PRIVEES	333 400,20	0,00	333 400,20	250 800,00	0,00	0,00	0,00
AE D242E08 - AE15D-MARCHES PRODUITS SANTE ET PROTECTION INFANTIL	1 118 318,00	0,00	1 118 318,00	52 058,42	0,00	254 804,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	1 451 718,20	0,00	1 451 718,20	302 858,42	0,00	254 804,00	0,00
TOTAL SECTEUR ENFANCE ET FAMILLE	35 509 874,52	0,00	35 509 874,52	340 535,33	0,00	254 804,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
INSERTION PROFESSIONNELLE							
AE D222E11 - AE16D- PARTICIPATION AUX EMPLOIS D'AVENIR - OPERATION	9 607 368,00	0,00	9 607 368,00	1 376 000,00	0,00	803 310,00	0,00
AE D222E14 - AE16D- INSERTION SOCIALE ET PROF - IAE 2016	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE D222E34 - AE13D-PARTICIPATION MISE EN OEUVRE EMPLOIS D'AVENIR	7 002 333,00	0,00	7 002 333,00	3 128 747,14	0,00	0,00	0,00
AE D222E36 - AE14D-INSERTION SOCIALE ET PROF- IAE 2014	1 257 044,00	0,00	1 257 044,00	682 965,50	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	19 566 745,00	0,00	19 566 745,00	5 187 712,64	0,00	803 310,00	0,00
TOTAL SECTEUR INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	19 566 745,00	0,00	19 566 745,00	5 187 712,64	0,00	803 310,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - LOGEMENT

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
AMELIORATION OFFRE DE LOGEMENT POUR LES PERSONNES DEFAVORISEES							
AE D173E30 - AE11D-FONDS DE GARANTIE A L'HABITAT SOCIAL MQUE - FGI	1 215 000,00	0,00	1 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AE D173E34 - AE13D-PROG NAT REQ QUARTIERS ANCIENS DEGRADES- PNR	255 500,00	0,00	255 500,00	23 125,00	0,00	0,00	20 500,00
TOTAL PROGRAMME	1 470 500,00	0,00	1 470 500,00	23 125,00	0,00	0,00	20 500,00
TOTAL SECTEUR LOGEMENT	1 470 500,00	0,00	1 470 500,00	23 125,00	0,00	0,00	20 500,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - PERSONNES AGEES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
SERVICES POUR LE MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES							
AE D268E32 - AE12D-PLAN D'APUREMENT ADARPA	980 172,80	0,00	980 172,80	980 172,80	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	980 172,80	0,00	980 172,80	980 172,80	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PERSONNES AGEES	980 172,80	0,00	980 172,80	980 172,80	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - PERSONNES HANDICAPEES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
DISPOSITIF ACCUEIL ET HEBERGEMENT DES PERSONNES HANDICAPEES 2							
AE D209E06 - AE15D- FRAIS DE SEJOUR POUR L'AIDE SOCIALE	5 900 000,00	0,00	5 900 000,00	2 485 922,58	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	5 900 000,00	0,00	5 900 000,00	2 485 922,58	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PERSONNES HANDICAPEES	5 900 000,00	0,00	5 900 000,00	2 485 922,58	0,00	0,00	0,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE - PREVENTION MEDICO-SOCIALE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
TERRITORIALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DEPARTEMENTALES 1							
AE D271E03 - AE15D- MAPA AFNOR COMPETENCES PHASE 2	168 229,25	0,00	168 229,25	159 495,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	168 229,25	0,00	168 229,25	159 495,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR PREVENTION MEDICO-SOCIALE	168 229,25	0,00	168 229,25	159 495,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE	63 595 521,57	0,00	63 595 521,57	9 176 963,35	0,00	1 058 114,00	20 500,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

TRANSPORTS - TRANSPORTS INTERURBAINS DE PERSONNES

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
ORGANISATION ES TRANSPORTS INTERURBAINS							
AE D231E04 - AE15D- DSP POUR DESSERTE MARITIME BAIE DE FORT DE FRA	19 110 459,00	0,00	19 110 459,00	2 554 143,00	0,00	2 879 828,00	8 565 527,00
TOTAL PROGRAMME	19 110 459,00	0,00	19 110 459,00	2 554 143,00	0,00	2 879 828,00	8 565 527,00
TOTAL SECTEUR TRANSPORTS INTERURBAINS DE PERSONNES	19 110 459,00	0,00	19 110 459,00	2 554 143,00	0,00	2 879 828,00	8 565 527,00
TOTAL POLITIQUE TRANSPORTS	19 110 459,00	0,00	19 110 459,00	2 554 143,00	0,00	2 879 828,00	8 565 527,00

IV- ANNEXES - ENGAGEMENTS- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

POLITIQUE SECTORIELLE/SECTEUR :

UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE - COLLECTIVITE UNIQUE DE MARTINIQUE

N° ou intitulé de l'A.E	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibération y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice au-delà de N+1)
MISE EN PLACE COLLECT.TERRIT. MARTINIQUE							
AE R016E32 - AE12D-MISE EN PLACE COLLECT.TERRIT. MARTINIQUE	5 529 414,94	0,00	5 529 414,94	632 097,96	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME	5 529 414,94	0,00	5 529 414,94	632 097,96	0,00	0,00	0,00
TOTAL SECTEUR COLLECTIVITE UNIQUE DE MARTINIQUE	5 529 414,94	0,00	5 529 414,94	632 097,96	0,00	0,00	0,00
TOTAL POLITIQUE UNE GOUVERNANCE PUBLIQUE QUI IMPULSE	5 529 414,94	0,00	5 529 414,94	632 097,96	0,00	0,00	0,00



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-85-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-85-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ADUAM DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES « 40 ANS D'AGENCE »

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que la conseillère à l'Assemblée de Martinique Madame Michelle BONNAIRE n'a pas pris part au vote ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à l'agence d'urbanisme et d'aménagement de Martinique (ADUAM) une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) pour la réalisation de son projet « 40 ans d'agence ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'ADUAM selon les modalités suivantes :

- 100 %, dès que la présente délibération sera rendue exécutoire, sur présentation d'un bilan technico-financier de l'opération, d'un état récapitulatif des dépenses certifié accompagné des factures acquittées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-86-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-86-1

PORTANT CRÉATION DU DISPOSITIF CADRE « OPÉRATION SPORT VACANCES »

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 27 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'un dispositif cadre « opération sport vacances de la Collectivité Territoriale de Martinique » à compter de l'année 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-87-1-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-87-1

PORTANT SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE 2017 D'ADHÉSION AU RÉSEAU ÉPIDÉMIOLOGIE SURVEILLANCE DANS LE CADRE DU PLAN ECOPHYTO, ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE, LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORÊT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu la proposition de convention tripartite signée par le Président de la Chambre d'agriculture ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation du Service d'Expérimentations en Agroécologie (SEA) au réseau d'épidémiosurveillance à titre d'observateur et la transmission des données récoltées à la chambre d'agriculture afin d'éditer le « Bulletin mensuel de Santé du végétal ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer une convention tripartite d'adhésion au réseau épidémiosurveillance dans le cadre du plan ECOPHYTO, entre la chambre d'agriculture de Martinique, la direction de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-87-1



**CONVENTION TRIPARTITE D'ADHESION AU RESEAU D'EPIDEMIOSURVEILLANCE
DANS LE DOMAINE VEGETAL DE LA REGION MARTINIQUE**

Entre:

L'établissement public « **Chambre d'Agriculture de la Martinique** » dont le siège est situé Place d'Armes BP 312- 97286 LE LAMENTIN CEDEX 02, représenté par son président, Monsieur _____, président du Comité Régional d'Epidémiosurveillance, et désigné sous le terme « CA »,

et

L'établissement public « **Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique** » dont le siège est situé Jardin Desclieux - B.P. 642 - 97262 FORT-DE-FRANCE Cedex, représenté par son Directeur Monsieur _____, commissaire du gouvernement auprès du comité régional d'épidémiosurveillance, et désigné sous le terme « DAAF »,

et

La « **Collectivité Territoriale de Martinique** », dont le siège est situé à l'Hôtel de la Collectivité territoriale de Martinique, rue Gaston Defferre - Cluny CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX, représenté par son président Monsieur **Alfred MARIE-JEANNE**, et désigné sous le terme « CTM ».

Vu l'article L. 201-1 du Code rural ;

Vu l'article L. 213-4 du Code de l'environnement;

Vu la circulaire MAAP/ CAB/C2009-0002 du 04 mars 2009 ;

Vu l'instruction technique DGAL/SDQPV/2016-992 du 20 décembre 2016 ;

CONSIDERANT

Ecophyto est un plan d'Action National, tel que le prévoit la Directive cadre sur l'utilisation des pesticides 2009/1280 compatible avec le développement durable décliné en actions regroupées en axes.

Les actions 5 et 12 de l'axe 1 portent sur la structuration des réseaux de surveillance biologique du territoire dans le domaine du végétal, le suivi des effets non intentionnels des pesticides, ainsi que la mutualisation des informations dans le cadre notamment du bulletin de santé du végétal.

La gouvernance du dispositif s'appuie sur un comité national et sur des comités régionaux d'épidémiosurveillance qui réunissent l'ensemble des parties prenantes. Chaque comité régional d'épidémiosurveillance est placé sous la présidence du Président de la Chambre d'Agriculture.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre du partenariat entre la CA, la DAAF et la CTM, ainsi que les modalités d'attribution et les conditions d'utilisation du concours financier attribué par l'Agence Française pour la biodiversité (AFB) dans le cadre du plan Ecophyto pour l'année 2017.

Article 2 : Objectif du programme

La mise en œuvre du réseau de surveillance vise à fournir une connaissance fine de la situation phytosanitaire, permettre l'élaboration des bilans phytosanitaires périodiques ainsi que le suivi et la diffusion des données nécessaires aux raisonnements des pratiques agricoles. Elle participe à la maîtrise des risques liés aux bioagresseurs et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que des autres moyens de protection et de lutte contre les organismes nuisibles.

La structuration de partenariats dans le présent cadre conventionnel, est essentielle à la bonne exécution des missions dévolues au réseau d'épidémiosurveillance, à savoir :

- ✓ fournir une connaissance fine de la situation phytosanitaire,
- ✓ détecter la présence d'organismes nuisibles aux végétaux et suivre leur extension en zones agricoles et non agricoles,
- ✓ contribuer à la maîtrise des risques liés aux bioagresseurs,
- ✓ permettre l'élaboration des bilans phytosanitaires périodiques,
- ✓ mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs les éléments nécessaires au raisonnement des pratiques phytosanitaires dans l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques par l'intermédiaire du bulletin de santé du végétal,

La CTM (via son Service d'expérimentation en Agro-écologie) adhère au réseau régional Martinique de Surveillance Biologique du Territoire, constitué sous l'autorité de l'Etat, en application des règles nationales définies par le ministère de l'Agriculture et des décisions du comité régional.

Le schéma régional d'organisation du réseau est annexé à la présente convention (annexe1).

Il permet d'identifier :

- ✓ les filières végétales suivies dans le cadre du réseau,
- ✓ l'animateur inter-filières,
- ✓ les animateurs filières,
- ✓ l'administrateur de bases de données,
- ✓ les partenaires-observateurs pour chaque filière.

Article 3 : Caractérisation du réseau

La CTM s'engage :

- ✓ à respecter la charte de l'observation biologique annexée à la présente convention (annexe 2) ;
- ✓ à mettre à disposition du réseau régional, des données d'observation biologique collectées selon des protocoles harmonisés, préalablement validés par le Comité national d'épidémiosurveillance. Dans l'attente de cette validation, des protocoles validés par le Comité régional d'épidémiosurveillance seront utilisés.



La CTM déclare disposer à cette fin d'un réseau structuré d'observateurs répartis nominativement entre une ou plusieurs filières. Ces observateurs participent au suivi du réseau de parcelles constitutives du réseau d'épidémiosurveillance tel que défini par le Comité régional d'épidémiosurveillance.

Cette participation doit permettre de respecter le maillage établi par l'animateur de filière et validé par le comité régional d'épidémiosurveillance.

Article 4 : Fonctionnement du réseau

La CTM se dote d'un dispositif d'autocontrôle répondant aux objectifs décrits à l'article 6 de la charte de l'observation biologique.

La DAAF SERVICE ALIMENTATION (DAAF/SALIM) informera le comité régional des modalités de contrôle de second niveau du fonctionnement du réseau.

La DAAF/SALIM aura accès aux résultats et modalités d'autocontrôle et pourra recueillir toute information supplémentaire nécessaire à la mise en œuvre de ce contrôle de second niveau.

Article 5 : Accès aux données

La CTM accepte que les données fournies soient agrégées dans une base de données et mutualisées entre les différents « partenaires-observateurs » du réseau d'épidémiosurveillance selon les modalités définies et validées par le comité régional.

Les données brutes agrégées dans la base de données et les synthèses produites sont mises à disposition des organismes du réseau en fonction d'accords garantissant l'équilibre des contributions et des restitutions.

Les modalités de partage de l'information entre les partenaires sont précisées au niveau régional (annexe 3), en distinguant le cas échéant le partage des données brutes d'observation d'une part et le partage des synthèses issues du traitement statistique de ces données d'autre part.

Ces droits sont gérés au niveau régional et en cas de désaccord, arbitrés par le Comité national de l'épidémiosurveillance.

L'agrégation des données au niveau régional ou inter-régional par filière permet la préparation du bulletin de santé du végétal et le transfert des données au sein du système d'information de la Direction générale de l'alimentation du Ministère chargé de l'agriculture.

Lorsque La CTM détient des données météorologiques utilisables pour la réalisation de bulletins de santé du végétal, ces données peuvent être mises à disposition des animateurs de filière, en particulier lorsqu'elles peuvent être utilisées pour l'utilisation de modèles épidémiologiques.

Article 6 : Diffusion des données

Les données traitées sont publiées dans un bulletin de santé du végétal qui décrit la situation phytosanitaire et évalue le risque lié à la présence de bioagresseurs. Ce bulletin complété si besoin de notes nationales provenant de la DGAL, ne contient aucune préconisation ni aucune recommandation de traiter.

La CTM convient que le bulletin de santé du végétal est mis gratuitement à disposition de tous les acteurs dès sa rédaction sur le site de la DAAF et éventuellement sur d'autres supports gratuits choisis par le comité régional.



Article 7 : Exploitation des données d'observation biologique

La CTM accepte que les données recueillies soient mutualisées entre les différents « partenaires-observateurs » signataires d'une convention tripartite.

La CTM conserve le droit d'usage des données qu'elle a collectées à des fins éventuelles de conseil. Elle reconnaît à l'Etat le droit d'exploitation de l'ensemble des données dès lors qu'elles ont été saisies dans les bases de données régionale et nationale dédiées à leur agrégation.

La CTM donne son accord pour que les modèles nécessaires à l'élaboration du bulletin de santé du végétal qu'elle détient, soient utilisés par l'animateur de filière et que les résultats des modélisations soient diffusés dans le bulletin de santé du végétal.

Les modèles retenus seront précisés ultérieurement lorsque les conditions de mise à disposition seront validées par le Comité national d'épidémiosurveillance.

La CTM s'engage à citer le bulletin de santé du végétal lorsqu'elle utilise les informations qu'il contient dans le cadre de son activité de conseil.

Article 8 : Fonctions

La CTM s'engage à apporter au réseau d'épidémiosurveillance les observations qu'elle réalise au sein des parcelles de référence pour les cultures suivantes : ananas (grande culture), laitue et autres cultures maraîchères et vivrières.

La CTM dispose à cette fin d'un réseau structuré composé de deux observateurs pour la filière diversification :

- ✓ Mme MOUILOU Laurie
- ✓ Mme SAINTE-ROSE Farah

La CTM tient à jour la liste nominative de l'observateur ci-dessus qu'elle transmet annuellement à la CA et à la DAAF.

Le nombre total de parcelles de référence intégrées au réseau et suivies par les observateurs du Conseil Général se répartit de la façon suivante :

- ✓ 3 parcelles pour la filière diversification.

Le réseau de parcelles de référence peut être complété par d'autres parcelles si la situation sanitaire le justifie (substitution d'une parcelle devenue inexploitable, renforcement du réseau en cas de développement important d'un bioagresseur ou autre circonstance).

La CTM met en œuvre des modalités de fonctionnement interne de son réseau de nature à garantir la sincérité et la neutralité des observations recueillies ainsi que la confidentialité de leur transmission.

La CTM s'engage à alerter sans délai et de façon confidentielle, la DAAF SERVICE ALIMENTATION de toute suspicion de présence d'un organisme nuisible réglementé ou inhabituel dans la région.

Article 9 : Formation des observateurs

La CTM se porte garant de la qualification des observateurs désignés à l'article précédent.

La CTM donne son accord pour faire participer ses observateurs aux formations nécessaires

(Signature)

End

Fait au **Lamentin**, en trois exemplaires, le

Le Président de la Chambre
régionale d'Agriculture de
Martinique,

Le Directeur de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de la Martinique,

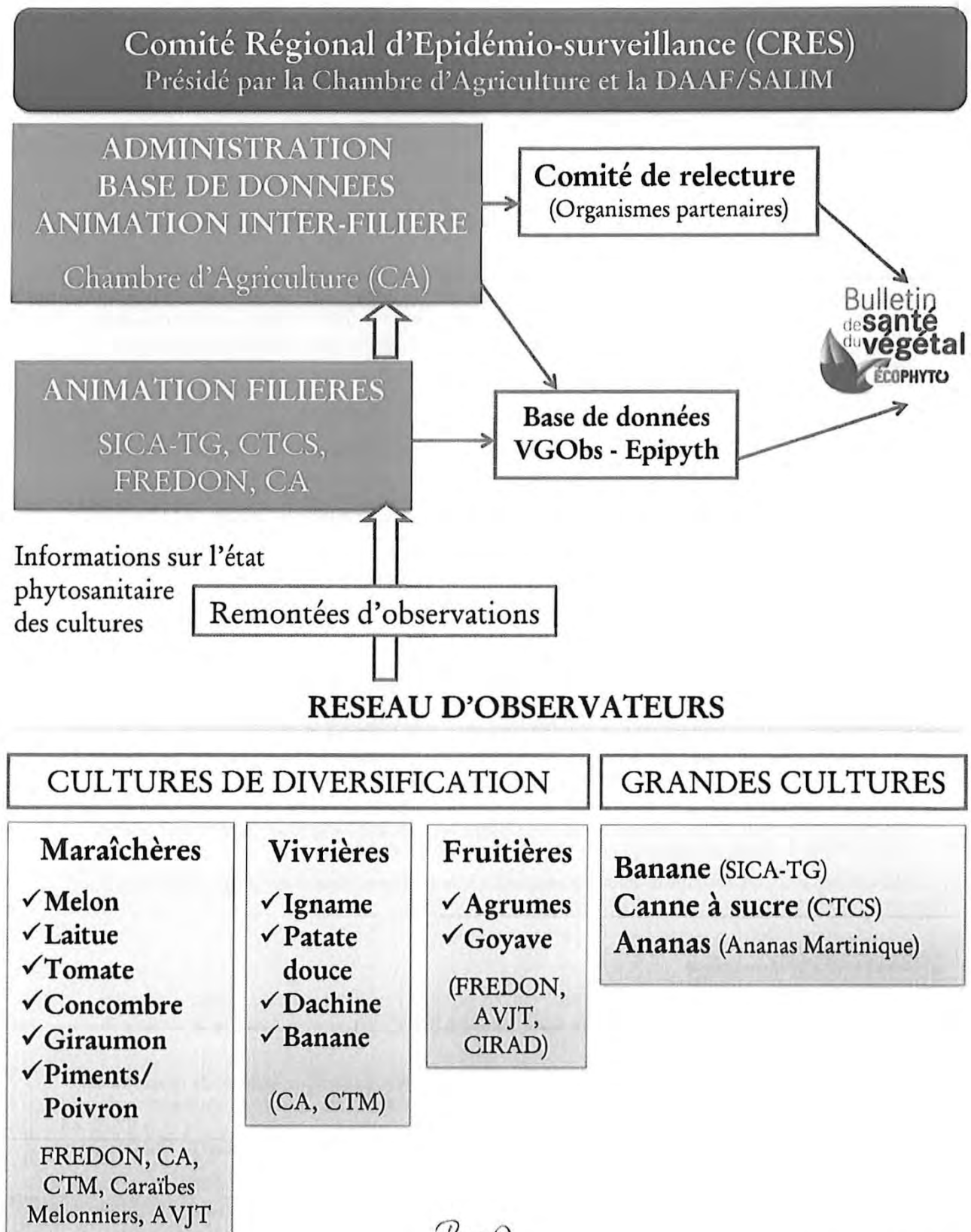
Le Président de la
Collectivité Territoriale de
Martinique,



Alfred MARIE-JEANNE



Annexe 1 : Schéma du dispositif régional



Bnd

Annexe 2 : Charte de l'observation biologique dans le domaine végétal

Article 1^{er} : contexte

Le plan Ecophyto 2018, présenté par le ministre chargé de l'agriculture et de la pêche en conseil des ministres le 10 septembre 2008, comprend un axe intitulé « renforcer les réseaux de surveillance des bio-agresseurs et des effets indésirables de l'utilisation des pesticides ». Dans cette perspective le ministre chargé de l'agriculture et de la pêche a signé une circulaire (CAB/C2009-0002 du 04 mars 2009) d'orientation et de cadrage pour la mise en œuvre d'un réseau d'épidémiosurveillance dans le domaine végétal.

Cette circulaire traite, dans le cadre d'un dispositif global de surveillance du territoire, du recueil des données de surveillance nécessaires pour connaître de manière fiable la situation phytosanitaire du territoire, et raisonner les itinéraires techniques de protection des végétaux dans le but de réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

Un tel recueil de données ne se conçoit qu'avec la participation de tous les opérateurs concernés par les enjeux en cause, œuvrant dans un cadre harmonisé. La vocation de la présente charte dont l'existence est mentionnée dans la circulaire ci-dessus, est de définir ce cadre et de proposer à l'ensemble des partenaires de manifester leur volonté d'être partie prenante dans le réseau d'épidémiosurveillance.

Article 2 : Objectifs

La charte de l'observation biologique validée par le comité national d'épidémiosurveillance, constitue un socle minimum destiné à être appliqué dans toutes les régions. Cependant certains compléments pourront être apportés au niveau régional dans un souci d'adaptation au contexte sous réserve du respect de l'économie générale du document national et sous réserve d'approbation par le Comité national.

En encourageant l'implication de l'ensemble des opérateurs, la charte permet :

- ✓ de mutualiser l'information phytosanitaire collectée au niveau des territoires,
- ✓ d'adopter des règles communes pour assurer la pertinence, l'homogénéité et la traçabilité des observations servant de base à l'élaboration du bulletin de santé du végétal, élément essentiel contribuant à la production d'un conseil destiné à être certifié.

L'Etat est propriétaire des données, ce qui signifie :

- ✓ qu'il a un droit d'exploitation des données, sans préjudice des droits d'usage des données collectées par chaque partenaire ;
- ✓ qu'il régule la diffusion des données en fonction des accords entre les contributeurs.

La charte ne contient aucun élément opposable susceptible de priver quelque partenaire que ce soit de la possibilité de proposer aux exploitants agricoles un conseil individualisé.

Afin de satisfaire les objectifs ci-dessus, les signataires de la présente charte acceptent de prendre les engagements suivants.

Article 3 : Objet du réseau

Exercer la surveillance générale sur tous les organismes nuisibles quel que soit leur statut, réglementé ou pas, sur la base d'une liste nationale pour chaque culture ou groupe de cultures, adaptée ensuite au contexte régional en justifiant des radiations.

Alerter la DAAF/SALIM de tout cas de suspicion de présence d'un organisme nuisible de quarantaine afin de permettre de prendre en charge la gestion des éventuels cas confirmés en fonction des dispositions réglementaires.

Participer à des programmes de surveillance ciblés répondant à des enjeux spécifiques, nationaux, régionaux et le cas échéant inter-régionaux.

Signature

Article 4 : Qualification du personnel

Confier la réalisation des observations à un personnel en nombre suffisant, ayant la formation, les connaissances et l'expérience requises pour assurer les fonctions qui lui sont assignées.

Cette compétence concerne tous les aspects liés aux bio-agresseurs à surveiller, à la phénologie des cultures et aux pratiques culturales régionales.

Identifier clairement les besoins en formation du personnel afin de permettre l'actualisation des connaissances et l'amélioration des pratiques professionnelles.

La DAAF/SALIM complète la formation des observateurs en particulier dans le domaine des organismes nuisibles de quarantaine.

Mettre à la disposition de tous les observateurs des outils documentaires d'appui régulièrement actualisés et validés par le comité régional d'épidémiosurveillance, à utiliser pour le suivi des bio-agresseurs.

Article 5 : Réalisation des observations

Apporter au réseau un minimum contributif dont le niveau est fixé par le comité régional chargé de l'épidémiosurveillance, et qui est accepté comme la contrepartie de l'accès aux données mutualisées fournies par l'ensemble des partenaires.

Recourir aux protocoles harmonisés d'observation et de prélèvement d'échantillon retenus au niveau national. Ces protocoles sont disponibles auprès de la CA. En l'absence de protocole national des protocoles locaux pourront être utilisés sous réserve de l'accord du comité régional chargé de l'épidémiosurveillance.

Suivre de façon régulière et selon la fréquence adaptée, définie par l'animateur filière et dans le respect des protocoles, l'état sanitaire des parcelles intégrées au réseau d'épidémiosurveillance.

Se conformer au maillage de parcelles défini au niveau régional afin de disposer d'un ensemble représentatif de la situation phytosanitaire.

Renseigner sans délai ni omission la base de données utilisée pour recueillir les observations réalisées dans les différentes filières régionales.

Respecter les principes de mutualisation des données adoptés au niveau régional.

Rendre compte auprès des animateurs régionaux de toute difficulté liée à la mise en œuvre de la programmation et à la réalisation des observations.

Article 6 : Autocontrôle de la surveillance

La présente charte n'impose pas dans un premier temps la mise en place d'une unité de contrôle qualité. Les modalités internes de supervision du fonctionnement du réseau de la CTM doivent cependant être définies. Les procédures retenues permettront de garantir la sincérité et la neutralité des observations recueillies, et la confidentialité de leur transmission.

Dans ce cadre, la CTM se doit :

- ✓ de tenir à jour un organigramme général présentant les liens hiérarchiques et fonctionnels du personnel impliqué dans l'activité de surveillance,
- ✓ de vérifier le niveau de connaissance du personnel et conserver les documents attestant des formations suivies,
- ✓ d'organiser des échanges de pratique en interne et avec les autres partenaires,
- ✓ de programmer les observations et archiver les documents ou fichiers ayant servi à la saisie des données collectées sur le terrain,
- ✓ d'enregistrer tous les incidents susceptibles d'altérer la qualité des observations.

Rnd

Annexe 3 : Modalités de partage de l'information entre les partenaires

Données brutes d'observation biologique

L'animatrice inter-filière épidémiosurveillance en qualité d'administrateur de la base de données VGObs a un droit d'accès à l'intégralité de la base de données. L'administrateur est responsable de la confidentialité des données. Par conséquent, la base de données est protégée par un identifiant, un mot de passe obligatoire et des droits d'accès différenciés, le moindre étant la consultation pour les données qui ne sont pas propre à la structure.

L'animateur de chaque filière possède un droit d'accès en écriture et en lecture des données de la base qui concernent la filière qu'il anime.

La CTM, structure réalisant des observations biologiques pour le réseau d'épidémiosurveillance ne pourra consulter cette base de données qu'en autorisant (mettre une x) :

- ☐ L'animateur filière à entrer ses données brutes dans la base de données.
- ☐ Le droit d'accès de ses propres données brutes aux autres structures réalisant des observations biologiques de la même filière afin qu'ils puissent les consulter.
- ☐ Le droit d'accès de ses propres données brutes aux autres structures réalisant des observations biologiques dans d'autres filières afin qu'ils puissent les consulter.
- ☐ Le droit d'accès de ses données brutes strictement à des fins de recherche scientifique sous réserve d'un avis du Comité d'Epidémiosurveillance.
- ☐ Le Comité Régional d'Epidémiosurveillance à statuer sur le droit d'accès de ses données brutes au cas par cas.

Synthèses issues du traitement statistique de ses données

Le coordinateur inter-filières et l'animateur filière FREDON MARTINIQUE doivent, en collaboration, réaliser des synthèses issues du traitement statistique des données. Ces synthèses seront utilisées pour l'élaboration d'un bulletin de santé du végétal mensuel.

La CTM demande à l'administrateur et au coordinateur inter-filières de (mettre une x) :

- ☐ citer la source des données.
- ☐ ne pas citer la source des données.

Exceptionnellement et de manière argumentée la structure peut solliciter auprès du CRES un embargo momentané de ses données y compris synthétisées.

La communication sur les organismes de quarantaine reste la prérogative exclusive de l'ONPV: DAAF/SALIM.

Le

Le Président de la Collectivité Territoriale
de Martinique,

Alfred MARIE-JEANNE

RND



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-88-1-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-88-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS DE SON TERRITOIRE AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2020

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trente mille trois cent soixante-quinze euros (30 375 €), soit 45% du budget prévisionnel, est accordée à la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) pour la gestion de six espaces naturels du Conservatoire du littoral sur son territoire, au cours de la période 2016 à 2020.

Cette subvention se répartit comme suit :

- 6 795 € pour l'exercice 2016,
- 5 895 € pour chaque année, des exercices 2017 à 2020.

ARTICLE 2 : Cette somme totale, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937-78, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la CAESM sur présentation des justificatifs financiers et du rapport de gestion des six espaces naturels, correspondant à chaque exercice.

La liquidation est programmée comme suit :

- 12 690 € en crédits de paiement en 2018,
- 5 895 € en crédits de paiement en 2019,
- 5 895 € en crédits de paiement en 2020,
- 5 895 € en crédits de paiement en 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-89-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-89-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT N°2 À LA CONVENTION 12-737-2 PASSÉE AVEC LA SOCIÉTÉ PLUIE ET VIE POUR LE VERSEMENT D'UN ACOMPTE COMPLÉMENTAIRE

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°12-737-1 du 31 mai 2012 portant création de l'aide aux particuliers pour l'installation de systèmes de récupération des eaux de pluie ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1348-1 du 19 juillet 2013 portant évolution du dispositif d'aide régionale à l'acquisition de systèmes de récupération des eaux de pluie (SREP) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la convention n°12-737-2 et son avenant n°1 relatifs à la pose de Système de Récupération des Eaux de Pluie (SREP) par PLUIE ET VIE ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 26 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant n°2 à la convention n°12-737-2 conclue avec la société Pluie et Vie, ayant pour objet de modifier les conditions de versement de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, notamment ledit avenant n°2.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018. /



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

YVES MONPLAISIR



Annexe à la délibération n°18-89-1



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION N°12-737-2
RELATIVE AUX MODALITES DE FINANCEMENT DE LA POSE
DE SYSTEMES DE RECUPERATION DES EAUX DE PLUIE
PAR LA SOCIETE PLUIE ET VIE**

Entre, d'une part :

La Collectivité Territoriale de Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par les délibérations n° 12-737-1 du 31 mai 2012 et n° 13-1348-1 du 19 juillet 2013 du Conseil Régional et l'arrêté délibéré n° 18-XXX du Conseil Exécutif du 08 mars 2018 ;

Désignée ci-après par "la CTM"

Et, d'autre part :

La Société PLUIE ET VIE

Siège social : Chemin Maduva - Habitation Durocher

97 232 LE LAMENTIN

N° SIRET : 504 694 639 000 15 - Code APE : 3600 Z

représentée par Monsieur ,
agissant en qualité de Gérant,

Désignée ci-après par "le bénéficiaire"

- Vu la délibération n° 12-737-1 du 31 mai 2012 portant création de l'aide aux particuliers pour l'installation de systèmes de récupération des eaux de pluie ;

- Vu la délibération n° 13-1348-1 du 19 juillet 2013 portant évolution du dispositif d'aide régionale à l'acquisition de systèmes de récupération des eaux de pluie (SREP) ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- Vu la convention n° 12-737-2 et son avenant n° 1 relatifs à la pose de SREP par PLUIE ET VIE ;

- Vu l'arrêté délibéré n° 18-XXX du 08 mars 2018 portant avenant n° 2 à la convention 12-737-2 ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de la convention n° 12-737-2 et de son avenant n° 1 relatives aux modalités de versement de l'aide de la Collectivité.

Article 2 DEFINITION DE L'OPERATION

Les articles 3.2 de la convention 12-737-2 et de son avenant n° 1 sont modifiés comme suit :

Conditions de versement de la participation de la REGION Martinique

L'aide territoriale est versée au bénéficiaire de la façon suivante :

- ♦ un acompte remboursable de 16 000 € dès que la convention n° 12-737-2 a été rendue exécutoire, soldé par tranche de 667€;
- ♦ un versement complémentaire remboursable de 50 000€ dès que l'avenant n° 1 a été rendu exécutoire, soldé par tranche de 2 083€;
- ♦ un second versement complémentaire de 400 000€ à signature du présent avenant n° 2, à rembourser par tranche de 50 000€ sur les versements ultérieurs ;
- ♦ des versements sur présentation des factures ;
- ♦ le solde sera effectué en cas de radiation du bénéficiaire ou de fin du dispositif, en déduisant le solde du second versement complémentaire restant éventuellement à rembourser.

Article 3 AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et dispositions de la convention n° 12-737-2 et de son avenant n° 1, non visés par le présent avenant, demeurent inchangés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 4 VALIDITE

Le présent avenant entrera en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire par la CTM et demeure en vigueur jusqu'en cas de radiation du bénéficiaire ou de fin du dispositif.

Fait en deux exemplaires originaux,
à Fort-de-France, le

Pour le "bénéficiaire",

Pour la "CTM",



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-90-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-90-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF) POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS EN FAVEUR DE L'ACCUEIL DU PUBLIC ET DE LA SYLVICULTURE EN MILIEUX FORESTIERS ET NATURELS AU TITRE DES EXERCICES 2017 ET 2018

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, notamment son article 2 II ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec l'Office National des Forêts (ONF) d'un montant total de deux millions quatre cent vingt mille huit cent cinquante-six euros vingt-cinq centimes (2 420 856,25 €) couvrant les interventions de l'ONF en milieux forestiers et naturels, au titre des exercices 2017 et 2018.

Ce montant est réparti comme suit :

Maitrise d'ouvrage	Travaux réalisés par	Total € HT	Part CTM	Part ONF
ETAT/ONF	ONF	2 152 106,25	1 721 685	430 421,25
CTM	ONF	268 750	215 000	53 750
TOTAUX		2 420 856,25	1 936 685	484 171,25

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) transfère la maîtrise d'ouvrage de ses travaux à l'ONF, excepté l'entretien des routes forestières en forêt territoriale.

L'ONF est ainsi autorisé, pour les travaux visés, à intervenir, pendant la durée de ladite convention, sur le patrimoine concerné de la collectivité.

ARTICLE 3 : La contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à la mise en œuvre de ce programme, soit 1 936 685 €, est engagée en autorisation d'engagement et en autorisation de programme et imputée aux chapitres 937 et 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les modalités de versement de cette somme sont précisées par la convention de co-maîtrise d'ouvrage CTM / ONF.

La liquidation est programmée comme suit :

- 968 342,50 € en crédit de paiement 2018
- 968 342,50 € en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité .

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180403-18-91-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-91-1

PORTANT OCTROI DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU CONSERVATOIRE BOTANIQUE DE MARTINIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES PROGRAMMES D'ACTIVITES 2017 ET 2018

L'An deux mille dix-huit, le trois avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Johnny HAJJAR), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON) Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont attribuées au conservatoire botanique de Martinique (CBMq) pour la mise en œuvre de ses programmes d'activités 2017 et 2018 en fonctionnement, les subventions mentionnées ci-dessous :

- Cinquante mille euros (50 000 €) pour 2017,
- Cinquante mille euros (50 000 €) pour 2018.

ARTICLE 2 : Les dépenses mentionnées à l'article 1, engagées en autorisation d'engagement, seront imputées au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au CBMq selon les modalités fixées par convention.

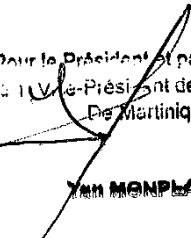
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.



ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.


Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
YANN MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-92-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-92-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION « LA MAISON DU SOLEIL » POUR LA CRÉATION D'UN LIEU DE VIE ET D'ACCUEIL POUR MINEURS CONFIÉS AU SERVICE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE AU LORRAIN

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n°02305 du 07 août 2015 de la Présidente du Conseil Général de Martinique portant autorisation de création d'un lieu de vie et d'accueil pour mineurs confiés au service de l'aide sociale à l'enfance sur le territoire Nord de la Martinique par l'association « La Maison du Soleil » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu les demandes de subventions formulées par l'association « La Maison du Soleil » pour l'accompagnement des programmes d'investissements du lieu de vie et d'accueil dénommé « La Passerelle » ;

Considérant les termes de l'appel à projet n° PCG 14-02 du 26 juin 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et actions de prévention, PMI, ASE le 19 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances-programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) à l'Association « La Maison du Soleil » pour accompagner la mise en service du lieu de vie et d'accueil pour mineurs confiés au service de l'aide sociale à l'enfance dénommé «La Passerelle», au quartier Morne-Capot sur le territoire de la commune du Lorrain.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % à la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives (les factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable, le rapport final de réalisation des opérations financées.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
Du Martinique

Yan MONPLAISIR


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-92-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

L'ASSOCIATION «LA MAISON DU SOLEIL »
Gestionnaire du Lieu de Vie et d'Accueil pour mineurs confiés
au service de l'Aide Sociale à l'Enfance
« LA PASSERELLE »
Représentée par sa Présidente

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;*
- Vu la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;*
- Vu l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;*
- Vu le Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;*
- Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;*
- Vu la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales portant notamment sur le devoir de contrôle de la collectivité territoriale (article L.1611-4) ;*
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*
- Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- Vu l'arrêté n°02305 du 07 août 2015 de la Présidente du Conseil Général portant autorisation de création d'un Lieu de Vie et d'Accueil pour mineurs confiés au service de l'Aide Sociale à l'Enfance sur le territoire Nord de la Martinique par l'association « La Maison du Soleil» ;*
- Vu les demandes de subventions formulées par l'association « La Maison du Soleil » pour l'accompagnement des programmes d'investissements du Lieu de Vie et d'Accueil dénommé « La Passerelle » ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° XXX du XXX 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant XXX euros (XXXX €) à l'association « La Maison du Soleil » pour le financement partiel des opérations d'investissements et d'équipement pour la mise en service du Lieu de Vie et d'Accueil dénommé « La Passerelle » ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé
une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment
habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date
du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA MAISON DU SOLEIL »

Gestionnaire Lieu de Vie et d'Accueil « **LA PASSERELLE** »

28, Lotissement Ixora - Habitation Volcart

97228 SAINTE-LUCE

Représentée par sa Présidente, **Madame**

B

N° Siret : 522 480 516 00015

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs notamment en matière de placement en institution, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions d'hébergement du public accueilli.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'association «LA MAISON DU SOLEIL» pour la mise en service d'un Lieu de Vie et d'Accueil de mineurs confiés au service de l'Aide Sociale à l'Enfance, dénommé « LA PASSERELLE ».

Les opérations visées par cet accompagnement sont les suivantes :

- *Travaux de rénovation de la villa d'implantation du lieu de vie ;*
- *Acquisition de matériels et équipements divers ;*
- *Installation d'une clôture et d'une barrière sécurisée.*

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation des actions aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une aide financière d'un montant de 50 000 €.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association LA MAISON DU SOLEIL

L'association LA MAISON DU SOLEIL doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation des opérations d'investissement pour la mise en service du Lieu de Vie « LA PASSERELLE » par l'attribution d'une subvention à l'association « LA MAISON DU SOLEIL ».

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer l'aide, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale **de 2 ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir les opérations d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **50 000 €** (*cinquante mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties ;
- **le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- les factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable ;
- le rapport final de réalisation des opérations financées.

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'association La Maison du Soleil devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7- RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

La Présidente de l'association
« LA MAISON DU SOLEIL » gestionnaire
du Lieu de Vie et d'Accueil pour mineurs
« LA PASSERELLE »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-93-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-93-1

PORTANT FINANCEMENT DU PARC NATUREL DE LA MARTINIQUE POUR LA POURSUITE DU PROJET D'INSCRIPTION DES « AIRES FORESTIÈRES ET VOLCANIQUES DE LA MONTAGNE PELÉE ET DES PITONS DU NORD » AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO (2016, 2017 ET 2018) PARTIELLEMENT PAR RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE PAR DÉLIBÉRATION N°15-353-1

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-353-1 du 10 mars 2015 portant octroi d'une subvention au Parc Naturel Régional de la Martinique (PNRM) pour la réalisation du programme LIFE+ « Gestion concertée des usages de la nature patrimoniale de la Martinique » (2015 – 2020) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances-programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une participation territoriale d'un montant de trois cent soixante-quinze mille euros (375 000 €) est accordée au Parc Naturel de la Martinique pour la poursuite du projet d'inscription des « Aires forestières et volcaniques de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique » au Patrimoine mondial de l'UNESCO, pour les exercices 2016, 2017 et 2018.

Cette somme est répartie comme suit :

- 300 000 € accordés au projet LIFE+ GESTE, par délibération n°15-353-1 susvisée, sont réaffectés aux années 2016 et 2017 du projet UNESCO (soit 190 000 € en 2016 et 110 000 € en 2017), et
- 75 000 € en 2018.




ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-93-1



**CONVENTION DE PARTENARIAT 2016-2017-2018 POUR LA
POURSUITE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE
D'INSCRIPTION DES
« AIRES VOLCANIQUES ET FORESTIERES DE LA
MONTAGNE PELEE ET DES PITONS DU NORD DE LA
MARTINIQUE »
AU PATRIMOINE MONDIAL UNESCO**

Parties contractantes

La présente Convention est conclue :

Entre

La **Collectivité Territoriale de Martinique**, sise Rue Gaston Defferre, Cluny, CS 30137, à Fort-de-France, représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
désignée ci-après par la « CTM »

Et

Le **Syndicat Mixte du Parc Naturel de la Martinique**, sis Annexe Montsigny, avenue des Canéficiers, boulevard Sainte-Catherine, BP 437, à Fort-de-France, représenté par son Président, Monsieur Louis BOUTRIN,
désigné ci-après le « PNM »

Après avoir exposé que :

Vu la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO, le 16 novembre 1972, ratifiée par la France en 1975 ;

Vu le plan d'action stratégique de la région Caraïbe du Comité du patrimoine mondial adopté le 28 novembre 2014 à la Havane ;

Vu la lettre de mission de maîtrise d'ouvrage déléguée de la procédure UNESCO entre la Collectivité régionale et le Parc Naturel de la Martinique en date du 9 juillet 2014 ;

Vu le plan d'action stratégique de la région Europe du Comité du patrimoine mondial adopté au mois de juillet 2015 par le comité du patrimoine mondial ;

Vu la délibération n° 18-XX-1 de l'Assemblée de Martinique en date du xx 2018 ;

Vu la Convention-cadre entre la CTM, la DEAL Martinique et le Parc Naturel de la Martinique, en date du 7 octobre 2016.

Et en préambule que :

Le député Alfred MARIE-JEANNE a proposé l'inscription en 2010, d'une partie de la Martinique, en tant que bien naturel, sur la liste indicative française du patrimoine mondial de l'UNESCO (soit l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture). Le 9 janvier 2014, le Comité National des Biens Français du Patrimoine Mondial (CNBFPM) a émis un avis favorable à l'inscription du bien « Aires volcaniques et forestières de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique » sur la liste indicative de la France.

Soumettre à l'UNESCO, la candidature de la Martinique pour le classement au Patrimoine de l'Humanité des aires volcaniques et forestières du Nord de la Martinique, est une démarche qui s'inscrit dans une dynamique de développement durable mais aussi de promotion et d'attractivité du territoire.

Cette démarche du Parc naturel de la Martinique est légitimée par sa nouvelle charte, approuvée par décret du 23 octobre 2012, renouvelant le classement du Parc Naturel pour une période de 12 ans.

L'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO est une démarche qui s'étend généralement sur plusieurs années en raison de la complexité d'élaboration du dossier de candidature.

Le dossier de candidature se compose comme suit :

- d'un **dossier scientifique extrêmement** argumenté et faisant la démonstration que le bien proposé à l'inscription dispose d'une valeur universelle exceptionnelle. Cela suppose la mise en place de consultations scientifiques sous forme de rencontres, séminaires, colloques, consultations directes...etc.
- ce dossier est accompagné d'un **plan de gestion du bien proposé** susceptible d'apporter la preuve que toutes les dispositions sont prises pour la transmission du bien aux générations futures et pour sa valorisation. Ce plan de gestion doit être déjà mis en œuvre depuis au moins deux ans au moment de la soumission de la candidature au Comité de l'Unesco.
- le plan de gestion est accompagné d'un **dossier de mobilisation** démontrant comment l'ensemble de la population, des organisations civiles et des institutions locales s'est investi dans la définition du bien et dans sa préservation. Ce qui suppose que de nombreuses actions de mobilisation et de vulgarisation aient été mises en œuvre au moment de la demande d'inscription (manifestations publiques, colloques, travaux scolaires, publications, soutiens internationaux...)

Le projet a débuté en 2015. Pour les exercices 2016, 2017 et 2018, l'important est notamment de :

- mener à bien les étapes et la mobilisation autour de ce projet ;
- réaliser un colloque international afin de définir le périmètre du bien ;
- réaliser la DVUE (validée en octobre 2016) et le projet de territoire ;
- faire réaliser les études complémentaires ;
- assurer la logistique nécessaire à la mise en œuvre de cette opération.

Cette procédure a été réestimée à 990 000 euros, somme répartie de 2015 à 2019, selon le tableau en annexe.

Le plan de financement révisé pour la réalisation de ce projet est le suivant :

Plan de financement pluriannuel - Inscription de la Martinique au Patrimoine mondial "UNESCO"							
Cofinancement (€)	2015	2016	2017	2018	2019	Total	Part en %
Europe (FEDER)	-	-	-	100 000	100 000	200 000	20 %
Région (CTM à partir de 2016)	150 000	190 000	110 000	75 000	77 000	602 000	61 %
Etat (DEAL)	20 000	20 000	20 000	20 000	18 000	98 000	10 %
SM PNM	-	-	30 000	30 000	30 000	90 000	9 %
Total (TTC)	170 000	210 000	160 000	225 000	225 000	990 000	100%

Chaque année, le PNM fera parvenir à la Collectivité, en plus d'un rapport d'activités pour l'année antérieure, une demande de financement annuel pour la mise en œuvre de cette opération et un bilan financier justifiant de la bonne utilisation des sommes programmées annuellement, jusqu'à l'obtention du label.

Il est arrêté et convenu les dispositions suivantes :

Article 1 OBJET

Le PNM, en appui de la collectivité Territoriale de Martinique, assure comme précisé en sus, le portage de la procédure d'inscription de la Martinique au patrimoine mondial de l'UNESCO.

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités de suivi technique et administratif de la procédure ;
- fixer le montant, les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention territoriale allouée au PNM pour la poursuite de la mise en œuvre de cette procédure pour les années 2016, 2017 et 2018.

Article 2 MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

2.1 Montant de la subvention

Une subvention d'un montant total de 375 000 € est accordée au PNM comme suit :

- 190 000 € au titre de l'année 2016,
- 110 000 € au titre de l'année 2017,
- 75 000 € au titre de l'année 2018.

2.2 Modalités de versement de la subvention

Pour l'application de la présente convention, les montants fixés à l'article 2.1 seront versés par la CTM au PNM de la façon suivante :

- Pour l'année 2016

La subvention de 190 000 € sera versée à 100%, une fois la convention rendue exécutoire et sur présentation des justificatifs attestant de la réalisation des actions de la procédure (rapport d'activités 2016 + état récapitulatif de dépenses certifiés par le comptable public, accompagnés des factures).

➤ Pour l'année 2017

La subvention de 110 000 € sera versée à 100%, sur présentation des justificatifs attestant de la réalisation des actions de la procédure (rapport d'activités 2017 + état récapitulatif de dépenses certifiés par le comptable public, accompagnés des factures).

➤ Pour l'année 2018

La subvention de 75 000 € sera versée à 100%, sur présentation des justificatifs attestant de la réalisation des actions de la procédure (rapport d'activités 2018 + état récapitulatif de dépenses certifiés par le comptable public, accompagnés des factures).

La CTM se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

TRESORERIE MUNICIPALE DE FORT-DE-FRANCE	Centre des Finances Publiques de Cluny BP 677 - 97204 FORT-DE-FRANCE CEDEX
RIB	30001 00064 3D630000000 56
IBAN	FR67 3000 1000 643D 6300 0000 056
BIC	BDFEFRPPCCT
BENEFICIAIRE FINAL	SYNDICAT MIXTE DU PNM

Article 3 SUIVI

Afin de permettre à la CTM de suivre le déroulement de l'ensemble des actions menées, le PNM devra lui remettre un exemplaire, en formats papier et numérique, de chacun des documents produits (études, supports de communication, supports pédagogiques...).

Article 4 VALIDITE

4.1 Entrée en vigueur

La présente convention revêtue du saut du contrôle de légalité entrera en vigueur à compter de la date de sa notification au Syndicat mixte du PNM par la CTM.

4.2 Durée de la convention

La présente convention couvre une période de trois ans.
En aucun cas, elle ne pourra être renouvelée par tacite reconduction.

Elle demeurera néanmoins en vigueur jusqu'à la remise de l'ensemble des documents nécessaires à la clôture comptable des actions prévues pour les années 2016, 2017 et 2018.

A l'expiration de cette période, en l'absence de tout avenant et pour autant que les actions ne soient pas achevées, tout montant restant dû au PNM ne sera plus exigible.

Article 5 DIFFUSION ET PUBLICITE

Le PNM s'engage à faire état de la participation de la CTM à l'occasion de toute publicité, toute manifestation publique, tout document technique ou d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation et les résultats des actions envisagées.

Article 6 CONTROLE

La CTM se réserve le droit de faire procéder au contrôle à tout moment, sur pièces et sur place, de l'utilisation des fonds par toute personne dûment mandatée à cet effet par le Président du Conseil exécutif de Martinique.

Article 7 RESILIATION

En cas de manquement du PNM à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM se réserve la possibilité de résilier celle-ci, sans indemnité pour le PNM, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa date d'envoi.

De ce fait, le PNM ne pourra plus dès lors prétendre à un quelconque versement par la CTM qui se réserve alors le droit d'exiger de lui le remboursement des sommes déjà perçues.

Article 8 DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires originaux,
à Fort-de-France, le

**Le Président du
Syndicat mixte du PNM**

**Le Président du Conseil exécutif
de la CTM**

ANNEXE

INSCRIPTION AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

BUDGET PREVISIONNEL 2015

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC
Charges salariales Chef de projet et pôle scientifique	25 000	25 000
Charges salariales pôle mobilisation	25 000	25 000
Charges salariales pôle plan de gestion	mise à disposition DEAL	
AMO	30 000	30 000
Vacations, prestations	4 608	5 000
Véhicule	5 000	5 000
charges fixes (location, informatique, téléphonie)	9 217	5 000
Déplacements	4 608	5 000
Colloque octobre 2015	46 083	50 000
Communication	4 608	5 000
Matériel	4 608	5 000
Divers	10 000	10 000
TOTAL	168 733	170 000

BUDGET PREVISIONNEL 2016

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC
Charges salariales Chef de projet et pôle scientifique	60 000	60 000
Charges salariales pôle mobilisation	60 000	60 000
Charges salariales pôle plan de gestion	mise à disposition DEAL	
AMO	36 866	40 000
Vacations, prestations	9 217	10 000
Véhicule	10 000	10 000
charges fixes (location, informatique, téléphonie)	5 000	5 000
déplacements	9 217	10 000
communication	5 000	5 000
matériel	5 000	5 000
divers	5 000	5 000
TOTAL	205 300	210 000

BUDGET PREVISIONNEL 2017

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC
Charges salariales Chef de projet et pôle scientifique	55 000	55 000
Charges salariales pôle mobilisation	55 000	55 000
Charges salariales pôle plan de gestion	mise à disposition DEAL	
AMO	9 217	10 000
Vacations, prestations	922	1 000
Véhicule	2 000	2 000
charges fixes (location, informatique, téléphonie)	2 000	2 000
déplacements	4 608	5 000
communication	4 608	5 000
matériel	5 000	5 000
Atelier scientifique	20 000	20 000
TOTAL	158 355	160 000

BUDGET PREVISIONNEL 2018

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC
Charges salariales Chef de projet et pôle scientifique	55 000	55 000
Charges salariales pôle mobilisation	55 000	55 000
Charges salariales pôle plan de gestion	mise à disposition DEAL	
Vacations, prestations	4 147	4 500
Véhicule	4 500	4 500
charges fixes (location, informatique, téléphonie)	20 000	20 000
déplacements	9 217	10 000
Communication	9 217	10 000
Mise en œuvre du plan de gestion	46 083	50 000
matériel	5 526	6 000
divers	10 000	10 000
TOTAL	218 690	225 000

BUDGET PREVISIONNEL 2019

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT	Montant prévisionnel TTC
Charges salariales Chef de projet et pôle scientifique	55 000	55 000
Charges salariales pôle mobilisation	55 000	55 000
Charges salariales pôle plan de gestion	mise à disposition DEAL	
Vacations, prestations	4 147	4 500
Véhicule	4 500	4 500
charges fixes (location, informatique, téléphonie)	20 000	20 000
déplacements	9 217	10 000
Communication	9 217	10 000
Mise en œuvre du plan de gestion	46 083	50 000
matériel	5 526	6 000
divers	10 000	10 000
TOTAL	218 690	225 000

MONTANT TOTAL DE L'OPERATION		990 000
-------------------------------------	--	----------------



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-94-1-DE
Date de télétransmission : 03/05/2018
Date de réception préfecture : 03/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-94-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 934 785,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX (LLTS) RESIDENCE « LES DAMES 3 FLOREAL » À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la SIMAR et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 1 934 785,00 €, pour la construction de 42 logements locatifs très sociaux (LLTS) résidence Les Dames 3, quartier Floréal sur le territoire de la Ville de Fort-de-France;

Vu le contrat de prêt N°71422 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de sept cent soixante treize mille neuf cent quatorze euros (773 914,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 1 934 785,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 71422, destiné à la construction de 42 logements sociaux (LLTS), résidence Les Dames 3 Floréal, sur le territoire de la Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°18-94-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 71422

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Prêt - Procès V2.3.10 mise 123
Contrat de prêt n° 71422 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROJET-PROJON V2.3.10 - Pages 2/23
Contrat de prêt n° 7422 Emprunteur n° 000220174

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0000-PR0000 V23-10 page 3/23
Contrat de prêt n° 71422 Emprunteur n° 00023074

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Les Dames III, Parc social public, Construction de 42 logements situés Residence des Dames 3 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million neuf-cent-trente-quatre mille sept-cent-quatre-vingt-cinq euros (1 934 785,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million cinq-cent-cinquante-trois mille soixante-dix-sept euros (1 553 077,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-un mille sept-cent-huit euros (381 708,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

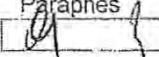
Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

RECETO-PR000010 YC13.10 01/04/2018
Contrat de prêt n° 71622 Emprunteur n° 000220074

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX -
4/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW/1 Index> à <FRSW/50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
5/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des Informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

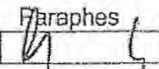
La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique ; la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 15/02/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
8/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

À la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

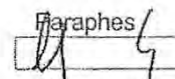
En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

JARRY CEDEX - 9/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	
Enveloppe	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5197571	5197572	
Montant de la Ligne du Prêt	1 553 077 €	381 708 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	0,55 %	0,55 %	
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	
Phase de préfinancement			
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	
Phase d'amortissement			
Durée	40 ans	50 ans	
Index	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRÉLIM-PROCED-V2.3.10 page 10/23
Contrat de prêt N° 71422 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

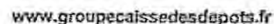
A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V2.1.0 page 11/23
Contrat de prêt n° 71422 Emprunteur n° 630230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/23



PROJETO-PROXIMA V2.3.10 page 12/23
Control de prod n° 71422 Emprestador n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 12/23

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits Intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
13/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

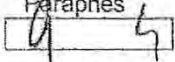
Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

JARRY CEDEX -
14/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDÉX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
15/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
16/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

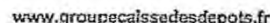
Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0010-PRODUSILV2-310, page 17/23
Contrat de prêt n° 71422-Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 17/23

Paraphes



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des Intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

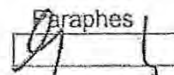
En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;

Paraphes

JARRY CEDEX -
19/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PR0300-PR0304 V2.3.10 04/04 2017
Contrat de prêt n° 71422 Emprunteur n° 00203074.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

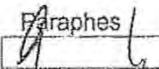
L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0390-PR03901V2.315 Page 21/23
Contrat de prêt n° 71422 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

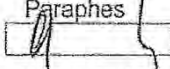
Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0006-PR0008 V1.10 Page 22/23
Contrat de prêt n° 7422 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

22/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21 NOV. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : MOUNOUCHEY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 17 novembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

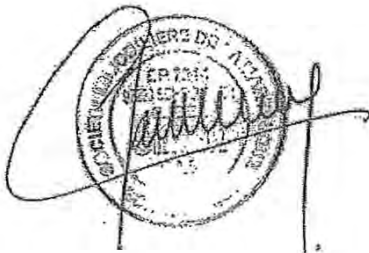
Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

HUBERT ROCHE

Directeur territorial

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°18-94-1
REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du 2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 934 785,00 € plus les intérêts, constitué de 2 lignes de prêt, remboursable en 40 années et 50 années, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 42 logements sociaux (LLTS) résidence « Les Dames 3 Floréal » sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION NEUF CENT TRENTE QUATRE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT CINQ EUROS (1 934 785,00 €) destiné à la construction de 42 logements sociaux (LLTS), résidence Les Dames 3 Floréal, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 18- du 2018 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION FONCIER)
Montant	1 553 077 €	381 708 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-95-1-DE
Date de télétransmission : 03/05/2018
Date de réception préfecture : 03/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-95-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 134 225,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS SOCIAUX (21 LLS ET 10 LLTS) RUE DES MELONS À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la SIMAR et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 3 134 225,00 €, pour la construction de 31 logements sociaux (dont 21 LLS et 10 LLTS) rue des Melons sur le territoire de la Ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°71471 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million cinq cent soixante sept mille cent douze euros cinquante centimes (1 567 112,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 3 134 225,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 71471, destiné à la construction de 31 logements sociaux (21 LLS et 10 LLTS), rue des Melons, sur le territoire de la Ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°18-95-1



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 71471

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO090-PRO098 V2.3.10 page 1/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PRO250-PRO253 V2.3.10 page 3/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération C.I BOURG EST, Parc social public, Construction de 31 logements situés rue des melons 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cent-trente-quatre mille deux-cent-vingt-cinq euros (3 134 225,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de six-cent-cinquante-six mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept euros et vingt-trois centimes (656 497,23 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-soixante-seize mille cinq-cent-vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (176 529,56 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million huit-cent-quatre-vingt-onze mille cent-quatre-vingt-sept euros et six centimes (1 891 187,06 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-dix mille onze euros et quinze centimes (410 011,15 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

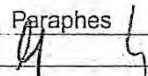
ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PROCES-PR008 V2.3.10 page 4/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/24

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/24

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/02/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/24

GROUPE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

PR0000-PR0000 V2.3.10 page 1024
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5210572	5210571	5210574	5210573
Montant de la Ligne du Prêt	656 497,23 €	176 529,56 €	1 891 187,06 €	410 011,15 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRO050-PRO050 V2.3.10 page 11/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PRUSO-PROG008 V2.3.10 Page 12/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
12/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PRO090-PR0008 V2.3.10 page 13/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes /

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
14/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PROCEDURE-PRONUM V2 3.10 page 18/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000220474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PRO030-PR03034 V2.3.10 page 20/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/24

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

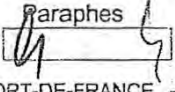
ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

22/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

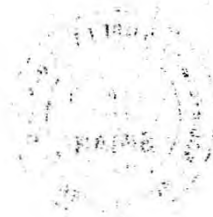
ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.



PROGEO-PROGEO V2.1.10 page 23/24
Contrat de prêt n° 71471 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes /

23/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21 NOV. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : MOUHOUCY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 17 NOVEMBRE 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

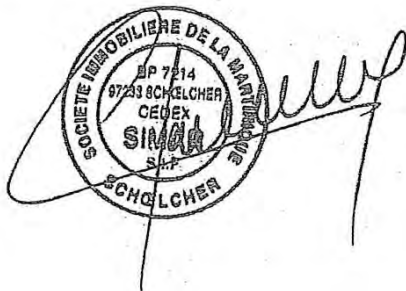
Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur Territorial

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°18-95-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du 2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 134 225,00 € plus les intérêts, constitué de 4 lignes de prêt, remboursable en 40 années et 50 années, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 31 logements sociaux (21 LLS et 10 LLTS) rue des Melons sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS CENT TRENTE QUATRE MILLE DEUX CENT VING CINQ EUROS (3 134 225,00 €) destiné à la construction de 31 logements sociaux (21 LLS et 10LLTS), rue des Melons, sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 18- du 2018 :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
	(PRÊT LOCATIF AIDE d'INTEGRATION)	(PRÊT LOCATIF AIDE d'INTEGRATION)	(PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	(PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	656 497,23	176 529,56	1 891 187,06 €	410 011,15 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A - 0,2%	Taux du Livret A - 0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-96-1-DE
Date de télétransmission : 03/05/2018
Date de réception préfecture : 03/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-96-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 026 652,10 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (21 LLS ET 9 LLTS) AU QUARTIER DESFORT À TRINITÉ

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la SIMAR et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 3 026 652,10 €, pour la construction de 30 logements sociaux (21 LLS et 9 LLTS) au quartier Desfort sur le territoire de la Ville de Trinité ;

Vu le contrat de prêt N°72133 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million cinq cent treize mille trois cent vingt six euros cinq centimes (1 513 326,05 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 3 026 652,10 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 72133, destiné à la construction de 30 logements sociaux (dont 21 LLS et 9 LLTS), au quartier Desfort, sur le territoire de la Ville de Trinité.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°18-96-1



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 72133

Entre

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0050-PR0068 V2.3.10 page 1/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

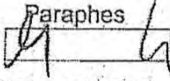
Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0090-PR0000-V2110 page 2/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR000-PR000 V2.1.0 588A 32/4
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
3/24

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération C.I TRINITE DESFORT CN 30 LOGTS, Parc social public, Construction de 30 logements situés Quartier DESFORT 97220 TRINITE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions vingt-six mille six-cent-cinquante-deux euros et dix centimes (3 026 652,10 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-seize mille quatre-cent-quarante-cinq euros et soixante-quatre centimes (596 445,64 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quarante-deux mille huit-cent-dix-sept euros et un centime (142 817,01 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million neuf-cent-douze mille quatre-cent-quatre-vingts euros et cinq centimes (1 912 480,05 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-quatorze mille neuf-cent-neuf euros et quarante centimes (374 909,40 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0000-FR0000-V2-110 page 4/24
Contrat du prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes /

PROCEP-PROCEP V2 1310 page 5/24
Contrat de prêt n° 22133 Emprunteur n° 00030474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

PRO001-PR003 V2 3.10 page 7/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 7/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 28/02/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE

9/24



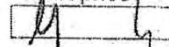
www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

PROCES-VERBAUX V2 2.10 page 1024
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230074

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



10/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5206460	5206457	5206458	5206459
Montant de la Ligne du Prêt	596 445,64 €	142 817,01 €	1 912 480,05 €	374 909,4 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRC083-PRC083 V2.3.10 page 11/24
Central du 01 72 133 133 - Enjeu n° 000220474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCEDE-PRODIGE 2.3.10, page 12/24
Contrat de prêt n° 72213 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PRO090-PR008 V23.10 page 13/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
13/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est Inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits Intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR030-PR030-V2.3.10 page 14/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
14/24

GROUPE



www.groupecaisseadesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

PRO330-PRO336 V2.1.10 page 19/24
Contrat de prêt n° 12113 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
15/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PROJEU-PROJEU V2.1.10 page 17/24
Contrat de prêt n° 72433 Emprunteur n° 002230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

17/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE LA TRINITE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0092-PROCES V2.13.10, annex 18/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000233474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
18/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

PR0209-FR0008B-V23.10 page 19/24
Contrat de prêt n° 721133 Emprunteur n° 002230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
19/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;

PER090-PR0609 V2.1.10 09/07/2024
Contrat de prêt n° 172133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PRO20-PRO209 V2.110 page 21/24
Caractéristiques du prêt n° 00030914

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisseledesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PROCES-VERBAL V2310 page 22/24
Contrat de prêt n° 72113 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 64 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

22/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.



PR0090-PR0098 V2.1.10 page 23/24
Contrat de prêt n° 72133 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
23/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 04 DEC. 2017

Pour l'Emprunteur,

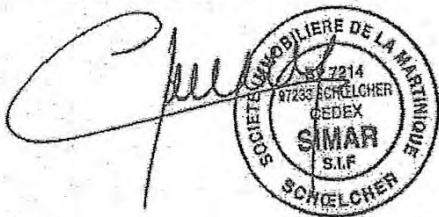
Civilité : M.

Nom / Prénom : MOUNOUCHEY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 30 novembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur Territorial

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°18-96-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18 du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 4 lignes de prêt, d'un montant total en capital de 3 026 652,10 € plus les intérêts, remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 30 logements sociaux quartier Desfort sur le territoire de la ville de Trinité.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS VINGT SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET DIX CENTIMES (3 026 652,10 €) destiné aux travaux de construction de 21 LLS et 9 LLTS quartier Desfort, sur le territoire de la ville de Trinité.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 18- :

Ligne du prêt	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
	596 445,64 €	142 817,01 €	1 912 480,05 €	374 909,4 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A - 0,2%	Taux du Livret A - 0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-97-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-97-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 50 % DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 13 785 296,00 € DESTINÉS À L'ACQUISITION EN VEFA DE 112 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 78 LLS ET 34 LLTS « RÉSIDENCE LES CYCLADES » HABITATION GRANDE SAVANE, VILLE DE DUCOS

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle de quatre emprunts d'un montant total de 13 785 296,00 € pour l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « résidence Les Cyclades » au lieudit Habitation Grande Savane, ville de Ducos ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de six millions huit cent quatre vingt douze mille six cent quarante huit euros (6 892 648,00 €) représentant 50 % d'un emprunt d'un montant total de 13 785 296,00 € souscrit par la SEMSAMAR auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de quatre lignes est destiné à financer l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « résidence Les Cyclades », au lieudit Habitation Grande Savane sur le territoire de la ville de Ducos.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques financières des prêts sont les suivantes:

Ligne du prêt : Montant :	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) 2 902 397,00 €	PLAI FONCIER (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) 1 028 745,00 €	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) 7 881 776,00 €	PLUS FONCIER (Prêt Locatif à Usage Social) 1 972 378,00 €
- Durée de la phase de préfinancement:	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt -0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts
Modalité de révision	«Double révisabilité» (DR)	«Double révisabilité» (DR)	«Double révisabilité» (DR)	«Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 3 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.


ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-97-1



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-97-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) représentée par M.....
dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMSAMAR en date du
.....

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 13 785 296,00 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « résidence Les Cyclades » Habitation Grande Savane, sur le territoire de la ville de Ducos.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS (13 785 296,00 €) destiné au financement de l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux (dont 78 LLS et 34 LLTS) au lieudit « résidence les Cyclades », Habitation Grande Savane sur le territoire de la ville de Ducos.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n°18- du :

Ligne du prêt :	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	PLAI FONCIER (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)	PLUS FONCIER (Prêt Locatif à Usage Social)
Montant :	2 902 397,00	1 028 745,00	7 881 776,00	1 972 378,00
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMSAMAR, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-98-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-98-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 40 % DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 7 346 331,00 € DESTINÉS À L'ACQUISITION EN VEFA DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 42 LLS ET 24 LLTS AU LIEU-DIT « BEAUSÉJOUR », VILLE DE FORT DE FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle de quatre emprunts d'un montant total de 7 346 331,00 € pour l'acquisition en VEFA de 66 logements sociaux au lieu-dit « Beauséjour », ville de Fort de France ;

Vu le contrat de prêt N°72737 en annexe signé entre la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions neuf cent trente huit mille cinq cent trente deux euros quarante centimes (2 938 532,40 €) représentant 40 % d'un emprunt d'un montant total de 7 346 331,00 € souscrit par la SEMSAMAR auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de quatre lignes est destiné à financer l'acquisition en VEFA de 66 logements sociaux au lieu-dit « Beauséjour », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.



ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-98-1



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-98-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception en préfecture : 20/04/2018

CONTRAT DE PRÊT

N° 72737

Entre

SOC COMMUNALE DE ST MARTIN - n° 000202556

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0088 V2.4, page 1/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR

7

1/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOC COMMUNALE DE ST MARTIN, SIREN n°: 333361111, sis(e) IMM DU PORT MARIGOT
97150 ST MARTIN,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOC COMMUNALE DE ST MARTIN** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0050-PR0058 V2.1, page 2/24
Contrat de prêt n° 72137 Emprunteur n° 00020156

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR L

9

2/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO090-FR00024 V2.4, page 3/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202656

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MBR 5

3/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Beauséjour, Parc social public, Acquisition en VEFA de 66 logements situés Route de Jambette 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept millions trois-cent-quarante-six mille trois-cent-trente-et-un euros (7 346 331,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux millions soixante-dix-sept mille neuf-cent-cinquante-deux euros (2 077 952,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-douze mille soixante-et-un euros (592 061,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois millions sept-cent-six mille soixante-deux euros (3 706 062,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de neuf-cent-soixante-dix mille deux-cent-cinquante-six euros (970 256,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PRO000-PRO000 V2.4 Page 4/24
Contrat de prêt n° 72137 Emprunteur n° 00020266

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PPBR

10

4/24

GROUPE



www.groupecaisseadesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

MPBR 6

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/24

11



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
MPBR 6

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR

7/24

13

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 12/03/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes

AM

PRO250-PRO260 V2.4, page 3/24
Contrat de prêt n° 72157 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 8/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Courrier notaire : convocation signature VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR

15

9/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCES-VERBAL V2A, page 10/24
Contrat de prêt n° 7213/ Emprunteur n° 000002553

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
MABR L

A6

10/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5168360	5168361	5168358	5168359
Montant de la Ligne du Prêt	2 077 952 €	592 061 €	3 706 062 €	970 256 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0050-PROD001 V2.4, page 11/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
JPB 4

17

11/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

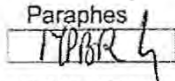
ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V2.4, page 12/24
Contrat de prêt n° 727, Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PRO006-PRO008 V2.4 page 13/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 13/24

Paraphes

NPBR

19



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PRO200-PR0003 V2.1, page 14/24
Contrat de prêt N° 72131 Emprunteur n° 00020252

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
NPBR

14/24

21

GR O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

22

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
15/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

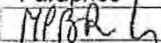
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

93



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/24

24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PROCES-VERBAUX V.1, page 18/24
Contrat de prêt n° 72127 Emprunteur n° 000202566

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR

JARRY CEDEX -
18/24

25

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/24

26

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

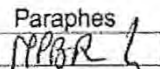
17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PROJEU-PR0001 V2.1 Page 20/24
Contrat de prêt n° 72757 Emprunteur n° 000000000

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/24

27



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PROCE-PR0003 V2.4, page 21/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202553

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes
JARRY CEDEX -
21/24

28

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0000-PR0000 V2.A, page 22/23
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

MPBR - L

22/24

29

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PRO090-PR0008 V2.1, page 23/24
Contrat de prêt n° 72737 Emprunteur n° 000202552

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
23/24

30



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires.

Le, 15 Janvier 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Madame

Nom / Prénom : BERENUS RONANA PAUL-PAUL

Qualité : Directrice générale

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 18 décembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Parc d'activités de la Jaille
97122 BAIE MAHAULT
Tél : 0590 32 36 00 - Fax : 0590 32 36 07

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur Territorial



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-98-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) représentée par M.....
dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMSAMAR en date du
.....

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 7 346 331,00 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 42 LLS et 24 LLTS à Beauséjour, sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de SEPT MILLIONS TROIS CENT QUARANTE SIX MILLE TROIS CENT TRENTE ET UN EUROS (7 346 331,00 €) destiné au financement de l'acquisition en VEFA de 66 logements sociaux (dont 42 LLS et 24 LLTS) au lieudit « Beauséjour », sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n°18-00-0 du :

Ligne du prêt :	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	PLAI FONCIER (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)	PLUS FONCIER (Prêt Locatif à Usage Social)
Montant :	2 077 952,00 €	592 061,00 €	3 706 062,00 €	970 256,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMSAMAR, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



+RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-99-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-99-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 60 % DE DEUX EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 2 136 637,25 € DESTINÉS À LA CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 14 LLS ET 8 LLTS SITUÉS AU CENTRE BOURG - VILLE DU LORRAIN

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle de deux emprunts d'un montant total de 2 136 637,25 € pour la construction de 22 logements sociaux situés au Centre Bourg ville du Lorrain ;

Vu le contrat de prêt N° 70842 en annexe signé entre la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018;
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million deux cent quatre vingt un mille neuf cent quatre vingt deux euros trente cinq centimes (1 281 982,35 €) représentant 60 % d'un emprunt d'un montant total de 2 136 637,25 € souscrit par la SEMSAMAR auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de deux lignes est destiné à financer la construction de 22 logements sociaux situés Centre Bourg sur le territoire de la ville du Lorrain.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-99-1

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-99-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

www.groupecaissedepots.fr

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 70842

Entre

SOC COMMUNALE DE ST MARTIN - n° 000202556

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR000-PRO068 V2.3.10 page 1/24
Contrat de prêt n° 70842 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

[Signature]

7

1/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOC COMMUNALE DE ST MARTIN, SIREN n°: 333361111, sis(e) IMM DU PORT MARIGOT
97150 ST MARTIN,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOC COMMUNALE DE ST MARTIN** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCEDE-PROCES V23.10 page 2/24
Contrat de prêt n° 70612 Emprunteur n° 000000556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/24

8

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO056-PRO068 V2.3.10 page 32/4
Contrat de prêt n° 70842 Emprunteur n° 000202550

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH

9

3/24

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Centre Bourg - LORRAIN, Parc social public, Construction de 22 logements situés Rues Shoelcher, GVN PONTON & J. CLERC 97214 LORRAIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cent-trente-six mille six-cent-trente-sept euros et vingt-cinq centimes (2 136 637,25 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-soixante-dix-huit mille sept-cent-soixante-six euros et cinquante-sept centimes (778 766,57 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-cinquante-sept mille huit-cent-soixante-dix euros et soixante-huit centimes (1 357 870,68 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de forfinité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR000-PRO308 V2.3.19 Page 424
Contrat de prêt n° 70342 Emprunteur n° 000204566

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/24

10

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

PH [Signature]

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/24

11



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

PH *[Signature]*

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/24

12

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

PR0050-PR0055 V23.116 page 7/24
Contrat de prêt n° 70642 Emprunteur n° 000202156

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH

7/24

13

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 03/02/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

PR0006-PR0008 V2.3.10 page 6/24
Contrat de prêt n° 70342 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
8/24

14

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisdesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PRO000-PRO000 V2.3.10 page 873
Contrat de prêt n° 70042 Emprunteur n° 000202556

15

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

PR030-PR030 V2.3.10 page 1024
Contrat de prêt n° 70942 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphea

[Signature]

10/24

16

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5183282	5183284		
Montant de la Ligne du Prêt	778 766,57 €	1 357 870,68 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	38 ans	38 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0000-PR0000-V2.3.10 - page 11/24
Contrat de prêt n° 70042 Engagements n° 002020250

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH

JARRY CEDEX -
11/24

17

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX N° 316 page 12/24
Contrat de prêt n° 70842 Emprunteur n° 000202559

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH

JARRY CEDEX -
12/24

18

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR000-PR000 V23 (0 page 1324
Contrat de prêt n° 10012 Emprunteur n° 000100568

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
13/24

19

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Proddp-EP00068 v2.3.10 page 14/24
Contrat de prêt n° 70042 Emprunteur n° 000702555

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH JARRY

14/24

20

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

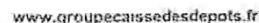
PH JARRY

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/24

21



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

PR0050-PR0068 V2.3.10 pagu 16/24
Control de prêt n° 70342 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/24

Paraphes

16/24

22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

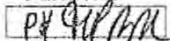
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

PR0000-PR0033A V2.3.10 page 17/24
Contrat de prêt n° 70842 Emprunteur n° 000320550

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 17/24
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00
Collectivités locales	COMMUNE DU LORRAIN	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0000-PR0000-12-3-10 Page 18/24
Contrat de prêt n° 70342 Emprunteur n° 0000000556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH 8/18/24

18/24

24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/24

PR0000-PR0000 V2.3.10 page 11/24
Contrat de prêt n° 10042 Emprunteur n° 000102564

25



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

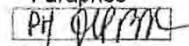
- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;

PR0000-PR0000 v2.3.10 page 20/24
Contrat de prêt n° 70612 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



20/24

26

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PC0050-PR0008 V2.3.10 page 21/24
Contrat de prêt n° 70842 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/24

27

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0000-PR0000 v2.3.10 - page 22/24
Contrat de prêt n° 70042 Emprunteur n° 000200506

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH *[Signature]*

22/24

28

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

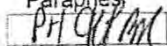
A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0000-PR0008 V2.3.10 page 23/24
Contrat de prêt n° 70892 Emprunteur n° 000205566

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



JARRY CEDEX -
23/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 04/11/17

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Madame

Nom / Prénom : BELENUS ROMANA Javie-Paula

Qualité : Directrice Générale

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 06 NOV. 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : HOFFMANN Pascal

Qualité : Directeur Régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Pascal HOFFMANN

Cachet et Signature :



Parc d'activités de la Jaille

Bâtiment 2

semsemar

97120 BAIE-MAHAULT

Tél : 0590 32 38 00 - Fax : 0590 32 16 67

Cachet et Signature :

Directeur Régional

MODELE DE DELIBERATION DE GARANTIE
(à adapter et non contractuel)

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Séance du conseil régional du / /

Sont présents :

Le conseil régional :

Vu le rapport établi par :

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 4253-1 et L 4253-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 70842 en annexe signé entre : SOC COMMUNALE DE ST MARTIN ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

DELIBERE

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE accorde sa garantie à hauteur de 60,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2136637,25 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 70842 constitué de 2 Ligne(s) du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Certifié exécutoire,

A le

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Cachet et Signature :

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE



Notice d'utilisation
du modèle de délibération de garantie

Afin de faciliter la gestion de votre dossier, un modèle de délibération de garantie est mis à votre disposition pour vous faciliter la formalisation de la délibération de garantie publique de votre prêt.

Ce modèle correspond à une délibération adoptée au vu d'un contrat de prêt signé, lequel devra impérativement être annexé à la délibération dont il fait partie intégrante ; le tout formant la garantie d'emprunt.

Il est pré-rempli des données du contrat de prêt (noms des emprunteurs et garants, numéro du contrat, quotité garantie, montant du prêt, nombre de lignes de prêt) et précise les dispositions à mentionner dans votre délibération de garantie.

Le modèle qui vous est proposé ne peut être signé en l'état.

La délibération de garantie également devra être conforme aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et être exécutoire.

Pour que la délibération soit recevable par la Caisse des Dépôts vous devez respecter le formalisme suivant :

- La délibération de garantie doit être prise pour chaque contrat de prêt.
- Elle doit être rédigée sur le papier à en-tête du garant et ne doit pas contenir le logo de la Caisse des Dépôts.
- La délibération de garantie doit mentionner impérativement le numéro du contrat de prêt.
- Le contrat de prêt signé doit obligatoirement être joint en annexe de la délibération dont il fait partie intégrante.
- La délibération doit faire mention de l'intégralité des dispositions contenues dans le modèle ; elle doit, notamment :
 - o couvrir la durée totale du prêt, en ce compris la durée de préfinancement, jusqu'au remboursement de l'intégralité des sommes dues.
 - o contenir de façon explicite la renonciation par le garant au bénéfice de discussion.
- Elle doit avoir respecté les formalités liées au caractère exécutoire, c'est-à-dire avoir été transmise au contrôle de légalité d'une part et être affichée d'autre part.

Zoom sur le caractère exécutoire des délibérations :

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au caractère exécutoire, la délibération de garantie devra faire l'objet d'une publicité et être transmise au contrôle de légalité.

La justification de l'accomplissement de ces formalités et des dates auxquelles elles ont été effectuées, devront figurer sur la délibération.

La mention de la publicité sera revêtue de la signature de l'exécutif de la collectivité (cachet, identité, fonction) et la transmission au contrôle de légalité sera rapportée par l'idéogramme de télétransmission ou par le cachet dudit service.

A défaut, l'exécutif pourra certifier sous sa responsabilité le caractère exécutoire de ladite délibération en apposant la mention « certifié(e) exécutoire », revêtue de sa signature (cachet, identité, fonction).

MODELE DE DELIBERATION DE GARANTIE
(à adapter et non contractuel)

COMMUNE DU LORRAIN

Séance du conseil Communal du / /

Sont présents :

Le conseil Communal :

Vu le rapport établi par :

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 70842 en annexe signé entre : SOC COMMUNALE DE ST MARTIN ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

DELIBERE

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COMMUNE DU LORRAIN accorde sa garantie à hauteur de 40,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2136637,25 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 70842 constitué de 2 Ligne(s) du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Certifié exécutoire.

A le

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Cachet et Signature :

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE



Notice d'utilisation
du modèle de délibération de garantie

Afin de faciliter la gestion de votre dossier, un **modèle de délibération de garantie** est mis à votre disposition pour vous faciliter la formalisation de la délibération de garantie publique de votre prêt.

Ce modèle correspond à une délibération adoptée au vu d'un contrat de prêt signé, lequel devra impérativement être annexé à la délibération dont il fait partie intégrante ; le tout formant la garantie d'emprunt.

Il est pré-rempli des données du contrat de prêt (noms des emprunteurs et garants, numéro du contrat, quotité garantie, montant du prêt, nombre de lignes de prêt) et précise les dispositions à mentionner dans votre délibération de garantie.

Le modèle qui vous est proposé ne peut être signé en l'état.

La délibération de garantie également devra être conforme aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et être exécutoire.

Pour que la délibération soit recevable par la Caisse des Dépôts vous devez respecter le formalisme suivant :

- La délibération de garantie doit être prise pour chaque contrat de prêt.
- Elle doit être rédigée sur le papier à en-tête du garant et ne doit pas contenir le logo de la Caisse des Dépôts.
- La délibération de garantie doit mentionner impérativement le numéro du contrat de prêt.
- Le contrat de prêt signé doit obligatoirement être joint en annexe de la délibération dont il fait partie intégrante.
- La délibération doit faire mention de l'intégralité des dispositions contenues dans le modèle ; elle doit, notamment :
 - o couvrir la durée totale du prêt, en ce compris la durée de préfinancement, jusqu'au remboursement de l'intégralité des sommes dues.
 - o contenir de façon explicite la renonciation par le garant au bénéfice de discussion.
- Elle doit avoir respecté les formalités liées au caractère exécutoire, c'est-à-dire avoir été transmise au contrôle de légalité d'une part et être affichée d'autre part.

Zoom sur le caractère exécutoire des délibérations :

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au caractère exécutoire, la délibération de garantie devra faire l'objet d'une publicité et être transmise au contrôle de légalité.

La justification de l'accomplissement de ces formalités et des dates auxquelles elles ont été effectuées, devront figurer sur la délibération.

La mention de la publicité sera revêtue de la signature de l'exécutif de la collectivité (cachet, identité, fonction) et la transmission au contrôle de légalité sera rapportée par l'idéogramme de télétransmission ou par le cachet dudit service.

A défaut, l'exécutif pourra certifier sous sa responsabilité le caractère exécutoire de ladite délibération en apposant la mention « certifié(e) exécutoire », revêtue de sa signature (cachet, identité, fonction).



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-99-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) représentée par M.....
dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMSAMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n°18- du , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % de deux emprunts d'un montant total en capital de 2 136 637,25 € plus les intérêts, remboursables en 38 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 14 LLS et 8 LLTS situés Centre Bourg, sur le territoire de la ville du Lorrain.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement de deux emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX MILLIONS CENT TRENTE SIX MILLE SIX CENT TRENTE SEPT EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (2 136 637,25 €) destiné au financement de la construction de 22 logements sociaux (dont 14 LLS et 8 LLTS) situés Centre Bourg sur le territoire de la ville du Lorrain.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n°18- du :

Ligne du prêt :	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)
Montant :	778 766,57 €	1 357 870,68 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	38 ans	38 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMSAMAR, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-100-1-DE
Date de télétransmission : 03/05/2018
Date de réception préfecture : 03/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-100-1

**DEMANDE DE GARANTIE SOLLICITÉE PAR LA SOCIÉTÉ CARAIBES LOGEMENTS À
HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 277 126,00 €
DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA (VENTE EN L'ÉTAT DE FUTUR ACHÈVEMENT)
D'UN PROGRAMME IMMOBILIER DE 24 LOGEMENTS LOCATIFS DE TYPE PLS
« RÉSIDENCE DES DEUX OIES » QUARTIER JAMBETTE BEAUSÉJOUR À FORT-DE-FRANCE**

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société CARAIBES LOGEMENTS et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 3 277 126 € destiné à la réalisation d'un programme immobilier en VEFA de 24 logements sociaux PLS « Résidence des deux Oies » lieu-dit « Jambette Beauséjour », Ville de Fort-de-France ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million trois cent dix mille huit cent cinquante euros quarante centimes (1 310 850,40 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 3 277 126 € souscrit par la Société CARAIBES LOGEMENTS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques financières des prêts sont les suivantes :

Caractéristiques financières	PLS	PLS Complémentaire
Montant des prêts	2 467 563 €	809 563 €
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Taux du préfinancement	Livret A + 1,11 %	Livret A + 1,11 %
Phase d'amortissement		
Durée du préfinancement	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	+1,11%	+1,11%
Taux d'intérêt	Livret A + 1,11 %	Livret A + 1,11 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 3 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération, notamment la convention de garantie prévoyant la mise en place des mesures de sûreté suivantes :

- rétrocession à la Collectivité Territoriale de Martinique des loyers perçus à concurrence des sommes réglées en lieux et place de l'emprunteur en cas de défaillance de celui-ci,
- cautionnement hypothécaire de la SNC LES DEUX OIES, propriétaire du bien immobilier.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-107-1-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-107-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-498-1 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'EURL FRANCK SLEMAN SYNERGIE – MQ0000930 AU TITRE DE L'OPÉRATION «MODERNISATION DE LA STRUCTURE D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE DE L'EURL FRANCK SLEMAN»

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée 2 octobre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide complémentaire en cofinancement d'un montant de quarante deux mille trois cent treize euros cinq centimes (42 313,05 €) est attribuée à l'« EURL Franck SLEMAN – synergie – MQ0000930 au titre de l'opération «modernisation de la structure d'hébergement touristique de l'EURL Franck SLEMAN», portant la participation totale du FEDER à cent quarante trois mille deux euros soixante-quatre centimes (143 002,64 €), et la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) à soixante-huit mille deux-cent cinquante et un euros vingt-six centimes (68 251,26 €).

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois cent vingt-cinq mille six euros (325 006,00 €) au lieu de deux cent cinquante-neuf mille neuf cent neuf euros (259 909,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention complémentaire est imputé comme suit :

- Pour la part complémentaire FEDER, s'élevant à vingt-huit mille six cent quarante-deux euros soixante-huit centimes (28 642,68 €), au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part complémentaire territoriale, s'élevant à treize mille six cent soixante-dix euros trente-sept centimes (13 670,37 €), au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-109-1-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-109-1

PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARCHIVES ET DE LA RECHERCHE SUR LE PATRIMOINE CULTUREL DES ANTILLES

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 21 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la convention de partenariat à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Société des Amis des Archives et de la recherche sur le patrimoine culturel des Antilles.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-109-1

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

La Collectivité territoriale de Martinique/Direction des Archives,

sise à l'Hôtel de la Collectivité territoriale de Martinique, CS 30-107, 97201 Fort-de-France Cédex

Représentée par le président du Conseil exécutif, M. Alfred Marie-Jeanne, habilité par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°.... en date du ...,

ci-dessous désignée par le sigle « CTM »,

ET

La Société des Amis des Archives et de la recherche sur le patrimoine culturel des Antilles, association sous le régime de la loi de 1901, créée en 1985, statuts modifiés en 2000, n° SIRET 434 906 699 00013

sise aux Archives de Martinique, 19 avenue Saint-John Perse, 97200 Fort-de-France

représentée par sa présidente,

ci-dessous désignée par le sigle « SAA », ,

PRÉAMBULE

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La SAA a pour but de promouvoir toute action visant à l'accroissement des sources documentaires conservées à la Martinique, notamment par la numérisation de fonds et de collections de complément et par la collecte de documents de toute nature intéressant l'histoire des Antilles, de concourir par tous moyens possibles à mieux faire connaître les Archives et leur contenu, de concourir à la sauvegarde des archives relatives à l'histoire de la Martinique, de favoriser la recherche, et de contribuer à une meilleure connaissance du patrimoine culturel des Antilles.

La CTM, par sa Direction des Archives, assure, à l'échelle de la Martinique, la conservation et la communication d'une grande part du patrimoine écrit.

Cette communauté d'intérêts suscite l'organisation d'un véritable partenariat entre l'association et la CTM, dont les engagements réciproques sont définis dans la présente convention et font suite à la convention signée le 15 janvier 2004 entre la Société des Amis des Archives et le Conseil général de la Martinique.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :

Art. 1 – Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir et d'organiser les conditions générales du partenariat entre la CTM, Direction des Archives, et la SAA.

Art. 2 - Remise de documents en don

La SAA remet en don, sans contrepartie, à la CTM les documents qu'elle a acquis pour qu'ils soient conservés aux Archives, et intégrés aux séries de classement correspondantes et mis à disposition du public. Cette remise se fera au Président du Conseil exécutif, en vertu de la délégation reçue de l'Assemblée de Martinique (délibération n°16-8-1 du 19 janvier 2016) à la diligence de la SAA sur décision de son conseil d'administration, sauf dénonciation de la présente convention.

Les instruments de recherche mentionneront le mode d'entrée dans les collections des Archives de Martinique sous la forme "Don de la Société des Amis des Archives et de la recherche sur le patrimoine culturel des Antilles".

La CTM s'engage à assurer toutes les conditions de conservation des documents remis.

Art. 3 – Local

La CTM autorise la SAA à établir son siège social et à disposer d'un local aux Archives, partagé avec d'autres associations, aux fins de réunions et de permanences de travail et d'accueil, fixés par un accord avec les Archives (un à deux jours par semaine).

Partenariat pour des projets culturels

Art. 4 – Dans un but commun de valorisation du patrimoine historique de la Martinique, la SAA et les Archives s'associent pour la réalisation de conférences, d'expositions et de publications et pour proposer toutes actions susceptibles de contribuer à l'enrichissement des fonds et collections des Archives.

Le programme des actions dans ce partenariat sera soumis à la CTM, selon les procédures applicables au programme culturel des Archives.

Art. 5 – Dans le but commun de faire connaître les sources historiques sur la Caraïbe, la SAA participe à la réalisation d'inventaires de documents conservés hors de Martinique et à la reproduction de ces documents.

Art. 6 – Obligations de la Société des Amis des Archives

L'association est tenue de communiquer pour accord ses propositions de conférences aux Archives.

L'association est tenue de communiquer à la CTM un exemplaire de ses statuts et de l'informer de toutes les modifications qui seraient apportées à ceux-ci ou à la composition de son conseil d'administration.

L'association s'engage à réserver les bénéfices tirés des produits issus du partenariat avec la CTM exclusivement à des actions répondant aux objectifs de la présente convention.

L'association s'engage à fournir à la CTM toutes facilités pour le contrôle de l'utilisation des fonds publics alloués, notamment en fournissant des comptes financiers identifiant les opérations subventionnées.

L'association s'engage à faire apparaître la participation financière de la CTM sur ses documents informatifs ou promotionnels lors des manifestations.

Art. 7 - Engagements de la CTM

La CTM s'engage à apporter son soutien aux actions menées dans le cadre du partenariat tracé par la présente convention et de ses avenants.

Ce soutien consiste en une collaboration logistique, des coéditions et des co-productions. La Direction des Archives assurera, pour la CTM, la coordination et le contrôle des bonnes conditions de ce partenariat.

En particulier, la CTM met à disposition aux Archives les locaux nécessaires à la tenue des conférences organisées par la SAA, selon un calendrier convenu préalablement avec la Direction des Archives.

Les subventions feront l'objet d'une convention financière spécifique à chaque opération, après approbation du Conseil exécutif. La Direction des politiques culturelles assurera le contrôle de la bonne utilisation des crédits alloués.

Art. 8 – Règles de fonctionnement

Les membres de la SAA sont tenus de respecter les règles de fonctionnement des Archives.

L'utilisation des locaux par l'association se fera dans tous les cas sous le contrôle du Directeur des Archives et ne devra pas gêner le bon fonctionnement de l'établissement. Les conférences, visites, réunions et animations diverses organisées par l'association dans l'enceinte des Archives devront être soumises à l'agrément préalable du Directeur des Archives.

Art. 9 – La Direction des Archives et la Direction des politiques culturelles sont chargées, chacune pour leur part, de veiller à l'exécution des dispositions du présent contrat.

Art. 10 – La présente convention est valable pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties trois mois avant l'échéance annuelle de la convention.

A tout moment, la présente convention peut être dénoncée de façon unilatérale en cas de non-respect de ses clauses. La décision de résiliation doit être précédée d'une mise en demeure d'exécuter la convention, adressée au moins un mois avant la prise d'effet.

Fait à Fort-de-France, le

Le Président du Conseil exécutif de la
Collectivité territoriale de Martinique
Alfred Marie-Jeanne

La Présidente de l'Association
des Amis des Archives
et de la recherche sur le patrimoine culturel des
Antilles



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-110-1_subst-
DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-110-1

PORTANT ÉDITION DE L'OUVRAGE « HABITATIONS ET INDUSTRIES AGRICOLES DE MARTINIQUE EN 1960 - ATLAS COMMUNAL FONCIER »

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 21 mars 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 26 mars 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable à l'édition de l'ouvrage intitulé « Habitations et industries agricoles de Martinique en 1960 - Atlas communal foncier », écrit par Messieurs , avec la collaboration de Monsieur .

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes évaluées à un montant de onze mille euros (11 000 €) sont imputées au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, ainsi qu'au chapitre 930 pour les frais de transport.

ARTICLE 3 : Le prix de vente de l'ouvrage est fixé à dix euros (10 €).

Une remise de 30% est accordée aux libraires et points de vente. Elle peut aussi être appliquée dans le cas de vente promotionnelle.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique
Yeh MONPLAISIR



LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE JEUNESSE ET SPORTS DIRECTION DES ARCHIVES
Affaire suivie par : Tél. : 05 96 55 43 45 Sous la référence : ADM/2017/

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

***CONTRAT de cession de droits d'auteur sur un ensemble de photographies de la Martinique
dans les années 1950 et 1960***

ENTRE

Monsieur

et

La Collectivité territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred Marie-Jeanne, Président du Conseil exécutif, ci-après désignée par « l'éditeur »

Il a été convenu ce qui suit

Article 1 M. _____ donne à la Collectivité territoriale de Martinique un ensemble de 120 photographies couleurs (tirages et diapositives) représentant des paysages, principalement agricoles de la Martinique dans les années 1950-1960 pour être conservées et inscrites à l'inventaire des Archives de Martinique

Article 2 La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à conserver et à assurer l'accès et la valorisation des documents selon les usages en vigueur dans le réseau des Archives de France. Pour ce faire, elle s'engage à mentionner le nom de l'auteur des photographies, et l'ensemble sous l'appellation _____ ainsi qu'à respecter les droits moraux et patrimoniaux dans les conditions définies dans l'article 3-4 ci-après

Article 3 Les droits cédés par l'auteur comprennent le droit non exclusif de reproduire, de publier, de diffuser, de représenter et de mettre en ligne par des moyens techniques connus ou non encore connus les photographies cédées.

Article 4 L'auteur et ses ayant-droits se réserve le droit d'accorder à des tiers tant en France qu'à l'étranger, toutes les autorisations de reproduire, de représenter, de publier et d'exploiter tout ou partie des photographies. Il désignera à la Collectivité un mandataire qui délivrera ces autorisation en cas d'indisponibilité de sa part.

Article 5 ETENDUE DE LA CESSION

Le présent contrat est établi pour toute la durée de la propriété intellectuelle d'après les législations tant française qu'étrangères et les conventions internationales tant actuelles ou futures.

Article 6 GARANTIES

L'auteur garantit à la Collectivité territoriale de Martinique la jouissance entière et libre de tout trouble, revendication et éviction quelconques relatifs à la propriété et l'utilisation des photographies cédées.

L'auteur garantit également que son œuvre ne contient rien qui puisse tomber sous le coup des lois relatives à la contrefaçon, à l'atteinte aux bonnes mœurs, à l'apologie de crimes contre l'humanité et à la diffamation.

Article 7 LITIGES


Les différents litiges pouvant résulter de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat seront tranchés, à défaut d'accord amiable, par le Tribunal administratif de Martinique.

Fait à Fort-de-France, le

Monsieur

Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité territoriale de Martinique

Alfred Marie-Jeanne

 <p>Collectivité Territoriale de Martinique</p>
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE JEUNESSE ET SPORTS DIRECTION DES ARCHIVES
Affaire suivie par : Tél. : 05 96 55 43 45 Sous la référence : ADM/2017/

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

***CONTRAT d'édition de l'ouvrage Habitations et industries agricoles de Martinique en 1960
- Atlas communal foncier***

ENTRE

Ci-après désignés par « les auteurs »

et

La Collectivité territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred Marie-Jeanne, Président du Conseil exécutif, ci-après désignée par « l'éditeur »

Il a été convenu ce qui suit

Article 1 La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à éditer un ouvrage intitulé Habitations et industries agricoles de Martinique en 1960 - Atlas communal foncier, coécrit par MM. : complété avec la collaboration de

Article 2 Les auteurs s'engagent à fournir les textes et les illustrations dans les délais convenus, sans contrepartie financière. Ils cèdent expressément leurs droits de propriété intellectuelle afférents, comme spécifié dans l'article 4 ci-après.

Article 3 L'éditeur s'engage à :

1. A mentionner le nom des auteurs selon l'usage dans le monde de l'édition, sur chacun des exemplaires ou support sur lequel tout ou partie de son texte sera publié.

2. A respecter dans les adaptations éventuelles du texte, le droit moral des auteurs.
3. Assurer tous les frais relatifs à la publication de l'ouvrage, pour un tirage d'au moins à 500 exemplaires, dont environ 300 seront distribués gratuitement.
4. Remettre à chacun des auteurs 5% du tirage de l'ouvrage, dont ceux-ci pourront disposer à leur guise.
5. Assurer la promotion et la vente de l'ouvrage à un prix en rapport avec le coût de fabrication.

Article 4 CESSIION DES DROITS

Les droits cédés par les auteurs comprennent :

1. le droit exclusif de reproduire, de publier et d'exploiter les textes qu'ils auront fournis sous forme de livre.
2. Le droit de diffuser et d'exploiter les contributions par tous les moyens et notamment dans les lieux publics, par des moyens techniques connus ou non encore connus.
3. Le droit d'adapter tout ou partie des contributions sur tout support actuel ou futur, notamment par incorporation dans une base de données ou dans un portail en ligne.
4. Le droit d'accorder à des tiers tant en France qu'à l'étranger, toutes les autorisations de reproduire, de représenter, de publier et d'exploiter tout ou partie des contributions sous réserve de leur accord ou de celui de leurs ayant droits.

Les droits ci-dessus énumérés sont cédés à la Collectivité territoriale de Martinique

Article 5 ETENDUE DE LA CESSIION

Le présent contrat est établi pour toute la durée de la propriété intellectuelle d'après les législations tant française qu'étrangères et les conventions internationales tant actuelles ou futures.

Article 6 GARANTIES

Les auteurs garantissent à la Collectivité territoriale de Martinique la jouissance entière et libre de tout trouble, revendication et éviction quelconques relatifs à l'ouvrage, qu'il s'agisse des textes ou des illustrations.

Ils déclarent notamment que leur œuvre est entièrement originale et ne contient aucun emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de la Collectivité territoriale de Martinique.

Les auteurs garantissent également que leur manuscrit ne contient rien qui puisse tomber sous le coup des lois relatives à la contrefaçon, à l'atteinte aux bonnes mœurs, à l'apologie de crimes contre l'humanité et à la diffamation.

Article 7 LITIGES

Les différents litiges pouvant résulter de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat seront tranchés, à défaut d'accord amiable, par le Tribunal administratif de Martinique.

Fait à Fort-de-France, le

Monsieur

Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité territoriale de Martinique

Monsieur

Alfred Marie-Jeanne



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-111-1-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-111-1

PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA) / VALIDATION DES CONVENTIONS

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-03-1 du 8 février 2018 portant partenariat entre la banque publique d'investissement et la Collectivité Territoriale de Martinique dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) / lancement d'appels à projets ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 7 avril 2017 signée entre l'État et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Concours d'innovation » et action « accompagnement et transformation de filières ») ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 28 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'appel à projets qui sera fait en partenariat avec la Banque Publique d'Investissement, l'Assemblée de Martinique autorise le lancement de deux (2) appels à projets pour :

- Concours d'innovation dénommés « projets d'innovation »
- Accompagnement et structuration de filières.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement défini comme suit, et relatif aux projets retenus dans le cadre des appels à projets mentionnés à l'article 1 :

ÉTAT	2,340 M€
CTM	2,340 M€
<hr/>	
TOTAL	4,680 M€

ARTICLE 3 : Les conventions territoriales et la convention financière correspondantes sont validées.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 936 et 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-111-1



CONVENTION TERRITORIALE

**Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)
Action « Projets d'innovation »
en Martinique**

Entre :

- ♦ **L'Etat**, représenté par M. Franck ROBINE, Préfet de la Martinique
Ci-après dénommé l'« **Etat** »

Et

- ♦ **La Collectivité territoriale de Martinique**,
représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par la délibération de l'assemblée de la Martinique n°18-03-1, en date du 8 février 2018

Ci-après dénommée la « **Collectivité Territoriale de Martinique ou CTM** »

Et

- ♦ **d'une part**,
L'EPIC **Bpifrance**, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710) 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par M. ; Président Directeur-Général

Ci-après dénommé l'« **Opérateur** »,

- ♦ **et d'autre part**,

Bpifrance Financement SA, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 839.907.320 €, représentée par M. , Président Directeur-Général, intervenant, tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et ci-après dénommée « **Bpifrance** » ou le « **Gestionnaire** »,

Vu la Convention du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Concours d'innovation ») ;

Vu le courrier de la Collectivité territoriale de Martinique du 18 avril 2017 en réponse à l'appel à candidature

Vu la lettre du premier ministre du 07 juin 2017 relatif au dispositif de régionalisation du troisième programme d'investissement d'avenir (PIA3)

Vu la lettre du Préfet du 4 juillet 2017 notifiant à la Collectivité Territoriale de Martinique le montant de la dotation de crédits Etat octroyée dans le cadre

Vu la délibération de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de Martinique n°XXX en date du XXX approuvant la présente convention

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIVIT :

La montée en gamme de l'offre de l'industrie française pour gagner en compétitivité suppose un effort continu de productivité, d'innovation, de qualité et de service. Le développement des nouveaux modèles crée de nombreuses opportunités d'émergence rapide de nouveaux acteurs positionnés sur des marchés extrêmement variés. Le dynamisme de ces acteurs et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA).

La nécessité (i) de poursuivre l'adaptation des entreprises françaises aux mutations de l'environnement économique global – en particulier la montée en puissance de l'économie numérique ; (ii) de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale par rapport à ses principaux concurrents ; (iii) de maintenir une base industrielle ancrée sur le territoire national, qui est une condition au maintien et à la croissance de l'emploi, impose la poursuite, le renforcement et l'adaptation, dans le cadre du PIA 3, des actions engagées en faveur des entreprises, et notamment des plus petites d'entre elles, dans les PIA 1 et 2.

Le tissu des PME françaises est un indispensable support à la croissance économique nationale. Le développement d'une politique d'innovation au service des PME est un levier du développement économique. Le dynamisme de ces acteurs, leur ancrage territorial et leur capacité d'innovation peut avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie française, justifiant à ce titre une attention particulière du PIA.

La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 prévoit une dotation de 250 M€, en subventions et avances remboursables, spécifiquement fléchée vers l'action en faveur du développement territorial des PME. Cette enveloppe permet à chaque région ou collectivité territoriale de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités. L'octroi des financements est co-décidé, avec un principe de cofinancement paritaire.

La territorialisation des actions du programme d'investissements d'avenir offre notamment un accès naturel aux financements publics pour les projets que les pôles de compétitivité ont contribué à identifier, à construire ou à labelliser sur leur territoire d'action.

Le PIA 3 propose aux Collectivités territoriales de définir des appels à projets territorialisés sur trois actions, pour lesquelles une approche territoriale paraît particulièrement pertinente :

- « Concours d'innovation », dénommé « Projets d'innovation » dans un contexte territorial. Cette action est opérée par Bpifrance ;

- « Accompagnement et transformation des filières ». Cette action est opérée par Bpifrance ;
- « Ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes ». Cette action est opérée par la Caisse des dépôts et consignations.

Dans ce contexte, la Collectivité Territoriale de Martinique souhaite mettre en œuvre ces actions au profit des entreprises de son territoire, dans le contexte spécifique des priorités stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment présentées dans le cadre de son Schéma Territorial de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation. Pour ce faire, la Collectivité Territoriale de Martinique apporte notamment son soutien, à parité avec l'État, aux PME engagées dans des projets d'innovation, afin de favoriser leur croissance et leur compétitivité.

Vu la délibération du 08 Février 2018 et conformément au paragraphe 7 de l'appel à candidature, l'Assemblée Plénière de la CTM a décidé d'affecter une dotation de 1 200 000 € au volet « Projets d'Innovation », à parité avec l'Etat, concourant à un programme total de 2 400 000 €.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de l'action « Projets d'innovation » opérée par Bpifrance, en Martinique (« le Dispositif » territorial).

ARTICLE 2 – CONSTITUTION DU DISPOSITIF COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

- 2.1 L'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique décident d'intervenir à parité dans le cadre du Dispositif : à 1€ apporté par l'Etat au Dispositif correspond 1€ apporté par la Collectivité Territoriale de Martinique.
- 2.2 Le montant apporté par l'Etat au Dispositif dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir est défini par une lettre séparée adressée par le Préfet de la Martinique en date du 4 juillet 2017 au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique.
Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion.
- 2.3 La CTM s'engage à apporter le même montant au Dispositif, sur ses crédits propres. Les fonds correspondants sont confiés à Bpifrance, qui en assure la gestion. Les conditions de mise à disposition des fonds de la Collectivité Territoriale de Martinique auprès de Bpifrance dans le cadre du Dispositif sont régies par une convention de gestion spécifique, qui est établie entre Bpifrance et la Collectivité Territoriale de Martinique, en accord avec les termes de la présente convention.
- 2.4 Conformément à la convention du 7 avril 2017, les fonds structurels européens ne peuvent être mobilisés dans le cadre de l'action "projets d'innovation"
- 2.5 Au terme d'une première période de 12 mois, le solde des crédits non engagés peut faire l'objet d'une nouvelle ventilation entre les trois actions territorialisées du PIA. Cette nouvelle ventilation est proposée au Secrétariat général pour l'investissement par le COPIL défini à l'article 3.4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier ministre au Président de la Collectivité territoriale de Martinique.

- 2.6. Au terme d'une période de 24 mois, le solde des crédits non engagés peut faire l'objet d'une nouvelle ventilation entre les trois actions territorialisées. Cette nouvelle ventilation est proposée au Secrétariat général pour l'investissement par le COPIL défini à l'article 3.4.1. Elle est validée par une lettre adressée par le Premier ministre à Le Président de la Collectivité territoriale de Martinique.
- 2.7. Au terme d'une période de 30 mois, le solde des crédits apportés par l'Etat, qui n'aurait pas fait l'objet d'un engagement, peut faire l'objet d'une reprise par l'Etat.
- 2.8. La dotation apportée par l'État, objet de l'article 2.2, peut être modifiée à la baisse en cas de manquements aux termes de cette convention.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL

3.1. Objectifs poursuivis par l'action « Projets d'innovation » et types de projets soutenus

L'action « Projets d'innovation » vise à accélérer l'émergence d'entreprises leader sur leur domaine et pouvant prétendre à une envergure nationale. Pour cela, l'action soutient les projets les plus innovants et les plus ambitieux, portés par les PME du territoire de la CTM. Les thématiques auxquelles répondent ces projets innovants sont en cohérence avec les six domaines stratégiques de la stratégie de l'innovation de la CTM que sont :

- Filières prioritaires :
 - *la transformation agro environnementale (agroalimentaire, cosmétiques, biotechnologie, valorisation de la pharmacopée, valorisation d'éco produits alimentaires, valorisation énergétiques des produits agricoles, valorisation des ressources environnementales (eau, vent soleil,) biodiversité et valorisations des déchets induits)*
 - *la transformation halieutique, valorisation des algues sargasses, bio technologie, développement énergétique, économie de la mer*
 - *tourisme et services, industrie créative et culturelle*
 - *les TIC*
 - *la gestion des risques*
 - *la construction durable*
- Domaines d'innovation stratégiques :
 - *prévention des risques majeurs*
 - *valorisation économique des produits issus des ressources endogènes et filières intégrées locales*
 - *édition des services et application numérique des logiciels*
 - *méthodes et outils de régulations sociales*
 - *Economie du vieillissement*
 - *Energie*

Dans le cadre de cette action, l'innovation s'entend dans un sens large (technologie, modèle économique, design, expérience utilisateur...). Au-delà des éléments d'innovation, de technique ou de thématiques, le dispositif cible des projets offrant une vision marché claire et dont le porteur montre sa capacité à devenir un acteur majeur de ces marchés.

Afin d'assurer une bonne articulation avec les autres dispositifs nationaux, l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique « Projets d'innovation » se limite aux projets à vocation territoriale répondant aux caractéristiques ci-dessous :

- projets individuels, c'est-à-dire portés par une unique PME ;
- projets dont l'assiette des dépenses est supérieure à 200 k€ ;
- projets sollicitant un soutien public compris entre 100 k€ et 500 k€.

3.2. Encadrement communautaire applicable.

L'intervention au titre du Dispositif se fait dans le respect des articles 106, 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et des textes dérivés y relatifs (ci-après dénommée, la « Réglementation Communautaire »). En particulier, le dispositif d'aide s'appuie sur les régimes cadres exemptés relatifs aux aides à la RDI (n° SA 40391), aux aides à finalité territoriale et régionale (n° SA 39252), aux aides en faveur des PME (n° SA 40453), aux aides à la formation (SA 40207), ainsi que sur le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 concernant les aides « *de minimis* ».

Conformément à l'obligation prévue dans chacun de ces régimes, Bpifrance rédige et transmet à la Commission européenne un rapport annuel sur les aides octroyées.

3.3. Sélection des bénéficiaires

3.3.1. Nature du processus de sélection

La sélection des lauréats s'opère dans le cadre d'appels à projets fermés, dans le respect de la présente convention. Les décisions se prennent au sein du Comité de sélection territorial prévu par l'article 3.4.2 par consensus entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique. De manière dérogatoire, des interventions hors appel à projets peuvent également être effectuées, sous réserve de l'autorisation préalable du CGI.

L'Etat, Bpifrance et la Collectivité Territoriale de Martinique se fixent comme objectif que le délai entre le dépôt d'un dossier et la contractualisation avec le bénéficiaire n'excède pas trois mois pour les projets sans instruction approfondie et cinq mois pour ceux nécessitant une instruction approfondie (audition ou expertise externe).

3.3.2. Élaboration du cahier des charges

Les thématiques abordées sont définies par le Comité de pilotage territorial de Martinique en tenant compte des priorités du Schéma Territorial De Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (STDEII).

La première rédaction du cahier des charges de chaque appel à projets est proposée par Bpifrance au Comité de pilotage de la Collectivité territoriale de Martinique, dans le respect des principes édictés par la présente convention et conformément aux orientations données par le COPIL Territorial de Martinique.

Le cahier des charges de l'appel à projets est approuvé par le Préfet de Martinique et Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette approbation fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs territoriaux

Les cahiers des charges sont transmis pour information par Bpifrance au COPIL national cinq jours ouvrés avant validation par le Préfet de Martinique et le Président du conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

3.3.3. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Les principaux critères retenus pour l'éligibilité et la sélection des projets lauréats sont définis avec précision dans le cadre du cahier des charges des appels à projets, dans le respect des principes édictés par la présente convention, ainsi que le respect des principes articulés dans la convention nationale visée ci-dessus.

Seules les entreprises en situation financière saine sont éligibles. En outre, elles disposent d'un niveau de fonds propres au moins égal au montant de l'aide, cumulée, qui leur est versée.

Bpifrance s'assure notamment de la solidité financière des bénéficiaires sélectionnés.

ARTICLE 4 - INSTANCES DE DECISION

4.1. Le comité de pilotage territorial "Projets d'Innovation"

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure au niveau régional s'appuie sur un Comité de pilotage territorial "projets d'innovation" (le "COPIL territorial") composé du Préfet de Martinique ou de son représentant et du Président de la Collectivité territoriale ou de son représentant. Bpifrance assure le secrétariat du COPIL territorial.

Un règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du COPIL territorial, dont les décisions sont prises à l'unanimité de ses deux membres (selon un principe de co-décision).

Le COPIL territorial :

- met en œuvre les orientations stratégiques de l'action territoriale et est saisi de toute question stratégique au cours de la mise en œuvre de la mesure ;
- propose le texte des appels à projets à la validation du Président de la Collectivité territoriale et du Préfet ;
- est associé à l'évaluation de la mesure et des projets.

4.2. Le comité de sélection territorial

Le comité de sélection territorial (CST) est composé de trois membres : un représentant de l'Etat, un représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique, un représentant de Bpifrance.

Chaque membre peut se faire assister par des personnes ressources, sans voix délibérative.

Le comité de sélection territorial sélectionne les meilleurs projets candidats à l'action "projets d'innovation" à l'issue du processus d'instruction mené par Bpifrance.

Le processus de sélection peut comporter une audition par le comité de sélection territorial. Cette audition peut être organisée à la demande du CST pour les projets sollicitant une aide supérieure à 300 K€.

Le comité de sélection territorial peut, en tant que de besoin, se tenir de façon dématérialisée.

4.3. Bpifrance

Bpifrance est responsable de la gestion des appels à projets : lancement, publicité, gestion administrative des dossiers de candidature, traçabilité des dossiers, répartition des expertises, organisation des auditions, respect du calendrier. Les modalités de lancement et de publicité des appels à projets font l'objet d'une validation par le COPIL territorial. Il assure le secrétariat des comités et organise notamment les auditions et des réunions des comités en s'assurant de la bonne information des membres et des porteurs de projet.

Bpifrance est responsable de l'instruction des projets pour le compte du comité de sélection territorial. Il rapporte devant le comité de sélection territorial les résultats de son instruction. Il donne aux membres du comité, une visibilité sur l'ensemble des dossiers complets déposés et sur le résultat de son instruction au plus tôt et a minima 10 jours avant la tenue du comité.

Il est responsable de la contractualisation avec les porteurs et du suivi technique et financier des projets jusqu'à leur terme. Durant le déroulement du projet, Bpifrance informe le comité de sélection territorial de toute modification significative du projet. Ce dernier reste libre à tout moment de prendre toute décision sur le projet. Bpifrance informe le CST des amendements éventuels à la convention d'aide après instruction technique.

Bpifrance est également chargé :

- de la transmission au COPIL territorial de points d'étapes et de tableaux de bord au moins cinq jours ouvrés avant la tenue des comités de pilotage ;
- de la transmission au comité de sélection territorial d'information de reporting sur l'avancement des projets sélectionnés ;
- du contrôle de l'atteinte des objectifs fixés aux étapes clés des projets et du versement des soutiens de l'information à la Commission européenne telle que précisée à l'article 8.5 des conventions entre l'Etat et Bpifrance susvisées.

Il est chargé de transmettre les textes des appels à projets au COPIL national et informe le COPIL national de l'ensemble des projets sélectionnés ou refusés dans le cadre d'appels à projets territoriaux.

4.4. Le Secrétariat Général pour l'Investissement

Le Secrétariat Général pour l'Investissement s'assure que les cahiers des charges des appels à projets sont conformes à la présente convention.

Le Secrétariat Général pour l'Investissement s'assure que la procédure de sélection respecte les exigences de qualité et de transparence contenues dans la présente convention et dans le cahier des charges de l'appel à projets.

ARTICLE 5 - PROCESSUS DE DECISION

Le processus de sélection est le suivant :

- Réception des projets : Bpifrance informe le comité de sélection territorial de la réception de tous les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets ;
- Présélection : pour chaque projet candidat, Bpifrance conduit sous 5 jours ouvrés une première analyse en termes d'éligibilité du projet à partir du dossier déposé, complétée par une analyse relative à la pertinence vis-à-vis de l'appel à projets.

Le cas échéant, Bpifrance informe le comité de sélection territorial de sa décision de ne pas instruire le projet. Le Comité de sélection territoriale peut toutefois demander à Bpifrance d'instruire les projets qui auraient été écartés par Bpifrance suite à cette première analyse.

- Instruction : l'instruction des dossiers est conduite par Bpifrance, pour le compte du comité de sélection territorial, dans le cadre d'une procédure transparente en lien avec les services de l'Etat et de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le CST peut demander à auditionner ou à faire auditionner par un jury les porteurs de projets. Pour les projets présentant une demande d'aide supérieure à 300 k€, Bpifrance a la possibilité d'avoir recours à un expert externe, rémunéré pour sa prestation. Ces experts éclairent l'instruction et les décisions sur les plans techniques, économiques et réglementaires.

Pendant l'instruction, Bpifrance est chargé de :

- analyser le caractère innovant du projet,
 - valider les assiettes de dépenses éligibles en distinguant notamment les dépenses relevant de la recherche industrielle et celle relevant du développement expérimental ;
 - analyser le plan d'affaire proposé (business plan) ;
 - analyser la capacité financière des entreprises à mener à terme le projet ;
 - analyser et évaluer les risques majeurs du projet ;
 - proposer un soutien public en regard de la réponse du projet aux objectifs des programmes, analysée conformément au 2.3.
 - procéder aux diligences d'usage en matière de conformité des bénéficiaires potentiels, en ce compris les règles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT)
- Décision : à l'issue de l'instruction, Bpifrance présente son rapport d'instruction et ses recommandations et propositions de soutien au comité de sélection territorial.

Le comité de sélection territorial sélectionne les meilleurs projets et en définit les modalités de soutien financier. Les conclusions du comité de sélection territorial sont transmises par Bpifrance au Secrétariat Général pour l'Investissement qui dispose d'un droit de veto exerçable sous cinq jours ouvrés.

- Notification : le Préfet et Le Président de la CTM cosignent la lettre de notification informant les porteurs de projet de la sélection de leur projet et des modalités de financement retenues.
- Contractualisation : Bpifrance contractualise avec les porteurs de projets sur cette base. Le financement de chaque projet intervient à parité entre l'Etat et la CTM.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dispositions financières et comptables relatives au Dispositif sont définies :

- pour l'Etat, dans la convention visée ci-dessus et,
- pour la Collectivité Territoriale de Martinique, dans la convention définie à l'article 2.3.

En plus des frais exposés pour la gestion de l'action, Bpifrance peut avoir à faire appel à des prestations extérieures, soit au titre d'expertises, soit au titre de procédures de recouvrement ou de contentieux sur les dossiers d'aides. Les prestations extérieures sont diligentées après accord du COPIL territorial ou du comité de sélection territorial.

La participation aux frais de gestion et aux frais externes est prise en charge à parité par l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le montant de cette participation est calculé à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée.

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE, SECRET BANCAIRE ET SECRET PROFESSIONNEL

7.1 Obligations de la Collectivité territoriale et de l'Etat

La Collectivité territoriale et l'Etat sont dûment informés que les informations communiquées dans le cadre de la présente convention sont couvertes par le secret des affaires, des accords de confidentialité et/ou par le secret bancaire conformément à l'article L 511-33 du Code Monétaire et Financier et de ses textes subséquents

La Collectivité territoriale et l'Etat s'engagent à garder le secret le plus absolu sur les informations, documents, données auxquels ils auront accès et qui sont couverts par lesdits secrets et à empêcher par tous les moyens la reproduction et l'utilisation de ces documents, données ou informations liés expressément ou non aux travaux dans le cadre de la présente convention et s'interdisent de les transmettre à des tiers sans l'autorisation expresse et préalable de Bpifrance.

Ils doivent s'assurer notamment que ces informations ne seront accessibles qu'aux seules personnes ayant à en connaître et que celles-ci soient dûment et préalablement averties de ces obligations légales ; ils appliqueront cette limitation à l'ensemble des personnels, préposés et sous-traitants ainsi qu'aux préposés de ces derniers.

Ils s'engagent, en leur nom, au nom de leurs salariés, sous-traitants et plus généralement de toute personne qui leur serait liée à respecter sans aucune limite de temps le secret bancaire et le secret des affaires ; cette obligation perdurera nonobstant la fin de la convention pour quelque cause que ce soit, à moins que les informations concernées soient tombées dans le domaine public.

En cas d'injonction par une autorité de contrôle ou une autorité judiciaire demandant la communication de toute ou partie des informations couvertes par les secrets ci-dessus énoncés et les engagements contractuels, ils devront informer Bpifrance dans les plus brefs délais de cette injonction et des informations communiquées.

7.2 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel par l'autre Partie ou à raison de leur caractère personnel, à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au PIA prévues dans la convention du 7 avril 2017 ;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Chaque partie s'engage en particulier à garder strictement confidentielles les informations recueillies du fait de la présence dans les locaux de l'autre partie et à observer la plus grande discrétion quant aux techniques et procédés de l'autre Partie dont elle aurait été amenée à partager la connaissance.

Il ne saurait cependant y avoir engagement de confidentialité pour les informations :

- Qui sont déjà régulièrement en possession des Parties,
- Qui sont publiquement disponibles au moment où elles sont portées à leur connaissance ou rendues publiques postérieurement par des tiers ou déclarées explicitement comme non confidentielles.

ARTICLE 8 –COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications portant notamment sur des projets financés au titre de la présente convention, ainsi que sur son site internet, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat et par la Collectivité Territoriale de Martinique, opéré par Bpifrance. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

Bpifrance soumet aux représentants de l'Etat et de la Collectivité Territoriale de Martinique pour validation les projets de communiqués de presse et documents de communication relatifs aux projets sélectionnés dans le cadre de la présente convention, ou à l'action dans son ensemble.

Tout manquement constaté par le Secrétariat Général pour l'Investissement aux obligations susmentionnées fait l'objet d'une mise en demeure par l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique d'exécuter l'obligation dans un délai qu'il détermine.

ARTICLE 9 – SUIVI ET EVALUATION

Bpifrance fournit à l'Etat et à la Collectivité Territoriale de Martinique un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées selon le type d'action et le type d'aide dans le cadre de la présente convention et le montant des remboursements perçus ainsi que l'état des entrées en contentieux et des recouvrements et de la situation du fonds d'intervention.

Le dispositif Collectivité territoriale al peut également faire l'objet de démarches d'évaluation au titre du PIA dans les conditions prévues par la convention entre l'Etat et Bpifrance relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action « Concours d'innovation »).

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle reste en vigueur jusqu'au terme de la convention entre l'Etat et Bpifrance susvisée.

Fait à _____, le _____

En 4 exemplaires originaux

Le Préfet de la Martinique

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Franck ROBINE

Alfred MARIE-JEANNE

Le Président
de l'EPIC Bpifrance

Le Président Directeur Général
de Bpifrance Financement



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-112-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-112-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 7 FÉVRIER AU 15 MARS 2018

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 7 février au 15 mars 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-113-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2018
Date de réception préfecture : 26/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-113-1

PORTANT APPROBATION DE L'INDEMNISATION DE L'ENTREPRISE E. COMPAGNIE SUR LA BASE DE LA THÉORIE DE L'IMPRÉVISION SUITE À LA FORTE HAUSSE DES TARIFS D'ADMISSION DES DÉCHETS AU CENTRE DE STOCKAGE DES DÉCHETS DE CÉRON

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires des marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques (application de la théorie de l'imprévision).

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n°2015/003 du 26 février 2015 du Comité Syndical du Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 06 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 26 mars 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 mars 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant l'augmentation imprévisible des tarifs d'admission des déchets au Centre de stockage des déchets de Céron par le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) ;
Considérant les charges supplémentaires extracontractuelles supportées par l'entreprise E. COMPAGNIE, dans le cadre de l'exécution des marchés 13 SRT 001 et 13 SRT 002 ;
Considérant le bouleversement de l'économie des contrats, même après application de la formule de révision de prix, qu'il convient d'indemniser partiellement conformément à la théorie de l'imprévision ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise E. Compagnie, de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Considérant que le conseiller à l'Assemblée de Martinique Monsieur Yan MONPLAISIR n'a pas pris part au vote ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'indemnisation de l'entreprise E. COMPAGNIE sur la base de la théorie de l'imprévision.

ARTICLE 2 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise E. COMPAGNIE, ayant pour objet le dédommagement des charges supplémentaires extracontractuelles supportées par l'entreprise E. COMPAGNIE, dans le cadre de l'exécution des marchés 13 SRT 001 et 13 SRT 002.

ARTICLE 3 : L'entreprise E. COMPAGNIE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de soixante-quatre mille euros toutes taxes comprises (64 000,00 € TTC).

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique de signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-114-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-114-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 8 FÉVRIER AU 5 MARS 2018

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 8 février au 5 mars 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-115-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2018
Date de réception préfecture : 23/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-115-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX ACTIONS CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE (ASAD 972)

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement de dix mille euros (10 000,00 €) à l'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose en Martinique (ASAD 972), pour l'organisation des 4^{èmes} journées de la Drépanocytose en Martinique, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MGNPLAISIR 



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX ACTIONS CONTRE LA
DREPANOCYTOSE (ASAD 972)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 03 avril 2017 présentée par l'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose en Martinique (ASAD 972) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €), à l'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose en Martinique (ASAD 972), pour l'organisation des 4èmes journées de la Drépanocytose en Martinique, au titre de l'exercice 2018.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX ACTIONS CONTRE LA DREPANOCYTOSE (ASAD 972)

Domiciliée BP 20 – 97281 LE LAMENTIN CEDEX 2

Représentée par Madame Présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose (ASAD 972) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 qui a pour objet :

- Améliorer l'accueil des malades et de leur famille en collaboration avec les associations de lutte contre la Drépanocytose ;
- Contribuer à la formation des médecins, personnels de santé et autres personnes impliquées dans la lutte contre drépanocytose ;
- Diffuser les informations concernant le dépistage, le suivi, la prévention, et les traitements de la drépanocytose ;
- Aider, accompagner, soutenir et réaliser la recherche clinique, notamment sur les syndromes drépanocytaires majeurs.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose en Martinique (ASAD 972), pour l'organisation des 4^{èmes} journées de la Drépanocytose en Martinique, au titre de l'exercice 2018.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 135.000,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association de Soutien aux Actions contre la Drépanocytose en Martinique (ASAD 972), une subvention de fonctionnement d'un montant de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €), pour l'organisation des 4^{èmes} journées de la Drépanocytose en Martinique, au titre de l'exercice 2018.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €) en une seule fois

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,

- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

Le Président du Conseil exécutif
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-116-1-DE
Date de télétransmission : 09/04/2018
Date de réception préfecture : 09/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-116-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR LA POURSUITE DE LEUR PROGRAMME D' ACTIONS

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphael MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-474-1 du 19 décembre 2017 portant versement du solde de la subvention de fonctionnement allouée à l'union des femmes de Martinique (UFM) au titre de 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-475-1 du 19 décembre 2017 portant attribution d'une subvention à l'union des femmes de Martinique (UFM) au titre de l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention exceptionnelle d'un montant de soixante mille euros (60 000 €) est allouée à l'association Union des Femmes de Martinique (UFM) pour la poursuite de son programme d'actions.

ARTICLE 2 : Est autorisée, comme suit, la modification des modalités de versement de la subvention de 100 000 € attribuée au titre de l'année 2017 par la délibération n°17-475-1 du 19 décembre 2017 susvisée :

- un premier acompte de 60 % dès que la présente délibération est exécutoire,
- le solde de 40% sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toutes mesures utiles à l'application de la présente délibération, notamment à signer les pièces, actes et documents nécessaires à son exécution.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-118-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-118-1

MOTION POUR UN RETOUR DURABLE À LA SÉRÉNITÉ SUR LE CAMPUS DE SCHOELCHER

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Élus (es) de l'Assemblée de Martinique, nous savons l'avantage et l'importance stratégique que représente l'Université des Antilles dans la formation de notre jeunesse étudiante, et comme outil de recherche, d'innovation et de développement.

Informés (ées) du manque de moyens pourtant indispensables à l'épanouissement de l'Université et singulièrement du Pôle Martinique ;

Sensibilisés (ées) à propos de l'apparition d'un climat de tension créée par le possible retour de trois professeurs toujours mis en cause, tant sur le plan administratif que sur le plan pénal, dans l'affaire dite du « CEREGMIA » ;

Profondément indignés (ées) par des menaces graves portées à l'encontre d'étudiants ;

Nous élus (es) de l'Assemblée de Martinique, réunis (es) en plénière les 3 et 4 avril 2018 :

- **Tenons** à apporter un soutien ferme aux légitimes revendications des étudiants exprimées par le collectif des étudiants.
- **Exhortons** le Président de l'Université des Antilles à ouvrir dans les plus brefs délais un vrai dialogue avec les étudiants pour un retour durable à la sérénité sur le Campus de Schoelcher.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés 11 conseillers ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180404-18-119-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2018
Date de réception préfecture : 20/04/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-119-1

MOTION POUR L'ARRÊT DU PROJET NEMO

L'An deux mille dix-huit, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Joachim BOUQUETY (procuration à Michel BRANCHI), Catherine CONCONNE (procuration à Lucie LEBRAVE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Les élus de l'Assemblée de Martinique réunis en séance plénière les 3 et 4 avril 2018,

Demandent l'arrêt immédiat et définitif du projet expérimental dit « PROJET NEMO » visant à produire de l'électricité à partir de l'énergie thermique des mers au large des communes de Case-Pilote et Bellefontaine.

En effet, ce projet en sus de son coût exorbitant (450 millions d'euros pour une production faible de 10 MW) exposerait la Martinique à des risques majeurs (SEVESO) en raison du stockage de près de 300 tonnes d'ammoniac et porterait un préjudice à son image environnementale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés 11 conseillers ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 3 et 4 avril 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180517-2018-PAM-04-AR
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ARRETE N° 2018 PAM - 04 du 17 MAI 2018

Portant désignation d'un représentant supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-58 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) de la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu les statuts du Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) de la Martinique;

Considérant la demande de désignation faite par la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) dans le cadre du renouvellement du conseil d'administration du CTCS ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration du Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) de la Martinique, et en complément de la conseillère déjà désignée par délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-58 du 19 janvier 2016, le conseiller suivant :

Monsieur Lucien ADENET.

Article 2 : Les représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration du Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) de la Martinique sont les suivants :

Madame Nadine RENARD

Monsieur Lucien ADENET.

Article 3 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180517-2018-PAM-05-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ARRETE N° 2018 PAM - 05 du 17 MAI 2018

Portant renouvellement de la désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil de surveillance de la Société par Actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (SAMAC)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-24-55 du 16 février 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil de surveillance de la Société par Actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (SAMAC) ;

Considérant la demande de la SAMAC en date du 13 mars 2018, de renouvellement des membres siégeant au sein de son conseil d'administration;

ARRETE

Article 1 : Est renouvelée la désignation des conseillers ci-après mentionnés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de surveillance de la Société par Actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (SAMAC) :

- Monsieur Lucien RANGON
- Monsieur Marius NARCISSOT.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



République Française
Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180517-2018-PAM-06-DE
Date de télétransmission : 17/05/2018
Date de réception préfecture : 17/05/2018

ARRETE N° 2018 PAM - 06 du 17 MAI 2018

Portant renouvellement de la désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de développement et du Conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports et notamment les articles R 5312-36 et R 5312-38, relatifs au Conseil de développement et l'article 5713-1- 1, relatif au Conseil de Surveillance ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-5-22 du 5 janvier 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil de développement et du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Considérant la demande de la Direction des ports du Ministère des transports, de renouvellement des membres siégeant au sein du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Martinique;

ARRETE

Article 1 : Est renouvelée la désignation des conseillers ci-après mentionnés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de développement et du Conseil de surveillance du Grand Port Maritime de Martinique :

- Monsieur Yan MONPLAISIR
- Monsieur Michel BRANCHI.

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE